

5835 .L35 1907

Vol. 7

de Mazeliere, Antoine Rous,
Marquis de, 1864-

Le Japon : histoire et
civilisation

Archbishop Alemany Library
Dominican College
of San Rafael



The Gift of
MR. & MRS. RICHARD DAVIS

THE PAYSON J. TREAT
COLLECTION

*Il a été tiré de cet ouvrage 60 exemplaires sur papier
de Hollande, numérotés de 1 à 60.*

LE JAPON

HISTOIRE ET CIVILISATION

TOME VII

LE JAPON COMME GRANDE PUISSANCE
LA TRANSFORMATION DE L'ASIE



Introduction :

LA CIVILISATION AU DÉBUT DU XX^e SIÈCLE

DU MÊME AUTEUR, A LA MÊME LIBRAIRIE

Moines et Ascètes indiens. Essai sur les caves d'Ajantâ et les couvents bouddhistes des Indes. Ouvrage accompagné de gravures d'après des photographies. Un volume in-18. (*Épuisé.*)
(Couronné par l'Académie française, prix Montyon.)

Essai sur l'histoire du Japon. Ouvrage orné de dix-neuf gravures et d'une carte. Un volume in-16. (*Épuisé.*)

Quelques notes sur l'histoire de Chine. Un volume petit in-8°. (*Épuisé.*)

Essai sur l'évolution de la civilisation indienne. Tome I^{er}. *L'Inde ancienne. — L'Inde au moyen âge.* — Tome II. *L'Inde moderne.* Deux forts volumes in-16 avec carte et gravures hors texte. 12 francs.

La Peinture allemande au dix-neuvième siècle. Ouvrage accompagné de 103 gravures hors texte. Un volume grand in-8°. Prix. 30 francs.

Le Japon. Histoire et civilisation. Tome I^{er}. *Le Japon ancien.* — Tome II. *Le Japon féodal.* — Tome III. *Le Japon des Tokugawa.* Trois volumes in-16 avec 41 gravures hors texte et deux cartes. (*Épuisé.*)

— Tome IV. *Le Japon moderne. La Révolution et la Restauration (1854-1869).* Un volume in-16, avec 10 gravures. 6 fr. 50

— Tomes V et VI. *Le Japon moderne. La Transformation du Japon (1869-1910).* Deux volumes in-16, avec 16 gravures et une carte. 13 fr.

— Tomes VII et VIII. *Le Japon comme grande puissance. La Transformation de l'Asie.*

I. INTRODUCTION : *La Civilisation au début du XX^e siècle.* Un volume in-16. 18 fr.

II. *La Revision des traités. La Guerre contre la Chine.* Un volume in-16. 12 fr.

Ce volume a été déposé au ministère de l'intérieur en 1923.

M^{IS} DE LA MAZELIÈRE

LE JAPON

HISTOIRE ET CIVILISATION

TOME VII

LE JAPON COMME GRANDE PUISSANCE
LA TRANSFORMATION DE L'ASIE



Introduction :

LA CIVILISATION AU DÉBUT DU XX^e SIÈCLE



PARIS

LIBRAIRIE PLON

PLON-NOURRIT ET C^{ie}, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

8, RUE GARANCIÈRE — 6^e

1923

Tous droits réservés

ACQUISITION ALEMANY LIBRARY

DOMINICAN COLLEGE

SAN RAFAEL, CALIFORNIA

F
952
21643
U. P.

86002

Copyright 1923 by Plon-Nourrit et Cie.
Droits de reproduction et de traduction
réservés pour tous pays.

PRÉFACE

Le Japon, Histoire et Civilisation (*dont trois volumes ont été consacrés au Japon d'avant la Révolution et trois à l'histoire intérieure du Japon moderne*) devait s'achever par deux volumes consacrés à l'histoire extérieure du Japon, sous le titre : Le Japon comme Grande Puissance. La guerre en a interrompu la publication. Je la reprends, en développant la troisième partie et en lui donnant pour titre : Le Japon comme Grande Puissance et la transformation de l'Asie. Tout en faisant la continuation et la conclusion des volumes déjà parus, cette troisième partie pourra former un ouvrage indépendant. Je n'y donnerai pas seulement l'histoire extérieure du Japon, qui restera pourtant le sujet principal, mais toute l'histoire de l'Asie contemporaine ; j'étudierai particulièrement les révolutions qui ont éclaté simultanément en Russie, en Perse, en Turquie, en Égypte, dans l'Inde et en Chine. Pour les rendre intelligibles, j'ai fait précéder cette troisième partie d'une Introduction, qui a un double

but : montrer comment la civilisation européenne s'est répandue en Asie et quels ont été les résultats généraux de son expansion ; résumer l'histoire de la Russie, des pays musulmans et de l'Inde jusqu'aux événements qui font l'objet de ces volumes.

LE JAPON

COMME GRANDE PUISSANCE

LA TRANSFORMATION DE L'ASIE

INTRODUCTION

LA CIVILISATION A LA FIN DU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE ET AU COMMENCEMENT DU VINGTIÈME SIÈCLE (1)

Pour comprendre les événements qui se sont produits en Asie au cours des cinquante dernières années, il faut d'abord rechercher les raisons qui

(1) L'histoire générale de la civilisation est traitée dans les introductions des tomes I, II, III, IV et VI, dans l'introduction de *la Monarchie absolue* (t. III) et dans l'introduction du livre III du *Japon moderne : les Réformes démocratiques* (t. VI); il en sera reparlé dans la conclusion de cet ouvrage; la présente introduction est uniquement consacrée à la double faculté qu'ont la civilisation européenne et la civilisation américaine, qui en est sortie, de se répandre dans les masses et de peuple à peuple.

Pour la situation de la femme, qui fut à de certaines époques

ont permis à la civilisation européenne, originaire de l'Europe occidentale, de s'étendre, d'une part, dans l'Europe centrale, l'Europe orientale, l'Afrique, l'Asie antérieure et l'extrême Asie, d'autre part, dans l'Amérique et dans l'Océanie, dont l'influence s'est ensuite imposée à l'Asie et à l'Europe.

La puissance de diffusion de la civilisation européenne tient à des causes multiples, mais surtout à ses principes mêmes, dont beaucoup sont l'opposé de ceux des civilisations antiques, dont elle est sortie. Ces civilisations, qui ne possédaient encore que peu de capitaux et n'avaient fait que peu de découvertes scientifiques, dépendaient étroitement des régions où elles s'étaient formées, du tempérament physique des races qui les avaient créées ou développées; comme leur principe fondamental était le culte des ancêtres, elles admettaient l'inégalité des sexes, des classes, des peuples et des races; créées par la force, elles se maintenaient et s'étendaient par la force. C'est pourquoi, si les empires qui se partagèrent le monde antique imposèrent leurs langues, leurs institutions, leurs religions et beaucoup de leurs usages à des régions considérables, cette unification fut en grande partie superficielle et précaire. Quelques empires disparurent sans laisser de traces; ceux mêmes qui se maintinrent pendant des siècles, comme l'empire romain, ne civilisèrent pas véritablement les

assez élevée en Égypte, en Babylonie et dans l'aristocratie de la Rome républicaine, voir l'introduction du tome I.

masses et les masses ne firent rien pour les défendre.

Avec l'unification matérielle de la conquête, il se produisit pourtant des tentatives d'unification morale par l'action que les religions, les philosophies, les sciences et même les mœurs des nations commerçantes exercèrent les unes sur les autres, mais partout la morale était encore tellement mêlée aux traditions et aux rites que ces tentatives suscitérent la confusion dans les esprits, l'anarchie dans la vie publique et la vie privée : les femmes s'affranchirent, mais par la corruption des mœurs, les esclaves se révoltèrent, les empires tombés en décadence ne purent résister aux invasions des barbares, ils disparurent et la civilisation avec eux.

Ces bouleversements n'avaient pas empêché que les relations ainsi créées entre les peuples ne fussent devenues fécondes : elles avaient prouvé la puérilité de croyances fondées chacune sur les légendes d'un peuple différent, l'injustice de morales basées chacune sur les ambitions d'une ville et les privilèges de quelques classes; elles avaient fait naître le besoin d'établir entre les sexes, les classes, les peuples et les races des rapports différents de ceux qui avaient prévalu jusqu'alors. Avant même que rien eût été changé dans les lois et les institutions des peuples antiques, leur esprit avait été renouvelé. Dans le bassin de la Méditerranée, les pauvres et les esclaves étaient allés au christianisme, qui enseignait que les hommes sont égaux devant Dieu et qui prêchait la

charité; sous son inspiration, ils avaient commencé de se faire leur propre civilisation, indépendante de celles des hautes classes attachées à des religions et des philosophies aristocratiques, et les hautes classes avaient dû reconnaître que leur civilisation ne comptait plus devant cette nouvelle civilisation des humbles. Le bouddhisme et le confucianisme avaient essayé de fonder sur leurs dogmes égalitaires des civilisations égalitaires; le bouddhisme avait échoué dans l'Inde, réussi partiellement dans le reste de l'Asie; le confucianisme avait établi une démocratie patriarcale. Le judaïsme et le mazdéisme transformés, les réformateurs vishnouites, qui cherchaient à purifier l'hindouisme, avaient enseigné des dogmes et une morale qui rapprochaient les hommes. Et, quand l'Islam se forma sous l'inspiration du judaïsme et du christianisme, il n'admit aucune distinction entre ses fidèles.

Cette transformation religieuse et morale ne sauva pas le monde antique : la vie des sociétés ne se confond pas avec la vie des hommes qui les composent; ceux-ci peuvent se convertir individuellement à de nouvelles croyances et à d'autres manières de vivre; en eussent-ils la volonté, ils ne réussiraient pas à changer brusquement leurs institutions, leurs mœurs, leur mentalité générale et l'ensemble des conditions de leur existence matérielle. Les grandes religions ne produisirent tous leurs effets sur les civilisés qu'après la disparition des anciennes sociétés; leur influence fut plus considérable encore sur les barbares, qui reçurent

l'ancienne civilisation d'elles seules et telle qu'elles l'avaient rénovée (1) ; vivant d'ailleurs dans un état d'égalité relative, ils acceptèrent volontiers un enseignement qui se fondait sur l'égalité. Aussi les sociétés modernes, qui sont sorties de la fusion des barbares et des anciens peuples, ont-elles différé dès le début des sociétés que les invasions avaient détruites. Sans doute la conquête, la féodalité, le servage accrurent d'abord l'inégalité des conditions ; la culture de l'esprit fut restreinte à moins de gens encore ; la barbarie et la misère, en faisant dépendre l'homme plus étroitement du milieu physique, morcelèrent la population des anciens pays en milliers de petits groupes ethniques, dont chacun avait ses mœurs, ses croyances et ses institutions. Tous les peuples, toutes les classes professaient pourtant certains principes communs, qui rapprochaient les hommes au lieu de les séparer, comme ceux des religions et des sociétés antiques.

Tel fut surtout le cas pour l'Europe chrétienne. La femme, l'esclave, le serf, le barbare n'y furent plus exclus de la civilisation ; le clergé et la noblesse ne furent plus des classes fermées ; les villes, où les traditions de la cité romaine étaient rénovées par les coutumes plus égalitaires des barbares, entrèrent dans la féodalité en obtenant pour leurs bourgeois pris collectivement les mêmes droits que les nobles possédaient individuellement. L'escla-

(1) Cela ne s'entend, bien entendu, que des effets politiques et sociaux des religions.

vage disparut peu à peu. Si le servage devait persister dans beaucoup de pays jusqu'au dix-neuvième siècle, dès le douzième et le treizième les affranchissements se multiplièrent dans l'Europe occidentale; les déclarations des papes et des rois, différentes de celles des plus grands philosophes païens, reconnaissaient le droit de tout homme à la liberté; l'édit de Louis X (13 juillet 1315) qui permettait aux serfs de se racheter s'exprimait ainsi : « Comme, selon le droit de nature, chacun doit naître franc (1). »

Le caractère original des sociétés nouvelles fut longtemps peu distinct, parce que la civilisation se reconstitua dans les pays où l'antiquité avait atteint son apogée et que dans une grande mesure elle la continua. En Asie les États modernes se sont fondés dans les mêmes régions que les anciens États. En Occident, la civilisation jusqu'au treizième siècle ne fut pas européenne mais méditerranéenne. La civilisation méditerranéenne était hétérogène puisqu'elle comprenait les États d'origine latine ou barbare de l'Italie, de la France méridionale et du nord de l'Espagne, l'empire grec et l'empire arabe. Elle était maritime : si elle donnait des manières et des connaissances communes aux habitants des ports, elle ne pénétrait que faiblement

(1) Le pape Alexandre III (1159-81) déclara que tous les chrétiens devaient être exempts de la servitude. En 1311, Philippe le Bel affranchit les serfs du Valois en disant : « Attendu que toute créature humaine, qui est formée à l'image de N.-S., doit généralement être franche par droit naturel. »

dans les régions dont ces ports étaient les débouchés; elle influençait peu les petits centres ethniques des campagnes, ni même les villes de l'intérieur, où se conservaient les traditions antiques déformées, et laissait le peuple dans la rudesse et dans la pauvreté, quoique dès le quinzième siècle le servage ait disparu de l'Italie et d'une grande partie de l'Espagne. Maritime, la civilisation méditerranéenne ne produisit que des États maritimes : à l'est, Byzance et le Khalifat; à l'ouest, Venise, Gênes, l'Aragon, qui s'annexa les Baléares, la Sardaigne, la Sicile et Naples, avant de se fondre avec la Castille et de chasser les Maures. L'Espagne même, à peine unifiée, étendit sa domination dans toutes les parties de l'Europe et du monde.

La civilisation méditerranéenne n'ayant pas de frontières géographiques, les conquêtes des Turcs, qui séparèrent l'Europe de l'Asie (dont nous cessons pour l'instant de nous occuper) et rendirent les trois quarts du bassin de la Méditerranée à la barbarie, en hâtèrent la décadence, comme aussi la découverte de l'Amérique et du Cap de Bonne-Espérance, qui détourna le commerce vers l'Atlantique, le morcellement de l'Italie, les ambitions démesurées et le mauvais gouvernement de la monarchie espagnole. La cause même de cette décadence était la formation et le développement d'une civilisation continentale, qu'on peut appeler la civilisation occidentale. Cette civilisation avait dû son origine à la diffusion de la civilisation méditerranéenne dans le Nord par les Croisades et les

invasions répétées de l'Italie, mais elle s'était dégagée des influences africaines et asiatiques, et elle n'avait pas continué directement l'antiquité, tout en s'en inspirant. Elle n'avait pas détruit les petits centres de culture comme la civilisation antique, elle ne les avait pas négligés comme la civilisation méditerranéenne, elle les avait pénétrés en adaptant leurs principes de morale à ses propres principes, par suite elle leur avait donné une cohésion, une force qu'ils n'auraient jamais eues sans elle. C'avait été en créant dans chacun une élite, composée d'une classe ou de plusieurs classes au caractère tranché, cette élite devait diriger la masse et la tirer peu à peu de sa demi-barbarie. En même temps la civilisation occidentale avait répandu dans tous les petits centres indépendants d'une région ethnique et géographique des croyances, des mœurs, des sentiments communs, qui leur avaient permis de s'influencer réciproquement, de se fondre même partiellement et de former ainsi des peuples. Mais un peuple véritable n'est pas un simple groupement ethnique, il doit constituer aussi un groupement politique : en même temps que les petits centres de culture s'étaient associés, les fiefs s'étaient réunis en principautés, les principautés en royaumes, les royaumes maritimes avaient fait place à des royaumes continentaux, la configuration de ceux-ci avait changé quand avaient changé les armes, les moyens de communication, les voies du commerce et les industries; après les royaumes barbares, fondés uniquement sur le droit de conquête, il y avait eu les royaumes féodaux, fondés

sur les droits privés des maisons souveraines. De ces derniers, plusieurs correspondaient à des groupements ethniques et à des régions géographiques : ils avaient progressivement adapté leurs institutions aux besoins d'États véritables ; les hautes classes, puis les classes moyennes avaient pris une part de plus en plus grande à l'administration et même au gouvernement ; sous leur influence l'amour du village, de la ville, de la province s'était transformé dans les masses en amour du pays tout entier, de la patrie ; ces royaumes, qui étaient à la fois des États et des peuples, commençaient donc de devenir des nations. Ainsi s'était formée une élite de peuples destinés à répandre la civilisation chez les autres peuples, comme l'élite sociale la répandait dans les autres classes. Ce n'était pas en leur imposant, à l'exemple de l'empire romain, leur domination, leur langue et leurs mœurs ; la civilisation occidentale, tout en répandant des principes d'ordre général, a développé les qualités originales de chaque peuple, son caractère propre a été de créer des nations telles que le monde n'en avait pas encore connu. Mais, en même temps, ce qui distinguait l'Europe de l'Asie et achevait de lui donner sa physionomie particulière, c'est que, si les peuples y étaient nettement séparés, ils vivaient cependant d'une vie commune ; dès le moyen âge, on les vit s'allier pour les Croisades.

Tous les peuples qui habitaient la moitié occidentale de l'Europe avaient contribué à former cette civilisation nouvelle, mais ceux du Midi

devaient trop à la civilisation de l'antiquité et de la Méditerranée pour s'en affranchir d'eux-mêmes, ceux du Nord en avaient tiré trop peu pour en conserver l'héritage intact. Depuis des siècles, au contraire, tandis que la France méridionale augmentait sa science de l'antiquité à l'école de l'Italie, la France du Nord, moins romaine, adaptait à ses besoins et à ceux de l'Europe les connaissances et les méthodes ainsi reçues. A ses débuts, la nouvelle civilisation avait donc été surtout une civilisation française, comme la France avait été le premier peuple à fonder un État véritable dans une région géographique précise. En s'émancipant de la féodalité, les Capétiens avaient repris les principes de gouvernement des anciens empires ; pour les rendre modernes et nationaux, ils avaient choisi leurs fonctionnaires dans la bourgeoisie, qui représentait en même temps les artisans et les paysans aux États généraux. Tandis qu'au onzième siècle les villes fortifiées, les châteaux des seigneurs, autour desquels se pressaient les maisons des serfs, semblaient autant d'États distincts au milieu de la campagne déserte, à la fin du quinzième, les seigneurs, les bourgeois, les paysans, qui, affranchis pour la plupart, s'étaient répandus sur tout le territoire, formaient un seul peuple régi par les mandataires du souverain. Si ce peuple restait divisé en classes hiérarchisées parce qu'une constitution sociale séculaire ne peut disparaître brusquement, la monarchie voulait l'égalité de tous devant la loi. Pour l'établir, elle rendait peu à peu son autorité

absolue; les bourgeois l'y aidaient; le moins puissant des trois ordres, ils sacrifiaient les États généraux aux Parlements et à l'administration, dont ils occupaient presque tous les emplois.

Avant que se fussent ainsi créées la nation et la culture françaises (1), la France du Nord avait eu, elle aussi, une culture partiellement maritime sur la Manche et la mer du Nord. C'est pourquoi l'Angleterre subit l'influence de la France avant aucun peuple continental. Pendant des siècles, la vie des deux pays fut presque confondue, leurs progrès mêmes leur prouvèrent qu'au lieu d'un seul État maritime avec une culture commune, ils devaient fonder deux États terrestres aux cultures distinctes. Sans doute, l'Angleterre avait été conquise par les Romains, qui l'avaient séparée par un *limes* de l'Écosse barbare; ce sont même les restes de la civilisation romaine qui ont opposé le caractère des Anglais à celui des Écossais; sans doute aussi, sous des rois, des nobles, un clergé normands et angevins, l'Angleterre se francisa, au point que les deux tiers de son vocabulaire sont d'origine latine, mais ses mœurs et ses lois restèrent celtes ou anglo-saxonnes. C'est le pays de l'Europe dont le gouvernement a le moins emprunté aux institutions des anciens empires. Comme, jusqu'à la fin du quatorzième siècle, les rois furent des étrangers presque toujours absents, les nobles devinrent les

(1) Pour éviter toute confusion, j'ai appelé civilisation les mœurs, les croyances et les inventions communes à un ensemble de peuples et culture celles qui appartiennent à un peuple ou à une région en particulier.

maîtres, mais, eux-mêmes d'origine étrangère et possesseurs de fiefs dispersés, au lieu de chercher à se rendre indépendants, ils formèrent une classe assez forte pour conquérir des droits civils et politiques dans un temps où il ne pouvait exister de droits sans soldats pour les défendre ; avec l'aide des prélats, des propriétaires fonciers et des bourgeois, ils constituèrent un Parlement chargé de voter ou de refuser les impôts. Quand la guerre des Deux Roses eut détruit la féodalité, la monarchie absolue s'établit en Angleterre, parce qu'elle s'établissait au seizième siècle dans tous les pays du monde, mais elle n'y put supprimer ni le Parlement, ni le jury, ni l'influence de la noblesse, bientôt reformée malgré l'affranchissement des serfs, et son règne y fut court. Ainsi, tandis que la France représentait la civilisation antique régénérée par les peuples nouveaux, l'Angleterre représentait les instincts de ces peuples policés par la tradition romaine. Les institutions françaises, qui tendaient à fondre les classes, auraient pu aboutir au despotisme si l'Angleterre ne leur avait opposé le régime constitutionnel et la liberté. L'Angleterre, dont les classes ne se sont pas fondues, aurait pu créer un régime purement aristocratique, et, comme elle ne s'est assimilé ni l'Écosse, ni le pays de Galles, ni l'Irlande, elle aurait pu tomber dans l'anarchie si elle n'avait appris de la France l'administration des anciens empires, les principes de l'unité de gouvernement et de l'égalité. Cette influence réciproque ne suffisait pas ; l'Angleterre et la France ne pouvaient devenir de véritables nations poli-

tiques que par la fusion partielle de leurs institutions. Mais, comme cette fusion impliquait la participation du peuple au gouvernement et qu'il devait longtemps encore rester en majorité illettré, les deux pays se combattirent pendant des siècles; leur lutte, en augmentant la connaissance qu'ils avaient l'un de l'autre, prépara la conciliation de leurs systèmes, qui, en se produisant dans un état politique et social plus avancé, devait achever la constitution de la civilisation occidentale.

Dans sa diffusion vers l'Est, la civilisation occidentale rencontrait d'abord l'Allemagne, ou plutôt les Allemagnes, comme on disait alors, tant l'Allemagne contenait de peuples divers, avait formé d'États et même de cultures distinctes. La Rhénanie et l'Allemagne du Sud, qui avaient appartenu aux empires romain, mérovingien et carolingien, tenaient plus à la France et à l'Italie qu'à la Saxe, conquise et civilisée par Charlemagne; c'est seulement au onzième siècle que l'opposition des deux régions commença de s'atténuer, elle ne disparut jamais. L'Allemagne ne réussit pas à s'organiser : les empereurs, absorbés par leurs ambitions italiennes, ne purent pas établir de monarchie centralisée; les nobles et les bourgeois, au lieu de fonder un régime constitutionnel, se rendirent indépendants; le Saint-Empire se morcela en milliers de villes libres, de fiefs laïques et ecclésiastiques. L'Allemagne ne se donna pas non plus une culture homogène : la Rhénanie, les pays du Sud et la Saxe différaient trop, la noblesse faisait toujours la guerre, et les villes, dont quelques-unes

devinrent célèbres pour leur richesse, leur commerce, leurs arts, leurs universités, vivaient chacune de sa vie propre.

Au delà de l'Elbe commençait une région sans frontières comme sans caractère précis. Après avoir enlevé le Brandebourg aux Wendes, l'avoir colonisé avec des émigrés de la Westphalie et des Pays-Bas, les Allemands s'avancèrent le long des côtes jusqu'au golfe de Finlande; les Scandinaves, les Polonais, les Lithuaniens et les Russes devaient leur reprendre peu à peu leurs conquêtes. Ces peuples se convertirent au christianisme entre le dixième et le quatorzième siècle, les uns le reçurent de Rome, les autres de Byzance. Au treizième siècle, les Mongols envahirent la Russie et en restèrent les maîtres jusqu'au milieu du seizième siècle; tous les pays voisins se ressentirent de la barbarie des nomades. Il n'exista plus dans le Nord d'autre culture que celle de la Baltique, qui se restreignait aux villes bâties sur les rives de la mer et des principaux fleuves. Jusqu'à la fin du quatorzième siècle, la puissance de la Hanse, des Chevaliers Teutoniques et des Porte-Glaive la rendit surtout allemande; l'union, en 1397, du Danemark, de la Suède et de la Norvège la fit scandinave; après la rupture de l'union au seizième siècle, il se fonda deux États maritimes : la Suède autour du golfe de Bothnie et de la Baltique orientale, le Danemark autour du Kattegat et du Skager Rak.

Au sud, l'Allemagne n'avait pas non plus de frontières; la Marche de l'Est, fondée par Charle-

magne et appelée depuis Autriche, était seule allemande ; elle conquit au treizième siècle les Slovénes slaves des rives de l'Adriatique. La Bohême, convertie au dixième siècle, formait un royaume slave, qui était, au quatorzième et au quinzième siècle, l'un des plus civilisés de l'Europe. Les Magyars, d'origine ouralo-altaïque, s'établirent, au dixième siècle, dans la Hongrie actuelle et se convertirent au onzième. La péninsule des Balkans était partagée entre Byzance et les envahisseurs : les Bulgares, d'origine turque, avaient adopté la religion grecque, les mœurs et la langue des Slovénes (1), établis d'abord dans les Balkans ; les Croates et les Serbes, slaves, parlaient aussi le slovène, les premiers avaient embrassé le christianisme occidental, les seconds le christianisme oriental ; les Valaques et les Moldaves, qui habitaient les vallées du Danube et du Pruth, appartenaient au rite grec, mais avaient une langue latine. A peine ces peuples commençaient-ils à se civiliser que les Turcs Ottomans conquièrent les Balkans (1389) et rejoignirent les Mongols musulmans de Crimée, maîtres de l'Ukraine ; Constantinople tomba en 1453 ; au début du seizième siècle, la Hongrie, la Transylvanie et la Croatie furent annexées à l'empire ottoman ; seule la Dalmatie lui échappa, qui appartint à Venise de 1200 à 1797. Ainsi, au sud comme au nord de l'Europe orien-

(1) Le Bulgare actuel, sorti du slovène ou slave ecclésiastique (vieux bulgare) par le moyen bulgare, en diffère aujourd'hui beaucoup par la perte des désinences et d'un grand nombre de formes grammaticales et l'adoption de mots étrangers.

tale et même d'une partie de l'Europe centrale, se mêlaient des Européens, des Eurasiens et des Asiatiques, la plupart barbares ou demi barbares. Il n'y avait plus de région continue de civilisation au delà de l'Elbe et des Sudètes. Encore cette première tentative d'extension de la civilisation occidentale n'avait-elle créé nulle part de royaumes où se trouvassent réunis, comme en France, en Angleterre, en Espagne, les trois éléments nécessaires à la constitution d'un peuple européen : des frontières géographiques, une culture originale et dans l'ensemble homogène, un gouvernement national; elle n'avait exercé d'influence profonde que sur des groupes épars : les bourgeois de certaines villes, les nobles de certaines régions; elle n'avait pas transformé la majorité des nobles et des bourgeois, à peine avait-elle atteint les masses, mais c'était assez pour les troubler, une crise était fatale.

Cette crise fut hâtée du fait que la civilisation méditerranéenne, à l'époque où elle disparaissait de l'Afrique, de l'Asie antérieure et de l'Europe orientale, atteignit son apogée dans le bassin occidental de la Méditerranée, apogée artistique et littéraire en Italie, apogée politique en Espagne; elle reprit la prépondérance, que la civilisation occidentale avait commencé de lui enlever, mais sa décadence succéda si brusquement à son apogée que ses chefs-d'œuvre se produisirent au milieu de la corruption et que les pays éloignés subirent à la fois l'influence de son apogée et de sa décadence. L'humanisme rendait à la Renaissance italienne

toute la civilisation antique, que les invasions des barbares avaient détruite et dont la civilisation méditerranéenne n'avait encore recouvré qu'une partie, mais il lui rendait aussi le paganisme avec son esprit aristocratique et sa fine sensualité. Le paganisme méditerranéen révolta les gens du Nord : ils ressentaient de l'antipathie pour les dieux de la Grèce et de Rome, qui appartenaient à d'autres races et à d'autres climats; ils avaient renoncé trop récemment à leur propre paganisme, ils en avaient conservé trop de restes dans la sorcellerie, l'astrologie, la croyance aux fées, aux esprits, aux revenants, pour distinguer le paganisme artistique et littéraire du paganisme véritable. La monarchie absolue avec son régime romain leur était odieuse. La pompe orientale des souverains, des nobles, des bourgeois enrichis les révoltait; les impôts qu'elle exigeait les accablaient, alors que les conquêtes coloniales, la découverte des mines d'or et d'argent, les relations plus fréquentes entre les peuples, les nouvelles méthodes du commerce et de la banque, l'introduction d'industries étrangères avaient bouleversé le régime économique, ruiné beaucoup d'artisans et de petits commerçants, fait baisser les salaires, empiré la condition des paysans, réduit des régions entières à la misère. Avec la Renaissance italienne s'étendait aussi la domination espagnole, et l'Espagne, malgré son génie, sa foi chrétienne, sa chevalerie, avait conservé beaucoup des influences africaines et asiatiques que lui avaient imposées huit siècles de domination musulmane; elle y avait

ajouté l'esprit d'aventures, les procédés de gouvernement tyrannique, les goûts exotiques que donnaient les conquêtes coloniales.

Les peuples du Nord repoussèrent la civilisation méditerranéenne tout entière; dans la civilisation occidentale, encore mal dégagée de la civilisation méditerranéenne, ils cherchèrent ce qui convenait à leurs tendances, le déformèrent pour se l'adapter et rejetèrent le reste; cette tentative violente de diffusion de la civilisation de peuple à peuple et de diffusion de la civilisation dans les masses provoqua une crise politique, économique, intellectuelle, morale et sociale. Mais les peuples du Nord n'avaient pas, comme ceux du Sud et de l'Ouest, reçu successivement la civilisation romaine et le christianisme, les missionnaires leur avaient apporté l'une et l'autre; chez eux, l'État ne s'était pas séparé de l'Église, ni la civilisation de la religion; pour essayer de se créer des gouvernements, une science, une littérature, des institutions et des coutumes nationales, ils crurent nécessaire de se créer des Églises et même des religions nationales. C'est pourquoi la grande crise du seizième siècle prit un caractère religieux (1).

Comme la prédication de Wicief dans l'Angleterre du quatorzième siècle et celle de Hus dans la Bohême du quinzième, les doctrines de Luther provoquèrent en Allemagne un bouleversement politique et social : les princes s'emparèrent des

(1) Je n'étudie ici cette crise que du point de vue de la diffusion de la civilisation, en laissant de côté ce qui est proprement religieux.

biens de l'Église et voulurent imposer une constitution allemande à l'empereur espagnol; les chevaliers se révoltèrent contre les princes (1522); les paysans et les petits bourgeois des villes se révoltèrent contre les seigneurs et les grands bourgeois (1525); les anabaptistes fondèrent une théocratie populaire (1534-1535). En Hongrie, en Pologne (où les cinq sixièmes de la population embrassèrent le protestantisme), les nobles s'insurgèrent contre les rois et les serfs contre les nobles. Les cantons suisses et la Hollande se mirent en républiques. Gustave Vasa se fit protestant pour soulever les paysans de la Suède contre le clergé et la noblesse favorables au Danemark, tandis qu'au Danemark Frédéric I^{er} opposait les protestants au catholique Christian II, qui avait protégé les bourgeois et les paysans contre les nobles trop puissants. Dans son ensemble, cet effort des peuples du Nord pour se créer une civilisation personnelle, cette révolte des masses pour s'affranchir et s'éduquer elles-mêmes échouèrent parce que ces peuples avaient reçu trop récemment la civilisation et que leurs masses étaient incultes. D'ailleurs, en repoussant la civilisation méditerranéenne et une grande partie de la civilisation occidentale, ils repoussaient et les principes de gouvernement laïque et centralisé, qui pouvaient seuls leur permettre de créer des États, et l'ensemble des connaissances scientifiques et philosophiques acquises par l'antiquité, la Méditerranée et l'Occident. La guerre de Trente ans sépara politiquement et moralement l'ancienne

Allemagne romaine et l'ancienne Allemagne barbare, qui avaient commencé à s'unir; elle les ruina l'une et l'autre; depuis l'écrasement de la révolte de 1525, le sort des paysans y était pire qu'au moyen âge (1). Dans l'anarchie générale, deux États mi-allemands et mi-étrangers se créèrent : l'un protestant, le Brandebourg, uni à la Prusse; l'autre catholique, l'Autriche, qui, après avoir vu les Turcs près de prendre Vienne (1529 et 1683), reconquit sur eux la vallée du Danube jusqu'à Belgrade avec la Transylvanie, et, à l'extinction de la branche espagnole de sa maison souveraine, obtint aussi le Milanais et les Pays-Bas : elle détruisit le protestantisme en Bohême et dans la plus grande partie du royaume de saint Étienne. Les nobles polonais, ayant rendu la monarchie élective et impuissante, se refirent catholiques pour soumettre leurs serfs et chasser des villes les bourgeois d'origine allemande. Dans les pays scandinaves, les rois et les nobles, protestants, s'accordèrent pour se partager les biens de l'Église et réduire les paysans, dont la totalité au Danemark et la majorité en Suède retomba dans le servage. Les républiques suisses devinrent aristocratiques; la république hollandaise, où prédominaient la noblesse et la bourgeoisie riche, perdit peu à peu ses libertés, au profit des stathouders, de la maison d'Orange Nassau (2).

(1) Dans presque toute l'Allemagne, même à l'ouest et au sud, les paysans retombèrent dans le servage (voir p. 49)

(2) Les pays qui avaient appartenu à l'empire romain restèrent catholiques (excepté la majeure partie de la Hollande et de

Comme toute diffusion de la civilisation amène une réaction des peuples nouvellement civilisés sur les peuples qui les ont civilisés, la crise s'étendit de l'Europe centrale à l'Europe occidentale. En Angleterre, les traditions germaniques et les traditions romaines se combattaient comme en Allemagne, mais, tandis que, en Allemagne, la scission se produisit entre des régions diversement ou inégalement civilisées, en Angleterre ce fut entre les classes. La noblesse et la bourgeoisie riche, qui voulaient une royauté forte et une hiérarchie sociale, qui se plaisaient à la Renaissance, aux arts, à la vie luxueuse et facile, repoussaient le protestantisme propre, ils ne demandaient que la création d'une Église nationale, encore y tenaient-ils peu avant que le mariage de Marie avec Philippe II les eût menacés de l'Inquisition et de l'absolutisme espagnols. La rupture avec la papauté accomplie, l'Espagne vaincue, ils s'al-

la Suisse et une partie de l'Allemagne occidentale); les pays qui avaient appartenu à Byzance ou qu'elle avait civilisés restèrent orthodoxes; les pays qui n'avaient pas connu la domination romaine devinrent protestants, y compris l'Écosse et l'Islande, mais à l'exception de l'Irlande, de la Pologne, de la Bohême et d'une partie de la Hongrie; encore les trois derniers avaient-ils d'abord été protestants.

La transformation des cantons suisses en petites républiques s'était accomplie progressivement, la Réforme l'acheva. Au dix-septième siècle, il faut distinguer entre les cantons purement ruraux, dont la constitution ne changea pas, et les cantons urbains, où les bourgeois enlevèrent aux paysans tous les droits politiques, et, parmi ces derniers, les cantons à *patriciat*, comme Berne, Lucerne, Fribourg, Soleure, où quelques familles se réservèrent toutes les charges.

lièrent avec les catholiques pour défendre la monarchie absolue et l'Ancien Régime. Au contraire, la petite bourgeoisie, les artisans et surtout les paysans propriétaires de leurs terres, les *yeomen*, condamnaient l'Ancien Régime, la monarchie, la noblesse, la Renaissance, les arts, le luxe, les plaisirs, ils élisaient leurs prêtres et reconnaissaient comme seule règle religieuse leur propre inspiration; après un siècle de luttes, ils établirent une république théocratique; ce fut le premier gouvernement qui tenta d'unir la liberté anglaise à l'égalité française, que les puritains avaient apprise de Calvin; le *Commonwealth* ne put se maintenir, ses principes ne concordaient pas avec ceux de l'Europe d'alors; la monarchie absolue fut restaurée. La révolution de 1688 la renversa pour établir le compromis sur lequel a reposé la constitution de l'Angleterre. C'était un compromis religieux, puisque l'anglicanisme tient le milieu entre le protestantisme et le catholicisme; si les dissidents furent persécutés, l'Écosse resta presbytérienne, et, dès le début du dix-huitième siècle, le méthodisme devait chercher une voie moyenne entre l'Église anglicane et les sectes. C'était aussi un compromis politique et social : la monarchie devint constitutionnelle, la noblesse recouvra la prépondérance, mais ce fut une noblesse ouverte, les familles bourgeoises qui s'élevaient obtenaient des titres et des charges; malgré un mauvais régime électoral, les bourgeois et les propriétaires ruraux accrurent leur influence à la Chambre des Communes, qui, dans la seconde

moitié du dix-huitième siècle, devint plus puissante que la Chambre haute ; l'*Habeas Corpus Act* garantit les libertés civiles. Si ce compromis commença de faire de l'Angleterre une nation politique véritable, il irrita les puritains, hostiles à l'épiscopat et à la royauté. Les plus fervents avaient émigré ou émigrèrent alors en Amérique. La scission subsista donc dans la mentalité et la société anglaises, mais elle ne sépara plus les différentes classes de la métropole, elle sépara la métropole des colonies. L'Amérique devint le représentant véritable de la pensée anglo-saxonne dégagée des traditions antiques, méditerranéennes ou normandes, comme aussi le représentant véritable du protestantisme, qui ne put fonder que dans un pays sans traditions le système politique et social correspondant pleinement à sa mentalité.

A peine la France avait-elle créé la civilisation occidentale que la Renaissance italienne et le prestige de l'Espagne menacèrent de la refaire méditerranéenne. A peine la France avait-elle créé son unité que l'Espagne, alliée à l'Autriche, menaçait son unité et son existence même. Tant que ses rois furent forts, elle compta sur eux pour la défendre ; quand le trône passa à des mineurs et à une régente étrangère, quand les Guises, alors encore des étrangers, s'emparèrent du pouvoir, une révolte confuse éclata, qui s'inspira des protestants, partout en guerre contre l'Espagne : en France, comme en Angleterre, le protestantisme cherchait à unir le principe français de l'égalité au principe anglais de la liberté. Mais, en France comme

en Angleterre, la tentative était prématurée. Et le protestantisme, quoique Calvin l'eût francisé, n'était conforme ni à la mentalité moyenne des Français, ni aux institutions de la France : s'il séduisit la petite noblesse, hostile au gouvernement centralisé, il souleva contre lui la masse des bourgeois, des artisans et des paysans. La lutte fut longue, le sort de l'Europe divisée dépendait de son issue ; tous les pays s'y mêlèrent : l'Angleterre, la Hollande, les protestants d'Allemagne soutinrent les huguenots ; Philippe II devint chef de la Ligue. Cet appui de l'étranger rendit la victoire de l'un et l'autre adversaires impossible. Le Tiers Parti l'emporta, qui défendait la tradition française. Catholique et monarchique, il condamnait l'intolérance, voulait séparer la puissance séculière de la puissance ecclésiastique, alors que les protestants les confondaient. Il fit accepter à la France, restée catholique, un roi converti, un premier ministre protestant et l'Édit de Nantes avec la liberté des cultes. En détruisant la suprématie de l'Espagne, il assura le triomphe de la civilisation occidentale sur la civilisation méditerranéenne (dont l'isolement relatif hâta la décadence) mais il conserva l'héritage de l'antiquité, les traditions administratives de l'empire romain. Après une guerre civile aussi longue, la monarchie devait, en effet, dominer les partis, elle se fit absolue. Son œuvre d'unification nationale fut un nouveau mode de diffusion de la civilisation occidentale : de plus en plus affranchie par ses progrès du sol, du climat, des qualités physiques des races, celle-

ci fondait maintenant les petits centres de culture régionale dans l'organisation du gouvernement centralisé : provinces et villes devenaient des divisions administratives, elles perdaient peu à peu leurs institutions et leurs mœurs particulières, leurs langues n'étaient plus que des patois ; la diffusion de la civilisation dans le peuple tendait à unifier les idées et les mœurs.

Après les excès qu'avaient causés les appels des partis aux foules, la véritable culture du dix-septième siècle fut pourtant une culture de l'élite. L'esprit français ne supportait plus le désordre et le doute ; il opposait au double individualisme de la Renaissance et de la Réforme la soumission de l'individu à l'Église, à l'État, à la classe et à la famille. S'il acceptait l'humanisme, il condamnait la conception de la Renaissance, qui sacrifiait tout à l'art et à l'aristocratie, l'imagination, la sensualité, la passion ; s'il prenait aux protestants la sévérité des mœurs et le rationalisme, il corrigeait l'austérité par les lettres et par la politesse, repoussait le libre examen ; l'usage de la raison fut limité aux déductions à tirer des grands principes intangibles. Encore que la France eût rejeté ce que la civilisation occidentale devait à l'Angleterre et qu'elle eût perdu jusqu'aux libertés du Moyen Age sans avoir obtenu l'égalité complète de tous devant la loi, il y eut vraiment au dix-septième siècle une nation française, parce que tous en France pensaient de même ; personne n'y regrettait les États généraux ; la Ligue et la révolution anglaise avaient rendu les assemblées impopulaires ; aucune

représentation n'était d'ailleurs nécessaire; dans la première moitié de son règne, Louis XIV gouverna la France comme elle désirait être gouvernée.

L'union ne dura pas. L'autocratie et la centralisation exagérées voulurent partout l'uniformité, et quand, au dix-huitième siècle, le pouvoir personnel eut fait place à l'État impersonnel, on comprit l'État comme immuable. La philosophie, au contraire, cessa de réduire le rationalisme à tirer des déductions de principes intangibles, elle disputa ces principes. Ainsi l'État et la philosophie, en plein accord au dix-septième siècle, s'opposèrent au dix-huitième, d'autant plus même que leur opposition ne resta pas théorique : les privilégiés se rallièrent autour de l'État immuable, ceux que lésaient les privilèges autour des philosophes, qui prétendaient fonder un État et une société modèles.

Après la confusion qu'avaient produite la Réforme et la domination de l'Espagne unie à l'Autriche, la création de la monarchie centralisée, la littérature du siècle de Louis XIV, la philosophie du dix-huitième siècle avaient de nouveau fait de la France le centre de la civilisation occidentale. C'est elle qui, après l'avoir renouvelée et lui avoir donné quelques-uns de ses caractères définitifs, devait recommencer de la répandre au sud, au nord et jusqu'à l'extrême orient de l'Europe.

Depuis le milieu du dix-septième siècle, son influence s'imposait même à l'Angleterre, malgré les nouvelles divergences qu'avaient produites entre elles le maintien en France de l'absolutisme

et du catholicisme, l'adoption par l'Angleterre du protestantisme et du régime constitutionnel. Cette influence avait rendu la littérature classique, subordonné la théologie à la philosophie, rénové le rationalisme protestant par le rationalisme cartésien, diminué le particularisme que les Anglais devaient à leur situation insulaire, corrigé l'étroitesse d'esprit que leur avait laissée le puritanisme. La science anglaise ne se contenta plus de noter des phénomènes, elle généralisa, expliqua le monde par la gravitation. Le bon sens et l'observation des faits produisirent, en prenant les méthodes du rationalisme, l'économie politique et la morale utilitaire (1). Enfin l'Angleterre, tout en respectant le régime parlementaire et les libertés locales, s'inspira de la France pour créer la forte administration centralisée, qui lui permit de fonder et de gouverner son empire. Ayant ainsi reçu de la France ce qui lui manquait, l'Angleterre redevint la rivale de la France, non pas seulement comme Puissance militaire, maritime, coloniale et commerciale, mais aussi en développant son génie propre dans les lettres, les arts, la science et la philosophie, en formulant ses principes de gouvernement libéral et représentatif et en les opposant à la théorie de l'État absolu et im-

(1) L'utilitarianisme se forma peu à peu par les œuvres de Cumberland (1672), Shaftesbury (1699), Butler (1726), Hutcheson (1755), Hume surtout (1739 et 1751), Paley (1785). Bentham (1748-1832) publia en 1789 : *Introduction to the Principles of Morals and Legislation*, mais il n'employa le mot d'utilitarian qu'en 1802.

personnel que la France avait formulée, mais ce fut seulement à la fin du dix-huitième siècle que l'Europe continentale s'intéressa aux idées anglaises.

Pendant les deux premiers tiers du siècle, elle ne subit que l'influence de la France; pour elle, il n'y avait pas antinomie entre l'État et la philosophie de la France, elle considérait la monarchie absolue et centralisée comme l'instrument le plus propre à mettre en pratique les préceptes du rationalisme.

En même temps que, sous l'impulsion de la France, l'Italie et l'Espagne acceptaient la civilisation occidentale (1), il se produisait une nouvelle tentative de diffusion de cette civilisation dans l'Europe centrale et l'Europe orientale. Cette fois l'initiative vint des souverains, qui prétendirent identifier la monarchie absolue avec l'État rationaliste conçu par la philosophie. Mais, plus on s'avancait vers l'Est, plus le peuple, encore dans le servage, était inculte, moins les hautes classes étaient nombreuses et instruites. Les souverains durent recruter beaucoup des fonctionnaires de leur nouvelle administration parmi les étrangers ou ceux qui avaient vécu à l'étranger. Pour les fonctionnaires, qui formèrent une classe distincte, la civilisation reposait sur un ensemble de principes rationnels, l'État seul la possédait, il l'imposait par ses décrets au peuple, qui devait

(1) Réformes de Charles III en Espagne (1759-88) et à Naples (1734-59), de Charles Emmanuel III (1730-73) dans le royaume de Sardaigne (*Corpus Carolinum*, abolition du servage (1771).

leur obéir sans essayer de les comprendre; l'armée et la police étaient là pour y contraindre les récalcitrants. Il leur apparaissait que de cette manière n'importe quel pays, si hétérogène, si barbare qu'en fût la population, pouvait obtenir rapidement une civilisation égale ou même supérieure à celle des pays les plus anciennement policés.

La Prusse réussit la première à constituer sur ces principes un grand État artificiel. Son histoire l'y préparait : la Prusse orientale était l'ancien territoire de l'ordre Teutonique, que le grand maître avait sécularisé au seizième siècle; du Brandebourg, infertile et sans cesse envahi, les Hohenzollern avaient fait une colonie militaire, où tout était discipline dans la paix comme dans la guerre; les huguenots chassés par Louis XIV y avaient cependant apporté un peu de la politesse française. Frédéric II acheva l'œuvre poursuivie depuis trois siècles par ses ancêtres : il créa une armée qui lui permit de doubler ses États, une administration qui devint un modèle, une magistrature aux décisions de laquelle lui-même se soumettait; il abolit la torture, il développa l'agriculture, l'industrie et le commerce, transforma les marais de l'Oder en plaines fertiles, encouragea l'enseignement, codifia le droit privé, le droit administratif, le droit ecclésiastique et le droit pénal (1746-1794). Mais il savait très mal l'allemand (à l'époque de Kant et de Goethe); son armée se recrutait en grande partie d'étrangers, qu'on enrôlait par ruse ou par force et qu'on disciplinait par les verges; les paysans (à l'exception de ceux des domaines

royaux affranchis en 1702) étaient des serfs; il n'existait pas de municipalités; les États provinciaux avaient perdu toute autorité. Les conquêtes de Frédéric II et de ses successeurs avaient fait de la Prusse un royaume mi-allemand, mi-polonais, sans principes nationaux, sans traditions et sans frontières, comme sans liberté, ni égalité, encore que le protestantisme y corrigeât certains défauts de l'absolutisme.

Joseph II employa les mêmes méthodes dans la monarchie autrichienne : il abolit la torture (1785), le servage en Bohême et en Moravie (1781), puis en Autriche (1782), promulgua le Code Joséphin (1787), établit la tolérance religieuse par l'édit du 20 octobre 1781 ; mais il prétendit imposer les mêmes lois aux Allemands, aux Hongrois, aux Flamands et Wallons, aux Slaves, aux Italiens, voulut supprimer brusquement des institutions séculaires et toutes les libertés ; les Pays-Bas se soulevèrent en 1787, la Hongrie en 1789 ; Joseph II et ses successeurs durent rapporter la plupart des mesures qui établissaient la centralisation. L'État autrichien n'en resta pas moins artificiel : il fut despotique sans être fort, minutieusement méthodique sans poursuivre avec persévérance une tâche précise, et les diverses nationalités qui le formaient devinrent de plus en plus hostiles les unes aux autres et au gouvernement central.

La Russie, que les Romanov venaient d'unifier et de rattacher à l'Europe, la Suède (1), le Dane-

(1) Gustave III fit contre les *États* le coup d'État de 1772 et

mark, la Saxe, et même, dans une moindre mesure, le Hanovre, la Bavière et les petits duchés allemands constituèrent de même des États artificiels sur les principes de la philosophie rationaliste. La création de pareils États ne pouvait assurément suffire à civiliser les peuples, comme s'en flattaient les théoriciens du dix-huitième siècle, mais, quels qu'en pussent être les irrémédiables défauts, qui seront étudiés avec l'histoire du dix-neuvième siècle, il est certain que, le gouvernement y étant absolu, ils transformèrent brusquement l'Europe. Aucune invasion n'y était plus à craindre, même des Turcs refoulés dans la péninsule balkanique. Tous les pays possédaient des administrations modernes, des cours, des académies, des routes, des ports, des armées. Voisins d'une Russie sortie de la barbarie, les Scandinaves, les Allemands de l'Est, les Polonais, les Hongrois perdaient la rudesse de leurs mœurs ; l'Autriche et l'Allemagne de l'Ouest pouvaient se policer, puisqu'elles ne rencontraient plus à leurs frontières que des Européens véritables ; dans l'Europe occidentale, séparée maintenant par tant de peuples non seulement de la barbarie, mais encore de la demi-barbarie, la culture des hautes classes pouvait s'étendre aux classes moyennes et commencer même de se répandre dans le peuple.

promulgua en 1789 *l'Acte d'Union et de Sûreté*, qui reconnaissait au roi le droit de faire la guerre et la paix, de nommer aux charges, de faire grâce (art. I), admettait les bourgeois au tribunal suprême (II), permettait aux roturiers d'acheter les terres nobles (III), etc.

Et cependant, au dix-huitième siècle comme au seizième, les progrès avaient été trop rapides; beaucoup n'étaient que superficiels; ceux qui étaient réels bouleversaient des sociétés constituées sur des principes trop rigoureux pour être modifiés délibérément. La grande industrie et la banque, qui se développaient surtout en Angleterre, les conquêtes coloniales rendaient le régime économique suranné: l'ancienne division en classes ne correspondait plus aux conditions nouvelles de la société; celle en corporations gênait l'industrie et le commerce, au lieu de les favoriser: beaucoup de professions établies depuis des siècles ne trouvaient plus à s'exercer, d'autres se créaient, que la loi ne reconnaissait pas. La noblesse et la vieille bourgeoisie étaient ruinées, tandis que des gens sortis du peuple s'enrichissaient de toutes manières; les paysans voulaient s'affranchir du servage et des droits féodaux; si la richesse augmentait, la population augmentait bien davantage et presque partout était dans la misère.

Le trouble que causaient de pareils changements était aggravé par les excitations de la littérature. L'influence grandissante des femmes y avait introduit la passion; le génie d'hommes nés dans toutes les classes, l'individualisme, la peinture des souffrances et de la misère, les rêves, les revendications des déshérités. Répudiant peu à peu la culture classique, l'Angleterre, redevenue purement anglaise d'esprit et d'habitudes, avait créé l'*humour*, le roman de mœurs, le lyrisme sentimental, la poésie populaire; sous son influence

les écrivains du centre, du nord et de l'est de l'Europe se dégageaient du rationalisme longtemps servilement copié, pour exprimer leurs sentiments, leurs idées, leurs traditions nationales dans le romantisme; ils niaient l'existence de la beauté absolue, d'une esthétique commune à tous les hommes, ne voyaient dans les arts et les littératures que les manifestations des tempéraments différents des peuples. L'union du romantisme et du rationalisme produisit l'idéalisme. A l'exemple de la science, qui, au cours du dix-huitième siècle, avait renouvelé la conception qu'on se faisait du monde par de grandes synthèses, la philosophie prétendait renouveler la métaphysique, la psychologie, la morale. Mais, pour reconstruire librement, elle voulut d'abord tout détruire. Et, de fait, la pensée inquiète du dix-huitième siècle contesta tous les principes où l'homme avait trouvé la certitude : après Locke, Condillac enseigna que les idées ont leur origine dans la sensation, Berkeley et Fichte nièrent l'existence du monde extérieur, Kant la véracité de la raison, Holbach professa le matérialisme, Rousseau condamna la civilisation (1).

(1) *Dates se rapportant à l'histoire de la formation progressive du romantisme au XVIII^e siècle* : FRANCE : *Manon Lescaut* (1731); *Nouvelle Héloïse* (1761); *Confessions* (1781-88); *Paul et Virginie* (1787). — ANGLETERRE : *Gulliver* (1726); *Saisons* (de Thomson) (1730); *Nuits* (de Young) (1742-46); *Clarissa Harlowe* (1748); *Tom Jones* (1749); *Elegy in a Country Churchyard* (de Gray) (1750); *Poésies* de Burns (1786-1787). — ALLEMAGNE : *Hermannsschlacht* (1769); *Emilia Galotti* (1772); *Götz* (1773); *Lénore* (de Bürger) et *Werther* (1774); *Brigands*

La philosophie rejetait également les principes politiques admis jusqu'alors, aussi bien ceux des États traditionnels que ceux des États artificiels. Elle prétendait créer un État nouveau par l'union de l'égalité française et de la liberté anglaise, développées l'une et l'autre jusqu'à leurs conséquences extrêmes. Il était naturel en effet que les réformateurs anglais en arrivassent à vouloir étendre les droits civils et politiques à tous les citoyens et que les réformateurs français finissent par comprendre l'égalité comme celle d'hommes libres se gouvernant eux-mêmes. Mais, si la liberté et le régime constitutionnel sans l'égalité assuraient la domination de l'aristocratie et l'égalité sans la liberté celle de la royauté, la fusion des deux ne pouvait se comprendre sans la république et la démocratie. Aussi l'empire britannique et la France eurent-ils chacun leur révolution. Mais, tandis que, en France, la lutte se produisit entre le peuple et la royauté, défendue par les classes privilégiées,

(1782). — HOLLANDE : Romans de la vie bourgeoise (*Historie van mejuffrouw Sara Burgerhart* (1782), etc.) d'Élisabeth Wolf (1738-1804) et Agathe Deken (1741-1804). Œuvres lyriques, épiques et dramatiques de Bilderdijk (1756-1831). — DANEMARK : (après Holberg (1684-1764), auteur de comédies inspirées de Molière) poèmes lyriques et dramatiques d'Evald (1743-84), racontant la mythologie, l'histoire et la vie scandinaves. — SUÈDE : Svedenborg (1688-1772) : *Arcana Cœlestia* (1749-56); *Vera Christiana Religio* (1771). — a) *Période d'imitation de l'Angleterre* : Dalin (1708-63), fondateur de la prose suédoise; Mörk (1714-63), romancier; Bellmann (1740-95), poète réaliste. — b) *Période du classicisme et du rationalisme français sous Gustave III*. — c) *Début du romantisme* : Thorild (1759-1808), inspiré de Rousseau.

dans l'empire britannique ce fut entre la métropole et ses colonies d'Amérique. Ces révolutions mirent fin à la civilisation occidentale proprement dite. Deux civilisations distinctes en sortirent : la civilisation américaine et la civilisation européenne. Dans un pays riche, immense, alors presque dépeuplé, les Américains purent non seulement unir aisément la liberté anglaise à l'égalité française, mais fonder aussi sur ces principes une république fédérative aux fonctionnaires élus, une société qu'on peut appeler une société sans classes et sans traditions. C'est au contraire dans des luttes et des crises sans nombre que devait se développer la civilisation de l'Europe. Les traditions nationales y étaient si fortes que la seule tentative de fondre les idées anglaises et les idées françaises, au lieu d'associer les deux pays, les opposa dans une guerre d'un quart de siècle. L'adoption en France du régime représentatif anglais avec la proclamation de l'égalité de tous les citoyens amena la chute de la monarchie, les émeutes, la Terreur, l'anarchie du Directoire ; Napoléon reprit la tradition française d'un régime centralisé, protecteur de l'égalité, et repoussa le parlementarisme et la liberté comme la cause des excès de la Révolution. L'Angleterre, effrayée de l'anarchie révolutionnaire, qui la menaçait aussi, avait repoussé dès 1790 les idées françaises de centralisation et d'égalité, donné ses propres idées de gouvernement représentatif et de liberté comme leur opposé ; lorsque, en France, l'impérialisme eut succédé à l'anarchie, elle le présenta comme

la conséquence forcée des principes français.

En se combattant, la France et l'Angleterre contraignirent tous les pays de l'Europe à devenir leurs alliés ou leurs ennemis. Cette guerre européenne succédant à la création des États artificiels devint ainsi une quatrième diffusion des idées et des mœurs de l'Occident dans toute l'Europe et acheva de fonder la civilisation européenne.

Longtemps ce devait être plutôt un nom qu'une réalité. Si l'Angleterre n'était pas encore capable d'avoir l'égalité, ni la France d'avoir la liberté, la plupart des autres pays de l'Europe n'étaient encore capables d'avoir ni l'une, ni l'autre. L'œuvre de diffusion de la civilisation dans les masses et de son extension de l'Occident à l'Orient était à reprendre; ce devait être par des moyens nouveaux, que nous allons maintenant examiner.

A. — LA CIVILISATION EUROPÉENNE

I

Les progrès réalisés au dix-huitième siècle étaient en effet peu de chose près de ceux qui restaient à faire pour que l'Europe fût véritablement civilisée. L'Ancien Régime avait donné à l'élite une culture raffinée, mais cette culture, restreinte à un cercle trop petit, avait abouti à la convention et à la préciosité; la Révolution l'avait d'ailleurs en partie détruite. L'instruction et l'éducation des classes moyennes étaient médiocres dans l'Europe occidentale, moindres encore dans l'Europe centrale, presque nulles dans l'Europe orientale et le sud des pays méditerranéens, où ces classes, peu nombreuses, étaient à peine constituées. Dans toute l'Europe les basses classes étaient illettrées; la civilisation morale et matérielle s'était répandue peu à peu, quoique faiblement, chez les paysans et les artisans de la France, de l'Angleterre, des Pays-Bas, de la Suisse et de l'Allemagne occidentale; la population des villes de l'Italie et de l'Europe centrale, de quelques villes mêmes de l'Europe orientale et de l'Espagne avait une certaine culture; mais, dans

l'ensemble, les masses de l'Espagne, de l'Italie centrale et méridionale et même de l'Europe centrale étaient demi-civilisées et celles de l'Europe orientale demi-barbares.

Les moyens qu'avait employés la civilisation occidentale avaient donc été insuffisants; la Révolution française avait voulu remédier à cette insuffisance en détruisant ce qui retardait ou paraissait retarder les progrès de la civilisation, telle qu'elle la comprenait, mais la civilisation ne s'étend pas par la destruction et, partout où la Révolution avait réussi à détruire, il était nécessaire de remplacer ce qui avait disparu. La Révolution avait aussi fait la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, des codes, des réformes multiples, mais, en réalité, ce n'était là qu'un programme, il s'agissait de le remplir.

Pour progresser, on devait non pas repousser les résultats obtenus par la civilisation occidentale, mais les utiliser et en faire le point de départ de l'œuvre nouvelle. Ces résultats étaient triples : culture de l'élite, demi-culture des classes moyennes, culture rudimentaire du peuple dans les petits centres ethniques et géographiques. La Révolution avait bouleversé la hiérarchie de l'Ancien Régime et, dans bien des cas, la composition des classes et des centres régionaux, mais presque nulle part elle ne les avait complètement détruits; dans beaucoup de pays la hiérarchie et la composition en étaient même restés intacts. Les petits centres possédaient une culture matérielle, étroitement dépendante du sol, du climat et du genre de

vie : cette culture avait perdu de son intérêt, mais elle ne pouvait disparaître qu'à mesure que le développement de la civilisation matérielle achèverait d'affranchir l'homme du milieu physique et l'on devait conserver au peuple ses moyens actuels d'existence jusqu'à ce qu'on pût lui en donner de meilleurs. Les petits centres possédaient aussi une culture morale, celle-ci était précieuse, elle avait de plus un caractère réflexe, et, pour tout ce qui ne tombait pas sous le coup de la loi, les paysans devaient longtemps encore se conformer surtout à cette civilisation instinctive qui provient de croyances, de traditions et d'usages séculaires. Il importait donc de respecter la culture rudimentaire des petits centres, mais aussi de la fondre peu à peu dans une civilisation d'un caractère plus général.

La diffusion de la civilisation européenne ne pouvait donc s'accomplir que progressivement, par l'influence des classes les moins nombreuses sur des classes de plus en plus nombreuses, avec un arrêt de consolidation après chaque extension à un nouveau groupe de classes et de petits centres de culture. Les moyens les plus efficaces de cette diffusion étaient l'instruction, l'accroissement du bien-être dans la bourgeoisie et dans le peuple, les progrès des communications, de l'industrie, du commerce, de l'hygiène, l'augmentation de la population urbaine, les contacts quotidiens des classes inférieures avec les classes supérieures et l'adoucissement des mœurs qui en est le résultat : ces moyens rappelaient par de certains côtés ceux

de la civilisation occidentale, mais les découvertes de la science et l'emploi de capitaux considérables devaient les rendre tout autrement puissants et rapides. Un facteur nouveau devait d'ailleurs s'y joindre, l'individualisme, qui s'était formé en Angleterre et que la Révolution française avait développé; c'est lui qui devait dissoudre progressivement et sans violence les associations où se conservaient des traditions surannées, lui qui devait pousser des hommes de plus en plus nombreux à s'élever d'une manière ou d'une autre au-dessus de la condition où ils étaient nés, préparer ainsi l'ascension des classes inférieures et la fusion de toutes les classes. Cependant les efforts des particuliers ne pouvaient suffire à répandre la civilisation sans l'aide systématique de l'État : la monarchie absolue en avait donné l'exemple, mais elle ne disposait pas des moyens qu'ont procurés aux gouvernements modernes les recettes énormes des impôts, le perfectionnement de l'administration, les statistiques, l'instruction obligatoire et le service militaire, non plus que de l'influence qu'ils tirent de leur association de plus en plus intime avec le peuple. Petit à petit, en effet, le caractère de l'État a changé au cours du dix-neuvième siècle, il a cessé d'avoir des sujets et de leur imposer une autorité qu'il tenait de lui-même pour représenter des citoyens et recruter son personnel parmi leurs mandataires. Cette transformation de l'État par l'extension des droits politiques ne doit pas précéder mais suivre celle de la civilisation : en cédant le pouvoir à la masse,

l'élite lui confie la garde de la civilisation. Il ne faut pas cependant que, pour conserver le pouvoir, l'élite, si nombreuse qu'elle devienne, retarde les progrès des masses ou leur refuse les droits que leurs progrès leur ont mérités. La participation de plus en plus grande de toutes les classes au gouvernement peut seule achever la fusion du peuple et de l'État, et créer de véritables nations politiques. Or, la création de pareilles nations a été l'œuvre caractéristique de la civilisation européenne. Transformant la conception que la civilisation occidentale s'était faite des nations, elle n'a plus reconnu comme telles que les peuples où tous jouissaient des mêmes droits, recevaient l'instruction, participaient au gouvernement et se donnaient des lois sans distinction de classes, où par suite tous devenaient conscients des qualités générales de la nation, de ses besoins et de ses aspirations collectives. Aucun peuple de l'Europe ne devait donc plus participer à sa vie morale qu'en devenant une nation; c'est pourquoi la question des nationalités a dominé toute l'histoire du dix-neuvième siècle. Mais, s'il était déjà difficile aux peuples occidentaux de constituer des nations véritables, au début du siècle beaucoup des caractères nécessaires à cette constitution manquaient à l'Europe centrale, presque tous à l'Europe orientale. Le fait que la civilisation était devenue européenne et que tous les peuples de l'Europe y participaient n'avait donc pas rendu inutile la diffusion de peuple à peuple; l'influence de l'Europe occidentale sur l'Europe centrale et

de l'Europe centrale sur l'Europe orientale était restée nécessaire, parce que seule elle permettait la diffusion de la civilisation dans les masses du centre et de l'est de l'Europe.

En effet, la transformation progressive des classes inférieures, telle qu'elle vient d'être analysée, ne pouvait encore se produire que dans l'Europe occidentale, puisqu'elle impliquait l'existence d'une élite véritable, de véritables classes moyennes et de masses déjà dégrossies par de véritables petits centres de culture régionale. Pour qu'elle se soit étendue à l'Europe méridionale, à l'Europe centrale et à l'Europe orientale, il a fallu que l'influence de l'Europe occidentale ait achevé d'y développer l'élite, intellectuellement et moralement, qu'elle y ait rendu les classes moyennes plus nombreuses, plus riches et plus lettrées, que par des prêts d'argent, l'envoi de savants et de spécialistes, elle y ait développé la civilisation matérielle. Seulement, au sud de certains pays méditerranéens, à l'est de l'Europe centrale et surtout dans l'Europe orientale, l'élite et les classes moyennes ont été parfois forcées de se transformer trop vite pour regagner leur retard sur celles de l'Occident; par suite leur culture, en grande partie cosmopolite, a été fonction de l'intelligence plutôt que du sentiment et de la volonté, affaire de discipline, de méthode ou de souplesse et d'adaptabilité plutôt que de transformation réelle du caractère et du tempérament. Pour les petits centres de culture, plus on s'éloignait de l'Europe occidentale, moins ils étaient nombreux et plus leur culture était rudimentaire,

mais aussi plus leur culture était différente de celle de l'Occident; au lieu d'aider à la diffusion de la civilisation européenne, ils lui opposaient une résistance de plus en plus forte à mesure qu'on se rapprochait de l'Asie; l'État était donc obligé d'intervenir pour vaincre cette résistance. C'est pourquoi dans l'Europe méditerranéenne, l'Europe centrale et l'Europe orientale, le développement de la civilisation s'est en quelque sorte confondu avec la transformation politique. En dehors de l'Espagne et du Portugal, on n'y rencontrait en effet aucune nation au propre sens du terme. Il s'y trouvait des États artificiels qui n'étaient pas des peuples et des peuples morcelés qui n'avaient pas pu former d'États. Aucun des États artificiels n'avait alors une population homogène. Quelques-uns réussirent dans la suite à s'unifier en renonçant à certaines régions imprudemment annexées ou en convertissant à leur culture des groupes ethniques sans traditions originales. Pour d'autres, cette nationalisation était impossible; ils la tentèrent pourtant quand ils en comprirent la nécessité, mais leurs traditions d'artificialité les empêchaient de recourir au seul moyen qui eût présenté des chances de succès : la constitution de fédérations, où chaque État aurait pu développer librement ses tendances nationales et où l'ancien État dominateur n'aurait exercé son influence qu'en donnant l'exemple d'une haute culture et d'institutions de plus en plus progressistes. Au contraire, ils reprirent les méthodes du dix-huitième siècle, mais leur œuvre de violence se heurta aux révoltes qui ont fini par

amener leur démembrement. De même, les peuples morcelés étaient, sous peine de disparaître, tenus de réaliser leur unité. Certains d'entre eux étaient tombés sous la domination d'un État artificiel, qui voulait leur imposer la langue et la culture de la nation dominante, sans même leur accorder en échange les libertés relatives et l'influence dont cette nation jouissait; ils repoussèrent cette oppression par la force. Mais, si, parmi les groupes ethniques démembrés et opprimés, quelques-uns réunissaient tous les caractères qui constituent un peuple et peuvent constituer une nation, il en était plusieurs où, par suite de leur culture rudimentaire, certains de ces éléments manquaient encore et ne pouvaient se développer que lentement; plusieurs aussi, qui se rattachaient à un peuple par leur langue ou leur type physique, à un autre peuple par leur histoire, leur religion, leur culture générale ou leurs besoins économiques; dans certaines régions les groupements ethniques ou linguistiques étaient si mêlés qu'aucune nation ne pouvait s'y former.

L'opposition entre les États artificiels et les peuples qui cherchaient à devenir des nations s'accrut du fait que le dix-neuvième siècle précipita l'évolution qui poussait beaucoup de petits États à se fondre dans de grands États. Les chemins de fer ont rendu accessibles en quelques heures des régions que l'on ne pouvait atteindre au début du siècle que par de longs voyages; le développement économique des pays modernes exige que les industries soient sous le même

régime que les mines qui leur fournissent leur combustible ou leurs matières premières; la multiplicité des ponts et des escales fait de certains fleuves de mauvaises frontières; les ports ne vivent que par leur pays d'amont; il est plus facile aux grandes Puissances de contracter de gros emprunts et d'obtenir des traités de commerce favorables; l'état de guerre où a vécu l'Europe a souvent mis les petits États à la merci des grands. Ce besoin impérieux d'unification géographique n'a pu cependant prévaloir contre le principe moral du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Comme, dans le passé, chaque transformation de l'État a détruit ou diminué les royaumes fondés sur des principes caducs, notamment les royaumes maritimes, ceux qui ne devaient leur existence qu'à la conquête ou aux droits privés des maisons souveraines, de même la conception démocratique que l'Europe s'est faite des nations a causé finalement la dissolution des empires qui n'avaient cherché que des frontières militaires ou une avantageuse configuration économique sans tenir compte des besoins moraux des peuples. L'Europe orientale et le sud de l'Europe centrale, qui semblaient dès le dix-huitième siècle avoir atteint leur constitution définitive, se sont ainsi morcelés et le resteront jusqu'à ce que s'y établissent des fédérations de peuples librement associés.

La diffusion de la civilisation européenne ne devait pas seulement contribuer à former des nations, elle devait aussi donner à l'Europe des mœurs, des sentiments et des principes communs.

A mesure que les procédés scientifiques ont remplacé les procédés empiriques du passé, les types particuliers d'architecture, de vêtements, d'ustensiles, de voitures, d'instruments aratoires et industriels ont fait place à des types modernes, qu'on retrouve sans changement dans l'Europe entière. Les mêmes tendances se sont aux mêmes époques manifestées dans les arts et les littératures de tous les pays européens ; de leur science, on peut dire qu'elle est une et faite des efforts de tous. Partout les mêmes réformes politiques et sociales se sont produites presque simultanément, encore que l'immense différence qui existait entre l'Europe occidentale et l'Europe orientale ait souvent fait échouer en Orient les réformes que l'Occident avait menées à bien.

Dans l'ensemble, les deux tendances de la civilisation européenne se sont aidées. Mais elles n'ont pu prévaloir en même temps ; l'histoire du dix-neuvième siècle montre une alternative de périodes d'expansion ou même de dissolution, pendant lesquelles les peuples de l'Europe ont semblé vivre d'une vie commune, et de périodes d'intégration, pendant lesquelles ils se sont séparés les uns des autres afin de fortifier leurs qualités nationales. Pour comprendre l'histoire du dix-neuvième siècle, il faut encore remarquer que la diffusion constante de la civilisation de l'Ouest à l'Est et de l'élite dans les masses a produit d'autres alternatives et qu'à chaque action des plus civilisés sur les moins civilisés a répondu une réaction des moins civilisés sur les plus civilisés. Cette réaction

a d'abord diminué la culture des plus civilisés et même fait rétrograder certaines parties de la civilisation réservées à l'élite. Mais dans la suite elle a fortifié et enrichi la civilisation par le rejet d'éléments vieillis, l'apport d'éléments nouveaux, surtout par l'accroissement continu du nombre des civilisés, la diminution continuelle du nombre des non-civilisés et des demi-civilisés.

II

La période qui s'étend de la guerre de l'Indépendance américaine jusqu'à 1815 a été une période d'expansion de la civilisation européenne. Malgré la lutte de la France et de l'Angleterre, la Révolution française réussit à formuler un certain nombre de principes qui unissaient l'idée française d'égalité à l'idée anglaise de liberté. Elle transforma l'œuvre législative du dix-huitième siècle en ne considérant plus seulement les lois comme l'enregistrement des coutumes, mais aussi comme l'expression d'un droit naturel supérieur, commun à tous les hommes. Les Codes français devinrent la base du droit européen. Napoléon les donna à la Belgique, qui les a conservés; le Code civil a régi la Pologne depuis 1806, la Province Rhénane, la Hesse Darmstadt, le Palatinat bavarois, Bade (depuis 1809) jusqu'au 1^{er} janvier 1901. Les autres pays (à l'exception de l'Angleterre, qui n'a pas de codes) devaient

s'en inspirer, surtout pour le droit pénal (1).

Ces codes posaient comme premier principe l'égalité des citoyens. Ils ne reconnaissaient pas de privilèges à la noblesse, qui devait perdre dans tous les pays ses prérogatives en matière de droit civil et de droit pénal et ne conserver dans quelques-uns que des droits politiques restreints.

Les codes français ignoraient aussi le servage. La France du dix-huitième siècle ne connaissait plus le servage que dans quelques régions de provinces annexées au dix-septième siècle, notamment de la Franche-Comté, mais il existait presque partout des droits féodaux : dîmes, prestations et corvées. L'Assemblée nationale les abolit le 4 août 1789. Les lois de la Révolution et le mouvement agraire qu'elles provoquèrent eurent, malgré leurs excès, l'avantage d'étendre beaucoup la propriété pay-

(1) *Code pénal*. France (12 février 1810), Bavière (1813, 1861), Saxe (1838), Hanovre (1840), Hesse-Darmstadt (1844), Prusse (inspiré du Code français) (14 avril 1851), Autriche (27 mai 1852), Oldenbourg (1858), Allemagne du Nord (31 mai 1870), Empire allemand (15 mai 1871), Hongrie (1878), Hollande (1881), Italie (1889), Russie (1903), Norvège (1905).

Abolition de la torture comme moyen d'instruction : Angleterre (peu pratiquée en dehors des crimes politiques et de la sorcellerie, dernière application aux sorcières vers 1646); Écosse (1708); Prusse, sous Frédéric II (1740-1754); Bade (1767); Mecklembourg (1769); Danemark et Saxe (1770); Autriche (1776); France (1789); Russie (1801); Bavière et Wurtemberg (1809); Hanovre (1822); Gotha (1828). La torture, accompagnant une exécution capitale, a disparu peu à peu. En Angleterre, la peine de mort a été supprimée pour une centaine de cas de félonie en 1823 et 1826, pour les crimes de faux (1832-1837); depuis 1861, elle n'a été maintenue que pour l'incendie des arsenaux, la piraterie, la trahison, l'assassinat.

sanne, déjà considérable sous l'Ancien Régime. Pour la première fois dans l'histoire du monde, la masse de la population, en possession de la plus grande partie du sol, avait intérêt à préserver l'ordre, à défendre la civilisation. Sur la rive gauche du Rhin, en Belgique, en Hollande, au Luxembourg, en Suisse (depuis 1798), en Italie, en Espagne, au Portugal, où n'existait plus le servage propre, la législation ou l'influence de la France fit disparaître les droits féodaux, les dîmes et les corvées. Napoléon abolit le servage propre dans le duché de Varsovie par la Constitution du 22 juillet 1807 (pas les corvées, abolies partiellement en 1846, totalement le 14/2 mars 1864). L'exemple du duché détermina la Prusse à supprimer, par la loi du 9 octobre 1807, le servage dans les domaines des nobles, dont une partie fut expropriée et donnée aux paysans (1). Le Danemark avait achevé d'affranchir les serfs en 1800. Les autres États devaient suivre ces exemples au cours du dix-neuvième siècle (2).

(1) Édits du 27 juillet 1808 et 14 septembre 1811.

(2) Voici l'histoire du servage postérieurement à 1815. Le servage fut supprimé au Wurtemberg en 1817, en Bavière en 1818, dans la Haute-Lusace saxonne en 1832. Joseph II, en abolissant le servage propre en Bohême et en Moravie (1781), en Autriche (1782), avait laissé subsister le *Frohn* ou *Robot*, l'ensemble des corvées, qui obligeaient le paysan à travailler gratuitement, plusieurs jours par semaine, la terre des seigneurs. Le Robot autrichien et le servage hongrois (adouci en 1832 et 1840) ont été supprimés en 1848. Le servage a été supprimé en Russie (1863), en Roumanie (1864). Les paysans serbes, bulgares et grecs n'ont jamais été serfs. En Suède, en Norvège et en Finlande, il a toujours existé des paysans libres et propriétaires,

La Révolution française avait aboli les jurandes et maîtrises, établi la liberté du travail par les lois du 15 mars 1791 et du 17 juin 1791. Ces mesures furent étendues aux pays annexés ou soumis par la France, entre autres à la Belgique (1795) et à l'Allemagne occidentale. Au cours des réformes qui suivirent la paix de Tilsit, la Prusse supprima l'obligation de faire partie des guildes par l'édit du 2 novembre 1810 et la loi du 7 septembre 1811; elle ne supprima les douanes intérieures qu'en 1817. En Autriche, le Code civil de 1811, partiellement inspiré des codes français, compléta les réformes de Joseph II (la liberté complète des professions et du commerce ne devait cependant prévaloir en Autriche et en Hongrie qu'à partir de 1859). Les autres États de l'Europe (excepté l'Angleterre, où les guildes avaient disparu avant le dix-huitième siècle) ne devaient accorder que progressivement la liberté du commerce au cours du dix-neuvième siècle. Mais, en même temps qu'on abolissait les guildes héréditaires, il fallait reconnaître aux citoyens le droit de s'associer librement. La crainte de voir se reconstituer les corporations fut d'abord si forte que la France interdit toute association industrielle et commerciale par la loi

mais il y avait aussi en Suède de grandes terres nobles sur lesquelles les paysans n'étaient guère que des serfs; les droits féodaux n'y ont disparu que peu à peu. Il faut remarquer que le servage différait beaucoup suivant les pays; en Russie, jusqu'à Alexandre I^{er}, les serfs, principalement les serfs attachés à la personne, étaient de fait des esclaves. Il y avait des pays où les serfs pouvaient posséder un pécule, d'autres où ils ne le pouvaient pas.

du 17 juin 1791 et l'Angleterre par les *combination laws* (1800 et 1814). Mais, comme les ouvriers anglais protestaient violemment contre les *combination laws* (dont ils devaient obtenir le rappel en 1825), la loi prussienne du 7 septembre 1811 autorisa la constitution de guildes, à condition qu'elles ne fussent pas héréditaires et que nul ne fût obligé d'en faire partie (1).

*
* *

Cette expansion de la civilisation avait produit sur chaque peuple des effets différents selon sa situation, ses traditions, son caractère et le degré de culture où il était parvenu.

(1) Voici les principales lois concernant la liberté du commerce, en dehors de celles déjà citées : États-Unis d'Amérique (4 juillet 1776); Grande-Bretagne (1814, 1835); Belgique (1795); Hollande (1819); Espagne (1813 (souvent modifiée par les différents régimes); Italie (sous Napoléon et mai 1864); Norvège (1839 et 1866); Suède (suppression des guildes en 1846); Danemark (1806, suppression des guildes en 1857). Suppression des guildes en Suisse : Thurgovie (1832), Soleure (1834), Zurich (1837), Bâle-Campagne (1840), Argovie (1858), Bâle-Ville (1874), dans toute la Suisse (1874). Établissement progressif de la liberté du commerce au Portugal, en Grèce, en Roumanie. Lois : Brême, Oldenbourg (1861); Saxe, Wurtemberg, Bade (1862); Weimar, Meiningen (1863); Francfort, Brunswick (1864); Hambourg (1865); Bavière (1868); Allemagne du Nord (1^{er} novembre 1867 et 8 juillet 1868), *Gewerbeordnung* du 21 juin 1869, étendue à l'Allemagne du Sud (1871-1872); ces lois, qui établissent ou règlent la liberté du commerce, portent sur des matières différentes. Russie (1863-1866) : il n'y avait pas en Russie de guildes véritables, mais seulement des guildes et des corporations factices établies par Pierre 1^{er} et Catherine II.

A une époque où les États maritimes finissaient de disparaître pour faire place aux États continentaux, l'Angleterre avait créé le plus grand empire maritime qui a jamais existé, mais dans de tout autres conditions que les États maritimes du passé. Il n'y avait plus d'autre marine de guerre que la sienne, ni même d'autre marine marchande, à l'exception de la petite flotte américaine ; elle était maîtresse des détroits importants ; elle était seule à communiquer avec tous les continents, à mettre en relations les différentes parties de l'Amérique, de l'Afrique ou de l'Asie. Elle avait le monopole du commerce international et de la grande industrie ; elle seule pouvait donc fournir à ses colonies des produits manufacturés et leur acheter leurs matières premières ; elle seule aussi pouvait leur consentir des emprunts. La création de cet empire, qui ne se maintenait que par l'absolutisme, avait changé la mentalité anglaise : tout, même les libertés si laborieusement obtenues, devait être au besoin sacrifié pour le conserver. Les Anglais avaient de plus acquis une richesse telle qu'aucun peuple n'en avait eu de semblable ; ils travaillaient à l'augmenter, mais dans les conditions économiques d'alors la richesse ne s'augmentait qu'en restant dans la possession de quelques gens : la répartir entre beaucoup de gens eût été les pousser à la consommation, dissiper cette richesse en peu de temps. Aussi la gloire de l'Angleterre, sa puissance, sa fortune n'appartenaient-elles qu'à un petit nombre de privilégiés. Le mouvement égalitaire et libéral

qu'avaient provoqué la philosophie du dix-huitième siècle et l'indépendance américaine et qui avait produit les œuvres de Smith et de Bentham disparut quand les excitations de Paine (1737-1809) et de Godwin (1756-1836) firent craindre que l'influence de la Révolution française ne s'étendît en Angleterre. A part le court ministère Grenville-Fox (*All the Talents*) (1806-1807), les *tories* conservèrent le pouvoir de 1783 à 1830 (1). Si les fournitures de guerre et le protectionnisme avaient énormément enrichi les brasseurs d'affaires et les grands propriétaires fonciers, la misère du peuple était telle que, sur douze millions d'habitants, il y avait un million et demi de pauvres secourus; on les traitait comme des condamnés; les paroisses avaient le droit de leur enlever leurs enfants pour les louer aux manufacturiers (2). C'est ainsi que l'Angleterre, pour avoir repoussé les idées de la France, renonça pendant un demi-siècle à rien faire pour ses classes misérables et cela à l'époque même où elle transformait la civilisation matérielle et répandait dans le monde

(1) Ils s'assuraient la majorité à la Chambre des lords en faisant des pairs. Quinze mille électeurs étaient censés avoir élu la majorité des membres de la Chambre des Communes en 1793; pratiquement, 172 députés anglais et gallois étaient nommés sans élection par le Trésor ou des particuliers, 137 désignés, c'est-à-dire imposés par eux aux électeurs; les 45 députés écossais étaient nommés par 35 personnes. C'était l'époque du *patronage*: toutes les places de l'Église, de l'État et de l'armée étaient vendues ou données aux parents et amis des ministres.

(2) D'après WALPOLE, *History of England*, I, p. 161 (qui cite HANSARD, *New Series*, XVIII, p. 1527), le nombre des personnes *in receipt of relief* était de 1 040 000 (1801), 1 850 000 (1827).

entier l'influence de ses institutions libérales.

Pendant que l'Angleterre conquérait les mers, la France avait conquis l'Europe ; tant de victoires, la prospérité matérielle qui commença sous le Consulat et se développa dans les premières années de l'Empire, la sécurité qu'on éprouvait sous un gouvernement fort, hostile aux privilèges de l'Ancien Régime, firent oublier à la plupart les réformes pour lesquelles ils avaient fait la Révolution, mais les pertes énormes des dernières guerres, la misère grandissante, les deux invasions leur montrèrent que la France avait besoin de la liberté anglaise comme l'Angleterre de l'égalité française.

Le reste de l'Europe comprenait qu'il fallait concilier les idées des deux pays et les réunissait sous le nom d'idées de progrès. Leur influence fondit dans la civilisation européenne ce qui subsistait de la civilisation méditerranéenne. L'Espagne, conquise par Napoléon et révoltée contre lui avec l'aide de l'Angleterre, associa les principes français et les principes anglais dans la Constitution de 1812, qui, tant de fois abolie ou remaniée, n'en devait pas moins rester la charte de ses institutions politiques. Les Italiens, délivrés de l'Autriche et presque unifiés par Napoléon, acceptèrent son État centralisé, qui leur était doublement cher, parce qu'il mettait fin à une anarchie séculaire et s'inspirait du droit romain ; si le régime napoléonien disparut en 1814, il laissa l'Italie préparée moralement au *risorgimento*.

La République française et Napoléon détrui-

sirent l'Allemagne féodale. Le traité de Bâle et les arrangements de 1802 et de 1806 supprimèrent les principautés ecclésiastiques dans l'Allemagne entière, les villes libres, principautés et seigneuries de l'Allemagne du Sud et de la Rhénanie. Le Saint-Empire fut aboli. Les États créés par Napoléon, qui ont subsisté, excepté la Westphalie, adoptèrent les principes de la Révolution.

Les conquêtes napoléoniennes montrèrent le caractère artificiel des États qui avaient civilisé au dix-huitième siècle l'Europe centrale et l'Europe orientale. Vaincue, la Prusse non viable qu'avait faite Frédéric-Guillaume II perdit ses territoires polonais. Stein, Hardenberg et Scharnhorst, instruits par la défaite, s'efforcèrent de transformer ce qui restait de l'État artificiel en nation : après avoir aboli le servage et les guildes, ils créèrent le conseil des ministres, donnèrent aux villes un régime municipal, organisèrent l'instruction primaire (1), substituèrent une armée nationale à l'armée de métier en partie recrutée à l'étranger : le service militaire obligatoire ne devait pas seulement remplacer par la réserve et la territoriale la grande armée d'autrefois supprimée par Napoléon, il devait devenir le principal agent de la civilisation du peuple par la discipline. Ces réformes sauvèrent la Prusse, mais n'en firent pas une nation ; il n'y avait de prussien que la maison royale, les fonctionnaires, les hobereaux de la

(1) La loi fondamentale est de 1816. Toutes les exemptions d'impôt furent supprimées le 27 octobre 1810.

Prusse Orientale et du Brandebourg. Ignorants et rudes, les paysans, récemment délivrés du servage, n'avaient pas encore de sentiments politiques. Le patriotisme des étudiants et des écrivains était un patriotisme allemand. Mais l'Allemagne, qui voulait un empire constitutionnel, haïssait la bureaucratie et le militarisme prussiens. Le soulèvement national et démocratique que préparaient les sociétés secrètes ayant éclaté en 1813, la Prusse et l'Allemagne s'unirent cependant pour la lutte; la paix venue, leurs divergences reparurent. L'Allemagne n'obtint aucune des libertés qui lui avaient été promises, mais le roi de Prusse reçut, en échange de Varsovie et de la Lithuanie occidentale annexées par la Russie, la Poméranie suédoise, la moitié de la Saxe, la Westphalie et la Province Rhénane; la constitution de la Prusse était si artificielle qu'elle se dédommageait sur le Rhin de ce qu'elle avait perdu sur la Vistule et le Niémen, et que ses territoires étaient séparés en deux par la Hesse Électorale et le Hanovre. Mais ses nouvelles acquisitions, en faisant d'elle la première Puissance allemande, confondaient ses ambitions avec les aspirations de l'Allemagne, dont elle s'était auparavant désintéressée, et le protestantisme devint prépondérant en Allemagne, où les catholiques l'avaient jusqu'alors emporté.

Napoléon avait, en effet, enlevé à l'Autriche la couronne impériale allemande avec ses possessions de la vallée du Rhin et de la Forêt-Noire; le Congrès de Vienne lui avait donné en échange la Vénétie et la Dalmatie, qu'elle avait déjà obtenues

à la paix de Campo-Formio, mais perdues depuis, rendu le Milanais et la Galicie. Bien qu'elle fût rentrée dans la Confédération germanique, l'Autriche n'était donc plus une Puissance allemande, mais le plus artificiel des États européens.

Les conquêtes de la Russie en Finlande, en Pologne, en Orient avaient aussi achevé de la rendre artificielle.

Les pays scandinaves réussissaient mieux dans leur œuvre de nationalisation. Chacun d'eux suivait d'ailleurs une politique différente. En Suède, après l'assassinat de Gustave III (1771-1792), qui avait voulu s'affranchir de l'hégémonie des nobles et créer la monarchie absolue protectrice du peuple, après l'expulsion de son fils Gustave IV (1792-1809), son frère Charles XIII (1809-1818) avait dû promulguer la Constitution du 6 juin 1809 (en vigueur jusqu'en 1866), qui rendait les ministres responsables devant les États, où la noblesse et l'épiscopat luthérien avaient la prépondérance; elle fut confirmée par Bernadotte, régent depuis 1810, roi, sous le nom de Charles XIV Jean, de 1818 à 1844. La Norvège, que le Danemark avait cédée à la Suède par le traité de Kiel (14 janvier 1814), s'était donné le 17 mai 1814 une Constitution démocratique; Bernadotte la confirma en novembre 1814, après l'avoir révisée; la noblesse devait être abolie en 1821. Le Danemark conserva la monarchie absolue. En même temps, avec l'abandon de la Norvège par le Danemark, de la Finlande et de la Poméranie par la Suède, ces deux États cessaient d'être proprement maritimes.

Dans les Balkans, les défaites que la Turquie subissait depuis un demi-siècle avaient provoqué le soulèvement des chrétiens. La Serbie, révoltée de 1804 à 1812 sous Karageorge, obtint son autonomie en 1815-1816 sous Obrenovitch.

Ainsi, les conquêtes de Napoléon avaient étendu à toute l'Europe l'œuvre que la Révolution avait faite en France. Mais cette œuvre de révolution et de guerre était ce qu'une pareille œuvre doit être : confuse, inégale, ici insuffisante et là prématurée. A l'action des plus civilisés avait succédé la réaction des moins civilisés avec l'anarchie que causaient tant de luttes et de troubles, l'invasion de l'Occident par des armées d'Eurasiens et d'Asiatiques, la prépondérance de l'Autriche et de la Russie, les Puissances les plus orientales et par suite les moins civilisées de l'Europe. Cette première grande période de diffusion de la civilisation européenne devait donc être suivie d'une période d'intégration, de recueillement et de reconstitution nationale.

III

Il fallait d'abord refaire une Europe politique : car non seulement aucun État n'avait de frontières, mais encore on ne savait de la plupart si l'on devait les considérer comme existant ou comme n'existant plus. La tâche du Congrès de Vienne était difficile ; la Révolution Française avait formulé le principe des nationalités, mais, en dehors de la France, de l'Angleterre, de la

Hollande, de la Suisse, de l'Espagne et du Portugal, tous les États étaient artificiels, et les nations qui devaient se constituer au cours du dix-neuvième siècle n'avaient encore que des aspirations trop vagues pour se réaliser. On voulait d'ailleurs concilier les traditions du passé avec les ambitions des vainqueurs. La reconstruction ainsi faite de l'Europe fut donc hâtive et injuste, elle n'en assura pas moins la paix et devait se maintenir dans ses grandes lignes jusqu'en 1859. Il fallait ensuite rétablir l'ordre dans les pays bouleversés; la Sainte-Alliance (du 20 septembre 1815) y réussit momentanément en coalisant les gouvernements contre la Révolution : pourtant on ne restaura pas l'Ancien Régime; même sous Metternich, l'Autriche n'était plus ce qu'elle avait été au dix-huitième siècle. Si l'influence des idées françaises empêcha qu'on revînt sur les réformes fondamentales accomplies depuis 1789, l'influence des idées anglaises fit que, pour raffermir la société, l'on en reconstitua l'élite. Hors de la France, l'élite de l'Ancien Régime avait conservé presque intégralement sa fortune, ses privilèges et son influence; en France, elle en recouvra une partie sous la Restauration. L'esprit des peuples les plus étrangers à la culture classique dominait alors le romantisme, il opposait le moyen âge mystique et chevaleresque aux républiques antiques, chères à la Révolution, les vieilles traditions nationales, qui admettaient l'inégalité des classes, à la conception d'un homme idéal que s'était faite le rationalisme, et la situation de

l'ancienne aristocratie s'en trouvait fortifiée. Il importait donc de la réconcilier avec l'ordre nouveau, dont les gouvernements savaient la destruction impossible, de la réconcilier aussi avec l'élite nouvelle, qu'avaient créée la guerre, la politique, la finance, l'industrie, la science et la littérature, car il fallait une élite forte et nombreuse pour répandre la civilisation dans l'Europe troublée. Cet esprit prévalut dans la Charte de 1814, qui, pour la première fois, associait en France la liberté et le régime représentatif anglais avec les traditions nationales de centralisation et d'égalité, les Constitutions des Pays-Bas (29 mars 1814, 24 août 1815), de Saxe-Weimar (1816), de la Bavière (26 mai 1818), de Bade (22 août 1818), du Wurtemberg (25 septembre 1819).

En 1815, tous étaient si las des guerres et des troubles que les plus ardents auraient accepté n'importe quelle forme de gouvernement pour avoir l'ordre et la paix, et les ennemis de la Révolution la craignaient encore trop pour en attaquer ouvertement les principes. Mais, dès que la Restauration eut commencé de calmer les masses et de ramener la prospérité, ses partisans voulurent revenir sur les concessions accordées, tandis que les classes moyennes rassurées réclamèrent de nouveaux droits politiques et plus de liberté. En France, l'assassinat du duc de Berry amena la chute du cabinet libéral du duc Decazes. En Allemagne, où les étudiants demandaient la création d'un empire constitutionnel, celui de Kotzebue (1819) provoqua l'établissement d'un régime inquisitorial.

En Espagne, à Naples, au Piémont, les révolutions de 1820 furent suivies des répressions de 1821 et de 1823. En Russie, l'insurrection de décembre 1825 fit de Nicolas I^{er} l'ennemi de tout progrès. En Angleterre, où le mouvement fut moins politique que social, le ministère Liverpool (1812-1827) répondit aux revendications des foules affamées par le *massacre de Peterloo* (1819) (1). L'enthousiasme des romantiques pour la Grèce et l'ambition de Nicolas I^{er} firent excepter la Turquie du nombre des monarchies inviolables. La bataille de Navarin et l'invasion russe forcèrent la Porte à reconnaître l'indépendance de la Grèce (1829). Mais le mouvement qu'elle suscita dans les Balkans effraya le tsar ; le 24 septembre 1829, il imposa son protectorat à la Moldavie, où des hospodars nationaux avaient succédé en 1822 aux hospodars Phanariotes, et à la Valachie, occupée depuis 1828 (qu'il devait soumettre au règlement organique de 1832).

IV

Ces répressions provoquèrent les événements de 1830. En France, ce fut la Révolution de juillet, l'avènement de la Maison d'Orléans, le rétablissement de la Charte avec la suppression de la pairie héréditaire. En Angleterre, les whigs

(1) Cette repression brutale d'un meeting (16 août 1819), où il y eut 11 tués et 600 blessés, eut lieu à Saint Peter's Field, Manchester. Le nom de Peterloo a été fabriqué sur le modèle de Waterloo.

remplacèrent les tories au pouvoir (1830); la réforme électorale de 1832 supprima les bourgs pourris, l'esclavage fut aboli dans les colonies (1833), la loi de 1833 réglementa le travail des enfants dans les fabriques. La Belgique se sépara de la Hollande et fonda une monarchie constitutionnelle; le Brunswick, le royaume de Saxe, le Hanovre, la Hesse électorale, la Serbie obtinrent des Constitutions, comme aussi l'Espagne et le Portugal, où les libéraux défendaient des reines mineures contre les représentants mâles de leurs maisons, qui revendiquaient le trône avec l'aide des partisans de l'absolutisme.

Il se produisait une nouvelle diffusion de la civilisation de classe à classe, mais progressive et lente, sans rien des utopies et des violences de la Révolution. A l'élite, reconstituée par la Restauration, s'adjoignaient les classes moyennes. Et, comme elles étaient intimement associées à la grande bourgeoisie, dans le gouvernement, dans la société, dans la littérature celle-ci substitua son influence à celle de la noblesse. Elle présentait des traits communs dans tous les pays, même dans ceux qui n'avaient pas le régime constitutionnel : elle alliait le rationalisme et l'esprit classique à l'étude des sciences morales, économiques et politiques, mais commençait pourtant d'accepter le romantisme, qui renonçait peu à peu au moyen âge, à la chevalerie, aux légendes, pour défendre la cause des nationalités et les revendications libérales; elle cultivait l'histoire, renouvelée par l'étude des documents, l'introduisait dans le roman, le théâtre

et la peinture; elle opposait la puissance de l'argent à celle de la naissance, comme elle opposait le régime constitutionnel à l'absolutisme. Mais la bourgeoisie de chaque pays avait aussi ses caractères particuliers.

En France, la bourgeoisie était si fortement constituée sous l'Ancien Régime qu'elle avait conservé, malgré la Révolution, beaucoup des sentiments, de l'esprit et des manières du dix-huitième siècle. Dans leurs propos, progressistes, voltairiens, frondeurs, même libertins, les bourgeois de 1830 étaient au fond scrupuleusement honnêtes, économes, quelquefois jusqu'à l'avarice; conservateurs, ils avaient le culte de la famille, dont la constitution avait gardé quelque chose de patriarcal, le respect de la fortune, surtout si elle était placée en immeubles ou en rentes sur l'État, et la considéraient comme familiale; ils se défiaient de toute innovation économique et sociale, le succès des hommes hardis en affaires les troublait, leur ruine leur semblait la revanche du bon sens. Comme la grande bourgeoisie avait depuis des siècles gouverné la France, c'était, avant tout, une classe de fonctionnaires, avec les qualités des fonctionnaires de l'Ancien Régime, leur esprit de tradition et de domination. Comme elle avait donné à la France presque tous ses savants et ses littérateurs, elle se considérait comme la classe intellectuelle : ses représentants les plus en vue étaient alors les Doctrinaires, qui tenaient leurs principes politiques pour des dogmes immuables et ne s'apercevaient pas que ces principes s'inspiraient sur

bien des points de leurs intérêts. Au-dessous de cette élite de la bourgeoisie, les classes moyennes au propre sens du terme se séparaient encore par des divisions facilement reconnaissables, de sorte que la civilisation descendait par gradations de l'élite jusqu'aux masses populaires, déjà cependant les gradations n'étaient plus aussi marquées que sous l'Ancien Régime ni même que sous la Restauration; entre 1830 et 1848, la grande bourgeoisie et les classes moyennes se mêlèrent au point qu'à la fin de la période il y avait des croyances, des mœurs, des sympathies et des répugnances communes à toutes.

Bien que la réforme électorale de 1832 eût beaucoup augmenté leur influence politique, les classes moyennes anglaises (*middle classes*) (1) ne prétendaient pas gouverner le pays, qu'elles n'avaient jamais gouverné, et qui n'avait d'ailleurs pas d'administration centralisée comparable à celle de la France; elles ne prétendaient pas représenter l'intelligence, car les littérateurs, les artistes, les savants formaient une classe à part, qui, par les Universités, tenait plus à l'aristocratie et à l'Église qu'aux classes moyennes; elles n'avaient pas de principes comparables à ceux des Doctrinaires

(1) La langue anglaise n'a pas de mot qui traduise notre mot de bourgeoisie; les personnes de la situation de celles qui formaient la grande bourgeoisie française se divisaient en plusieurs classes, où entraient les cadets de familles nobles; le clergé formait une classe héréditaire très influente, les plus riches *livings* dépendant de propriétaires fonciers étaient en général donnés à des membres de leurs familles.

parce que, en dehors de la religion, les Anglais craignent les généralisations et traitent chaque cas pour lui-même; enfin, quoique l'Angleterre fût le pays de la tradition, la bourgeoisie anglaise était beaucoup moins traditionaliste que la bourgeoisie française, parce que les découvertes techniques, la création de la grande industrie, les grosses fortunes faites dans l'Inde et dans les colonies, le développement du commerce en avaient changé la composition et la mentalité. Cette bourgeoisie ne se faisait pas de l'hérédité la même idée que la bourgeoisie française; la liberté testamentaire étant complète, la banque, l'usine ou la maison de commerce allait à l'aîné, les cadets et les filles, dont le père se désintéressait (comme Dickens l'a montré dans *Dombey and Son*) se tiraient d'affaire comme ils pouvaient. D'ailleurs, l'Anglais avait tendance à vivre largement en dépensant ce qu'il gagnait sans se préoccuper de ce qui arriverait aux siens après sa mort, et l'usage de l'assurance, qui a empêché les plus mauvais résultats de cette insouciance, ne faisait encore que de commencer. La morale mêlait le protestantisme, tel que l'avait fait l'influence des méthodistes, avec l'utilitarisme de l'école de Bentham, où se joignit plus tard l'individualisme de Stuart Mill (1806-1873). C'est alors que s'établit cette manière de vivre toute bourgeoise, où les vertus de famille étaient unies au goût du confort et au désir de gagner de l'argent; le travail modéré mais régulier, le bien-être, une instruction suffisante sans aucune prétention à la science ou à la littérature, le goût des plaisirs

honnêtes et des sports sans exagération, ni brutalité, le souci de sa dignité allant jusqu'à l'orgueil, mais sans envie, sans prétention de paraître ce qu'on n'est pas, la bonne tenue, un langage châtié, des mœurs correctes, une politesse un peu froide formaient en effet une civilisation convenable pour les classes moyennes. Cette civilisation pouvait résister aux écarts des hautes classes, qu'elle convertit d'ailleurs progressivement, et à ceux du peuple, sur lequel son action bienfaisante ne devait cesser de s'étendre.

L'influence de la France fut prépondérante dans la Méditerranée occidentale : renforcée en Espagne par le régime constitutionnel, dans l'Italie du Nord et la Toscane par la reprise du commerce et de l'industrie, la bourgeoisie commença d'y atténuer ce que la petite noblesse et le peuple avaient conservé de proprement méditerranéen. Dans le nord et dans le centre de l'Europe, l'influence de la France s'unit à celle de l'Angleterre ; la bourgeoisie y fut intellectuelle comme en France, surtout en Allemagne, où se développait l'enseignement universitaire, mais par sa manière de vivre elle se rapprochait de l'Angleterre. Les pays de langues germaniques et scandinaves joignirent à la raideur et à la discipline du Nord une certaine sentimentalité romantique, dont s'inspiraient leur art et leur littérature ; cette *Gemütlichkeit* prévalait surtout dans l'Allemagne de l'ouest et du sud ; à Vienne s'y mêlait la sensualité. En Prusse, la discipline s'unissait à cette artificialité, qui a fait dire à Treitschke que tous les Berlinoïses connaissent leur ressem-

blance avec les singes pour fréquenter le Jardin zoologique, mais que la plupart n'avaient jamais vu un bœuf allemand. Le sens des affaires dominait en Hollande; la bourgeoisie scandinave était libérale. En Suisse, l'esprit de la bourgeoisie était à la fois traditionnel et démocratique. En Russie et en Hongrie, il n'y avait guère encore de bourgeoisie; la petite noblesse occupait les postes inférieurs de l'administration. C'est à peine si à Bucarest et à Athènes il commençait de se former une bourgeoisie véritable, mais, tandis que la noblesse prédominait à Bucarest, l'influence de quelques familles de banquiers et de commerçants, originaires de Constantinople ou d'Alexandrie, s'imposait à Athènes. Ainsi la diffusion de peuple à peuple s'accomplissait en même temps que la diffusion de classe à classe; c'était avec une égale lenteur, de sorte que, d'une manière générale, la civilisation avait atteint dans l'Europe Occidentale une classe de plus que dans l'Europe Centrale et deux de plus que dans l'Europe Orientale. La société de la période 1830-1848 fait ainsi comme la transition entre la société de l'Ancien Régime, telle qu'elle avait survécu à la Révolution, et la société moderne. La diffusion de la civilisation s'accomplit régulièrement de la haute à la moyenne bourgeoisie et de la moyenne à la petite, sans que l'ancienne division en classes en fût ébranlée au début et sans qu'elle parût l'être à la fin.

V

L'apparence trompait. Dans les pays développés, les hautes classes et les classes moyennes tendaient à se fondre en une seule grande classe bourgeoise, mais ce n'était plus une classe dans le sens ancien du mot; c'était l'ensemble des gens d'une certaine éducation et d'une certaine fortune, y compris ceux qui appartenaient à l'ancienne noblesse. Ces gens, des origines, des situations les plus diverses, avaient les idées et les sentiments les plus divers; les progrès de la science et de la civilisation matérielle, les effets que produisait avec le temps la législation de la Révolution, le nombre croissant de gens du peuple qui se faisaient leur place, fortifiaient l'individualisme, suscitaient le féminisme, opposaient la mentalité moderne des enfants à la mentalité traditionaliste des parents. Tout contribuait ainsi à affaiblir cet ensemble de principes, d'habitudes, de vertus et de défauts, qui avaient donné à la bourgeoisie sa cohésion, son caractère et son influence. D'où ce malaise que trahissait la littérature de tous les pays : au début, on n'avait vu qu'une dernière forme du romantisme dans des livres comme ceux de Balzac, de George Sand, de George Eliot, des sœurs Brontë, de Gutzkow, de Hebbel, de Gogol, mais on dut à la fin reconnaître qu'ils indiquaient le début d'une crise morale et sociale.

Un malaise, moindre assurément, mais déjà con-

sidérable, se manifestait dans les campagnes. Le développement de la civilisation matérielle hâtait la destruction des petits centres de culture, dont rien ne subsistait déjà dans le voisinage des villes : avec les costumes, l'architecture des maisons, les usages d'autrefois, disparaissaient aussi des croyances séculaires et la constitution patriarcale de la famille. Comme presque rien n'avait été fait pour l'instruction et l'éducation des paysans, les habitudes, les sentiments traditionnels qui disparaissaient n'étaient pas remplacés et la morale s'en trouvait affaiblie.

La société était encore plus menacée par l'accroissement continu, le trouble et la révolte du prolétariat. La plupart des ouvriers étaient des paysans pris à la terre, qui se faisaient mal à la vie des villes ; beaucoup étaient dans la misère, d'autres s'étourdissaient par les plaisirs et l'alcool, tous se trouvaient sans ressources quand les fluctuations d'industries naissantes et mal organisées leur imposaient des mois de chômage. Il n'y avait pas de législation ouvrière, on ne savait même pas quelles lois il eût fallu proposer, dans le doute les économistes en étaient arrivés au fameux principe du laisser-faire, qui permettait tous les abus. Comme l'organisation sociale du passé prévalait encore de droit ou de fait dans la plupart des pays, les ouvriers de la grande industrie n'y trouvaient pas leur place, ils semblaient des déclassés, dont les bourgeois et les paysans se défiaient, quelques-uns rêvaient de détruire violemment une société qu'ils ne croyaient pas faite pour eux.

En Angleterre, le pays où l'industrie était le plus développée, la conception que la bourgeoisie se faisait de la morale avait le tort de lui rendre suspects les gens ignorants et malpropres, les faibles, les pauvres, les chômeurs; ceux qui s'étaient eux-mêmes instruits, enrichis par leur travail, croyaient que tous les illettrés, tous les misérables l'étaient par leur paresse. Mais ceux qui s'élevaient ne le pouvaient que parce qu'ils étaient l'exception, il ne suffisait pas de leur en laisser les moyens, il fallait améliorer le sort de la masse car jamais il n'avait été aussi mauvais : un Anglais sur onze était un pauvre à la charge des communes, chaque année il se commettait un crime par cinq cents habitants (1). Les insurrections des Chartistes (1838-1848), les grèves de 1842, les désordres de l'Irlande déterminèrent Peel, qui présidait un ministère tory (1841-1846), à réformer en 1842 l'échelle mobile des droits sur les grains, à diminuer ou à supprimer les droits sur un grand nombre de produits alimentaires. Après quatre années de troubles et de luttes, il obtint l'abolition

(1) En 1842, il y avait 1 429 000 personnes portées sur les listes des pauvres à secourir de l'Angleterre et du pays de Galles; la population de ces deux pays était alors de 16 millions d'habitants (chiffres donnés par sir J. Graham (HANSARD, LXV, p. 367; LXVI, p. 1178). Cité dans S. WALPOLE, *History of England*, IV, 358). En 1842, il y eut 31 309 poursuites criminelles et 22 733 condamnations (HANSARD, LXIV, 107; WALPOLE, IV, 405). Dickens a peint d'une manière saisissante les villes industrielles d'alors dans *The Old Curiosity Shop* (1840). Disraeli a raconté les insurrections chartistes dans *Sybil* (1845). L'Act du 7 juin 1844 légiféra sur la durée du travail des enfants et des femmes. Famine en Irlande (1846-47).

des *Corn Laws* le 26 juin 1846. Le ministère whig de Lord John Russell (1846-1852), qui le remplaça la même année, établit progressivement le libre-échange. La transformation produite par le libre-échange sera examinée en même temps que l'œuvre de reconstitution sociale de la période 1850-1878.

En France, où la misère, les idées et les aspirations des classes ouvrières avaient été exposées dans les *Contradictions économiques* de Proudhon (1846), il y eut une double révolution : la première, politique, établit la république et le suffrage universel ; la seconde, sociale, aboutit aux journées de juin.

De la France, dont l'influence était prépondérante, la révolution s'étendit aux autres pays, elle y eut un caractère plus complexe, aux questions politiques et sociales se joignit celle des nationalités. Dans le bassin de la Méditerranée, dans l'Europe centrale, dans l'Europe orientale, la diffusion lente de la civilisation n'avait pas encore créé de nation véritable, ni achevé de former les classes moyennes tandis qu'elles commençaient à se désagréger dans l'Europe occidentale. Aussi la Révolution devint-elle de plus en plus confuse à mesure qu'elle s'étendit vers l'Orient, où la civilisation européenne n'avait produit alors qu'une petite partie de ses effets. Partout, la Révolution fut d'abord victorieuse : en Italie, à Vienne, en Hongrie, en Bavière, à Berlin, à Bucarest. Partout la Révolution fut finalement vaincue, grâce au tsar Nicolas, qui écrasa l'insurrection hongroise, occupa la Valachie et la Moldavie et amena la

dissolution du Parlement de Francfort. Cependant le régime constitutionnel fut établi dans le royaume de Sardaigne (1848-1849), au Danemark (5 juin 1848), dans la Hesse électorale (1849), en Prusse (31 janvier 1850). Mais les souverains d'Autriche et de Naples, qui avaient dû accorder des Constitutions en 1848, rétablirent l'absolutisme.

Si l'on porte un jugement d'ensemble sur les événements complexes qui bouleversèrent l'Europe de 1848 à 1850, on y voit une expansion brusque et désordonnée de la civilisation par opposition à l'époque précédente, où l'expansion avait été lente et où la consolidation des progrès accomplis avait amené une sorte d'intégration. La Révolution de 1848, où se combattirent pour la première fois la bourgeoisie et le peuple, jusqu'alors unis dans les conflits politiques, fut le dernier mouvement qui s'inspira directement des principes de la Révolution française et tenta de transformer l'humanité en fondant un système politique et social sur la raison, le dernier mouvement aussi qui s'inspira de l'idéalisme romantique, confondit les revendications nationales avec les revendications démocratiques et chercha l'émancipation simultanée de tous les peuples considérés comme solidaires.

VI

La période qui s'étend de 1850 à 1878 fut une période de réaction contre l'esprit qui avait inspiré la Révolution de 1848. La mentalité se fit scienti-

fique. Jusqu'alors les méthodes scientifiques n'avaient prévalu que dans le domaine propre de chaque science; dans tout ce qui relevait de la philosophie, de la politique et de la sociologie, le rationalisme n'eût pas admis que la raison se subordonnât aux faits, ni le romantisme, que les sentiments se laissassent conduire par l'expérience. Mais la désillusion qui suivit 1848 produisit un revirement, la science apparut comme la seule règle, on condamna non seulement les idées reçues, mais jusqu'à la manière de penser, sans tenir compte que la plus grande partie de l'élite et les classes moyennes en entier n'avaient aucune formation scientifique. Tel qu'il existait alors, l'esprit scientifique participait encore du rationalisme en ce qu'il cherchait l'absolu, mais ce n'était plus la raison, c'était la science qui pouvait le découvrir. Comme la science devait immédiatement résoudre tous les problèmes, on donna comme certaines des solutions hâtives basées sur des faits encore mal observés. Dans la haine de l'idéalisme, qui avait causé tant de déceptions et qui avait abouti au pessimisme, de plus en plus répandu, on identifia la science avec le matérialisme, sans dire d'ailleurs ce qu'était la matière, et, comme on avait tenu le progrès pour la réalisation de l'idéal, on nia le progrès; on se défia même de l'idée du devenir, la publication en 1857 de l'*Origine des espèces* ne suffit pas à changer l'opinion des esprits déjà formés; l'influence de ce livre et de ceux qu'il inspira ne se répandit vraiment que dans la période suivante. L'application du matérialisme à

l'histoire des civilisations les fit concevoir comme les produits de la race, du sol et du climat; l'on en tira la conclusion que la culture de chaque pays était autochtone et dans ses grandes lignes immuable. C'était confondre les véritables civilisations, qui permettent à l'homme d'utiliser les forces de la nature, avec les cultures rudimentaires et empiriques qui l'asservissent au climat et aux productions d'une région déterminée. On s'attacha donc aux petits centres ethniques, derniers vestiges en voie de disparaître de ces cultures rudimentaires; au bourgeois, à l'ouvrier, de mœurs presque cosmopolites, la peinture, le roman, la poésie opposèrent le paysan resté fidèle à la tradition, surtout le paysan des régions où s'étaient conservés les costumes pittoresques, l'architecture et les habitudes du passé.

Cette mentalité répondait en partie à un besoin. Tant que la civilisation s'était répandue dans les classes bourgeoises des peuples anciennement civilisés, ç'avait surtout été par des moyens d'ordre moral. Au contraire, la première condition de l'extension de la civilisation dans les masses était de les tirer de la misère. Mais des sommes énormes étaient nécessaires pour assainir les maisons populaires et les rendre moins inconfortables, pour donner à tous une nourriture suffisante, des vêtements chauds et décents, pour leur enseigner à lire et à écrire, les éduquer par l'école et le service militaire. Par suite, ce qu'il fallait à l'Europe, c'était un accroissement de la fortune tel qu'on n'avait pas osé l'imaginer jusqu'alors; car, si l'An-

gleterre était déjà riche, si la France commençait de le devenir, l'une et l'autre d'ailleurs médiocrement, le reste de l'Europe était pauvre. Pour accroître la fortune, il fallait transformer la civilisation matérielle, multiplier les découvertes scientifiques, créer des banques qui émissent des valeurs, les fissent souscrire par le public, concentrasent les capitaux et les prêtassent aux entreprises nouvelles, développer la grande industrie, le commerce, l'agriculture, ouvrir des mines, construire des quartiers neufs dans les villes, des ports, des bateaux.

La première condition d'un pareil développement économique était l'ordre, la sécurité, la confiance, que la Révolution de 1848 avait momentanément détruits. Il était donc nécessaire de constituer des gouvernements forts, qui prissent l'initiative des grands travaux publics, des réformes économiques et sociales. Ils ne devaient pas représenter seulement les hautes classes et les classes moyennes comme les gouvernements de la période précédente. Ils devaient tenir pour leur premier devoir de donner la civilisation moderne aux masses rurales et urbaines, sans les faire participer au pouvoir, qu'elles n'étaient pas encore capables d'exercer; il fallait au besoin leur imposer de force ce qui leur était utile, car des gens mal civilisés n'établiraient jamais d'eux-mêmes la contrainte scolaire et ne réprimeraient pas l'alcoolisme. La création de pareils gouvernements devait amener une restriction temporaire de la liberté : si les classes moyennes en avaient joui, ceux qui étaient

forcés de travailler pour vivre n'en jouissaient pas encore, et les conditions politiques et sociales devenaient les mêmes pour tous.

Cette restriction de la liberté n'était d'ailleurs qu'un effet du recul partiel et momentané qu'amenaient dans la culture des classes moyennes la transformation du peuple tout entier. Jusqu'alors la civilisation s'était étendue en élevant successivement la situation matérielle et morale de chacune de ces classes jusqu'à la rapprocher de celle de l'élite. Mais dans le peuple il n'existait pas de classes nettement tranchées qui pussent s'enrichir et s'éduquer indépendamment les unes des autres; il s'agissait donc d'améliorer la condition générale du peuple; or, il était certain que, même dans les pays avancés, une amélioration sensible demanderait trente ou quarante ans. Pourtant, entre la petite bourgeoisie et le peuple la distinction devenait incertaine, chaque année des milliers de gens du peuple entraient dans les classes moyennes par leur intelligence ou leur activité, des milliers de bourgeois paresseux, vicieux ou malheureux devenaient de simples ouvriers ou même des pauvres. De plus, la Révolution de 1848 avait prouvé que le peuple voulait avoir immédiatement tous les droits politiques des classes moyennes, dans quelques pays il les avait déjà obtenus. Par suite, la fusion qui s'accomplissait entre la masse et les classes moyennes devait, en même temps qu'elle élevait la masse, retarder momentanément le développement des classes moyennes et même en partie, sur de certains points, le développement

de l'élite. Il en était de même de la diffusion de la civilisation dans les pays restés jusqu'alors en retard sur ceux de l'Occident; ces pays devaient maintenant être traités comme leurs égaux; pourtant, sous bien des rapports, ils ne l'étaient pas encore et la civilisation de l'Europe s'en ressentit. Sous cette double action des moins civilisés sur les plus civilisés, des idées, des sentiments, des usages reparurent que l'on croyait condamnés, et d'une manière générale les mœurs se firent plus rudes dans l'Occident, depuis si longtemps policé.

Malgré ces caractères généraux communs à toute l'Europe, la période 1850-1878 fut surtout une période d'intégration; le sentiment national réagit contre la conception des révolutionnaires de 1848, qui prétendaient unir les peuples en leur donnant à tous des institutions identiques.

L'Angleterre, insulaire et maîtresse d'un immense empire, n'avait pas le même régime et les mêmes méthodes que les peuples du continent; pour remédier aux maux qui avaient provoqué la Révolution de 1848, elle avait appliqué une mesure d'ordre purement économique, le libre-échange. Les effets en dépassèrent ce qu'on avait espéré; en abaissant le coût de la vie, il augmenta la valeur des salaires; pour la première fois depuis la création de la grande industrie, les ouvriers purent avoir une nourriture suffisante, un logis convenable, un commencement de bien-être : au lieu d'un pauvre à secourir sur 11 habitants (1842), on n'en comptait plus en 1869 qu'un sur 21; au lieu

d'une poursuite criminelle chaque année pour 500 habitants (1842), on n'en comptait en 1869 qu'une pour 1 100. Le développement de l'industrie et du commerce attira les paysans dans les villes, à la fin de cette période la population des grandes villes faisait déjà plus du tiers de la population générale. Comme les gens se formaient et s'instruisaient alors beaucoup plus vite dans les villes que dans les campagnes, une grande partie de la population fût ainsi vraiment civilisée. Ce qui avait permis à l'Angleterre de résoudre pour un temps la question sociale par le libre-échange, c'était l'avance qu'elle avait prise sur les autres peuples; les progrès que ceux-ci accomplirent dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle et au début du vingtième devaient, en menaçant son industrie et son commerce, en ruinant son agriculture, montrer que le libre-échange n'était peut-être pas une solution définitive, qu'en tout cas c'en était une insuffisante. Il n'en est pas moins certain que le libre-échange et les autres mesures d'ordre économique et social votées au cours de cette période changèrent complètement la condition de la majorité du peuple anglais (1).

(1) Voici le chiffre des poursuites pour chaque année : 1842, 31 309; 1843, 29 591; 1844, 26 542; 1845, 24 303; 1869, 19 318. Et la population de l'Angleterre et du Pays de Galles avait passé de 16 millions environ en 1841 à 20 millions en 1861, 22 600 000 en 1871. Les exportations montèrent de £ 47 millions en 1842 à £ 60 millions en 1845, £ 190 en 1869. En 1869, il y avait 1 039 000 pauvres secourus (WALPOLE, V, p. 152). Le revenu brut des propriétaires fonciers, d'après la cédula B, était de £ 38 millions en 1815, £ 47 millions en

La France de la période 1850-1878, où la population était surtout rurale, où l'industrie avait besoin d'être encouragée, ne pouvait se sauver, comme l'Angleterre, par le libre-échange, encore qu'elle ait inauguré un nouveau régime commercial par le traité franco-anglais de 1860. Le peuple français ne se serait d'ailleurs pas contenté de réformes économiques, il réclamait l'égalité politique. La République de 1848 avait accordé le suffrage universel, aucun gouvernement n'eût osé le retirer, mais l'anarchie de juin 1848 avait montré que la France ne pouvait encore avoir une constitution démocratique. Le second Empire, autocratique mais fondé sur le plébiscite et gouvernant pour le peuple, fut une transition entre le régime bourgeois et le régime populaire; il développa beaucoup la civilisation matérielle; la richesse doubla ou presque et les classes populaires, surtout les classes rurales, participèrent largement à cet enrichissement. Mais, comme les gouvernements précédents, l'Empire ne tint pas compte des grands progrès qu'il avait lui-même fait accomplir au pays; le peuple, qui commençait à s'instruire et à s'enrichir, voulut à son tour les libertés que les classes bourgeoises avaient seules réclamées

1846, £ 59 millions en 1877, mais il faut tenir compte que l'agriculture s'était transformée. L'Act du 8 juin 1847 réduisit (à partir de 1848) le travail des mineurs de dix-huit ans et des femmes à dix heures. Il fut modifié par l'Act du 5 août 1850. On estime que de 1842 à 1849 l'établissement du libre-échange fit baisser les prix des aliments, du vêtement, etc., de 10 à 25 0/0.

jusqu'alors; devant ce mécontentement, l'Empire autocratique se transforma en Empire libéral. Après les malheurs de 1870-1871, la France se donna une Constitution républicaine; cependant, avant d'arriver au véritable régime parlementaire, il lui fallut une nouvelle période de préparation, au cours de laquelle son relèvement économique et politique fut si rapide qu'elle put faire l'exposition universelle de 1878.

Dans les autres pays de l'Europe, la transformation économique et sociale se confondit avec la transformation nationale. L'œuvre de libération ou d'unification où la Révolution de 1848 avait échoué devait en grande partie se réaliser. Seulement, dans la politique extérieure comme dans la politique intérieure, l'esprit positif de l'époque fit que les gouvernements se substituèrent aux comités révolutionnaires, qu'au lieu de projets immenses et vagues, ils en formèrent de limités et de précis, qu'ils réalisèrent par les moyens ordinaires des gouvernements d'autrefois.

La première tâche qui s'imposait à l'Europe était de tirer le bassin de la Méditerranée de la décadence où il était depuis deux siècles et demi. La conquête française de l'Algérie, qui avait mis fin aux déprédations des corsaires barbaresques, l'indépendance de la Grèce, les réformes accomplies par l'Égypte et la Turquie en avaient déjà préparé le relèvement, plus encore les progrès de l'Espagne : la chute de la reine Isabelle (septembre 1868) y amena, il est vrai, une période de troubles et de guerres civiles, mais le pays devait

se reconstituer sous le règne d'Alphonse XII (1874-1885). Le relèvement véritable de l'Europe méditerranéenne n'était cependant possible que par celui de l'Italie. L'aide que lui apporta la France lui permit de chasser les Autrichiens et de faire son unité; elle se donna une monarchie constitutionnelle, dont les ministres s'employèrent courageusement à instruire et à éduquer le peuple, à restaurer l'agriculture, la banque, le commerce et la navigation, à créer la grande industrie, à faire en tout du nouveau royaume une grande Puissance civilisatrice.

Les États artificiels de l'Europe centrale se transformèrent de nouveau. La Prusse unifia l'Allemagne, après en avoir exclu l'Autriche, mais comme, depuis ses annexions de 1866, elle possédait les deux tiers du nouvel empire, il y eut moins une confédération allemande qu'une Prusse entourée d'États vassaux. L'Allemagne, dans l'anarchie depuis des siècles, accepta l'organisation prussienne; au lieu de lui enlever son caractère artificiel, elle se prussifia, subordonna sa civilisation séculaire à la civilisation récente de la Prusse, qui ne s'imposait au peuple que par la méthode et par la discipline. Malgré l'esprit particulariste de certains États, les protestations des Guelfes, le *Kulturkampf*, les régions allemandes du nouvel empire commencèrent de former une nation. Mais l'Allemagne unifiée n'abandonna pas les conquêtes polonaises de la Prusse, elle s'annexa aussi par la guerre des provinces françaises et danoises, qui ne cessèrent de protester contre cette violence. La

nouvelle Allemagne se mit donc en opposition avec la civilisation européenne, dont le principe est de permettre aux peuples de disposer d'eux-mêmes; elle s'arma de plus en plus pour conserver par la force ce qu'elle avait pris par la force, contraignit les autres peuples à s'armer et donna pendant cinquante ans à l'Europe un caractère militaire, dont les effets sur l'Allemagne et sur l'Europe seront étudiés avec la dernière période du dix-neuvième siècle.

L'Autriche, exclue de l'Allemagne, chassée de l'Italie, aurait pu renoncer aux conquêtes, à la centralisation, à l'autocratie, former une fédération de peuples libres. La bureaucratie viennoise ne le voulut pas. Sans doute la décadence du pouvoir central, les revendications croissantes des masses et des diverses nationalités amenèrent des concessions de plus en plus nombreuses, mais ces concessions, faites sans plan d'ensemble, ne furent jamais ce qu'elles auraient dû être et, s'opposant au caractère absolutiste et réactionnaire, que le gouvernement conserva jusqu'au bout, n'eurent pour résultat que d'en rendre le fonctionnement impossible. Au lieu d'une fédération avec un pouvoir central, on créa, en 1867, deux États de fait indépendants, dans chacun desquels une race en minorité opprimait les autres. Le résultat fut la protestation des races opprimées : la Hongrie dut accorder une demi-autonomie à la Croatie, l'Autriche une demi-autonomie à la Bohême et à la Galicie, les Slovaques, les Dalmates, les Slovènes, les Roumains, les Italiens n'obtinrent presque

rien, et, l'autonomie des provinces privilégiées étant mal conçue, le gouvernement y favorisant une race au détriment des autres, dans chaque province les conflits ethniques recommencèrent. De plus, la monarchie, restant fidèle à sa conception artificielle de l'État, pour se dédommager de ce qu'elle perdait en Italie, annexa la Bosnie et l'Herzégovine, qui formèrent un troisième groupe politique. Les réformes intérieures furent aussi mal venues. La promulgation d'une Constitution autrichienne le 26 février 1861 (que l'octroi du suffrage universel ne devait compléter qu'en 1907) ne changea pas le caractère du gouvernement : le ministère n'était pas responsable devant les Chambres, la Chambre des Seigneurs empêchait toute réforme, le conflit des races et des partis rendait la Chambre des Représentants incapable d'accomplir aucune œuvre valable. En Hongrie, où la Constitution de 1867 était plus libérale, la noblesse magyare exclut du gouvernement les nations non magyares et le peuple.

Dans les États scandinaves, la lutte pour l'extension du droit de suffrage et l'établissement du régime constitutionnel fut longue et vive. Au Danemark, la Constitution du 5 juin 1849 fut révisée le 28 juillet 1866; mais, pendant les trente-cinq années qui suivirent cette revision, le roi gouverna contre la seconde Chambre avec l'appui de la première. La Suède conserva jusqu'en 1866 la Constitution de 1809, qui donnait le pouvoir au Sénat et aux États, où tout chef de famille noble siégeait de droit depuis l'âge de vingt-quatre ans, où les

bourgeois, les paysans, les mineurs étaient à peine représentés et les ouvriers ne l'étaient pas ; la Constitution du 22 juin 1866 supprima ces assemblées et les remplaça par une Chambre haute et une Chambre basse, mais le mode d'élection, de l'une et de l'autre continua d'être violemment attaqué. En Norvège, la question politique se compliquait d'une question nationale ; le roi de Suède soutenait que les ministres norvégiens étaient responsables envers lui seul ; le régime parlementaire ne devait être établi qu'après une lutte de douze ans, en 1884.

La reconstruction de l'Europe Orientale, indispensable comme celle de l'Europe Méditerranéenne, présentait de tout autres difficultés : la civilisation européenne s'y était médiocrement répandue dans les classes moyennes peu nombreuses et presque pas dans les masses, et l'on cherchait à séparer moralement l'Europe de l'Asie, alors qu'elles n'ont pas de frontières naturelles et que, malgré les grandes réformes accomplies à cette époque par la Russie et la Turquie, les progrès constants qu'y faisaient les classes instruites, la civilisation des masses y était non seulement rudimentaire, mais encore eurasiennne, intermédiaire entre l'Europe et l'Asie.

La guerre de Crimée et le Congrès de Berlin transformèrent cependant le sud-est de l'Europe : la Moldavie et la Valachie réunies en Roumanie, la Serbie et le Monténégro devinrent des États indépendants, la Bulgarie une principauté, nominale-ment vassale de la Porte.

C'est ainsi que la période 1850-78 fut, en même temps qu'une période d'intégration nationale, une période importante pour la diffusion de la civilisation dans les masses, comme pour la diffusion de la civilisation de peuple à peuple, et que, vers la fin surtout, l'intégration n'empêcha pas l'expansion, c'est-à-dire la formation de mœurs, d'idées et de sentiments communs à l'Europe entière.

VII (1)

La dernière période de l'histoire de l'Europe avant la guerre mondiale ne sera examinée ici que partiellement. Les événements en sont mêlés à ceux qui feront l'objet de ces volumes, un exposé général de la situation politique sera donné au début du tome IX. De plus, dans les quarante dernières années, l'Europe a exercé une telle influence sur l'Asie et sur l'Amérique et subi tellement leur influence que tous les problèmes concernant la population, la richesse, les progrès scientifiques et économiques, la pensée, la morale, la société en général doivent être étudiés par rapport au monde entier; l'examen en sera donc renvoyé à la fin de cette introduction. Nous ne traiterons ici que certaines questions concernant plus particulièrement l'Europe.

(1) Tout ce qui touche aux causes immédiates de la guerre mondiale, à cette guerre, aux transformations qu'elle a produites est réservé pour le dernier tome de cet ouvrage et pour la Conclusion.

Le caractère de cette dernière période apparaît dans sa mentalité. Comme dans la période précédente, le rôle de la science y fut prédominant, mais l'idée qu'on se fit de la science fut différente. On la dégagca du rationalisme en montrant tous les êtres, toutes les choses se créant progressivement et se développant sans cesse par l'évolution. Au principe d'une évolution continue se substitua bientôt celui de mutations brusques, qui peut d'ailleurs se concilier avec lui. Au vingtième siècle, l'idée de la succession devint si obsédante que la physique eut sa géométrie temps-espace à quatre dimensions. Avec le rationalisme et la croyance à la stabilité, l'absolu disparut de la science. Tandis que l'ancienne philosophie avait tout ordonné en catégories nettement tranchées : les espèces animales, les notes, les couleurs, les corps simples, les facultés de l'âme, les genres littéraires et artistiques, les classes sociales, les corps de l'État, et attribuait à ces classifications une valeur réelle, la science du vingtième siècle ne vit plus dans la classification qu'une méthode de travail, dans les lois que des hypothèses capables de grouper un certain nombre de phénomènes et destinées à être remplacées par d'autres hypothèses en groupant un plus grand nombre ; toute vérité apparut comme propre à celui qui conçoit une idée ou observe un fait ; l'esprit de la science nouvelle devait se synthétiser dans la loi de la relativité générale.

Une pareille mentalité est celle d'une époque d'expansion internationale, mais aussi de troubles

et de changements. La rapidité avec laquelle la civilisation s'était répandue dans le dernier tiers du dix-neuvième siècle provoqua en effet une triple crise au début du vingtième. La première crise provenait de la diffusion de la civilisation dans les masses. Tous les peuples rencontraient de grandes difficultés à reconstituer des sociétés fondées sur le principe d'une hiérarchie des classes de manière à satisfaire les besoins et les aspirations des classes populaires. Sans doute la législation seconda et souvent même provoqua les efforts de ces classes. Elle développa leurs qualités morales en rendant l'instruction primaire obligatoire, en facilitant aux enfants bien doués l'accès à l'enseignement secondaire, en combattant l'alcoolisme, la prostitution, le jeu, la mendicité, le vagabondage. Elle développa la santé physique en favorisant les sports, en prescrivant des mesures d'hygiène, en créant des hôpitaux, des sanatoria, des dispensaires, en rendant les visites médicales gratuites pour les pauvres, en réglementant les conditions et la durée du travail, en assainissant les villes, en construisant des logements ouvriers. Elle aida à l'enrichissement des classes pauvres par la fondation de caisses d'épargne, de sociétés de secours mutuel, de coopératives; elle établit l'assurance contre la maladie, des caisses de retraite pour la vieillesse; elle permit, puis encouragea la constitution de syndicats et leur donna la personnalité civile (1).

(1) *Principales lois sociales.* — FRANCE : 2 nov. 1892;

Quelque considérables que fussent ces progrès, ils ne pouvaient suffire, et de nouveaux progrès exigeaient un nouvel enrichissement plus considérable que celui qui venait d'être réalisé. Pour l'obtenir, il fallait un surcroît de travail, auquel les riches et les pauvres n'étaient pas toujours disposés, une maîtrise de soi difficile à concilier avec l'extension brusque de la liberté, une coopération des classes et des pays, que compromettaient sans cesse les ambitions nationales, la concurrence

9 avril 1898, 31 mars 1905, 12 avril 1906 (accidents); 5 avril 1910 (retraites ouvrières); *Code du travail* (Livre I (28 déc. 1910), Livre II (26 nov. 1912)). — ANGLETERRE : Loi fondamentale sur le travail dans les fabriques (1878, complétée en 1883, 1889, 1891, 1895); *Workmen's Compensation Act* (1897); *Old Age Pension Act* (1908); Restriction à huit heures du travail dans les mines (1908); *National Insurance Act* (maladie et invalidité) (1911). — BELGIQUE : Loi générale de 1889. Conseils de l'Industrie et du Travail (1887). — PAYS-BAS : Loi générale du 5 mai 1889. Hygiène des fabriques, accidents (1896). — ALLEMAGNE : Assurances (maladie, accidents, vieillesse, invalidité) (1884, 1886, 1889); lois complémentaires (1892, 1900, 1903); assurances : maladie (1892); accidents (1900); invalidité et vieillesse (1899); Code (19 juillet 1911). — AUTRICHE : Assurance obligatoire contre la maladie (1888), les accidents (1887), complétées en 1889 et 1894. — HONGRIE : Assurance obligatoire contre la maladie (1891). — ITALIE : Assurance (accidents) (1898). — DANEMARK : Accidents (1889); vieillesse (1891); réglementation des caisses privées d'assurance contre la maladie (1892). — SUÈDE : Protection du travail (1889); caisses privées d'assurance contre la maladie (1891). — NORVÈGE : Loi du travail (1892); assurance contre les accidents (1894). — SUISSE : Loi fédérale sur le travail dans les fabriques (1877); assurances ouvrières contre la maladie et les accidents (referendum du 4 février 1912). Pour le développement de l'Instruction publique, la hausse des salaires, la diminution du prix de la vie, voir tome IV (LXX à LXXVIII).

commerciale et les conflits industriels, la prévoyance et l'économie, peu compatibles avec le goût des jouissances et des plaisirs qu'avait provoqué l'accroissement des fortunes. Cependant dans l'ensemble l'Europe s'enrichit plus au cours de ces trente années qu'elle ne l'avait fait dans toute son histoire, et les classes populaires y firent des progrès moraux et matériels si rapides que bien peu les eussent crus possibles. Mais leur impatience réclamait des changements radicaux et immédiats que n'aurait pu réaliser aucune réforme et encore moins aucune révolution (1).

Cette transformation difficile de la société amenait d'ailleurs une transformation également difficile de l'État. Jusqu'alors tous les pays avaient conservé comme base de leur régime politique les institutions qu'ils avaient élaborées au cours des siècles, ils leur avaient seulement superposé le régime parlementaire emprunté à l'Angleterre. Les gouvernements de la période 1850-78 avaient, il est vrai, témoigné d'un esprit nouveau en se fixant pour tâche d'améliorer la condition des classes populaires, mais ceux mêmes qui avaient accordé le suffrage universel avaient conservé à la bourgeoisie la direction de la politique et l'administration. Au contraire, dans la période 1878-1913 l'influence du peuple s'imposa de plus en plus : pendant la première moitié de cette période, les luttes politiques ne furent pas

(1) Pour le socialisme, le conflit de l'internationalisme et des idées nationales, voir : E. *la Pénétration réciproque des civilisations, leurs conflits*.

sans doute très ardentes, les ouvriers s'intéressaient davantage à l'augmentation des salaires qu'à l'extension de leurs droits politiques, et les classes moyennes, qui ne se sentaient pas menacées de perdre le pouvoir, accordaient aisément l'extension de ces droits. Il n'en fut plus de même au vingtième siècle quand beaucoup d'ouvriers de la grande industrie s'imaginèrent que, s'ils se rendaient maîtres des Chambres et du gouvernement, ils pourraient substituer brusquement une nouvelle constitution politique et sociale à celle qu'avait produite l'évolution séculaire de la civilisation et que, pour l'imposer, l'Internationale voulut fédérer tous les peuples sans tenir compte de leurs traditions et de leurs intérêts.

Cependant le service militaire obligatoire, qui permettait de mobiliser des centaines de milliers d'hommes à la seule menace de troubles, assura aux États une paix intérieure qu'ils n'avaient pas connue jusqu'alors. Le rôle moral de l'armée fut plus considérable encore. D'une part, elle enseigna les devoirs civiques comme aucune autre école ne pouvait le faire, elle fondit les classes, elle donna à la jeunesse l'instruction et l'éducation; fondée dans les pays démocratiques de l'Europe sur des principes assez semblables, elle tendit à y répandre, avec certaines mœurs communes, des idées d'honneur, de justice, de dévouement et d'humanité; elle fut ainsi un facteur primordial d'expansion de la civilisation européenne; on peut même dire que sans le service militaire les paysans de l'Europe méditerranéenne et orientale ne se se-

raient pas européanisés. D'autre part, l'armée contribua à développer chez les peuples la conscience de leur mentalité particulière, de leur force et de leurs aspirations, elle unit tous les citoyens dans un même amour de la patrie ; sous ce rapport, elle fit œuvre d'intégration, acheva de donner aux peuples le caractère de nations et de les rendre distincts les uns des autres. Aussi, comme l'internationalisme ne se manifestait vraiment que chez quelques écrivains et dans une partie des ouvriers de la grande industrie, jamais la vie nationale ne fut plus forte qu'à cette époque. Et c'est pourquoi, après avoir montré les caractères généraux de la première crise de la civilisation européenne, celle qui se rapporte à sa diffusion dans les masses, il convient de noter brièvement les caractères particuliers qu'elle prit dans les différents pays.

La Suisse étant le pays d'Europe qui avait les plus anciennes traditions républicaines, ce fut celui qui se donna les institutions les plus démocratiques en établissant le referendum, l'initiative, l'élection des fonctionnaires et même des magistrats par le suffrage populaire. Mais la création de la grande industrie par l'utilisation des chutes d'eau et l'établissement sur le territoire suisse de nombreux étrangers, dont beaucoup se firent naturaliser, y changèrent le caractère de la population, et des institutions, qui convenaient à des cantons exclusivement composés de paysans propriétaires, ne s'adaptèrent pas toujours aussi bien à d'autres où les ouvriers et les naturalisés tendaient à prendre la prépondérance.

La France avait conservé les institutions centralisées de la monarchie absolue, telles que Napoléon I^{er} les avait adaptées aux besoins et aux aspirations d'un peuple qui sortait d'une révolution ; ce ne fut pas sans des hésitations et des difficultés qu'on les concilia avec une Constitution républicaine et le régime parlementaire, tel qu'il s'est établi depuis 1878. Les traditions égalitaires aidèrent au contraire à la formation d'une société homogène, où les distinctions entre les classes s'effacèrent de plus en plus. Tandis que le libre-échange et la grande propriété avaient fait disparaître de l'Angleterre les paysans propriétaires, en France le nombre en augmentait ; leur influence fit adopter une politique protectionniste. Cependant le développement du réseau ferré, la multiplication des villes d'eaux, des stations estivales et hivernales, transformées en lieux de plaisirs, l'extension de la culture maraîchère, les progrès de l'industrie, l'élévation des salaires, le service militaire, le fonctionnarisme changeaient la mentalité des paysans et en attiraient toujours plus dans les villes ; en 1914, le chiffre de la population urbaine se rapprochait de celui de la population rurale (1), il devait l'atteindre bientôt. Dans l'ensemble, si la population de la France et sa richesse (d'ailleurs l'une des plus considérables du monde) s'accroissaient moins vite que celles d'autres pays, où la terre, moins divisée, était cultivée

(1) En 1911 : 17,5 millions d'habitants contre 22, en comptant comme urbaines les agglomérations de plus de 2 000 âmes. Il y avait en 1892 5,7 millions de domaines.

partout avec des machines et où une proportion plus considérable des habitants se consacrait à l'industrie, le grand nombre des petits propriétaires fonciers, des petits commerçants, des artisans vendant eux-mêmes leurs produits faisait que la richesse y était répartie d'une manière moins inégale et que la constitution de la société y était plus stable. Avec cette fusion des classes, des traditions glorieuses y fortifiaient un patriotisme prêt à tous les sacrifices, tandis que la création d'un empire colonial y renouvelait la mentalité.

L'Angleterre restait fidèle à sa vieille constitution politique (*king, lords and commons*) et même à sa vieille division en classes. A n'en juger que par les apparences, on eût dit qu'elle avait peu changé, son esprit était pourtant différent. Longtemps le rapprochement des classes ne s'y était accompli que lentement et sans troubles par les extensions successives du droit de suffrage, l'octroi de pairies de plus en plus nombreuses à des hommes de loi et à des industriels, l'influence grandissante que la moyenne et la petite bourgeoisies exerçaient sur la Chambre des communes, même sur les ministères, devenus depuis Gladstone des ministères véritablement bourgeois, le nombre toujours croissant d'hommes sortis du peuple qui s'enrichissaient dans l'industrie et le commerce, ou réussissaient dans la politique et dans les carrières libérales. De plus, il s'était formé ce qu'on pourrait appeler une classe nouvelle, celle des ouvriers spécialistes (*skilled labourers*), syndiqués en *trade*

unions. Petit à petit ces ouvriers acquirent une instruction, une situation sociale, une puissance politique, un bien-être égaux à ceux de la petite ou même de la moyenne bourgeoisie. Mais, dès le début du vingtième siècle, cette lente évolution sociale, respectueuse de la tradition, fit place à des changements rapides, complexes et en partie peu ordonnés. L'influence de l'Amérique et des grandes colonies anglaises de peuplement développa les idées démocratiques, la noblesse et la Chambre des lords devinrent impopulaires, les manières et la mentalité perdirent de leur caractère national. La concurrence des autres grands pays menaçant le commerce et l'industrie britanniques, on se dégoûta de l'ancien régime économique, fondé sur l'individualisme et la liberté : il se créa un parti protectionniste ; si les ouvriers protestèrent contre le vote de tarifs qui auraient amené le renchérissement de la vie, ils encouragèrent les municipalités à prendre en régie les tramways, la distribution de l'eau, du gaz, de l'électricité, de manière à en réduire le prix. Les ouvriers sans connaissances techniques (*unskilled labourers*) commencèrent de se constituer en syndicats pour obtenir les mêmes avantages que les ouvriers spécialistes. Ces masses représentaient une partie importante de la population de l'Angleterre, car, en 1911, 78 pour 100 de cette population habitaient les villes, 48 pour 100 des villes de plus de 50 000 habitants. Leur sort était misérable ; Booth, le fondateur de l'*Armée du Salut*, en fait une peinture affreuse dans *Darkest England*.

and the way out (1890). Et l'Angleterre, avec ses 238 habitants au kilomètre carré (1911) (250 en 1921), se surpeuplait, malgré l'émigration, qui l'appauvrisait au profit de l'Amérique, de l'Afrique du Sud et de l'Océanie. Cette crise sociale produisit une crise politique. Les ouvriers (techniciens et non techniciens), qui pendant longtemps avaient soutenu tour à tour les deux grands partis historiques, formèrent leur propre parti du travail. Malgré l'extension du droit de suffrage, le développement de la législation sociale, il apparut de plus en plus que l'Angleterre, sans Constitution écrite, ni codes, ni même de lois d'une portée générale, sans autre cour suprême que la Chambre des lords, sans administration, sans ministère de la Justice, devrait réformer son système politique et donner un nouveau caractère à ses relations avec ses colonies.

Le protectorat français de la Tunisie, l'établissement des Anglais en Égypte et à Chypre, des Français et des Espagnols au Maroc, des Italiens en Tripolitaine, les progrès de l'Espagne, de la Grèce et des pays balkaniques achevèrent de rendre au bassin de la Méditerranée son importance politique et commerciale. Pourtant certains restes de la civilisation méditerranéenne continuaient d'y gêner le développement de la civilisation européenne. Le Portugal eut plusieurs révolutions; dans l'Espagne, que la monarchie avait refaite prospère, les classes ne se fondaient pas, les provinces, la Catalogne surtout, réclamaient leur autonomie.

En Italie, l'opposition du Nord et du Sud, l'esprit particulariste des villes qui avaient été indépendantes au moyen âge retardaient fréquemment l'œuvre du gouvernement centralisé. Du point de vue économique et social, les difficultés rencontrées étaient plus grandes encore; une partie considérable de l'Italie était inculte et la malaria en rendait le défrichement dangereux; dans l'Italie centrale et dans l'Italie méridionale, dont le régime agricole était celui de la très grande propriété, il n'existait pas de villages, mais seulement de petites villes de plusieurs milliers d'habitants; en dehors de certaines provinces du Nord, les paysans étaient des ouvriers agricoles très pauvres et souvent illettrés, plus disposés à se syndiquer que ceux d'autres pays d'Europe où n'existaient pas d'agglomérations rurales. Les progrès de la grande industrie furent longtemps arrêtés par le manque de charbon, puis, quand on sut utiliser les chutes d'eau, ils devinrent si rapides que les villes du Nord se peuplèrent de paysans devenus ouvriers, dont beaucoup, mal payés et troublés dans un milieu nouveau, se firent socialistes. La natalité étant très forte, malgré une émigration considérable certaines régions étaient surpeuplées. Cependant l'Italie entière (mais surtout l'Italie du Nord) se développa beaucoup et de toutes manières, dans les premières années du vingtième siècle.

La Hollande et la Belgique, devenues, par rapport au chiffre de leur population, les pays les plus riches du monde, cherchaient à concilier leurs

coutumes séculaires avec les besoins nouveaux de leur commerce et de leur industrie, et les aspirations de leurs classes ouvrières.

Des États artificiels du dix-huitième siècle, les États scandinaves étaient les seuls qui se fussent entièrement transformés en nations ; cette transformation ne put d'ailleurs s'achever que par la séparation de la Suède et de la Norvège (7 juin 1905). Le suffrage universel avait été établi en Norvège dès 1898, il le fut en Suède par la réforme de 1909 ; au Danemark, après trente et un ans de lutte, le roi dut céder en 1901 et permettre à la majorité de la Chambre Basse de constituer un cabinet radical. Dans les trois pays, exclusivement luthériens, le féminisme se développait rapidement, l'instruction très avancée était associée à la culture physique ; la législation de la Suède et de la Norvège (copiée plus tard par le Danemark) avait supprimé l'alcoolisme ; la mortalité était la plus faible du monde, mais la forte émigration de ces pays si peu peuplés en gênait le développement et le socialisme s'y répandait, surtout en Suède.

Pour conserver la constitution des régimes de l'époque précédente et les traditions prussiennes, pour rester autocratique et militaire dans un pays où la population, autrefois agricole, était devenue en grande majorité urbaine et ouvrière, l'État allemand s'était donné un caractère scientifique ; il restait le seul dispensateur de la civilisation, que le peuple acceptait par discipline, mais ce n'était plus au nom de la raison, comme au

temps de Frédéric II, c'était au nom de la science. En effet la science vulgarisée, qui est la même pour tous, s'enseigne plus facilement aux masses des peuples récemment civilisés que les arts, les lettres et la philosophie, qui exigent l'entraînement de chaque esprit et de chaque caractère dans un milieu depuis longtemps cultivé; si ses solutions apparaissent à l'élite incomplètes et provisoires, un gouvernement autocratique peut les présenter aux masses comme absolues et fonder sur elles son autorité; la science permet aux pays neufs de créer d'un seul coup et systématiquement leurs institutions et leur outillage économique et financier; la méthode en assure le fonctionnement régulier sans gaspillage; une stricte discipline est nécessaire dans l'industrie, qui emploie des poisons, des explosifs, des machines puissantes et délicates; la police, comme elle impose l'ordre, peut imposer la morale et l'hygiène. Mais, d'autre part, toute civilisation, principalement la civilisation européenne, tend à développer l'individualisme et la liberté, un peuple n'est véritablement civilisé que si tous ceux qui le composent agissent en civilisés, soit instinctivement, soit par leur propre volonté; la discipline n'est qu'un moyen de répandre la civilisation dans la masse et doit s'atténuer à mesure que la masse se transforme; la méthode doit aider l'intelligence, elle ne doit pas détruire la réflexion, l'initiative, l'originalité; la science, qui renouvelle la civilisation, n'est féconde pour l'éducation de l'individu que si elle n'est pas seulement œuvre de mémoire et de calcul,

mais provoque l'effort de la pensée personnelle. Dans aucun cas la science, la méthode et la discipline ne peuvent remplacer la formation de l'esprit et du caractère. Ainsi, quoiqu'il s'efforçât de gouverner en faveur du peuple entier, le gouvernement allemand restait dans l'artificialité qui avait causé la chute de l'ancien État prussien ; il se servait de la constitution militaire de la société allemande pour imposer à toutes les classes une direction différente de celle qu'elles auraient suivie naturellement, une direction contraire à celles que suivaient les grandes démocraties de l'Europe, de l'Amérique et de l'Océanie. Et pourtant son influence était si grande que le seul parti qui l'attaquait, les socialistes, exagérait sa conception de la toute-puissance de l'État, demandait la nationalisation du sol et des moyens de production, une réglementation qui aurait abouti à la suppression de toute liberté et de toute individualité. La puissance de l'Allemagne, son enrichissement, d'autant plus rapide que l'étatisme permet pendant un temps de ne pas tenir compte des défaillances et des oppositions individuelles, lui cachaient ce que son œuvre avait de factice et de précaire : les masses n'acceptaient un régime impopulaire que parce qu'il augmentait chaque année leur bien-être et devaient se révolter à la première épreuve ; toutes les classes ne s'y soumettaient que parce qu'elles le croyaient fondé sur la science, elles devaient le rejeter dès qu'elles s'apercevraient que sur bien des points il n'avait que les apparences de la science et que d'ailleurs

la science n'a pas le caractère absolu qu'il lui attribuait. Au lieu de comprendre que son culte de la force était un reste de barbarie et qu'il lui faudrait apprendre par le respect du droit et la liberté la civilisation véritable, dont la méthode et la discipline ne donnent que les rudiments, l'Allemagne se crut la nation la plus civilisée, et, comme son territoire ne suffisait plus à sa population, à sa fortune, à ses ambitions demeurées, elle organisa toute sa vie politique, économique et sociale pour la guerre et pour la conquête.

En Allemagne, la première crise de la civilisation européenne, due à sa diffusion dans les masses, tenait déjà de près à la seconde, qu'avait produite sa diffusion de peuple à peuple, car l'Allemagne prétendait, à la fois, substituer la prédominance de l'Europe centrale à celle que l'Europe occidentale avait conservée jusqu'alors et imposer son hégémonie aux peuples de l'Europe orientale, qu'elle persistait, malgré leurs progrès, à traiter en demi-civilisés ou même en demi-barbares. L'Autriche, devenue l'alliée et la vassale de l'Allemagne nouvelle, voulait, elle aussi, maintenir la suprématie politique et morale des Allemands dans son empire, où les Magyars, les Slaves et les Roumains formaient la majorité; c'était la principale cause de ses conflits avec la Hongrie, des conspirations et des résistances qu'elle rencontrait dans toutes les provinces. En Autriche, les deux crises de diffusion de la civilisation se confondaient donc, et tel était aussi le cas dans

toute l'Europe orientale. Outre les difficultés que les jeunes États y éprouvaient à former leurs classes moyennes, à éduquer leur population rurale, à s'adapter les institutions des pays occidentaux, ils avaient du mal à constituer de vraies nations, parce que dans cette région, tant de fois envahie, toutes les races étaient mêlées. Les Balkaniques voulaient d'ailleurs affranchir leurs frères restés sous la domination turque; les Finlandais, les Esthoniens, les Lettes, les Lithuaniens, les Polonais répugnaient à la russification, qui leur aurait fait perdre une partie de la civilisation européenne péniblement acquise, péniblement conservée à travers les siècles.

A ces crises, déjà si graves, s'en ajoutait une troisième, plus complexe, que causait l'expansion européenne dans le monde. Les conquêtes coloniales étaient la conséquence forcée des principes sur lesquels la civilisation européenne était fondée et de la manière dont elle s'était développée : la personnalité des nations européennes était trop originale pour qu'elles pussent se fondre, trop forte pour qu'elles pussent rester de petits États; leur seule ressource était donc de se créer des empires en dehors de l'Europe; dès le moyen âge elles l'avaient tenté : l'Espagne et le Portugal y avaient réussi au seizième siècle, la Hollande au dix-septième, la France et l'Angleterre au dix-huitième et au dix-neuvième. Mais, après le Congrès de Berlin, qui avait arrêté pour un temps les ambitions européennes, tous les efforts se tournèrent vers les conquêtes lointaines. En trente ans

l'Afrique fut explorée et conquise, l'Océanie mise en valeur, la domination européenne s'étendit à la plus grande partie de l'Asie. En 1914, les Puissances européennes possédaient 82 millions de kilomètres carrés, alors que la surface totale de la terre ferme est de 136 millions de kilomètres carrés, et un milliard de sujets sur environ 1 600 millions d'hommes. Cinquante et un millions de kilomètres carrés et 678 millions d'hommes (1) revenaient au petit groupe des États de l'Europe nord-occidentale : Grande-Bretagne (30 ; 420), France (10,6 ; 89), Pays-Bas (2 ; 44), Allemagne (3,5 ; 82), Belgique (2,4 ; 22). En même temps, l'Europe, énormément enrichie, avait développé son commerce dans le monde entier, consenti des emprunts à tous les peuples, construit partout des ports, des chemins de fer, des usines, elle avait transformé l'Afrique, l'Asie, l'Océanie et l'Amérique du Sud, aidé à la transformation des États-Unis et du Canada. Les moyens mis en œuvre par la civilisation moderne sont si puissants que, au début du vingtième siècle, la conquête du monde était achevée et, qu'après s'être détournés de leurs ambitions européennes pour ne pas se heurter les uns aux autres, les États européens se trouvaient maintenant en conflit dans toutes les régions du globe. Les conflits étaient d'autant plus graves que ces États étaient devenus les directeurs d'immenses empires coloniaux et commerciaux. Toute grande

(1) Avec l'Égypte et le Soudan, non compris dans les chiffres donnés pour la Grande Bretagne.

guerre européenne devait amener la guerre mondiale.

Cette troisième crise n'opposait pas seulement les peuples de l'Europe les uns aux autres, elle les opposait à tous les peuples du monde. Leur expansion avait d'abord établi l'hégémonie de l'Europe et de sa civilisation. Puis, instruits, aidés par elle, les pays de l'Asie s'étaient régénérés, le Japon avait créé un État militaire du premier ordre, les colonies britanniques de peuplement et les républiques de l'Amérique du Sud étaient devenues de grandes Puissances, les États-Unis la première Puissance du monde par la richesse, la production minière, agricole et industrielle. Il s'était créé une civilisation américaine et une civilisation néo-asiatique, qui entraient en concurrence avec la civilisation européenne. Nous ne pouvons ici que signaler cette crise générale puisqu'elle fait l'objet de cette Introduction tout entière. Nous dirons seulement que, comme les révolutions de l'Amérique et de la France ont changé la civilisation occidentale en civilisation européenne, la vie commune de toutes les nations du monde au vingtième siècle et la crise qui en est résultée modifient tellement la civilisation européenne que son histoire comme civilisation européenne proprement dite peut être considérée comme terminée.

VIII

Résumons donc l'histoire de la civilisation européenne. Malgré une faculté de diffusion que

n'avaient eue ni la civilisation antique, ni la civilisation méditerranéenne, la civilisation occidentale était restée une civilisation des élites, élite des classes, élite des peuples; elle avait créé des peuples très distincts les uns des autres et, dans ces peuples, des classes très nettement différenciées; elle avait préservé les anciens petits centres de culture populaire. Quand la civilisation occidentale fut devenue la civilisation européenne par l'union de la liberté anglaise et de l'égalité française, la Révolution française voulut en faciliter l'expansion par la destruction immédiate des classes et des petits centres de culture, l'union des peuples, Napoléon voulut l'étendre par ses conquêtes à tous les pays de l'Europe. Mais tant de classes, tant de petits centres de culture populaire ne pouvaient disparaître brusquement et la personnalité des peuples européens était trop forte pour qu'ils pussent devenir tous semblables. La diffusion de la civilisation en Europe devait s'accomplir progressivement de classe à classe et de peuple à peuple; les petits centres de culture ne devaient disparaître que par le développement de la civilisation matérielle et l'extension de l'instruction populaire. La Restauration consolida ce qui restait du passé, assura les progrès accomplis, unit l'ancienne élite à celle qui venait de surgir; malgré la prédominance politique de l'Autriche et de la Russie, la civilisation ne fut alors forte que dans l'Europe occidentale. La période 1830-1848 fut, au dix-neuvième siècle, la première étape de diffusion de classe à classe, puisqu'elle transforma les classes

moyennes et leur donna la prépondérance; la première étape aussi de diffusion de peuple à peuple par les progrès de la Méditerranée occidentale, de l'Europe centrale et de l'Europe septentrionale. Entre 1850 et 1878 il y eut une seconde étape, celle où la civilisation atteignit les masses proprement dites, celle aussi où la diffusion d'une même culture dans toutes les classes tendit à les confondre; les gouvernements devinrent populaires, non pas encore dans le sens que le peuple gouvernait, mais dans le sens qu'il était gouverné pour le peuple; en même temps la constitution des États de la Méditerranée et de l'Europe orientale étendit la civilisation jusque dans l'Est. Au cours de la troisième étape (1878-1913), les classes populaires reçurent, avec l'éducation et plus de bien-être, tous les droits politiques et prirent une part de plus en plus importante au gouvernement. Le grand développement matériel et moral de l'Europe orientale donna enfin à la civilisation européenne les limites mêmes de l'Europe géographique. Mais la diffusion de la civilisation s'était faite trop vite, une triple crise en était résultée : les sociétés et les gouvernements se transformaient difficilement; dans l'Est de l'Europe, les grandes Puissances voulaient absorber les petits peuples, qui cherchaient eux-mêmes à constituer des États unifiés par la guerre ou par la révolution; la pénétration réciproque des diverses civilisations du monde les avait mises en conflit. En outre, il s'était produit, en même temps que l'action des plus civilisés sur les moins civilisés, une forte

réaction des moins civilisés sur les plus civilisés.

Les cultures des peuples de l'Europe n'étaient pas d'ailleurs également homogènes. En France, en Angleterre, en Belgique, en Hollande, en Suisse, dans l'Allemagne occidentale, dans le nord de l'Italie, dans l'Espagne nord-orientale, il n'y avait entre la civilisation de l'élite et celle de la masse qu'une différence de degré; il en était de même dans l'Allemagne orientale, en Autriche, dans les pays scandinaves, quoique la méthode et la discipline y donnassent à la civilisation du peuple de la convention et de la raideur. Dans l'Italie et l'Espagne méridionales, on pouvait se demander si la différence entre la civilisation de l'élite et celle de la masse était entièrement de quantité, s'il n'y avait pas aussi différence de qualité, c'est-à-dire si la masse, longtemps négligée, ne s'était pas fait dans une certaine mesure une civilisation propre, où l'influence de l'Europe moderne serait combattue par des influences méditerranéennes et orientales. Le cas était indéniable dans l'Europe orientale; cependant il semblait probable que dans tous les pays de l'Europe propre la culture finirait par devenir homogène.

Seulement, dans sa diffusion vers l'Est, la civilisation avait aussi atteint et transformé la Russie et la Turquie. Or, si les hautes classes et même les classes moyennes de la Russie l'avaient adoptée au point qu'on devait les considérer comme européennes, si celles de la Turquie en avaient subi l'influence jusqu'à se renouveler, les masses de l'un et de l'autre pays, abandonnées à elles-mêmes,

tendaient à se faire leurs propres civilisations, encore rudimentaires, civilisations composées d'éléments proprement nationaux, d'éléments asiatiques et d'éléments européens. Deux civilisations eurasiennes, c'est-à-dire mi asiatiques et mi européennes, faisaient donc la transition entre l'Europe et l'Asie : l'une, la civilisation russe, était plus européenne qu'asiatique et pouvait, par de certains côtés, être considérée comme le prolongement de la civilisation européenne jusqu'au Pacifique; l'autre, la civilisation musulmane, était plus asiatique qu'européenne et apparaissait même dans l'ensemble comme le prolongement de la civilisation asiatique jusqu'à l'Atlantique. Mais, en même temps, la Russie avait introduit certains éléments asiatiques en Europe et, depuis que les États musulmans étaient tombés sous la domination ou l'influence des Puissances européennes, l'Islam, exerçant une action contraire à celle qu'il avait exercée pendant des siècles, devenait l'un des agents de transmission de la civilisation européenne en Asie. Ce que nous avons dit de la civilisation européenne nous permet, même avant d'aborder l'étude des civilisations eurasiennes, de prévoir l'influence qu'elle a pu exercer sur leur formation. La civilisation européenne, très complexe dans la moitié occidentale de l'Europe, se simplifiait de plus en plus en s'étendant vers l'Orient; pour les masses eurasiennes, elle ne conservait plus que deux caractères : c'était la civilisation des progrès matériels et des inventions; c'était la civilisation de l'émancipation des

masses. Dans l'Asie propre, le second caractère l'emportait même sur le premier. Une conception aussi exclusive de la civilisation européenne ne pouvait manquer de produire des troubles dans l'Eurasie et l'Asie, qui y étaient si mal préparées. Ils furent aggravés du fait de la triple crise que subissait la civilisation ainsi reçue et ils aggravèrent à leur tour cette crise, qu'ils étendirent à l'Asie entière.

B. — LES CIVILISATIONS EURASIENNES

I. — LA CIVILISATION RUSSE (1)

I

Le territoire actuel de la Russie en Europe et en Asie est la région où les peuples civilisés de l'antiquité et du moyen âge ont refoulé les barbares, les

(1) Dans la transcription des noms russes, j'ai reproduit chaque lettre de l'alphabet russe par la lettre correspondante de l'alphabet latin, sans tenir compte de la prononciation. *U* doit se lire *ou*. J'ai fait précéder les voyelles douces d'un *y*, l'*y* à la fin d'un mot est pour *ii*. J'ai rendu l'*i* dur par *i*, l'iaty par *ye*. Pour me conformer à l'orthographe de cet ouvrage dans la transcription des mots appartenant à des langues dont les alphabets diffèrent du nôtre, j'ai rendu le *ch* de *cheval* par *sh*, le *tch* de *church* par *ch*, le *chtch* par *sch*. *Ge* et *gi* doivent se lire *guè* et *gui*. Je n'ai pas employé le pluriel russe d'*ukaz*, qui est *ukazî*. Les noms de famille ne sont ni déclinés, ni mis au pluriel.

Je n'ai pas besoin de rappeler ici les beaux travaux historiques et littéraires consacrés à la Russie par Albert Vandal, le vicomte E.-M. de Vogüé, Alfred Rambaud, Anatole Leroy-Beaulieu et M. Waliszewski, comme ceux que M. Louis Léger a consacrés aux peuples slaves.

L'histoire contemporaine des pays eurasiens devant être traitée dans ces volumes, je les étudie ici non seulement du point de vue de la civilisation, mais encore du point de vue de la politique intérieure; l'histoire extérieure antérieure aux événements étudiés dans ces volumes sera surtout exposée au début du T. IX.

condamnant au dur climat du Nord et les chassant des mers libres, qui seules jusqu'à l'époque moderne ont uni les peuples. Aucune frontière naturelle ne séparant la Russie de l'Europe et de l'Asie, ne la divisant non plus en zones nettement déterminées, toutes les migrations des barbares l'ont atteinte, elles se portaient vers l'Occident quand la Chine était forte et l'Europe divisée, vers l'Orient quand la Chine était faible et l'Europe unie. Des barbares, les uns n'ont fait que traverser la Russie, d'autres s'y sont établis pour un temps, puis ont émigré vers l'Ouest : Germains (Goths), Hongrois, Slaves du Sud; d'autres, enfin, y sont restés.

Voici quel était l'état de la Russie d'Europe au neuvième siècle de l'ère moderne. Les Polonais et les Lithuaniens possédaient déjà leurs territoires actuels. Les Slaves de l'Est, dont les langues devaient former les idiomes russes, occupaient le bassin du lac Ilmen, le bassin supérieur de la Dvina du Sud et de la Volga, le bassin supérieur et le bassin moyen du Dnyep^r (1); sur les bords de la Volga vivaient aussi des Bulgares. Tous étaient païens. Les rives de la Caspienne et de la mer Noire appartenaient à des Turcs (Khozarî convertis au judaïsme, Pechenyegi et Polovtsî païens); celles de la Baltique et de la mer Blanche aux Finnois, sans

(1) D'après certains auteurs, ils auraient aussi occupé les rives du Nyemen et du Bug et se seraient étendus jusqu'aux Carpathes. Les Polovtsî ne s'avancèrent dans la Russie d'Europe qu'au onzième siècle. On traduit en français Pechenegi par Petchenègues. Il y avait aussi des Khozarî musulmans.

cesse en lutte contre des Normands, venus de Suède par terre et par mer, qui finirent par conquérir la région du lac Ladoga. S'avancant vers le Sud, les Normands y fondèrent trois principautés : Novgorod, Polotsk sur la Dvina du sud et Kiev. Sous Rurik (1) († 879), leur capitale était Novgorod (862); sous ses fils, ce fut Kiev (882). Ces Normands s'appelaient *Vaeringyar*, Varègues (hommes de la suite du chef); les Finnois les appelaient *rus*, rameurs; ce nom fut étendu à leurs sujets, Slaves, Finnois ou Turcs. Païens et barbares, les Normands étaient européens, ils rattachèrent la Russie à l'Europe, mais la création d'une noblesse conquérante, d'origine étrangère, empêcha le peuple qui se formait de devenir homogène.

En descendant le cours des fleuves, à travers le territoire des Pechenyegi, les Normands atteignirent la mer Noire, y lancèrent leurs bateaux, pillèrent Constantinople (865); en 907 et 944, les Byzantins réussirent à les éloigner par des présents, même ils se servirent d'eux pour soumettre les Bulgares du Danube (968). Il existait une civilisation du bassin de la mer Noire, où commerçaient les Byzantins et les musulmans; les Européens y participaient (2). Cette civilisation était maritime, hété-

(1) Le nom russe est Rurik. Le russe de Varègue est Varyag.

(2) Dès le onzième siècle, Venise obtint du basileus la concession de Pera; la fondation de l'empire latin de Constantinople (1204-1261) la rendit maîtresse des mers de l'Orient; elle fonda en Crimée des colonies, dont la plus importante fut Sudak.

rogène et surtout byzantine. L'empire d'Orient était en décadence : les conspirations de palais, les gynécées gardés par des eunuques, une cour hiératique et pompeuse, une administration tyrannique, méticuleuse et vénale, toute la corruption millénaire de l'Asie antérieure s'y mélaient à la rudesse et à la cruauté des barbares, qui formaient l'armée. Après plusieurs siècles de luttes théologiques, l'apaisement avait laissé le clergé sans ardeur au travail intellectuel ou manuel, l'influence de l'Orient avait développé le goût de la contemplation et l'ascétisme. Telles furent la religion et la civilisation qu'embrassèrent les Normands : en 947, la veuve d'Igor, fils de Rurik, la régente Olga, une Scandinave, fut baptisée à Constantinople sous le nom d'Hélène ; en 989, saint Vladimir, qui régna de 980 à 1015, se fit chrétien et prit le titre de César ou tsar ; il convertit de force les habitants de la région de Kiev. Les Normands et leurs sujets commencèrent d'adopter les institutions et les mœurs de Byzance (1).

Le rétablissement de l'empire grec donna la prépondérance à Gênes, établie à Galata ; elle bâtit en Crimée Kaffa (1262), sur l'emplacement de l'ancienne Théodosie, occupa Balaklava et prit Sudak aux Vénitiens (1365) ; elle eut le monopole du commerce de la mer Noire jusqu'en 1475, où les Turcs Ottomans l'en chassèrent. Le dogme byzantin fut fixé par Jean Chrysorrhœos († vers 754). — Pendant un siècle après la conversion de Saint-Vladimir, tout le clergé russe se recruta dans l'empire byzantin.

(1) Vladimir Monomakh, né en 1053, tsar de Kiev de 1113 à 1125 ou 1126, qui était par sa mère le petit-fils d'un basileus, fit des lois qui s'inspiraient de la Grèce et de Rome. Comme à cette époque la rupture n'était pas définitive entre l'Église d'Orient et celle d'Occident, les tsars de Kiev étaient entrés en relations

Tandis que les Normands du Sud acceptaient la civilisation de la mer Noire, les Normands du Nord, quoique peu à peu convertis par l'influence de Kiev à la religion orthodoxe, acceptaient la civilisation que les Scandinaves et les Polonais, devenus catholiques romains au X^e siècle, la Hanse, l'ordre Teutonique et celui des Porte-glaive formaient dans le bassin de la Baltique. De plus, ces peuples et les Lithuaniens, restés païens, tendaient, en s'agrandissant, à séparer les Normands du Nord de ceux du Sud. Les règles de succession adoptées par les descendants de Rurik y contribuaient; chaque tsar partageait ses États entre ses fils; ainsi s'ajoutèrent aux trois premières principautés de Kiev, de Polotsk et de Novgorod les principautés nouvelles de Smolensk, de Chernigov, de Volhynie, de Galicie, de Ryasan, de Vladimir, de Susdal et de Tver, etc. Le souverain de la plus puissante de ces principautés portait le titre de grand prince ou grand-duc (*veliky knyaz*) et était considéré comme le suzerain des autres. Chacune de ces principautés se morcela en centaines de petits fiefs, dont les boyards ne reconnaissaient au prince qu'une autorité nominale; ces boyards, pour la plupart d'origine normande, réduisaient peu à peu leurs

avec les royaumes de l'Europe occidentale; en 1051, la princesse Anne, fille de Yaroslav I^{er} (1015-1054), avait épousé le roi de France Henri I^{er}; la femme de Monomakh était une princesse anglo-saxonne. La plus ancienne loi écrite est celle de saint Vladimir, Yaroslav fit le *Droit Russe* (*Ruskaya Pravda*). Le Code de Vladimir Monomakh est divisé en vingt-quatre chapitres.

paysans à une position voisine du servage (1).

Malgré ces conditions défavorables, il se formait un peuple russe par l'union progressive des Normands, des Slaves de l'Est, des Finnois, des Bulgares de la Volga et des Turcs de la mer Noire. C'est au onzième siècle qu'apparaît la langue russe. La langue d'Église, qui servait aussi de langue littéraire, était le slovène, appris des Bulgares du Danube, qu'on appelle maintenant vieux slavon ou slave ecclésiastique. Mais, dès le douzième siècle, on trouve des livres, comme la *Chronique* dite de Nestor, où ce slavon est mêlé avec le russe (2).

(1) Les boyards étaient des fonctionnaires qui recevaient comme salaire un fief ou transformaient en fief la province qu'ils gouvernaient. En Russie comme en Europe, les fonctions devinrent héréditaires, et c'est ainsi que se constitua la féodalité, mais les boyards, qu'on appela plus tard *serviteurs de l'État*, conservèrent beaucoup plus le caractère de fonctionnaires que les nobles européens, et à plusieurs époques la possession des charges et des fiefs ne fut pas héréditaire. C'est du moins ce que prétendent les Slavophiles. D'après eux, le *Veche* ou assemblée des bourgeois de la capitale de chaque principauté élisait le prince parmi les descendants de Rurik sans tenir compte de l'ordre de succession.

(2) La *Chronique de Nestor*, qui s'étend de 862 à 1116, écrite dans le couvent souterrain des grottes à Kiev (*Pechersky Monastir*), n'est probablement pas du moine Nestor, l'auteur des vies des princes Boris et Glyeb et de l'abbé Théodose, écrites avant 1091, mais d'un autre moine du même couvent, peut-être de l'abbé Sylvestre; la langue fait la transition entre le vieux slavon et le vieux russe. Les chants épiques (*bilini*), qui ont été conservés oralement par le peuple jusqu'au dix-huitième siècle, forment plusieurs cycles, dont le plus célèbre est celui de saint Vladimir et du héros Ilya Muromets. C'est le cycle de Kiev. Il y a aussi les cycles de Novgorod, de Moscou, etc. En 1795, on trouva un manuscrit (brûlé en 1812) contenant le *Slovo o polku*

A cette époque la Russie appartenait de fait à l'Europe orientale et semblait devoir se rattacher au reste de l'Europe, quoique la scission de plus en plus marquée entre l'Église d'Orient et l'Église d'Occident, la civilisation grecque et la civilisation latine, l'empêchât d'entrer dans cette union des peuples qu'avaient formée les Croisades. C'est alors que se produisit l'invasion mongole.

Temudjin (1154-1226), élu grand khan ou djengis khan en 1206, réunit les tribus nomades des Mongols en un peuple, auquel il donna un code civil, politique et religieux (*yassa*) ; il conquit le Nord de la Chine (1206-1215), le Turkestan (1218-1220), établit sa capitale à Karakorun. Son fils, Ogdaï († 11 décembre 1241), étendit ses conquêtes. Dès 1212, les Mongols s'étaient emparés de la Crimée, qu'ils peuplent encore. Batu, l'un des petits-fils de Temudjin, envahit la Russie du nord (1237-1238), puis Kiev et le Sud (1240), détruisit la Pologne et la Hongrie, brûla Cracovie et Breslau, remporta, le 9 avril 1241, la victoire de Wahlstatt (près de Liegnitz) sur les armées coalisées des Polonais, des chevaliers Teutoniques et des Silésiens, ravagea la Moravie et allait envahir l'Autriche quand la mort d'Ogdaï le rappela en Asie.

Igoreve, qui raconte la guerre d'Igor (1151-1202), prince de Novgorod, contre les païens Polovtsi ; les uns prétendirent qu'il s'agissait d'un poème du treizième siècle, les autres d'un pastiche comme Ossian ; le poème paraît, au moins en partie, ancien. C'est seulement après le partage de la Russie entre les Mongols et les Polonais-Lithuaniens que le russe se divisa et forma les trois langues actuelles : grand russe, blanc russe, ukrainien ou petit russe.

Kubilai khan ayant transporté en 1280 la capitale à Pe king, où sa dynastie (Yuen) régna jusqu'en 1368, l'empire se morcela. Les Mongols de l'est devinrent bouddhistes; ceux du centre restèrent fétichistes et conservèrent leurs sorciers, les chamanes; ceux de l'Ouest se convertirent peu à peu à l'Islam; ils avaient constitué trois grands khans : celui de Perse sous Hulagu (qui avait détruit le califat de Bagdad en 1258) et les Il khans (1265-1349); celui de Bukhara (1227), sous Djagatai, qui donna son nom à la région et dont les descendants y ont régné jusqu'en 1918; celui de la Horde d'Or de Kipchak (1242) sous Batu († 1256), dont la capitale était Saray (sur l'Akhtuba, satellite de gauche de la Volga); il eut dans sa part la Russie; le bassin de la Volga et celui de la mer Noire furent gouvernés par des vassaux mongols; la Russie nord-occidentale resta aux descendants de Rurik, mais ils durent renoncer au titre de tsar, se contenter de celui de prince (*knyaz*), rendre l'hommage, payer le tribut et accepter les conditions des vainqueurs, qui les nommaient, les déplaçaient et les destituaient à leur gré (1).

En même temps que les Khans de Crimée séparaient les Russes de la mer Noire, les peuples de l'Europe orientale les séparaient de la Baltique et les rejetaient vers l'Orient. Alexandre Nevsky (1218-1263), prince de Novgorod, sauva une der-

(1) Cf. M. Paul PELLIOU (*Mongols et Papes*: Communication à l'Institut, oct. 1922).

Les Khans avaient dans chaque ville importante un inspecteur mongol (*baskak*).

nière fois la Russie occidentale par ses victoires de 1240 et de 1242 sur les Danois, les Suédois et les chevaliers Teutoniques; ses successeurs durent abandonner les rives du golfe de Finlande aux Suédois, celles de la Baltique à l'ordre Teutonique. Novgorod devint une république rattachée à la Hanse et s'étendit jusqu'à la mer Blanche pour s'y procurer les fourrures que la Hanse vendait à l'Europe (1). En 1397, l'union de Kalmar assura l'hégémonie scandinave dans la Baltique. Plus au sud, la Lithuanie conquit la Russie blanche et l'Ukraine occidentale, prit Kiev en 1321, elle se convertit au quatorzième siècle pour s'unir à la Pologne, sous les Jagellons (1386-1572); la nouvelle monarchie enleva aux Russes toutes les principautés qui avaient reçu un commencement de civilisation.

La domination mongole, qui dura trois siècles et demi, introduisit en Russie des usages musulmans, comme celui d'enfermer les femmes; des pratiques chinoises, comme celle des mariages arrangés par des entremetteuses, sans que les fiancés pussent se voir; des croyances et des coutumes arabes, persanes, turques, mongoles, confu-

(1) Novgorod, qui était depuis plusieurs siècles une ville libre se gouvernant elle-même, sur laquelle l'autorité du prince était le plus souvent nominale, faisait venir les marchandises orientales par la mer Noire, la mer Caspienne et les fleuves, et les envoyait en Europe par la Baltique; Novgorod entra dans la Hanse en 1260.

Alexandre est appelé Nevsky parce qu'il gagna sa bataille sur la Neva, comme Dmitry, Donskoy, parce qu'il gagna la sienne sur le Don.

cianistes, bouddhistes, taoistes. Mais surtout, comme les Mongols restèrent longtemps des nomades et toujours des barbares, elle rendit, au moins pendant un temps, les Russes de certaines régions à moitié barbares et ceux d'autres régions tout à fait barbares. Les princes russes montrèrent la même servilité à la cour du khan de Saray, la même perfidie dans leurs rapports avec leurs égaux, la même tyrannie et la même cruauté envers leurs sujets que les chefs mongols, qui prirent le titre de tsars : ce devint surtout le cas quand le khan chargea l'un d'eux, nommé grand-duc, de percevoir les tributs des autres et choisit pour cet office le prince le plus voisin de Saray ; ce fut d'abord celui de Vladimir, plus tard celui de Moscou, fondé en 1147, où Ivan I^{er} (1328-1341), après avoir supprimé la principauté de Vladimir et brisé la puissance de Tver avec l'aide du khan, établit définitivement la capitale du grand-duché ; il y bâtit le Kreml (1). Le centre de la nouvelle

(1) *Les grands-ducs et tsars de Moscou* : Yury Danilovich (1303-1319-1325), Ivan I^{er} (1325 ou 1328-1340), Siméon (1340-1353), Ivan II (1353-1359), Dmitry Donskoy (1359 ou 1362-1389), Vasily I^{er} (1389-1425), Vasily II (1425-1462), Ivan III (1462-1505), Vasily III (1505-1533), Ivan IV (1533-1584), Fédor (1584-1598), Boris (Godunov) (1598-1605), Dmitry Samozvanets (1605-1606), Vasily IV (1606-1610), Vladislav (de Pologne) (1610-1613).

Les Romanov : Michel I^{er} (1613-1645), Alexis (1645-1676), Fédor (1676-1682), Ivan V et Pierre I^{er} (1682-1689), Pierre I^{er} (1689-1725), Catherine I^{re} (1725-1727), Pierre II (1727-1730), Anne (1730-1740), Ivan VI (1740-1741), Élisabeth (1741-1762).

Je rappelle que *ch* doit se lire *tch*.

Russie se trouvait ainsi dans la région qui, même avant les Mongols, était à peine civilisée.

De son passé il ne resta au peuple russe que sa religion, elle régla tous les actes de sa vie. L'Église et l'État furent confondus, Ivan I^{er} transporta le siège du métropolite de Vladimir à Moscou, qui devint la ville sainte (1); le grand-duc et les princes finissaient leurs jours dans des couvents ou revêtaient, au moins, l'habit monastique avant d'entrer en agonie; ils comblaient de biens l'Église, qui, en retour, leur attribuait un caractère sacré, le grand-duc fut considéré comme le représentant de Dieu sur la terre. Quand aux Mongols fétichistes et tolérants eurent succédé les Mongols musulmans et fanatiques, le peuple russe, comme le peuple espagnol, commença sa croisade séculaire contre l'Islam. Dès 1380, le quatrième grand-duc de Moscou, celui-là même qui établit la succession par ordre de primogéniture mâle, Dmitry Donskoy (1362-1389), voulut s'affranchir des Mongols; le pouvoir des khans de Saray était ébranlé; leurs principaux vassaux se révoltaient. Profitant de ces divisions, Dmitry remporta sur les Mongols la victoire de Kulikovo, qui a fait de lui l'un des héros de la Russie, mais deux ans après les Mongols se rallièrent, ils brûlèrent Moscou (1382) et forcèrent Dmitry à payer le tribut.

C'était l'époque où le Ture Timur le Boiteux (Tamerlan : 1333-1405) reconstituait l'empire du Djengis Khan, dont il descendait par sa mère;

(1) Le métropolite recevait pourtant l'investiture du khan.

avant de s'attaquer aux infidèles, il voulut réduire les États musulmans : il chassa les Djengiskhanides de Bukhara et de la Perse, les Khovaresmiens de Khiva (1379), conquît le nord de l'Inde (1398-1399) et fit prisonnier le sultan ottoman Bayezid à la bataille d'Angora (20 juillet 1402). Sa rivalité avec Toktamish, le khan de la Horde d'Or, l'amena en Russie : il ravagea la Géorgie en 1386 et en 1404; en 1391, il envahit la Russie par l'Est et gagna la bataille du 18 juin sur la Byelaya, affluent de la Kama; en 1394 et 1395, il envahit la Russie par le Sud et s'avança vers le Nord jusqu'à Moscou. Ce fut ensuite aux Polonais-Lithuaniens qu'il fit la guerre; son petit-fils Mohammed les vainquit à Poltava. Mais dès 1405 Timur mourut alors qu'il allait envahir la Chine, ses possessions se morcelèrent : dans l'idée d'unir des États musulmans contre les infidèles, il les avait ruinés; seuls les Ottomans purent reconstituer leur empire.

Au cours du quinzième siècle, les khans de Kazan, d'Astrakhan, de Tyumen et de Crimée se rendirent indépendants; en 1480, les deux derniers surprirent près d'Azov le khan de Saray et le massacrèrent avec son armée; la Horde d'Or disparut. Le grand-duc de Moscou était alors Ivan III, le Grand (proprement le Terrible) (1462-1505), qui venait de soumettre (1478) la République de Novgorod et cherchait à réunir toutes les principautés russes et les provinces lithuaniennes de religion orthodoxe en un seul État, qui comprit, à sa mort, deux millions et demi de kilomètres carrés. Il avait épousé en 1472 Sophie Paléologue,

la nièce du dernier empereur grec (1), pris les armes de Byzance, l'aigle à deux têtes, qu'il surchargea de l'écusson moscovite de Saint-Georges, et le titre de souverain (*gosudar*); la disparition du khanat de Saray l'affranchit de la suzeraineté mongole. Imbu des traditions byzantines, il voulut fonder la monarchie absolue, supprima les apanages, introduisit l'usage du baisemain, établit une administration centralisée, dont les fonctionnaires (*dyaki*) étaient de petite naissance. Les boyards résistèrent; ils avaient réussi à réduire leurs paysans au servage et voulaient faire sanctionner cette usurpation par la loi; en 1460, leur Duma déclara que les couvents et les nobles pouvaient interdire à leurs paysans de quitter leurs terres; le Code (*sudebnik*) de 1492 imposa le paiement d'une lourde indemnité aux paysans qui le feraient à l'insu de leurs maîtres. L'événement le plus important du règne d'Ivan III fut la reprise des relations de la Russie avec l'Europe. Sous Vasily III (1505-1533), qui lutta heureusement contre les Polonais, ces relations ne furent plus seulement diplomatiques; la Russie commença de s'initier à la civilisation occidentale. Vasily fit terminer le Kreml par des artistes italiens, il accueillit des Grecs, échappés de Constantinople, sous la domination turque depuis 1453, entre autres (1518) un moine qui avait pratiqué l'imprimerie en Italie; cependant la première maison

(1) Fille de Thomas Paléologue, despote de Morée, elle habitait Rome et attira à Moscou des artistes italiens, dont le Bolognais Aristote Fioraventi.

des imprimeurs, celle de Moscou, ne date que de 1564, année où parurent les *Épîtres des Apôtres*, le premier livre imprimé en Russie.

Ivan IV, le Terrible (1533-1584), le premier qui reprit le titre de tsar (1547), conquît le khanat de Kazan en 1552, celui d'Astrakhan en 1557 ; mais les khans de Crimée, devenus en 1472 les vassaux des Turcs Ottomans, envahirent ses États en 1571, brûlèrent Moscou et emmenèrent 100 000 prisonniers. Ne pouvant atteindre la mer Noire, Ivan tenta d'enlever les rives de la Baltique aux Portes-Glaive, séparés de l'Ordre Teutonique sécularisé. Vaincu, le grand maître Ketteler se fit protestant et devint en 1561 duc de Courlande, sous la suzeraineté de la Pologne ; il vendit la Livonie à la Lithuanie, l'évêché d'OEsel au Danemark et l'Esthonie à la Suède protestante, affranchie du Danemark sous les Vasa (depuis 1523) et déjà maîtresse de l'Ingrie et de la Finlande. Ivan ne put résister à cette coalition, il dut renoncer à ses conquêtes, céder même à la Suède des villes proprement russes, comme Ivangorod (Narva) (1583). Son but principal fut de réduire l'Église et la noblesse : il s'arrogea, en 1565, le droit de prononcer des sentences de mort et de confiscation sans l'approbation de l'Église et fit assassiner le métropolite. Il promulgua le code de 1550, créa dans les faubourgs des villes les colonies militaires des strélitz (*stryeltsi*), sépara du reste de l'Empire, où les boyards conservaient leurs droits féodaux, le pays propre du tsar, l'*Oprichnina*, qu'il gouverna absolument par une administration centralisée. Ainsi,

dans la Russie demi barbare, comme dans tous les États de l'Europe et de l'Asie, l'anarchie féodale faisait place à la monarchie absolue. Ivan fut le plus superstitieux des grands-ducs et le plus cruel : pour punir Novgorod révoltée, il l'abandonna à ses strelitz, qui la pillèrent, l'incendièrent et y massacrèrent 60 000 personnes. Ce fut sous son règne (1581-1584) que Ermak et ses cosaques du Don, à la solde de marchands russes, les Stroganov, conquièrent la Sibérie occidentale et la Sibérie centrale, qui furent réunies à l'empire (1).

Le fils d'Ivan, Fédor (1584-1598), abandonna le pouvoir à son beau-frère Boris Godunov, d'origine mongolique. Pour arriver au trône, Boris fit assassiner, en 1591, Dmitry, l'enfant en bas âge qu'Ivan avait laissé de sa septième femme. Il se concilia le clergé en élevant le métropolite à la dignité de patriarche, les nobles en réduisant tous les paysans au servage par les ukaz de 1592, 1597 (21 novembre) et 1598, que devaient aggraver ceux de 1601, 1604 et 1648. A la mort de Fédor, il devint tsar (1598-1605); mais une partie des boyards, désireux de mettre fin à l'absolutisme et de s'initier à la civilisation occidentale, s'allièrent (2) au roi de Pologne, Sigismond III, et

(1) Les strélitz étaient à la fois soldats héréditaires et artisans ou commerçants. Le code d'Ivan IV (en 97 chapitres) est le *sudebnik* par excellence. M. Waliszewski a renouvelé l'histoire d'Ivan en montrant l'importance capitale de ses réformes.

(2) Sigismond III (1587-1632) était le fils du roi de Suède Jean III (1568-1592) (deuxième fils de Gustave Vasa), et de Catherine, sœur de Sigismond II (1548-1572), le dernier roi de Pologne de la maison des Jagellons. Sigismond III étant

opposèrent à Boris un aventurier qui se donnait pour le tsarevich Dmitry, échappé à ses assassins. Le faux Dmitry envahit la Russie en 1604. La mort subite de Boris (1605) (1) lui livra Moscou, où, après s'être proclamé tsar, il épousa une Polonaise, Marina Mniszek. La protection qu'il accordait aux jésuites, désireux d'unir la Russie à l'Église romaine, lui aliéna le clergé orthodoxe ; les efforts maladroits qu'il fit pour imposer la civilisation occidentale lui aliénèrent le peuple et une partie de la noblesse ; à l'instigation du prince Shuisky, les Moscovites s'insurgèrent dans la nuit du 17 mai 1606 et massacrèrent Dmitry avec sa cour polonaise ; Shuisky devint tsar sous le nom de Vasily IV (1606-1610). Les Polonais le forcèrent d'abdiquer le 24 juin 1610, proclamèrent tsar Vladislav, fils de Sigismond, le 27 août 1610, rentrèrent à Moscou et vainquirent les patriotes soulevés par le patriarche Hermogène (mars 1611) ; un nouveau soulèvement national les en chassa (octobre 1612) (2). Le 21 février 1613 les boyards choisirent pour tsar un jeune homme de dix-sept ans, Michel I^{er} (1613-1645), fils de Fëdor Romanov,

catholique, les Suédois protestants ne le laissèrent pas régner à la mort de son père Jean III ; le duc de Sudermanie, un autre fils de Gustave Vasa, prit d'abord la régence, puis se fit proclamer roi en 1604 sous le nom de Charles IX († 1611) ; il laissa le trône de Suède à son fils Gustave Adolphe.

(1) Le fils de Boris, assassiné en 1605, fut proclamé sous le nom de Fëdor II.

(2) C'est celui de Kosma Minin, boucher de Novgorod, et du prince Dmitry Pojarsky, que Mérimée a raconté dans *les Faux Démétrius*.

que Boris avait fait entrer de force dans les ordres sous le nom de Filaret et qui était devenu évêque ; le père de Filaret, Nikita Romanov, avait été le frère d'Anastasie, première femme d'Ivan IV. Michel dut jurer de renoncer à l'absolutisme et de ne rien faire sans le consentement des États généraux (*sobor*), qui s'étaient constitués et développés au cours de l'anarchie ; ils formaient plusieurs Chambres, dont la principale était la Duma des boyards. Aussitôt qu'il sentit son autorité assurée, Michel refusa de convoquer les États et combattit la noblesse ; il nomma patriarche son père Filaret et asservit l'Église (1). Sous son règne, les Cosaques conquièrent la Sibérie orientale (1600-1647) ; ainsi, la Russie atteignit le Pacifique avant d'atteindre la Baltique ou la mer Noire. Alexis (1645-1676) reprit aux Polonais Kiev et Smolensk, et, avec l'aide des Cosaques Zaporogues, l'Ukraine jusqu'au Dnyepyr (1654-1667) ; il dut traiter avec la noblesse révoltée (1648), mais remplaça le *sobor* par des ministères (*prikazi*) et promulgua le code (*ulojenie*) d'octobre 1649. De sa première femme, née Miloslavskaya, il laissa deux fils : Fédor et Ivan, et six filles, dont la grande

(1) Il ne put cependant sauver la Russie que par deux capitulations : le traité de Stolbova (1617) assura au roi de Suède, Gustave-Adolphe (1611-1632), la possession de l'Ingrie, de la Carélie et d'une partie de la Livonie ; le traité de Polyanova (5 juin 1634) céda Smolensk et Chernigov au roi de Pologne Vladislav (Vasa) (1632-1648), qui renonça au trône de Russie. Ces traités eurent du moins l'avantage de faire entrer la Russie en communications pacifiques avec des Puissances dont la civilisation était européenne.

duchesse Sophie ; de sa seconde femme, Marie Narishkina, un fils, Pierre, et une fille, Nathalie. A la mort de Fédor (1676-1682), qui fit brûler les titres de noblesse, une partie des boyards soutint Ivan V, faible d'esprit, les autres, Pierre I^{er}, né en 1672. Après trois jours de massacres, la grande-duchesse Sophie, aidée des strélitz, se proclama régente au nom de ses deux frères. Le 7 septembre 1689, Pierre I^{er} le Grand (1689-1725) fit un coup d'État, il enferma sa sœur dans un couvent, Ivan († 1696) dans un palais, et commença de régner seul pour accomplir ses grandes réformes.

*
* *

Avant de les examiner, il faut décrire la Russie du seizième et du dix-septième siècle. La Finlande, la Carélie, l'Ingrie, l'Esthonie et la Livonie suédoises, la Courlande, vassale de la Pologne, la séparaient de la Baltique ; la Pologne et la Lithuanie, qui s'étendaient jusqu'au bas cours du Dnyèpr, la séparaient de l'Europe centrale ; l'empire ottoman, maître des Balkans, de la Bessarabie, de la Chersonèse et de la Transcaucasie, le khanat mongol de Crimée, vassal des Turcs, qui s'étendait sur le continent de la Chersonèse au Caucase, la séparaient de la mer Noire. Les Persans et les Turcs du Turkestan occupaient encore toute l'Asie centrale, l'empire chinois possédait le bassin de l'Amur.

Il subsiste de nombreux édifices de cette époque. Le Kremlin en contient plusieurs, comme le *Palais*

des facettes (Granovitaya) (1491), du style italien, plusieurs fois brûlé, la cathédrale de l'Archange, construite par un Italien (1505-1509) et souvent restaurée (1). Olearius (1603-1671) a publié en 1647 une relation allemande de son voyage en Moscovie (1635-39); on y trouve les vues des principales villes : celles de la côte, alors à la Suède, ont un aspect allemand ou suédois; Novgorod est déjà russe, Moscou est presque asiatique, Kazan l'est tout à fait. Plusieurs gravures représentent le tsar et les boyards avec des robes, de grandes bottes et de hauts bonnets de fourrure : les strélitz, vêtus de même, portent la hache, un très long sabre et un mousquet.

A la cour du tsar, c'était, en effet, le mélange de la barbarie et de la civilisation, de l'Asie et de l'Europe. Parmi les nobles, ceux de l'Ouest se civilisaient, ceux de l'Est restaient aussi rudes qu'au temps des Mongols; tous avaient perdu leur situation féodale; beaucoup avaient des emplois civils ou militaires, ou des charges de cour. Ils possé-

(1) On y trouve le tombeau de saint Dmitry, le petit prince assassiné par Boris Godunov : la tombe est recouverte d'un voile sur lequel Kseniya, la fille de Boris, a brodé l'image du saint dans le style byzantin. Entre le Kremlin et Moscou s'élève l'église Vasily Blajenniy, bâtie (1560) par Barma et Posnik (voir L. RÉAC (I, p. 272), qui copièrent les coupoles bulbeuses des Mongols. La maison des Romanov, à Moscou, a une façade européenne, une décoration intérieure mi-européenne et mi-asiatique; le mobilier, ancien mais apporté dans les pièces lors de la restauration, est presque entièrement européen. Le Kremlin possède les portraits des derniers tsars issus de Rurik, la galerie Romanov de Pétrograd ceux de Michel I^{er} et de ses successeurs : tous portent une tiare et une chappe de style byzantin.

daient toutes les terres qui n'appartenaient pas au tsar, tous les paysans de ces terres, et ils avaient sur eux droit de vie et de mort. Les classes moyennes étaient peu nombreuses et peu développées; il y avait cependant quelques marchands très riches. Tout témoignait d'un état intermédiaire, où la Russie ne devait pas rester; elle ne pouvait recevoir aucun secours de l'Asie, parce qu'elle était chrétienne, que le christianisme avait fait sa force principale dans sa lutte pour s'affranchir des Mongols musulmans; d'ailleurs, les nomades la séparaient des États civilisés de l'Asie, les Tartares mandchous venaient de conquérir la Chine, la décadence de la Perse et de l'Inde avait commencé; les Turcs étaient devenus les ennemis héréditaires. La Russie devait donc s'adresser à l'Europe; c'est ce qu'avaient fait les derniers tsars de la maison de Rurik, le faux Dmitry et les premiers Romanov, mais sans plan d'ensemble (1).

(1) Les Russes se divisaient en trois classes. La première, dite des *Serviteurs de l'État*, comprenait huit rangs : 1. Les pairs (*boyare* ou *boyara*, au singulier *boyarin*) (il y avait des pairs ou boyards du tsar, des grands-ducs, du métropolitain). — 2. Les courtisans et hauts fonctionnaires (*okolnichie*). — 3. Les conseillers (*dumnîe dvoryane*). — 4. Les employés, proprement *compagnons de table* (*stolniki*). — 5. Les chambellans, ou administrateurs (*stryapchie*). — 6. Les hommes de cour (*dvoryane*). — 7. Les aspirants, proprement *locataires* (*jiltsî*). — 8. Les cadets de boyards (*dyeti boyarskie*), la plupart de simples soldats. Ces rangs n'étaient pas héréditaires et certains slavophiles ont soutenu que la Russie d'alors n'avait pas de noblesse héréditaire. On y distinguait cependant des familles *généalogiques* et des familles *non généalogiques*.

La seconde classe était celle des hommes libres : marchands

On ne devait cependant pas imposer de force à la Russie une civilisation étrangère, comme si elle eût été proprement barbare. Depuis les premières

(répartis en quatre classes, dont la première était les *gosti*), bourgeois, artisans, paysans (*krestyane*).

La troisième classe était celle des serfs, où il fallait distinguer le serf qui s'engageait à temps ou à vie (*Kabalnîy kholop*) et le serf héréditaire ou esclave (*Kryepostnoy kholop* ou *rab*). Mais avec le temps les deux classes se confondirent, et les serfs à vie, même les paysans libres, devinrent des serfs héréditaires, des esclaves. Les *serviteurs de l'État* étaient les seuls à pouvoir posséder des terres à serfs; ces terres ne devinrent que progressivement héréditaires. Les slavophiles ont voulu prouver qu'à cette époque la plupart des paysans étaient libres ou serfs temporaires, et que c'est le recensement de Pierre le Grand qui, en confondant tous les paysans sous la rubrique de *Kryepostnié kholopî*, a créé le servage ou esclavage général (Cf. N. DE GERETZOFF, *Essai sur l'histoire de la civilisation en Russie* (1858)). La tenure des paysans libres et des serfs était collective; les terres étaient repartagées à des périodes fixes par le *mir*, l'assemblée du village, qui comprenait (et comprend encore) tous les chefs de maison et ne prenait (et ne prend encore) de décision qu'à l'unanimité. Les artisans, libres ou serfs, formaient des associations où l'on mettait en commun les produits du travail individuel (*arteli*, sing. *artel*).

Le Conseil du tsar ou Chambre des boyards (*boyarskaya дума*) comprenait les boyards du tsar, les *okolnichie*, les *dumnîe dvoryane* et des fonctionnaires de rang inférieur. Elle se réunissait avec les députés des différentes sous-classes de marchands, de bourgeois et de paysans libres pour former les États généraux (*Zemsky sobor*).

Le clergé formait une organisation à part sous le patriarche et les évêques; il possédait le tiers des biens de la Russie. Il y avait deux clergés : le clergé régulier ou noir, où se recrutaient tous les dignitaires et qui possédait la plus grande partie des biens ecclésiastiques; le clergé séculier ou blanc, toujours marié. Les cures étaient héréditaires par primogéniture. Le plus grand nombre des moines se recrutait parmi les fils puînés du clergé régulier.

attaques des Normands contre Byzance, surtout depuis leur conversion au christianisme, la Russie s'était lentement civilisée ; la conquête mongole avait presque détruit cette civilisation encore précaire, elle ne l'avait pas détruite complètement ; au cours des trois siècles et demi pendant lesquels ils avaient subi la domination mongole, les Russes avaient petit à petit recommencé de se civiliser ; ç'avait été en partie sous l'influence de l'Europe orientale, en partie sous celle de l'Asie, connue par les rapports que les Mongols entretenaient avec les États musulmans et même avec la Chine, en partie grâce à la culture byzantine apportée par les chrétiens qui fuyaient devant les Turcs ; ç'avait été surtout en développant leurs qualités nationales dans leur lutte pour s'affranchir des Mongols. Cette civilisation, complexe et rudimentaire, qui était eurasiennne et russe, n'existait pas que dans la noblesse et chez les bourgeois, elle avait pénétré dans le peuple ; il y était même plus attaché que les boyards et les marchands, déjà changés par l'influence de la cour, et leurs relations avec les Suédois, les Allemands, les Polonais et les Anglais, dont les bateaux venaient dans la mer Blanche (depuis 1553). L'effort que faisaient les tsars et beaucoup de nobles pour introduire la culture occidentale aurait dû, pour être vraiment fécond, tenir compte de cette demi-civilisation grossière des masses ; malheureusement les masses étaient serves.

Le premier conflit entre la nouvelle civilisation du gouvernement et la demi civilisation du peuple

se produisit dès le milieu du dix-septième siècle, et ce fut un conflit religieux. L'état de l'Église était déplorable (1). Les Mongols avaient répandu des superstitions barbares. Les actes du Concile de 1551 se plaignent des prêtres somnambules, qui promenaient les saintes icones en prédisant l'avenir; des faux prophètes, qui couraient les villages, tremblant de tout leur corps, se roulant par terre et racontant leurs visions; ils disent que, le jour de la Pentecôte, les sorciers envahissaient les cours des églises, pleurant et hurlant des chants diaboliques. Tout le peuple vivait en contact perpétuel avec les démons, les fées, les lutins, des esprits de toute sorte. D'autre part, les tsars s'efforçaient de se soumettre complètement l'Église; déjà le Concile de 1551 avait déclaré que les évêques nommeraient les archimandrites et les prieurs (*igumeni*), mais qu'ils devraient soumettre leur choix à la ratification du tsar; depuis l'avènement des Romanov, l'Église n'était plus qu'une administration de l'État. Nikon (1605-1681), métropolitain de Novgorod (1647), puis patriarche de Moscou (1652), voulut à la fois purifier le dogme et affranchir le clergé de la domination du tsar. Il s'attira la haine du peuple et du tsar et fut déposé en 1666. Mais sa principale réforme fut maintenue et fut cause du schisme qui a divisé depuis lors les Russes. Au cours des siècles pendant lesquels la Moscovie avait été séparée de l'Europe, le texte

(1) Il y avait pourtant des moines instruits. La Confrérie (plus tard Académie) de Kiev fut fondée en 1588.

des livres saints s'était corrompu, des cérémonies nouvelles avaient été introduites dans le rituel, la vie du Christ et celles de la Vierge et des saints avaient été mêlées de légendes nées dans l'imagination populaire ou empruntées aux religions de l'Orient. Nikon, qui s'était procuré les textes grecs, fit disparaître des livres slavons les fautes et les interpolations. Ces changements exaspérèrent le peuple, qui tenait à ses coutumes et à ses légendes; la majorité finit par se soumettre à la force, mais nombreux furent ceux qui rompirent avec l'Église officielle; ils s'appellent vieux croyants (*starovyertsî*), le clergé orthodoxe les appelle dissidents (*raskolniki*); parmi eux, les uns, surtout des marchands du Sud, se créèrent un clergé de prêtres sortis de l'Église, ce furent les *popovtsî*; les autres, pour la plupart des serfs du Nord, les sans-prêtres ou *bezpopovtsî* (*bezpopovschinnîe*), ne voulurent ni clergé ni culte (1).

(1) En dehors du *raskol* pur, il ne cessait de se former des sectes ascétiques inspirées de l'Orient. Les *Byegunî* et les *Skitaltsî* étaient des pèlerins errants, les *otshelniki*, les ermites habitants des grottes, faisaient leur prière en fixant la lumière à travers une fente. Les *eunuques* (*Skoptsî*) mutilaient les enfants mâles, coupaient les seins des filles; ils étaient alors très nombreux; les persécutions en ont depuis chassé beaucoup à l'étranger, particulièrement en Roumanie; on n'en comptait plus que 5 000 en Russie en 1871. La secte des flagellants (*Khlistî*) fut fondée en 1645 par le paysan Danila Filipovich, qui se donnait pour Dieu le Père; un autre paysan, Ivan Timofeevich Suslov, se présenta comme le Christ, fils de Danila; le chef de la secte, qui est toujours un de ses descendants, est encore adoré comme le Christ, tandis que d'autres membres de la secte (appelée *Khristovschina* (Église du Christ) sont honorés, les hommes

Les *raskolniki* bravaient la misère, la prison, les supplices; ils étaient hantés de l'idée que la fin du monde était prochaine et finirent par l'imposer aux masses russes, ce qui leur fit accepter les cataclysmes, les épidémies, la tyrannie, les guerres, les révolutions comme des signes précurseurs de la conclusion des temps. *Popovtsi* et *bezpopovtsi* fondèrent des sociétés secrètes, qui cachaient leurs membres menacés, leur fournissaient des secours, les faisaient fuir d'une région à l'autre, partout recueillis et protégés; aussi les malheureux, les insurgés, les criminels cherchaient-ils leur refuge dans le *raskol*. Ainsi se créa ce grand parti d'opposition, qui ne devait cesser de lutter contre le gouvernement, l'Église, la noblesse, les réformes et la civilisation occidentale. Dès 1666 éclata la révolte de Stenka Razin, un cosaque du Don, qui, à la tête de 200 000 insurgés ou brigands, ravagea le bassin de la Volga de 1666 à 1671, et fut enfin pris et écartelé à Moscou en 1671. Il est devenu l'un des héros populaires de l'Ukraine. Ceux de ses partisans qui échappèrent au supplice obtinrent la protection du *raskol*, dont leur énergie augmenta la puissance.

Le *raskol* devint le défenseur des usages nationaux, son exemple fortifiait la résistance des Russes plus timides qui étaient restés à contre-cœur dans l'Église officielle. L'opposition à la civilisation occidentale se manifestait extérieurement

comme les apôtres, les femmes comme la Vierge ou des saintes. D'autres sectes pratiquaient et pratiquent encore le suicide : même au vingtième siècle, les habitants de certains villages se sont fait enterrer vivants.

par le port de la barbe ; le concile de 1551 déclarait que « de toutes les coutumes hérétiques, il n'y en a pas de plus condamnable que de se raser la barbe : raser sa barbe, c'est se déclarer l'ennemi de Dieu, qui nous a créés à son image ». Aussi les popes mêmes de l'Église officielle portent encore la barbe et les cheveux longs. Les femmes vivaient dans la subjection que prescrit le *Domostroy*, l'*Organisation de la vie de famille* du prêtre Sylvestre, le conseiller d'Ivan IV. On les enfermait à l'étage supérieur des maisons (*terem*). Le kokoshnik et les longues nattes symbolisaient l'obéissance de la femme comme la barbe la domination de l'homme (1).

La difficulté que rencontrait la diffusion de la civilisation occidentale était accrue du fait qu'avec les Russes eurasiens vivaient en Russie des peuples orientaux. Les Israélites étaient nombreux, surtout dans les districts du Sud et de l'Ouest, enlevés à la Pologne. Le concile de 1530 les condamnait à être brûlés vifs ou à avoir la langue arrachée. Les Russes n'avaient pas la même hostilité contre les musulmans restés dans l'Ukraine, le bassin de la Volga et la Sibérie ; les tsars ne les persécutèrent pas. Un grand nombre se convertirent peu à peu et se fondirent avec les Russes, qui finirent par former la majorité même dans l'Est. Dans le bassin de la Volga, il y avait des Cheremisî, des

(1) Les jeunes filles avaient une tresse, les femmes mariées en avaient deux. Le kokoshnik propre était la coiffure des femmes des hautes classes. Les hommes des hautes classes se coupaient les cheveux.

Votyaki et des Mordva païens; plus à l'est les Bashkirs musulmans, les Kalmuks lamaïstes (1).

Telle était la Russie d'alors. Totalement différente de l'Europe centrale, elle présentait des traits de ressemblance avec l'Europe orientale, dont les Turcs possédaient la moitié, où prévalaient l'absolutisme et le servage, où la noblesse possédait des terres immenses, où, à part quelques familles de marchands, les classes moyennes n'existaient pas, où la culture des hautes classes était médiocre, où la masse vivait dans un état voisin de la barbarie. Mais ces ressemblances étaient peut-être plus apparentes que réelles. Les peuples balkaniques, les Hongrois, les Croates avaient, avant la conquête turque, une culture assez développée, ils étaient voisins de l'Autriche et de Venise, qui avaient sauvé de la domination turque des peuples de même langue et de même race, et qui luttaient pour les délivrer eux-mêmes; à l'exception des Bulgares, des Bosniaques et des Albains, ils ne s'étaient guère mêlés avec les Turcs. Au contraire la Russie avait été conquise par les Mongols alors que la région de Moscou, qui devint prépondérante, était demi-barbare, elle s'étendait jusqu'au Pacifique, les Asiatiques y étaient nombreux. La vague civilisation des masses russes ne s'était pas formée de la même manière que la civilisation occidentale : au lieu des multiples petites

(1) Les Votyaki et les Mordva ont été convertis au dix-huitième siècle. Les Cheremisi sont restés pour la plupart païens; c'est un Cheremis qui, dans *le Duel* de Kuprin, enduit de d'huile un buste en plâtre de Pushkin et l'adore.

classes de l'Occident, il n'y avait en Russie que deux grandes classes, les nobles et les paysans, presque tous asservis; dans les villes vivaient, il est vrai, quelques marchands, mais la plupart des artisans étaient des serfs. On ne trouvait pas non plus de nombreux petits centres de culture populaire; l'absence de frontières géographiques, les invasions, la domination des Mongols, l'autocratie du tsar, le servage, le caractère rudimentaire de la civilisation avaient fondu les diversités; le pays était seulement divisé en quelques régions, plus vastes que les plus grands États de l'Europe; le climat, le sol, l'histoire avaient donné à chacune sa langue, ses lois, ses mœurs; c'était de fait des pays distincts, quoiqu'ils reconnussent l'autorité du même souverain (1).

II

Pour que la Russie s'initiât à la civilisation occidentale, il ne suffisait pas qu'elle se mît en relations avec l'Europe, il fallait que, dans sa diffusion de l'Ouest à l'Est, la civilisation occidentale transformât l'Europe jusqu'aux frontières mêmes de la Russie. Au moyen âge, la civilisation byzantine et la civilisation occidentale s'étaient répandues indépendamment l'une de l'autre dans l'Europe continentale et, quand elles avaient été près

(1) Il faudrait faire exception pour la vallée de la Volga, où des invasions avaient laissé des peuples de races et de religions différentes, mais ces peuples n'avaient presque pas de civilisation.

de se rejoindre, les Mongols et les Turcs les avaient séparées. Au seizième siècle, l'effort que l'Europe centrale avait fait pour s'assimiler la civilisation reçue et pour la répandre vers l'Orient avait fini dans l'anarchie. Au dix-septième siècle, la monarchie absolue reprit la tâche où la Réforme avait échoué ; en détruisant la féodalité, en fondant des gouvernements centralisés, elle commença de civiliser véritablement l'Europe centrale, l'Europe septentrionale et une partie de l'Europe orientale. L'isolement de la Russie cessa dans le temps même où les Romanov fondaient, eux aussi, la monarchie absolue, mais en s'inspirant de l'Asie et de Byzance. Pour s'adapter la civilisation occidentale, il leur fallait d'abord changer cette monarchie orientale en une monarchie pareille à celle que les Vasa, les Hohenzollern et les Habsburg avaient créée à leurs frontières.

Pierre le Grand détruisit ce qu'il put de l'ancienne Russie, il réforma les couvents, supprima le patriarcat (1700), se fit le chef de l'Église, dont il confia l'administration à un Saint Synode composé de prélats dirigés par un procureur, laïque et fonctionnaire (1721) ; haïssant l'ancienne noblesse, il lui substitua (1722) une nouvelle noblesse, dite du mérite (1). Il supprima brutalement tous les

(1) Les fonctionnaires russes qui formaient le *dvoryantsvo*, la noblesse, étaient classés d'après une hiérarchie analogue à celle des Chinois, qui comptait 14 rangs ou *chini* (sing. *chin*). Cette nouvelle noblesse pouvait seule posséder des terres à serfs ; elle fut d'abord héréditaire à chaque *chin*, mais le nombre des nobles devint si grand que les tsars, surtout Nicolas I^{er}, ne

vieux usages jusqu'à faire saisir les gens qui portaient la barbe et à la leur faire couper. Quiconque s'opposait à ses réformes était condamné : les strélitz furent massacrés le 4 septembre 1698, son fils Alexis périt en prison (juin 1718). Pierre forma, avec l'aide d'étrangers, une armée, une marine, une administration, imitées de l'Europe, dont tous les fonctionnaires durent porter le costume occidental. Il réunit une commission législative, promulgua un nouveau code, créa le Sénat (1711 et 1718), et prit le titre d'empereur (2 novembre/22 octobre 1721) (1).

laissèrent aux derniers rangs que la noblesse personnelle.

Tous les nobles furent obligés de servir dans l'administration ou dans l'armée jusqu'à l'ukaz de Pierre III, qui leur rendit la liberté.

A la fin du dix-neuvième siècle, la noblesse personnelle était acquise à partir du neuvième chin ou du grade de lieutenant, la noblesse héréditaire à partir du rang de conseiller actuel, du grade de colonel, de l'obtention d'un ordre de première classe ou de n'importe quelle classe des ordres de Saint-Vladimir et de Saint-Georges.

Les ministères établis en 1718 étaient des *collèges* composés de plusieurs membres et le restèrent jusqu'à la réforme de Speransky.

La capitation remplaça en 1721 l'ancien impôt foncier.

(1) Il introduisit les industries et les cultures de l'Occident, fonda des imprimeries, des collèges, une Académie des sciences (inaugurée 1725), le premier journal russe (*Journal des Nouvelles militaires et autres*), qui parut à Moscou de 1703 à 1711 et, à partir de 1711, à Pétersbourg; l'Académie des Sciences ne devait publier son bulletin, *Peterburgskiya Vedomosti*, qu'en 1728. Le russe fut substitué comme langue littéraire au slavon et reçut un alphabet imprimé (1704).

Saint Simon dit de Pierre le Grand : « C'était un fort grand homme, très bien fait, assez maigre, le visage assez de forme

Pierre comprit que la Russie devait avoir accès à la mer. Au Sud, il ne fut pas heureux : dans la première guerre contre les Turcs (1), il se laissa cerner sur les bords du Pruth et dut signer le traité de Hush (23 juillet 1711), qui rendait à la Porte Azov, pris le 29 juillet 1696. Mais dans le Nord son triomphe, péniblement obtenu, fut complet. Il fit la guerre du Nord (1700-1721) : vaincu par Charles XII (1697-1718), de Suède, à Narva (1700), il le battit à Poltava (1709) et, après la mort de ce prince, imposa à la Suède le traité de Nystad (1721), qui lui valut le sud-est de la Finlande et de la Carélie, l'Ingrie (Ingermanland), l'Esthonie, la Livonie. Sans attendre la fin de la guerre, il avait construit Pétersbourg à l'embouchure de la Neva

ronde; un grand front; de beaux sourcils; le nez assez court sans rien de trop, gros par le bout; les lèvres assez grosses, le teint rougeâtre et brun; de beaux yeux noirs, grands, vifs, perçants, bien fendus... Ce monarque se fit admirer par son extrême curiosité, toujours tendante à ses vues de gouvernement, de commerce, d'instruction, de police... Tout montrait en lui la vaste étendue de ses lumières et quelque chose de continuellement conséquent. Il allia d'une manière tout à fait surprenante la majesté la plus haute, la plus fière, la plus délicate, la plus soutenue, en même temps la moins embarrassante quand il l'avait établie dans toute sa sûreté, avec une politesse qui le sentait, et toujours, et avec tous, et en maître partout, mais qui avait ses degrés suivant les personnes. Il avait une sorte de familiarité qui venait de liberté; mais il n'était pas exempt d'une forte empreinte de cette ancienne barbarie de son pays qui rendait toutes ses manières promptes, même précipitées, ses volontés incertaines, sans vouloir être contraint ni contredit sur pas une. »

(1) Cette guerre est considérée comme la première grande guerre nationale contre les Turcs (malgré celle de 1694-99).

(27 mai 1703) et y avait transporté la capitale en 1711.

La région de la Baltique appartenait géographiquement à la Russie, mais politiquement elle ne lui avait jamais appartenu, à l'exception de quelques territoires perdus depuis longtemps; elle était habitée par des Finnois et des Lettons; les nobles et les bourgeois, d'origine allemande ou suédoise, avaient converti la population au luthérianisme, germanisé les villes, réduit les paysans au servage. Grâce aux majorats inconnus en Russie, la noblesse balte était beaucoup plus riche et plus puissante que la noblesse russe. La civilisation de la région était la civilisation maritime de la Baltique, à la fois scandinave, allemande et polonaise. Mais, comme la Pologne et la Suède, en décadence, étaient les ennemis héréditaires de la Russie, ce fut l'influence allemande qui prévalut dans la nouvelle capitale. L'histoire de la Russie au dix-huitième siècle devait être celle de la lutte des Allemands et des Russes à la cour et dans le gouvernement (1).

(1) Le fils de Pierre et d'Eudoxie Fëdorovna Lopukhina, épousée en février 1689, répudiée en 1698, Alexis (1690-1718), avait épousé en 1711 Charlotte-Sophie de Brunswick-Wolfenbüttel, qui lui donna le tsar Pierre II; la fille aînée de Pierre le Grand et de Catherine I^{re} (1679-1727), Anne (1706-1728), épousa le duc de Holstein-Gottorp, dont elle eut le tsar Pierre III; la cadette, l'impératrice Élisabeth (1709-1762), ne se maria pas officiellement. Des filles du tsar Ivan, frère de Pierre le Grand, l'une, l'impératrice Anne (1693-1740), épousa le duc de Courlande; l'autre, Catherine, le duc Charles-Léopold de Mecklembourg-Schwerin et en eut une fille, Anne (Élisabeth), mariée à

Trois ans après l'exécution de son fils, Pierre avait attribué au tsar le droit de choisir son successeur, choisi officieusement sa femme Catherine I^{re} (1725-27); son principal ministre, Menshikov (1672-1729), gouverna pour elle et continua les réformes; à sa mort, il donna le trône au fils du tsarevich Alexis, Pierre II (1727-1730), né en 1715; cet enfant de douze ans s'attacha tellement à ses petits camarades Dolgoruky que les parents de ceux-ci, les chefs du vieux parti russe, hostile aux réformes, réussirent à s'emparer du pouvoir, à exiler Menshikov en Sibérie, à préparer la restauration des vieux usages et le rétablissement de la noblesse dans ses anciens droits. Mais Pierre II mourut après trois ans de règne. Les nobles choisirent la duchesse de Courlande, Anne, fille d'Ivan V, à la condition qu'elle poursuivrait la politique russe de Pierre II et convoquerait la Duma des boyards. Anne, devenue impératrice (1730-1740) répudia ses engagements et abandonna

Antoine-Ulrich de Brunswick-Wolfenbüttel et mère du tsar Ivan VI (1740-64).

Les principaux conseillers de Pierre dans la première partie de son règne furent le Genevois Lefort (1656-1699) et l'Écossais Gordon (1635-1699), qui, venus en Russie sous ses prédécesseurs, l'aidèrent à faire son coup d'État, le premier devint grand amiral et le second général en chef. Il eut aussi à son service le Hollandais Brand, ingénieur naval; l'Irlandais Lascy (1678-1751), plus tard feld maréchal; l'Écossais Bruce (1670-1735), né à Moscou, grand maître de l'artillerie en 1711; le chirurgien Lestocq (1692-1767), protestant français né au Hanovre, en Russie depuis 1713, le favori de l'impératrice Élisabeth, dont il fit réussir le coup d'État, plus tard emprisonné, puis exilé; le Français Villebois, un marin.

le pouvoir à son favori, l'allemand Biren (Biron) (1690-1772), qui devint duc de Courlande en 1737; il rétablit l'absolutisme et voulut germaniser la Russie, avec l'aide de deux autres Allemands, le comte Ostermann (1686-1747), vice-chancelier chargé des Affaires étrangères, et le maréchal Münnich (1683-1767) (1), qui remporta de grandes victoires en Pologne (1734), en Crimée (1735-1736) et dans la deuxième guerre turque (1737-1739). A la mort d'Anne, Biren proclama empereur Ivan VI, âgé de deux mois (1740-1741), mais la mère d'Ivan, Anne (Élisabeth) de Mecklembourg, femme d'Antoine Ulrick de Brunswick, fit, avec l'aide de Münnich, le coup d'État du 20 novembre 1740, envoya Biren en Sibérie (1741) et prit la régence; elle allait se proclamer impératrice quand la garde et le parti vieux russe firent un nouveau coup d'État le 6 décembre 1741 et mirent sur le trône Élisabeth, seconde fille de Pierre le Grand (1741-1762), qui emprisonna les Brunswick et Ivan VI : Münnich et Ostermann furent condamnés à être suppliciés, puis grâciés et envoyés en Sibérie; des Russes remplacèrent les étrangers dans la plupart des emplois; les deux Puissances voisines de la Russie furent attaquées; la Suède dut signer le traité d'Abo (7 mai 1743); l'armée russe envahit la Prusse pendant la guerre de Sept ans (1756-1763); battue à Zorndorf (25 août 1758), elle gagna la bataille de Kunersdorf (12 août 1759) et prit Berlin (9 octobre 1760).

(1) Le nom russe est Minikh.

Élisabeth se montra hostile aux réformes de son père; elle aimait cependant les lettres, fonda l'Université de Moscou (1755) et l'Académie des Beaux-Arts de Saint-Pétersbourg (1757) (1).

Élisabeth († 5 janvier 1762), la dernière des Romanov, laissa le trône au fils de sa sœur, Pierre III (1762-1763), qui fonda la dynastie de Holstein-Gottorp. Admirateur de Frédéric II, dès le 5 mai 1762 il s'allia avec lui contre les alliés de la Russie, commença de prussifier l'armée et l'administration. Mal avec sa femme Sophie d'Anhalt Zerbst (1729-1796), qui, en embrassant la religion orthodoxe, avait pris le nom de Catherine, Pierre voulut la répudier. Mais Catherine, aidée des frères Orlov, souleva la garde irritée du retour en grâce de Münnich et des Allemands (9 juillet 1763). Pierre III fut déposé et assassiné. Au lieu de prendre la régence au nom de leur fils Paul, Catherine se proclama elle-même impératrice (1763-1796).

Dans l'Europe centrale et l'Europe septentrionale la monarchie absolue se transformait, elle achevait d'imposer la civilisation occidentale en fondant des États artificiels sur les principes du rationalisme. Comme Frédéric II, Joseph II, Gustave III, Struensee au Danemark et Brühl en Saxe,

(1) Les principaux écrivains de cette époque furent le satiriste Kantemir (1703-1744) d'origine gréco-moldave, l'auteur dramatique Sumarokov (1718-1777), le poète lyrique Lomonosov (1711-1765), qui substitua le vers où l'on compte les accents, au vers imité du français, où l'on comptait les syllabes.

L'ukaz du 29 mars 1753 supprima la peine de mort pour les crimes de droit commun.

Catherine voulut constituer un gouvernement modèle, qui mit en pratique les doctrines de la philosophie. Elle réforma et compléta l'œuvre de Pierre le Grand : il avait réussi par la violence ; elle voulut réussir par la douceur. Élevée par des protestants dans le mépris de la religion orthodoxe, elle-même libre penseuse et l'amie des philosophes, elle pratiqua scrupuleusement la religion orthodoxe, exigea que sa cour et ses ministres la pratiquassent comme elle. Elle, dont l'allemand était la langue et qui aimait à écrire en français, elle apprit le russe, s'exprimait toujours en russe dans les affaires de l'État et composa en russe des œuvres littéraires. Si elle se servit d'Allemands et de Baltes, elle ne leur rendit pas la puissance qu'ils avaient avant Élisabeth ; ses principaux ministres et généraux, Grégoire (1734-1783) et Alexis (1737-1809) Orlov, Potemkin (1739-1791), Panin (1718-1783), Rumyantsev (1725-1796), Suvorov (1729-1800) furent des Russes, la culture pétersbourgeoise sous son règne ne fut plus allemande, mais cosmopolite, inspirée de la France et de l'Angleterre (1).

Au début, elle se flatta de civiliser son peuple, convoqua le 14 décembre 1766 une assemblée de députés, rédigea pour la commission législative une instruction, dont les préceptes sont tirés de Montesquieu et de Beccaria ; elle voulut même émanciper les serfs. La révolte (1773-1774) des Cosaques de l'Oural sous Pugachev (1726-1775), qui conquit la vallée de la Volga et que soutint tout le

(1) Prononcer : Patyomkin.

raskol, lui montra à quel point les masses russes répugnaient à la civilisation occidentale ; elle se contenta dès lors de créer un gouvernement modèle qui lui méritât l'approbation des philosophes (1). La Révolution française la détourna de la philosophie et, dans les dernières années de sa vie, elle se préoccupa seulement d'assurer le trône de ses descendants. Ces inspirations différentes n'altérèrent pas dans l'ensemble l'unité de son œuvre. Elle créa le Conseil d'État privé (1769), réorganisa le Sénat (1763), divisa la Russie en gouvernements généraux, gouvernements (au nombre de 50) et arrondissements (1775), fit la loi municipale de 1785 ; elle abolit la chancellerie secrète d'inquisition et la torture (1762) et pratiquement la peine de mort (depuis 1770) ; elle réorganisa les tribunaux (1775), forma trois guildes de marchands et des corporations d'artisans ; elle sécularisa les biens du clergé, qui reçut des traitements, émancipa les serfs (près d'un million) qui vivaient sur ces biens, elle adoucit le sort des serfs de la couronne et des particuliers, leur permit de se

(1) Cependant Diderot lui reprochait de ne pas aller assez loin dans cette voie, elle lui répondit : « Monsieur Diderot, j'ai entendu avec le plus grand plaisir tout ce que votre brillant esprit vous a inspiré, mais, avec tous vos grands principes, que je comprends très bien, on ferait de beaux livres et de mauvaise besogne. Vous oubliez dans tous vos plans de réforme la différence de nos deux positions : vous, vous ne travaillez que sur le papier, qui souffre tout ; il est tout uni, souple et n'oppose d'obstacles ni à votre imagination, ni à votre plume, tandis que, moi, pauvre impératrice, je travaille sur la peau humaine, qui est bien autrement irritable et chatouilleuse. » (Séguin, *Mémoires*, III, p. 42.)

libérer et d'acheter des portions de terre (1).

La politique extérieure de Catherine continua celle de Pierre le Grand. Ses deux guerres contre la Turquie, la troisième (1768-1774) et la quatrième (1787-1792), lui valurent la côte de la mer Noire du Dnyepyr au Dnyestr, et la Crimée, acquise du dernier khan en 1783. Les trois partages de la Pologne firent de la Russie une Puissance européenne : celui de 1772 lui donna la Russie Blanche ; celui de 1793, Minsk, la Podolie, la Volhynie et

(1) Elle fonda des hospices, des orphelinats, des asiles de pauvres, des collèges civils et militaires, des écoles primaires dans les villes et beaucoup de villages, établit des colonies de cultivateurs étrangers ; elle créa des banques, des aciéries, des fonderies, des tanneries, des manufactures de toutes sortes, encouragea l'élevage des vers à soie dans le Midi, introduisit la vaccine (1768), mais ne subvint à tant de dépenses que par des émissions continuelles de billets à cours forcé ; elle signa des traités de commerce avec l'Angleterre, l'Autriche et la France. Elle fonda l'Académie russe (1783), la galerie de l'Ermitage, fit rédiger par Pallas le grand glossaire comparatif. Sous son règne, Novikov (1744-1818) écrivit des satires, une histoire littéraire, publia un journal à Pétersbourg (1777-1787), un autre à Moscou, où il fonda des bibliothèques, des librairies et des imprimeries ; l'un des chefs de la franc-maçonnerie, il tomba en disgrâce quand Catherine s'effraya de la Révolution française et fut emprisonné (1792-1796). Kheraskov (1733-1807) écrivit l'épopée de la *Rossiade* ; Derjavin (1743-1816) des pièces lyriques, dont la plus célèbre est l'*Ode à Dieu* ; Fonvizin (réellement von Wiesen) (1745-1792) des comédies ; Karamzin (1765-1826) les *Lettres d'un voyageur russe* (1891-1892), dont la publication fut interdite. On reproche au gouvernement de Catherine la condamnation à mort de Radischev, qui avait écrit un voyage de Pétersbourg à Moscou, où il déplorait les maux causés par le servage (1790) ; il fut gracié et envoyé en Sibérie ; plus tard, employé par Alexandre à l'époque des réformes, il se suicida (1803).

l'Ukraine nord-occidentale ; celui de 1795, la Lithuanie (avec Vilna et Grodno), que compléta (1795) la Courlande, enlevée au fils de Biren, qui avait recouvré le duché en 1763. La population, qui était de 13 millions à la mort de Pierre le Grand, de 19 millions à l'avènement de Catherine, atteignait 36 millions à la fin de son règne (dont 29 pour les provinces conquises par Pierre et 7 pour les provinces conquises après sa mort).

Constituée, comme les autres États artificiels, par la conquête de peuples divers et des réformes qui ne tenaient nul compte de leur état moral et matériel, la Russie devait, elle aussi, essayer de devenir une nation en fondant ses éléments disparates et en répandant la civilisation dans les masses. Elle y rencontrait les mêmes difficultés que les royaumes du nord et du centre de l'Europe et d'autres encore, beaucoup plus graves, qui lui étaient propres. Pierre le Grand et Catherine II, comme tous les hommes d'État et les philosophes du dix-huitième siècle, croyaient qu'il n'existait qu'une seule civilisation, aux préceptes absolus ; par suite, ils ne se préoccupaient pas de savoir si la civilisation occidentale convenait au peuple russe. Mais, de fait, cette civilisation n'avait pas encore dégagé les éléments humains qu'elle possédait déjà des éléments proprement européens ou même purement occidentaux ; or, il était certain que la Russie ne pourrait s'assimiler les éléments purement occidentaux et douteux qu'elle pût s'assimiler complètement les éléments européens, car, prise dans son ensemble,

elle n'était pas européenne, mais eurasienne, elle renfermait même beaucoup d'Asiatiques.

Pierre avait opposé à la grande et ancienne Russie eurasienne la petite Russie balte nouvellement conquise, qui avait une civilisation européenne mais une civilisation imposée par la monarchie absolue, comme c'était le cas dans tous les États du Nord. Les Baltes ne suffisant pas à l'œuvre immense qu'il rêvait, il fit venir des Allemands pour établir une organisation militaire dans la paix comme dans la guerre (1). Mais ce qui convenait aux Allemands et aux Baltes ne convenait pas aux Russes impulsifs, fatalistes, qui ne supportaient ni la réglementation, ni l'effort continu, ni même la monotonie d'une vie régulière; ils prirent en haine la méthode et la discipline germaniques, ils méprisèrent les Allemands, tournés en ridicule, quoiqu'en même temps ils éprouvassent une admiration de demi-barbares pour l'ensemble de l'œuvre politique, économique et scientifique que les Allemands accomplissaient par la méthode et par la discipline. Le caractère allemand et le caractère russe s'opposèrent de plus en plus à mesure que le nombre des Russes éduqués et instruits augmenta. Là où l'esprit allemand et l'esprit russe parvinrent temporairement à s'entendre, ce fut pour le malheur de la Russie. Les Allemands, qui corrigeaient la discipline militaire par le libre

(1) Pierre le Grand fit venir des spécialistes de tous les pays (voir la note p. 141). Je ne parle ici que des Allemands parce que ce furent les seuls qui formèrent un parti contre la noblesse et les fonctionnaires russes.

examen protestant, professaient de la fidélité pour des souverains qui n'étaient pas des despotes, mais n'obéissaient de fait qu'à l'État impersonnel, organisé d'abord sur les principes de la raison, plus tard sur ceux de la science. En Russie, le despotisme du souverain et des fonctionnaires était atténué par l'absence de système, l'indifférence des chefs, l'indiscipline des subordonnés, l'apathie des masses. Mettre l'organisation et le militarisme allemands au service d'une autocratie demi asiatique, c'était créer un gouvernement despotique sans lui donner la puissance effective, qui résulte de la soumission de tous, même du souverain, à des principes reconnus par tous, à des méthodes pratiquées par tous.

Quand, sous Catherine, la civilisation cosmopolite se joignit à la civilisation germanique, le mal s'aggrava. Si différents que les Allemands et les Scandinaves fussent des Russes, c'étaient leurs voisins; ils avaient, par suite, quelques-uns des mêmes besoins, des mêmes goûts, des mêmes idées; ils les comprenaient et en étaient compris. Au contraire l'influence de l'Europe occidentale si lointaine et si différente ne pouvait être que superficielle : sans doute la diffusion de la langue et des manières françaises fit bientôt de la société pétersbourgeoise l'une des plus policées de l'Europe; l'influence des littératures de la France et de l'Angleterre domina pendant un siècle la littérature russe. Mais le plus grand nombre parla les langues de l'Europe occidentale sans les posséder, en lut les ouvrages sans en comprendre le sens véritable

et la portée, en affecta les idées et les sentiments sans se les assimiler, en réclama les institutions alors qu'elles étaient inapplicables en Russie. Entre Pétersbourg balte et la Russie l'opposition était déjà grande, entre Pétersbourg cosmopolite et la Russie le contraste fut complet et, quand les influences cosmopolites gagnèrent la noblesse de Moscou et des grandes villes, ce ne fut plus seulement Pétersbourg, ce fut la classe cultivée tout entière qui devint étrangère au peuple russe. Tous les fonctionnaires appartenaient plus ou moins à cette classe, les hauts fonctionnaires parce qu'ils s'étaient formés à Pétersbourg, les moyens et les petits fonctionnaires parce qu'ils voulaient imiter les grands, malgré la rudesse et l'ignorance de la plupart. Les fonctionnaires se trouvèrent ainsi séparés de la nation; serviles à l'égard des chefs, dont ils attendaient de l'avancement, ils se montraient envers leurs administrés à la fois durs et vénaux : la corruption introduite par Byzance, développée par les Mongols, était passée dans les mœurs.

Les nobles qui vivaient dans les villes, principalement à Moscou, se ruinaient à construire des palais, à donner des fêtes, à jouer; ils étaient frondeurs dans la mesure où la crainte des espions le leur permettait. Les nobles de province, chassaient et buvaient (1).

(1) Dans la *Chronique de famille, les Années d'enfance du petit-fils Bagrov* et les *Souvenirs*, Serge Aksakov a raconté l'histoire de sa propre famille sous Catherine II et Paul I^{er}, décrit la vie dans la ville et le gouvernement d'Ufa, et à Kazan. — Catherine réunit les nobles des districts,

Il n'y avait presque pas de classes moyennes en dehors des villes de la Baltique, où elles étaient scandinaves ou allemandes. En créant des guildes de marchands et des corporations d'artisans, Catherine II avait retardé et non favorisé la constitution d'une bourgeoisie véritable (1).

Le peuple des villes et des campagnes était dans le servage. Le seigneur (*pomyeschik*) possédait tout ce que le serf acquérait, il le faisait travailler sans le payer; l'ukaz de 1797 décida que le serf ne devrait au maître que trois jours de travail par semaine : c'était la corvée (*barschina*) ; dans certaines régions le serf se rachetait de la corvée ou d'une partie de la corvée par le paiement d'une redevance (*obrok*). Le seigneur percevait lui-même au nom du fisc les impôts dus par les serfs; il désignait arbitrairement les recrues, qui servaient vingt-cinq ans (2). Le maître rendait la justice, envoyait en Sibérie, condamnait au knout, dont cent cinquante coups donnaient la mort. Pour les

des provinces en corps élisant leurs maréchaux (*predvoditeli*).

(1) On appelait proprement *bourgeois* (*myeschane*) les détaillants non serfs; leurs droits étaient moindres que ceux des marchands (*huptsi*). Il y avait des artisans (*remeslenniki*), les membres des corps de métier (*tsekhovîe*).

(2) Pierre établit le service de vingt-cinq ans pour les soldats qui n'avaient jamais été punis par un tribunal militaire; les autres servaient toute leur vie. Nicolas I^{er} permit de mettre des soldats en congé illimité après quinze ans de service. Les civils coupables étaient condamnés à servir dans l'armée, comme peine principale, ou comme peine accessoire, après l'accomplissement de la peine principale. Les dons que les tsars du dix-huitième siècle firent de grands domaines de l'État à des particuliers, rendirent le servage général. Les Cosaques, paysans-soldats, n'étaient pas serfs.

verges ou les baguettes, dont l'application aux femmes et aux hommes était quotidienne, le maître n'avait même pas besoin de rendre un jugement. Par contre, aucune famille servile ne pouvait (du moins en principe) être expulsée de sa maison (1). La condition des serfs attachés à la personne était pire que celle des serfs attachés à la glèbe; les domestiques (*dvorovie*) étaient vendus individuellement, la femme pouvait être séparée de son mari, les parents pouvaient être séparés de leurs enfants, on trouvait dans les journaux des annonces de cuisinier ou de femme de chambre à vendre.

Les réformes de Pierre le Grand, que le peuple russe tient pour l'Antéchrist, et de Catherine, aimée mais suspecte comme étrangère, augmentèrent beaucoup le nombre des *raskolniki*. Les strélitz, qui avaient échappé aux massacres de Pierre, les partisans de Pugachev avaient passé en masse au raskol. Les sectes se multipliaient, la persécution les rendait de plus en plus violentes (2).

(1) En pratique, comme on le voit dans les *Ames Mortes*, on vendait fréquemment des serfs sans la terre, principalement des jeunes gens ou des jeunes filles. Le *knut* fut peu à peu remplacé par la *plet*, moins meurtrière.

(2) Celle des *Pomortsí* (habitants des côtes) ou Daniélites, fondée dans le nord en 1694, produisit en 1739 la sous-secte fanatique de la Filipovschina, dont les membres commettaient des assassinats et quelquefois se brûlaient vifs. Les Théodosiens, organisés en 1700 par le diacre Théodose, condamnaient le mariage; en 1771, ils choisirent comme lieu de réunion le cimetière Preobrajensky (de la Transfiguration) à Moscou, qui devint le lieu saint de tous les bespopovtsi, tandis que les popovtsi élurent le cimetière Rogojsky de la même ville. Il y avait aussi les iconoclastes (*ikonobortsí*).

Le peuple, hostile à des changements qui voulaient détruire tout ce qui était russe, voyait dans le raskol le défenseur de sa religion, de sa nationalité, de ses coutumes; il protégeait les raskolniki poursuivis et pratiquait en secret beaucoup de leurs rites, il partageait leurs croyances et leurs superstitions, possédant ainsi une seconde religion à côté de la religion officielle et l'imposant peu à peu au bas clergé, marié et misérable, qui haïssait le haut clergé, non marié, recruté dans les couvents, et richement rétribué. Ce ne fut plus seulement le raskol, ce fut la religion officielle elle-même, qui, influencée par le raskol, travailla à créer une civilisation eurasiennne et russe en opposition avec la civilisation européenne des hautes classes. Les caractères de cette civilisation étaient la solidarité poussée jusqu'au communisme, la résignation, le pessimisme, le mysticisme imaginatif et ascétique; au lieu d'une morale définie distinguant nettement des actes bons, des actes indifférents et des actes mauvais, du bon sens distinguant nettement des actes raisonnables et des actes déraisonnables, c'était l'indifférence avec l'impulsivité, la terreur d'une autorité arbitraire, la souplesse, qui permet d'échapper par la dissimulation ou la corruption à l'exercice intermittent d'une autorité inégale, une vague pitié pour tous les maux, y compris ceux que causent le crime et le vice, une certaine douceur avec des retours brusques de barbarie sanguiinaire (ce qui est d'ailleurs le caractère des masses dans tout l'Orient), le fatalisme des musulmans,

un peu de l'idée bouddhiste que tout n'est que phénomènes et que les phénomènes entremêlés et fuyants sont une sorte de rêve. De ces traits nationaux, beaucoup, peut-être le plus grand nombre, étaient le fait d'une civilisation rudimentaire et pleine encore de pratiques barbares, de l'ignorance, du manque d'éducation, de la misère, du servage, des mauvais traitements, du despotisme, destinés par suite à s'effacer progressivement quand la condition du peuple deviendrait meilleure, mais d'autres s'étaient déjà si fortement imprimés dans l'esprit et dans le caractère qu'ils ne devaient plus disparaître, que tout au plus pouvaient-ils s'atténuer et qu'aucun gouvernement n'était capable d'étendre la civilisation dans le peuple sans en tenir compte et même sans les respecter dans une grande mesure.

Aux difficultés déjà immenses que cet état du peuple opposait à la diffusion d'une civilisation homogène et à la transformation de l'État artificiel en nation les conquêtes de Catherine en avaient ajouté de nouvelles. Le partage de la Pologne avait incorporé à l'empire des populations lithuaniennes, blanc-russiennes, ukrainiennes, qui, sous la domination de la Pologne, étaient en majorité devenues catholiques ou grecques-uniates. La noblesse, qui possédait de grandes terres, la bourgeoisie peu nombreuse étaient presque entièrement polonaises et formées à la culture occidentale; la masse, rude, misérable, réduite au servage, tendait vers l'Europe malgré des coutumes eurasiennes ou même asiatiques. Il était difficile

pour la Russie de s'assimiler les peuples qu'elle avait ainsi conquis; les civiliser, c'était les rapprocher de l'Europe, par suite les éloigner d'elle; les russifier, c'était diminuer le peu de civilisation qu'ils avaient, car, dans l'ensemble, les sujets polonais, qui n'avaient pas été sous la domination mongole, étaient moins incultes que les Russes.

Les conquêtes occidentales de Catherine avaient augmenté le nombre déjà considérable des Juifs. Les uns, riches, quoique obligés de cacher leur richesse, les autres, misérablement pauvres, ils étaient odieux à la noblesse et au peuple et voyaient leur situation changer sous chaque règne. Pierre le Grand les avait tirés de la triste condition où ils se trouvaient au dix-septième siècle et leur avait reconnu le droit d'habiter la Russie; Catherine I^{re} était revenue sur ces concessions, Élisabeth en avait refait des proscrits par l'ukaz de 1743. Les Juifs polonais avaient été également tenus hors la loi, mais le régime polonais était moins dur que le régime russe. Catherine protégea les uns et les autres, sans leur accorder de droits précis.

L'annexion des rives de la mer Noire, nécessaire, comme celle de la Baltique, pour donner à la Russie ses frontières géographiques, fut une complication nouvelle. La Russie y retrouvait la civilisation byzantine en décadence, qui avait été sa première civilisation : Catherine rêva de chasser les Turcs d'Europe, d'unir sous sa protection les Grecs, les Moldo-Valaques et les Slaves orthodoxes, de s'établir à Constantinople et d'y restaurer

l'empire d'Orient. Ce programme de Catherine devait rester celui des tsars pendant plus d'un siècle, les détourner de l'organisation de leur empire et de la civilisation de leur peuple et les entraîner dans des guerres continuelles.

Tant de tâches laborieuses et difficilement conciliables ne suffirent pas encore à Pierre et à Catherine; ils entreprirent la conquête de l'Asie. La guerre de 1723 et le traité du 12 septembre forcèrent la Perse à céder Derbent, Baku, et même les rives sud de la Caspienne (les provinces de Ghilan, de Nazanderan et d'Asterabad), que la Russie lui rendit d'ailleurs en 1732-1734. Catherine poussa ses avant-postes jusqu'à Vladikavcaz et soumit la région des Kirghiz entre Orenburg, la Caspienne et le lac d'Aral. Si, dans l'Asie centrale, l'empire s'annexait des nomades barbares, il conquérait, en Perse, des Asiatiques véritables, civilisés depuis des siècles d'une civilisation différente de celle de la Russie et plus encore de celle de l'Europe, que la Russie voulait s'assimiler. De plus, c'étaient là des conquêtes comme en avaient fait les empires de l'antiquité et les empires asiatiques du moyen âge dans le seul but d'étendre les domaines d'un autocrate. Et, comme on ne conquérait pas des colonies mais des pays limitrophes, qu'on mêlait des gens de tous les peuples dans l'armée, que tout l'empire était régi par les mêmes lois, le gouvernement tout entier devint un gouvernement de conquête, un gouvernement militaire et, dans une grande mesure, un gouvernement asiatique, en même temps que le mélange des races augmentait

chez les Russes l'influence de l'Asie et amenait des retours de barbarie. De 1700 à 1900 il y eut cent vingt-huit années de guerre et seulement soixante-douze années de paix.

Si les difficultés qui s'opposaient à l'extension de la civilisation en Russie étaient immenses, la constitution de la Russie présentait cependant certains avantages. Les Russes (grands-russiens, blancs-russiens, ukrainiens) formaient la grande majorité de la population ; aucun groupe ethnique non russe n'était assez fort pour prétendre à l'hégémonie ou même pour s'émanciper. La puissance morale et matérielle du tsar était sans limites et Catherine avait rendu la monarchie populaire. La transformation de l'État artificiel en nation, pour longue et malaisée qu'elle dût être, ne semblait donc pas impossible, mais à de certaines conditions. La Russie ne devait plus s'agrandir. Il fallait séparer les possessions européennes des possessions asiatiques, traiter ces dernières comme des colonies, donner une large autonomie aux provinces de civilisation européenne, ne plus gouverner la Russie d'une ville balte par une administration balte. On devait émanciper progressivement les serfs et les civiliser. Mais on devait aussi comprendre que ni la civilisation occidentale, ni même la civilisation européenne ne pouvaient s'imposer telles quelles à la Russie ; en s'inspirant de l'enseignement et de l'exemple des peuples les plus avancés, il importait de ne pas les copier servilement, de ne pas condamner ce qui était national, surtout de ne pas créer une civilisation

purement occidentale des hautes classes en contraste avec la civilisation eurasienne du peuple.

Pour l'Europe l'œuvre tentée en Russie était capitale. Il ne s'agissait de rien moins que de conquérir à la civilisation et l'immense région septentrionale, où, depuis des milliers d'années, les peuples civilisés avaient rejeté les barbares, et l'Asie centrale, dont les invasions avaient fait une zone barbare entre l'Asie et l'Europe. Si dans cette civilisation russe en formation les influences européennes arrivaient à prédominer, il était forcé que l'Asie tout entière les subît et s'eupéanisât partiellement; si, au contraire, c'étaient les influences asiatiques qui l'emportaient, il était à craindre que l'Europe ne s'en ressentit dans tout son développement; enfin, si l'entreprise était destinée à échouer, même temporairement, l'Europe et l'Asie, au lieu d'être séparées par une zone de demi-barbarie, devaient l'être, le jour où s'effondrerait un gouvernement incapable d'accomplir sa tâche, par une zone de révolution et d'anarchie.

III

Le véritable continuateur de l'œuvre de Catherine ne fut pas son fils Paul I^{er} (1796-1801) (né en 1754), prince à moitié fou (qui fut assassiné le 24 mars 1801 par des courtisans et de hauts fonctionnaires), mais son petit-fils Alexandre I^{er} (1801-1825) (né en 1777). Intelligent, d'esprit ouvert, d'un caractère généreux, il avait le désir de faire de grandes choses.

Les deux tâches qu'il avait à remplir ne pouvaient se concilier qu'avec beaucoup de tact et une compréhension nette de la situation. Mais pour la première, la plus importante, qui était de répandre la civilisation dans les masses en tenant compte de leur état moral et matériel, il n'avait que de la bonne volonté ; il ignorait tout des serfs, sinon que dans une Europe enthousiasmée de la Révolution ce serait une grande gloire pour lui de leur donner la liberté. Il était mieux préparé à la seconde tâche, qui était de concilier les institutions et les besoins de la Russie avec ceux de l'Europe, où les conquêtes de Catherine l'avaient fait si bien entrer que Paul I^{er} avait envoyé Suvorov en Italie et en Suisse pour combattre la Révolution, puis s'était fait l'admirateur, presque l'allié de Bonaparte. Alexandre avait eu comme précepteur le Suisse La Harpe (1754-1838), un disciple de Rousseau, qui fit, en 1797, la révolution du canton de Vaud et fut de 1798 à 1800 l'un des directeurs de la République helvétique. Depuis 1792, des hommes remarquables étaient venus de tous les pays chercher un refuge en Russie (1). A

(1) Louis XVIII et sa petite cour habitèrent Mitau (en Courlande) de 1798 à 1801 et de 1804 à 1807. Maistre représenta la Sardaigne en Russie de 1803 à 1817. Pozzo di Borgo y prit du service en 1803. Le prince polonais Adam-Georges Czartoryski (1770-1861), que Catherine avait pris comme otage en 1795 et que Paul I^{er} avait nommé ministre à Turin en 1797, alors adjoint au ministre des Affaires étrangères (1802-1807), était devenu l'ami d'Alexandre I^{er} ; il le suppliait de reconstituer la Pologne démembrée et de lui donner une Constitution, dont la mise en œuvre lui permettrait de découvrir quelle Constitution

peine monté sur le trône, Alexandre avait pris le parti de l'Autriche contre Napoléon et perdu la bataille d'Austerlitz, il s'allia ensuite avec la Prusse et fut battu à Friedland, mais la paix de Tilsit le réconcilia avec Napoléon, pour lequel il professa jusqu'en 1811 autant d'admiration que d'amitié. Ainsi son éducation, son entourage, ses guerres et ses alliances, tout avait fait de lui un Européen mais aussi un cosmopolite.

Heureusement il trouva au début de son règne le ministre qu'il lui fallait; fils d'un pape, ancien professeur de mathématiques à un collège ecclésiastique, Speransky (1772-1839) avait eu des rapports avec le peuple comme avec l'élite qui se formait à la culture européenne. Secrétaire d'État en 1801, président en 1808 de la commission des lois (fondée en 1801), secrétaire de l'empire en 1809, il eut de 1808 à 1812 l'autorité d'un premier ministre. Il réorganisa le gouvernement et lui donna la constitution qui subsista jusqu'en 1905 : l'organe central fut le conseil de l'empire fondé en 1802, transformé en 1810, qui comprenait cinq départements, réduits plus tard à trois, et avait, pour l'assister, la chancellerie d'empire; huit ministres aux attributions bien dé-

conviendrait à la Russie. Alexandre (1792-1828) et Demetrios (1793-1832) Ypsilantis (depuis 1807), Capo d'Istria (1776-1831) (depuis 1809) y plaidaient la cause de la Grèce; la première hétéairie devait se fonder en 1814 à Odessa, tandis que Capo d'Istria devait être (avec Nesselrode) le ministre des Affaires étrangères de Russie de 1814 à 1822, avant de devenir le président de la république grecque en 1827.

finies remplacèrent les collèges ministériels de Pierre le Grand ; ces ministres, sans solidarité entre eux, traitaient directement des affaires avec l'empereur ; le Conseil des ministres comprenait, outre les ministres, les chefs des sections du Conseil de l'empire et des membres désignés par l'empereur (1).

(1) Speransky s'efforça particulièrement de restaurer les finances, que Catherine avait laissées en désordre, retira une partie des billets à cours forcé, dont le montant dépassait 200 millions de roubles, réforma le système monétaire, remania les impôts, établit des budgets véridiques sur une base nouvelle et en publia des comptes rendus. Les pouvoirs du Sénat furent restreints (1802). Alexandre fonda les Universités de Kharkov et de Kazan (1805), de Pétersbourg (1819), et décida la création de 204 gymnases et de 2 000 écoles élémentaires, mais ce projet ne reçut qu'un commencement d'exécution. Les pratiques arbitraires des anciens règnes furent abandonnées, toutes les religions tolérées ; les Juifs obtinrent, entre 1804 et 1809, le droit d'exercer certains métiers, d'être reçus dans les collèges et les Universités, de fonder des écoles et d'établir des colonies agricoles dans la région de Nicolaev et en Grusie (Géorgie) ; la zone où ils pouvaient habiter fut étendue et comprit, avec l'ancienne Pologne, l'Ukraine, la Crimée, le Caucase, Astrakhan ; l'ukaz du 20 février 1803 permit aux paysans de se racheter par arrangement avec leurs maîtres ; défense fut faite aux journaux de publier des annonces de serviteurs à vendre.

Les ministères créés le 8 septembre 1802 étaient : Armée, Marine, Finances, Affaires étrangères, Justice, Intérieur, Commerce, Instruction publique. Les ministres formaient un comité ou Conseil des ministres mais il n'y eut jamais de solidarité ministérielle, même quand le conseil exerça la régence en l'absence du tsar.

Pour plus de clarté, l'ensemble des réformes est donné ici comme l'œuvre de Speransky. Mais, historiquement, il faut distinguer deux périodes. Dans la première (jusqu'en 1806) le pouvoir appartient au *comité secret*, composé de Stroganov, Czartoryski, Kochubey, Novosiltsov ; l'influence de Speransky fut

Ces réformes intérieures ne détournèrent pas Alexandre des conquêtes. Son alliance avec Napoléon lui permit d'attaquer la Suède et la Turquie. L'annexion de la Finlande (1809) donna à la Russie ses frontières naturelles, mais en lui unissant un pays protestant, très civilisé, d'esprit indépendant, qu'elle n'a jamais pu s'assimiler; Alexandre dut lui accorder une Constitution. La guerre de Turquie, la cinquième, brusquement terminée par la paix de 1812, amena l'annexion de la Bessarabie, en partie moldave, ce qui augmenta l'hétérogénéité de l'empire : elle fit de la Russie la protectrice des Slaves orthodoxes; le but direct de sa politique fut dès lors le rétablissement de l'empire d'Orient, que Catherine concevait encore comme un projet lointain et vague. En Asie Alexandre conquiert des royaumes entiers; à la Géorgie occupée par Paul I^{er} dès 1799, devenue province russe en 1802, s'ajoutèrent la Gurie, la Mingrélie et l'Iméréthie (1810) (que la Géorgie turque devait compléter en (1829). Par le traité de Gulistan (1813) la Perse céda le Daghestan (1), Derbent, le Shirvan, Baku.

occulte. Dans la seconde période, son influence fut publique et toute-puissante.

Je n'expose ici que la partie de l'œuvre de Speransky qui fut durable. Il avait fait un projet de Constitution, qui comportait des *dumî* de *volosti*, de districts, de provinces et une *duma* d'empire (K. WALISZEWSKY, *le Règne d'Alexandre I^{er}*, Plon, 1923).

(1) Le Daghestan maritime ne fut occupé effectivement que depuis 1829-32; le Daghestan montagneux résista sous Shamil (1797-1871), chef des Murid, les initiés du sùfisme, de 1824 à 1859.

En 1819, l'expédition de Muravev devait atteindre le lac d'Aral. L'empire eut 45 millions d'habitants, dont 30,5 dans la Russie de Pierre le Grand, 14,5 dans les provinces annexées depuis sa mort (1815).

L'union de tant de peuples différents par la religion, la langue, les mœurs, la nature et le degré de leurs civilisations rendait de plus en plus difficile à la Russie de devenir une nation. Et cependant le mouvement patriotique de 1812 fit croire la réalisation de cette œuvre prochaine ; tous les peuples, toutes les classes de la Russie s'associèrent pour la défendre. Les héroïques soldats de Borodino étaient des serfs ; il semblait acquis qu'ils ne le resteraient plus longtemps. Alexandre, qui avait exilé Speransky, avait depuis 1812 pour conseiller Stein, l'émancipateur des serfs de la Prusse. Mais Stein ne pensait qu'à l'Allemagne, comme Czartoryski ne pensait qu'à la Pologne, Capo d'Istria qu'à la Grèce, La Harpe qu'à la Suisse. Et Alexandre, ne trouvant plus son empire assez grand pour ses rêves, voulait émanciper tous les peuples. Dans ses proclamations de Varsovie (22 février 1813) et de Kalisz (25 mars 1813) il les conviait à l'indépendance, leur parlait de l'honneur et de la dignité de la nature humaine. « L'empereur de Russie, écrit Metternich, imbu d'idées révolutionnaires, entouré de conseillers tels que La Harpe, Stein, Jomini, nourrissait des projets qui auraient conduit le monde à sa perte (1). » De fait, Alexandre n'émancipa aucun

(1) Alexandre est un des princes qu'on a le plus diversement

peuple et se contenta d'annexer (fév. 1813) le duché de Varsovie, que le Congrès de Vienne lui donna et qu'il érigea en royaume de Pologne. Un grand changement se faisait dans son esprit. Comme tant de ses contemporains, il abandonnait le rationalisme pour le romantisme et le mysticisme. Pendant les épreuves de 1812, il s'était reproché d'avoir suivi la philosophie antireligieuse de La

jugés. Dans une conversation avec M. de Metternich, Napoléon disait de lui :

« A côté de ses grandes qualités intellectuelles et de cet art de captiver ceux qui l'entourent, il y a en lui quelque chose que je ne puis définir. C'est un je ne sais quoi que je ne pourrais mieux expliquer qu'en vous disant qu'en tout il lui manque *quelque chose*. Ce qu'il y a de plus singulier, c'est qu'on ne peut jamais prévoir ce qui lui manquera dans un cas donné ou dans une circonstance particulière, car ce qui lui manque varie à l'infini. » (*Mémoires de Metternich*, éd. fr., I, p. 315.)

A Sainte-Hélène, Napoléon s'exprime en termes plus durs : « On doit s'en défier; il est sans franchise; c'est un vrai Grec du Bas-Empire. »

Le prince de Metternich a fait d'Alexandre ce portrait :

« L'empereur s'emparait d'une idée et ne tardait pas à suivre le courant où elle l'entraînait. L'idée mettait environ deux ans à se développer, de sorte qu'elle prenait insensiblement à ses yeux la valeur d'un système. Pendant la troisième année, il restait fidèle au système adopté, s'y attachait, écoutait avec une véritable ferveur ceux qui le patronnaient; quant à calculer la valeur de l'opinion qui le captivait et les conséquences funestes qu'elle pouvait entraîner, il était incapable d'y songer. Dans la quatrième année, à la vue de ces conséquences, ses yeux commençaient à se dessiller; la cinquième année n'offrait plus qu'un mélange informe du système en train de disparaître et de l'idée nouvelle qui commençait à germer dans son esprit. Cette idée était souvent diamétralement opposée à celle qu'il venait d'abandonner. » (*Ibid.*, p. 318.)

Le caractère et la politique d'Alexandre sont bien exposés

Harpe et avait cherché sa force dans la prière ; il regarda la délivrance de la Russie comme une preuve de l'intercession divine et encouragea le prince Golitsin à fonder la Société biblique. En 1814, La Harpe, qu'il revit à Paris, reprit sur lui de l'influence, mais, bientôt après, Mme de Krüdener lui persuada que la religion pouvait seule sauver l'Europe ; c'est alors qu'il fit signer par ses alliés (à l'exception du régent d'Angleterre) la déclaration de la Sainte-Alliance. Rationaliste ou romantique, Alexandre était toujours un cosmopolite, de plus en plus étranger à la Russie. Il en était de même des officiers, des diplomates, des courtisans qui l'avaient suivi jusqu'en France : avec la souplesse de caractère, la faculté d'assimilation communes aux Russes, ils s'étaient occidentalisés au point de savoir le français et l'anglais mieux que le russe, de ne lire que des livres étrangers, d'en adopter les idées et de rêver la transformation de la Russie en pays européen, sans plus se souvenir de la rudesse des masses et de la tyrannie du gouvernement. Aussi, à leur retour en Russie, éprouvèrent-ils un sentiment de tristesse, puis les uns résolurent d'y faire une révolution, tandis que les autres, découragés, se désintéressèrent de toutes les réformes.

Alexandre voulut d'abord reprendre l'œuvre que Speransky avait commencée et que la guerre avait interrompue. Il donna (déc. 1815) une Cons-

dans les rapports diplomatiques du comte de Lebzelter, ministre d'Autriche en Russie de 1816 à 1826, qu'a publiés le grand-duc Nicolas Mikhaylovich.

titution à la Pologne, chargea Czartoryski de l'appliquer, songea même à réunir au Royaume la Lithuanie et une partie de la Russie Blanche (1). Mais son frère, le grand-duc Constantin, nommé vice-roi, rendit inutiles les tentatives nationales et libérales de Czartoryski. Alexandre abolit aussi le servage en Esthonie (1816), en Courlande (1817) et en Livonie (1819) (2).

Si intéressantes que fussent ces réformes, elles étaient secondaires ; c'est la Russie qu'il fallait transformer, la Russie d'autant plus impatiente qu'elle se trouvait dans une condition inférieure à celle des pays qu'elle avait conquis. A plusieurs reprises, entre autres en 1819, on parla d'une Constitution russe, mais, si Alexandre désirait laisser le souvenir d'un grand réformateur, il entendait ne rien céder de son autorité (3). D'ailleurs, donner une Constitution avant d'avoir aboli le servage, c'était créer des Chambres de propriétaires de serfs et rendre l'abolition du servage impossible. Cette abolition restait le rêve d'Alexandre, mais, chaque fois qu'il lui fallait passer du rêve à la réalité, le courage lui manquait. Les quelques réformes accomplies, loin de contenter les serfs, les faisaient se soulever. Les nobles protestaient,

(1) Rapport de Lebzeltern du 7 avril 1818 (p. 19 et 20 du recueil du grand-duc Nicolas Mikhaylovich).

(2) Alexandre protégea les écrivains et les savants : ainsi l'orientaliste Bichurin (1772-1847) et Karamzin, qui, après avoir publié sa nouvelle de *la Pauvre Lise*, avait composé les douze volumes de son *Histoire de Russie* (des origines à l'avènement des Romanov (1818).

(3) Lebzeltern (17 février 1820). (*Ibid.*, p. 67.)

disant que « dès que l'empereur garantirait leur liberté individuelle, ils la garantiraient à leurs paysans » (1). On devait les indemniser de la perte de leurs serfs, qui faisaient leur principale richesse, de la perte des terres qu'on donnerait aux paysans pour leur permettre de vivre. Or, les guerres d'Alexandre avaient mis les finances russes en pire état qu'elles ne l'étaient à la mort de Catherine (2). De plus, c'était folie d'émanciper les serfs, si on ne les préservait pas des usuriers, si on ne faisait pas des lois réglant leur état civil, leur droit de propriété et de succession, si on ne commençait pas de les instruire. On devait aussi veiller à ce que les terres des nobles continuassent à être cultivées. Alexandre comprit que l'émancipation projetée ne pourrait s'accomplir que progressivement et qu'il y faudrait au moins une trentaine d'années; que, s'il la préparait, il en aurait toute la peine sans en avoir la gloire. Il n'était pas homme à se sacrifier pour le bien de son peuple ou de ses successeurs. Voyant qu'il ne pouvait pas tout faire, il prit le parti de ne rien faire du tout (3). Il subit l'influence de Metternich, qu'il

(1) Lebzeltern. (*Ibid.*, p. 68.)

(2) Quand le comte Kankrin (Cancrin) (1773-1845) prit les Finances (1823-44) le montant des billets à cours forcé, dont le nombre avait pourtant diminué, atteignait encore 600 millions de roubles, le cours du rouble papier, qui avait été de 4 roubles 18 kopek pour un rouble d'argent, était de 3 roubles 60 kopek. — Le russe de rouble est *rubl*, celui de kopek : *kopeyka*. Cette monnaie fut créée par Speransky.

(3) Pourtant, afin de donner quelque satisfaction à ses soldats, tous des serfs, comme aussi pour faciliter la mobilisation,

haïssait en 1815, et pensa que toute réforme serait dangereuse tant que l'Europe ne serait pas apaisée.

Mais parmi les officiers, les fonctionnaires, les diplomates russes, qui avaient partagé l'exaltation d'Alexandre en 1812, qui, en 1813, avaient cherché comme lui à soulever l'Allemagne au nom de la liberté, qui ensuite avaient appris en France à connaître les bienfaits de la Révolution après n'en avoir connu par les émigrés que les excès, nombreux étaient ceux qui s'étaient passionnés pour les réformes et qui de jour en jour attendaient la proclamation de la Constitution (1). Tout au contraire, ce fut la Constitution polonaise qui fut suspendue à la demande du grand-duc Constantin. La défection d'Alexandre apparut aux libéraux comme une trahison; ils décidèrent de tenter une révolution en même temps que les Polonais se révolteraient. Alexandre était à Taganrog sur la mer d'Azov, où il avait conduit l'impératrice malade; lui-même souffrait d'une fièvre contractée en Crimée. A la nouvelle de la double conspiration, il fut pris de découragement, voulut en finir avec la vie, refusa tous les remèdes et mourut le 1^{er} décembre 1825.

Par un acte secret du 28 août 1823, il était revenu sur les décisions de Pierre III, qui avait établi la succession en ligne de primogéniture mas-

il créa, sur les conseils d'Arakcheev (1769-1834), des colonies militaires dans les régions frontières. Mais cette mesure exaspéra les colons, dont beaucoup se révoltèrent.

(1) Après le retour de l'armée en Russie, Michel Orlov et d'autres avaient fondé l'*Union du Bien Public*.

culine; avec le consentement de son frère cadet, le grand-duc Constantin, vice-roi de Pologne, il avait laissé le trône à son second frère, le grand-duc Nicolas, né en 1796. Celui-ci hésita jusqu'au 24 décembre avant d'annoncer son avènement. Les conspirateurs profitèrent de cette indécision pour préparer un soulèvement. Ils formaient deux groupes : celui de Pétersbourg, qui comprenait le poète Rileev, le prince Trubetskoy, Kakhovsky, le romancier Bestujev (Marlinsky) (1797-1837); celui de l'armée du Sud, dont les chefs étaient le colonel Pestel, Bestujev-Ryumin et les frères Muravev. Les conspirateurs n'étaient d'ailleurs pas d'accord : les uns voulaient la transformation de l'empire absolu en empire constitutionnel, les autres le massacre de la famille impériale et la proclamation de la république. Le 26/14 décembre ils soulevèrent quelques régiments de la garde en criant : « Vive l'empereur Constantin et la Constitution » et prirent position sur la place de l'Amirauté; une grande foule se réunit autour d'eux, dont une partie leur était sympathique et dont l'autre était attirée par la curiosité. Leur chef, le prince Trubetskoy, n'ayant pas paru, ils ne firent rien et demeurèrent toute la journée sur la place; Nicolas aussi se montra hésitant, parce qu'aucun régiment de la garde n'était sûr; il leur envoya des négociateurs : le général Miloradovich, commandant de la garnison, qui fut tué; le métropolitain avec les saintes images, qui fut éconduit. A la fin de la journée, il fit tirer à mitraille sur les mutins et sur la foule, qui s'enfuirent en dé-

sordre. Les conspirateurs du Sud n'obtinrent également qu'un succès éphémère, ils furent facilement réduits et arrêtés (1).

Cette conspiration, quoiqu'elle rappelât l'assassinat de Paul I^{er} et les coups d'État militaires du dix-huitième siècle, s'inspirait des idées qu'avaient suscitées le long séjour de l'armée et de la cour en Europe, l'influence du romantisme, la culture cosmopolite des hautes classes; en dehors des étrangers et de la populace de Pétersbourg, elle ne trouva aucune sympathie dans le peuple, que l'invasion de 1812 avait exaspéré contre tout ce qui était européen.

Mil huit cent vingt-cinq met fin à une période de l'histoire de Russie. Depuis Ivan III, les tsars avaient fait la Russie, lui avaient imposé la civilisation morale et matérielle de l'Europe. La révolte de 1825 changea la situation; le tsarisme, qui avait toujours voulu le progrès, se retourna contre. Ce n'était pas seulement parce que cette révolution manquée montra que, si le progrès avait jusqu'alors servi la cause de l'autocratie, il lui nuirait dans l'avenir. Les conquêtes de Catherine et d'Alexandre, leur politique européenne avaient révélé les divergences qui existaient entre la Russie et l'Europe. Quand la petite cour cosmopolite et révolutionnaire d'Alexandre défendait les

(1) Rileev, Pestel, Bestujev-Ryumin, Kakhovsky, Muravev-Apostol furent pendus le 25 juillet 1826; les autres conspirateurs furent envoyés dans les bagnes de la Sibérie et, pendant les trente ans de son règne, Nicolas ne signa aucune réduction de peine. (Prononcer : Mouravyov).

libertés de l'Europe, on avait pu se faire illusion; il n'en avait plus été de même quand il s'était agi d'émanciper les serfs et d'établir le régime constitutionnel. Ces mesures ne pouvaient se séparer de l'œuvre générale de transformation de la Russie. Or, il apparaissait déjà, ce qui semblait encore douteux sous Catherine, qu'il ne suffirait pas d'introduire en Russie la civilisation européenne, qu'il faudrait l'adapter aux besoins du peuple russe et que, même après cette adaptation, son rôle se bornerait à inspirer une civilisation russe originale (1).

IV (2)

L'échec des réformes tentées par Alexandre pour européeniser la Russie devait amener une réaction, le caractère de Nicolas l'exagéra. Grand et beau, maître de lui-même, il avait le sentiment

(1) Hertsen (en russe : Gertsen) (dans ses *Mémoires*, trad. fr. de Delaveau (1860) (I, p. 349) appelle l'insurrection de 1825 « la conspiration gigantesque qui embrassa tout ce qu'il y avait de beau, de jeune et de fort en Russie. » Mais il ne parle bien entendu que des hautes classes, alors peu nombreuses.

(2) Hertsen écrit de Nicolas (*Mémoires*, I, p. 95) : « Il était beau mais d'une beauté qui terrifiait en quelque sorte; j'ai vu peu de figures qui répondissent aussi bien que la sienne au caractère de l'homme : son front fuyant, sa mâchoire inférieure très développée aux dépens de la partie antérieure de la tête, révélaient une grande force de volonté et une intelligence faible, plus de dureté que de sensibilité. Ce qu'il y avait de caractéristique dans sa physionomie, c'étaient ses yeux froids et impitoyables comme l'hiver. »

de ses devoirs, de l'assiduité au travail, du courage, de la volonté, de la dignité dans sa vie privée. Mais, comme on avait élevé Alexandre pour régner, on l'avait élevé, lui, pour ne pas régner, pour être un cadet de maison souveraine, qui n'empiétât pas sur les droits de son aîné. L'exercice du pouvoir devait le former, sans réparer tout le mal que son éducation lui avait fait. Son exaspération contre les révolutionnaires de décembre lui donna l'idée juste qu'il était impossible de traiter la Russie comme un pays européen, mais il en tira la conclusion fausse que la Russie devait conserver l'absolutisme, l'ignorance et le servage (1).

Pour détourner les esprits de la Révolution, il mit à exécution le rêve qu'avait eu Alexandre de délivrer la Grèce. Il fit la sixième guerre contre la Turquie (1827-1829), conquit les Balkans et obtint par le traité d'Andrinople (14 septembre 1829) la reconnaissance de l'indépendance grecque, une partie de l'Arménie et les bouches du Danube. Mais la Révolution de 1830 lui fit regretter cette politique : irrité du mouvement libéral qui se manifestait en Grèce, en Serbie, dans les principautés danubiennes, il occupa ces principautés et devint le protecteur de la Turquie. La révolte de la Pologne (novembre 1830-octobre 1831) acheva de le persuader que l'Europe était perdue par la Révolution,

(1) A plusieurs reprises Nicolas parla bien d'adoucir le servage mais il se contenta de réunir des commissions, qui ne cherchèrent jamais sérieusement à rien réformer. Pour la question d'Orient, voir la Turquie.

que seule la Russie pouvait la sauver mais à la condition de conserver l'absolutisme intact; il exerça en Pologne une répression sanglante, réduisit le Royaume en province russe par le statut organique du 26 février 1832, persécuta les juifs polonais et les juifs russes, qui furent expulsés de Kiev (1843), maintint les conseils de guerre établis en Russie après la mutinerie de 1825 (1).

L'ardeur, la curiosité d'esprit qu'avaient inspirées les conquêtes et les réformes d'Alexandre se tournèrent, après la répression de 1825, vers la littérature. Mais l'histoire, la philosophie, les controverses philosophiques, morales et politiques, les sciences économiques et sociales étaient ou interdites, ou seulement permises dans des conditions qui en rendaient la pratique sans intérêt; ce qu'on sentait, ce qu'on désirait et n'osait pas dire, la poésie de Pushkin et de Lermontov l'exprima. La Russie eut sa génération romantique, qui participa sans doute des tendances générales du romantisme, mais dont l'inspiration fut vraiment russe, l'influence européenne diminua d'ailleurs à mesure

(1) Des milliers de personnes furent déportées chaque année dans les villes de l'intérieur ou en Sibérie; à l'exception des journaux officiels, il ne fut plus toléré qu'un seul quotidien, dont les directeurs étaient à la solde du gouvernement; les rares revues et les livres furent censurés, la plupart des livres étrangers prohibés; quelques privilégiés seulement purent obtenir des passeports pour l'étranger. Speransky fut chargé de codifier les ukaz postérieurs à 1648; ce recueil devint le fondement du droit russe, c'était une œuvre analogue à celle qu'avait accomplie le dix-huitième siècle : au lieu de légiférer pour le présent, on lui imposait les lois du passé (1833). Un code de droit criminel fut promulgué en 1845.

que les relations avec l'Europe se firent plus rares. Seulement les écrivains de cette époque appartenaient presque tous à la noblesse; malgré leurs déclamations libérales, la part que plusieurs prirent au coup d'État de décembre, consciemment ou inconsciemment ils aimaient tout de l'Ancien Régime excepté ce qui gênait leur liberté; l'individualisme désordonné convenait à leur nature tout ensemble sauvage et corrompue par une civilisation cosmopolite mal comprise (1). La

(1) Les débuts du romantisme avaient été hésitants. Krilov (1768-1844) s'était inspiré dans ses fables (1809) de La Fontaine et même de Florian, mais il avait cherché à y peindre des types russes. Dans sa comédie en vers : *Gore ot uma, le Malheur de l'intelligence* (1823) (représentée avec des coupures en 1833), Griboedov (1793-1829) avait montré Chatsky si écoeuré de la Russie, au retour d'un long séjour à l'étranger, qu'il en repartait le jour même. Au contraire, dans ses *Réveries* ou *Dumî*, ses chants de l'Ukraine, qui ne circulèrent longtemps que manuscrits, Rileev (1795-1826), le conspirateur de décembre, avait peint la Russie populaire, dit ses légendes et ses mœurs. Pushkin (1799-1837), lui aussi, n'a chanté que la Russie, la Russie d'autrefois et celle de son temps; Lermontov (1814-1841), dans son poème du *Démon*, s'est inspiré du Caucase. L'un et l'autre ont voulu laisser d'eux-mêmes une peinture qui pût être considérée comme représentative de la génération romantique. L'*Eugeny Onyegin* de Pushkin est en vers, et cependant son héros montre surtout ce qu'il y avait d'égoïste, de pratique, de rusé, de raisonnable et d'actif dans le caractère russe d'alors; le *Héros de notre temps* de Lermontov est en prose, mais Pechorin a surtout les qualités de rêve, de bizarrerie, de violence, d'impulsivité et de méchanceté qui se trouvaient aussi dans le romantisme russe.

Gogol (1809-1852), encore romantique dans ses contes de l'Ukraine, devint satiriste dans sa comédie du *Réviseur* (1836) et surtout dans son roman des *Ames mortes* (*Mertvîya Dushi*) (1842), où il montrait la dépravation que le servage avait pro-

mentalité changea quand les cercles littéraires élargis accueillirent des hommes sortis de tous les milieux; sous l'influence de Gogol, le roman réaliste remplaça peu à peu la poésie romantique. L'isolement où les Russes restèrent sous Nicolas développa leurs qualités nationales, dont les principales sont, du point de vue littéraire, la psychologie nerveuse, presque malade, et l'observation de la vie quotidienne sans aucune crainte de l'horreur ou de la trivialité. Un régime d'oppression, les rigueurs du climat, la pauvreté où vivaient les masses et même les classes moyennes, faisaient leur humeur sombre, dénigrante et pessimiste (1).

duite dans toutes les classes de la société. Tandis que Turgenev (1818-1883), dans ses *Récits d'un chasseur* (1847-1851), et Grigorovich (1822-1900), dans ses idylles rustiques : *le Village*, *les Pêcheurs*, cherchèrent à dissiper les préjugés qui faisaient considérer les serfs comme des brutes, en les peignant humains et pitoyables, intelligents et affectueux, *les Pauvres gens* (1846) de Dostoevsky (1821-1881) attirèrent l'attention sur la misère des petits fonctionnaires et des petits bourgeois, les qualités de leur cœur développées par le malheur et l'aide mutuelle. D'autre part, Drujinin (1824-1864) commençait de combattre ce qu'il appelait les conventions de la morale sociale en montrant, dans sa *Polinka Sachs* (1847), le mari trompé reprenant chez lui sa femme adultère et l'aimant d'un amour accru par le pardon.

(1) Grâce aux livres parus à l'étranger, particulièrement les *Mémoires* de Hertsen, on peut assez bien reconstituer la vie intellectuelle de Moscou sous Nicolas; comme le tsar n'y vivait pas, la police y était moins sévère qu'à Pétrograd et ce qu'on ne pouvait publier, on se le disait dans des conversations intimes. L'origine du mouvement dit des années *Quarante* fut double. Il y eut, d'une part, l'introduction de la philosophie allemande : Nicolas avait supprimé, en 1826, la chaire de philosophie à

Ce mouvement littéraire amena un mouvement social et politique. L'antinomie qui s'accusait de plus en plus entre la Russie et l'Europe apparaissait

l'Université, mais Pavlov, qui y était professeur de physique et d'économie politique, sous prétexte de préparer ses élèves à l'étude de la nature, y exposait la philosophie allemande du dix-huitième siècle et du début du dix-neuvième; un de ses élèves, Stanekevich, qui passait les hivers en Italie, où il mourut à vingt-sept ans, commença de répandre la doctrine de Hegel, dont l'influence devint prépondérante. La publication de la *Vie de Jésus* de Strauss (1835), qui divisa les hégéliens allemands en vieux hégéliens, protestants orthodoxes, et nouveaux hégéliens libres penseurs, amena, avec le temps, une scission dans les milieux hégéliens de Moscou.

D'autre part, il y avait les groupes politiques, qui ne se fondirent que peu à peu avec les groupes hégéliens. Mais, pour comprendre les tendances de ces groupes politiques, il faut d'abord résumer l'histoire de la Presse dans la première moitié du dix-neuvième siècle. Sous le règne d'Alexandre, elle jouit d'une liberté relative et les organes les plus importants parurent à Pétersbourg; on appelle la période qui va jusqu'en 1838 la période pétersbourgeoise. Les journaux de cette époque n'étaient encore que des revues mensuelles ou bi-mensuelles. Ce furent le *Messenger de l'Europe* de Karamzin (1802), le *Mercure de Pétersbourg* de Makarov (1803), le *Messenger russe* (1808-20), le *Courrier dramatique* (1807), les *Lectures* de Dyerjavin (1810), le *Patriote* de Grech (1812) (politique jusqu'en 1815, puis littéraire), l'*Amphion* de Merzlyakov, les *Émules de la civilisation et de la bienfaisance* (1818), les *Éphémérides nationales* de Svinin (1820), les *Archives septentrionales* de Bulgarin (1822), le *Patriote* transformé de Grech et de Bulgarin (1825). En 1825, Grech, qui s'associa Bulgarin, fonda un journal quotidien, l'*Abeille du Nord* (*Syevernaya Pchela*), le seul que la censure autorisa pendant la plus grande partie du règne de Nicolas.

À ces journaux et à ces revues, qui, à partir de 1825, devinrent réactionnaires, Polevoy (1796-1846) opposa (1825) une revue bi-mensuelle, le *Télégraphe*, qu'il publia à Moscou. L'historien conservateur Pogodin fonda pour lui répondre le *Messenger de Moscou* (1827); plus tard, Moscou devait avoir un journal ultra

sait aux moins clairvoyants. Il fallait résoudre le problème, mais les deux partis qui se formèrent apportèrent des solutions opposées, également

conservateur et religieux le *Phare*, qui ne fit pas ses frais. De nouvelles revues parurent à Pétersbourg : la *Bibliothèque de lecture* de Senkovsky, le *Contemporain* de Pushkin (1836). En 1838, Panaev et Kraevsky prirent la rédaction du *Mémorial national* (dont on a aussi traduit le titre : *Annales de la Patrie*); c'est dans cette revue (publiée en fascicules de plusieurs centaines de pages), l'organe du parti avancé, que Byelinsky donna ses articles de critique; Panaev et Kraevsky devaient se brouiller en 1847, Kraevsky conserver le *Mémorial*, Panaev prendre le *Contemporain*, que Pletnev avait publié depuis la mort de Pushkin.

En 1838, le *Télescope* de Nadejдин, qui avait remplacé le *Télégraphe* supprimé, publia une lettre anonyme, où la Russie, telle que Pierre le Grand l'avait faite, était violemment attaquée, où le despotisme du gouvernement, la corruption des fonctionnaires et des hautes classes, l'abjection du peuple réduit au servage étaient flétris dans des termes à peine déguisés. Hertsen, qui lut cette lettre à Vyatka, où il était alors exilé, dit dans ses *Mémoires* (III p. 177) : « La lettre de Chaadaev ébranla toute la Russie intelligente et cela avec raison. Depuis la comédie de la *Peine de l'Esprit* (le *Gore ot uma* de Griboedov), aucune œuvre littéraire n'avait produit une pareille sensation. » Nicolas, qui supprima le journal et exila l'éditeur, décréta que Chaadaev était fou; il le faisait visiter toutes les semaines par un fonctionnaire et un aliéniste, qui, loin du tsar à Moscou, se contentaient de causer avec Chaadaev, sans même lui demander des nouvelles de sa santé.

La lettre de Chaadaev amena une scission dans les cercles littéraires de Moscou. Les uns pensèrent que le remède au mal était dans l'eupéanisation de la Russie, les autres que c'était dans le retour aux mœurs et aux idées que Pierre le Grand avait violemment répudiées.

Les chefs des Occidentaux étaient Granovsky et Byelinsky, auxquels s'adjoignirent Hertsen (Gertsen) et Ogarev, quand ils revinrent d'exil, où des réunions d'étudiants les avaient fait envoyer à leur sortie de l'Université.

Granovsky faisait à l'Université un cours d'histoire très fré-

fausses parce qu'elles étaient également exclusives, et qu'inspirées par les tendances des classes cultivées, encore peu nombreuses, elles montraient

quenté par les étudiants et les gens du monde; c'était un hégélien et un libéral, mais il resta fidèle à la religion orthodoxe. Hertsen a écrit de lui (III, p. 148) : « Pendant les cruelles persécutions qui durèrent depuis l'année 1848 jusqu'à la mort de Nicolas, non seulement Granovsky resta en chaire, mais il garda toute son indépendance d'esprit, et cela parce que, à un courage chevaleresque et au plus absolu dévouement à ses convictions, se joignaient une sensibilité féminine, une grande douceur de formes et... [l']esprit de conciliation... »

Byelinsky, dans les années *Quarante*, avait quitté Moscou pour Pétersbourg, où il écrivit dans deux revues : le *Mémorial national* (*Annales de la Patrie*) et le *Contemporain*. Critique de premier ordre par la perspicacité et la profonde honnêteté, il détruisit la littérature fade du postromantisme, que la cour favorisait comme inoffensive, aida les jeunes auteurs méritants (comme le poète populaire Koltsov (1809-42), dont il a dit que, né pour son genre propre de poésie, c'était un enfant du peuple dans tout le sens du mot, et plus tard Dostoevsky) à se faire leur place. Poitrinaire, passionné, satiriste implacable, il passa du libéralisme au radicalisme, puis au socialisme, de l'hégélianisme au matérialisme. Hertsen a fait de lui ce portrait (II, p. 359 et 362) : « C'était un homme très timide et il perdait souvent contenance lorsqu'il se trouvait au milieu de personnes étrangères... Cependant cet homme timide et frêle avait une vigueur étonnante. Il ne savait pas enseigner, professer, il lui fallait un combat. Sans contradiction, sans motif d'excitation, il ne parlait pas bien, mais, lorsqu'il se sentait blessé, lorsqu'on s'attaquait à ses convictions les plus chères, les muscles de ses joues commençaient à trembler, sa voix s'altérait, et c'est alors qu'il était beau à voir!... Lorsque la dispute durait trop longtemps, le pauvre malade était pris d'un crachement de sang : pâle, haletant, il se couvrait la bouche d'une main tremblante et s'arrêtait... consterné de sa faiblesse physique. »

Hertsen peint ainsi son ami Ogarev (III, p. 328) : « La nature d'Ogarev, essentiellement russe et poétique, large, insouciant, facile à entraîner, naïve et très variée, ne plaît pas moins par ses

une ignorance complète des besoins et de la mentalité des masses. Les Occidentaux (*zapadniki*) voulaient l'européanisation de la Russie. Leur

défauts que par ses qualités... il est doué d'un pouvoir d'attraction tout à fait particulier, il a vraiment à cet égard quelque chose de féminin. »

Quand Hertsen visita enfin l'Europe, il fut le premier à comprendre que le libéralisme bourgeois ne convenait pas à la Russie, mais ce ne fut plus la Russie qu'il critiqua, ce fut l'Occident : « La personnalité circonscrite, finie, des Occidentaux nous surprend d'abord, nous autres Russes... L'homme occidental ne se trouve pas dans son état normal, il est dans sa mue. Les révolutions avortées sont demeurées impuissantes à son égard, elles l'ont seulement effleuré et troublé. Le flot de l'histoire a déposé sur le premier plan de la scène la couche épaisse de la bourgeoisie, qui a recouvert la classe fossile de l'aristocratie et étouffé les germes populaires. Mais la bourgeoisie est incompatible avec notre caractère national et il faut en rendre grâce à Dieu (III, p. 129). »

La seconde partie de la carrière de Hertsen sera étudiée avec le règne d'Alexandre II.

Aux Occidentaux s'opposaient les Slavophiles ou Slavénophiles. Shevirev et Pogodin, professeurs à l'Université de Moscou, les éditeurs du *Moscovite* (1841), avaient préparé le mouvement; ce fut Khomyakov qui le suscita et le développa. Il avait parcouru l'Europe, fréquenté les Slaves d'Autriche, particulièrement les Tchèques, fait la guerre de l'indépendance grecque, écrit deux tragédies : *Ermak* (1832), *Dmitry Samozvanets* (1833) et des poésies lyriques (1844). Hertsen dit de lui (III, p. 212) : « Esprit vigoureux, avancé, plein de ressources et les employant sans scrupules, doué d'une grande mémoire et d'une imagination des plus vives, il passa toute sa vie dans le feu des discussions... Au milieu de son aplomb russe, il laissait percer quelque chose de la bonhomie sournoise qui distingue les Asiatiques. »

L'ainé des Kirceevsky avait fondé l'*Européen*, que la censure avait interdit au troisième numéro. Un long séjour à la campagne avait changé son slavophilisme sociologique en mysticisme, quand dix ans après il vint à Moscou rejoindre Khomya-

libéralisme bourgeois, que Dostoievsky a caricaturé dans *les Démons* sous les traits de l'idéaliste et larmoyant Stepan Verkhovensky, était bien ce

kov. « Les deux frères Kireevsky, écrit Hertsen (p. 216), paraissent comme des ombres plaintives à la lueur naissante de notre résurrection nationale; méconnus de leur vivant, étrangers à nos intérêts, ils n'avaient pas quitté leurs linceuls (p. 216). »

Serge Aksakov, plus âgé, ne prenait guère part à la lutte chaque jour plus ardente entre les Occidentaux et les Slavophiles. Il y était représenté par ses fils, l'ainé surtout, Constantin (1817), l'auteur de *la Vie des anciens Slaves et particulièrement des Russes* (1852), que Hertsen décrit ainsi (III, 224) : « Encore jeune et plein de courage, il se mit à l'œuvre avec enthousiasme... Tout révélait chez lui une foi fanatique, impatiente, dominatrice. »

Hertsen a jugé ainsi les slavophiles : « L'orthodoxie des slavénophiles, leur patriotisme historique, leur sentiment de nationalité irritable et poussé à l'extrême furent provoqués par des exagérations contraires. L'important de leur point de vue, son côté essentiel... se trouve... dans les éléments de la vie russe qu'ils découvrirent sous une couche de civilisation artificielle » (III, p. 168).

La mort de Constantin Aksakov (1860) lui inspira dans le *Kolokol* du 15 janvier 1861 un article où il s'exprimait ainsi « Kireevsky, Khomyakov et C. Aksakov ont fait leur œuvre. Nous étions leurs adversaires mais notre opposition était assez étrange... Nous avions ressenti les uns et les autres dans notre jeunesse un même sentiment passionné, qu'ils avaient pris pour un souvenir et nous pour une prophétie (III, p. 239). »

Les passages cités de Hertsen sont empruntés à la traduction que H. Delaveau a donnée en 1861 des Mémoires sous le titre : *le Monde russe et la Révolution*. Il y a un bon tableau de la littérature et de la presse russe sous Alexandre et Nicolas (avec des traductions) dans l'*Histoire de la Civilisation en Russie* de NICOLAS DE GERERTZOFF.

Bakounin quitta la Russie dès 1840. Mêlé aux principales conspirations européennes, membre du gouvernement révolutionnaire de Dresde en 1849, condamné à mort, il fut livré à la Russie en 1850, emprisonné, puis envoyé en 1855 en Sibérie, d'où il devait s'échapper en 1860.

qui pouvait le moins lui convenir. Mais deux hommes réussirent par leur talent à en faire l'opinion générale des classes instruites : Byelinsky (1811-1848), le meilleur critique qu'a produit la Russie, et Hertsen (Gertsen) (1812-1870), qui, après avoir donné depuis 1842 à Moscou des romans et des écrits philosophiques sous le nom d'Iskander, quitta la Russie en 1846, publia (1850) ses *Lettres d'Italie et de France* et s'établit en 1851 à Londres, où il lança son journal russe, *la Cloche* (*Kolokol*). Avec eux c'était Ogarev (1813-1877), Granovsky, Chaadaev (1794-1856), l'auteur de la *Lettre philosophique* (1838), Petroshevsky, qui avait vulgarisé certaines idées de l'Occident sous la forme en apparence inoffensive d'un *Dictionnaire des termes étrangers* : il réunissait chez lui une trentaine d'affiliés, qui parlaient de Saint-Simon et de Fourier; on les appelait de son nom *Petroshevtsi*; en 1847, ils furent arrêtés, condamnés à mort, graciés et envoyés en Sibérie; parmi eux se trouvait Dostoievsky, qui devait publier le récit de sa captivité sous le titre de *la Maison morte*. Mais déjà les opinions des libéraux, même celles de Hertsen, paraissaient arriérées et, dans les conciliabules révolutionnaires qui se tenaient à l'étranger, l'influence prépondérante était celle de Bakounin (1814-1876).

Aux Occidentaux s'opposaient les Slavophiles, qui déclaraient que la Russie, plus saine religieusement, moralement et socialement que l'Europe, n'avait pas à s'en inspirer, qu'elle devait au contraire la régénérer. Aksakov (1791-1859),

dans les fragments parus à Moscou dès 1846 de son récit *Chronique de famille* (1856), fit une peinture idéalisée de la famille patriarcale russe (pour l'opposer à la famille désorganisée de l'Occident). L'archéologue, comte Alexis Uvarov (1818-1885), voulait conserver ce qui subsistait des mœurs et des institutions de la vieille Russie. Pierre Kireevsky (1800-1856), qu'aidait son frère Ivan (1806-1856), recueillait les chants populaires. Gogol, effrayé des attaques que lui avait values le premier volume des *Ames mortes*, se rallia dans ses *Lettres de Rome* (1847) aux Vieux Russes, défendit l'institution du servage et soutint qu'on devait maintenir le peuple dans l'ignorance. Les Slavophiles cherchèrent pourtant des appuis étrangers pour leur système et voulurent confédérer tous les Slaves. Khomyakov (1804-1860), le véritable fondateur du slavophilisme russe, opposa la conception gréco-slave du monde à celle que s'en faisaient les Latins-Germains, selon lui dégénérés et proches de leur fin; poète, il ne cessait dans ses odes, surtout *l'Ode à l'aigle* (1832), d'encourager les Slaves à se délivrer de la domination autrichienne et turque (1).

(1) La propagande slavophile n'était d'ailleurs pas née en Russie, mais en Bohême, quand Joseph II, pour unifier son empire, avait, par le décret du 6 janvier 1774, interdit l'usage de la langue tchèque dans les écoles et les services dépendant de l'État. Les Tchèques résolurent de sauver ce qui survivait de leur culture nationale. Dobner (1719-1790) fonda en 1769 la société qui devint, en 1784, l'Académie des sciences de Bohême; Dobrovsky (1753-1829) créa la linguistique tchèque; le comte Sternberg fonda le Musée national (1818); Jungmann

Le slavophilisme imaginait une civilisation originale commune à tous les Slaves. Et cependant, même entre les différents groupes des Slaves de l'Ouest et du Sud, existaient de profondes différences, dues principalement à ce que les uns avaient reçu la civilisation et le christianisme latins, les autres la civilisation et le christianisme byzantins. Leurs cultures étaient aussi très inégales. Les Tchèques avaient été du quatorzième au dix-septième siècle l'un des peuples les plus civilisés de l'Europe et l'oppression autrichienne, qui avait suivi la bataille de la Montagne-Blanche, avait pu retarder, non arrêter leur développement. Au contraire, dans les pays qui dépendaient

(1773-1847) donna en 1825 son histoire de la littérature tchèque; Safarik (1795-1861) étudia les antiquités et l'histoire des Slaves jusqu'au dixième siècle; Palacky (1793-1876) publia, de 1836 à 1867, son *Histoire de Bohême* (des temps les plus reculés jusqu'en 1526). Leurs efforts reçurent l'aide du Slovaque Jean Kollar (1793-1852), un pasteur évangélique, qui rechercha les restes des anciennes civilisations slaves et fit des slovaques et tchèques. Les autres peuples slaves suivirent l'exemple des Tchèques. Le Slovène Kopitar (1780-1844), après avoir renouvelé l'étude du slovène par sa grammaire des langues slaves de Carniole, de Carinthie et de Styrie (1808), créa la science des langues slaves comparées par la publication d'anciens manuscrits polonais, slaves et russes. Un autre Slovène, Vraz (1810-1851), poète en slovène et en croate, fut l'un des initiateurs du projet de réunir les Croates et les Slovènes dans une grande Illyrie. Le Croate Kukulyevic (1816-1889), poète, archéologue et homme politique, ne cessa de travailler au développement et à l'émancipation de la Croatie. Le Serbe Karadzic (1787-1864) fonda la langue écrite et la littérature serbe modernes; il recueillit et publia, de 1823 à 1833, les poèmes populaires de la Serbie. De fait, c'est en visitant les Slaves d'Autriche que Khomyakov conçut le slavophilisme.

des Turcs ou qui en avaient dépendu jusqu'au dix-huitième siècle les masses étaient encore incultes. Il y avait pourtant entre tous les Slaves de l'Ouest et du Sud de nombreuses ressemblances et l'on pouvait même en trouver quelques-unes entre eux et les Polonais, que les Slavophiles russes excluèrent de l'union projetée. Mais, en dépit de la parenté des langues et de certaines coutumes, de certaines cérémonies, la civilisation des Slaves méridionaux et occidentaux, dont les uns étaient européens et dont les autres achevaient de le devenir, avait peu de traits communs avec la civilisation eurasiennne des masses russes. Ce que cherchaient les Slavophiles russes, c'était à se créer des alliés contre les Turcs et les Autrichiens, à imposer au tsar une politique belliqueuse qui détournât les gens instruits de réclamer des réformes empruntées à l'Occident. Mais Nicolas, loin de vouloir susciter des désordres en Autriche, favorisait le gouvernement de Metternich, le seul à conserver avec le sien les véritables traditions de la monarchie absolue, et, quand les Tchèques et les Slovènes eurent pris part à la Révolution de 1848, quand Bakounin eut assisté au congrès slave de Prague (1849), il se montra aussi sévère pour les Slavophiles que pour les Occidentaux.

Les événements de 1848, qu'avait précédés le soulèvement polonais de 1846, vite réprimé en Russie et en Prusse, plus difficilement en Galicie autrichienne, avaient d'ailleurs exaspéré Nicolas : il occupa la Valachie et la Moldavie, où il mit fin

aux gouvernements créés par la Révolution (1848), il écrasa la révolte de la Hongrie, rendit la révolution allemande impuissante (1849 et 1850). Mais dans le reste de l'Europe la répression ne fut pas ce qu'il désirait : il fut indigné de voir les rois de Prusse, de Danemark et de Sardaigne accorder des Constitutions. Sentant le mécontentement grandir, se l'exagérant encore dans l'ignorance de tout où le mettait son despotisme, il fit la septième guerre contre les Turcs (1853), il pensait se rallier les libéraux en favorisant les peuples opprimés et les slavophiles en portant secours aux Slaves orthodoxes. Mais, tandis qu'en 1829 la Russie d'Alexandre apparaissait comme la grande Puissance civilisatrice de l'Orient, en 1853 la Russie de Nicolas était considérée comme une Puissance demi-barbare; depuis qu'il empêchait les Moldaves et les Valaques d'acquérir leur indépendance nationale, les pays balkaniques lui étaient hostiles et les sympathies de l'Europe allaient à la Turquie, que de grands ministres, Reshid, Ali et Fuad cherchaient à transformer en État moderne. La France, l'Angleterre et la Sardaigne défendirent la Porte, forcèrent les Russes à évacuer la péninsule balkanique, et débarquèrent en Crimée des troupes, qui assiégèrent Sébastopol. Les défaites répétées des armées de Nicolas montrèrent ce qu'il avait fait de la Russie : une administration routinière et corrompue, le désordre général, la haine de tout progrès matériel et moral, l'absence de routes, de chemins de fer, de manufactures, une armée composée exclusivement de serfs dési-

gnés arbitrairement par leurs propriétaires rendaient cet immense empire, qui dominait l'Europe depuis 1813, incapable de défendre son propre territoire. La honte et le chagrin achevèrent de ruiner la santé défaillante de Nicolas, qui mourut le 2 mars 1855 (1).

(1) La fin de la seconde partie des *Ames mortes*, où le prince gouverneur réunit tous les fonctionnaires prévaricateurs pour leur reprocher leurs fautes, est un saisissant tableau de la corruption qui prévalait sous le règne de Nicolas. Ainsi en est-il de *Mille Ames* (1858) de Pisemsky (traduction française de Victor Dérély) (Plon); le principal personnage du roman parvient par des actes déshonorants à faire une si belle carrière que tout jeune on le nomme gouverneur, mais, quand il veut remplir ses fonctions honnêtement, il est chassé du service. Hertsen, qui servit à Moscou, Perm, Vyatka, Vladimir, Pétersbourg et Novgorod, décrit avec esprit et un réel don d'observation les caractères et les habitudes de ses chefs et de ses collègues.

Après 1848, les rigueurs de la censure et de la police furent telles que Granovsky écrivait à Hertsen : « Notre position devient de plus en plus intolérable... Les dénonciations pleuvent de tous côtés... Mais les souffrances personnelles ne sont rien à côté des souffrances et de l'oppression générale. Que Byelinsky est heureux d'être mort à temps ! » (*Mémoires*, III, p. 162).

L'état des finances était mauvais : en 1843, on avait fait une banqueroute déguisée en retirant les anciens billets d'un montant de 595 millions de roubles et en donnant en échange de nouveaux billets pour un montant de 70 millions; on déclarait les nouveaux roubles-papier égaux en valeur aux roubles-argent, mais, comme il n'y avait aucune couverture métallique et que les émissions recommencèrent, les nouveaux roubles furent bientôt dépréciés. La dette, de 373 millions de roubles en 1826, atteignit le chiffre de 531 millions en 1834, celui de 722 en 1844. Comme Nicolas craignait que le développement de la civilisation matérielle n'amenât celui de la civilisation morale, il n'avait presque rien fait pour le commerce, l'industrie ou les travaux publics; à sa mort, la Russie n'avait pas 1 100 kilo-

V

La mort de Nicolas produisit le même effet que celle de tant de princes en qui s'est personnifié un régime. Les fonctionnaires savaient le nouvel empereur Alexandre II (1855-1881) (né en 1818) d'un caractère généreux, bienveillant, faible et versatile, incapable de s'imposer la même contrainte que son père, peu disposé non plus à l'imposer aux autres : il avait été élevé par le poète romantique Jukovsky (1783-1852), élevé en souverain. Aussi ni les ministres, ni les gouverneurs, ni la police n'osaient faire ce qu'ils faisaient sous le règne précédent : les défaites succédaient aux défaites ; la cour, le public les attribuaient à leurs concussions et à leur incapacité ; ils cherchaient à se faire pardonner en se montrant humbles et bons enfants. Sous prétexte de fonder des œuvres patriotiques, les gens riches et instruits se mettaient en avant, tenaient des réunions, publiaient des brochures. Quand, Sébastopol pris, la paix fut demandée, que le Congrès de Paris imposa à la Russie la restitution de la Bessarabie et l'obligation de ne plus entretenir de flotte dans la mer Noire, ce fut presque une révolution, c'en aurait été une si le gouvernement avait résisté, mais il n'en avait ni les moyens, ni même le désir : il

mètres de chemins de fer, il avait interdit la construction de toute ligne pouvant relier la Russie à l'Europe.

ouvrit les prisons et les bagnes sibériens, permit tout après avoir tout défendu. A l'oppression succéda la frénésie de la liberté. Dostoievsky a décrit l'époque dans l'Introduction des *Démons* (1); les meetings, les banquets, où l'on exhibait les persécutés ou pseudo-persécutés de l'ancien régime, les salons littéraires et politiques, où des jeunes gens, sûrs d'eux-mêmes, réformaient la Russie et le monde, énonçaient d'extravagantes théories, traitaient de barbons les gens qui défendaient la liberté sous Nicolas et jetaient à la tête des chefs de l'armée le mot de général comme une injure (2).

La frontière s'était rouverte, les livres entraient, on allait en Europe, on en revenait. Comme cette Europe paraissait civilisée, riche, savante et libre! Des Russes instruits, les uns s'expatriaient; les autres souffraient de voir leur pays traité en pays barbare, mais ils se juraient de regagner l'avance prise par l'Europe et s'imaginaient que quelques années y suffiraient. Les relations recommençaient avec les émigrés. A partir de 1857 *la Cloche* se répandit en Russie et devint le journal

(1) La traduction française de Dérély a pour titre; *les Possédés*. Le russe *Byesî* a le sens de *Démons*. Le chap. I^{er} de la 1^{re} partie est intitulé: « *En guise d'Introduction.* » La description se trouve dans le VI.

(2) La ruine des finances acheva de rallier contre le gouvernement les hautes classes et les classes moyennes. De 70 millions de roubles, le montant des nouveaux billets s'était élevé à 735 millions. Le Trésor ne se procurait des fonds qu'en émettant des bons, dont le montant atteignait annuellement une centaine de millions de roubles. Un ukaz mit à la disposition du ministre des Finances tous les dépôts des banques, qu'ils appartenissent à des sociétés, des fondations ou des particuliers.

à la mode ; pendant quelques années l'influence de Hertsen, resté à Londres, fut prépondérante, même à la cour, dont quelque haut personnage lui communiqua les Mémoires secrets de Catherine II, publiés en 1859. Il dictait les réformes accomplies ou tentées par le nouveau gouvernement (1). Ce fut la fondation, en 1858, de la première des écoles supérieures de filles, dont il y avait déjà quatre-vingt-dix-neuf en 1864 ; le code universitaire de 1860 ; la création des justices de paix, du jury, la publicité des jugements (1864), des mesures de tolérance à l'égard des Juifs. On créa la Banque de Russie (1859), on établit un budget copié sur les budgets européens. On construisit des chemins de fer ; la Russie fut reliée à l'Allemagne (1862) ; le réseau russe passa de 1 165 kilomètres (1857) à 14 700 (1872), il devait atteindre 24 000 kilomètres à la mort d'Alexandre II.

Toutes ces réformes étaient faciles près de l'émancipation des serfs. Il y en avait 47 millions : 1 400 000 serfs domestiques ; 20 millions de serfs de la Couronne ; 4 700 000 serfs des apa-

(1) De ces réformes et de la manière dont elles furent exécutées, l'historien Solovev (Solovyov) (1829-1879) a dit :

« On prouvait son intelligence en injuriant, en niant, en accusant... Mais que devenaient les réformes ? Que devait-on mettre à la place de ce qu'on détruisait ? A cette question, pas de réponse ; personne ne prenait la peine de penser, personne n'en avait le temps, ni l'habitude, surtout personne n'en était capable... Il fallut tout de même se décider. Nous n'entendons rien à faire du nouveau, on ne nous l'a pas appris. Ce qui existe ne vaut rien : c'est bien ; détruisons tout, voilà notre affaire ; le nouveau, le mieux se créera tout seul. »

nages; 21 millions de serfs des domaines particuliers. Sur 103 400 propriétaires de serfs, 1 400 en possédaient plus de 1 000; 22 000 de 100 à 1 000; 80 000 moins de 100. Les deux tiers des domaines possesseurs de serfs étaient hypothéqués.

Si rigoureusement que Nicolas eût fermé la frontière, les mujiki avaient fini par apprendre qu'il existait en Europe des paysans libres et propriétaires de leurs terres; depuis 1840 se multipliaient les incendies, les assassinats de seigneurs, même les insurrections locales. Les désordres s'aggravèrent quand la Révolution de 1848 eut émancipé les serfs de la Hongrie; l'anarchie que produisit la guerre de Crimée suscita des jacqueries dans plusieurs provinces, des désordres dans toutes. Le 14 janvier 1857, Alexandre II constitua un comité chargé de le renseigner sur la situation des serfs; un rescrit du 20 novembre 1857 autorisa, sur leur demande, les nobles de Kiev, de Volhynie et de Podolie, à affranchir leurs serfs et à leur donner des terres; un autre rescrit du même mois forma 46 comités de propriétaires, destinés à étudier la question de l'émancipation, dont les principes furent arrêtés par le rescrit de mars 1858. L'ukaz de juillet 1858 affranchit les serfs de la Couronne et leur donna des terres en propriété collective sans exiger aucune indemnité.

La plupart des nobles étaient hostiles à l'émancipation et les discussions des comités se poursuivirent jusqu'en octobre 1860. Sans attendre l'ukaz libérateur, les serfs s'émancipèrent, se mirent à se partager les terres; les révoltes devinrent de

plus en plus graves, beaucoup de propriétaires cherchèrent à s'arranger directement avec leurs serfs; c'était l'anarchie que Turgenev peint à sa manière atténuée au début de *Pères et Fils*. Devant le danger, on résolut d'en finir; le code rural, discuté par le Sénat en janvier 1861, reçut force de loi par l'ukaz du 3 mars/19 fév. 1861 (1).

Cet ukaz n'affranchissait pas seulement les serfs, il expropriait les seigneurs d'une partie de leurs terres, qu'on donnait aux paysans. Les seigneurs reçurent une indemnité pour leurs terres et pour leurs serfs, elle était fixée d'après une évaluation faite dans chaque région des terres et de la main-d'œuvre. Quatre-vingts pour 100 de cette indemnité furent payés en titres d'État, aussitôt dépréciés. L'État, qui avançait l'indemnité due aux propriétaires, se faisait rembourser par les paysans, auxquels il demandait, pendant quarante-neuf ans, 6 pour 100 de la somme avancée comme intérêt et amortissement; en outre la capitation était maintenue (2). Dans la Russie Blanche, la Lithuanie et l'Ukraine, où la plupart des seigneurs étaient polonais, l'affranchissement des serfs et l'expropriation des terres se firent sans consultation préalable, les indem-

(1) La liberté était donnée aux mujiki le 17 mars 1863. Ils obtenaient leurs terres soit en traitant avec les propriétaires, soit en recourant à l'État, ou restaient fermiers dépendant des propriétaires (3 millions se trouvaient dans ce cas en 1882). Alexandre III rendit le rachat des terres (avec avances de l'État) obligatoire. LEROY-BEAULIEU, *Empire des Tsars*, I, p. 433).

(2) Elle fut abolie par Alexandre III (voir p. 228).

nités données aux propriétaires furent médiocres ou nulles et les paysans reçurent leurs terres comme propriété personnelle. Dans les trente gouvernements de la Grande Russie, où les propriétaires consultés reçurent des indemnités élevées, le gouvernement craignit de ne toucher ni les annuités, ni l'impôt; il ne donna donc à chaque famille (*tyaglo*) comme propriété personnelle que son *homestead* inaliénable, une maison (*izba*) et un petit enclos (*usadba*). Les terres devinrent la propriété du *mir*, l'assemblée du village, qui en faisait des partages périodiques entre les familles; le *mir* était ainsi tenu de verser à l'État l'impôt et les annuités, c'était à lui de se faire rembourser par les paysans; quand ceux-ci ne pouvaient pas payer, il les louait de force comme travailleurs à des propriétaires, touchait leur salaire et le remettait à l'État. Le paysan resta donc attaché à la glèbe, non seulement il n'avait pas le droit de quitter définitivement son village, mais il n'avait pas le droit de se déplacer temporairement sans un passeport et ce passeport lui était presque toujours refusé; le *mir* et les fonctionnaires ruraux pouvaient, même sans jugement, emprisonner le mujik, lui infliger des amendes et des peines corporelles. Malgré ces mesures, les terres des seigneurs furent mal cultivées ou restèrent en friches; la production agricole de la Russie fut très inférieure à ce qu'elle aurait pu être sous un autre régime de la propriété. Aussi l'énorme augmentation de la population, qui passa de 67 millions en 1851 à 129

en 1897, amena-t-elle des famines périodiques. Dès le début, d'ailleurs, les paysans protestèrent contre la manière dont l'émancipation avait été faite; il y eut des jacqueries un peu partout, entre autres dans le sud de la Russie, où Anton Petrovitch forma en 1861 des bandes de milliers de révoltés; à Kazan les émeutes prirent un caractère grave en 1864.

Les domestiques furent affranchis deux ans après l'ukaz mais, comme ils ne reçurent ni argent, ni terre, ils grossirent les masses misérables des villes, qui commençaient à se développer. La population de Petrograd (de 200 000 âmes sous Alexandre I^{er}, de 539 000 en 1860) devait dépasser 876 000 à la mort d'Alexandre II; celle de Moscou (de 300 000 âmes sous Alexandre I^{er}, de 350 000 en 1860) devait atteindre 612 000 en 1881.

Deux mesures complétèrent l'émancipation des serfs. En 1866 furent créées les assemblées provinciales ou *zemstva*, qui devaient réunir, du moins en principe, les délégués des propriétaires fonciers, des bourgeois et des paysans, mais on eut soin que les paysans n'y eussent pas la majorité (1); d'ailleurs, le *zemstvo* ne tarda pas à perdre presque tous les pouvoirs qu'on lui avait d'abord

(1) Les nobles, les paysans et les villes élisaient séparément leurs représentants d'après des systèmes différents. D'après *Stepniak (La Russie sous les Tzars, p. 415)*, les paysans, qui étaient 60 millions et payaient 83 pour 100 des taxes n'auraient élu que 38,6 pour 100 des membres des *Zemstva*, les nobles (un million, 7 pour 100 des taxes) en auraient élu 46,2 pour 100, les villes 15,2 pour 100. De plus le cens érigé des électeurs nobles excluait la petite noblesse.

accordés. Comme les seigneurs ne désignaient plus les recrues, il fallut réorganiser l'armée, les discussions se prolongèrent, le service militaire général et obligatoire ne devait pas être établi avant 1874 (1).

(1) Il y avait 108 000 *mir* en Russie et Pologne. Le *mir* élisait son chef ou *ancien* (*starosta*), le collecteur des impôts, etc. Plusieurs *mir* formaient un district ou canton (*volost*), avec une assemblée cantonale, où chaque groupe de dix feux envoyait un délégué. L'assemblée cantonale élisait son président (*starshina*) et un tribunal de paysans composé de douze juges. Dans chaque province, il y avait des tribunaux de paysans nommés par le ministre de l'Intérieur. Les petites affaires étaient jugées par les juges de paix, qui furent supprimés dans presque toute la Russie en 1889. On créa dans chaque district un nouveau fonctionnaire, à la fois juge, administrateur et chef de la police rurale, *zemsky nachalnik*.

Les terres furent réparties par chaque *mir* en trois groupes : les biens communaux (forêts, prairies, etc.), les terres en jachère, les terres partagées entre les familles; celles-ci étaient presque partout si insuffisantes que les paysans ne pouvaient vivre qu'en prenant à ferme des terres appartenant aux nobles, pour lesquelles on exigeait d'eux un prix beaucoup trop élevé. Depuis 1893, les partages ne durent plus avoir lieu que tous les douze ans. La Banque des paysans fut créée en 1883 pour permettre aux paysans d'acquérir des terres qui seraient leur propriété individuelle. En 1877-1878, sur les 426 millions d'hectares de la Russie d'Europe qui étaient considérés comme des propriétés, 38,5 pour 100 appartenaient à l'État, 1,9 pour 100 aux apanages, 2,2 pour 100 à l'Église, 23,8 pour 100 aux propriétaires, 33,6 pour 100 aux paysans, comme terres données par les ukaz de 1858 et 1861. La part des paysans était de 143 millions d'hectares, dont 127 seulement étaient utilisables. En 1900, le sol soumis à l'impôt foncier (mais ce sol seulement) était de 346 millions d'hectares, dont 102 à l'État ou aux apanages, 122 aux paysans (en vertu de l'ukaz) et 111 aux propriétaires, sur lesquels 111 millions, 21 millions étaient la propriété individuelle de paysans. Le régime de la propriété collective

L'émancipation des serfs, qui ruina la noblesse, la rendit si hostile au gouvernement qu'en 1881 on devait lui attribuer (à tort du reste) l'assas-

prédominait (dans la proportion moyenne de 84,6 pour 100) dans les 30 gouvernements de la Grande Russie; dans le reste de la Russie la propriété paysanne était individuelle ou plutôt familiale, car la propriété ne pouvait pas être vendue sans l'autorisation du *mir*; le partage entre les frères n'était permis que pour une partie de la propriété et encore dans des conditions compliquées; à défaut d'héritiers *ab intestat*, le domaine faisait retour au *mir*.

Dans un mémoire adressé au tsar en 1898 M. de Vitte, alors ministre des Finances, s'exprimait ainsi :

« ...L'empereur Alexandre libéra les serfs, mais il n'organisa pas leur vie d'après une ferme base législative... Ce devoir est imparti à V. M. I. Il peut et doit être achevé. Autrement, les progrès de la grandeur russe seraient enrayés. V. M. a 130 millions de sujets. Notre budget, avant l'émancipation, atteignait 350 millions de roubles. L'émancipation nous permit de le porter à 1 400 millions. D'après la proportion de notre population, nous pourrions avoir un budget de 4 200 millions, si nous étions aussi riches que la France... Pourquoi le rendement de nos impôts est-il si bas? Principalement à cause de l'état lamentable de nos paysans. Le paysan fut affranchi du propriétaire terrien... Mais il est encore esclave de la communauté, représentée par les assemblées du *mir* et aussi par cette hiérarchie de petits fonctionnaires qui accablent l'administration rurale. Les droits du paysan et ses obligations ne sont pas clairement définis par la loi... On fouette encore les paysans, et cela s'exécute d'après les décisions de pouvoirs comme ceux du tribunal du *volost* (district rural)... Le paysan a reçu la terre. Mais son droit sur elle n'est pas clairement défini par la loi. Partout où prévaut le régime communal de la propriété, il ne peut même pas savoir où se trouve son lopin de terre. Les droits d'héritage sont réglés par de vagues coutumes... Les droits familiaux des paysans sont restés complètement négligés par la loi... Le paysan ne fut donc que très légèrement touché par la réforme légale de l'empereur Alexandre II. La justice lui est rendue, non pas par les tribunaux ordinaires du pays, mais par

sinat du tsar. Elle prit aussi en haine le libéralisme, qu'elle avait acclamé en 1855. La révolte de la Pologne en 1863 acheva de la rendre réactionnaire et nationaliste; l'influence de Hertsen, que ses attaches révolutionnaires forcèrent de soutenir les Polonais, disparut brusquement. Les conseillers du tsar commencèrent de regretter leurs réformes (1). Dès 1865 on restreignit les pou-

les tribunaux ruraux qui lui sont spéciaux, qui rendent la justice d'après un certain droit coutumier ou, pour mieux dire, d'après l'arbitraire. La levée des impôts n'est pas mieux organisée. Elle est gouvernée par la volonté capricieuse d'une administration locale... Le principe de la responsabilité mutuelle à l'égard de l'impôt rend chaque paysan responsable envers la communauté tout entière, et le résultat qui en découle est sa complète irresponsabilité. Les *zemstvo* taxent les paysans à leur discrétion... L'arbitraire et la confusion prévalent aussi dans la perception des droits du *mir*... Que dirai-je de l'éducation populaire? Ce n'est un secret pour personne qu'elle demeure à l'état embryonnaire et, qu'à ce point de vue, nous sommes au-dessous non seulement de beaucoup de pays européens, mais même d'États asiatiques ou transatlantiques. »

M. de Vitte concluait ainsi : « Cette condition de la classe paysanne est la cause fondamentale du phénomène social morbide qui se présente toujours dans la vie de notre pays... La racine du mal n'est donc pas la crise terrienne, ou ces migrations incohérentes, ou l'accroissement du budget, mais plutôt la confusion et le désordre qui prévalent dans la vie journalière des masses paysannes... En un mot, Sire, c'est ma conviction profonde que le problème paysan est à présent le problème vital de notre existence. » *Mémoires du comte Witte (1849-1915)*, trad. de François Rousseau (Plon, 1921), p. 187.

(1) En 1861, le ministère de l'Instruction publique avait été confié à l'amiral Putiatin; ses tendances réactionnaires parurent exagérées. Le comte Golovnin († 1886), plus libéral, le remplaça en 1862; il ne put se maintenir plus de quatre ans; de 1866 à 1880, le comte Dmitry Tolstoy (1823-1882) devait s'op-

voirs du jury et du zemtsvo. Puis les déportations sans jugement recommencèrent (elles auraient été de 16 000 à 20 000 par an vers 1870).

Un grand changement s'était, en effet, produit dans les classes qui avaient reçu de l'instruction; elles ne se composaient plus exclusivement de nobles et de fonctionnaires; avec le développement de la richesse et de la civilisation, il s'était formé une bourgeoisie; du peuple même des villes sortaient des hommes énergiques et intelligents, qui parvenaient à s'instruire dans les Universités ou par leurs propres forces, et qui cherchaient à se faire une situation au barreau, dans la science ou dans la littérature. Pour quelques-uns qui réussissaient, des milliers restaient inconnus et misérables; ils accusaient de leur sort le gouvernement et la société. Sous Nicolas, les étudiants n'avaient à leur disposition que peu de livres et la plupart corrigés par la censure. Brusquement, en 1857, tous les livres européens entrèrent pêle-mêle. C'était l'époque où l'échec de la révolution de 1848, le mépris de l'idéalisme romantique, les progrès des sciences, l'enrichissement général avaient répandu le matérialisme dans l'Europe entière. Tout préparait la diffusion du matérialisme en Russie : le caractère national, le goût des Russes pour les sciences, le fait qu'elles n'exigent pas d'un peuple une préparation aussi longue que les arts et les lettres; il est d'ailleurs plus facile de

poser dans l'Instruction publique à toute liberté et à tout progrès.

recevoir de l'étranger la culture scientifique, qui n'est d'aucun pays, qu'une culture morale ou philosophique qui tient toujours de près au milieu où elle s'est créée. En outre le gouvernement, qui considérait tous les ouvrages de littérature et de philosophie comme révolutionnaires, détournait les étudiants des lettres pour les attirer dans les facultés scientifiques, surtout celles dont l'enseignement était professionnel (1).

(1) En 1902 on devait compter en Russie plus de 16 000 étudiants dans les facultés de droit, de médecine, de physique et de chimie contre 1 190 dans la faculté d'histoire et de philologie, où étaient comprises les lettres et la philosophie.

Il y avait huit universités : Petrograd, Moscou, Kharkov, Kazan, Kiev, Odessa, Dorpat (Yurev), Varsovie, Tomsk (1888). Les principaux mathématiciens russes du milieu du dix-neuvième siècle furent Simonov ; Lobachevsky (1793-1856), fondateur, avec l'Allemand Gauss (1777-1855) et le Hongrois Bolyai (1802-60), de la géométrie non-euclidienne, qui n'admet pas de parallèles ; Ostrogradsky ; Chebishev (1821-1894), le fondateur de la théorie des nombres ; d'autres plus jeunes, déjà professeurs ou encore étudiants, comme Bunyakovsky. La botanique eut Tsienkovsky, Turcharninov, Maximovich, Bunge (1803-1890), qui fit de grands voyages en Asie. La zoologie : Baer ; Brandt (1802-1879), auteur de *la Zoologie médicale* et de travaux sur les cétacés fossiles ; Middendorf (1815-1894), l'explorateur de la Sibérie ; Mechnikov (1845-1916), qui enseignait alors à Odessa (1870) ; Alexandre (1840-1901) et Voldemar (1843-1883) Kovalevsky. La géologie et la minéralogie : Sokolov, Kutorga, Kocharov, Inostrantsev, Schurovsky, Dokuchaev. La chimie : Mendeleev (1834-1907), professeur à Petrograd en 1863, l'auteur du *Système périodique des éléments* (1869), qui a renouvelé la chimie en montrant que presque toutes les propriétés des éléments sont des fonctions périodiques de leurs poids atomiques. La médecine : le chirurgien Pirogov (1810-1881), l'auteur de *l'Anatomie topographique* (1859) et de nombreux ouvrages sur la chirurgie de guerre.

Cet enseignement, exclusivement scientifique, avait déjà donné à la Russie des savants égaux à ceux de l'Europe, mais il avait préparé les jeunes gens à accepter et même à exagérer le matérialisme étroit de Büchner et de Moleschott, comme, plus tard, le transformisme de Darwin et de Hæckel; ils tenaient les lois et les assertions de la science d'alors pour absolues; ils estimaient nécessaire de supprimer toutes les règles, toutes les coutumes séculaires et de reconstituer l'État et la société sur une base scientifique. Sans doute, on retrouvait quelque chose de cet esprit dans l'Europe entière, mais en Russie il semblait naturel de recommencer l'œuvre de Pierre le Grand et, comme les masses paraissaient sans civilisation, on pensait leur en créer une et la leur imposer. Turgenev a peint cette génération dans *Pères et Fils* (1861) et il lui a donné le nom de nihiliste. Un jeune positiviste, Arkady Kirsanov, appelle nihiliste un homme qui ne s'incline devant aucune autorité, qui n'accepte aucun principe par foi, de quelque respect que soit entouré ce principe; Bazarov, le principal personnage du livre, est plus explicite : « Nous agissons conformément à ce que nous reconnaissons utile. Pour le moment, l'utile, c'est la négation de tout. Nous nions... D'abord il faut nettoyer la place (1). »

Ce matérialisme nihiliste gagna bientôt les femmes qui se montrèrent avides d'acquérir l'ins-

(1) *Otsî i Dyeti*, TURGENEV, œuvres complètes, t. II, p. 26 et 57.

truction si longtemps refusée. On vit apparaître le type de l'étudiante portant lunettes, aux cheveux courts, aux manières brusques, aux vêtements de coupe masculine. D'ailleurs, dans tous les partis, les Russes instruites prirent une grande influence, elles sauvegardaient mieux l'indépendance de leur esprit et de leur caractère que les hommes cultivés, dont la plupart étaient fonctionnaires (1).

Le nihilisme théorique était dangereux pour des étudiants exposés aux tentations de l'ambition, des plaisirs et de la misère. Dans *Crime et Châtiment* (1866), Dostoevsky a peint le Petrograd de cette époque. Raskolnikov met en pratique les principes qu'a posés Bazarov; il divise les hommes en deux catégories, les faibles et les forts, qui se reconnaissent à ceci : que les premiers admettent et que les derniers n'admettent pas la morale. Tous les personnages du livre ont d'ailleurs le scepticisme de cette génération, il n'en est aucun à qui le crime de Raskolnikov fasse horreur; ses parents, ses amis cherchent à le sauver; le commissaire de police et le juge d'instruction éprouvent de la sympathie pour lui et s'emploient à lui faire obtenir des circonstances atténuantes.

Tolstoy (1828-1910), qui, dans la première partie

(1) Quelques femmes se sont distinguées dans la littérature comme Nadejda Khovoschinskaya (Krestovskaya (1825-1889), V. J. Dmitrieva, Olga Shapir, Marie Krestovskaya. Mais, au contraire des femmes européennes, la plupart des Russes instruites ont préféré les sciences aux lettres et aux arts, et plusieurs s'y sont fait un grand nom, comme Mme Valdemar Kovalevsky, née Korvin (Corvin) Krukovskaya (1850-1891).

de sa carrière, a peint le nihilisme des hautes classes, où la lutte pour la vie est moins âpre, où une plus grande place est faite aux amusements et à la fantaisie, où la politesse dissimule partiellement les convoitises et les haines, a donné dans *Guerre et Paix* (*Voyna i mir*) (1) sa conception nihiliste de l'histoire; on y voit les effets du matérialisme sur un peuple chez qui l'absolutisme et la demi-barbarie des masses avaient conservé le fatalisme oriental. De tous temps les paysans russes, misérables et opprimés, ont cru à la fin prochaine du monde; les classes cultivées s'étaient affranchies de cette hantise sous l'influence de l'Occident, mais quelque chose leur en revint quand, après l'isolement du règne de Nicolas, Alexandre II rouvrit la frontière, et qu'elles comparèrent les foules russes à celles de la France et de l'Angleterre; beaucoup comprirent que, si la Russie ne pouvait plus s'isoler de l'Europe, dont la civilisation la pénétrait malgré elle, l'opposition entre l'Europe et la Russie augmenterait constamment et amènerait un bouleversement en Russie; ils comprirent aussi que le tsarisme était condamné, mais que sa ruine entraînerait la ruine du pays tout entier. Dostoevsky écrivait : « La future conception personnelle de la Russie n'est pas encore née, mais la terre en est grosse; quand elle accouchera, ce sera dans des maux formidables. » Or, de cette Europe, qu'ils jugeaient si

(1) *Mir*, paix, s'écrit en russe par un *eta* grec; *mir*, conseil de village, par un *i*.

heureuse quand ils la comparaient à leur pays, les Russes recevaient le pessimisme en même temps que le matérialisme; il les séduisit d'autant plus que Schopenhauer et Hartmann lui donnaient un caractère oriental; il les séduisit au point qu'ils le mirent en pratique. Hartmann divisait l'histoire du monde en quatre périodes : celle où les hommes ont cherché le bonheur dans cette vie; celle où les hommes l'ont cherché dans une autre vie; celle où les hommes, renonçant au bonheur pour eux-mêmes, ont voulu préparer le bonheur de l'humanité future; celle où les hommes comprendront que le bonheur n'existe pas et que le salut de la race humaine est l'anéantissement (1). De pareilles doctrines, inoffensives en Allemagne, où elles restaient spéculatives, ne l'étaient pas chez un peuple inculte et malheureux, où des milliers de gens se flagellaient, se mutilaient, s'enteraient vivants, où, sous l'inspiration de Hartmann, Tolstoy devait écrire la *Sonate à Kreutzner* avec la foi d'un apôtre. Petit à petit, le nihilisme qu'avait peint Turgenev se transforma en nihilisme véritable; comme le raskol, il crut à la fin du monde,

(1) *Philosophie des Unbewussten* (1869). C. XIII, XIV. La conclusion est d'ailleurs assez vague, puisqu'après avoir admis le dégoût général de la volonté et de l'existence, Hartmann dit : « La troisième condition est une communication suffisante de la population de la terre pour permettre (*l'établissement de relations suffisantes entre les habitants de la terre pour leur permettre de prendre*) une décision commune et simultanée. Sur ce point, dont la réalisation ne dépend que du perfectionnement et de l'emploi adroit des inventions techniques, l'imagination peut se donner libre jeu. »

et, jugeant la vie mauvaise, il pensa que d'une manière ou d'une autre il fallait hâter le cataclysme inévitable.

Le nihilisme philosophique devint donc nihilisme politique. Les premiers nihilistes ne professaient pas cependant ces doctrines extrêmes, ils tenaient encore de près aux révolutionnaires de 1848, comme eux épris de liberté, comme eux désireux de tirer le peuple de la misère en s'inspirant d'Owen, de Saint-Simon et de Fourier (1). De pareilles idées semblèrent arriérées à la nouvelle génération, que formait le matérialisme. Par contre, elle accepta entièrement le *Capital* (1867) de Marx, où toute l'économie politique était ramenée à une formule mathématique : c'était bien ainsi que les savants d'alors comprenaient la science, qui ne leur apparaissait pas comme la recherche inlassée d'hypothèses passagères, mais comme la découverte de principes absolus ; c'était bien aussi la conception de la science qu'il fallait à des peuples récemment et sommairement civilisés, on ne pouvait obtenir d'eux la foi enthousiaste et la discipline qu'en leur

(1) Parmi les nihilistes de cette école qui vécurent en Russie, il faut citer le critique d'art Dobrolubov (1836-1861) ; Pisarev († 1872) ; le poète Mikhailov, exilé dès 1861 en Sibérie, où il mourut en 1867. Les sociétés secrètes, qui continuaient la franc-maçonnerie supprimée, se développèrent depuis 1861 et publièrent deux organes clandestins : le *Grand Russe et Pays et Liberté* (*Zemlya i Volya*). Chernishevsky (1828-1889) fonda la *Jeune Russie* ; arrêté en 1862, il écrivit en prison *Que faire ?* (1863), roman fantastique, où il exposait sa conception du nihilisme : c'était celle d'un socialisme humanitaire fondé sur la science ; il resta vingt ans en Sibérie, puis fut exilé à Astrakhan, où il mourut en 1887.

présentant un système simple et soi-disant définitif de réorganisation de la société. Seulement il devait en être en Russie du socialisme allemand ce qu'il en était du pessimisme allemand. Marx concevait sa société communiste comme une société de l'avenir, qui sortirait de la société d'aujourd'hui dans un temps plus ou moins long; d'après lui, elle ne devait pas en détruire la civilisation matérielle et morale, mais, au contraire, la développer en substituant à l'organisation actuelle une organisation imaginée par lui, qu'il présentait comme supérieure. En Russie, où quarante millions de paysans ne connaissaient que la propriété collective du *mir*, on ne comprit pas le communisme comme un état de société à créer dans l'avenir, mais comme le retour général au communisme primitif qui persistait chez les paysans. Et, pour y revenir, il parut plus simple de détruire révolutionnairement la société plus développée que l'influence de l'Europe avait créée dans les hautes classes et les classes moyennes. Ce sont ces idées que devaient défendre les journaux secrets des deux partis nihilistes : la *Volonté populaire* et le *Partage noir* et les innombrables tracts que ne cessaient de répandre leurs imprimeries (1).

(1) L'imprimerie clandestine du *Partage Noir* (*Chërný Pere-dyel*) fut saisie par la police en janvier 1880. La *Volonté Populaire* (*Narodnaya Volya*) continua de paraître. Les conspirations des nihilistes, la vie dans les prisons et les lieux d'exil jusqu'en 1885 ont été décrits dans *la Russie Souterraine* (1885), *le Tzarisme et la Révolution* (1886), *la Russie sous les Tzars* (1887) de STEPNIAK (pseudonyme de Serge Kravchinsky, qu'on a donné comme l'un des meurtriers du général Mezentsev).

Nihilistes désireux d'établir une société nouvelle par la destruction totale de la société existante et nihilistes pessimistes ou néroniens ne voyant d'autre salut pour l'humanité que le néant, se trouvaient d'accord pour s'imposer au gouvernement et aux masses par le terrorisme. Le premier attentat proprement nihiliste se produisit le 16 avril 1866 : Karakosov tenta d'assassiner le tsar. En 1869, les nihilistes tinrent un congrès à Bâle. Dans son roman des *Démons* (*Byesî*) (1871), Dostoievsky a raconté ces premiers efforts des nihilistes : c'est un pamphlet, qui, admirablement dramatique dans de certaines parties, a dans d'autres le tort de tourner à la caricature ; l'auteur, qui souffrait de l'épilepsie, y a mis trop de malades et de fous. Cependant *les Démons* font comprendre la manière dont les premiers nihilistes opéraient dans les villes de province : ils y commettaient des crimes qui, pris isolément, semblent sans but, mais dont la multiplicité affolait la population, lui faisait croire les nihilistes très nombreux, très puissants et la révolution prochaine. Dostoievsky a d'ailleurs bien caractérisé les différents types de nihilistes qu'on rencontrait alors dans les milieux provinciaux : Pêtr (1) Stepanovich Verkhovensky est l'aventurier cosmopolite qui vit aux dépens de l'association, commande en despote à des affiliés,

(1) Pêtr se prononce Pyotr. Ce personnage semble un portrait de Rechaev, disciple de Bakunin et propagateur de la *Pandestruction* ; poursuivi pour meurtre en 1869-71 (procès des 87), il s'enfuit à l'étranger, fut livré à la Russie (1872) et mourut après vingt ans d'emprisonnement.

qu'il méprise et laisse dans l'ignorance, mais qui a une certaine foi vague dans le progrès de l'humanité; Erkel est un jeune officier naïf, honnête, calme et fanatique; l'Israélite Lemshin a l'horreur d'un État qui persécute ses coreligionnaires, mais une grande aversion pour les dangers des conspirations et les violences des révolutions; Krilov est un fou, Shatov un demi-fou mystique, qui a passé du nihilisme au panslavisme.

Pendant une dizaine d'années, les terroristes ne furent pas nombreux, les nihilistes théoriciens ne l'étaient pas beaucoup plus, mais ils trouvaient des alliés secrets, au besoin des complices chez les étudiants et même les professeurs des Universités, les nobles ruinés, les bourgeois avides de réformes, les ouvriers et les pauvres des villes, les paysans mécontents, les *raskolniki* habitués à toujours conspirer. D'innombrables gens, qui auraient combattu les nihilistes s'ils les avaient crus assez forts pour bouleverser la société, les voyaient sans horreur commettre des attentats sur des fonctionnaires détestés.

Le nihilisme suscita pourtant une violente opposition des slavophiles. Dostoievsky, alors le plus populaire des écrivains russes, embrassa leurs doctrines. Sa captivité en Sibérie, les souffrances qu'il décrit dans les *Mémoires d'une maison morte* (*Zapiski uz mertvago doma*) (1861-1862) (1), l'intimité où il avait été forcé d'y vivre avec des

(1) Trad. franç. de M. Neyroud (Plon). *Souvenirs de la Maison des Morts*.

criminels de droit commun appartenant à toutes les races, à toutes les régions et à toutes les classes, lui avait montré combien les milieux littéraires cosmopolites qu'il fréquentait à Pétersbourg comprenaient mal les sentiments et le caractère des masses russes. Comme les Vieux Russes et les Slavophiles, il pensait que la civilisation russe devait être exclusivement russe. Il en vint même à rédiger leur programme. Voici comment Shatov l'expose dans *les Démons* :

Aucun peuple ne s'est encore fondé sur les bases de la science et de la raison. Le socialisme doit être athéisme de par sa nature même... il prétend se fonder exclusivement sur la science et sur la raison. Mais la raison et la science n'ont jamais joué dans la vie des peuples qu'un rôle secondaire et subordonné, et cela s'accomplira ainsi jusqu'à la fin des temps. Les peuples se forment et se meuvent par une autre force, une force impérieuse, dominatrice, mais l'origine de cette force reste inconnue et inexplicable. Cette force est la force du désir insatiable d'aboutir à une fin, avec la négation qu'il existe une fin;... l'esprit de la vie; comme dit l'Écriture : « les fleuves d'eau vive » qui [peuvent] tarir suivant la menace de l'Apocalypse. Un but esthétique, comme disent les philosophes, un but moral, comme ils l'identifient. La recherche de Dieu, comme je l'appelle, moi, de la manière la plus simple. Le but de tout mouvement populaire chez chaque peuple et à chaque période de son existence est uniquement la recherche de Dieu, de son Dieu absolument propre et la foi en Lui comme au seul vrai. Dieu est la personnalité synthétique de tout peuple pris de son commencement à sa fin. Jamais il ne s'est encore [produit] que tous les peuples ou beaucoup de peuples aient eu un Dieu commun, mais toujours chacun d'eux [a eu

son Dieu] particulier. C'est la preuve de la dissolution des nationalités quand les dieux commencent de devenir communs. Quand les dieux deviennent communs, les dieux meurent, et la foi en eux, et les peuples en même temps. Plus un peuple est fort, plus son Dieu est particulier. Jamais il n'y a eu encore de peuple sans religion, c'est-à-dire sans sa conception du mal et du bien. Chaque peuple a sa conception personnelle du mal et du bien et son mal et son bien personnels. Quand les conceptions du mal et du bien commencent de devenir communes à beaucoup de peuples, alors les peuples dépérissent et alors la différence même entre le mal et le bien commence de s'effacer et de disparaître... J'élève le peuple jusqu'à Dieu. Le peuple — c'est le corps de Dieu... Tout peuple ne reste un peuple qu'aussi longtemps qu'il a son Dieu personnel et exclut, sans aucune conciliation, tous les autres dieux du monde. L'unique peuple [qui porte] encore Dieu en lui (*bogonosets*), c'est le peuple russe (1).

Sans doute Dostoevsky, qui avait conservé les passions d'un révolutionnaire, ne voulait pas qu'on le confondît avec les réactionnaires, mais, dans son amour du peuple, il en était arrivé à les servir mieux qu'ils ne se servaient eux-mêmes. Pour lui, l'ennemi de la société cosmopolite ou même de toute société riche et cultivée, le peuple ne valait que parce qu'il était le peuple, que la fausse science et la fausse littérature n'obscurcissaient passon jugement, que son manque de civili-

(1) *Byesî* (II, 1, 7). DOSTOEVSKY. OEuvres complètes, VII, p. 232.

sation le laissait près de la nature, que la misère et la souffrance lui enseignaient le courage, le travail, la résignation et la pitié : instruire le peuple, l'éduquer, lui donner le bien-être, c'était lui enlever, avec tout ce qui le faisait vraiment peuple, tout ce qui le faisait vraiment bon.

Ceux des Slavophiles qui appartenaient à l'entourage d'Alexandre II s'intéressaient aussi au peuple ou du moins aux paysans, considérés comme les véritables gardiens de la civilisation russe : Koshelev, Samarin, Nicolas Milyutin, le prince Vladimir Cherkasky avaient été ses principaux conseillers dans l'émancipation des serfs, ceux qui l'avaient persuadé de donner des terres aux paysans. Dans la suite, ils retournèrent aux anciennes traditions du panslavisme et demandèrent la libération des Slaves d'Autriche et de Turquie comme le plus sûr préservatif contre le nihilisme. Nicolas Danilevsky publia en 1871 : *la Russie et l'Europe*, que les Slavophiles considérèrent comme le meilleur exposé de leurs doctrines. Mais l'homme le plus influent du parti fut Katkov (1820-1887), qui dirigea, de 1856 à 1861, le *Rusky Vyestnik* et, à partir de 1861, le *Journal de Moscou* (*Moskovskiya Vyedomosti*). Ce fut lui qui rédigea le programme du parti slavophile : à l'intérieur, réaction russe contre le libéralisme et le scepticisme de l'Occident, élimination de l'influence allemande et des fonctionnaires d'origine balté, quoique ces fonctionnaires fussent les plus réactionnaires de la Russie ; à l'extérieur, extension par la diplomatie ou par la guerre du pans-

lavisme en Autriche et en Turquie, conquête de l'Asie (1).

(1) Nicolas Milyutin (1818-1872), après avoir été jusqu'en 1863 adjoint au secrétaire d'État de l'Intérieur, Lanskoï, devint le chef du comité d'organisation de la Pologne de 1863 à 1866; il y améliora le sort des paysans, mais il s'occupa surtout de russifier la Pologne en attaquant la noblesse nationaliste et le clergé catholique. Son frère, le comte Milyutin (1816-1912), ministre de la Guerre de 1862 à 1881, créa le service militaire obligatoire. Samarin (1818-1876), qui avait été emprisonné sous Nicolas, donna au slavophilisme une direction nettement anti-allemande dans son livre des *Marches frontières de la Russie (Okraïni Rossii)*, publié à Prague en 1868. Le prince Cherkasky (1821-78) ne cessa de réclamer une politique plus active dans les Balkans, principalement en faveur des Bulgares, dont il devait organiser le pays en 1877. Des fils du premier Aksakov, l'un, Constantin, mourut en 1860, l'autre, Ivan (1823-1886), édita un grand nombre de journaux et de revues slavophiles. Le philologue Leontyev († 1875) fut le collaborateur de Katkov au *Journal de Moscou*. Larmansky (1833-19...) opposa dans son ouvrage : *Recherches historiques sur le monde greco-slave* (1871), les Gréco-Slaves aux Latins-Germains. Valuev (comte Pierre (1814-90), ministre de l'Intérieur (1861), d'abord uni aux Slavophiles, se brouilla ensuite avec eux et fut forcé de quitter le pouvoir; ministre des Domaines (1872), président du conseil (1880), il eut de nouvelles difficultés avec les Slavophiles et se retira en 1881. C'est de cette seconde époque du slavophilisme que datent les œuvres capitales de Khomyakov (*l'Adresse aux Serbes* de 1860 et ses articles de la *Ruskaya Besyeda* (la *Conversation russe*) (dep. 1856). Tous prétendaient unir à la Russie les Slaves d'Autriche et des Balkans, mais, comme le général Kuropatkin l'écrivait plus tard dans ses *Mémoires* (p. 60 de l'édition allemande, la seule complète) en parlant des Slaves d'Autriche : « Ils ne considéreraient pas leur soumission à la Russie comme un progrès, mais comme un recul. »

Parmi les romanciers de cette époque ou postérieurs (sans distinction de partis), il faut citer : Grégoire Danilevsky (1829-90); Goncharov (1813-91) (*Histoire de tous les jours*, *Oblomov*, le

Menacé par les nihilistes, de plus en plus défiant à l'égard des Occidentaux, Alexandre II voulut s'appuyer sur les Slavophiles; il n'accepta pas entièrement leur programme, non plus que leur politique à l'égard de l'Allemagne et de l'Autriche, puisqu'il conclut avec elles la triple alliance impériale (*Dreikaiserbund*), mais il suivit leurs directions en Orient et en Extrême-Orient.

Le règne d'Alexandre fut celui des grandes conquêtes asiatiques. Dans l'extrême Asie, Muravev Amursky (1810-1881) occupa la vallée de l'Amur et la Mandchourie orientale (1848-1858), que la Chine céda par les traité de 1858-1860 et qui devint la province des Côtes, où se bâtit Vladivostok. Dans l'Asie centrale, après la soumission des Kirghiz de la Petite et de la Moyenne Horde, puis celle des Kirghiz de la Grande Horde (1846), ce fut la prise de Tashkend et de Khodjend (1866), de Samarkand (1868); le khanat de Bukhara accepta le protectorat russe en 1868, celui de Khiva fut annexé en 1873; trois ans après, c'était Khokand (1876). Dès 1880 commençait la construction du chemin de fer Transcaspien.

Ce fut aussi sur les conseils des Slavophiles qu'Alexandre II, qui avait recouvré en 1871 le droit d'avoir une flotte de guerre dans la mer Noire, fit la huitième guerre contre la Turquie, en

Précipice (Obrîv); Pisemsky (1820-81); Reshetnikov (1841-71), Uspensky (1840-1902), Krestovsky (1840-95), Akhsharumov (1819-93), Garshin (1855-88), Chekhov (1860-1904), Korolenko (1853), Gorky (1869), Merejkovsky (1855), Andreev (1871-1919).

faveur des Slaves balkaniques révoltés depuis 1876. La guerre de 1877, d'abord malheureuse, aboutit, après la prise de Plevna, à la marche sur Constantinople et à la paix de San-Stefano (3 mars 1878), qui délivrait les Balkans et les plaçait sous l'hégémonie de la Russie. Mais le Congrès de Berlin (juin-juillet 1878) défit l'œuvre de San-Stefano, ne laissant à la Russie qu'une nouvelle partie de l'Arménie avec Kars et la Bessarabie. La Bosnie et l'Herzégovine, pour lesquelles la Russie était entrée en guerre, échurent à l'Autriche ; la Roumanie et la Bulgarie, devenues bientôt hostiles, devaient fermer à la Russie la route de Constantinople.

La guerre exaspéra les nihilistes, dont l'organisation centrale pouvait dès lors envoyer ses ordres à des comités établis dans toute la Russie. Leurs attentats se multiplièrent (1). Alexandre conféra, en août 1880, des pouvoirs dictatoriaux à l'Arménien, comte Loris Melikov (1826-1888), qui avait fait sa carrière en Asie dans les guerres contre les Turcs : le 24 février 1880, Melikov devint chef de la Commission exécutive chargée de réprimer le nihilisme ; au mois d'août 1880, il obtint le ministère

(1) En 1877, une conspiration fut découverte. Le 5 février 1878, Vera Sasulich tenta d'assassiner le général Trepov ; elle fut acquittée le 11 avril par le jury ; un ukaz retira au jury le jugement des crimes politiques. Ce furent ensuite l'assassinat du général de gendarmerie Mezentsev (16 août 1878), du prince Krapotkin, gouverneur de Kharkov (21 février 1879), un attentat contre le tsar (14 avril 1879), un autre contre le train impérial se rendant de Livadia à Moscou (1^{er} décembre 1879), l'explosion du Palais d'Hiver (17 février 1880).

de l'Intérieur. C'était un véritable Asiatique : tout en opposant la terreur à la terreur, il cherchait à négocier ; il obtint du tsar la promesse de transformer le Conseil de l'Empire en une assemblée de notables, qui devait être convoquée le 29 avril 1881. Dès le 13 mars 1881, Alexandre était tué par l'explosion d'une bombe (1).

Ainsi périt ce souverain, noble et bon, qui avait essayé de reprendre la politique de progrès de Catherine et d'Alexandre I^{er}. Sa mort tragique devait faire regarder par la cour et le gouvernement ses réformes comme la cause des maux de la Russie. Dans les pièces officielles, on ne devait plus parler du règne d'Alexandre que comme de la période des aberrations libérales (Vitte, p. 188).

VI

Ce qu'on entendait par *aberrations libérales*, c'était, de fait, le régime politique et social de l'Europe. Si le nombre des Russes cosmopolites augmentait, tous les Russes de Russie reconnaissent en 1881 que la civilisation européenne ne pouvait pas être imposée telle quelle à la Russie

(1) En réalité, c'est seulement par un souvenir de la Révolution française qu'on parlait d'une Assemblée de notables. Le projet présenté par Melikov en février 1881 comportait la discussion par le Sénat, puis par les différents ministères, de réformes qui seraient soumises à un conseil, où les assemblées de la noblesse, les *zemstva* et les municipalités enverraient des représentants, à titre purement consultatif. L'édit de convocation devait, dit-on, paraître le 14/2 mars.

et qu'à la période d'influence occidentale, qui venait de finir, devait succéder une période de réaction russe; l'usage du russe avait remplacé même dans les salons celui du français. Mais pour comprendre les efforts du gouvernement et des partis il faut voir ce qu'était devenu le peuple.

L'immense majorité de la population se composait de paysans; à la fin du dix-neuvième siècle, 13 pour 100 seulement des habitants vivaient dans les villes, plus de 80 pour 100 cultivaient la terre. L'ignorance était générale; en 1894, sur 1 000 recrues, 617 étaient dépourvues de toute instruction; celles qui avaient quelque instruction provenaient en grande majorité des provinces baltiques (où 70 pour 100 de la population savaient lire et écrire), de la Pologne ou des colonies juives. La consommation de l'alcool était de 5,1 litres d'alcool pur par an et par habitant (on trouvait dans d'autres pays des chiffres plus élevés mais ils étaient riches et la Russie était pauvre). La constitution patriarcale de la famille disparaissait depuis l'émancipation (1).

L'état moral du peuple empirait. L'autocratie avait fait considérer tous les crimes comme de simples offenses au gouvernement et le gouvernement tenait un délit politique ou une insulte à un fonctionnaire pour des offenses plus graves qu'un assassinat : les crimes politiques, dont l'instruc-

(1) Le nombre des cours (ou feux) (*dvori*) s'était accru de 25 à 30 pour 100, il n'y avait plus en moyenne que 7 ou 8 âmes par *dvor*, c'est-à-dire une seule famille. (LEROY-BEAULIEU, I, p. 503.)

tion se faisait d'une manière arbitraire (1), étaient punis de la pendaison; les crimes de droit commun étaient punis de la déportation en Sibérie, où, après quelques années de bagne, les forçats devenaient des colons. Aussi les crimes de sang ne suscitaient-ils aucune horreur (2). Dans *la Maison morte*, qui décrit les prisons à la fin du règne de Nicolas, un forçat, condamné au bagne à perpétuité, raconte qu'il a commis un assassinat; on lui dit: « Tu ne peux pas avoir encouru une peine aussi grave pour un simple assassinat. » Il avoue que c'est pour avoir insulté le juge. On retrouve cette mentalité dans *Crime et châtiment*, qui peint la société du temps d'Alexandre II. Dans le récit qu'il a donné de son enfance (3), Gorky raconte la vie des classes moyennes de Nijni-Novgorod de 1874 à 1881. La cruauté s'y mêle étrangement à la pitié et à la charité, la corruption à des restes d'organisation patriarcale; l'usage de la verge est constant et général; un attentat contre la vie humaine n'inspire aucune réprobation: un des oncles de Gorky tue sa femme à force de la battre, un autre met le feu à la maison familiale; Gorky trouve sa mère à genoux devant son beau-

(1) Voir ce que dit *Stepniak* de certaines instructions qui durèrent des années et des moyens employés pour forcer les détenus à dénoncer leurs complices.

(2) Les paysans n'avaient pas la même indulgence pour les coupables d'assassinat ou de vol qu'ils prenaient, jugeaient et condamnaient eux-mêmes (quelquefois à mort); seuls les criminels condamnés par les tribunaux du gouvernement, même avec l'aide d'un jury, étaient des malheureux.

(3) *Ma Vie d'Enfant*, trad. Serge Persky.

père, un ancien officier, qui lui donne des coups de botte dans les seins; Gorky nous dit que cette vue lui inspira de l'horreur, mais que plus tard il apprit à aimer son beau-père, qui le méritait par ses bonnes qualités.

Dostoevsky et Tolstoy ont beaucoup insisté sur la religion des masses russes; mais le livre de Gorky nous montre qu'il s'agissait surtout de la pratique routinière de rites anciens, dont le sens s'était perdu, d'un culte presque païen rendu aux icones et d'innombrables superstitions.

M. de Vitte écrit dans ses *Mémoires* (p. 198) :

A mon avis le plus grand danger qui regarde la Russie est la décadence de l'Église officielle et l'extinction dans le peuple de l'esprit religieux... Notre Église est malheureusement morte depuis longtemps. C'est une institution hureaucratique et nos prêtres ne servent pas le Dieu supérieur d'une orthodoxie élevée, mais les dieux charnels du paganisme. Graduellement, nous devenons moins chrétiens que les membres de toute autre Église chrétienne.

Ce qui restait de religion dans le peuple venait du raskol. A la fin du dix-neuvième siècle, on estimait le nombre des dissidents à 14 millions, mais ils étaient de fait plus nombreux, car beaucoup étaient trop timides pour se mettre en opposition ouverte avec l'Église d'État (1). Nicolas traitait

(1) Les chiffres officiels diffèrent sensiblement. Le recensement de 1897 tenait la plupart des raskolniki pour des *edinyvertsî* et donnait 87 millions d'orthodoxes et de *edinyvertsî*, ce qui permettait de réduire le nombre des raskolniki à 2,2 mil-

les raskolniki comme des criminels de droit commun, il tenait leurs mariages pour nuls, leurs enfants comme naturels et n'ayant pas droit à l'héritage paternel. Cependant les popovtsi réussirent, en 1846, à se créer un épiscopat; puis, pour éviter les persécutions, un grand nombre accepta les prêtres de l'Église officielle à la condition qu'ils se servissent des vieux livres non révisés par Nikon, ces raskolniki ralliés portaient le nom de *edinovyertsî*. Alexandre II ne considéra plus comme criminels de droit commun ceux qui avaient toujours pratiqué le raskol, mais il continua de traiter comme tels les orthodoxes qui s'y convertissaient; l'ukaz du 1^{er} mai 1874 reconnut comme légitimes les mariages des raskolniki, qui les faisaient inscrire sur des registres spéciaux.

Toutes les anciennes sectes subsistaient; on continuait de voir des flagellants, des eunuques, des muets, des fous ou *yurodivie* (ascètes mendiants). Les membres de la *khristovschina* continuaient d'élire parmi eux des hommes qui représentaient le Christ et les Apôtres, une femme qui représentait la Vierge, et à leur rendre un culte. Dostoevsky montre dans *la Maison morte* un *raskolnik* du vieux type; c'est un riche marchand scrupuleusement honnête, bon père de famille, excellent chrétien, qui a été condamné aux travaux forcés pour avoir mis le feu à une église officielle.

lions. Il ne mentionnait pas les adhérents des sectes n'appartenant pas au raskol pur. Lois plus clémentes (1883, 1884).

Les superstitions du moyen âge n'avaient pas disparu. Turgenev les a peintes avec une poésie romantique dans les *Récits d'un chasseur*. Il nous décrit ainsi dans *Pères et fils* Mme Bazarov, femme d'un médecin militaire et mère de l'étudiant nihiliste, c'est une orthodoxe, mais elle a les superstitions du raskol.

Arina Vlasevna était la vraie petite noble (*dvoryanochka*) russe du vieux temps... Elle croyait à tous les présages, à toutes les prédictions... aux songes, aux *yurodivie*, aux esprits des maisons et des bois, aux rencontres qui portent malheur, au mauvais œil..., à la fin prochaine du monde...; elle croyait que le diable aime à être là où il y a de l'eau..., elle regardait le grillon et les chiens comme des animaux impurs, ne mangeait pas de veau, de pigeon, d'écrevisses, de fromage, etc. (1).

L'influence occidentale avait cependant pénétré dans le *raskol*, c'était par le protestantisme, resté prépondérant dans les provinces baltiques. Les membres des sectes qui s'en inspiraient portaient le nom général de chrétiens spiritualistes (*dukhovnie*). Le *raskol* avait en effet des principes communs avec les sectes protestantes extrêmes : l'absence de clergé, l'attente de la fin prochaine du monde, la croyance à l'illumination intérieure par l'esprit divin, une sorte d'organisation républicaine (2).

(1) TURGENEV, II, p. 139. Le *domovoy* est le génie d'une maison; c'est à son *domovoy* que la grand'mère de Gorky (dans *Ma vie d'enfant*) offre une vieille pantoufle. Les génies des bois sont les *lyeshie*.

(2) Les *Dukhobortsî*, négateurs de la divinité du Saint-Esprit,

Toutes les sectes, y compris le *raskol* pur, formaient autant de sociétés secrètes en opposition avec l'Église et le gouvernement, elles refusaient

fondés au dix-huitième siècle, s'organisèrent vers 1800 sous la direction d'Ivan Kapustin; fanatiques, ils rejettent les sacrements, n'ont ni culte ni prêtres, nient la Trinité et la divinité du Christ, refusent de prêter serment et de faire le service militaire; Alexandre I^{er} les établit au nord de la mer d'Azov; Nicolas les transporta en Transcaucasie (on en trouve pourtant encore dans la Russie méridionale); en 1900, beaucoup émigrèrent au Canada, qu'ils abandonnèrent en 1908, après un conflit avec les autorités. La secte nombreuse des *Molokani* ou *Molokane* (buveurs de lait, qui permettent l'usage du lait les jours de jeûne) remonte aussi au dix huitième siècle, mais elle ne s'est développée qu'au dix-neuvième dans le bassin de la Volga, où elle a formé des communautés travailleuses et paisibles; elle interprète les dogmes du christianisme dans un sens symbolique. Les *Stundisti* se constituèrent en 1860, dans la région d'Odessa, sur le modèle de la secte protestante allemande des *Stundenteute*, mais une partie a fait scission pour s'inspirer des baptistes (1869). Les *Stundisti*, qui ont rompu avec l'Église officielle en 1874, comptaient deux millions de fidèles au début du vingtième siècle; ils rejettent le sacerdoce et les cérémonies religieuses, ils n'admettent que l'illumination intérieure par la grâce divine. En 1880, le paysan Sutaev fonda une secte d'amour mutuel et de mise en commun des biens, que Tolstoy a rendue célèbre. Sutaev était un mujik illettré de la province de Tver, qui se rendit à Petrograd pour y gagner sa vie comme maçon. De tendances religieuses, il s'adressa aux popes pour éclaircir certains doutes qui le troublaient. N'en ayant rien obtenu, il apprit à lire, acheta l'Évangile et se mit à le méditer. De retour dans son village, il y fonda la secte communiste et mystique des *Sutaevtsi*, auxquels il donna un évangile composé par lui et appelé de son nom *Évangile de Sutaev*; sa religion n'avait qu'un dogme, l'amour du prochain. « Partout, disait-il, où était l'amour, Dieu aussi était présent. » Il repoussa d'abord la religion officielle, baptisant, mariant et enterrant lui-même ses enfants; puis il rejeta tous les dogmes, particulièrement ceux du diable et de l'enfer, enseigna qu'on doit s'occuper le moins possible de la vie

le paiement de l'impôt et le service militaire, cachaient leurs affiliés, les faisaient passer d'une province à une autre ou même sortir de Russie en

future pour se donner tout entier à celle-ci. Pour lui le plus grand péché était la propriété individuelle; il disait que la terre, d'où proviennent tous les biens, est à Dieu, que par suite elle est à tous; la propriété était, selon lui, la cause de tous les maux, entre autres de la guerre, contre laquelle il ne cessait de prêcher. Il poussait si loin son idée du communisme qu'il fit relâcher une paysanne qui l'avait volé en disant aux villageois qui l'avaient arrêtée : « Ne jugez pas et vous ne serez pas jugés. Donnez-lui à manger et laissez-la partir à la grâce de Dieu. » C'est en apprenant cet acte de Sutaev que Tolstoy se convertit à ses doctrines.

Tandis que ces sectes mystiques préparaient la révolution à leur manière, les sectes violentes l'avaient déjà déclarée. Des milliers de Russes, méprisant les propres couvents des sectaires (*skiti*), fuyaient dans la steppe, dans les forêts, ou dans les montagnes pour y vivre en dehors de toute loi; ils n'admettaient pas même la famille; les uns condamnaient tout contact sexuel (comme l'ont fait longtemps les *sheloputi*, une secte communiste fondée vers 1860, mais industrielle et pacifique), les autres avaient leurs femmes et leurs enfants en commun; ceux-ci se condamnaient à d'affreuses mortifications, ceux-là s'abandonnaient à l'ivresse et à la débauche. C'étaient les *byegunî* ou fuyards; les *molchalniki*, les muets, qui ne se départaient jamais du silence, même devant les tribunaux qui les jugeaient, même quand la police les punissait avec des verges; les *prîgunî*, qui sautaient et dansaient jusqu'à tomber d'épuisement; les *nemoliakhi*, qui condamnaient toute prière; les *négateurs*, qui niaient tout, la religion, l'État, la famille, la morale. Pour les millions de Russes du *raskol* et des sectes, la fin du monde était proche, le tsar était l'Antéchrist, tous les prêtres, les officiers et les fonctionnaires la cour de l'Antéchrist. Dès 1888, M. TSARKNI pouvait écrire dans son livre *la Russie sectaire* (Plon, p. 233) : « Dans ces sectes l'élément religieux n'est que le motif, le point de départ d'une réorganisation de la vie sociale et économique sur des bases nouvelles. Pendant que le gouvernement persiste dans les anciens principes d'administration, ...le peuple, étranger à la science et à la civilisation, semble lui échapper, ainsi qu'à

leur fournissant de faux passeports. A l'origine les dissidents avaient eu pour but de régénérer par le sentiment et la foi une religion d'État qui ne connaissait plus que des pratiques extérieures, mais ils avaient surtout contribué à détruire la religion en repoussant toutes les pratiques et tous les dogmes. Comme les nouvelles religions orientales, les sectes russes avaient répandu dans le peuple des idées politiques et sociales : en le soulevant contre le culte officiel, elles l'avaient soulevé contre le tsar, qui en était le chef; en le mettant en état constant de révolte contre le gouvernement, elles l'avaient préparé à la révolution.

Le protestantisme n'était pas la seule influence occidentale que subissait le peuple russe; par les Baltes, les Polonais, les Moldaves de Bessarabie, par les Suédois, les Allemands, les Hongrois, les Roumains, avec lesquels les habitants des fron-

l'église de l'État. » Page 235 : « D'après le témoignage des observateurs compétents, les sectes attirent tout ce qu'il y a d'intelligent et d'énergique dans la masse populaire. » Page 243 : « Un des traits caractéristiques des sectaires russes en général, c'est qu'ils repoussent toute idée de propriété particulière... La majorité des sectaires repoussent le commerce et n'admettent pas l'utilité de l'argent. »

L'influence des sectaires n'était d'ailleurs pas limitée au peuple; par les domestiques, les bonnes d'enfants surtout, elle se répandait dans les classes moyennes et dans les hautes classes, où les superstitions du peuple, son goût du mystérieux, son mysticisme et même son communisme se mêlaient curieusement à la civilisation occidentale. Le nombre des nobles et surtout des marchands qui se convertissaient à ces sectes était d'ailleurs considérable. Il y avait aussi des sectes des hautes classes.

tières avaient des communications malgré la police et les douanes, par les marins et les commerçants des ports, le peuple s'initiait aux mouvements qui agitaient les ouvriers européens, mais il déformait les conceptions et les sentiments européens mal connus et mal compris en se les adaptant; il réduisait tout ce qu'il apprenait par ouï-dire de l'Occident à cette idée toute simple que dans certains pays le peuple était libre et possédait un bien-être auquel les classes moyennes russes ne prétendaient pas.

En même temps le peuple russe subissait aussi l'influence de l'Asie. Les conquêtes continuaient : en 1886 Penchdeh dans l'Afghanistan, en 1887 la région entre le Kuchk et le Murghab, en 1891-1893 le Pamir. Le Transcaspien atteignit l'Amu Daria en 1886, Samarkand en 1888. En 1892 commençait la construction du Transsibérien. Depuis des siècles les Russes suivaient dans l'Est leurs armées victorieuses, s'assimilaient la population indigène (1). S'ils russifiaient les Orientaux, les

(1) Le recensement de 1897, le dernier pris par races et par religions, donnait, pour les anciens khanats de Kazan et d'Astrakhan (gouvernements de Kazan, Vyatka, Perm, Ufa, Orenburg, Saratov, Samara, Simbirsk, Astrakhan), 13 millions de Grands-Russes contre 5 800 000 Tartares, et 15 600 000 orthodoxes contre 3 300 000 musulmans et païens. Dans la Sibérie occidentale (1897), il y avait 3 400 000 Grands-Russes contre 312 000 Finnois, Turcs et Tartares; 3 740 000 orthodoxes contre 159 000 musulmans et païens. A la fin du dix-neuvième siècle ce fut dans la Sibérie orientale, déjà peuplée en partie par les déportés, que le gouvernement attira des paysans comme colons. Mais le grand mouvement d'émigration russe en Sibérie n'eut lieu qu'après la guerre de 1904-05.

émigrés russes s'orientalisaient eux-mêmes et leur influence se faisait sentir chez les Russes d'Europe. Les soldats qui tenaient garnison dans la Transcaucasie, en Arménie, dans l'Asie centrale, en Mandchourie, prenaient la mentalité et les mœurs des Asiatiques ; Européens et Asiatiques étaient mêlés dans les prisons (comme on le voit dans *la Maison morte*), dans les régiments (tels qu'Alexandre Kuprin, un ancien officier, les peint dans *le Duel* (1) à l'époque qui a précédé la guerre russo-japonaise) et même dans l'administration. Les relations commerciales les unissaient dans la vie quotidienne des villes et des campagnes, comme le montre *Une vie d'enfant* de Gorky. Ainsi le peuple russe participait de plus en plus à ce grand mouvement de rêve religieux et social, de révolte contre des gouvernements autocratiques, de sympathie et de haine pour la civilisation européenne qui agitait les masses de l'Asie et que nous examinerons en parlant de l'Islam, de l'Inde et de la Chine, mais dont il faut dire ici que son caractère n'est pas l'individualisme, tel qu'on le trouve dans les sociétés développées de l'Europe et de l'Amérique, mais le communisme des masses encore incultes de l'Orient. C'est avec tous ces éléments d'ordres si divers que la population russe cherchait à se faire sa civilisation. Son travail était surtout inconscient, il était lent, pénible, mystérieux. Par bien des côtés, cette civilisation grossière et vague ressemblait à de la demi-bar-

(1) Trad. d'Henri Mongault.

barie. Quelle qu'elle fût, c'était la véritable civilisation du peuple russe.

Jusqu'à l'émancipation, on ne s'était guère occupé de lui. Mais, depuis le mouvement révolutionnaire qui avait suivi les réformes, slavophiles et nihilistes avaient cherché à s'en rapprocher. Les slavophiles donnèrent le mujik comme le vrai Russe, lui prêtant toutes les vertus et l'opposant à l'Occidental dégénéré (1). Tolstoy, qui, comme Dostoievsky, tenait à la fois des slavophiles et des nihilistes, a consacré la seconde moitié de sa vie à l'exaltation des paysans. On peut se demander si, avec ses idées inspirées de Rousseau plus que du christianisme, il a bien compris leur caractère, s'il n'a pas généralisé les observations faites chez quelques mystiques; il semble surtout n'avoir pas

(1) A la fin du règne d'Alexandre II et au début du règne d'Alexandre III, surtout depuis la publication du *Que faire?* de Chernishevsky, ce fut même la mode chez les jeunes gens des classes riches d'aller vivre avec les paysans de la vie des paysans, mais ils se lassaient bientôt de cette vie et des paysans. Dans leur amour de tout ce qui était slave ou qu'ils croyaient l'être, les Slavénophiles en arrivèrent à défendre le maintien des institutions communistes du *mir* et de l'*artel*. M. de Gerebtzoff écrit dans son *Histoire de la Civilisation en Russie* : « On voit que cette commune, tant rêvée par une école utopiste en Europe, existe réellement en Russie; mais la grande différence entre l'utopie et la réalité consiste en ce que le communisme rêvé veut priver le membre de la commune de toute volonté personnelle, de toute existence individuelle, tandis que la commune réelle non seulement laisse à chacun de ses membres une parfaite liberté sur ses actes individuels qui sont hors de la sphère d'action de la commune, mais lui assure encore une pleine et permanente participation dans les affaires intéressant la communauté. » (I, p. 359.)

remarqué le mouvement qui se produisait dans ces masses incultes et avoir attribué aux fils les qualités de résignation, de soumission, de pitié qu'il rencontrait chez les derniers survivants de sa propre génération. Les premiers nihilistes, imbus des idées de l'Occident, n'avaient guère été compris des paysans; les nihilistes révolutionnaires réussirent mieux en parlant de partager de force les terres restées aux seigneurs et en cherchant, eux aussi, l'appui du raskol. Il est douteux qu'ils aient jamais formé le plan de démoralisation générale des masses par l'ivrognerie, le vice et le crime que Dostoevsky leur prête dans les *Démons*, mais il est certain que, la double influence de l'Europe et de l'Asie, la construction des chemins de fer, la diffusion, si minime qu'elle fût, de l'instruction, ayant troublé les masses paysannes mal préparées à ces changements, que, l'abolition du servage ayant augmenté l'alcoolisme, les révolutionnaires en profitèrent pour leur prêcher l'insurrection et le pillage. Les slavophiles, à leur tour, s'adressèrent aux mauvais instincts du mujik : la liberté, la possession de la terre, l'argent que lui procurait dans les bonnes années la vente des denrées le poussaient à dépenser trop; une seule mauvaise récolte suffisait souvent à l'endetter. La plupart des paysans finirent par devoir des sommes considérables aux usuriers juifs; comme il y avait un grand nombre de juifs parmi les révolutionnaires, les slavophiles commencèrent la propagande antisémitique, qui aboutit au pogrom de 1880.

Le nouveau tsar Alexandre III (1881-1894) (né en 1845) se tourna aussi vers le peuple, mais dans le seul désir de lui faire du bien; il aimait qu'on l'appelât le tsar des paysans. C'était un homme foncièrement droit, ami de l'ordre et de la paix, foncièrement russe aussi, sans rien des tendances cosmopolites qu'avaient eues plusieurs de ses prédécesseurs; il avait plus de volonté que son père, la pleine conscience de ses devoirs de souverain. Malheureusement il montait sur le trône au milieu de la perturbation causée par les attentats des nihilistes. Pendant des jours et des jours ses ministres et ses courtisans délibérèrent devant lui sur le parti qu'il devrait prendre. Melikov lui montra la convocation des notables signée par Alexandre II et le supplia de la publier. Alexandre III eut le sentiment que cette innovation importée de l'Occident ne convenait pas à l'heure où une réaction russe s'imposait et que les paysans, en qui il mettait sa confiance, lui garderaient aussi la leur à condition qu'il restât le tsar autocrate. Pour lui les nihilistes étaient des Occidentaux, encore que, malgré leurs attaches à l'Internationale, ils s'écartassent de plus en plus de l'Occident; pour lui, aussi, tous les Russes, restés fidèles aux idées libérales de l'Occident, étaient plus ou moins des nihilistes. Il décida de conserver l'absolutisme. Dans son manifeste du 11 mai, il se fonda sur la puissance autocratique qu'il tenait de Dieu même (1).

(1) Loris Melikov se retira avec le comte Milyutin, ministre de la Guerre, et le président du département des Finances au Conseil de l'Empire, Abaza. L'Intérieur fut donné au comte Ignatiev

L'influence prédominante à la cour et dans le gouvernement fut celle de Pobyedonostsev (1827-1907), procureur du Saint-Synode de 1879 à 1905, et de plus secrétaire d'État depuis 1884.

A l'extérieur, Alexandre III voulut la paix, se sépara définitivement de l'Allemagne et conclut avec la France une entente, qui devait se convertir en alliance; mais la politique européenne fera l'objet d'une étude spéciale au début du tome IX.

A l'intérieur, Alexandre entra ouvertement en lutte contre la révolution. A son manifeste de mai 1881 les nihilistes répondirent par un autre manifeste, dans lequel ils acceptaient la guerre. Il y eut des émeutes à Pétersbourg et à Kazan en 1882. Les attentats continuèrent (1). Toujours menacé, entouré de soldats et de policiers, constamment forcé de changer de palais, le tsar dut vivre isolé, de plus en plus ignorant de ce qu'il lui aurait importé de connaître, et les anxiétés, le manque d'exercice, les responsabilités altérèrent bientôt sa robuste santé. Cette lutte entre le gouvernement et les partis avancés amena la suppression des libertés accordées sous le règne précédent (2).

(1832-1908), qui, comme ambassadeur à Constantinople (1864-1878), avait provoqué la guerre de 1877 et était devenu, en 1888, président de la Société slave de bienfaisance. Dès 1882, il fut remplacé par le comte Dmitry Tolstoy (1829-1889), l'ancien ministre de l'Instruction publique.

(1) Tentative d'assassinat contre le général Cherevin (25 novembre 1881); assassinat du général Strelnikov (30 mars 1882); du colonel Sudeykin (28 décembre 1883); du capitaine Guhov; attentat contre le tsar (13 mars 1887), etc.

(2) Les zemstva, qui n'avaient été établis que dans 3/4 gouver-

Alexandre III s'efforça d'améliorer la condition des paysans. Un rescrit du 9 janvier 1882 décida que les terres que les paysans n'avaient pas encore rachetées aux anciens seigneurs le seraient, sur avances de l'État, à partir du 1^{er} janvier 1883. Un ukaz de juin 1882 ordonna la suppression progressive de la capitation. La Banque des paysans fut fondée en 1883. Mal conseillé cependant, le tsar n'eut pas le courage de prendre les grandes mesures nécessaires : il ne s'occupa pas du statut civil et familial des paysans, qui restèrent sans loi ; il n'augmenta pas leurs domaines, que l'accroissement de la population rendait de plus en plus insuffisants, et les disettes locales se multiplièrent à partir de 1891 ; rien ne fut fait pour l'instruction.

L'idée maîtresse d'Alexandre III, idée qu'il tenait de Pobyedonostsev et de Katkov, fut d'unifier la Russie. Sans doute, comme les autres États artificiels, la Russie était tenue de se transformer en nation. Mais le temps était passé où les États pouvaient s'unifier par la violence.

Alexandre III prétendit d'abord faire disparaître les différences qui existaient entre les Russes ; il persécuta les *raskolniki* et les grecs-

nements, perdirent presque tous leurs pouvoirs en 1894. Le Code universitaire de 1860, amendé plusieurs fois, fut remplacé en 1884 par un nouveau Code, dont la promulgation produisit les désordres universitaires de 1884 et la protestation, en 1887, de tous les étudiants de la Russie. Telle était, d'autre part, l'excitation causée par les attentats des nihilistes que les réactionnaires formèrent l'association secrète de la Sainte-Fraternité, destinée à opposer l'assassinat à l'assassinat et qui, d'ailleurs, ne fonctionna pas. (VITTE, p. 19-20).

uniates, proscrivit l'usage du blanc-russien et de l'ukrainien (1).

Les slavophiles haïssaient surtout les Juifs, qu'ils rendaient responsables du mouvement nihiliste. L'empire en comptait cinq millions à la fin du dix-neuvième siècle. Des mesures sévères furent prises contre eux dès le mois de mars 1881; le

(1) Ces langues sont sorties, comme le russe propre, du vieux russe et se sont formées à l'époque où l'ouest de la Russie était soumis à la Pologne. L'ukrainien, qui est parlé par plus de quarante millions d'habitants de l'Ukraine et de la Galicie, a possédé une littérature importante dès le dix-septième et le dix-huitième siècle, mais le premier de ses grands écrivains fut Kotlyarevsky (1769-1838), poète satirique et dramaturge, l'auteur d'une *Enéide travestie* (1798). Parmi les nombreux auteurs du dix-neuvième siècle, il faut citer le conteur Kvitka (Osnyvayenko) (1778-1843), dont la meilleure nouvelle est *Marusya*; Shevchenko (1814-1861), le plus grand poète populaire et le fondateur du mouvement ukrainophile; les historiens Kostomarov (1817-1885) et Kulish (1819-97); Levitsky, un novelliste (1838). Mais les Vieux-Russes obtinrent d'Alexandre II un ukaz qui prohibait la publication de livres en ukrainien (mai 1876). Sous Alexandre III, les ukrainophiles furent persécutés. Le centre de la propagande ukrainienne fut alors la Galicie orientale, dont la langue, le ruthène ou russe rouge, est un dialecte ukrainien. Des nombreux auteurs ruthènes, les plus célèbres sont Shashkevich (1811-1843) et Holavacky (1814-1888). La Russie Blanche comprend les provinces de Mohilev et de Minsk, le nord des provinces de Grodno, de Vilna et de Vitebsk, l'ouest de celle de Smolensk et une partie de celle de Chernigov; elle comprend environ cinq millions de Blancs-Russiens avec des Russes, des Ukrainiens, des Polonais et des Lithuaniens. Le blanc-russien n'a pas une littérature développée comme l'ukrainien, mais il a eu de l'importance au Moyen Âge, où il a même été pendant un temps la langue officielle de la Lithuanie; persécutés dans leur religion et dans leur langue, les Blancs-Russiens devinrent hostiles au gouvernement.

règlement provisoire de mai 1882, aggravant l'édit de 1864, leur interdit non seulement d'acheter des terres mais encore d'en affermer; le nombre des juifs admis dans les collèges et les Universités fut réduit à un pourcentage du nombre total des élèves qui, dans les collèges de Petrograd, était de 3 pour 100. Des milliers de juifs émigrèrent en Palestine, en Angleterre, en Australie, en Argentine, aux États-Unis.

Alexandre résolut d'imposer l'administration, la langue, et les mœurs de la Russie aux pays européens qui, conquis au dix-septième et au dix-huitième siècle, avaient conservé une certaine autonomie. Et pourtant M. de Vitte, qui fut ministre d'Alexandre III, dit justement dans ses *Mémoires* (p. 236) : « Trente-cinq pour cent de la population n'appartiennent pas à la race russe (dans laquelle il comprend les Ukrainiens et les Blancs-Russiens). Il est impossible de gouverner un semblable pays et d'ignorer les aspirations nationales de ces groupes non russiens. » Le général Kuropatkin, chef d'état-major, puis ministre de la Guerre, dit, lui aussi, dans ses *Mémoires* (p. 50) : « Nous pouvons avouer sans fausse honte que la Finlande a beaucoup plus développé sa civilisation au cours du dix-neuvième siècle que d'autres gouvernements russes; nous devons respecter cette civilisation et avoir toujours à l'esprit que, si nous assurons notre domination en Finlande, cette civilisation non seulement ne peut pas nous nuire, mais encore peut profiter à toute la Russie. » Il avoue, en par-

lant de la russification des provinces de l'Ouest, que la civilisation russe n'est pas seulement en retard sur la civilisation allemande, mais encore sur la civilisation polonaise (p. 53).

Quand Alexandre I^{er} avait obtenu la Finlande de la Suède par le traité de Fredrikshamm (Harmina) du 5 septembre 1809, il en avait formé, suivant l'engagement pris, un grand-duché séparé (27 mars 1809) (1), dont les autorités étaient le gouverneur général nommé par le grand-duc, le Sénat (à la fois ministère, conseil d'État et cour de cassation) et la diète des États (*landdag*), où chaque classe de la société avait ses représentants. Pendant quatre-vingts ans il ne fut pas touché à la Constitution de la Finlande, mais, à partir de 1890, le gouvernement s'efforça de faire de la Finlande une province russe. Les mesures décisives ne devaient pourtant être prises que sous Nicolas II, qui supprima la Constitution finlandaise en 1899, licencia l'armée finlandaise en 1901, et nomma gouverneur général (en remplacement du comte Helden, de dispositions relativement conciliantes) le général Bobrikov qui reçut des pouvoirs dictatoriaux (1903) (2).

(1) En y adjoignant le 23 décembre 1812 la *partie* de la Finlande conquise au dix-huitième siècle.

(2) La Finlande (373 604 kilomètres carrés) comptait 2 527 000 habitants en 1897 (3 154 824 en 1911). À cette dernière date, 2 578 145 étaient des Finnois, dont la langue agglutinante, à construction synthétique, appartient au groupe finno-hongrois de la famille ouralo-altaïque. L'œuvre la plus importante du finnois est le *Kalevala* (*le Pays du héros Kaleval*), une épopée composée au dix-neuvième siècle d'après des fragments

L'Esthonie et la Livonie s'étaient données volontairement à la Russie en 1710, sous la condition, acceptée par Pierre le Grand, qu'elles conserveraient la religion évangélique, le droit allemand et la langue allemande comme langue officielle. Les Allemands n'y étaient pourtant qu'en petite minorité (1). La noblesse balte s'était toujours efforcée d'être bien vue à la cour, elle fournissait un grand nombre d'officiers et de fonctionnaires; à de certaines époques, son influence fut considérable, à d'autres époques, l'influence de la noblesse russe, qui la jalousait, parvint à la rendre suspecte. Alexandre III, le premier souverain depuis Pierre le Grand qui n'eût pas épousé une Allemande, lui

très anciens. Les Finnois, chez qui l'instruction est très développée, possèdent une littérature moderne considérable; leurs auteurs les plus connus sont le poète et philologue Ahlquist (1826-1889) et le romancier Aho (1861). Il y avait en Finlande 338 961 Suédois, dont toute la noblesse. En 1911, 3 096 263 habitants étaient luthériens évangéliques.

(1) En Esthonie, on comptait, en 1897, sur 413 000 habitants, 400 000 Esthoniens parlant l'esthonien, une langue finnoise agglutinante, du groupe ouralo-altaïque; 5 000 paysans suédois le long de la côte et quelques milliers d'Allemands et de Russes. En Livonie, on comptait en 1897 : 519 000 Esthoniens; 564 000 Lettes parlant le letton, une langue slave du groupe baltique (qui comprend le letton, le lithuanien et le vieux prussien, aujourd'hui disparu); 98 000 Allemands. La Courlande, annexée par Catherine II en 1795, avait conservé ses langues et ses lois; on y comptait en 1897, sur 672 000 habitants, 89 pour 100 de Lettes, 1 pour 100 de Polonais et Lithuaniens, 1,7 pour 100 de Russes, 8,2 pour 100 d'Allemands (dans les villes). 94 pour 100 des habitants de l'Esthonie, 79,8 pour 100 de ceux de la Livonie, 76 pour 100 de ceux de la Courlande étaient protestants.

était défavorable. La bourgeoisie allemande des villes était en général hostile à la Russie et de sentiments germanophiles. Nicolas I^{er} avait commencé la russification des Provinces baltiques en expropriant la noblesse allemande d'une partie des terres pour les donner aux anciens serfs lettons ou esthoniens ; il avait cherché à remplacer le luthérianisme par la religion orthodoxe, 140 000 paysans avaient été forcés de se convertir en 1845 et 1848. Alexandre II fut tolérant. Sous Alexandre III, la russification reprit : en 1883, l'Université de Dorpat (Yurev), jusqu'alors allemande, adopta le russe, qui, en 1887, devint la langue officielle et celle des écoles, où l'enseignement était auparavant donné en esthonien, en letton ou en allemand.

La russification de la Pologne, commencée en 1863, se poursuivit de plus en plus rigoureusement (1). Ni sa langue, ni sa religion, ni ses

(1) Les fermiers avaient été déclarés, en 1864, propriétaires de leurs terres moyennant une indemnité payée par la Russie. Les biens de l'Église avaient été sécularisés ; le clergé, après dénonciation du Concordat de 1847, avait été placé sous la direction d'autorités catholiques résidant à Petrograd (22 mai 1867). La plupart des couvents avaient été supprimés (1864). Les postes avaient été fondues dans les postes russes (1867). L'Instruction publique avait été organisée en 1864. L'enseignement du russe était devenu obligatoire en 1869. Les tribunaux avaient été russifiés en 1870. Mais le règne d'Alexandre III amena un changement tout autrement important : l'ukaz de 1885 ne permit plus d'autre enseignement polonais que celui du catéchisme. Et cependant, en Galicie, en Posnanie et en Pologne russe, la littérature polonaise continuait à se développer, même après la mort des grands romantiques Mickiewicz (1798-1855), Slovacki (1809-1849), Krasinski (1812-1859). Asnyk (1838-1897) créait la poésie lyrique moderne et la comédie mo-

mœurs séculaires ne furent respectées; on voulut l'absorber dans la Russie, faire disparaître jusqu'au souvenir d'une histoire de dix siècles.

C'est ainsi qu'Alexandre III, prince honnête et bien intentionné, en s'inspirant de l'idée qu'il ne suffisait pas d'imposer à la Russie la civilisation européenne, mais qu'il fallait l'adapter à un pays eurasien et arriéré, finit par mécontenter la plus grande partie de ses sujets : les classes cultivées, parce que son régime rappelait celui de Nicolas; les paysans, parce que, plein de bonne volonté à leur égard, il ne comprit pas leurs besoins; les peuples non russes, parce qu'il voulut les russifier de force, et que ceux de l'Ouest, européens, non eurasiens, possédaient une civilisation supérieure à celle de la Russie. De fait, chaque année rendait le problème russe plus difficile à résoudre, parce que chaque année les progrès de l'Europe augmentaient les différences qui la séparaient de la Russie et rendaient cependant ses relations avec la Russie plus intimes.

VII

La première période du règne de Nicolas II (1894-1917) (la seule dont nous ayons à nous occuper ici, puisque les autres seront traitées au

derne, où se distinguaient aussi Fredro († 1892) et Blizinski († 1893). Le roman florissait avec Kraszewski (1812-1887), Zachariasiewicz (1825-19..), Sienkiewicz (1846-1916). L'histoire et la philosophie comptaient aussi des œuvres nombreuses et importantes.

cours même de cet ouvrage) se signala par l'essai d'une nouvelle politique. Incapable de comprendre les désirs et les besoins du peuple, persuadé que la civilisation européenne lui nuirait et ne sachant que lui donner à la place, le gouvernement prit le parti de se désintéresser de la civilisation morale et de consacrer tous ses efforts à la diffusion de la civilisation matérielle; avec beaucoup d'hommes d'État et d'économistes européens, il crut que le seul moyen de transformer le peuple était de développer les communications, l'industrie, le commerce, l'agriculture, d'enrichir le pays de toutes manières et de faire participer le peuple à cet enrichissement par l'abaissement du prix de la vie et la hausse des salaires. Le chef du nouveau régime fut M. de Vitte (plus tard comte Vitte) (1849-1915), un ingénieur des chemins de fer, entré dans l'administration, à qui Alexandre III avait confié le ministère des Voies et Communications en 1892, celui des Finances en 1893. Il conserva les Finances jusqu'en 1903, où il reçut la charge, presque honorifique à cette époque, de président du Conseil. Très intelligent, très instruit, connaissant bien et ce qui concernait les chemins de fer, et les affaires en général, M. de Vitte était frappé du retard de la Russie sur l'Europe en tout ce qui concernait la civilisation matérielle. Il savait les ressources de la Russie immenses, il comprenait que ce qui lui manquait, c'était du capital et une direction technique, il résolut de lui procurer l'un et l'autre.

Vitte encouragea les Russes intelligents à se

mettre dans les affaires, les Russes riches à y employer leurs capitaux, mais il considérait la noblesse comme peu propre à jouer un rôle utile, la bourgeoisie comme trop peu nombreuse et en grande partie mal préparée à la direction de grosses entreprises. Tout en sollicitant les capitaux des étrangers, il craignait de voir des compagnies étrangères acquérir à vil prix les principales richesses de l'empire, il redoutait à la fois et l'influence qu'elles pourraient prendre sur les Russes et les mouvements xénophobes que leur activité pourrait susciter. Il jugeait préférable de construire lui-même les chemins de fer, de donner à l'État d'importants monopoles et de se procurer les capitaux requis par des emprunts, après avoir fixé le cours du rouble par l'établissement de l'étalon d'or (15/3 janvier 1897) (1).

Cette politique, qui, en une douzaine d'années, transforma l'aspect de la Russie et augmenta beau-

(1) D'après ce qu'il dit dans ses *Mémoires* (p. 62), il augmenta la dette d'État de 900 millions de roubles. Le réseau ferré européen, qui était de 31 000 kilomètres en 1890, atteignit 52 339 en 1902, 54 000 en 1904; le réseau asiatique, qui, au début de 1889, était de 1 064 kilomètres (ligne transcaspienne), atteignait près de 11 000 kilomètres en 1904. La marine marchande à vapeur, qui comptait 108 000 tonnes en 1886, en avait 426 000 en 1902. Les importations passèrent de 416,1 millions de roubles en 1890 (103,7 millions en 1851, 627,7 millions en 1880) à 681,6 millions en 1903; les exportations, de 705,1 millions en 1890 (97,3 en 1851, 498,7 en 1880) à 1 001 millions en 1903. La grande industrie occupait, en 1900, 1 343 279 ouvriers dans 12 702 établissements; en 1910, il y avait, dans 14 710 établissements, 1 831 396 ouvriers, dont 1 158 154 hommes, 489 663 femmes, 183 579 enfants.

coup sa richesse, présentait aussi des dangers. La nationalisation des chemins de fer, l'établissement de monopoles (dont le plus important fut celui de l'alcool depuis 1895, 1901) créèrent l'étatisme économique dans un pays qui avait déjà l'absolutisme et où la propriété paysanne était collective; c'était donc par le socialisme d'État préparer une révolution communiste. Le développement de la grande industrie amena la formation d'un prolétariat nombreux (1). Les paysans russes n'étaient pas préparés à cette brusque émigration dans les villes; illettrés, habitués à la vie de village et de famille, où toutes leurs actions étaient réglées par la coutume ou la volonté d'au-

(1) M. de Vitte dit, p. 65 de ses *Mémoires*, qu'il détourna de 4 à 5 millions d'hommes de l'agriculture; les villes s'accrurent énormément; Petrograd avait 1 267 000 habitants en 1897, 1 911 000 en 1911; aux mêmes dates, Moscou en avait 988 000, 1 505 000; Odessa, 404 000, 498 000; Riga, 282 000, 329 000; Kiev, 248 000, 446 000.

Et cependant Vitte, qui créait le socialisme d'État, ne fit rien pour améliorer le sort des ouvriers: les quelques mesures que Bunge (1823-1895) avait prises pendant qu'il dirigeait les Finances, d'abord comme aide du ministre (1880), ensuite comme ministre (1882-1887), furent abandonnées après son départ; les syndicats ouvriers restèrent interdits. Vitte dit (p. 49 des *Mémoires*) qu'il ne put obtenir la permission d'organiser un système d'inspection dans les fabriques.

Les grèves et les troubles ouvriers se multiplièrent depuis 1899. Il y eut des *pogroms* contre les juifs, entre autres à Kichinev (19 et 20 avril 1903).

On diminua cependant la solidarité des paysans à l'égard du fisc et l'obtention de passeports fut rendue moins difficile. Le paysan ne put plus être arrêté par le mir pour non remboursement de sa part d'impôts (25/13 mars 1903); 110 millions de roubles dus par les paysans pour l'impôt leur furent remis.

trui, où ils n'avaient besoin de rien prévoir et ne possédaient rien en propre, ils se trouvaient libres, avec de l'argent, dans de grandes villes malsaines aux tentations multiples; un grand nombre y tombèrent malades, d'autres se laissèrent aller à l'ivrognerie ou au vice; beaucoup, devenus misérables, cédèrent facilement aux excitations de ceux qui préparaient un bouleversement. Si c'était fou de prétendre, comme Nicolas I^{er} et les slavophiles, séparer la Russie de l'Europe, il était dangereux d'y introduire la civilisation matérielle sans préparation, car la civilisation matérielle est si intimement liée à la civilisation morale qu'elles ne peuvent se comprendre l'une sans l'autre. Enfin tout gouvernement, qui se désintéresse de la condition morale du peuple auquel il commande, perd sa raison d'être et prépare sa propre chute, car la mission qu'il ne remplit pas, d'autres la rempliront pour le bien ou pour le mal. Sans doute la faute que la monarchie russe commit dans la dernière partie de son histoire, tous les États du monde la commirent plus ou moins au début du vingtième siècle. Mais les résultats de cette faute devaient avoir en Russie des conséquences tout autrement graves parce que le gouvernement, qui refusait la liberté, assumait toutes les tâches qui reviennent aux particuliers dans un pays libre et parce que les masses, abandonnées à elles-mêmes, n'avaient ni l'instruction, ni la civilisation des masses des autres grands pays (1).

(1) Les prodromes immédiats de la révolution de 1905 seront

VIII

Nous voici arrivés aux événements qui font l'objet de ces volumes. L'extension de la Russie en Chine et en Corée, sa lutte contre le Japon furent l'aboutissement de la politique de conquêtes qu'elle poursuivait en Asie depuis Ivan le Terrible, et cette politique était la conséquence de sa situation intermédiaire entre l'Europe et l'Asie, de sa civilisation mi-européenne et mi-asiatique. Sous le règne de Nicolas II la Russie, dont le territoire asiatique était plus du triple de son territoire européen (5 427 580 kilomètres carrés), possédait les quatre dixièmes de l'Asie; soit, sur 41,4 millions de kilomètres carrés que comprend l'Asie continentale, 17 128 940 kilomètres carrés, dont Caucase : 469 220, Asie Centrale : 3 488 530, Sibérie : 12 393 870, Mer Caspienne : 438 690, Lac d'Aral : 67 770, Boukharie : 203 430, Khiva : 67 430 (1).

Avant que nous abandonnions momentanément

étudiés dans la comparaison qui sera faite de la Russie et du Japon au début de la guerre de 1904.

(1) La Russie d'Europe était beaucoup plus grande que tout le reste de l'Europe (3 857 000 kilomètres carrés), l'empire Russe de 1914 (22 556 520 kilomètres carrés) était plus de cinq fois plus grand que l'Europe sans la Russie et trente-cinq fois plus grand que le plus grand État de l'Europe propre, l'Autriche-Hongrie (625 600), qui s'est démembrée. Cela suffit à prouver que la Russie s'est constituée d'une toute autre manière que les États européens.

notre étude de la Russie, quelques remarques sont nécessaires. En Russie, où la domination mongole retarda l'introduction de la civilisation occidentale jusqu'au XVIII^e siècle, où manquèrent longtemps les classes moyennes, où les petits centres de culture ont fait presque défaut, où l'énormité de l'empire et la difficulté des communications laissaient des régions entières dans un état voisin de l'anarchie, le mode compliqué de diffusion de la civilisation qui avait formé l'Europe occidentale, formé partiellement l'Europe centrale et l'Europe septentrionale, ne put pas s'établir, et l'État artificiel, créé sur le modèle de l'État prussien, ne réussit pas à imposer la civilisation aux masses par la méthode et par la discipline. Il était d'ailleurs forcé que la civilisation européenne, d'origine occidentale, finit, en se répandant de plus en plus vers l'Orient, par rencontrer des peuples qui ne pouvaient plus devenir complètement européens, même si leur gouvernement et leurs hautes classes se convertissaient à la civilisation européenne. Ces peuples, la civilisation européenne devait seulement les influencer, aider à leur transformation. Tel était le cas du peuple russe. Mais, voyant qu'il n'était pas capable de s'eupéaniser et qu'il ne le voulait pas, l'État et l'élite s'en désintéressèrent. Abandonné à lui-même, il fit effort pour sortir de la barbarie en se créant une civilisation rudimentaire, civilisation eurasiennne et par suite en partie différente de la civilisation européenne du gouvernement et de l'élite. C'est le premier cas véritable de double civilisation que nous

ayons rencontré jusqu'ici. Il ne faut pas entendre par eurasiennne une civilisation pareille à celle du Japon, où ce qu'il y a de mieux dans la civilisation asiatique a été uni systématiquement à ce qu'un gouvernement éclairé a jugé de mieux pour l'Asie dans la civilisation européenne. Il faut entendre une fusion inconsciente de certains éléments de la civilisation européenne avec certains éléments de la civilisation asiatique et, le peuple russe étant encore ignorant et rude, c'était souvent la fusion de ce qu'il y avait de plus grossier dans l'une et dans l'autre. On ne doit pas cependant en conclure que la civilisation eurasiennne des masses russes ne se développera pas; elle se développera certainement et finira par atteindre celle des autres grands pays du monde, seulement il y faudra beaucoup de temps, des influences diverses, sans doute des crises nombreuses, et il est encore impossible de dire quels en seront les caractères. Il est faux également de prétendre, comme les slavophiles, que, la Russie n'étant pas européenne, elle ne doit rien recevoir de l'Europe; si elle n'est pas européenne, elle est eurasiennne, et chez elle la part de l'Europe est plus grande que celle de l'Asie. D'ailleurs, la civilisation européenne renferme beaucoup d'éléments d'une civilisation commune à toute l'humanité et ce sont justement les éléments véritablement humains de cette civilisation que les slavophiles prétendaient repousser.

Il importe pourtant de déterminer plus exactement comment la Russie unit l'Europe à l'Asie.

Pendant des siècles elle a été le refuge des barbares que l'Asie et l'Europe civilisées rejetaient dans le Nord; il y a donc en Russie un élément qui n'est ni asiatique, ni européen et qu'on peut appeler proprement russe. Ensuite, comme la Russie n'a jamais eu de relations suivies avec aucun des grands États civilisés de l'Asie, elle n'a été influencée qu'indirectement par eux, elle a des tendances asiatiques plutôt que des éléments bien nets de civilisation asiatique. Au contraire, depuis Ivan III elle a reçu la civilisation de l'Europe, depuis Pierre I^{er} elle a entretenu des relations constantes avec les grands États de l'Europe, depuis Catherine elle a fait partie de l'Europe. De plus, elle est chrétienne et, si la forme orientale de son christianisme l'a séparée moralement pendant un temps de l'Europe occidentale, cette séparation a cessé depuis que l'Europe orientale, aussi grecque-orthodoxe, s'est renouvelée. Enfin, au dix-neuvième siècle, le centre de la civilisation a été la moitié occidentale de l'Europe et la civilisation s'est répandue de l'ouest à l'est, aussi l'action de l'Asie sur l'Europe a été faible et s'est exercée surtout par la voie de mer et l'intermédiaire des colonies; le gouvernement russe, converti à la civilisation européenne, n'a pas, du moins jusqu'en 1917, travaillé à répandre la civilisation asiatique en Europe; quant à la civilisation eurasiennne des masses russes, elle n'a eu d'influence au dix-neuvième siècle que sur les masses de l'Europe orientale.

Au contraire, l'action de l'Europe sur l'Asie a

été immense et s'est produite en grande partie par terre et de proche en proche, c'est-à-dire surtout par l'intermédiaire de la Russie. Trois points doivent être signalés pour l'intelligence du rôle que la Russie a rempli en Asie.

Il faut distinguer l'influence du gouvernement et des hautes classes de l'influence du peuple. La première était purement européenne et contribuait à transformer les gouvernements et les hautes classes de l'Asie, moins cependant que ce n'eût été le cas si le gouvernement eût été moins autocratique et plus progressiste, et si la culture, moins superficielle, n'eût pas été restreinte à aussi peu de personnes. La seconde influence, au contraire, était eurasienne; son rôle, trop obscur pour qu'on puisse le déterminer, a dû être considérable.

La Russie, formée par les anciens barbares, récemment et incomplètement civilisés, exerçait une grande attraction sur tous les peuples qui étaient comme elle issus des barbares et qui n'avaient, comme elle, qu'une civilisation récente et incertaine. Mais, comme en Europe elle échoua toutes les fois qu'elle tenta de russifier des peuples civilisés, Finlandais, Baltes ou Polonais, de même en Asie elle ne réussit pas à transformer ou même à conquérir définitivement aucun peuple d'une civilisation séculaire. Seulement, comme nous l'avons vu dans la comparaison que nous avons faite au tome IV de la civilisation asiatique et de la civilisation européenne, en Asie il existe entre les classes sociales des différences beaucoup plus profondes que celles qu'on trouve en Europe. Par

suite, la civilisation eurasiennne des masses russes pourrait dans l'avenir exercer de l'influence sur les masses des pays asiatiques, délaissées elles aussi par les gouvernements et les classes supérieures.

La Russie s'était développée en Asie dans deux directions et par des moyens différents. La Sibérie, où il y avait peu d'indigènes, dont des nomades et des tribus au plus bas degré de la culture, était surtout peuplée par des Russes, déportés ou colons, sa civilisation était donc vraiment russe (1). Au contraire, dans la Transcaucasie et dans l'Asie centrale, la Russie avait conquis des populations proprement asiatiques et en grande partie musulmanes, elle les avait dans une certaine mesure russifiées, mais elle ne leur avait pas enlevé leurs qualités propres; l'œuvre de la civilisation russe se confondait dans ces régions avec celle de la civilisation musulmane, l'influence de la Russie diminuait, celle de l'Islam augmentait à mesure qu'on s'éloignait vers l'Est, mais des régions purement européennes jusqu'aux régions purement asiatiques de l'empire la diffusion se faisait par une progression qui, dans chaque région intermédiaire, était presque insensible. Cette diffusion progressive de la civilisation européenne en Orient

(1) En 1897, où a été fait le dernier recensement par races, les neuf dixièmes de la population de la Sibérie occidentale étaient russes (voir la note de la p. 222); les Russes formaient la majorité dans les gouvernements de Enisey (Iénissei), d'Irkutsk et de l'Amur; dans celui d'Yakutsk il y avait 200 000 indigènes contre 30 000 Russes, mais, depuis, l'immigration russe a beaucoup augmenté.

se révélera peut-être un jour comme la plus féconde et la plus durable. Pour la comprendre, il faut étudier la seconde des civilisations eurasienne, la civilisation musulmane, qui accomplissait dans le midi de l'Asie une œuvre analogue à celle que la civilisation russe accomplissait dans le nord ; au centre, les deux civilisations se confondaient presque (1).

(1) En racontant l'histoire de la Révolution russe de 1905-06 je ferai un exposé méthodique du gouvernement et de l'administration russes (en 1904), que je n'ai pu traiter que par fragments en racontant l'histoire des différents règnes ; je donnerai aussi plus de détails sur le statut des juifs et je parlerai des tentatives qui furent faites pour convertir et christianiser de force les Tartares musulmans du bassin de la Volga ; je raconterai les efforts que firent les socialistes dans les premières années du vingtième siècle pour gagner les ouvriers et les paysans, Gorky en a fait une peinture idéalisée dans son roman : *La Mère* (1907).

D'après Juraschek, la Russie d'Europe (Pologne comprise) avait 46 millions d'habitants (1820) ; 51,6 (1830) ; 55,6 (1840) ; 60 (1850) ; 70,6 (1860) ; 76,4 (1870) ; 86,2 (1880) ; 96,4 (1890) ; 107,6 (1900) ; on l'estimait à 133 en 1910, celle de l'empire entier à 169,3.

M. Anatole Leroy-Beaulieu (I, p. 141 et 462) donne des chiffres qui mettent en doute les progrès de l'ivrognerie depuis l'émancipation ; sans doute les chiffres de l'alcool vendu officiellement avaient baissé mais il y avait la fraude.

Loi du 26/14 déc. 1893, qui interdit la vente des terres du Mir et rend presque impossible au paysan de racheter sa part.

II. — LA CIVILISATION MUSULMANE

a)' *L'Islam.*

I

La civilisation musulmane est complexe. Pour la comprendre, il faut chercher l'origine de ses multiples tendances dans les événements de son histoire.

La première période de l'Islam est la période arabe. Dans l'Arabie où vécut Mahomet (570-632), deux peuples s'opposaient : les Bédouins nomades, fétichistes, à demi barbares, égalitaires ; les habitants de l'Yémen (1), civilisés depuis des milliers d'années. Dans le Hedjaz, qui formait une région intermédiaire, il y avait des tribus sédentaires et des tribus nomades. La Mecque était une ville commerçante et prospère ; le pouvoir y appartenait au clan noble des Koréishites, gardiens de la Kaaba, le sanctuaire de la Pierre Noire : quoique païens, ils connaissaient le judaïsme par les Juifs, qui avaient fondé un royaume dans le sud

(1) Les Sabéens et les Minéens y avaient eu des royaumes puissants et riches. — Malgré leurs tendances égalitaires, les Bédouins étaient très fiers de leurs généalogies conservées par la tradition orale. — L'orthographe correcte est Islâm, Khâlif.

après la destruction de Jérusalem; le christianisme par les Éthiopiens, grecs-orthodoxes, qui, avec l'aide de Byzance, avaient détruit l'État juif et fondé un royaume chrétien (525); le mazdéisme par les Persans, qui avaient chassé les Éthiopiens et réuni l'Arabie méridionale à l'empire des Sassanides (570-575). Mahomet s'inspira de ces trois religions, surtout du judaïsme, en tira un dogme très simple, tel que les plus ignorants pussent aisément le comprendre : Dieu est un être personnel, qui a existé de toute éternité, il a créé le monde et en dispose selon sa volonté, il a créé les hommes et les a prédestinés, les uns à un enfer de tortures physiques, les autres à un paradis de délices sensuelles. Dieu s'est fait connaître aux hommes par ses prophètes : Adam, Noé, Moïse, David, Jésus, enfin Mahomet, le plus grand de tous, à qui Dieu a inspiré le *Korân* : les *muslim* ou *musulmân*, qui en observent les préceptes, sont sûrs d'obtenir le Paradis. Les préceptes sont aussi simples que le dogme : on devient musulman par la circoncision; le musulman doit répéter aux cinq heures prescrites sa prière ou profession de foi (*salât*), observer les jeûnes, prendre part à la prière publique du vendredi, s'abstenir de vin et de porc; la polygamie est permise, l'adultère sévèrement condamné. Quoique Mahomet appartenait aux Koréishites, ils le persécutèrent; il dut s'enfuir de la Mecque à Médine; c'est l'hégire (15 juillet 622), d'où date l'ère des musulmans. Cette fuite donna à l'Islam un double caractère. Forcés de combattre la Mecque, qu'ils prirent

en 630, les musulmans devinrent des soldats, l'Islam devint une religion militaire, qui se répandit par la conquête. Repoussé par les grands, Mahomet s'adressa aux pauvres et aux Bédouins : l'Islam devint une religion égalitaire. Les croyants n'eurent aucune autre loi que le Coran, aucun autre chef que le représentant de Dieu : du vivant de Mahomet, ce fut lui, le prophète inspiré; après sa mort, ce furent les khalifes élus : Abû Bekr (632), Omar (634), Othmân (644), Ali (656-661), tous d'ailleurs, excepté Abû Bekr, morts assassinés. Les musulmans étaient égaux : l'Islam propre ne reconnaissait ni hiérarchie religieuse (à l'époque arabe il n'y avait pas de prêtres), ni hiérarchie politique et militaire, ni hiérarchie sociale. Mais, si la petite communauté du début pouvait se régir elle-même, il n'en fut plus ainsi quand les musulmans eurent conquis un empire : l'Arabie tout entière, la Syrie (635-640), la Palestine (636), la Mésopotamie (639-641), la Perse (637-642), l'Égypte (638-643). Sans doute l'égalité des croyants ne fut jamais contestée; c'est elle qui faisait la force de l'Islam, qui dans tous les pays amenait la conversion en masse des basses classes. Mais, pour être tous égaux, des millions d'hommes ne peuvent vivre ensemble sans avoir un gouvernement. Trois systèmes s'opposaient : les Bédouins voulaient la continuation de la communauté démocratique du début, ils fondèrent la secte fanatique des *khârichites*; les Arabes du Hedjaz et de l'Yémen voulaient un régime aristocratique, ils se ralliaient autour d'une vieille maison koréishite, celle des

Omaiyades dont le chef était Moaviya (600-680), fils d'Abu Sufiân, le plus grand ennemi de Mahomet; les peuples conquis, habitués depuis des milliers d'années à la monarchie absolue, voulaient rendre le khalifat héréditaire dans la famille d'Ali, le cousin de Mahomet et le mari de Fâtima (606-32), la fille que Mahomet avait eue de son premier mariage avec une riche veuve Khadidja († vers 619). Mais Aïsha (613-676), la fille d'Abu Bekr et la femme préférée de Mahomet, prit, par haine d'Ali, le parti des Omayyades, bien qu'ils fussent à peine musulmans, et leur amena la majorité des premiers fidèles. Après une longue lutte, au cours de laquelle Ali et ses deux fils furent assassinés, Ali le 22 janvier 661 († 24) par des Khârichites, Hasan et Husain par ordre du second des Omayyades, ceux-ci s'emparèrent définitivement du khalifat, qu'ils rendirent héréditaire dans leur maison (661-750).

II

La seconde période de l'Islam fut la période méditerranéenne, le siège du khalifat était à Damas. Comme les habitants de la Syrie, pour la plupart des Sémites, parlaient un idiome sémitique, le syro-chaldaïque ou syriaque (répandu de la Méditerranée au golfe Persique à la fin de l'ère ancienne et dans les sept premiers siècles de l'ère moderne), ils se fondirent avec les Arabes, dont ils adoptèrent la langue; ceux-ci acceptèrent la culture millénaire de la Syrie, mais, plus sobres, plus éner-

giques, d'esprit plus ouvert que les Syriens, ils furent pour eux ce que les Assyriens avaient été pour les Babyloniens, les Macédoniens pour les Grecs, les Romains pour les Italiotes; sous leur impulsion, la civilisation des empires millénaires, qui, depuis les invasions des barbares, ne survivait que dans la décadence byzantine, eut sa renaissance. Ainsi rénovée, les musulmans la rétablirent dans la Méditerranée occidentale, où les barbares l'avaient presque détruite : dans le nord de l'Afrique (fin du VII^e siècle), en Espagne (711-713), en France (720), où ils conservèrent la Septimanie jusqu'en 759 (1). En sauvant la civilisation antique des barbares et de Byzance, en contribuant à la formation de la civilisation méditerranéenne, les Arabes aidèrent puissamment l'Europe à sortir de l'anarchie et de l'ignorance qu'avaient causées les invasions. Ils régénérèrent aussi l'Asie en imposant leur civilisation à la Perse corrompue, à l'Asie centrale, où ils conquièrent la Transoxiane et le Turkestan (706-715), même au nord-ouest de l'Inde, où ils s'établirent dans le Sind (711-828). Leur propre génie arabe se manifesta surtout dans l'architecture religieuse (2) et dans la poésie (3). Mais cette adop-

(1) Les Arabes eurent quelque temps la Sardaigne au commencement du onzième siècle et gouvernèrent la Sicile de 827 à 1091.

(2) Mosquées d'Omar à Jérusalem (650-700), d'Amr (643) et d'Ibn Tulun (885) au Caire (la dernière achevée par un chrétien), de Cordoue (786).

(3) Hammâd († 771) : *Muallakât*, un recueil de poésies anciennes ; Abû Temmâm († 846) : *Hamâsa*, un recueil de

tion par l'Islam de la culture millénaire ne transforma pas seulement cette culture, elle transforma aussi l'Islam. Le khalife devint un roi héréditaire, il y eut une hiérarchie militaire, une administration et une hiérarchie civiles; il se forma aussi un clergé composé d'*ulemâ*, théologiens et jurisconsultes, de *kâdî* ou juges, et d'*imân* ou employés du culte; la loi religieuse (*sharîa*) admit, outre le Coran, l'exemple de Mahomet (*sunna*), tel que l'a conservé la tradition (*hadith*), expliquée par le consentement général des croyants (*ichmâ*) et la raison (*kijâs*); à côté de cette loi, se forma progressivement un droit coutumier, purement civil (*âdet*). Enfin, quoique le principe d'égalité, qui fait la force de l'Islam, se maintint et se soit toujours maintenu, il était impossible que des peuples à la culture millénaire acceptassent entièrement l'égalité primitive des Bédouins nomades; l'Islam dut tolérer les classes et les corporations des Syriens et des Égyptiens, comme il admit les préjugés aristocratiques des Arabes du Hedjaz, chers aux Omayyades et à leurs alliés. Cette combinaison des coutumes arabes et des institutions millénaires de l'Asie antérieure ne fut cependant pas heureuse : plus le gouvernement se développa, plus la fusion de l'autorité civile et de l'autorité religieuse devint dangereuse, elle devait causer la décadence de tous les États musulmans. D'autre part, les classes, les divisions provinciales, les

fragments anciens; Hamdâni († 945), Akhtal († 710), Djarîr († 729), Waddâkh et Farazdak (641 (?) - 728).

corporations de la Syrie et de l'Égypte diminuèrent l'orgueil des musulmans arabes, les préparèrent à la soumission, tandis que le principe égalitaire de l'Islam empêchait de plus en plus les associations affaiblies d'arrêter les progrès de l'absolutisme (1).

III

La politique aristocratique des Omayyades exaspéra les Khârichites démocrates et les partisans d'une monarchie héréditaire dans la maison de Mahomet, appelés Shiites par opposition aux Sunnites, les partisans du khalifat de Damas, qui sont devenus les musulmans orthodoxes. Les Abbasides ou descendants d'Abbâs ben Abdulmutalib (566-652), oncle de Mahomet et d'Alî, rallièrent les mécontents, particulièrement les shiites, chassèrent les Omayyades et fondèrent le khalifat de Bagdad (750-1258). Leur règne forme la troisième période de l'Islam, qu'on peut appeler la période de l'Asie antérieure. Il y faut distinguer deux époques. La première est la plus glorieuse de la civilisation arabe. La pensée musulmane, moins étroitement attachée à la lettre du Coran,

(1) Au début du Khalifat de Damas, les musulmans ne faisaient que la guerre; tous les métiers étaient encore exercés par des chrétiens, des juifs et des pârsi; beaucoup de musulmans avaient des esclaves. Mais la fusion des Arabes avec les Syriens et les Persans amena les Arabes à exercer toutes les professions et à se grouper d'abord en métiers (*âkilah*), puis en guildes véritables (*saff*). (KREMER, *Culturgeschichte des Orients*, II, p. 187.)

produisit, sous l'influence des maîtres de la Grèce ancienne, des philosophes (1), des historiens, des poètes, des mathématiciens, des astronomes, des naturalistes, les premiers chimistes. Seulement l'empire arabe, trop étendu, se démembra (2). Séparé progressivement de la Méditerranée, le khalifat de Bagdad devint purement persan. Les premiers Abbasides avaient abandonné le gouvernement à leurs maires du palais, les Barmécides (762-803), issus de la maison royale perse des Sassanides, qui avaient fait du khalifat un véritable empire centralisé et despotique, comme l'était celui de Ctésiphon : la cour des Abbasides, celle même des Barmécides rappelaient l'ancienne

(1) Fârâbî († 950), Avicenne (Ibn Sinâ) (980-1037), Ghazâlî (1059-1111), Averroès (Ibn Rashid) (1126-1198). Historien : Maçûdî († vers 956). Poètes : Abû Nuwâs (750-810), Mûtanabbi († 965), Maarri (973-1057). Chimiste : Djâbir al Kûsî (ix).

(2) Les Omayyades, réfugiés en Espagne, y fondèrent le khalifat rival de Cordoue (756-1031). Depuis le début du neuvième siècle, l'Arabie, devenue de fait indépendante, se morcela en petits États, la plupart sous des sherifs descendant d'Alî; les Karmates, communistes, issus de la secte shiite panthéiste des Ismaélites (neuvième siècle), fondèrent un État dans le Bahrein et pillèrent en 928-930 la Mecque, d'où ils emportèrent la pierre noire de la Kaaba, qu'ils gardèrent vingt-deux ans. L'Égypte, après plusieurs révoltes, forma un troisième khalifat, shiite et ismaélite, celui des Fatimites du Caire (969-1171), puis un sultanat sunnite sous les Eyubites, d'origine kurde (1171-1250). Ces divisions permirent aux Croisés de conquérir la Palestine (1097) et de fonder le royaume latin de Jérusalem (1099-1187); le sultan eyubite d'Égypte, Saladin, leur reprit la Syrie (1171-1193) et Jérusalem (1187), ne leur laissant que quelques villes de la côte, perdues en 1291. L'empereur Frédéric II fut roi de Jérusalem par arrangement de 1229 à 1244.

cour perse; les femmes, qui étaient libres et influentes en Arabie, furent enfermées dans des harems gardés par des eunuques, elles n'eurent plus d'autre influence que celle qui venait de leur coquetterie et de leurs intrigues; ce fut l'une des causes de la corruption de la monarchie et de la société musulmanes. On n'aborda plus le souverain ou ses ministres qu'en se prosternant. Le pouvoir du khalife devint despotique et, quand le sultan Harun al Reshîd (786-809) eut fait périr, en 803, les Barmécides, le despotisme s'aggrava encore.

La seconde époque du khalifat des Abbasides fut celle de la décadence de la civilisation arabe. Cette civilisation, plus encore que celle de la Méditerranée occidentale, avait trop directement continué la civilisation antique: les Arabes, avides et sensuels, perdirent leurs qualités en pillant les vaincus, en s'abandonnant aux plaisirs; peu nombreux, ils finirent par disparaître dans les peuples conquis. Au bout de deux siècles le khalifat était aussi impuissant que Byzance. L'État centralisé ne put se maintenir, il se morcela en principautés féodales. Les Bujides (944-1029), une autre famille issue des Sassanides, ne cessèrent d'étendre leurs possessions dans la vallée du Tigre jusqu'à ce qu'ils eussent enfermé le khalife dans la ville de Bagdad; ils s'en emparèrent en 946 et réduisirent le khalife au simple exercice de ses fonctions religieuses.

IV (1)

Alors commença la quatrième période de l'Islam, celle où les barbares, Africains, Turcs, Mongols, se convertirent en masse et formèrent les États prépondérants. Le rôle de l'Islam dans la civilisation fut changé : jusqu'alors il avait représenté la dernière forme de la culture millénaire, renouvelée par un peuple jeune et des principes égalitaires ; son domaine avait été l'Asie antérieure et la Méditerranée. Depuis le treizième siècle, l'Islam comprit surtout des peuples barbares ou, comme dans le

(1) Dans le même temps où les Almoravides conquéraient le nord de l'Afrique et l'Espagne, les Turcs envahirent l'Asie centrale et l'Asie antérieure : les Ghaznévides (960-1185) s'emparèrent de la Perse et du nord-ouest de l'Inde ; les Khovaresmiens, de la région de Khiva (Khovaresm) (xii^e, xiii^e siècles) ; les Seldjukides disputèrent la Perse aux Ghaznévides (xi^e siècle), puis ils fondèrent dans l'Asie Mineure le royaume d'Iconium ou de Rûm (xii^e, xiii^e siècles), les musulmans appelaient Rûm (Rome) tous les pays qui avaient appartenu à l'empire d'Orient. Ce fut ensuite la première invasion mongole (xiii^e siècle) : Hulagu prit Bagdad, mit fin au khalifat, établit dans l'Iran la dynastie des Il Khan, convertis à l'Islam (1265-1349). En Asie Mineure, les Turcs Ottomans, d'abord vassaux des Seldjukides, finirent par en triompher. Timur (1333-1405) réunit sous sa domination tous les États musulmans de l'Asie centrale, de l'Asie antérieure et de la Russie. Ses fils ne conservèrent que Bukhara ; encore son petit-fils Bâbar (1483-1538) en fut-il chassé par les Djengiskhanides ; il s'enfuit dans l'Inde, où il créa l'empire du Grand Mongol (1526-1857). Tandis que les Persans se donnaient la dynastie nationale des Safides (1502-1722), les Turcs Ottomans conquièrent l'Asie antérieure et les deux tiers du bassin de la Méditerranée.

Bengale, les basses classes, restées incultes, de pays civilisés. Sous l'oppression des barbares, qui ne se policèrent pas comme les Arabes, les peuples du monde antique perdirent leur civilisation millénaire; les musulmans du bassin de la Méditerranée, reconquis peu à peu par les chrétiens, ne formèrent plus qu'une minorité dans l'Islam (1).

L'Islam, qui s'était corrompu sous l'influence de la civilisation millénaire, se fit rude et grossier sous celle des barbares : des superstitions de toutes sortes s'y mêlèrent; le principe que l'Islam s'étend et se maintient par la force fut compris de manière à en faire l'ennemi de toute civilisation avancée; le despotisme devint cruel, le fanatisme sauvage, le sensualisme brutal; la subjection de la femme empira; la doctrine de la prédestination aboutit à un fatalisme qui découragea de tout progrès et même de tout effort; la religion et l'État, que les traditions des anciens empires avaient tendu à séparer partiellement, furent de nouveau confondus; les sujets non musulmans (*kâfir*), soumis à des vexations, exposés aux massacres, furent aban-

(1) En 1897, sur 250 millions de musulmans, il y en avait moins de 12 millions en Europe (dont 8 millions dans la Russie d'Europe et la Transcaucasie, 3 200 000 dans les Balkans); 164 millions en Asie (dont 16,5 millions en Turquie, 8,9 en Perse, 9,4 en Asie russe, 5,8 dans l'Afghanistan et le Beluchistan, 57,3 dans l'Inde (66 en 1911), 32 (?) en Chine, 3,5 en Indo-Chine, 30,4 dans l'archipel Malais); 74 millions en Afrique (dont 9 millions en Égypte (aujourd'hui plus de 11), un million dans la Tripolitaine, 1 760 000 en Tunisie, 3 750 000 en Algérie, 3,8 millions (?) au Maroc (actuellement plus de 4 millions). Ainsi, sur 250 millions de musulmans, à peine 32 millions appartenaient-ils aux bassins de la mer Rouge et de la Méditerranée.

donnés à eux-mêmes sans gouvernement. Par contre, il faut reconnaître que l'Islam, après avoir rendu à l'humanité le service de contribuer à sauver la culture antique, lui rendit depuis le service différent de civiliser dans une certaine mesure les barbares de l'Asie et de l'Afrique, qu'aucune autre forme de civilisation n'avait encore touchés; la civilisation russe, elle-même, a dû en Asie respecter l'Islam.

V

Avec le dix-neuvième siècle, une cinquième période a commencé pour l'Islam, celle où les pays musulmans, tous en décadence, ont été conquis par l'Europe ou du moins forcés d'accepter ses réformes. Sans doute le fanatisme des musulmans les a d'abord soulevés contre les institutions et les mœurs nouvelles, puis leur fatalisme les a réduits à une résignation apathique, et pourtant l'Europe les a transformés peu à peu, parce que l'Islam ne renferme guère de principes qu'il n'ait empruntés au judaïsme ou au christianisme, parce que la civilisation arabe, d'où sont sorties toutes les civilisations musulmanes, se composait des mêmes éléments qui ont fait la civilisation européenne, parce qu'enfin la civilisation moderne de l'Europe est égalitaire comme l'Islam. Aussi ne trouvait-on pas au début du vingtième siècle un seul grand État musulman qui n'eût accompli des réformes et où ne se fût formé un parti progressiste, à la fois littéraire et politique, avide d'ins-

truction et de liberté. L'Islam est ainsi devenu l'un des véhicules de la civilisation européenne en Asie et en Afrique, comme il avait été autrefois le véhicule de la civilisation de l'Asie antérieure et de la Méditerranée. C'est uniquement dans ce rôle de propagateur de la culture occidentale qu'il nous faut ici l'étudier.

L'Islam le remplit de deux manières : par des mouvements proprement nationaux et par des mouvements religieux, communs à tout l'Islam. Le but principal des sectes qui ne cessent de se fonder est de rétablir la démocratie de l'Islam primitif, de détruire le despotisme, l'administration corrompue, le clergé avide et routinier ; mais, quoique ce programme trahisse l'influence de l'Europe et serve à la répandre, elles lui sont pourtant hostiles, parfois jusqu'au fanatisme (1).

(1) La plus ancienne des grandes sectes démocratiques, rigoristes et communistes de l'Islam moderne est le Wahabisme, fondé en 1745 dans l'Arabie, qu'il avait presque entièrement convertie au commencement du dix-neuvième siècle. Incapable de le réduire, le sultan turc Mahmûd II confia cette mission au pacha d'Égypte, Mehemet Ali, qui conquiert l'Arabie de 1815 à 1818. Les Wahabites n'en continuèrent pas moins leur propagande ; en 1863, ils atteignirent le golfe Persique. Plusieurs fois soulevés, plusieurs fois vaincus, leur puissance est encore grande. Un Indien fanatique, Sejjid Ahmed, de Patna, se convertit au wahabisme pendant un pèlerinage à la Mecque et le prêcha dans l'Inde à partir de 1820. Il fit de nombreuses recrues, des désordres éclatèrent ; Ahmed fut tué en 1831. Sa secte est depuis lors secrète. — Les Senûsi furent fondés au dix-neuvième siècle par Mohammed (fils d'Ali es Senûsi). Né en 1791 près de Mostaganem, il se rendit à Fez, puis à la Mecque en 1829, s'affilia aux Khadyria, mais suivit ceux qui se séparèrent de la secte. Chassé de la Mecque, il s'établit à la fron-

Le panislamisme est plus vague et plus complexe. L'établissement par les Européens de voies de communication terrestres, fluviales et maritimes mit en rapports les divers pays musulmans, qui se connaissaient à peine, et facilita le pèlerinage de la Mecque, où des gens de tous ces pays purent s'aboucher, grâce à la connaissance, au moins superficielle, que tous les mahométans instruits ont de l'arabe ou du persan. La conquête que l'Europe a faite de beaucoup de pays musulmans, l'hostilité ou le mépris qu'elle a montré à d'autres, le préjugé qui pousse tant d'Occidentaux à regarder l'Islam comme contraire à la civilisation moderne, ont effrayé les musulmans, qui, menacés dans leur religion et dans leurs intérêts, ont cherché à s'unir. D'une part, les clergés des différents pays sont entrés en rapports; des imân, des moines (dervish ou fakîr) sont allés de région en région prêchant un soulèvement général contre les Puissances chrétiennes; le sultan de Constantinople, khalife des croyants, leur a demandé de l'argent, des secours militaires et a tenté de leur imposer son autorité (1). D'autre part, il s'est créé

tière de l'Égypte et de la Tripolitaine (1855), à Djarabub, près de l'oasis de Sive (Jupiter Ammon), devint le supérieur de 22 monastères et présenta son fils comme le mahdi († 1859). La capitale de la Senûsiya fut transportée vers le Sud : en 1886 dans l'oasis soudanaise de Kufra, en 1899 à Guru (? Gouro), en 1900 à Ain Kalaka, dans le Borku (Borkou). On lui a attribué 9 millions d'adhérents (?). L'Islam compte 72 ordres religieux.

(1) Ce panislamisme proprement religieux n'a pas produit tout l'effet qu'on en attendait et quand, au cours de la guerre mondiale, le sultan, déployant l'étendard vert du prophète, a

un autre panislamisme, qui prétend prouver que l'Islam n'est pas plus hostile à la civilisation moderne qu'aucune autre religion, qu'il peut très bien admettre la monarchie constitutionnelle ou la république, ou même la séparation de l'Église et de l'État; ce panislamisme est à la fois une internationale révolutionnaire et une ligue pour défendre les droits de toutes les nations musulmanes. L'une et l'autre formes de panislamisme ne s'étant développées que depuis la guerre russo-japonaise et les révolutions qu'elle a provoquées, c'est au cours de ces volumes que nous les étudierons.

Nous examinerons ici les mouvements nationaux qui se sont produits dans les différents pays musulmans. Pour les comprendre, il faut d'abord rechercher comment ils se concilient avec la conception que l'Islam se fait des rapports de la religion et de l'État. Dans son principe, il est contraire à la création de nations; tous les croyants devraient former une seule communauté sous le khalife, représentant de Mahomet, c'était le cas aux premiers temps du khalifat, mais les peuples que réunirent ses conquêtes étaient trop différents pour se fondre et avaient des traditions trop anciennes de gouvernement laïque pour y renoncer complètement en faveur d'un chef religieux; ils se

déclaré la guerre sainte (*djihâd*), les musulmans qui n'étaient pas ses sujets ne l'ont pas suivi; les ulemâ indiens répondirent à sa déclaration que le khalife n'était pas fondé à donner le caractère de guerre sainte à une guerre dont l'origine et le but étaient purement politiques.

détachèrent, les uns après les autres, du khalifat, qui finit dans l'impuissance; pendant trois siècles, il n'y eut plus de khalifat (1) et les divers pays qui avaient embrassé l'Islam se constituèrent des gouvernements d'après leurs traditions nationales : quelques-uns, comme la Perse et le Maroc, firent de leurs souverains leurs chefs religieux; d'autres, comme l'Inde, l'Afghanistan, le Turkestan, les îles de la Sonde obéirent à des souverains, qui, quoique musulmans, n'étaient pas leurs chefs religieux; les mahométans de la Chine et de la Russie, une partie de ceux de l'Inde se soumirent même à des souverains non musulmans. C'est ainsi que disparut l'unité du monde musulman, que le pouvoir civil s'y sépara du pouvoir religieux et que, les anciens peuples conquis par les Arabes ayant recouvré leur indépendance, l'idée de nationalité s'introduisit dans l'Islam et s'y fortifia de plus en plus sous l'influence de l'Asie propre et plus encore sous l'influence de l'Europe. Au seizième siècle, les Turcs ottomans reconstituèrent le khalifat dans des conditions particulières, mais l'histoire de ce nouveau khalifat ne peut se séparer de celle de l'empire ottoman, par laquelle nous devons donc commencer notre étude des nations musulmanes. L'histoire de cet empire est d'ailleurs mêlée à celle de l'Europe, comme il est le meilleur représentant de cette seconde civilisation eurasiennne qui accomplit dans le Sud la même

(1) Les descendants des Abbasides réfugiés au Caire avaient cependant conservé leur titre de khalife et les Égyptiens leur reconnaissaient une certaine autorité religieuse.

tâche que la civilisation russe accomplissait dans le Nord et, après avoir uni l'Europe à l'Asie propre, devint l'un des propagateurs de la civilisation européenne jusqu'en Extrême-Orient.

b) *La Turquie* (1).

I

Au début, les Turcs ottomans, les seuls dont nous ayons à nous occuper ici, ne formaient pas un peuple mais seulement une bande d'aventuriers musulmans, les uns turcs, les autres d'origines diverses, qu'avaient recrutés Othmân et ses successeurs. Du quatorzième au seizième siècle, ils

(1) Les Turcs, une des branches de la race ouralo-altaïque, se retrouvent dans toute l'Asie centrale et l'Asie orientale. Ils n'ont cessé d'envahir toutes les régions de l'Europe et de l'Asie, particulièrement l'Asie antérieure. Nous avons déjà parlé des Ghaznévides, des Seldjukides et des Khovaresmiens. Les Turcs Ottomans n'appartiennent pas à un rameau particulier des Turcs; au début, ils ne formaient même pas un peuple; c'étaient des bandes musulmanes, qui, chassées par les Mongols, vinrent vers 1225 s'établir en Arménie sous le chef Suleimân, dont le fils, Ertogrul (1231-1288), reçut des Seldjukides un fief en Phrygie. Leur troisième chef, Othmân (1288-1326), leur donna son nom; il étendit, depuis 1299, ses possessions en Asie Mineure. Grossies d'aventuriers de tous les pays, même de renégats, qui formèrent la cavalerie des *spahis* et l'infanterie des janissaires, les hordes ottomanes conquièrent, sous Orkhan (1326-1359): Brousse (1326), Nicée, Nicomédie (1340), Gallipoli (1356); sous Murad I^{er} (1359-1389): la Thrace, avec Andrinople, qui devint leur capitale (1365), la Bulgarie, la Serbie (par la victoire de 1389); sous Bayezid I^{er} (1389-1402): la Valachie, la Macédoine, la Grèce septentrionale, la Hongrie (après la bataille de Nicopoli (1396). Mais les

conquirent, sans plan, comme des barbares, tous les pays qui ne purent pas les repousser; ils étendirent ainsi leur domination du bassin de l'Eu-

Ottomans voulurent aussi s'étendre en Orient; l'occupation de la Mésopotamie les mit en face de nouveaux envahisseurs. Timur battit Bayezid à Angora et le fit prisonnier (1402). Il fallut vingt ans à Suleimân I^{er} (1402-1410), Musa (1410-1413) et Mohammed I^{er} (1413-1421) pour reconstituer l'empire démembré. Sous Murad II (1421-1451), Jean Hunyade (1387-1456), voïvode de Transylvanie (1442), réussit encore à délivrer la Valachie, la Serbie, l'Illyrie, et Castriota (dit Skanderbey ou le bey Alexandre) (1403-1468) souleva l'Albanie, où les Turcs devaient lui donner un fief en 1461. Mais Murad, par ses victoires de 1444 et 1448, repoussa les chrétiens au delà du Danube, en même temps qu'il s'emparait du Péloponèse (1446). Après la prise de Constantinople (29 mai 1453) par Mohammed II (1451-1481), l'avance recommença : la Serbie fut reprise (1456); l'Attique (1456), le Péloponèse (1460), à l'exception de quelques ports (Lépante, Nauplie, etc.) restés aux Vénitiens, la Bosnie (1463), l'Albanie (1468), Trébisonde (1461), la Moldavie polonaise (1478) tombèrent au pouvoir des Turcs, qui forcèrent les khans mongols de Crimée à se reconnaître leurs vassaux (1475). Bayezid II (1481-1512) soumit la Croatie (1481-1483) et la Bessarabie jusqu'au Dnyep; Selim I^{er} (1512-1520), son fils parricide, l'Arménie, l'Aserbeïdjan occidental, la Syrie (1516), la Palestine, l'Égypte (1517), où le dernier Abbaside lui céda le titre de khalife; la Mecque et Médine le reconnurent pour chef de l'Islam. Enfin Suleimân II (né en 1496) (1520-1566) annexa Belgrade (1521), Rhodes (1522), la Géorgie, la partie orientale de la Mésopotamie avec Bagdad (1534), Alger (1519), Tunis (1533), Tripoli (1551), que les Espagnols occupaient depuis 1509, Chio (1566). Après la victoire de Mohacz (1526), il fit de la Hongrie moyenne le pachalik de Buda-Pest (1529-1547-1686), mais il échoua au siège de Vienne (1529), qui marqua l'extrême limite de l'avance turque en Europe.

J'ai conservé au mot *pacha* son orthographe française habituelle; d'après l'orthographe adoptée dans cet ouvrage, il aurait fallu *pasha*. Le titre est persan; les sultans ottomans, qui l'ont adopté, ont créé trois rangs de pachas.

phrate aux frontières du Maroc, de l'Ukraine et de la Hongrie jusqu'au midi de l'Arabie et de l'Égypte, et se constituèrent un empire où se mêlaient toutes les races, toutes les civilisations et toutes les religions du Proche Orient. Comme cet empire manquait d'unité morale, il manquait d'unité géographique; quoiqu'il eût été conquis par terre, il avait la mer pour centre, et, si dans de certaines régions il possédait en entier les pays qu'elle baignait, dans d'autres c'était seulement une bande de littoral; aucune frontière naturelle ne le protégeait et les communications par terre entre ses provinces étaient longues, difficiles, quelquefois impraticables.

Si cet empire de hasard ne s'écroula pas comme celui de Tamerlan, mais dura au contraire quatre siècles, ce fut le résultat de deux causes d'ordres opposés. D'une part, Selim I^{er} ayant obtenu en 1517 les droits du dernier Abbaside, qui vivait retiré en Égypte, il se fit reconnaître comme khalife non seulement par tous ses sujets, mais par tous les musulmans sunnites, à l'exception des Marocains; il put ainsi compter sur l'obéissance religieuse de ceux qui, à un titre quelconque, auraient pu contester ses droits politiques.

D'autre part, l'empire ottoman, devenu une puissance méditerranéenne et même européenne, participa, tantôt volontairement, tantôt involontairement, à la civilisation de l'Europe. De grands ministres, qui étaient des Européens convertis à l'Islam, et les Grecs restés chrétiens du Phanar (un quartier de Constantinople), que ces ministres em-

ployèrent comme drogmans ou comme hospodars des peuples chrétiens, cherchèrent à lui donner un gouvernement et une administration copiés sur ceux des États les plus civilisés de l'Occident. Ils y réussirent partiellement, de sorte que, malgré les différences qui séparaient la Turquie de l'Europe, son histoire politique présente les mêmes phases que celles des monarchies européennes.

La première phase est celle de la Renaissance et de la fondation de la monarchie absolue. Deux hommes éminents, le sultan Suleimân II, le Magnifique (1520-66) et son grand vizir Mohammed Sokolli, d'origine européenne, créèrent le gouvernement centralisé et l'administration, divisèrent l'empire en vilayets, organisèrent les finances, rétablirent l'autorité des tribunaux. Comme la civilisation méditerranéenne entraînait en décadence, que l'Europe occidentale et l'Europe centrale étaient bouleversées par les guerres de religion, que l'Europe orientale était à demi barbare et la Russie presque tout à fait barbare, l'empire Ottoman, ainsi constitué, parut l'égal des autres États; on admira sa puissance militaire, la pompe de la cour du sultan, les monuments qu'il bâtissait, surtout la belle mosquée de la Suleimânyeh (1).

(1) Suleimân encouragea les lettres : si l'arabe resta la langue du droit, des sciences, de la philosophie, le turc devint une langue littéraire grâce à la poésie qui, après les essais de Suleimân († 1403) et de Shâkhi au xv^e siècle, produisit au seizième : Sati († 1546), Lâmi'i († 1531), auteur de quatre épopées; Fasli († 1563), le chantre de la Rose et du Rossignol, Fuzûli († 1562); Bâli († 1600), Mesîhi († 1512), Revâni († 1523)

L'apparence trompait pourtant; la Turquie ne possédait pas les principes de civilisation qui devaient permettre à l'Europe de sortir de la crise du seizième siècle et de se développer, et il s'y trouvait des causes de décadence que l'Europe ne connaissait pas. La première était justement l'antinomie du khalifat, pouvoir en quelque sorte ecclésiastique, qui soumettait tous les musulmans au sultan mais obligeait le sultan à se conformer strictement aux prescriptions religieuses, et de la monarchie centralisée européenne, qui ne pouvait se développer ou même se maintenir qu'en combattant certaines lois de l'Islam. Il y avait de plus opposition entre l'esprit démocratique de l'Islam et les traditions de Byzance et des anciens empires, qui étaient celles de l'autocratie tombée dans l'impuissance, de la corruption et de la vénalité, opposition aussi entre ces traditions, l'influence de l'Europe et les coutumes que les Turcs avaient conservées du temps de leur barbarie. Enfin, l'empire turc était un empire de conquête, où les vainqueurs, peu nombreux, étaient haïs par tous leurs sujets, principalement par les chrétiens, les *Giaur* (1), qu'ils mettaient hors la loi, désarmaient, accablaient d'impôts et persécutaient. Les provinces régies par des *vâli*, de fait indépen-

et, au siècle suivant, le satirique Nef'i († 1635) et l'écrivain didactique Nabî († 1712).

Le plus grand architecte turc est Sinan, qui bâtit le Suleimânyeh (1550-66), la mosquée du prince (Shâhzaâde), celle de Selim II à Andrinople.

(1) Les paysans chrétiens des Balkans étaient appelés *rayah*.

dants, n'étaient unies que par la mer, et les Turcs n'étaient pas marins; ils durent confier aux corsaires barbaresques le soin d'assurer leurs communications. La principale force de l'État était la milice turbulente des janissaires, qui voulaient sans cesse de nouvelles conquêtes pour faire de nouveaux pillages. Au lieu d'une cour il y avait le sérail, où les sultans et les futurs sultans s'énervaient, dès le plus jeune âge, dans les plaisirs; sous la garde d'eunuques, dont le chef était le premier personnage de l'empire après le grand vizir et plus influent que lui, des centaines de femmes de toutes les religions, de toutes les classes, de tous les peuples, se disputaient l'amour du maître, conspiraient les unes contre les autres ou même contre lui, se défaisaient de leurs rivales par la calomnie ou par l'assassinat, luttaient contre les favoris mâles, dont tant devaient arriver aux plus hautes charges de l'empire. Chacune cherchait à pousser au trône ses enfants, tandis que la loi musulmane le réserve au prince le plus âgé de la dynastie. Suleimán II fit périr le fils de sa première femme, Mustafà, un bon général, pour plaire à sa favorite, la russe Roxelane (Khurren), puis, après la mort de Roxelane en 1558, l'un des fils qu'il avait d'elle, Bayezid (1559). Ce devint la coutume qu'à chaque avènement on tuât les proches parents du nouveau maître; les sultanes enceintes, cousues dans des sacs, étaient jetées à la mer. Mohammed III fit étrangler ses dix-neuf frères (1).

(1) Sous Selim II (1566-74), le grand vizir Mohammed

La seconde phase de l'histoire de la Turquie, comme de celle de l'Europe, est la phase où, le principe de la *raison d'État* s'étant substitué à

Sokolli (1503-79) ne put empêcher Mustafâ pacha de conquérir Chypre, Zante et Céphalonie, ce qui fit des Vénitiens les ennemis de la Porte et lui valut la défaite de Lépante (1571); il répara ce désastre et reconstitua la flotte ottomane; il périt assassiné en 1579 sous le règne de Murad III (1574-1595). Après lui, Othmân et Sinan ne furent que de bons soldats : malheureux contre les Autrichiens, ils imposèrent à la Perse le traité de 1590, qui donnait à la Turquie la Transcaucasie. Si Mohammed III (1595-1603) fut incapable et cruel, Ahmed I^{er} (1603-1617), le constructeur de la belle mosquée de l'Ahmediyeh, voisine de Sainte-Sophie, signa des traités avec les Puissances européennes. Après lui la décadence commença. La Turquie, restée barbare malgré les réformes de Suleimân II, se sentait impuissante en face des États qui se formaient en Europe; elle ne pouvait plus employer les insatiables janissaires à la conquête et au pillage. Soutenus par des ulemâ fanatiques et la populace de Stambul, ils déposèrent en 1618 Mustafâ I^{er}, monté sur le trône en 1617, et le remplacèrent par Othmân II, qui, pour les satisfaire, envahit la Pologne; leur insubordination lui valut une défaite. Il résolut de les faire massacrer; ses ministres prirent les devants, l'assassinèrent et remirent sur le trône Mustafâ I^{er} (1622-1623), qui fut déposé l'année suivante, étranglé en 1639. Murad IV (1623-1640) se maintint par une cruauté que les Turcs mêmes trouvèrent monstrueuse; il réussit à conquérir sur la Perse (1634-1638) Erivan, Tabriz et Bagdad. Ibrahim (1640-1648), un fou, fut étranglé par les janissaires.

Cet empire de barbares semblait près de disparaître quand la famille albanaise des Kœprülü, arrivée au grand vizirat, le sauva en essayant d'en faire un État artificiel pareil à ceux qui se formaient alors dans l'Europe centrale et l'Europe orientale. En 1656, la mère de Mohammed IV (1648-1687), mineur, qui jusqu'alors avait abandonné le pouvoir aux eunuques, nomma grand vizir Mohammed Kœprülü (né en 1596). Kœprülü, qui gouverna jusqu'à sa mort (1661) en maître absolu d'une implacable sévérité, réorganisa l'État et rétablit les finances, combattit le fanatisme et la corruption, écrasa les révoltes. Malheureuse-

celui du *bon plaisir*, le gouvernement centralisé s'organisa au dix-septième siècle et devint, au dix-huitième, l'État impersonnel. Cette œuvre,

ment, la Turquie, militaire, ne se maintenait que par la lutte et les peuples civilisés voulaient lui reprendre ses conquêtes. Kœprülü dut se distraire des réformes pour recommencer la guerre : il vainquit les Vénitiens, conquît la Transylvanie en 1658 sur Georges II Rakoczi (1648-1660). Son fils, Ahmed Kœprülü (1662-1676) (né en 1633), le plus grand des ministres de l'Ancien Régime, protégea les sciences et les lettres, fonda une bibliothèque publique, poursuivit les réformes de son père, développa l'agriculture, les industries et le commerce; il battit les Autrichiens à Gran, en Hongrie (1663), se maintint contre eux malgré la défaite de Saint-Gothard (1664) et leur imposa la paix de Vasvar, qui laissait la Transylvanie sous la suzeraineté de la Porte. Il conquît définitivement la Crète (1669) et envahit l'Ukraine, mais Jean III Sobieski (1674-1696) sauva la Pologne par la victoire de Chokzin et la paix du 27 octobre 1676. Ahmed eut pour successeur son beau-frère, Kara Mustafâ (né en 1634). Le comte Tekeli, ayant soulevé en 1677 la partie autrichienne de la Hongrie, demanda l'appui de la Porte, dont il reconnut la suzeraineté en 1681. A la tête d'une armée de 200 000 hommes, Mustafâ mit le siège devant Vienne en juillet 1683; dix-huit assauts ne purent emporter la place, et Sobieski, venu au secours de l'empereur, battit les Turcs le 12 septembre. Forcé de se replier, Mustafâ fut privé de son commandement, puis mis à mort à Belgrade le 25 décembre. Les Impériaux reprirent Pest (1684), Bude (1686) et gagnèrent la seconde bataille de Mohacz (1687); les Vénitiens se rétablirent dans le Péloponnèse (1685), qu'ils occupèrent presque entièrement de 1699 à 1718. Irrités de ces défaites, les Kœprülü et les janissaires se révoltèrent en 1687 et déposèrent Mohammed IV († 1691) pour l'empêcher d'assassiner son frère, qui devint le sultan Suleimân III (1687-1691) et rendit le pouvoir aux Kœprülü (1689); mais leur chef, le grand vizir Mustafâ Fazil, frère d'Achmed, fut tué à la bataille de Slankamen (19 août 1691), gagnée par les Autrichiens sous Louis de Bade, peu après l'avènement d'Achmed II (1691-1695). Sous Mustafâ II (1695-1703), quand le grand vizir Mohammed Elmas Pacha (1666), longtemps victorieux des Autri-

déjà difficile en Europe, semblait presque impossible pour l'empire ottoman. Mais de nouveau de grands ministres d'origine européenne s'essayèrent à le transformer d'après les exemples reçus de l'Europe : au ^{xvii}^e siècle, la famille albanaise des

chiens, des Vénitiens et de Pierre le Grand, qui finit pourtant par s'emparer d'Azov (1696), eut péri à la bataille de Zenta (sur la Theiss), gagnée par le prince Eugène de Savoie le 11 septembre 1697, le pouvoir revint encore aux Kœprülü. Amudja Zade Husein, neveu du premier Kœprülü, grand vizir de 1697 jusqu'à la veille de sa mort (septembre 1702), dut signer la paix de Carlovitz (26 janvier 1699), qui rendit définitivement la Hongrie et la Transylvanie à l'Autriche, mais il accomplit des réformes intérieures, qui sauvèrent pour un temps la Turquie : il protégea les chrétiens, chercha conseil auprès des Grecs du Phanar et des boyards valaques et moldaves (Maurocordato, Kantemir, Brancovan, etc.), les employa comme drogmans, les nomma hospodars des provinces danubiennes; il fortifia l'État de toutes manières, développa l'instruction, encouragea les lettres et les sciences, fonda des établissements de bienfaisance; il subventionna les fabriques de draps de Selanik, celles de soie de Brousse; il fit traduire des ouvrages étrangers, surtout arabes. Après sa mort, les grands vizirs Mustafâ Daltaban, étranglé dès 1702, et Rami Mohammed essayèrent vainement de continuer son œuvre. Les janissaires déposèrent Mustafâ II et choisirent comme sultan Ahmed III (1703-1730); il fit remettre de l'ordre dans les finances par Ali Khorlili, grand vizir en 1706 († 1711); il accueillit, après la bataille de Poltava (1709), Charles XII de Suède, malgré les conseils d'Ali Khorlili, aussitôt disgracié, du dernier Kœprülü, Numan, qui fut grand vizir du 15 juin au 18 août 1710, et d'Ali Kummurdji, son meilleur ministre. Pierre le Grand lui fit la guerre, mais se laissa cerner sur le Pruth; l'impératrice Catherine acheta le grand vizir Baltazi Mohammed († 1712), qui se contenta, par la paix de Hush ou Falezi (23 juillet 1711), de recouvrer Azov. Baltazi fut exilé; Charles XII fut emprisonné en 1713 à Demotika (près d'Andrinople), d'où il s'échappa en 1714. Ali Kummurdji, devenu grand vizir en 1714, reprit le Péloponèse aux Vénitiens; c'était

Kœprülû (Koprili), qui conserva le grand vizirat de 1656 à 1702, réforma toutes les institutions; au XVIII^e, des ministres remarquables continuèrent son œuvre : Alî Khorlîli (1706-09), Ali Kummurdjî (1714-16), Ibrahim massacré en 1730, Mohammed

un bon administrateur; il fut tué le 5 août 1716 à la bataille de Peterwardein, gagnée par le prince Eugène, qui, après la prise de Belgrade (1717), imposa aux Turcs la paix de Passarowitz (Pasharevatz) (1718); Belgrade fut cédée à l'Autriche. Si Ahmed était un soldat médiocre, il s'efforça de civiliser les Turcs avec l'aide de son grand vizir Ibrahim pacha, il cultiva les lettres et fonda la première imprimerie (1727). Ces réformes amenèrent la révolte de 1730, qui coûta la vie à Ibrahim. Ahmed, déposé, mourut en prison (1736), probablement empoisonné. Mahmûd I^{er} (1730-1754) commença son règne par le massacre de 15 000 janissaires; il s'occupait de rétablir l'ordre dans l'État, quand la Russie et l'Autriche l'attaquèrent à la fois. Les Russes, commandés par Münnich, furent vainqueurs en Ukraine, mais les Autrichiens se firent battre à Krotzka par le grand vizir El Hadi Mohammed (23 juillet 1739), et la paix de Belgrade (1739) rendit à la Turquie cette ville avec toute la rive méridionale du Danube et de la Save; par contre, les Turcs furent malheureux en Orient, où le shâh de Perse, Nâdir, leur reprit les conquêtes qu'ils avaient faites sous les Safides. Sous Othmân III (1754-1757) et Mustafâ III (1757-1774), le grand vizir Mohammed Raghib († 1763) fit une nouvelle tentative de réformes. De 1769 à 1774 eut lieu la première guerre de Catherine II. Le grand vizir Mehmet Emin (né vers 1724) secourut d'abord les Polonais attaqués par les Russes, puis il resta inactif dans son camp de Bender et fut étranglé par ordre du sultan (1769). Le traité de Kuchuk Kainarjî (21 juillet 1774) enleva aux Turcs la contrée entre le Dnyèpr et le Bug et les força de renoncer à leur protectorat sur la Crimée. Abd ul Hamîd I^{er} (1774-1789) consacra son règne à préparer une guerre de revanche, qu'il déclara en 1788. Il mourut de la douleur que lui causèrent les victoires de Suvorov à Fokshani (1788) et sur le Rimnik. Selim III (1789-1807) vit tomber Ismail (1790); il signa la paix de Shisteva avec l'Autriche (4 août 1791) et celle d'Iassy (9 jan-

Raghib († 1763). Mais les intrigues des sultanes et des eunuques, les coups d'État des janissaires, les soulèvements de la plèbe fanatisée par les ulemâ, les révoltes des vâli empêchèrent la Turquie de se développer comme l'Autriche et la Russie, qui lui reprirent la Hongrie, la Croatie, la Transylvanie et l'Ukraine, occupèrent à plusieurs reprises les principautés danubiennes. Aussi, au début du dix-neuvième siècle, la Turquie n'avait-elle même pas achevé de constituer l'État artificiel, alors que le principe des nationalités, formulé par la Révolution française, étendu en Orient par l'expédition de Bonaparte en Égypte, la forçait à tenter de se transformer en nation.

C'est l'histoire de cette troisième phase de l'histoire turque qui seule nous occupera ici, mais, avant de l'aborder, il nous faut examiner l'état des peuples qui formaient l'empire ottoman.

Les vrais Turcs, du type mongolique, venus en conquérants de l'Asie centrale, n'avaient jamais été nombreux; au onzième et au douzième siècle, ils avaient trouvé en Asie Mineure une population, d'origines diverses et hellénisée par Byzance, qui, persécutée par l'administration vénale et méticuleuse du basileus, avait accueilli avec

vier 1792) avec la Russie, qui obtint la rive gauche du Dnyestr. Ensuite ce fut l'expédition de Bonaparte en Égypte (1798-99), où la domination de la France (jusqu'en 1801) ne cessa que pour faire place à celle de l'Angleterre (jusqu'en 1803).

L'article XII du traité de Kuchuk Kainarji établissait le protectorat russe en Moldavie-Valachie; les art. VII, XIV et XVII accordaient à la Russie le droit d'intervenir en faveur des Ottomans de religion orthodoxe.

faveur les Seldjukides, s'était convertie à l'Islam et mise à parler le turc, mais avait imposé sa civilisation aux Seldjukides, comme trois siècles plus tôt les sémites de la Syrie s'étaient faits musulmans et avaient adopté l'arabe en donnant leur culture aux Arabes d'Arabie. Sous la domination des Ottomans, la turquification de tout le plateau continua et les Turcs se fondirent si bien avec les indigènes qu'à l'exception de quelques tribus des montagnes, la population turque de l'Asie Mineure n'a pas le type mongolique mais celui de l'Orient méditerranéen. En Europe, ceux qu'on appelait les Turcs étaient des Bulgares, des Serbes, des Albanais, des Valaques ou des Grecs qui s'étaient convertis à l'Islam et parlaient le turc. Nombreux étaient aussi les descendants d'esclaves, de réfugiés, de commerçants, d'aventuriers venus de toutes les parties de l'Europe et de l'Asie, ils s'étaient faits musulmans et fondus avec les Turcs; les janissaires étaient recrutés parmi les enfants chrétiens convertis à l'Islam. Les riches et les grands étaient des métis des origines les plus diverses, les membres de la famille impériale avaient eux-mêmes perdu le type mongolique, pris le type méditerranéen aux traits accusés, car les sultans et les princes accueillaient dans leurs sérails des femmes de tous les pays, des Européennes prises par les corsaires et vendues comme esclaves, des femmes de la péninsule balkanique, du midi de la Russie, de la Hongrie, surtout des Géorgiennes et des Circassiennes. Malgré ces divergences de race et de culture, il commençait cepen-

dant de se former une nation turque, dont nous suivrons les progrès au cours du XIX^e siècle.

Si les habitants du nord de l'empire parlaient le turc, ceux du sud parlaient l'arabe. Les Arabes formaient alors la majorité, car l'Égypte était encore un vilayet et le nord de l'Afrique dépendait, au moins nominalement, du sultan; ils se considéraient comme supérieurs aux Turcs, parce qu'ils possédaient les lieux saints et que leur civilisation était plus ancienne. Mais les peuples qui parlaient l'arabe n'étaient pas unis comme ceux qui parlaient le turc; ils tendaient à former des nations distinctes dans l'Afrique du Nord, en Égypte, en Arabie, en Syrie, en Mésopotamie. Aussi ne parvenaient-ils pas à obtenir une situation égale à celle des Turcs, qu'ils jalouaient.

Ainsi, au début du dix-neuvième siècle, les musulmans de l'empire n'étaient plus des barbares; l'Islam, qui recommande à tous les fidèles la lecture du Coran, encourage d'ailleurs l'instruction, mais les nombreuses invasions, l'anarchie causée par un mauvais gouvernement, le fanatisme et le fatalisme musulmans, les guerres continuelles avaient fait déchoir la civilisation millénaire de toutes les régions de l'empire, et l'influence de la civilisation européenne ne s'y répandait que peu à peu (1). On trouvait, d'ailleurs, en Asie des peuples redoutables : Druses du Liban, shiïtes fanatiques, Kurdes, d'origine persane.

(1) L'influence prépondérante en Orient depuis les Croisades était celle de la France, alliée de la Porte (XVI^e-XVIII^e siècle).

Dans les Balkans, où la majorité des habitants était restée chrétienne, les Turcs n'avaient pu détruire la vie nationale des peuples conquis; leurs défaites ranimèrent chez ceux-ci le désir de l'indépendance (1). En 1805, les exactions des pachas amenèrent la révolte des Serbes sous Georges le Noir (Kara ou Czerny : 1762-1817); soutenu par les Russes pendant la guerre de 1806-1812, il chassa les Turcs, mais Alexandre I^{er} l'abandonna en signant la paix de Bucarest (1812) et Karageorge vaincu s'enfuit en Autriche (1813). Dès 1815, les Serbes devaient reprendre la lutte sous Milosh Obrenovic (1780-1860), qui, par son habileté et les sommes d'argent distribuées aux pachas, devait obtenir de la Porte en 1816 la reconnaissance de la Serbie comme État indépendant, quoique tributaire.

En Valachie, gouvernée de 1240-1330 à 1659 par les Bassaraba, dont le plus illustre souverain avait été Michel le Brave (1593-1601), la Porte avait nommé des hospodars (2), d'abord choisis dans des familles du pays, comme Grégoire Ghika (1662-73), Serban II Cantacuzène (1679-88), Constantin II Bassaraba de Brancovan (1688-1714), qui s'allia avec Pierre le Grand et, après la défaite de celui-ci, fut

(1) Établissement des Serbes, venus de Galicie, dans les Balkans sous l'hégémonie de Byzance (septième siècle). Indépendance (1043). Étienne Dushan, tsar (1334-55). Conquête turque (1389).

La Serbie septentrionale appartient à l'Autriche de 1718 à 1739; le régime autrichien irrita les habitants, qui prirent le parti des Turcs dans la guerre de 1739.

(2) *Hospodar* est slave, le titre roumain est *domnu* (de *dominus*) George Ghika (1661-62), père de Grégoire, était Albanais.

mis à mort à Constantinople (26 août) ; ensuite dans les familles grecques ou phanariotes de Constantinople (1716-1822). Mais les Russes avaient acquis la suprématie en Valachie depuis l'occupation de 1769-1774 et celle de 1806-1812. En Moldavie, où, après des voïvodes nationaux, comme les Dabiza et les Kantemir, les Phanariotes gouvernaient depuis 1712, l'influence russe était également prépondérante ; l'Autriche avait annexé en 1777 la partie nord de la Moldavie, appelée Bukovine (1).

Les Bulgares dépendaient du pacha de Sofia, qui régissait la Roumélie. Beaucoup de familles nobles, surtout dans les villes, et les paysans du Rhodope, des environs de Plevna et de Lovech s'étaient convertis à l'Islam ; on les appelait Pomak (2).

En Bosnie, une partie considérable de la population s'était faite musulmane (475 000 à la fin du dix-neuvième siècle).

(1) Dynastie nationale moldave depuis 1360 : Étienne le Grand (1458-1504) vainqueur des Turcs à Racova (4 janvier 1475) ; première *capitulation* signée en 1511 avec les Turcs par Bogdan (1504-17). Kantemir (Demetrios) (1673-1723), allié de Pierre le Grand, qui le fit prince de Moldavie (13 avril 1711), se réfugia en Russie après la défaite de Pierre ; l'écrivain russe (Antiochos) était son quatrième fils.

(2) Premier royaume bulgare des Balkans (septième siècle). Soumission à Byzance (1019-1186). Deuxième royaume bulgare (1186-1393).

Fondation de l'Église bulgare par Rome. Patriarcat bulgare à Preslav (892-1015), Sofia, Vidin, Prespa, Okhrida, dont le titulaire (*archevêque de tous les Bulgares*) fut soumis en 1767 au patriarche de Constantinople ; la version vieux-slovène des Livres saints fut remplacée par le texte grec (l'Église bulgare ne devait être rétablie qu'en 1872). Il a existé un second patriarcat bulgare à Tirnovo du douzième siècle à la conquête turque.

Les Albanais (1) étaient en majorité musulmans, ils formaient les meilleures troupes de l'armée ottomane; ils entraient aussi en grand nombre dans l'administration, où beaucoup arrivèrent aux plus hautes dignités. L'un des leurs, Ali (1741-1822), pacha de Janina en Épire depuis 1788, s'était fait une principauté indépendante en forçant la Porte à lui donner, à lui ou à ses fils, le gouvernement de l'Albanie, de l'Épire, de la Thessalie, de la Livadie, de l'Étolie et de l'Acarmanie.

Les Grecs, restés chrétiens orientaux, peuplaient, outre la péninsule hellénique, la côte de la Thrace et de la Macédoine et les îles de la mer Égée; ils avaient des colonies nombreuses et riches dans beaucoup de ports de l'empire, principalement à Smyrne et à Alexandrie. Quand les Vénitiens avaient perdu le Péloponèse, les Grecs de Grèce s'étaient adressés à la Russie; ils s'étaient soulevés en 1770 à l'instigation de Catherine II, dont la flotte, sous Alexis Orlov, avait détruit la flotte turque dans la baie de Chesme (au nord du canal de Chio) (5 juillet 1770). Fédor Orlov avait débarqué des troupes dans le Péloponèse. Mais la Porte avait réussi à l'arrêter avec l'aide

(1) Les Albanais, qui se nomment eux-mêmes *Shkipetar* et que les Turcs appellent *Arnautes*, descendent, selon les uns, des Pelages, selon les autres, des Illyriens; ils parlent une langue indo-européenne, qui ne se rattache à aucun des groupes linguistiques de l'Europe. On trouve des Albanais dans plusieurs régions de la péninsule balkanique, mais la masse est en Albanie. Sur 1 115 000 habitants de l'Albanie propre, on comptait, avant les derniers partages, 790 000 musulmans, 240 000 grecs orthodoxes et 85 000 catholiques romains.

des Albanais; il reprit la mer hâtivement, abandonnant les Grecs, qui l'avaient aidé, à la vengeance des Turcs (1).

En Asie, le peuple arménien, entièrement chrétien, était celui qui avait le mieux conservé ses traditions et son caractère national, il supportait impatiemment le joug turc. Mais, très bien doués pour le commerce, les Arméniens commençaient de quitter leur pays pour s'établir dans toutes les villes de l'Orient. Ils étaient remplacés par des Turcs et des Kurdes (2).

(1) Le bérat de Mahomet II plaçait tous les grecs orthodoxes de l'empire (*râm*, romains) sous l'autorité du patriarche œcuménique (*râm millet*).

(2) Les Arméniens sont un des plus anciens peuples du monde; ils sont déjà mentionnés dans les inscriptions cunéiformes. Cependant les Arméniens actuels ne se sont guère formés avant le sixième siècle de l'ère ancienne par la fusion des premiers habitants avec des envahisseurs iraniens. A plusieurs reprises, ils réussirent à fonder de puissants royaumes, dont le principal sous les Parthes Arsacides, qui régnèrent de 150 de l'ère ancienne à 430 de l'ère moderne, mais le plus souvent sous la suzeraineté de Rome ou de la Perse. L'Arménie se convertit au christianisme en 294; annexée par la Perse au cinquième siècle, elle passa, avec ce pays, sous la domination des khalifes, moins une partie que prit Byzance. De 859 à 1080, la dynastie nationale des Bagratides y régna sous la suzeraineté du khalifat. L'Arménie fut ensuite partagée entre Byzance et les Seldjukides; elle fit partie de l'empire des Il Khan, de celui de Tamerlan, de celui des Turkomans du Mouton Blanc, de celui des Safides; les Ottomans la conquièrent en 1514. La Petite-Arménie, séparée à plusieurs reprises de la Grande-Arménie, gouvernée de 1080 à 1375 par les Bagratides, dont le dernier prince, héritier du trône par sa mère, fut un Lusignan, puis par les Égyptiens, passa, comme la Grande-Arménie, sous la domination des Turkomans, des Safides et des Turcs. Les Arméniens parlent une langue indo-européenne, ne se rattachant à aucun

Tout l'empire dépendait de Constantinople, qui comptait un demi-million d'habitants. Stambul, entre la Corne d'Or et la mer de Marmara, était la ville musulmane, dont la plèbe, misérable et violente, ne cessait de se révolter ; les janissaires, les véritables maîtres, s'alliaient tantôt à elle pour massacrer les sultans et les ministres, et tantôt ils la massacraient. Sur la colline qui forme la rive gauche de la Corne d'Or et la rive nord du Bosphore, l'ancienne concession génoise de Galata et l'ancienne concession vénitienne de Pera s'étaient réunies pour former la ville levantine, où se faisait le commerce.

Beaucoup des hauts fonctionnaires de Constantinople, qui avaient commencé de prendre les idées et même certaines habitudes de l'Occident, croyaient le temps venu de compléter l'œuvre des grands vizirs du dix-huitième siècle ; ils ne voulaient plus seulement s'inspirer de l'Europe, ils voulaient en imposer la civilisation et les mœurs aux masses musulmanes et chrétiennes. En refaisant ce que Pierre le Grand et Catherine avaient fait

groupe. Les plus cultivés (dont les Mekhitharistes, qui éditent les anciens ouvrages religieux écrits en arménien) se sont réunis à l'Église romaine ; la grande majorité forme une Église spéciale. (Voir t. I, p. ciii.)

Les Maronites sont une ancienne secte monothélite fondée dans le Liban en 680, qui, en 1445, s'est rattachée à l'Église romaine.

D'après la *Turquie à l'Exposition Universelle de 1867*, l'empire aurait compté alors 24,3 millions de musulmans (dont 15 de Turcs, 6 d'Arabes, 1 d'Albanais) et 15,2 millions de chrétiens (dont 6 de Slaves, 4 de Roumains, 2,4 d'Arméniens, 2 de Grecs).

en Russie, ils ne doutaient pas qu'ils obtiendraient les mêmes résultats. Sélim III (1789-1807) favorisait leurs projets. Il comprenait qu'aucun changement n'était possible tant que les janissaires seraient les maîtres. Quand l'occupation de l'Égypte par les Anglais et la paix de 1802 eurent réconcilié la France et la Turquie, il obtint de Napoléon des officiers qui formeraient des corps de troupes, équipés et exercés à l'européenne (1804), il déclara la guerre à la Russie (1806) pour retenir dans le sud une partie de l'armée du tsar (1). Mais, après la paix de Tilsit, Napoléon l'abandonna et Selim dut continuer seul la guerre contre la Russie, tandis que l'Angleterre, le considérant toujours comme l'allié de Napoléon, envoyait sa flotte bombarder les Dardanelles (avril 1807). Ces échecs déterminèrent les janissaires à se défaire de Selim avant qu'il eût achevé la formation de la nouvelle armée; ils le déposèrent le 31 mai 1807 et le remplacèrent par Mustafâ IV. Mais le chef des réformistes, le grand vizir Mustafâ Bairaktar (1755-1808), fit un coup d'État et déposa Mustafâ IV, qui donna l'ordre d'assassiner Selim le 28 juillet 1808. Bairaktar proclama sultan (1^{er} août 1808) le frère de Mustafâ, Mahmûd II (né en 1785) (1808-1839). Les janissaires, les ulemâ et la populace se soulevèrent le 15 novembre 1808 : Bairaktar fit exécuter Mustafâ IV; les révoltés l'assiégèrent alors dans son palais; il périt dans le combat. Mais Mahmûd vain-

(1) Mission du général (depuis maréchal) Sébastiani (1802); ambassade du même (1806-07).

quit les insurgés. La rupture de Napoléon et d'Alexandre lui permit de signer la paix de Bucarest (28 mai 1812) avec la Russie, qui, de toutes ses conquêtes, ne garda que la Bessarabie.

Mahmûd vainquit et fit assassiner en 1822 Ali de Janina; il recouvra l'Albanie et l'Épire. Mais la Grèce s'était insurgée. Dès 1821, Alexandre Ypsilantis et d'autres partisans grecs avaient tenté un coup de main en Valachie, tandis que le Péloponèse s'était soulevé sous Kolokotronis (1770-1843) et Mauromichalis (1775-1848), qui avaient constitué à Kalamata le sénat de Messénie (avril 1821). En 1822, le congrès d'Épidaure proclama l'indépendance de la Grèce; au mois de juin 1822, les Grecs prirent l'Acropole d'Athènes (1). Mahmûd, manquant de troupes, s'adressa au vâli d'Égypte, Mehemet Ali, qui envoya une flotte et une armée sous le commandement de son fils adoptif, Ibrahim. Les Égyptiens débarquèrent le 22 février 1825 dans le Péloponèse, qu'ils conquièrent; le 29 avril 1826, ils prenaient Missolonghi (Mesolongion) sur la côte nord du golfe de Patras.

En juin 1826, les janissaires se soulevèrent. Mahmûd avait à son service des hommes énergiques : Khosrev, ancien pacha d'Égypte (1800-1804), qui, après y avoir fait la fortune de Mehemet Ali, avait dû lui céder le pays, capitain pacha depuis 1822, fit noyer les janissaires de la flotte; le grand vizir, Mohammed Selim, vainquit les

(1) Recouvrée par les Turcs (5 juin 1827) et conservée par eux jusqu'en 1833.

janissaires de l'armée le 15 juin, à Constantinople, et les massacra.

Les victoires d'Ibrahim décidèrent les Puissances à intervenir. Le 6 juillet 1827, la France, l'Angleterre et la Russie signaient l'accord de Londres; le 20 octobre, leurs flottes combinées détruisaient la flotte égyptienne à Navarin (Pylos); l'expédition française (de Morée) força Ibrahim à évacuer la Grèce (septembre 1828) (1). En même temps l'armée russe avait envahi la Turquie (1827-1829). La paix d'Andrinople (14 septembre 1829) proclama l'indépendance de la Grèce et donna les bouches du Danube à la Russie (2).

Deux ans après, le vâli d'Égypte, Mehemet Ali, déjà maître de l'Arabie depuis ses campagnes contre les Wahabites, fit conquérir la Syrie par son fils Ibrahim (1831), qui battit les Turcs à Homs (7 juillet 1832) et à Beylan (29), franchit le Taurus et remporta une nouvelle victoire à Konieh (20 décembre 1832). Mahmûd demanda la protection du tsar Nicolas, qui lui envoya 20 000 hommes, et le traita en vassal (1833). Les Puissances, craignant de voir les Russes à Constantinople, offrirent leur médiation : Mehemet Ali rappela Ibrahim; la convention de Kutayeh (4 et 14 mai 1833) (complétée par le traité turco-russe d'Unkyar Skelessi), nomma Mehemet Ali vâli de Syrie mais lui

(1) La convention d'évacuation entre Mehemet Ali et les Alliés fut signée à Alexandrie le 8 août 1828.

(2) La Grèce devint un État proprement indépendant le 3 février 1830, un royaume le 7 mai 1832.

refusa le titre de vâli héréditaire d'Égypte (1).

Ces guerres n'empêchèrent pas Mahmûd de poursuivre ses réformes, qui, malgré le manque de méthode et d'affreuses cruautés, ont transformé la Turquie. Il y avait, parmi ses conseillers, deux partis. Le seraskier Khosrev († 1855) n'admettait l'influence de l'Occident que dans l'armée, à laquelle il imposa, avec l'aide d'officiers étrangers, les méthodes, l'armement et l'uniforme européens ; dans les services civils, il réformait d'après les traditions nationales. Les Occidentaux, au contraire, voulaient que la Turquie devînt, à tous les égards, une Puissance européenne ; leurs chefs étaient Pertev pacha, plusieurs fois ministre des Affaires étrangères, entre autres en 1827, et Reshid Mustafâ (1799-1858), qui fut ministre des Affaires étrangères en 1828, administrateur de la chancellerie, puis ambassadeur à Paris et à Londres (2). En 1837, Mahmûd se décida à confier le pouvoir à Pertev, qui choisit son ami Reshid pour ministre des Affaires étrangères. Mais Khosrev sut rallier le sultan à ses vues : Pertev fut arrêté et décapité (1837) (3), Khosrev eut le gouvernement.

(1) Le traité d'Unkyar-Skelessi (8 juillet 1833) stipulait que la Russie défendrait la Turquie contre toute attaque (art. III) et que la Turquie fermerait les Dardanelles à toute autre Puissance que la Russie. La France et l'Angleterre protestèrent contre ce traité, qui mettait la Turquie sous la suzeraineté de la Russie ; ce fut en vain. Mais en 1834 l'Autriche, amie de la Russie, obtint d'elle l'évacuation de la Moldavie-Valachie, occupée depuis 1828.

(2) Il ne faut pas le confondre avec le grand vizir Reshid pacha, qui perdit la bataille de Konieh.

(3) Il est difficile de se faire une idée exacte du rôle de Pertev,

Reshîd, plus adroit que Pertev, sut plaire au sultan et se concilier Khosrev; resté ministre des Affaires étrangères, il réorganisa l'administration (1837 et 1838), créa le conseil d'État et le conseil pour la direction supérieure des affaires. Le signe de la transformation de la Turquie fut l'adoption du costume européen : le fez remplaça le turban et la redingote ou stambouline les vêtements orientaux. Reshîd retourna ensuite à Londres, tout en conservant le ministère des Affaires étrangères. Mahmûd avait besoin de l'appui de l'Angleterre, avec laquelle il signa, le 3 juillet 1838, un traité de commerce, applicable à tout l'empire, y compris l'Égypte; Mehemet Alî, qui s'y était attribué le monopole du commerce, refusa de l'exécuter. Mahmûd lui retira le gouvernement de la Syrie, que le seraskier Hafiz pacha envahit avec une nombreuse armée. Ibrahim la mit en déroute à la bataille de Nezib (Nisibis) (24 juin 1839). Mahmûd mourut quelques jours après (30 juin), sans avoir connu le désastre (1).

II

Son fils Abd ul Medjîd (1822) (1839-1861) maintint Khosrev au pouvoir jusqu'en 1840, mais il rappela Reshîd de Londres et lui fit signer le

qu'on a jugé très différemment. On manque de documents précis sur les intrigues des partis rivaux, que les ambitions personnelles guidaient autant que les opinions politiques.

(1) Le *Moniteur ottoman*, rédigé en turc et en français, fut fondé le 5 novembre 1831.

7 septembre le hattisherif de Gulhane (3 novembre 1839), qui, pour la première fois dans un État musulman, assura la même protection à tous les sujets, quelles que fussent leur race et leur religion. Cette mesure libérale rallia les Puissances à la Turquie et la France obtint d'Ibrahim qu'il ne poursuivit pas sa marche sur Constantinople, mais elle ne voulut pas s'unir à l'Angleterre et à la Russie pour exiger que Mehemet Ali restituât la Syrie à la Porte (1). Ces deux Puissances n'en signèrent pas moins avec la Prusse et l'Autriche (15 juillet 1840) le traité de Londres, qui enlevait la Syrie à Mehemet Ali; la flotte anglaise bombardait Beyrouth et Ibrahim dut ramener son armée en Égypte. Le 13 juillet 1841, la France rentra dans le concert des Puissances par le traité des Détroits, qui rendait définitivement la Syrie au sultan, mais donnait à Mehemet Ali et à ses des-

(1) Le ministère français du 12 mai 1839 (maréchal Soult) accepta de remettre à la Porte le 19 juillet 1839 la note dite des Cinq Puissances (France, Angleterre, Russie, Autriche et Prusse), mais il fut remplacé le 1^{er} mars 1840 par le ministère Thiers et le Premier anglais, lord Palmerston, pour empêcher la Russie d'occuper le Bosphore en vertu du traité d'Unkyar Skelessi, décida une intervention commune des Puissances par le traité de Londres, signé à l'insu de la France (15 juillet). Ce traité fut notifié le 16 août à Mehemet Ali, Beyrouth bombardé le 12 septembre, Saint-Jean-d'Acre pris le 2 novembre. Ces actes exaspérèrent l'opinion française, qui réclama la guerre; Thiers y semblait disposé. Mais Louis-Philippe le contraignit à envoyer la note conciliante du 8 octobre. Le 29 octobre, le ministère Thiers fit place au ministère Soult, où Guizot eut les Affaires étrangères; il signa le traité du 13 juillet 1841. Mehemet Ali s'était soumis le 27 novembre 1840.

cendants le gouvernement héréditaire de l'Égypte. Abd ul Medjid, désireux de se réconcilier avec la France, envoya Reshid comme ambassadeur à Paris (1841), d'où il revint en 1845 pour prendre le ministère des Affaires étrangères. L'année suivante, il fut élevé à la charge de grand vizir, qu'il eut six fois : de 1846 à 1852, en 1853 et de 1856 à 1857. Deux hommes d'État plus jeunes, Ali et Fuad, collaborèrent à l'œuvre de Reshid et la complétèrent, mais, plus hardis que lui, à plusieurs reprises ils se montrèrent ses adversaires (1).

(1) Mehemet Emin Ali (Aali) (1815-1871) fut, de 1840 à 1844, ambassadeur à Londres; de 1846 à 1852, ministre des Affaires étrangères sous Reshid, qu'en 1852 il remplaça comme grand vizir. Mais il dut se retirer en octobre de la même année et devint vâli de Smyrne, puis de Brousse; il fut ministre des Affaires étrangères de 1854 à 1855, grand vizir de 1855 à 1856, ministre sans portefeuille pendant le troisième grand vizirat de Reshid (1856-1857), de nouveau grand vizir en 1858 et 1861, puis ministre des Affaires étrangères sous Fuad; en 1867 et de 1868 à 1871, il redevint grand vizir, tandis que Fuad reprenait les Affaires étrangères, qui, à sa mort, revinrent à Ali. Il ne faut pas confondre celui-ci avec Mehemet Ali (Damad ou beau-frère du sultan), ministre de la Marine en 1851 et 1855, grand vizir après lui (1852-53), remplacé par Mustafâ (13 mai 1853), à la demande de l'ambassadeur russe Menshikov, qui, le 2 mars, avait forcé Fuad à quitter les Affaires étrangères et fit remplacer son successeur, Rifât (6 mars-13 mai), par Reshid. (Voir la note suivante.)

Mehemet Fuad Pacha (1814-1869), le fils du célèbre poète turc Mollah Izzet Effendi, et de Lelâ Khanum, la plus connue des femmes-auteurs de la Turquie, fut lui-même un poète et un écrivain distingué; il se fit remarquer comme commissaire général dans les principautés danubiennes (1848) et envoyé extraordinaire en Russie (1849), comme ministre des Affaires étrangères en 1852-1853, 1855 et 1858; il châtia les Druses en 1860; il fut grand vizir de 1861 à 1866 et aussi ministre des

Les réformes de Reshîd, d'Ali et de Fuad, qui firent de la Turquie une Puissance européenne, décidèrent la France et l'Angleterre en mars 1854 à intervenir dans la guerre que Nicolas, établi en Moldavie et en Valachie le 5 juillet 1853, avait commencée contre la Porte (1). L'expédition de Crimée (1854-1855) délivra la Turquie. La paix de Paris (30 mars 1856), qu'Ali et Mehemet Djemil bey signèrent pour la Turquie, lui rendit une partie de la Bessarabie et interdit à la Russie d'avoir une flotte dans la mer Noire (2). Mais elle impo-

Finances (1862), ministre des Affaires étrangères en 1867.

Ali et Fuad eurent comme adversaire Mehemet pacha Kübrîslî (1810-1871), partisan de réformes mais adversaire de la civilisation occidentale, bien qu'il eût fait ses études militaires en France; ministre de la Marine (1854), grand vizir (1854 et 1859-1861), il fut renversé par Ali et Fuad.

Le décret de 1850 établit l'égalité des croyances devant la loi.

(1) En fév. 1853, Nicolas I^{er} (à qui le traité de Balta-Liman (av. 1849) avait donné le contrôle de la Moldavie-Valachie) envoya à Constantinople le prince Menshikov, qui demanda pour le tsar le protectorat des Grecs orthodoxes ottomans. Sur les conseils des ambassadeurs de France et de Grande-Bretagne, la Porte refusa. Menshikov remit un ultimatum le 5 mai et quitta Constantinople le 22 mai. Le 5 juillet, le général Gorchakov (cousin du diplomate) envahit la Moldavie. Une conférence diplomatique, réunie à Vienne, rédigea le 28 juillet une note, qui cherchait à réconcilier les adversaires. Le 10 octobre, la Porte somma les Russes d'évacuer les principautés danubiennes et, sur leur refus, déclara la guerre. Le 30 novembre, la flotte russe de la mer Noire détruisit une escadre turque. La flotte franco-britannique entra dans la mer Noire. La France et l'Angleterre s'allièrent à la Turquie le 12 mars 1854; elles déclarèrent la guerre à la Russie le 28 mars. (Voir EDMOND BAPST, *les Origines de la guerre de Crimée*, principalement pour les demandes de la France au sujet des Lieux Saints.)

(2) Elle n'y pouvait pas non plus construire d'arsenaux. La

sait aussi à la Turquie des obligations en faveur de ses sujets chrétiens; à la demande de la France et de l'Angleterre, Ali avait rédigé le *hatti humayun* du 18 (21) février 1856, accepté par l'art. IX du traité de Paris : tous les sujets de l'empire obtenaient les mêmes droits civils et politiques et la même protection de leurs cultes; les écoles publiques étaient ouvertes à tous, il était créé des tribunaux mixtes de chrétiens et de musulmans, les chrétiens étaient astreints au service militaire, mais ils pouvaient se faire remplacer (1). La Valachie et la Moldavie ne furent plus soumises à la Porte que d'une manière nominale. Au début de 1859, les deux pays élurent le même hospodar, Alexandre Cusa; le 4 décembre 1861, la Porte dut reconnaître l'union des deux principautés, qui prirent le nom de Roumanie (2). En mars 1867, la Turquie déféra au désir de l'Autriche et abandonna les places fortes qu'elle avait conservées en Serbie.

Ce fut sous l'influence d'Ali et de Fuad que se forma le parti jeune-turc, dont les chefs furent Shinâsî et Kemâl; le programme politique des Jeunes-Turcs ne tarda pas à dépasser de beaucoup celui des deux grands ministres. A l'intérieur,

Mer Noire, ouverte à toutes les flottes de commerce, fut fermée à toutes les flottes de guerre.

(1) Malheureusement, la réalisation de ces réformes se heurta au fanatisme des musulmans de certaines régions; l'assassinat des consuls français et anglais de Djedda (1858), le massacre des Maronites par les Druses (1860) forcèrent la France à occuper la Syrie d'août 1860 au 5 juin 1861.

(2) Cusa devint le prince Jean I. Le prince Charles de Hohenzollern fut nommé prince de Roumanie le 20 avril 1866.

ils demandaient le respect de la dignité humaine, la reconnaissance des droits de l'individu, l'octroi d'une Constitution, l'égalité complète de tous les sujets de l'empire, quels que fussent leur langue et leur culte. A l'extérieur, fiers de la situation que la Turquie avait acquise par la guerre de Crimée, ils réclamaient son admission dans le concert européen comme grande Puissance, une politique nationale, le maintien des alliances, l'abolition des capitulations, la fin des intrigues qui poussaient les provinces chrétiennes à l'indépendance. Ce qu'ils voulaient donc, c'était la transformation de l'État artificiel en une nation véritable (1). Les Jeunes-Turcs réussirent à donner

(1) Le fondateur du parti jeune-turc, Shinâsî Efendi (1826-1871), s'était longtemps contenté de réformer la langue et la littérature turques; il avait commencé la rédaction d'un dictionnaire littéraire en quatorze volumes, qu'il poursuivit jusqu'à la lettre T; il se tourna dès lors vers la politique, publia des journaux : le *Tercdju man i Ahval* (l'État) en 1859, le *Tasvir Efkhhiar* en 1861; il devint vâli de Smyrne en 1867, mais ne tarda pas à démissionner et se rendit à Paris, où il fut atteint d'aliénation mentale. Kemâl (Kiamil) bey (1840-1888), l'ami de Shinâsî, est le plus célèbre écrivain moderne de la Turquie; il a publié cinquante mille vers en turc, en arabe et en persan, qui valent surtout par leur lyrisme passionné, des romans, des drames, des ouvrages d'histoire, des traductions de Bacon, de Rousseau et de Montesquieu, des brochures politiques et de nombreux articles dans les journaux qu'il fonda : *Mukhbîr* (Correspondant), *Hürriyet*, (Liberté), *İbret* (Avertisseur), *Bassiret* (Prévoyance), *Hadikah* (Jardin). Les Jeunes-Turcs commencèrent d'avoir une influence directe sur le gouvernement quand Ali et Fuad y admirèrent un de leurs représentants, Kiamil Fazil Mustafâ pacha († 1875), le frère du khédive Ismaïl, qui fit toute sa carrière à Constantinople : vizir en 1857, membre du Comité des réformes en 1858, ministre sans portefeuille (1861), de

aux Turcs un esprit national, à convertir une partie des classes cultivées au libéralisme, à diminuer l'opposition que les ulemâ faisaient aux réformes, à faire pénétrer quelques idées de progrès et d'indépendance dans les masses apathiques. Mais les Turcs n'étaient qu'une minorité dans l'empire; la plupart des Arabes ne se rallièrent aux Jeunes-Turcs que pour obtenir l'autonomie; ils ne devinrent jamais des patriotes ottomans. Les chrétiens des Balkans et les Arméniens voulaient leur indépendance, les Grecs des îles, de la Macédoine et de l'Asie Mineure souhaitaient de devenir Grecs; s'ils soutinrent les Jeunes-Turcs, c'était dans l'espérance de provoquer une révolution qui amènerait le démembrement de l'empire.

La fondation du parti jeune-turc devait exercer une influence décisive sur l'Islam et sur l'Asie.

L'Instruction publique (1862), des Finances, (novembre-décembre 1862), puis, après une retraite de quelques années, président du nouveau conseil des Finances (1865), ministre sans portefeuille (1869), puis de la Justice; il fut forcé de s'expatrier à l'époque de réaction qui suivit la mort de Fuad et d'Alî. Parmi les Jeunes-Turcs d'alors qui obtinrent d'importantes fonctions, il faut encore citer Midhat pacha (1825-1884), qui, avant d'arriver au pouvoir en 1872, fut vâli de l'Irak Arabi (Bagdad), où il rétablit l'ancien système d'irrigation, fonda une ligne de navigation à vapeur, et Zia pacha (1825-1881), poète, traducteur de l'*Émile*, de diverses œuvres de Molière, de Fénelon et de La Fontaine, qui fut vâli de Chypre, de Syrie, de Konieh et d'Adana.

D'autres réformateurs, tantôt alliés, tantôt opposés aux Jeunes-Turcs, avaient adopté les doctrines des panislamistes; le plus connu d'entre eux est Midhat Efendi (né en 1841), littérateur fécond dans tous les genres, le fondateur du journal *Hittihad* (*l'Union*) et de la revue *Terdju man i Hakidate*.

Grâce aux relations régulières de la Turquie avec l'Europe, à son alliance avec la France et l'Angleterre, aux nombreux sujets chrétiens et européens de l'empire, à la vie cosmopolite de Constantinople et des ports du Levant, aux origines européennes, paternelles ou maternelles, de beaucoup de pachas, il s'était ainsi créé une communauté musulmane soucieuse de tous les progrès et décidée à donner à l'empire du khalife une constitution politique, économique et sociale semblable à celle des États de l'Occident; de cette communauté, tous les jours plus nombreuse, sortaient les plus grands hommes d'État, les écrivains les plus populaires, tous les penseurs et tous les savants. C'était là une véritable révolution dans l'Islam, qu'on ne pouvait plus considérer comme une doctrine condamnée, contraire à la science et à la culture matérielle et morale du monde moderne.

III

Le sultan Abd ul Azîs (1830) (1861-76) n'avait ni l'énergie de Mahmûd, ni l'esprit ouvert et juste d'Abd ul Medjid. Cependant les premières années de son règne furent fécondes, parce qu'il n'osa pas se séparer des deux grands ministres de son frère; il leur permit même de séculariser les vakuf (1868) (1). Mais la mort de Fuad (1869) et d'Ali

(1) Ali et Fuad eurent comme auxiliaire le général Mehemet Rûjdi pacha, dit Mûterdjim (1809-1882), le traducteur, parce qu'il avait traduit des œuvres militaires françaises; plusieurs fois

(1871) mit fin aux réformes au moment même où la conférence de Londres (mars 1871) rendait à la Russie le droit d'avoir une flotte dans la mer Noire. En Turquie, comme en Russie, à la période de diffusion de la civilisation européenne devait succéder une période de réaction nationale, parce que beaucoup de réformes, faites hâtivement, étaient restées superficielles, que, loin de convertir les masses, elles les étonnaient et parfois les indignaient, et que les réactionnaires en profitaient pour se présenter comme les défenseurs des traditions nationales. Mais, en Turquie comme en Russie, la réaction devint la haine de tout progrès, et d'ailleurs le développement rapide de l'Europe ne permettait pas aux deux empires eurasiens de se recueillir (1).

Abd ul Azîs, qui désirait intervertir l'ordre de la succession pour laisser le trône à son fils aîné,

ministre de la Guerre, il organisa en 1853 l'armée de réserve ; il fut grand vizir en 1866, et devait l'être encore en 1872, 1876 et 1878. — Fuad fit la carrière de Mehemet Rûjdi pacha Shirvani Zade (1825-1874), un mufti, qu'il avait amené avec lui dans le Liban lors de la répression des Druses en 1860 : Mehemet Shirvani Zade fut vâli de Syrie (1862), ministre des Vakuf (1862), puis des Finances, enfin de l'Intérieur ; exilé en 1871, il devait être de nouveau ministre en 1872, grand vizir de 1873 à 1874.

(1) Cette Introduction étant consacrée à la diffusion de la civilisation européenne, j'y puis à peine donner un résumé des événements politiques. Pour la question d'Orient et la guerre de 1877, je ne puis que renvoyer le lecteur à l'exposé magistral qu'en a fait M. Gabriel HANOTAUX dans le tome IV (chap. II et V) de l'*Histoire de la France contemporaine* et au chap. II des *Souvenirs* du comte Charles DE MOÛX, alors chargé d'affaires de France à Constantinople.

confia le grand vizirat en 1871 au chef des Vieux-Turcs, dont il craignait les protestations; c'était le vénal Mahmûd Nedim pacha (1810-1883), ancien ministre de la Marine (1856), qui exila les principaux Jeunes-Turcs et les ministres les plus capables. Les Jeunes-Turcs étaient plus forts que le sultan ne le croyait; ils forcèrent Mahmûd Nedim à démissionner; le sultan donna le grand vizirat à leur chef Midhat pacha le 1^{er} août 1872, mais il le remplaça le 19 octobre par Mehemet Rûjdi Mûterdjim, qu'il renvoya bientôt, il ne garda pas plus longtemps Essad pacha (1873-1874 et 1875) et Mehemet Rûjdi Shirvani Zade, puis rappela au pouvoir, en 1875, Mahmûd Nedim. L'ambassadeur russe, le comte Ignatiev, dicta dès lors ses ordres à la Porte en même temps qu'il soulevait l'Herzégovine (juillet 1875). L'armée turque s'avança entre le Monténégro et l'Herzégovine. Ignatiev enjoignit à Mahmûd de la retirer. Mahmûd obéit (1876). Le 13 avril 1876, il annonça la faillite totale de l'État Ottoman, qu'avait préparée la faillite partielle du 6 octobre 1875. Ces événements amenèrent, le 5 mai 1876, un soulèvement à Salonique de musulmans fanatiques, qui massacrèrent les consuls de France et d'Allemagne; Midhat, qui était ministre de la Justice depuis août 1875, provoqua le 10 mai une insurrection des softa (étudiants en théologie) de Constantinople; Mahmûd se retira le lendemain et fut remplacé par Mehemet Rûjdi Mûterdjim. Celui-ci s'allia avec Midhat et le ministre de la Guerre, Husain Avni (1819-1876); dans la nuit du 29 au

30 mai, ils renversèrent Abd ul Azîs et donnèrent le trône au fils aîné d'Abd ul Medjîd, Murad V († 1904); le 4 juin on trouvait Abd ul Azîs mort, les veines des poignets coupées; le 15 juin, Husain Avni et Reshîd, le ministre des Affaires étrangères, étaient eux-mêmes assassinés. Le 31 août, Murad fut déposé comme fou et remplacé par son frère Abd ul Hamîd II (1842) (1876-1909 (1)).

IV

A ces coups d'État dirigés principalement contre Ignatiev, la Russie avait répondu en provoquant des troubles en Bulgarie (4 mai 1876), aussitôt réprimés, et en poussant la Serbie et le Monténégro à la guerre (2 juillet). Les Turcs pénétrèrent en Serbie (octobre); Alexandre II les somma d'arrêter leurs opérations (30 octobre). La Turquie céda, signa l'armistice du 31 octobre, que devait suivre la paix du 28 février 1877.

Midhat, nommé grand vizir le 22 décembre 1876, promulgua, le 23, la Constitution (2). Si elle ne

(1) Dans le livre qu'il consacre à son père (Londres, 1903; Paris, 1908), Ali Haydar Midhat bey admet le suicide d'Abd ul Azîs, justifie son père de toute participation à l'assassinat de Husain Avni et dit que Midhat ne déposa Murad que devant l'agitation provoquée par le beau-frère d'Abd ul Hamîd, Damad Mahmûd Djelaleddin pacha, aidé par Redif pacha, le commandant du corps d'armée de Constantinople (Damad est le titre honorifique de tout gendre d'un sultan).

(2) Elle comprenait les sections suivantes : de l'Empire Ottoman, du droit public des Ottomans des ministres, des fonction-

devait être appliquée que trente ans plus tard, il faut cependant signaler l'importance de la promulgation de 1876. D'eux-mêmes, sans aucune aide de l'Europe, des Turcs imposaient à leur souverain une Constitution aussi libérale que celle d'aucun pays occidental, et les ulemâ, les étudiants, le peuple de Constantinople acclamaient ces hommes de progrès. Une nouvelle période avait vraiment commencé pour l'Islam ; malgré les obstacles et les persécutions, les réformateurs devaient poursuivre leur œuvre et leur influence devait s'étendre à tous les pays musulmans.

Mais, en 1876, Abd ul Hamîd les trompait et la Russie ne voulait pas permettre à la Turquie de se relever. Désireuse d'éviter un conflit, l'Angleterre obtint qu'une conférence diplomatique se réunît à Constantinople le 23 décembre 1876, elle essaya vainement d'obtenir l'autonomie des provinces européennes de la Turquie : une assemblée de notables repoussa les propositions des diplomates européens (18 janvier 1877). Abd ul Hamîd bannit, le 5 février, Midhat, qu'un bâtiment impérial conduisit à Brindisi, et le remplaça par Edhem pacha (1).

naires publics, de l'Assemblée générale, du Sénat, de la Chambre des députés, du pouvoir judiciaire, de la Haute Cour, des Finances, de l'administration provinciale, dispositions diverses.

En voici quelques articles : Art. 8. Tous les sujets de l'empire sont indistinctement appelés Ottomans, quelle que soit la religion qu'ils professent. — Art. 9. Tous les Ottomans jouissent de la liberté individuelle. — Art. 10. La liberté individuelle est absolument inviolable. — Art. 17. Tous les Ottomans sont égaux devant la loi.

(1) Né à Chio de parents grecs, mais converti lui-même à

Le Parlement se réunit le 19 mars 1877 sous la présidence d'Ahmed Vefik pacha (1818-1891) (1).

Le 24 avril 1877, la Russie déclara la guerre; dès le mois de juin, ses troupes franchissaient le Danube; la résistance de Plevna (juillet-décembre), où s'était enfermé Othmân pacha (1837-1900), surnommé depuis Ghazni, le Victorieux, faillit sauver la Turquie; l'aide apportée aux Russes par l'armée roumaine (depuis septembre) amena la reddition de la place (10 décembre); les

l'Islam, Edhem pacha (1813-1893) avait terminé ses études à Paris, où il suivit les cours de l'École des Mines; entré dans l'état-major, il avait été attaché au sultan Abd ul Medjîd de 1849 à 1856; il avait été ministre des Affaires étrangères, du Commerce (1864), des Travaux publics (1871), ambassadeur à Berlin (1876); il avait, avec le ministre des Affaires étrangères, Safvet (1815-83), représenté la Turquie à la Conférence de décembre 1876; il devait conserver le grand vizirat jusqu'en janvier 1878. Il fut depuis ambassadeur à Vienne (1879), ministre de l'Intérieur (1883-85). Il ne faut pas le confondre avec le général Edhem pacha (1851), qui envahit la Grèce en avril 1897.

Entrevue de François-Joseph II et d'Alexandre II à Reichstadt (8 juillet 1876), convention du 15 janvier 1877. Protocole de Londres (31 mars 1877); arrangement Shuvalov-Derby (6 et 30 mai 1877). Convention du 16 avril 1877, par laquelle la Roumanie accordait le passage aux armées russes. Proclamation du 22/10 mai par laquelle la Roumanie se déclarait indépendante; alliance avec la Russie (septembre).

(1) L'éditeur, depuis 1847, de l'*Annuaire de l'Empire Ottoman* et le traducteur de Molière, qui avait été ministre de la Justice (1857), ambassadeur à Paris (1860-1861), ministre des Vakuf (1861-1863).

La première session, dans laquelle le Parlement, composé de deux Chambres (dont Vefik présidait la seconde) vota un grand nombre de lois, fut close le 28 juin 1877. Il y eut de nouvelles élections en novembre, une seconde session (11 déc.-14 fév. 1878). Le Parlement fut ensuite ajourné *sine die* à la demande de la Russie.

Russes prirent l'armée qui couvrait la passe de Shipka (9 janvier 1878), battirent l'armée de Suleimán pacha à Philippopoli (15) et entrèrent le 20 à Andrinople, où un armistice fut signé le 31 janvier.

Edhem s'étant retiré à la suite de ces désastres, Ahmed Vefik devint premier ministre en février 1878 et le resta jusqu'en avril; il signa, le 3 mars, le traité de San-Stefano (1). Mais l'Angleterre refusa d'accepter le traité; sa flotte était à Constantinople. Le 28 mai éclata une insurrection en faveur de Murad V; la répression fut sanglante. Mehemet Rûjdi Mûterdjim redevint grand vizir et signa le traité anglo-turc : Chypre était cédé à l'Angleterre, qui garantissait l'intégrité de l'Empire Ottoman (4 juin); le même jour Mehemet fut remplacé par Savfet pacha, qui dirigea la politique pendant le Congrès de Berlin (13 juin-13 juillet 1878), où les représentants ottomans furent Karatheodori pacha et le général Mehemet Ali pacha (1827-1878), un Allemand converti à l'Islam (2).

Le Congrès adoucit les conditions de San-Stefano; les pertes de la Turquie n'en furent pas moins considérables. La Bulgarie du Nord forma une principauté tributaire; la Bulgarie du Sud ou Roumélie Orientale resta sous la domination de la Porte (3). La Bosnie et l'Herzégovine furent attri-

(1) Le nom véritable est Santo-Stefano.

(2) Karatheodori (1833-1906) fut ministre des Affaires étrangères (décembre 1878-juillet 1879), prince de Samos (1885-95).

(3) Elle reçut une administration chrétienne autonome.

buées à l'Autriche, qui les reconnut cependant, par la convention du 21 avril 1879, comme parties de l'Empire Ottoman, elle administra aussi le sandjak de Novi-Bazar. Une première décision du Congrès (complétée par une seconde de la Conférence de Berlin) (juin 1880) donna à la Grèce la Thessalie et le district épirote d'Arta (occupés le 3 juillet 1881) (1). Le Monténégro eut Dulcigno (1880). La Russie (par le traité du 8 février 1879) reçut la Bessarabie, une partie de l'Arménie avec Kars et une indemnité de 802 millions de francs. La Serbie, qui obtint un agrandissement de territoire, la Roumanie, que la Dobrudja dédommagea de la perte de la Bessarabie, et le Monténégro devinrent indépendants. La Roumanie fut érigée en royaume en 1881, la Serbie en 1882.

Le gouvernement d'Abd ul Hamid acheva de perdre la Turquie. Terrorisé par l'assassinat d'Abd ul Azîs et l'internement de Murad au point de vivre à Yildiz Kiosk, un palais plein de trappes, de couloirs et d'escaliers secrets, au milieu de sa garde albanaise, et d'entretenir des espions dans toutes les villes, il était décidé à lutter contre la révolution en empêchant tout progrès. L'irritation que causèrent les conditions de paix le persuada pourtant de se déclarer prêt à faire des réformes; le 4 décembre 1878, il appela

(1) Le Congrès et la Conférence avaient donné l'Épire entière à la Grèce, mais l'opiniâtreté de la Turquie lui permit d'en conserver la plus grande partie (accord du 24 mai 1881). (*Souvenirs* du comte Charles DE MOÏV, qui fut secrétaire du Congrès et de la Conférence, puis ministre à Athènes);

au gouvernement Khereddin (ou Khaireddin) pacha (1820-1890), un Tunisien, qui, le 23 octobre 1871, avait uni plus étroitement la Tunisie à la Porte et avait été premier ministre du bey de 1873 à 1877; Khereddin, d'un esprit éclairé, chercha aussitôt à réorganiser le gouvernement, à combattre la corruption, à rendre réelles les libertés promises par la Constitution. Mais Abd ul Hamid lui suscita l'opposition d'Othmân Ghazni, le *lion de Plevna*, ministre de la Guerre de 1878 à 1888, qui regardait toute influence européenne comme antireligieuse et antipatriotique, et de son propre beau-frère, Mahmûd Damad pacha (1), grand maître de l'artillerie et ministre de la guerre, qui fut pourtant exilé en 1878 pour ses intrigues et ses concussions mais gracié en 1880. Khereddin se retira en octobre 1879. Abd ul Hamid choisit Saïd pacha Mehemet (1835-1914), dit Küçük, le petit, qui fut presque constamment au pouvoir de 1879 à 1885. Mahmûd Nedim, l'ancien grand vizir, devint ministre de l'Intérieur. En 1881, Abd ul Hamid poursuivit les assassins d'Abd ul Azîs. Midhat, qui, après un court séjour en Crète (septembre 1878), avait été gouverneur de Syrie (1878), puis de Smyrne (1880), le prince Mahmûd Djelaeddin pacha Damad et neuf de leurs complices furent condamnés à mort; l'ancien grand vizir, Mehemet Rûjdi Mûterdjîn, et d'autres furent exilés. Les représentations des Puissances

(1. Ne pas le confondre avec l'autre Mahmûd Damad, dont il est parlé p. 302. Tous les deux avaient épousé des sœurs d'Abd ul Hamid.

ayant empêché l'exécution de Midhat et du prince Mahmûd, le sultan les fit transporter à Taïf en Arabie et assassiner le 26 avril 1884.

Abd ul Hamîd s'était séparé de l'Angleterre et de la France, protectrices séculaires de la Turquie, parce qu'elles lui demandaient des réformes; il s'était rapproché de l'Allemagne et de l'Autriche, qui lui conseillaient de s'en tenir à la réorganisation de l'armée et des finances et au développement de la civilisation matérielle (1). Cette conduite ayant rendu aux anciennes Puissances alliées toute liberté de veiller à leurs propres intérêts, la France proclama en 1881 son protectorat sur la Tunisie et l'Angleterre occupa l'Égypte en 1882. L'union en septembre 1885 de la Roumélie Orientale et de la Bulgarie fit perdre à la Turquie une nouvelle province européenne (2).

Les révoltes se multiplièrent (3). En 1894, des

(1) En 1880, le sultan appela des officiers allemands; von der Goltz (1843-1916) fut directeur de l'éducation militaire de 1883 à 1895. Les lois militaires de 1880 et de 1887 établirent le service militaire obligatoire pour tous les musulmans. L'irade du 20 décembre 1881 annonça le concordat conclu entre la Turquie et ses créanciers. Marschall von Bieberstein (1842-1912) fut ambassadeur d'Allemagne de 1897 à 1912. La ligne de Bagdad fut concédée à l'Allemagne le 29 décembre 1899, officiellement accordée à la *Deutsche Bank* en janvier 1902.

(2) Coup d'État de Philippopoli (17 septembre 1885). Le prince de Bulgarie assume le gouvernement de la Roumélie orientale (21 septembre). Guerre serbo-bulgare (13 novembre 1885-2 mars 1886). Alexandre nommé gouverneur de la Roumélie orientale (5 avril 1886).

(3) Quatre ministres eurent presque exclusivement la confiance d'Abd ul Hamid : Saïd, qui revint au pouvoir en 1895 et en 1901 pour y rester jusqu'en 1903; Kemâl (ou Kiamil) pacha,

insurrections en Arménie y amenèrent le massacre de la population chrétienne; en 1896, une tentative d'assassinat sur le sultan (21 juillet), l'attaque de la Banque Ottomane par des Arméniens (26 août) provoquèrent les massacres de Constantinople, où périrent 5 000 Arméniens. L'insurrection de la Crète (1896-1897) amena la guerre turco-grecque (1897); la Turquie, quoique victorieuse, dut reconnaître l'autonomie de la Crète (1898) (1). En 1901, il y eut de nouveaux troubles en Arménie et de nouveaux massacres. Les insurrections répétées des Macédoniens rendirent nécessaire l'intervention des Puissances; l'arrangement de Murzteg, du 1^{er} octobre 1903, créa en Macédoine une gendarmerie internationale, dont le commandement fut confié au général italien de Georgis (1904) (2).

Les musulmans se montraient également mécontents. L'Arabie du Sud (chef-lieu Sana) se souleva en 1904-1905 (3). Mais les plus grands ennemis du régime étaient les Jeunes-Turcs : à l'exemple des

de 1885 à 1890; Halil Rifât pacha en 1897 et depuis; enfin, Ferid pacha (1848) de janvier 1903 à 1908. Tous les quatre adoptèrent la politique du sultan, qui consistait à faire des promesses aux Puissances et à ses sujets et à n'en tenir aucune.

Saïd et Kemâl ont eu le grand vizirat depuis la révolution de 1908.

(1) Déclaration de guerre (17 avril 1897), paix de Constantinople (4 décembre 1897).

(2) Arrangement turco-bulgare du 13 avril 1904.

(3) Sana et la région environnante formaient autrefois un État indépendant sous un imân, les Turcs les occupèrent en 1871. A la fin de 1904, Mohammed ibn Yahya, imân de la secte des Tscidites, se souleva contre Riaz (Riza) pacha; il dût se soumettre à Ahmed Feizi pacha.

nihilistes russes, ils avaient fondé dans toutes les villes importantes des comités secrets, qui préparaient une révolution; ces comités locaux acceptèrent la direction d'un comité central, dit Union et Progrès. D'autres Jeunes-Turcs agissaient à l'étranger : Ahmed Riza bey, Mehemet Emin, Abd ullah Djervet bey, Khalil Ganem, un chrétien syrien, député de 1877, qui collabora au *Journal des Débats*, l'Albanais Ismaïl Kemâl bey, Mehemet Fuad pacha (1). Des journaux turcs paraissaient dans différentes villes d'Europe. Murad bey en publiait un au Caire. Abd ul Hamîd, enfermé dans son palais, où il ne voyait que ses favoris, qui, eux-mêmes, lui étaient suspects, pressentait le danger, mais ne pouvait rien pour l'arrêter, parce que ses espions étaient mal renseignés ou le trompaient. De temps en temps il sévissait par des mesures brusques : déjà, en novembre 1899, il avait fait arrêter beaucoup de Jeunes-Turcs; son propre beau-frère, Mahmûd Djelal Eddîn Damad (1853-1903), ancien ministre de la justice, avait été impliqué dans le complot, s'était enfui et avait été condamné à mort par contumace. D'année en année, les persécutions augmentèrent, mais les Jeunes-Turcs étaient déjà les maîtres de l'administration et de l'armée; rien qu'à Constantinople,

(1) Parmi les littérateurs de cette époque, tous progressistes, il faut citer Ahmed Midhat, dont les romans cherchaient à relever la situation des femmes musulmanes, Muallim Nadji Sami bey, Sezâji, Mahmûd Kemâl, Mustafâ Reshid, Hasan eddîn, Mehemet Rifât, le poète Shemsi bey. Le plus grand poète depuis la mort de Kemâl a été Mehemet Emin.

ils comptaient 17 000 adhérents inscrits sur leurs listes; ils avaient des chefs intelligents et hardis : le général Mahmûd Shefket († 1913), Saïd Halmi (1859), cousin du khédivé; Talaat (1874), fonctionnaire des postes; Djemal (1873) et Enver (1882-1922) (?), des officiers; Tevfik Ebusia, exilé à Konieh. Des mouvements préparatoires éclatèrent en 1901 et en 1904. Les révolutionnaires n'attendaient plus qu'une occasion propice. Comme ils la trouvèrent dans les victoires du Japon et la révolution russe, la révolution turque sera étudiée dans la section consacrée à l'effet des victoires du Japon sur la transformation de l'Asie (I).

(1) Il nous reste à étudier sommairement l'état général de la Turquie au début du vingtième siècle. Malgré la Constitution, qui n'était plus appliquée, le régime sous Abd ul Hamid était celui de l'absolutisme théocratique. Le sultan, khalife de l'Islam, était le chef religieux et militaire de ses sujets. Il avait quatre femmes légitimes et un nombre illimité de concubines; les enfants des femmes légitimes et des concubines avaient le même rang et les mêmes droits. La mère du sultan portait le titre de sultane *valide* et recevait des honneurs spéciaux; les sœurs et les filles du sultan avaient le rang de sultanes. Il y avait deux hiérarchies de fonctionnaires : les *aga* de l'intérieur et ceux de l'extérieur. Les *aga* de l'intérieur étaient les eunuques; le grand eunuque noir (*kislar aga* ou chef des jeunes filles) portait le titre d'altesse et avait le premier rang après le grand visir.

Le conseil ou plutôt le cabinet (*medjlis i has*) des ministres (*mujîr* ou *vizîr*) comprenait : le *grand vizîr* (qu'on appelait plus habituellement depuis la dernière décade du dix-neuvième siècle *président du conseil* ou *premier ministre* (*bash vekil*); les ministres des Affaires étrangères, de la Guerre (*seraskier*), de l'Artillerie, des Finances, de la Marine (*capitan pacha*), de l'Intérieur, du Commerce et des Travaux publics, de l'Instruction publique, de la Justice et des Cultes, des

*
* *

Quelque mauvais que fût le gouvernement de la Turquie, son organisation était déjà celle d'un État moderne. Et l'on ne saurait trop estimer ceux

Vakuf (ou *evkaf*), les biens des mosquées et des hôpitaux.

Le *divân* comprenait, outre les ministres, le *mufti* ou *sheikh ul Islâm* (depuis 1543) (qui était le juge suprême, en même temps que le chef du clergé, auquel il n'appartenait pas) et le président du Conseil d'État, fondé en 1868 sur le modèle du Conseil d'État français. Il existait un troisième conseil, le conseil des Réformes (*tanzimat*).

L'empire était divisé en gouvernements généraux (*vilayet*), subdivisés en provinces (*sandjak* ou *liva*) régis par des *mute-sarrif*, en arrondissements (*kasa* sous des *kaimakam*) et en districts (*nahiye* sous des *mudîr*). Dans les vilayets et les grandes villes, il y avait un conseil (*medjli*), composé de notables choisis par le *vâli* et de trois ou quatre membres élus. Un *irade* du 22 avril 1896 sur les réformes provinciales accordait une certaine part de l'administration aux sujets chrétiens du sultan.

Le droit (codifié dans le *Medjille* de 1876) était resté en principe le droit religieux musulman; on distinguait cependant la loi religieuse (*shariat*) et la loi politique (*kamun*), qui avait été refondue en 1824; les tribunaux proprement religieux (*sheriye*) et les tribunaux civils (*nisamiye*). Il existait des tribunaux de *sheriye* dans toutes les divisions administratives; on pouvait appeler de leurs jugements aux cours d'appel (*divân temyisi*), qui se trouvaient aux chefs-lieux des vilayets. Les *nisamiye* jugeaient les différends entre personnes de cultes différents et les affaires criminelles. Il y avait à Constantinople une cour de cassation et un tribunal des conflits. Un code d'instruction civile et criminelle avait été promulgué en 1878. Depuis 1887 furent fondés dans les principales villes des tribunaux de commerce, composés de trois juges musulmans, auxquels s'adjoignaient dans les procès intéressant des Européens deux commerçants européens désignés par le consul de la partie européenne; ces tribu-

qui l'avaient établie si l'on songe aux difficultés qu'ils avaient rencontrées, aux dangers qu'ils avaient courus. D'ailleurs, le désordre où se trouvait l'empire n'était pas uniquement le fait de son gouvernement. Les grandes Puissances intervenaient sans cesse dans ses affaires intérieures : les

naux de commerce fonctionnaient aussi comme tribunaux civils dans les affaires concernant les Européens quand il ne s'agissait pas d'immeubles et que le montant du litige dépassait mille piastres. Les capitulations avaient établi des tribunaux consulaires, qui jugeaient les Européens au criminel et décidaient dans les procès civils entre Européens; de plus, elles exigeaient qu'un représentant consulaire assistât à toutes les audiences des tribunaux turcs où un Européen était intéressé.

Pour les finances, après la banqueroute du 13 avril 1876, il avait été établi en décembre 1881 un contrôle international; la dette avait été réduite de £ 252 801 885 à £ 106 437 234. L'unité monétaire était, depuis 1884, la piastre de 40 para (*qârush*), dont il faut cent pour faire une livre turque (23 fr. 05). Mais la monnaie était dans le plus grand désordre. Le budget de 1897-1898 donnait 18,5 millions de livres turques aux recettes, 18,4 aux dépenses. Les principaux impôts étaient : la taxe foncière, la taxe sur le revenu de certaines professions, la dime des produits du sol (de fait 12 1/2 pour 100), les droits de douane (importation et exportation), l'impôt sur les chrétiens exemptés du service militaire.

Les musulmans avaient des écoles élémentaires, où l'on enseignait le turc; des écoles secondaires de garçons et de filles, où l'on enseignait le turc, l'arabe et le persan; des écoles supérieures de droit, d'administration, des beaux-arts, des forêts, des mines, des écoles militaires, l'Université de Constantinople et le lycée de Galata serail.

La loi militaire de 1880 (complétée en 1887 et en 1904) imposait le service militaire à tous les musulmans de 21 à 40 ans (en cas de guerre sainte de 17 à 70 ans) : trois ans dans l'active (*nizâm*) (qui comprenait sur le pied de paix 20 000 officiers et 250 000 soldats en 1905), six ans dans la réserve (*ikhtiat*), neuf ans dans la territoriale (*redif*), deux ans dans la réserve de

unes voulaient amener son démembrement; les autres défendaient, il est vrai, son intégrité, mais c'était pour obtenir des privilèges, qui devaient être ensuite étendus aux Puissances rivales et qui rendaient toute administration impossible. L'empire turc étant maritime, il n'aurait pu se maintenir qu'en devenant une Puissance maritime du premier ordre, tandis qu'il occupait l'un des derniers rangs, aussi bien pour la flotte de guerre que pour la flotte de commerce; comme aucune de ses provinces n'avait de bonnes frontières et qu'elles étaient séparées les unes des autres par des distances énormes, que les voies de communication y étaient peu nombreuses, il était impossible à son

l'armée territoriale (*mustafiz*). Le rachat était permis après trois mois de service. Ne servaient pas les chrétiens et les musulmans de Constantinople, de Scutari, de la Mecque et de Médine.

Le sol appartenait en principe à l'État; de fait, on distinguait les terres de l'État, les *vakuf* et les terres particulières. Les étrangers avaient acquis le droit de posséder par l'irade du 18 juin 1867.

Il existait, en 1906, 5 589 kilomètres de chemins de fer, dont 1 994 en Europe, 2 086 en Asie Mineure et 1 509 en Syrie; les lignes de l'Yemen et de Bagdad étaient en construction. Le réseau télégraphique (1904-1905) comprenait environ 43 000 kilomètres de lignes et 69 000 de fils. Les postes (1904-1905) comprenaient 1 279 bureaux, qui manipulaient 24 millions de lettres par an; il y avait des postes européennes dans les ports.

D'une manière générale, l'agriculture était mauvaise; il y avait très peu d'industrie. Les importations étaient de 2 449 000 piastres en 1899-1900, les exportations, à la même date, de 1 559 000.

Constantinople avait un million d'habitants. Salonique, Smyrne, Damas, Alep, Beyrouth, Bagdad en avaient plus de 100 000. Il y avait deux villes d'Europe de plus de 50 000 habitants : Andrinople et Monastir.

armée de défendre à la fois tous ses territoires. En Turquie, comme en Russie, l'influence de la civilisation européenne ne s'étendait qu'à une élite; les masses musulmanes, dont le gouvernement et les hautes classes se désintéressaient, travaillaient à se faire elles-mêmes leur civilisation, beaucoup plus complexe que celle des masses russes, puisque l'Islam et les invasions des barbares n'avaient pu y détruire tous les restes des civilisations millénaires. Parmi les peuples de l'empire, beaucoup comptaient parmi les plus anciens du monde; ils voulaient leur indépendance, et d'autant plus fortement que des hommes de leur langue et de leur race avaient formé dans leur voisinage des nations, dont ils désiraient faire partie; dans beaucoup de régions cohabitaient des colonies d'origines différentes, qui ne cessaient de se combattre. Cependant, sous l'influence de l'Europe, qui avait changé l'esprit des musulmans, leur faisait désirer la séparation du gouvernement politique et de l'autorité religieuse, les Turcs avaient formé une nation turque, déjà presque aussi forte et aussi patriote que les nations européennes. Seulement ils ne savaient quelle position prendre à l'égard des autres nationalités de l'empire; ils auraient voulu se les concilier pour en maintenir l'intégrité et, en même temps, comprenant qu'elles leur seraient toujours hostiles tant qu'elles conserveraient leur originalité, ils prétendaient les turquifier de force. Ils agissaient envers elles comme les Russes le faisaient envers les peuples européens qui leur étaient soumis; si les Russes devaient

échouer dans leur tentative, l'échec des Turcs devait être pire encore parce qu'ils ne formaient pas, comme les Russes, la majorité. Ils s'aliénèrent tous leurs sujets, même les Arabes, chez qui se développait aussi le sentiment national, quoique les restes des traditions millénaires des anciens peuples si divers qui étaient devenus arabes les empêchassent de se fondre en une seule nation. D'autre part, il faut reconnaître que, telle que l'avaient faite Reshîd, Ali, Fuad et Midhat, la Turquie avait grandement contribué à la diffusion de la civilisation européenne en Asie et en Afrique. Le sultan étant le chef des Croyants, les musulmans ne pouvaient condamner ce qu'il approuvait, au moins nominalelement; ils avaient ainsi adopté le principe d'un gouvernement moderne, du régime représentatif, de l'égalité devant la loi des sujets de toutes les religions. Sans les réformes des grands ministres turcs du dix-neuvième siècle, sans la propagande de Shinâsî, de Kemâl et des autres littérateurs libéraux, traducteurs d'œuvres européennes, surtout d'œuvres françaises, non seulement il n'y aurait pas eu de révolution turque, mais encore il n'y aurait pas eu de révolution persane, les musulmans de l'Égypte et de l'Inde n'auraient pas réclamé des Constitutions, les musulmans de l'Asie et de l'Afrique ne se seraient pas transformés. Si l'établissement des Turcs en Europe a été un mal pour l'Europe, il a été un bien pour l'Islam puisqu'au cours des temps la principale nation musulmane a fini par s'européaniser et par introduire dans

l'Islam des principes qui lui étaient totalement étrangers (1).

c) *Les musulmans d'Afrique. L'Égypte* (2).

L'Islam a conquis, dès le premier siècle de l'hégire, l'Afrique méditerranéenne, dont la population, en partie chamitique, en partie sémitique,

(1) J'étudierai, en parlant de la révolution turque, les rapports des Turcs et des Arabes, qui, malgré leur rivalité, sont unis par l'Islam, des siècles de vie commune et la similitude des mœurs.

(2) Le nord de l'Afrique est peuplé par les Chamites; ils semblent appartenir à la même race que les Ibères; leurs langues forment le troisième groupe des langues à flexions, on a pu en apparen-ter les radicaux à ceux des langues sémitiques. Dès le ving-tième siècle de l'ère ancienne, des Sémites, venus de l'Asie par terre, envahirent les régions de la côte et s'y mêlèrent avec les Chamites; plus tard, des colonies phéniciennes, venues par mer, s'établirent dans les ports; la plus célèbre est Carthage. Après sa chute, l'Afrique du Nord fut, sous la domination romaine, l'un des pays les plus fertiles, les plus peuplés et les plus civili-sés du monde. Les Alains la ravagèrent (429), les Vandales y fondèrent un royaume, qui dura un siècle (429-534). Bélisaire les vainquit en 534 et soumit le nord de l'Afrique à Byzance. Les Arabes le conquièrent de 648 à 699. Dès 670, Okba fonda Kai-rouan, où il bâtit la célèbre mosquée qui porte son nom, mais qui, dans sa forme actuelle, ne date que du neuvième siècle. Peu nombreux, les Arabes, de même race que les Sémites afri-cains et apparentés aux Chamites, se fondirent avec la popula-tion indigène, dont la majorité adopta leur langue; la civilisa-tion gréco-romaine de ces régions différait peu de celle que les Arabes apportaient de Syrie; la conquête de l'Espagne compléta celle de l'Afrique; l'une et l'autre furent réunies au khalifat.

Quand le siège en fut transporté à Bagdad (750), l'Afrique se rendit indépendante. Ce fut d'abord sous des dynasties arabes. Le Maroc, après une cinquantaine d'années d'anarchie (739-789), appartint aux Edrisides (789-971-986); il y eut un royaume de

tenait de près à celle de l'Arabie et qui avait reçu des Phéniciens, des Romains et des Byzantins une civilisation peu différente de celle des Syriens. Au

Kairouan; les Aghlabites (800-909) régnèrent sur l'Algérie, la Tunisie et la Tripolitaine; puis les khalifes Fatimites étendirent leur domination sur le nord de l'Afrique (en 909 sur la région centrale, en 971-986 sur le Maroc); ils établirent leur capitale au Caire et conservèrent l'Égypte jusqu'en 1171.

La fusion des conquérants avec les indigènes, l'extension de l'Islam aux barbares de l'intérieur firent peu à peu disparaître la civilisation arabe; des dynasties africaines se substituèrent aux Fatimites affaiblis. Les Tseirides (ou Sirides), qui avaient fondé Alger en 935, conquièrent progressivement l'Algérie, la Tunisie et la Tripolitaine; ils se maintinrent jusqu'à 1148. Le clan fanatique des Almoravides (1055, 1062-1147) conquiert le Maroc, l'Algérie occidentale et l'Espagne (depuis 1086), imposa sa suzeraineté aux Tseirides (1060). Plus fanatique encore, la secte des Almohades (1130, 1147-1260, 1269) s'empara du Maroc, de l'Algérie, de la Tunisie, de la Tripolitaine et de l'Espagne musulmane. Les Mérinides (xiii^e-xv^e siècles) remplacèrent les Almohades au Maroc (1269), en 1260 ils avaient pris Tunis aux Hafides (1206-60); ce fut contre le premier de leurs sultans que saint Louis fit la croisade, où il mourut devant Tunis (1270). Les régions de l'Afrique septentrionale ne tardèrent pas à se séparer. Au Maroc, les Vattasides (xv^e siècle) succédèrent aux Mérinides, puis ce furent les sherifs Saadites (1509-1654) depuis 1667, et les sherifs actuels, originaires du Tafilelt; on les appelle Alides, parce qu'ils rattachent leur origine à Ali et à Fâtima par les Edrisides. L'Algérie se morcela en petits États aux frontières changeantes, dont le plus important fut le royaume de Tlemcen sous les Tsianides (Tsionites) (depuis 1248). A plusieurs reprises, les Espagnols firent des descentes sur la côte; en 1506, ils s'emparèrent de Bougie et d'Oran (perdu en 1708, recouvré en 1732, reperdu en 1791); en 1510, ils prirent Alger, mais, au lieu d'occuper la ville, ils s'établirent dans une forteresse, qu'ils bâtirent dans un îlot du port.

En 1515, un aventurier musulman de Lesbos, Horuk Barbarossa († 1518), appelé par Selim Eutemi, sheikh d'Alger, contre les Espagnols, l'assassina et se rendit maître de la ville; son

cours des siècles, il s'est répandu dans l'intérieur de l'Afrique, si bien que la grande majorité des habitants de la moitié septentrionale est aujourd'hui

frère, Khereddin (ou Khaireddin) Barbarossa († 1546), lui succéda, chassa les Espagnols de leur forteresse, reconnut la suzeraineté de la Porte, prit en 1533 Tunis, que Charles-Quint lui reprit en 1535, mais le repoussa d'Alger en 1541. Les Turcs rentrèrent à Tunis en 1574; tout le nord de l'Afrique, excepté le Maroc, reconnut leur souveraineté.

Mais cette souveraineté ne fut que nominale. A partir de 1600, les janissaires d'Alger élurent un dey pour faire opposition au pacha nommé par le sultan; au dix-septième siècle, le dey, Baba Ali, refusa le tribut. Alger devint un État militaire indépendant; le dey et les soixante membres du divan étaient élus par les soldats.

En 1576, Tunis constitua une république militaire sous un dey élu, mais, en 1694, le bey collecteur des impôts, Murad, s'empara du pouvoir et le rendit héréditaire dans sa famille. Sa dynastie fut remplacée en 1705 par la dynastie actuelle.

Tous les États barbaresques faisaient la piraterie, surtout Alger; sa puissance était telle que beaucoup de pays lui payaient un tribut pour sauver leur commerce. Les Anglais attaquèrent Alger en 1665, 1669 et le 28 août 1816, où ils en détruisirent une grande partie; les Français le bombardèrent en 1682, 1683 et 1687; les Espagnols firent une expédition en 1775; les Américains battirent la flotte algérienne devant Carthagène le 20 juin 1815. La piraterie n'en continua pas moins jusqu'à la prise d'Alger par la France (juin-juillet 1830); la conquête de l'Algérie demanda une quinzaine d'années; c'est le 14 août 1844 que le maréchal Bugeaud battit les Marocains sur l'Isly, le 22 décembre 1847 qu'Abd el Kader se rendit au général de La Moricière.

La prise d'Alger détermina les beys de Tunis à chercher la protection de la Porte (depuis 1836); ils accordèrent une Constitution en avril 1861, acceptèrent le contrôle international de leurs finances délabrées en 1869. Khaireddin, qui devint depuis grand vizir ottoman, conclut, comme ministre du bey, un arrangement avec la Porte, le 25 octobre 1871. Mais la Porte était elle-même trop faible pour défendre aucun État. Le traité du Bardo

d'hui musulmane. En Afrique comme en Asie, l'Islam s'est donc donné pour tâche de civiliser les barbares; il suffit de comparer un nègre fétichiste à un nègre musulman pour comprendre la

(12 mai 1881) et celui de Marsa (8 juin 1883) ont institué le protectorat français, qui a fait de la Tunisie un pays riche, prospère et bien administré; les capitulations et la juridiction consulaires furent abolies en 1884; les domaines du bey et de l'État furent soumis à une administration française en 1902.

La France établit son protectorat au Maroc par le traité du 30 mars 1912; le traité franco-espagnol du 27 novembre 1912 fixa les frontières de la zone française et de la zone espagnole, le Rif. L'Italie acquit la Tripolitaine par le traité d'Ouchy (15 octobre 1912).

Au cours des siècles, surtout au dix-neuvième siècle, l'Islam a converti la presque totalité de la population indigène, non seulement sur les côtes de la Méditerranée, mais au Soudan, dans le Sahara, dans le pays des Somali; plus de la moitié dans l'Afrique occidentale française, le Togo, la Gambie britannique, la Nigérie, le Cameroun, l'Uganda, l'Afrique orientale britannique; un peu moins de la moitié dans l'Abyssinie et l'Érythrée (où il y a 34,6 pour 100 de Grecs orthodoxes), la Guinée, Libéria, l'Afrique équatoriale française et le Congo belge; il est encore peu répandu dans l'Afrique australe. La majorité de nos soldats sénégalais de la guerre était fétichiste. Dans *Islamisme contre naturisme au Soudan français*, M.-J. BRÉVIE estime à un demi-million le nombre des musulmans de la vallée du Niger.

*
* * *

L'histoire de l'ancienne Égypte se divise en trois périodes : *Ancien Empire* (I^{re}-XI^e dynasties) (VI^e ou V^e millénaire de l'ère ancienne (?)-III^e millénaire); — *Moyen Empire* (XII^e-XVII^e dynasties) (III^e millénaire-II^e millénaire); — *Nouvel Empire* (XVIII^e-XXVI^e dynasties) (1700 (?)-527); — Domination perse (XXVII^e et XXXI^e dynastie) (527-332). (Il y eut trois dynasties nationales (XXVIII^e, XXIX^e, XXX^e) de 404 à 345; — Empire macédonien (332-305); — Ptolémées Lagides (305-30); — Em-

transformation intellectuelle et morale que ses simples doctrines sont capables d'accomplir chez des peuples incultes. Mais l'œuvre qu'il avait ainsi commencée, il appartenait à la civilisation européenne de la terminer; aujourd'hui, toutes les régions de l'Afrique, à l'exception de l'Abyssinie, sont dans la dépendance de la France, de l'Angleterre, de l'Espagne, du Portugal ou de l'Italie. Il

pire romain (30 de l'ère ancienne — 395 de l'ère moderne); — Empire byzantin (395-638); — Domination persane (619-629). — Voir tome I^{er} (p. XLV et suiv.).

A la séparation de l'Empire romain, l'Égypte échet à Byzance, qui la conserva jusqu'à la conquête arabe (638-641). La majorité de la population embrassa l'Islam : beaucoup d'Égyptiens restèrent pourtant chrétiens; ce furent les ancêtres des Coptes d'aujourd'hui. L'Égypte appartient au khalifat arabe de 641 à 868; elle s'émancipa sous Ahmed ibn Tulun (868-883), appartient de nouveau au khalifat (904-935), se rendit une seconde fois indépendante sous Mohammed el Ikhshid (935); ensuite elle forma un khalifat national sous les Fatimites shiïtes du Caire (969-1171), qui bâtirent les Tombeaux des Khalifes. Ils furent renversés en 1171 par le Kurde sunnite Saladin (1137-1193), qui mit fin au royaume latin de Jérusalem. Ses successeurs, les Éyubides (jusqu'à 1250) donnèrent le pays en fief à leurs gardes mameluks, recrutés parmi les chrétiens renégats, qui réduisirent les paysans, les fellahs, au servage. A la chute des Éyubides (1250), les Mameluks fondèrent successivement deux dynasties : les Baharides (1250-1382) et les Bordjides ou Tcherkesses (1382-1517), le Caire possède aussi leurs tombeaux. Les Turcs conquièrent l'Égypte en 1517, mais ils n'y imposèrent que leur suzeraineté; les Mameluks formèrent un État militaire dirigé par vingt-quatre beys. En 1766, l'un de ces beys, Ali (1728-1773), originaire de la mer Noire, vainqueur des autres, devint maître de l'Égypte, qu'il proclama indépendante de la Porte et voulut réorganiser, mais il épuisa ses forces à conquérir l'Arabie et la Syrie (1770), fut trahi et mis à mort (1773). Les Mameluks rétablirent leur tyrannie sous la suzeraineté nominale de la Porte.

est donc inutile d'étudier ici l'Afrique musulmane à l'exception de l'Égypte, dont l'histoire a toujours été associée à celle de l'Asie et qui, elle aussi, devient une nation désireuse de se gouverner elle-même.

Cette nation ne s'est pas formée comme la Turquie en renouvelant peu à peu les préceptes de l'Islam sous l'influence de l'Europe jusqu'à en dégager la conception d'un État purement national, l'Islam l'a trouvée toute faite par cinq mille ans d'histoire. Ce qui pourrait surprendre, ce n'est pas que les Égyptiens aient conservé des souvenirs d'un pareil passé, c'est qu'un peuple, qui avait vécu pendant quarante siècles sur lui-même d'une civilisation originale et indépendante, ait pu accepter successivement la domination politique, la culture matérielle et morale des Assyriens, des Perses, des Grecs, des Romains, des Byzantins et des Arabes; c'est qu'après avoir abandonné ses dieux nationaux pour le culte de Sérapis, un dieu barbare hellénisé (1), qu'après s'être converti au christianisme du quatrième au sixième siècle, il se soit fait au septième siècle entièrement arabe et

(1) Le culte de Serapis (un dieu de la Mer Noire, que les Ptolémées égyptisèrent en l'identifiant avec Osiris-Apis et en le donnant comme l'époux d'Isis) se répandit surtout à Alexandrie et dans le Delta. Plus on remonte le Nil, plus on trouve de temples bâtis en l'honneur des dieux égyptiens à l'époque grecque ou romaine, comme Dendera, consacré à Hathor, de la fin de l'ère ancienne et du début de l'ère moderne; Edfu, consacré à Horus, du règne de Ptolémée Evergète I; le culte d'Isis et des dieux égyptiens se maintint dans l'île de Philé jusqu'au sixième siècle de l'ère moderne.

musulman, à l'exception de quelques centaines de milliers de Coptes, qui sont restés chrétiens monophysites sous la direction du patriarche du Caire et ont parlé longtemps une langue dérivée de l'ancien égyptien, tandis que l'immense majorité de la population adopta vite l'arabe. Il y a là une preuve flagrante du peu d'action qu'exerçaient sur les masses les civilisations aristocratiques de l'antiquité. Le peuple égyptien avait embrassé avec passion le christianisme parce qu'au lieu des doctrines ésotériques du passé, il y trouvait l'amour, la charité, l'égalité, un sacerdoce recruté dans toutes les classes, qui accueillait les plus misérables et même les esclaves, qui pour la première fois s'adressait à leur esprit, à leur volonté, à leur sensibilité, et donnait à leurs actes les plus humbles une valeur morale. Mais quand, dans la scission entre l'Orient et l'Occident, l'Égypte eut échoué à l'empire et à l'Église d'Orient, l'un et l'autre en décadence, l'ancien despotisme de l'État, l'ancienne hiérarchie des classes, l'esclavage s'aggravèrent et le peuple trouva de moins en moins les consolations religieuses et l'enseignement moral du christianisme dans l'Église orthodoxe, qui ne s'intéressait qu'aux cérémonies extérieures et aux querelles d'une théologie subtile. Conquises alors par les Arabes, habituées à se soumettre à tous les maîtres, les masses égyptiennes crurent aux promesses d'égalité religieuse, politique et sociale que leur faisait l'Islam et s'y convertirent pour s'affranchir de la tyrannie de Byzance, de l'esclavage et de la domination des

hautes classes; mais la suppression des classes, des corporations, des autorités régionales héréditaires créa en Égypte, comme partout en Orient, le despotisme; le nombre des esclaves, loin de diminuer, augmenta; la condition des fellahs se fit de plus en plus misérable, ils finirent par être réduits tous à un servage qui différait peu de l'esclavage. En Égypte aussi, comme partout, l'Islam ne sut pas plus maintenir la civilisation reçue des peuples à l'histoire millénaire que ses propres principes de liberté et d'égalité; à la fin du Moyen Age, il ne restait rien en Égypte de la culture qu'elle avait à l'époque de la conquête arabe (1).

Cependant la population des villes, où les Coptes n'avaient pas perdu toute influence, conservait le souvenir du passé, plus, il est vrai, du passé chrétien et romano-byzantin que de l'an-

(1) Au sixième et au septième siècle de l'ère moderne la lutte entre les Égyptiens et Byzance prit une forme religieuse, les Égyptiens ayant adopté le monophysisme, dont est sortie la religion copte actuelle; les persécutions de Byzance amenèrent des révoltes et celles-ci une répression sanglante; les Coptes appelèrent les Arabes, que le peuple accueillit volontiers. Mais, tandis que le peuple accepta l'Islam, la langue et beaucoup des coutumes des Arabes, les gens des hautes et des moyennes classes, les ancêtres des Coptes actuels, se retournèrent contre les Arabes, conspirèrent contre eux et s'attirèrent de cruelles répressions. Le copte vulgaire (remplacé par l'arabe depuis le xvii^e siècle), bien que sorti de l'ancien égyptien, en différait beaucoup, mais le copte sacré, dans lequel sont écrits les offices et les traductions des Livres Saints, est l'ancien égyptien, tel qu'on le parlait au début de l'ère actuelle, quand se fonda l'Église chrétienne d'Égypte. Les Coptes exercent des carrières libérales ou les métiers de banquier, d'orfèvre, de brodeur, d'horloger, beaucoup entrent dans l'administration.

tique passé égyptien, dont les monuments ne lui inspiraient que des superstitions enfantines; des chefs ambitieux trouvaient en elle un appui pour se créer un royaume indépendant. Après deux libérations passagères du khalifat de Bagdad, l'Égypte s'en affranchit définitivement sous les khalifes Fatimites du Caire (969-1171), auxquels succédèrent les sultans Éyubides (1171-1280), puis deux dynasties de chefs Mameluks; les Mameluks, comme les Janissaires, étaient une milice recrutée parmi les enfants chrétiens convertis de force à l'Islam, mais la plupart des chefs étaient devenus seigneurs féodaux héréditaires. Ce fut seulement en 1517 que l'Égypte, soumise par les Ottomans, fut de nouveau rattachée à un empire étranger; cette domination était surtout nominale; les Mameluks, gouvernés par leurs vingt-quatre beys, conservèrent le pouvoir jusqu'à l'expédition de Bonaparte.

L'occupation française (1798-1801) et l'occupation anglaise (1801-03) (1) commencèrent de transformer l'Égypte; elles n'y introduisirent pas seulement la civilisation matérielle de l'Occident, mais aussi sa civilisation morale; les Coptes, persécutés par les Mameluks, reçurent de petits emplois et purent se livrer au commerce, leur influence devait augmenter au cours du dix-neuvième siècle, parce que c'étaient les gardiens des plus vieilles traditions nationales; les colonies grecque et levan-

(1) Les Anglais firent, pour reprendre l'Égypte, une expédition malheureuse en 1807.

dine d'Alexandrie, elles aussi affranchies, répandirent la civilisation méditerranéenne, à laquelle elles devaient substituer peu à peu la civilisation européenne, surtout sous la forme française.

Ces quelques années furent si fécondes que, même après le départ des Anglais et le rétablissement du pouvoir des Mameluks sous la suzeraineté ottomane, l'ancien régime ne put s'y restaurer. En 1800, le sultan Selim envoya comme *vâli* Khosrev pacha, le futur grand vizir, et comme chef militaire l'Albanais Mehemet Ali (né en 1769 à Kavala, en Macédoine) avec un corps de soldats recrutés parmi ses compatriotes. Mehemet Ali força Khosrev à retourner à Constantinople et devint lui-même *vâli* (1805) (1). Le 1^{er} mars 1811, il massacra les mameluks. Il résolut de réformer l'Égypte sur le plan qu'avait tracé Bonaparte, appela des ingénieurs, des savants, des administrateurs, des financiers européens, surtout français, forma une armée et une flotte sur le modèle de celles de l'Europe, construisit des routes, des canaux, des digues, des manufactures, introduisit de nouvelles cultures. Mais son despotisme fut tel qu'en 1814 il s'appropriâ la plus grande partie des terres, fit de tous les fellahs ses propres serfs et s'attribua plusieurs monopoles, entres autres celui

(1) Khosrev avait été chassé en 1802 du Caire par les Mameluks et s'était réfugié à Damiette ; Mehemet Ali et les Mameluks l'y firent prisonnier ; Mehemet se brouilla avec les Mameluks, les battit, délivra et rétablit Khosrev, que les mercenaires albanais chassèrent. La Porte, qui à plusieurs reprises avait envoyé d'autres *vâli*, se décida à nommer Mehemet Ali pacha d'Égypte (3 août 1805).

du commerce extérieur. Il épuisa ses ressources dans des guerres continuelles. De 1815 à 1818 il conquît, à la demande du sultan, l'Arabie sur les Wahabites; de 1820 à 1822, il s'empara de la Nubie, du Sennar et du Kordofan. Vinrent ensuite l'expédition de Grèce (1825-1828) et la défaite de Navarin, la première guerre de Syrie (1831-1833), qui lui donna le gouvernement de ce vilayet, la seconde (1839-1840), qui le lui fit perdre, mais lui valut le titre de vâli héréditaire d'Égypte, conféré par le hattisherif du 13 février 1841. Mehemet tomba en enfance dans le mois de juillet 1848; son fils adoptif, Ibrahim, devint régent, mais mourut dès le 10 novembre 1848. Mehemet ne lui survécut que peu de mois († le 2 août 1849). Son œuvre peut se comparer à celle de Mahmûd II; comme lui, il voulut imposer la civilisation européenne à un pays musulman, mais ce fut comme lui en renforçant encore le despotisme oriental.

Tout au contraire, la tâche qui incombait à ses successeurs était celle où s'essayaient Abd ul Medjîd et ses grands ministres Reshîd, Ali et Fuad; il fallait initier les masses à la civilisation brutalement imposée, transformer l'État artificiel en nation. Si le petit-fils et le successeur de Mehemet, Abbâs (1849-1854), musulman strict et d'esprit borné, haïssait la civilisation occidentale, le troisième vâli héréditaire (fils de Mehemet et oncle d'Abbâs), Saïd (1854-1863), était un homme de progrès : élevé en Europe, il n'avait pas la rudesse de son père. Il abolit le servage (tout en conservant la propriété du sol) et les monopoles établis

par Mehemet; il réforma la justice, rendit le service militaire obligatoire pour les jeunes gens de toutes les conditions, remplaça l'impôt en nature par l'impôt en argent, plaça un emprunt à Londres (août 1860), ouvrit des écoles, fit de grands travaux. Il accorda en 1859 à Ferdinand de Lesseps la concession du canal de Suez, dont le percement fut commencé le 25 avril 1859.

Ismail (1830-1895), souverain de 1863 à 1879, suivit les conseils d'un habile ministre, Nubar pacha (1825-1899), un chrétien d'origine arménienne, qui avait fait ses études en Suisse et en France. Nubar s'occupa d'abord d'augmenter la richesse du pays en favorisant la culture du coton pendant la guerre de la Sécession américaine. En 1864, il mena à Paris et à Constantinople les négociations relatives à la construction du canal de Suez, qui fut ouvert le 19 novembre 1869. Devenu ministre des Affaires étrangères (1866-1874), il convoqua en 1866 une assemblée de notables, qui lui donna un appui national dans ses négociations avec la Porte, et en obtint ainsi en 1867 le titre de khédive héréditaire pour Ismail et ses successeurs. Ce fut malgré lui qu'Ismail augmenta son armée, acheta des cuirassés et se mit à négocier avec les Puissances comme un souverain indépendant; quand la guerre franco-allemande eut fait perdre à Ismail l'appui de la France, le grand vizir, Ali pacha, le somma de livrer ses cuirassés au sultan, Ismail dut obéir (1870). Mais, après la mort d'Ali, Nubar obtint en 1873 du grand vizir Mehemet Rûjdi Shirvani Zade

le droit pour le khédive de traiter directement avec les Puissances et de fixer lui-même le chiffre de ses forces militaires. Ismaïl en profita aussitôt pour conquérir le Darfur et le Kordofan (1874), puis il déclara la guerre aux Abyssins. Nubar protesta et fut congédié en 1874, exilé en 1876. La guerre d'Abyssinie (1875-1876) se termina par un désastre. Ismaïl eut pourtant un succès d'un autre genre, que lui avait valu l'habileté de Nubar : en 1875, des tribunaux internationaux remplacèrent les tribunaux consulaires dans les procès civils et commerciaux entre Égyptiens et Européens; la juridiction consulaire ne fut maintenue que pour le jugement des crimes et délits commis par les Européens (1).

Les guerres, les constructions, la cour d'Ismaïl ruinèrent l'Égypte; en 1875, il vendit ses actions du canal de Suez à l'Angleterre pour quatre millions de livres; en 1876, il suspendit le paiement des intérêts dus pour le service des emprunts étrangers; en 1878, ce fut la banqueroute. Les Puissances intervinrent en septembre 1878; Ismaïl dut nommer (14 oct.) Nubar président du conseil, l'Anglais Wilson ministre des Finances, le Français de Blignières ministre des Travaux publics, et soumettre les finances égyptiennes à un contrôle franco-britannique. Mais il chercha l'appui des Jeunes-Égyptiens (2), qu'il avait jusqu'alors écartés

(1) Pour la politique de la France en Égypte, que je puis à peine mentionner ici, voir l'*Histoire de la France contemporaine* de M. Gabriel HANOTAUX (IV, p. 489 à 496, 739 à 750).

(2) Le terme de Jeunes-Égyptiens a été fait d'après celui de

des affaires, surtout celui des officiers, que les économies exigées par les Puissances avaient fait congédier. Des troubles éclatèrent le 18 février 1879; dès le même jour, Ismaïl repoussa le contrôle des finances et renvoya Nubar, remplacé par Sherif; au mois d'avril, il força les deux ministres étrangers à se retirer. Les Puissances s'adressèrent à la Porte, qui, le 26 juin 1879, déposa Ismaïl et le remplaça par Tevfik (8 août 1879-7 janvier 1892), dont les pouvoirs souverains furent restreints. Tevfik prit pour ministre Riza (Riaz) et accepta le condominium franco-britannique, en nommant (par le décret du 10 novembre 1879) deux contrôleurs généraux des finances, l'un français, l'autre anglais. (Ce décret devait rester en vigueur jusqu'au nouveau décret du 18 janvier 1883.)

L'agitation continua et aboutit en 1881 à la révolte du colonel Arâbi (8 septembre), au renvoi de Riaz, auquel succéda Sherif, et à la convocation d'une assemblée de notables. Ministre de la Guerre, en février 1882, dans le cabinet de Mahmûd pacha, Arâbi réclama l'abolition du contrôle financier et le renvoi des fonctionnaires étrangers; aux avertissements des Puissances il répondit en soulevant, le 11 juin 1882, les musulmans d'Alexandrie contre les étrangers; la flotte britannique, commandée par l'amiral Seymour, bombarda le 11 juillet Alexandrie, où la populace massacra les Européens; mais, dès le 14, la ville se rendit. L'armée

Jeune-Turc; les Égyptiens ne l'ont pas employé. De même Jeunes-Persans n'est pas employé en Perse.

du général Wolseley battit, le 13 septembre, celle d'Arâbi à Tell el Kebir.

Tevfik fut rétabli sur le trône; il accepta la domination de l'Angleterre, dont le représentant, Evelyn Baring (1841-1917) (plus tard comte de Cromer), ancien ministre des Finances de l'Inde (1880-1883), exerça pendant vingt-quatre ans (1838-1907) une véritable dictature, bien que, pour ne pas éveiller les susceptibilités des Puissances, il portât le simple titre de consul général.

De 1882 à 1884, Sherif pacha gouverna, avec Riaz pacha comme ministre de l'Intérieur. Nubar eut la présidence du Conseil de 1884 à 1888; Baring, le trouvant trop indépendant, le remplaça par Riaz, de 1888 à 1894. A la mort de Tevfik, le 17 janvier 1892, Abbâs II Hilmi (1874) (1892-1914), alors âgé de dix-huit ans, lui succéda. Le 16 avril 1894, Baring substitua à Riaz un homme plus docile encore, Mustafâ Fehmi pacha. A la suite de protestations, il laissa revenir Nubar aux affaires (1894-1895), puis, le 12 novembre 1895, il rendit la présidence à Fehmi, qui la conserva jusqu'à 1908.

Les principaux actes diplomatiques de cette période furent la Convention de Londres sur l'Égypte (13 mars 1885), le traité du 29 octobre 1888, relatif au libre usage du canal de Suez, et la déclaration franco-anglaise du 8 avril 1904, à laquelle adhéra la Russie.

Les Anglais, craignant toute manifestation nationale, encouragèrent le khédive à conserver le pouvoir absolu; l'administration et la justice, le droit

civil et le droit religieux restèrent confondus (1).

Les Anglais poursuivirent deux buts en Égypte. Le premier fut d'étendre leur empire dans le centre de l'Afrique, où ils reconquirent le Soudan (2); le second fut de développer la civilisation matérielle. Sous ce rapport, l'œuvre de lord Cromer fut remarquable : les finances furent restaurées, les impôts remaniés, les budgets donnèrent des excédents de recettes; le commerce se développa, de nombreux étrangers vinrent passer l'hiver au Caire, à Luxor, à Assuân, où se construisirent de

(1) La loi du 1^{er} mai 1883 (en maintenant le pouvoir législatif du ministère et du khédivé) créa deux corps consultatifs : le *conseil législatif* de 30 membres (dont 14 nommés par le gouvernement), l'assemblée générale composée des 6 ministres, du conseil législatif et de 46 membres élus.

Le code civil religieux (*el Kanun*), promulgué par Saïd, ne fut pas amélioré. L'application en resta réservée aux tribunaux des kâdi, l'interprétation aux mufti. Les seuls juges civils étaient les gouverneurs et leurs subordonnés. Le pays était divisé en provinces, qu'administrait un *mudîr*, assisté d'un divân. Huit villes formaient des gouvernements séparés (*mohasi*). Les codes de droit criminel de février 1884 séparèrent la justice de l'administration. La courbache fut supprimée, la corvée diminuée. L'armée fut dissoute, une armée anglo-égyptienne créée.

(2) Les troubles du début de l'occupation avaient permis aux Soudanais de se révolter contre l'Égypte. Le mahdi Mohammed Ahmed (1840) avait conquis la vallée du Nil jusqu'à Wadi Halfa de 1883 à 1885, le littoral de la mer Rouge, pris Khartoum, où périt Gordon (26 janvier 1885); il mourut le 22 juin 1885; Abdullahi lui succéda; son général était Osman Digna. La conquête anglaise ne commença qu'en 1896, sous le commandement de Kitchener (plus tard lord), le sirdar de l'armée égyptienne; elle ne fut achevée qu'en 1900; elle s'étendit à l'ouest dans le Darfur et relia au sud le Soudan à l'Uganda anglais. Le Soudan ne fut pas rendu à l'Égypte; il est resté une possession anglaise.

grands hôtels; la flotte marchande du Nil devint considérable (1).

Ce développement de l'Égypte profitait surtout à ses créanciers. A part quelques hommes dévoués à l'Angleterre, les Égyptiens n'occupaient que les bas emplois et les derniers grades, les chefs des administrations et de l'armée étaient tous des Anglais. Et cependant il n'était pas de pays musulman où le sentiment national fût plus fort, où les hautes et les moyennes classes se fussent autant formées sous l'influence des colonies européennes, c'était le seul aussi où l'alliance des mahométans et des chrétiens fût sincère. L'exemple des Jeunes-Turcs encourageait donc les Jeunes-Égyptiens, qui devaient constituer en 1907 le parti national égyptien. Ils voulaient affranchir leur pays de la domination étrangère, mettre fin à l'absolutisme, fonder le régime constitutionnel, obtenir ces droits et ces libertés sans lesquels il n'y a pas de gouvernement civilisé. Comme tous les gens cultivés de l'Orient, ils avaient longtemps méprisé le peuple, mais leurs ambitions poli-

(1) Dès 1900, il y avait 3 392 kilomètres de chemins de fer (dont trois lignes principales : le Caire-Alexandrie, le Caire-Suez, le Caire-Assuân). La ligne de Berber à Suakim fut achevée en 1906. Pour régulariser la distribution des eaux du Nil, deux grands barrages furent construits à Assuân et à Siut. L'agriculture s'étendit et s'améliora; on fit de grandes plantations de coton et de canne à sucre. L'Égypte devint un pays très riche; la population y était de 9 800 000 âmes en 1897 (13 065 000 en 1919; elle se répartissait ainsi : musulmans, 8,9 millions (11, 6 en 1917); chrétiens, 720 000 (dont Coptes ou Grecs orthodoxes 640 000 (856 000), catholiques 60 000 (107 000), protestants 20 000 (47 000); israélites 20 000 (59 000).

tiques leur firent comprendre le besoin qu'ils avaient de lui. En Égypte aussi, le peuple, abandonné dans l'ignorance, la misère et une abjection qui différait peu de la servitude, avait cherché à se faire sa civilisation à lui, civilisation rudimentaire et d'autant plus proche de la demi-barbarie qu'au Soudan et dans la Libye méridionale il avait pour voisins des nomades ou des barbares. Mais, pour se faire comprendre de lui, les nationalistes n'invoquaient pas seulement le fanatisme musulman, ils faisaient appel au sentiment national, toujours vivace en Égypte depuis des milliers d'années, à la haine de la domination étrangère, à son désir de posséder la terre.

d) *La Perse. Les Musulmans de l'extrême Asie* (1).

I

La Perse est le troisième des peuples musulmans qui a su former une véritable nation politique. La nation persane ne s'est pas constituée

(1) La Susiane (l'ancien Elam) est, avec la Babylonie, le pays le plus anciennement civilisé du monde ; habitée par les Sumériens Akkadiens, puis par des Sémites, elle fut conquise par les Perses (d'abord établis dans la partie sud-est de l'Iran, tandis que les Mèdes en occupaient le nord). Leurs rois, les Achéménides (550-330) unirent à la Perse le Sind, la Bactriane, la Sogdiane, Babylone, l'Asie antérieure, l'Égypte. Leur civilisation était développée, leur État puissamment organisé ; de leur langue, celle des inscriptions, voisine de l'avestique ou zend (la langue littéraire et sacrée du *Zend-Avesta*, le livre saint du mazdéisme) est

dans l'Islam comme la nation turque; antérieure à l'Islam comme la nation égyptienne, elle a conservé beaucoup mieux que celle-ci ses traditions

sorti d'abord le pehlevi du moyen âge, puis le persan actuel. Beaucoup de leurs qualités, l'esprit chevaleresque, l'orgueil national, l'imagination poétique se retrouvent encore chez les Persans d'aujourd'hui; la principale de toutes, et celle qui s'est le mieux préservée, est le caractère religieux avec tendance au mysticisme ascétique. La religion des Achéménides était le mazdéisme, qui admet deux hiérarchies parallèles de dieux : les dieux bons, dont le principal est Ormuzd; les dieux mauvais, dont le principal est Ahriman (voir t. I, p. Lxi). On n'est pas d'accord sur l'époque où a vécu le fondateur du mazdéisme, Zarathushtra (en pehlevi et en persan Zardasht ou Zerdusht). Les prêtres, les Mages, avaient une grande puissance et faillirent renverser les Achéménides en leur opposant l'un des leurs, Gaumata, le faux Smerdis (Bardija). La conquête d'Alexandre (334-23) et la fondation de l'empire des Séleucides (312-250) (en Syrie jusqu'en 64) mirent les Iraniens sous une domination étrangère, mais la culture grecque polia leur art et leur littérature, leur fit faire des progrès dans les sciences; la philosophie platonicienne purifia le mazdéisme : les deux hiérarchies de dieux bons et de dieux mauvais devinrent deux hiérarchies d'anges symbolisant les vertus et les vices; le mazdéisme, ainsi réformé, se répandit dans tout le monde civilisé, principalement par les mystères de Mithra, l'ange ou le dieu du soleil et du bien.

A partir de 250 de l'ère ancienne, l'Iran fut conquis par les Parthes, qui fondèrent une sorte de féodalité sous l'hégémonie des Arsacides (250 de l'ère ancienne à 224 de l'ère moderne). Les Sassanides (226-636) rétablirent le gouvernement centralisé; leur civilisation, qui s'inspirait à la fois de la Perse, de l'Inde, de l'Asie antérieure, de la Grèce et de Rome, unissait véritablement l'Asie à l'Europe et fut l'une des plus fécondes pour le développement de la culture orientale. Leurs conquêtes s'étendirent jusqu'à Carthage; ils s'emparèrent de l'Arabie, mais les Arabes, convertis à l'Islam, envahirent à leur tour la Perse (637-642), qu'ils réunirent au khalifat. Ils persécutèrent les mazdéistes, dont les plus riches, les plus instruits se réfugièrent

millénaires, car, si elle a adopté l'écriture arabe, elle parle sa langue propre, le persan; si elle s'est faite musulmane, elle a renouvelé l'Islam sous

dans l'Inde (où ils ont formé la communauté des Pârsi ou Guèbres (Gabr). 9000 Guèbres vivent dans les provinces persanes de Yezd et de Kerman. La masse des Persans accepta l'Islam, mais en le mêlant secrètement avec les doctrines et les pratiques du mazdéisme. En étudiant l'Islam, nous avons déjà vu le rôle que la Perse joua dans le khalifat de Bagdad par deux familles issues des Sassanides : les Barmécides (762-803) et les Bujides (934-1055). D'autres dynasties se partagèrent l'Iran : Tahirides (822-872), Saffarides (873-900), Samanides (874-999). Après il y eut les Turcs : Ghaznévides (960-1184), Seldjukides (1037-1187), Khovaresmiens (xii^e); l'empire mongol des Il Khan (1256-1349), l'empire turco-mongol de Timur et de ses descendants (1380-1505). Ce fut cependant sous ces chefs barbares que le persan moderne sortit du pehlevi et produisit les chefs-d'œuvre de la poésie orientale : l'épopée de l'histoire de Perse ou *Shâh Nâmeh* de Firdusi (933 ou 935-1020); les quatrains sceptiques d'Omar Khayyâm (1017-1124), que la traduction de Fitz Gerald a popularisés en Europe; les poèmes mystiques et panthéistes d'Attâr (1119-1230) et de Rûmî (1207-1273); les contes de Nizâmî (1140-1202); les poésies de cour d'Enverî († 1190); les œuvres à la fois religieuses et voluptueuses de Saadi (1184-1291); les *gazelles* sceptiques, sensuelles et pourtant mystiques de Hâfiz († 1389); les vers précieux de Djâmî (1414-1492), qui a écrit le plus célèbre des poèmes consacrés à l'amour de Suleikha (Salikha), la femme de Putiphar, pour Joseph (Yusuf).

Cette admirable littérature avait rendu aux Persans la conscience de leur génie propre; ils chassèrent les Turcs et les Mongols et se donnèrent une dynastie nationale, celle des Satides (Safavi) (1502-1722), dont le plus puissant souverain fut Abbâs le Grand (1585-1629), le constructeur de la célèbre mosquée et des palais d'Ispahan.

Libre enfin, la Perse adopta le shiisme, qu'elle n'avait jusqu'alors pratiqué qu'en secret et malgré de cruelles persécutions. Le shiisme est à la fois une doctrine politique et une religion.

Après l'assassinat d'Ali et de ses fils, les shiites ne cessèrent

l'influence de son ancienne religion, le mazdéisme, qui lui est restée chère : de cette union est né le shiisme persan ; les préceptes politiques et sociaux

de chercher des princes parmi les descendants d'Ali et de Fâtima, leurs neuf autres imân. Leurs révoltes ruinèrent la domination des Omayyades ; ce furent eux qui assurèrent la victoire des Abbasides, mais les Abbasides se saisirent du khalifat, au lieu de le rendre aux descendants d'Ali. Les révoltes des Shiïtes recommencèrent. Pour les apaiser, Ali Mamun, fils d'Harun al Reshid, maria sa fille au prétendant shiïte, Ali ar Ridha, et le proclama héritier présomptif du khalifat (817) ; les Abbasides se révoltèrent et Ali ar Ridha fut empoisonné (819).

Certains Shiïtes avaient formé la société secrète des Ismaëliens. Parmi les Alides qui avaient prétendu au khalifat, ils en choisissaient six, qu'ils honoraient comme les imân, continuateurs de prophète ; le septième imân devait naître un jour d'un descendant du sixième, s'appeler le mahdi et fonder le règne de la justice. Les Ismaëliens se divisèrent en plusieurs sectes, dont celle des Karmates communistes, maîtres de l'Arabie orientale ou Bahrein au dixième siècle. Le troisième grand maître de la secte principale, ou secte ismaëlienne proprement dite, se donna comme un descendant d'Ali et de Fâtima et fonda le khalifat Fatimite du Caire (969-1711). L'un des princes de cette dynastie, Hâkim (996-1021), cruel et fou, se proclama dieu ; il mourut assassiné, mais Mohammed ibn Ismail el Dârasi († vers 1020) fonda, en 1017, pour l'adorer, la secte des Druses (100 000 environ dans le Liban) ; Durûz (Druses) est le pluriel de Dârasi. Une autre secte Ismaélite est celle des Assassins ou *Hasanî*, fondée en Perse (1081) par Hasan Sabbâh († 1124), dit le *sheik ul djibâl (jabâl)* (Vieux de la Montagne). Les Assassins se répandirent dans toute la Syrie (jusqu'en 1273).

Le shiisme orthodoxe, tel que la Perse le professe, reconnaît douze imân descendants d'Ali. Le dernier, qui disparut mystérieusement vers 940, dort d'un sommeil magique dans une grotte inaccessible ; quand le temps viendra, il reparaitra et sera le mahdi. Les Shiïtes considèrent tous les khalifes autres qu'Ali comme illégitimes et rejettent leurs lois. Ils rendent un culte idolâtrique à Ali et à ses deux fils, Hasan (625-669 ou 670) et Husain (626-680), que les sectes les plus avancées ont presque

de l'Islam n'ont eu qu'une médiocre influence sur la Perse, qui a, au contraire, transformé la société et l'État musulmans à l'époque du khalifat de

déifiés; ils déplorent chaque année leur mort dans des processions, où les fidèles se labourent le corps à coups de couteaux. Ils ont créé le sùfisme, qui, s'inspirant du panthéisme indien, considère l'âme humaine comme une émanation de Dieu, à qui elle peut se réunir dès cette vie par l'amour passionné, l'inspiration et l'extase. Ce sont eux qui ont introduit dans l'Islam, même dans l'Islam sunnite, le culte des saints, les pèlerinages à leurs tombeaux, l'ascétisme, les ordres religieux, militaires ou mystiques.

Les Safides, descendants d'Ali, persécutèrent les Sunnites, restés les plus nombreux dans les provinces qui n'étaient pas purement persanes; les révoltes se multiplièrent, et les sultans Ottomans en profitèrent pour enlever à la Perse la Mésopotamie, l'Arménie et la plus grande partie de la région du Caucase. En 1709, les Afghans de Kandahar se soulevèrent contre l'incapable shâh, Husain (1694-1722, † 1729), qui a pourtant construit le beau *mederse* d'Ispahan, ils étaient conduits par deux chefs hardis et cruels, Mir Weis († 1715) et Mir Abd Allah (ou Abd el Azis, † 1717); le soulèvement s'étant étendu à toutes les provinces non persanes du royaume, Mir Mahmûd, le fils de Mir Weis, s'empara, le 22 octobre 1722, d'Ispahan, où il régna jusqu'en 1725. Il eut pour successeur Ashraf (Eshref), fils d'Abd Allah. Thamasp II, fils du safide Husain, recommença la lutte contre les Afghans, détestés des Persans, avec le secours de l'aventurier turc, Nâdir Kuli, et battit, en 1729, Ashraf, qui fut tué (1730). Thamasp ayant cédé en 1731 l'ouest de la Perse à la Porte, Nâdir le détrôna (1732) et le remplaça par son fils, Abbâs III, le dernier Safide, au nom duquel il prit la régence. Il battit les Turcs et les Russes et recouvra les provinces perdues (1733), même la Géorgie (1735). Il assassina Thamasp et Abbâs, prit le titre de shâh (1736), ravagea l'Inde (1739). Il persécuta les shiïtes et contisqua les biens du clergé, qui ne lui ont jamais été rendus. Sa cruauté le fit assassiner en 1747. Son neveu Ali Kuli lui succéda, mais ne put réprimer les révoltes, qui démembrement le royaume. Un Kurde, Kerim Khan, reconquit la Perse, province par province, en partant du sud, et fut seul shâh

Bagdad; tandis que les Égyptiens ont oublié leur histoire ancienne, les Persans ont gardé un souvenir vif, quoique confus, des Achéménides, d'Alexandre le Grand, des Parthes Arsacides et des Sassanides (1).

Seulement la Perse, sans frontières naturelles, a été constamment attaquée : à l'ouest par les États qu'ont constitués successivement dans l'Asie antérieure les Romains, les Byzantins, les Arabes, les Ottomans et, dans les deux derniers siècles, aussi par la Russie; à l'est, elle n'a cessé d'être envahie par les barbares ou les demi-barbares de l'Asie Centrale : Turcs Seldjukides et Ghaznévides, Afghans Ghorides, Mongols de Djengiskhan et de Tamerlan. Après neuf siècles de domination étrangère, elle put enfin se donner au seizième siècle une dynastie nationale, les Safides (1502-

de 1759 à 1779. A sa mort, l'anarchie recommença et dura jusqu'en 1794, où commença la dynastie actuelle. Les traités qui donnèrent à la Russie la Transcaucasie sont ceux de Gulistan (24 octobre 1813) et de Turkmanshay (23 février 1828). L'occupation d'Hérat par les Persans (1856) amena la guerre avec l'Angleterre (1^{er} novembre 1856), la paix de Paris (4 mars 1857) obligea la Perse à recourir à l'intervention anglaise dans ses difficultés avec l'Afghanistan. Le traité russo-persan du 12 mars 1882 fixa la frontière nord de la Perse.

(1) Le *Shâh Nâmeh* de Firdusi reprend toutes les anciennes rhapsodies de la Perse, qui se rapportent aux temps préhistoriques et dont le principal cycle est celui du héros Rustam, puis il raconte l'histoire des Achéménides, celle d'Alexandre (Iskender), dont il fait un empereur de Byzance (Rûm), d'origine perse; il nomme les Arsacides, raconte assez exactement l'histoire des Sassanides, s'intéressant surtout aux amours de Khosrev II (Khusro) (Chosroès) Purviz (Parvez) (591-628), emprisonné par son fils, et de la belle Shîrîn.

1722), qui firent du shiisme, jusque-là persécuté, la religion d'État. Pendant une centaine d'années, leur gouvernement fut pacifique et fécond, ensuite ils laissèrent la Perse tomber dans l'anarchie, les Afghans la conquirent; leur vainqueur, le Turc Nâdir shâh la tyrannisa; après sa mort il y eut un demi-siècle d'invasions et de guerres civiles.

En 1794, le Turc Aga Mohammed (Mehemet) fonda la dynastie actuelle, dite de Kadjar. Il fut assassiné en 1797. Son neveu, Fath Ali, qui régna de 1797 à 1834, perdit, dans ses guerres contre la Russie (1804-1813) (1826-1828), les dernières possessions persanes en Transcaucasie. Mohammed (Mehemet) shâh gouverna de 1834 à 1848. C'est sous son règne qu'apparut le babisme.

Mirza Ali Mohammed, de Shiraz (1820-1850), fonda en 1844 sa religion, que ses disciples appelèrent babisme parce qu'ils le considéraient lui-même comme le Bâb el Dîn, la porte de la Foi. Le Bâb a voulu fondre tous les cultes orientaux : Islam, mazdéisme, bouddhisme, hindouisme, christianisme gnostique, en présentant leurs dogmes, notamment ceux du ciel et de l'enfer, comme des symboles. Il admet les prophètes musulmans, en leur ajoutant Zarathushtra, en fait des émanations de Dieu, se donne lui-même comme le plus grand, aussi supérieur à Mahomet que Mahomet l'est à Jésus. Il condamne et la science profane et toutes les pratiques religieuses; il n'admet qu'un devoir, la charité; il interdit l'esclavage, émancipe la femme, reconnaît tous les hommes comme égaux et fonde le communisme.

Rêveur et mélancolique, le Báb vivait retiré. Au retour d'un pèlerinage à la Mecque, il fut interné en 1845 à Shiraz, d'où il s'enfuit, au bout de six mois, à Ispahan, il fut bientôt repris et transporté pendant des années de prison en prison. Le propagateur de la nouvelle religion fut Mullah Husain, homme énergique, intelligent, courageux et fanatique. Il convertit le Mazenderan, la région montagneuse qui fait le sud de la Caspienne. D'autres fidèles prêchaient dans le sud et dans l'ouest; Gurred ul Ain (*Consolation des yeux*), une femme d'une grande beauté, soulevait les femmes en leur promettant la liberté.

Sous Mohammed shâh, le babisme ne fut pas persécuté; il n'est pas d'année où ne se fonde dans l'Islam un ordre ou une secte, et la tolérance est complète. Mais, à la mort de Mohammed (1848), la guerre civile éclata entre les prétendants à la couronne, et son fils, Nâzreddîn (Nâzir ed Dîn) (1848-1896), ne put s'emparer du trône qu'après plusieurs mois de combats. Pour se maintenir au pouvoir, il avait besoin de l'appui du clergé orthodoxe; il lui promit de réduire les babistes, qui avaient profité de la confusion pour se réunir et s'armer. Mullah Husain s'était construit une forteresse dans le Mazenderan; on en fit le siège; il résista pendant des mois et fut tué dans un assaut; ses compagnons reçurent la promesse qu'ils auraient la vie sauve; réduits par la faim, ils se rendirent et périrent dans des tortures (1849). Le Báb et son assistant, Aka Mohammed Ali, furent fusillés à Tabriz le 9 juillet 1850.

Les babistes ne s'assemblèrent plus qu'en secret. Le 15 août 1852, trois des leurs essayèrent d'assassiner le shâh. Il y eut une persécution générale. Le nouveau Bâb, désigné par Mirza Ali Mohammed avant son exécution, le jeune Mirza Yahya, appelé le *Matin de l'éternité* (*Subh i Azal*), s'enfuit à Bagdad et fut interné à Chypre, mais son frère, Mirza Husain Ali († 1892), dit *Beauté de Dieu*, *Beha ullah*, fonda une secte rivale à Andrinople.

Les babistes feignirent de se soumettre; ils adoptèrent les rites et les manières des shiïtes orthodoxes, mais ils formèrent dans toute la Perse des associations clandestines, qui, de religieuses, devinrent politiques. Comme le nihilisme populaire est sorti du *raskol*, comme la révolte des T'ai ping a été la première phase de la révolution chinoise, c'est le babisme qui prépara le mouvement révolutionnaire persan. Jusqu'aux événements de 1906-1907, les associations secrètes des babistes ne se révélèrent pourtant que par des attentats isolés; il n'est même pas certain que l'assassinat de Nazreddin en 1896 ait été leur œuvre.

Le babisme, qui se répandit surtout dans le peuple, nous apparaît dans l'ensemble comme l'une des grandes tentatives que l'Orient moderne a faites de lui-même pour civiliser les masses. Nulle part autant qu'en Perse la civilisation des hautes classes ne se séparait de celles des masses : Achéménides et Sassanides avaient créé le despotisme, réduit le peuple à la servitude; sous les Parthes Arsacides le régime féodal avait donné à la noblesse une situation prépondérante; les principes

égalitaires de l'Islam et les invasions des barbares ne purent presque rien contre d'aussi antiques traditions; c'est par respect de l'autocratie et de la noblesse que la Perse devint shiite et réclama le trône pour les descendants de Mahomet. Aussi, quand la culture de la Perse moderne se forma au onzième siècle et dans les siècles suivants, ce fut une culture ésotérique et raffinée; l'Islam, simple et franc, démocratique et militaire, y devint quiétiste, mystique, à la fois ascétique et sensuel, les sùfi s'adressèrent à Dieu comme à la Bien-Aimée dans des vers ardents et contournés, où l'imagination était vive mais recherchée, où la passion s'analysait elle-même avec subtilité; la poésie se fit précieuse; dans tout l'Orient le persan est devenu la langue des cours. Autant l'Islam, s'il était resté fidèle à ses doctrines primitives, aurait tendu à confondre les classes, autant les traditions persanes tendaient à les séparer. Le mal s'aggrava quand l'avance russe en Asie, la transformation de l'Inde sous le gouvernement anglais et de la Turquie par les réformes de Selîm, de Mahmûd, d'Abd ul Medjid firent connaître la civilisation européenne aux Persans cultivés; ils n'y prirent pendant longtemps que ce qui pouvait servir le gouvernement centralisé, l'instruction des lettrés, les préjugés des hautes classes; ils eurent soin d'empêcher les pauvres d'en rien connaître. Le peuple persan, ainsi délaissé, s'était efforcé de se créer, comme les autres peuples de l'Orient, sa civilisation à lui; sans doute, comme il était ignorant et misérable, ses essais étaient grossiers, et l'influence des Turcs

de l'Asie centrale les rendait plus grossiers encore ; mais le peuple avait, pour le guider, l'Islam et ses traditions nationales, qui lui étaient devenues d'autant plus chères que la dynastie et une partie de la nouvelle noblesse étaient turques ; il avait conservé des souvenirs vagues du grand mage Zarathushtra, encore invoqué par les Guèbres, des Achéménides, des Sassanides, qui revivaient dans les vers de Firdusî, dont il se faisait des lectures publiques ; parmi les lyriques du Moyen Age, l'un, au moins, Hâfiz, avait écrit des poèmes dont quelques fragments étaient parvenus jusqu'aux pauvres et aux ignorants. Si déchues que fussent les masses de la Perse, si raffinée au contraire que fût la culture persane, les masses en avaient leur part, sans doute leur bien faible part. C'est en s'en inspirant que le babisme sut les toucher, qu'il commença de leur donner cette civilisation qu'elles cherchaient, et qu'il prépara la renaissance d'une nation persane.

Mais dans toute l'Eurasie et toute l'Asie la révolution, qui devait éclater au vingtième siècle, a eu, au dix-neuvième, une double origine et, si le premier mouvement fut religieux, populaire, purement asiatique, dans le second, politique, national, d'inspiration européenne, domina, du moins au début, l'influence des classes cultivées. Ainsi en fut-il en Perse. Encouragés par les réformes des grands vizirs ottomans, les revendications des Jeunes-Turcs, beaucoup de nobles et de lettrés inspirèrent d'abord au shâh d'importantes réformes dans le gouvernement et l'administration

et de nombreux progrès matériels (1). Puis, quand ces premiers succès les eurent encouragés, ils réso-

(1) Des Européens au service du shâh construisirent la voie ferrée, longue de dix kilomètres, qui relie Téhéran à Shâh Abdul Azim, les routes de Téhéran à Kum et de Téhéran à Kazvin; la Russie ouvrit en 1898 la route de Kazvin à Enzeli sur la Caspienne et l'Angleterre en 1900 la route de caravanes d'Ahvas, sur le Karun, à Ispahan; elle avait construit le port de Bushir sur le golfe Persique. Les Européens fondèrent un arsenal, une fonderie, quelques fabriques et un hôtel des Monnaies. Enfin, de leurs voyages en Europe Nâzreddin (1873, 1877, 1889) et Muzaffer ed Din (1900, 1902, 1905) avaient rapporté nombre d'objets européens; l'intérieur du palais était du style occidental.

Le shâh, protecteur de la religion, avait la puissance absolue; il vivait dans un harem gardé par des eunuques. Mais, depuis le 30 août 1858, il existait un ministère composé du grand vizir, des ministres des Affaires étrangères, des Finances, du Trésor, de la Justice, de l'Agriculture et des Domaines, du Commerce et des *Vazayif* (biens des mosquées), des Télégraphes, des Mines, de l'Instruction publique, de la Guerre, de la Presse (tous les journaux, dont il existait cinq à Téhéran en 1890, étaient sous le contrôle du gouvernement), enfin d'un nombre variable de secrétaires d'État sans portefeuilles.

Les provinces étaient sous le gouvernement de *begler bey*, presque tout-puissants. Il y avait des tribunaux ecclésiastiques, jugeant d'après le *sheriet*, le droit écrit, et des tribunaux civils, jugeant d'après l'*urf*, le droit coutumier. Le service militaire obligatoire, décrété en 1875, ne fut jamais établi. Les communes fournissaient arbitrairement des recrues, qui étaient censées servir trois ans dans l'active et neuf ans dans la réserve.

Au cours des nombreuses guerres civiles, presque tous les biens des grandes familles avaient été confisqués par l'État, qui, sous Nâdir, s'était aussi emparé des biens du clergé, de sorte que des rues entières de Téhéran, d'Ispahan, de Shiraz appartenaient à la Couronne. Cette confiscation avait profité aux paysans, qui étaient moins malheureux sur les domaines de l'État que sur ceux des particuliers : ils avaient le droit d'élire les maires de leurs villages.

Le régime économique était détestable; il y eut de grandes

lurent de détruire le despotisme, mais la puissance du shâh était trop grande pour qu'ils pussent agir ouvertement; ce fut dans des sociétés secrètes qu'ils préparèrent la révolution.

Leurs sociétés ne tardèrent pas à entrer en relations avec celles des babistes; nobles et lettrés comprirent dès lors qu'ils ne pourraient rien sans l'appui du peuple; comme les nihilistes et les slavophiles, comme les Jeunes-Turcs, ils s'adressèrent aux masses si longtemps méprisées, leur promettant l'affranchissement du servage, le partage des terres, l'instruction, l'octroi des droits civils et politiques.

La propagande persistante des sociétés secrètes produisit un mouvement national contre la politique extérieure du shâh. Pour obtenir l'argent dont ils avaient besoin, pour se fortifier contre le mouvement révolutionnaire, dont ils soupçonnaient l'existence, Nâzreddîn et son successeur, Muzaffer ed Din Mirza (1896-1907), se mirent sous la protection de l'étranger. Le traité de 1857, la construction en 1864 du télégraphe reliant l'Inde à l'Europe, la fixation en 1872 par les Anglais de la frontière afghano-persane, l'emprunt de £ 500 000 contracté en 1892 à Londres avaient fait de la Perse la vassale de l'Angleterre. Puis la Russie parut au

famines de 1860 à 1861 et de 1869 à 1872, et de nombreuses années de disette (1879-1880, 1888, etc.).

La superficie de la Perse est de 1 645 000 kilomètres carrés. La population était alors d'environ 9 millions d'habitants, dont 2,5 millions de nomades. Vers 1906, on estimait la population de Téhéran à 280 000 habitants, celle de Tabriz à 200 000, Ispahan (70 000), Meshed (60 000).

shâh plus redoutable et aussi plus capable de le protéger; l'arrangement de 1900 et le traité de 1902 stipulèrent que la Russie rembourserait l'emprunt anglais et que, seule désormais, elle prêterait de l'argent à la Perse, qui lui emprunta en deux fois (1900 et 1902) 32,5 millions de roubles. Le shâh eut une garde de cosaques russes; il promit aux Russes de leur laisser construire un chemin de fer qui relierait à travers la Perse leur réseau ferré à l'Océan Indien et un port de guerre à Chachbar sur la mer d'Oman; une ligne russe de navigation unit Odessa aux ports du golfe Persique. Ce fut l'une des raisons qui poussèrent l'Angleterre à s'allier avec le Japon et à l'aider diplomatiquement et financièrement pendant la guerre de 1904-1905; cette guerre devait amener la signature du traité de 1907, où l'Angleterre et la Russie se partagèrent la Perse, l'Angleterre avec le protectorat du sud, la Russie avec celui du nord. Ces traités qui menaçaient leur pays et leur religion soulevèrent tous les Persans. Le patriotisme acheva l'œuvre de rapprochement des classes que préparaient les sociétés secrètes, et produisit la révolution de 1905-07, qui a transformé la Perse en une nation politique véritable mais qui, malgré ses réformes, est loin d'avoir fait disparaître le dualisme des civilisations, caractéristique de l'Eurasie actuelle (1).

(1) La révolution persanne sera étudiée avec les autres révolutions qu'a provoquées la guerre russo-japonaise.

L'Asie russe compte dix millions de musulmans (non compris le Caucase).

L'Afghanistan (d'une superficie de 558 000 kilomètres carrés)

II

La Perse et l'Afghanistan étaient les pays les plus orientaux dont les gouvernements reconnaissaient l'Islam. La grande majorité des musulmans (150 mil-

a environ 5 millions d'habitants. Les principales villes, où trafiquent des Indiens et des Persans, sont Herat, Kâbul, Kandahar.

Les Afghans (le nom est persan) s'appellent eux-mêmes *pakh-tan*; ils appartiennent à la race dite indo-afghane et parlent une langue indo-européenne. Au cours de l'ère ancienne et des premiers siècles de l'ère moderne, l'histoire de l'Afghanistan occidental se confond avec celle de la Perse. Dans l'Afghanistan oriental à la civilisation développée, une branche des Séleucides, dite de Bactriane, réussit à se maintenir pendant cent cinquante ans après que les Parthes eurent conquis la Perse et l'Afghanistan occidental; le royaume grec fut détruit à la fin de l'ère ancienne par les Scythes, auxquels succédèrent les Gètes ou Huns blancs dans le quatrième siècle de l'ère moderne. C'est dans la confusion des invasions que les Afghans formèrent des clans, sous des khans, assistés du Conseil des chefs de famille (*dirgha*); cette organisation subsiste. Les Afghans se convertirent à l'Islam au septième siècle et firent partie du khalifat. Ils se révoltèrent en 812; après deux siècles d'anarchie, ils furent réunis à l'empire des Ghaznévides (onzième-douzième siècles), ils fondèrent ensuite un empire national, avec Ghor pour capitale (les Ghorides régnèrent aussi sur le nord de l'Inde de 1186 à 1206). Ils furent soumis aux Khovaresmiens, aux Mongols du Djengis Khan et de Timur, puis fondèrent une nouvelle dynastie nationale, dite de Lodi, qui posséda également le nord de l'Inde (1450-1526). Elle fut vaincue par Bâbar, le petit-fils de Tamerlan, qui fonda l'empire indien du Grand Mongol (1526-1857); il réunit Kâbul et Kandahar à l'Inde, tandis que la Perse prenait Herat. Au dix-septième siècle, l'Afghanistan eut de nouveau une dynastie nationale, celle même qui, de 1722 à 1729, conquit la Perse sur les Safides; Nâdir Shâh soumit les Afghans. Après sa mort, Ahmed Shâh Abd Ali fonda en 1747 un émirat d'Afgha-

lions) se trouvait pourtant dans l'Inde, en Chine, dans la presqu'île de Malacca et dans les archipels de l'Océan Indien. Mais il est impossible d'étudier

nistan (1747-1823), qui ne tarda pas à se morceler. En 1826, Dost Mohammed enleva la plus grande partie de l'Afghanistan à l'émir, qui, d'Hérat, fit appel aux Anglais (1838). Ceux-ci conquièrent le pays en 1839 et prirent Dost Mohammed le 5 novembre 1840. Akbar, le fils de Dost, se souleva en 1841; dans sa retraite, l'armée anglaise périt tout entière. Les Anglais reconquirent l'Afghanistan en 1842, mais crurent sage de rendre Kâbul à Dost Mohammed, qui, de 1842 à 1862, conquît tout l'Afghanistan et en devint le seul émir; il conclut avec l'Inde les traités de 1855 et de 1857. A sa mort (9 juin 1863), ses fils se disputèrent le trône; Affal l'emporta, devint seul émir en mai 1866 et fut reconnu comme tel par les Anglais. Sa mort (1867) amena une nouvelle guerre civile. Shir Ali, frère aîné d'Affal, vaincu en 1866, l'emporta cette fois (1868); il s'appuya sur l'Inde et s'efforça de civiliser le pays. Ses réformes amenèrent des révoltes; l'Inde ne le soutint pas comme il l'aurait désiré. En 1878, il s'entendit avec la Russie. Le 21 novembre 1878, les Anglo-Indiens envahirent l'Afghanistan. Shir Ali s'enfuit et mourut en exil le 21 février 1879. Le régent nommé par lui, Yakub Khan, signa avec les Anglais le traité du 19 (26) mai 1879. Le massacre de la mission anglaise de Kâbul (24 juillet 1879) amena une nouvelle expédition : Yakub Khan fut emmené prisonnier; après des révoltes nombreuses, les Anglais reconnurent comme émir le fils d'Affal, Abd er Rahmân, qui fut accepté par les chefs de tous les clans le 22 juillet 1880. Un soulèvement d'Hérat et de Kandahar exigea une nouvelle expédition anglaise (1880-1881). Abd er Rahmân devint le maître de tout l'Afghanistan, mais, comme il s'était fait le vassal de l'Angleterre, les Russes lui prirent, le 13 février 1886, Penschdeh, qu'il dû leur céder par la convention du 28 juillet 1887, avec le pays entre le Kushk et le Murghab. Le 12 novembre 1893, Abd er Rahmân signa le *Durand Agreement*, qui le liait à l'Angleterre. Le 11 mars 1895, une convention russo-anglaise fixa les frontières de la Russie et de l'Afghanistan sur le plateau de Pamir. En 1899, les Russes occupèrent passagèrement Herat. Abd er Rahmân († 3 octobre 1901) eut pour successeur Habib Ullah (1901-

leur histoire, leurs mœurs et leur mentalité sans étudier celles de ces régions. C'est donc ici qu'il convient de juger la civilisation musulmane comme civilisation intermédiaire entre celles de l'Europe et de l'Asie et comme agent de diffusion de la civilisation européenne en Asie.

L'Islam s'était transformé au cours du dix-neuvième siècle. La confusion de la religion et de l'État, cause principale de sa décadence, était près de cesser. Le pouvoir religieux du khalife et du shâh n'était guère plus que nominal; si le khalife conservait de l'influence sur d'autres pays que

1919), qui reconnut l'hégémonie britannique par le traité de Kâbul (mars 1905). (La suite aux volumes suivants.)

Ainsi la rivalité de l'Angleterre et de la Russie avait permis aux habitants de l'Afghanistan montagneux, les uns Afghans, les autres de races diverses, de conserver leur indépendance et leur rudesse. L'autorité de l'émir, en principe absolue, était impuissante dans les clans, qui n'obéissaient qu'à leurs chefs; de la civilisation occidentale, l'Afghanistan ne connaissait que les armes et les intrigues des services d'espionnage anglais et russe. (Voir le *Kim* de Kipling.)

L'histoire des musulmans de Chine a déjà été racontée dans le tome IV (p. ccxxxviii), notamment la révolte du Turkestan, sous Yakub bey (1857-1878), et celle du Yun nan (1857-1873) (*ibid.*). Il est difficile de fixer le nombre des musulmans de la Chine; on a parlé de 30 millions, dont 8 millions pour le Kan su, entre 3,5 et 6 pour le Shen si, 4 pour le Yun nam : ceux-ci semblent avoir été exterminés dans la répression de 1873. Les musulmans de l'ouest, en grande partie des Turcs, ont reçu l'Islam de l'Asie centrale; ceux du centre et de l'est, en grande partie Chinois, semblent l'avoir reçu de colonies arabes venues par mer. Le gouvernement chinois n'a jamais persécuté les musulmans, dont beaucoup sont devenus généraux. Les révoltes des musulmans ont eu surtout un caractère politique.

l'Empire ottoman, c'était moins comme chef religieux que comme représentant des musulmans menacés, qui cherchaient à s'unir dans le panislamisme. L'autorité politique du khalife et du shâh (comme celle d'ailleurs de tous les souverains musulmans) était aussi attaquée. Beaucoup d'ulemâ se dégageaient de la tradition pour accepter les idées libérales de l'Europe; ils les jugeaient conformes à l'esprit, sinon à la lettre de l'Islam, et ils reconnaissaient que le temps était venu de ne plus s'attacher à la lettre de la loi mais d'en rechercher l'esprit véritable. C'est ainsi qu'un grand mouvement révolutionnaire se développait chez les musulmans; il s'inspirait à la fois des préceptes du Coran et des institutions de l'Europe, ses tendances étaient de plus en plus démocratiques et même républicaines.

Cette transformation échappait à la plupart des Européens qui vivaient en Orient. Persuadés que les sociétés asiatiques étaient immuables, le mahométisme hostile à tout progrès, trompés par l'absence d'opposition ouverte que produit le despotisme, ils ne s'intéressaient qu'aux souverains, aux fonctionnaires, à la noblesse, au clergé; le peuple, ignorant et misérable, leur paraissait à jamais condamné au servage ou à un état à peine meilleur; les écrivains et les hommes d'État qui réclamaient des réformes leur semblaient des cosmopolites, qui, en visitant ou en étudiant l'Europe, avaient perdu le sens de ce qui convenait à l'Orient. Pressés d'y développer la civilisation matérielle pour y faire des affaires, ils se

refusaient à croire que la civilisation morale de l'Europe pût s'y répandre, ils ne remarquaient pas qu'aucune frontière géographique ne sépare l'Europe de l'Asie et que d'ailleurs dans le monde moderne les frontières n'arrêtent plus la diffusion des mœurs ni des idées. Sans doute, la civilisation européenne, qui, née à l'Occident, était restée en grande partie occidentale, ne pouvait s'imposer telle quelle à tout le vieux continent; à mesure qu'elle s'étendait vers l'Est, elle se modifiait et même profondément; au delà de l'Europe orientale elle rencontrait des peuples eurasiens, qu'elle ne pouvait plus véritablement convertir; son influence s'y répandait pourtant, et d'une manière décisive.

Ce qu'il y avait de plus remarquable dans les jugements que les observateurs superficiels portaient sur les peuples eurasiens, c'est qu'ils considéraient la Russie comme entièrement européenne, qu'ils ne la distinguaient même plus des autres peuples de l'Europe et qu'au contraire ils tenaient les pays musulmans pour exclusivement asiatiques et par suite incapables de rien s'assimiler d'européen. Pour comprendre ce que de pareils jugements avaient d'exagéré, il faut comparer les deux grandes civilisations eurasiennes.

Assurément leurs divergences étaient considérables. La Russie, chrétienne, avait répandu, au moins partiellement, la civilisation européenne jusqu'au Pacifique; l'Islam avait pendant des siècles étendu l'influence de l'Asie dans les deux tiers du bassin de la Méditerranée. La civilisation

russe était celle d'un seul peuple, la civilisation musulmane celle de beaucoup de peuples qui habitaient toutes les parties du vieux continent. La première n'était pas proprement religieuse, bien que le christianisme oriental eut presque seul contribué à l'éducation du peuple russe; la seconde était religieuse, bien qu'elle n'eût pas été créée par l'Islam, mais par les civilisations millénaires des premiers pays qu'il avait conquis. La civilisation russe contenait sans doute, en tant que civilisation populaire, des éléments proprement russes, destinés à se développer; comme ils étaient encore rudimentaires, en tant que culture véritable, elle devait tout à l'Europe. Si l'Islam avait tiré sa civilisation des peuples millénaires de l'Asie antérieure, il avait régénéré ce qu'il avait reçu de ces peuples en décadence, l'avait transformé au cours de treize siècles et l'avait enseigné à d'autres peuples qui n'avaient pas de culture ou qui possédaient une culture différente; on pouvait donc parler d'une civilisation musulmane, quoique dans certains pays elle se fût mêlée à des croyances et à des coutumes nationales, dans d'autres à des croyances et à des coutumes primitives ou grossières.

Les ressemblances entre les deux civilisations eurasiennes étaient pourtant devenues grandes depuis qu'elles se consacraient à la même œuvre, qui était de convertir les descendants des derniers barbares. On trouvait dans l'une et dans l'autre des gouvernements où l'autocratie asiatique s'unissait à la constitution d'États artificiels et

impersonnels du type européen; la même incapacité de transformer ces États en nations; une classe distincte de fonctionnaires, la plupart héréditaires, chez qui prévalaient l'arrogance, l'esprit de routine, souvent la corruption; la fusion de l'Église et de l'État, au détriment des deux; une aristocratie réactionnaire, appauvrie, sans influence réelle; un petit nombre de personnes cultivées, sorties de tous les milieux, regardées avec suspicion par le gouvernement, l'aristocratie et le peuple, et par suite se réunissant dans des sociétés secrètes, et préparant la révolution; des classes moyennes peu nombreuses, pauvres, à l'exception de quelques personnes très riches; des masses barbares ou demi-barbares, misérables, ignorantes, par moment soumises et résignées jusqu'à l'apathie, par moment confusément turbulentes et impatientes d'un état meilleur mal défini. Entre la civilisation du gouvernement, de l'aristocratie, de la petite élite cultivée et celle du peuple, il n'y avait pas seulement inégalité, elles étaient de natures différentes; cette divergence, qui avait existé de tout temps, s'était accrue sous l'influence européenne; car toutes les réformes accomplies avaient été empruntées à l'Europe; c'est d'elle que s'inspiraient les révolutionnaires, quand ils réclamaient l'octroi de Constitutions, la création d'assemblées électives, de ministères responsables, de cours de justice, de conseils d'État, de budgets; tous les progrès moraux et matériels réalisés ou cherchés étaient ceux que l'Europe avait faits. Peut-être les gouvernements

et les hautes classes eussent-ils pu faire comprendre aux masses les véritables principes de la civilisation européenne s'ils avaient essayé de les instruire, de les éduquer, de les initier à l'exercice des droits politiques. Les gouvernements et les hautes classes s'en étaient au contraire désintéressés. Elles avaient donc continué de travailler, inconsciemment d'abord, consciemment ensuite, toujours confusément, à se faire leurs propres civilisations, restées rudimentaires. Ces civilisations étaient eurasiennes. La religion y tenait encore une grande place, ce n'était plus, comme autrefois, la place principale. Le christianisme russe et l'Islam avaient enseigné la résignation à ces masses misérables, souffrantes et impuissantes, le christianisme russe en leur prêchant la douceur et la pitié, l'Islam en leur donnant un fatalisme, qui se mêlait, chez la plupart, de fierté. Aussi bien en Russie que dans les pays islamiques, la pénétration encore lente et inégale de la civilisation européenne par les réformes des gouvernements, l'exemple des hautes classes, le développement de la civilisation matérielle, principalement des voies de communication, avaient fait disparaître cette résignation, affaibli le fatalisme des musulmans comme la douceur et la pitié des mujiki et les poussaient à sortir de la servitude et de la misère. Connaissant trop mal l'Europe pour comprendre que les masses y avaient amélioré leur sort par l'instruction, le travail régulier, l'esprit d'entreprise, l'économie, l'individualisme aidé d'associations librement formées, Russes et mu-

sulmans rêvaient d'un communisme primitif permettant l'oisiveté dans l'ignorance et une condition si médiocre qu'en Europe on l'aurait appelée la misère; ils en croyaient la réalisation possible par un brusque bouleversement. Il devenait pourtant certain qu'avec le développement de l'instruction et du bien-être, les uns et les autres se feraient de la vie une conception nouvelle; beaucoup des sentiments qu'on croit propres à l'Asie ont été autrefois ceux des peuples de l'Occident, qui s'en sont affranchis en se civilisant, par suite il est encore impossible de faire dans ces civilisations rudimentaires des masses eurasiennes la part de leurs qualités originales et celle du retard qu'elles ont sur l'Occident.

Pour l'ensemble des pays que nous avons étudiés jusqu'ici, la diffusion de la civilisation européenne se présentait donc ainsi. Dans l'Europe occidentale la civilisation était homogène, il n'y avait entre les classes que des inégalités. Il en était de même dans l'Europe centrale, avec cette différence que, pour une partie, la civilisation n'était pas librement acceptée par le peuple, mais encore imposée par la discipline. Dans l'Europe orientale, la civilisation n'était déjà plus entièrement homogène : si les hautes classes et les gouvernements étaient purement européens, il y avait des restes d'asiatisme dans le peuple, ils semblaient pourtant en voie de disparaître. En Russie, la civilisation du gouvernement et des hautes classes était surtout européenne, le peuple essayait

de se créer une civilisation eurasienne. Dans les pays musulmans, le gouvernement et les hautes classes, bien qu'encore fidèles à l'ancienne culture persane-arabe, issue des civilisations millénaires de l'Asie antérieure et de la Méditerranée, subissaient de plus en plus l'influence de l'Europe; les masses, au contraire, étaient eurasiennes, avec des tendances asiatiques plus marquées qu'en Russie.

*
* *

Nous quitterons maintenant les régions où les peuples civilisés ont jadis repoussé les barbares et les régions, jadis civilisées, où les invasions des barbares ont presque détruit la civilisation, pour entrer dans les pays civilisés de l'Asie, que ces régions ont séparés de l'Europe depuis la chute des civilisations millénaires de l'Asie antérieure. Si nous nous dirigeons directement vers l'Est, nous rencontrerions la Chine; mais le Plateau Central sépare l'Asie en deux moitiés distinctes et la *route de la soie*, qui le traversait dans l'antiquité, était une voie insuffisante pour permettre à la civilisation de l'Asie antérieure de se répandre tout entière jusqu'en Extrême-Orient; de plus, l'ensablement du Plateau Central l'a rendu désert, et, tandis que, autrefois, des villes s'y élevaient au milieu de campagnes cultivées, on n'y trouve plus que des nomades; la civilisation première de la Chine est sans doute venue de l'Asie antérieure, mais depuis des siècles elle n'en subit plus que vaguement l'influence et sa civilisation actuelle doit être con-

sidérée comme en grande partie originale. C'est vers le Sud, c'est vers l'Inde que de tout temps sont allés les conquérants de l'Asie antérieure, lui apportant la civilisation du golfe Persique et de la Méditerranée, c'est l'Inde que le commerce maritime a toujours reliée à l'Asie antérieure et à l'Europe. La civilisation de l'Inde doit donc être considérée comme une troisième civilisation eurasiennne, elle diffère cependant des deux autres, puisque l'Inde n'a pas eu de communications directes avec l'Europe, mais l'a connue seulement par l'intermédiaire de l'Eurasie ou par le commerce maritime.

III. — LA CIVILISATION INDIENNE ET LA CIVILISATION DE L'Océan Indien (1).

I

Si l'Inde est le dernier pays eurasiatique, où ont abouti les grands mouvements civilisateurs venus de l'Asie antérieure ou du bassin de la Méditerranée, sa situation et sa configuration géographiques, son climat, sa faune, sa flore la font si particulière que tout ce qu'elle a reçu de l'Occident s'y est transformé et y est devenu indien. C'est par les passes du nord-ouest que les Dravidiens, au teint sombre, lui apportèrent, il y a cinq ou six mille ans, un peu de la culture de l'Élam, où vivait un peuple de même race, les Sumériens Akkadiens (2) ; par les mêmes passes que, deux ou trois mille ans après, les Aryens, au teint clair, conduits par les guerriers kshatriya et les sorciers

(1) Dans mon *Essai sur l'évolution de la Civilisation Indienne* j'ai donné une bibliographie des ouvrages concernant l'Inde jusqu'en 1903 et indiqué aussi les principaux ouvrages concernant l'Islam. La place me manque pour le faire ici même partiellement.

(2) C'est en se fondant sur les bas reliefs représentant des Sumériens Akkadiens et sur leur langue, qui était agglutinante, que certains anthropologistes ont voulu les rattacher à la race dravidienne.

chanteurs d'hymnes, les brâhmanes, lui apportèrent la civilisation encore rudimentaire de l'Iran. Mais, transformés les uns et les autres par le sol et le climat, ils s'unirent, se mêlèrent avec les aborigènes (Kolariens ou Santals, Todas, Negritos) et formèrent la race indienne actuelle, qui a la peau brune ou noire, les yeux et les cheveux noirs, la taille plutôt élevée, la tête et le visage ovales, les membres délicats. Plus tard, les Perses sous Darius, les Grecs sous Alexandre et les Seleucides lui donnèrent leurs principes de gouvernement centralisé, qui permirent aux Maurya de réunir (259-222) toute l'Inde en un seul empire et aux nombreux royaumes, formés après sa chute, de constituer des États véritables; ils lui enseignèrent l'écriture (1), les mathématiques, l'astronomie, la dialectique, la peinture, la sculpture, l'art de bâtir des monuments de pierre, de creuser dans le rocher des temples et des tombeaux, de composer des poèmes lyriques, des épopées et des pièces de théâtre. Mais, comme le pays et les mœurs qu'imposait le climat avaient transformé la race, ils transformèrent les éléments étrangers et en firent une civilisation aussi proprement indienne que la race était vraiment indienne; ce fut surtout quand la conquête de la Perse par les Parthes, de la Bactriane, du Sind et du Panjâb par les Scythes (I^{er} siècle avant J.-C.), puis par les Huns blancs (IV^e-V^e siècle après J.-C.), sépara l'Inde de l'Asie

(1) Il est possible que les Indiens aient connu l'écriture avant la conquête perse.

antérieure et de la Méditerranée, et lui laissa le temps de s'assimiler ce qu'elle en avait reçu. Mais l'isolement dura trop et la société indienne tomba en décadence.

Les Scythes et les Huns blancs avaient été les premiers à forcer la circonvallation tracée autour de la région septentrionale du Vieux Continent, où les civilisés avaient rejeté les barbares; peu nombreux, ils se convertirent à la culture des Indiens et se fondirent avec eux. Mais par la trouée qu'ils avaient faites, les barbares passèrent en masse. Quand l'Inde sortit du chaos des invasions, c'était un autre pays. L'union des anciens Indiens et des barbares avait fait les peuples de l'Inde moderne, dont les langues sont encore parlées aujourd'hui (1).

A peine ces nouveaux peuples essayèrent-ils de s'organiser que commencèrent les invasions musulmanes : d'abord les Arabes, qui réunirent le Sind au Khalifat (711-828); puis de nouveaux barbares, à peine dégrossis par l'Islam, principalement les Turcs et les Afghans; à chaque invasion, ils poussèrent plus loin leurs conquêtes et finirent par atteindre l'extrême sud, fondant de nombreux royaumes indépendants, entre lesquels subsistèrent quelque temps des royaumes indiens, hostiles ou

(1) Les langues de l'Inde moderne sont : dans le nord, l'hindi, le bengali, le panjâbi, le sindhi, le gujarâti, le marâthi, etc., toutes langues indo-européennes à flexions, sorties des *prahrit*, les langues vulgaires de l'Inde ancienne; dans le sud, le tamul, le telugu, le canarais, le malayalam, toutes langues dravidiennes agglutinantes.

alliés. Enfin la dernière invasion, celle du petit-fils de Tamerlan, Bâbar (1526), amena la création de l'empire du Grand Mongol, dont l'autorité devait s'étendre à l'Inde entière (1).

Avant l'Islam, l'Inde s'était assimilé toutes les civilisations reçues; elle avait emprunté des coutumes aux barbares, leur avait imposé les siennes et s'était fondue avec eux. Il n'en fut pas ainsi pour l'Islam, quoique sa civilisation procédât de celle de l'Asie antérieure, dont l'Inde s'était elle-même inspirée : les Indiens, dont le caractère et la mentalité s'étaient formés au cours des siècles craignaient à la fois et la civilisation musulmane, dans l'ensemble supérieure à la leur, et les barbares ou les demi-barbares qui l'apportaient. Pendant sept cents ans, Indiens et musulmans se combattirent, et, dans leurs grandes lignes, la

(1) La partie nord-orientale de l'Inde fut annexée aux empires musulmans des Turcs Ghaznévides (dans l'Inde de 1001 à 1086) et des Afghans Ghorides (1086-1206). Les Rois Esclaves, dont le chef était d'origine servile (1206-1290), fondèrent le premier État musulman de l'Inde; leur capitale était Delhi, où ils bâtirent une célèbre mosquée et le plus haut minaret du monde. Vinrent ensuite la dynastie de Khildji (1290-1320), qui poussa ses conquêtes jusqu'au sud du Dekhan; les Turcs Tughlak (1320-1414), qui ne purent empêcher Timur de détruire Delhi (1398); les Sayydes (1414-1450); les Afghans de Lodi (1450-1526), enfin les Mongols (1526-1857). Jusqu'au dix-septième siècle, les souverains de Delhi ne furent jamais maîtres de l'Inde tout entière : les musulmans du Bengale, de l'Orissa, du Gujarât formaient des États vassaux; ceux du Dekhan des États indépendants : l'empire Bahmani (1347-1525), Bijapur (1489-1688), Golconde (1519-1688), Ahmadnagar (1490-1636), Berar (1484-1572), Bidar (1492-1657). Le dernier royaume non musulman resté indépendant, Vijayanagar, dans le Dekhan, disparut en 1565.

vieille civilisation indienne et la civilisation musulmane demeurèrent distinctes. Nous venons d'étudier la civilisation musulmane, nous dirons plus loin les modifications qu'elle a subies dans l'Inde. C'est la civilisation indienne dont il faut maintenant marquer les caractères.

Après le védisme, le brâhmanisme et le bouddhisme, l'Inde avait fondé dans les sept premiers siècles de l'ère moderne la religion hindoue, que professent encore 216 millions d'Indiens, qu'on appelle hindous pour les distinguer des 68 millions de musulmans et des 30 millions d'Indiens bouddhistes, jainistes, fétichistes etc. Tous les Hindous ont bien des croyances communes, comme la métempsychose ; ils se répartissent cependant entre les trois cultes de Çiva, de Vishnu et des divinités féminines (1). L'Hindouisme ne professe

(1) L'histoire du védisme, du brâhmanisme et du bouddhisme a été donnée T. I^{er}, p. 323 à 353.

Le çivaïsme est surtout répandu dans le Dekhan. Çiva, qu'on adore sous la forme des organes sexuels, est le Grand Tout ; le monde aux formes multiples est le manteau qu'a jeté sur lui Mâyâ, la Grande Illusion. Dans ce monde de l'Illusion, tous les êtres sont des représentations de Çiva le Grand Tout, mais sa représentation par excellence est Çiva, dieu personnel, lequel a trois formes : il est le dieu de la fécondité, il est le dieu de la destruction, il est le dieu de l'ascétisme, qui permet d'échapper au rêve de l'Illusion pour s'absorber dans le Grand Tout. Le vishnouisme est le culte de l'Hindoustan, la région sacrée qu'arrosent le Gange et la Jamnâ, quoique Bénarès y soit consacré à Çiva ; Vishnu est le créateur du monde, c'est aussi l'humanité divinisée, il s'incarne dans les héros ; ses deux principaux avatâr sont Râma, le conquérant aryen de Ceylan, devenu le dieu des morts, et Krishna, un roi dravidien, devenu le dieu de l'amour mystique. Le troisième culte, qui prédomine

aucun dogme précis et n'a pas de culte, pas non plus de morale au sens propre du mot ; ses prescriptions se confondent avec celles de la famille et de la caste. La famille indienne de l'antiquité soumettait au chef plusieurs générations de parents et de serviteurs ; il était leur souverain, leur juge et leur prêtre. Mais dans le cours des siècles la constitution de la famille se modifia ; à la fin du Moyen Age, le chef avait perdu son autorité, qui avait passé au conseil de famille, la propriété des biens, devenus indivis, et sauf pour quelques brâhmanes, son caractère sacerdotal. La famille s'était de plus en plus subordonnée à la caste. L'organisation en castes semble provenir de la fusion de deux systèmes : la division dravidienne en corps de métiers, probablement empruntée à l'Elam et à la Chaldée ; la division aryenne en classes : prê-

dans le Bengale, est celui des Çâkti ou des Mères : tous les dieux sont considérés comme hermaphrodites, leur nature mâle est leur essence immatérielle ; c'est dans leur nature femelle qu'ils sont vivant et agissant ; par suite, on n'adore que les déesses : la déesse du Grand Tout est Pârvati, la Nature et l'épouse, ou plutôt la force, de Çiva ; elle s'incarne dans les Mères, dont les principales sont : Lakshmî, la déesse de l'amour ; Kâli, la guerre ; Durgâ, la mort. A l'époque où les musulmans pénétrèrent dans l'Inde, la religion hindoue s'était corrompue dans la décadence de la civilisation indienne entre le cinquième et le septième siècle ; ensuite, elle s'était faite grossière et barbare en convertissant les Scythes, les Huns, les Gètes et les Turcs. La pratique des sacrifices humains était devenue générale ; le plus commun était celui des sati, des veuves qui, volontairement ou involontairement, montaient sur le bûcher où se consumait le cadavre de leur mari ; la pratique des sati a subsisté dans les hautes classes jusqu'en 1829, où les Anglais l'ont abolie.

tres ou brâhmanes, guerriers ou kshatriya, aryens du peuple ou vaiçya, non-aryens ou çûdra. Quand les deux races se mêlèrent, les classes aryennes se morcelèrent en corporations, non pas seulement les vaiçya et les çûdra, mais aussi les brâhmanes et les kshatriya, devenus trop nombreux pour se consacrer tous à célébrer des sacrifices ou à faire la guerre. Les corporations dravidiennes furent réparties en classes; il y eut des brâhmanes, des kshatriya et des vaiçya dravidiens ou métis. Toutes les corporations furent hiérarchisées, l'organisation reçut un caractère religieux et les anciennes corporations devinrent des castes. Le bouddhisme tenta de détruire les castes, les privilégiés résistèrent; la lutte se poursuivit pendant des siècles, ce fut le bouddhisme qui succomba; au neuvième siècle de l'ère actuelle, il avait disparu de l'Inde. Les brâhmanes, qui avaient adopté l'hindouisme, la religion du peuple, pour chasser les moines bouddhistes, leurs ennemis, se firent les gardiens des multiples prescriptions qui régissaient chaque caste et les rapports des castes entre elles; quelques brâhmanes seulement étaient restés des prêtres, ils célébraient les sacrifices familiaux, surtout ceux des maisons royales, dont l'aumônier avait un rang élevé; c'était (et c'est encore) une déchéance pour un brâhmane de se consacrer au service d'un temple. Dans l'ensemble, la classe des brâhmanes était celle des lettrés et des fonctionnaires, mais la plupart, appauvris, devaient exercer des métiers. Il y avait (comme il y a encore) des centaines de castes de brâhmanes, quelques-

unes considérées comme de la plus haute noblesse, beaucoup assimilées aux classes moyennes, quelques-unes très basses ou même infâmes. Il en était de même pour les kshatriya et les vaiçya. La plupart des castes populaires étaient viles et misérables. Pour injuste que fut l'organisation indienne, elle l'était cependant moins que celles de l'Asie antérieure ou du bassin de la Méditerranée. S'il y avait des esclaves, pas très nombreux d'ailleurs et assez bien traités, la masse de la population indienne n'était pas dans la servitude ; elle était composée de gens de basse caste, qui, pour méprisés qu'ils fussent, se mariaient librement, avaient leur maison, leur femme et leurs enfants, le monopole de leur métier, et possédaient en propre ce qu'ils devaient à leur travail ou à l'héritage paternel. C'est probablement le caractère relativement humain de la constitution sociale des Indiens qui lui a permis de durer, les basses castes ne se révoltèrent pas comme les esclaves de la région méditerranéenne, elles ne se convertirent pas comme eux à des religions qui prêchaient la charité ou l'égalité et préférèrent même l'hindouisme au bouddhisme.

Par contre, les invasions barbares établirent la féodalité et le servage, qui a subsisté jusqu'en 1842. Cette nouvelle organisation ne détruisit pas l'ancienne : les serfs restèrent divisés en castes ; les nobles, les rājput, barbares convertis à l'hindouisme, formèrent des castes.

La conquête musulmane donna à cette constitution sociale complexe un caractère théocratique,

qu'elle n'avait pas eu tant que le pouvoir avait appartenu aux anciens rois, sortis de toutes les castes, ou aux princes féodaux d'origine barbare. Les brâhmanes se firent, avec les conseils des castes, qui leur étaient soumis, les gardiens des croyances et des coutumes de l'Inde contre la religion et la civilisation nouvelles. Puis, les souverains musulmans, qui finirent par déposséder tous les râja, refusèrent de gouverner les Hindous païens et les mirent sous la direction des brâhmanes, tenus pour responsables de la conduite de leurs fidèles (1).

Les deux civilisations, également religieuses, de l'Islam et de l'Hindouisme se disputèrent les masses. L'Islam leur offrait l'égalité mais c'était

(1) Les brâhmanes avaient rédigé pour les Hindous les *Smriti* (codes de loi en prose (*Dharma Sûtra*), résumés en vers (*Dharma Çâstra*), ceux-ci devenus populaires); entre le onzième et le seizième siècle (et même plus tard), ces codes furent expliqués par de copieux commentaires, qui font encore la base du droit hindou actuel. A la fois juges et directeurs des consciences, les brâhmanes s'immiscèrent dans toutes les affaires des familles et des castes. Sous peine de forfaiture et de péché mortel, les voisins, les parents étaient obligés de signaler les moindres manquements à la pureté cérémoniale, c'est-à-dire aux rites du lever, du coucher, des repas, des relations entre les membres de la famille et de la caste, et les membres des autres castes. Les délinquants étaient condamnés à des pénitences honteuses, à des châtiments corporels, à d'énormes amendes, à l'expulsion de la caste, c'est-à-dire à la perte de leur métier, de leur femme et de leurs enfants, et quelquefois à mort. L'obligation de se marier dans sa caste devint absolue à partir du douzième siècle, puis ce fut la prohibition de frayer avec des gens d'une caste inférieure et surtout de manger en leur présence.

une égalité purement nominale, quand le musulman se trouvait isolé en face d'un chef despotique ou de castes hindoues coalisées. L'Hindouisme rejetait les masses dans les basses castes, mais il assurait au plus vil le monopole de son métier et il le protégeait par le système des castes contre les usurpations des grands ou même des vainqueurs, qu'effrayaient les révoltes ou que lassait la résistance passive de tout un peuple. Le Sind et le Panjâb, qui avaient presque toujours fait partie d'États non indiens, se convertirent à l'Islam; tel fut aussi le cas des Santal et des races primitives du Bengale Oriental, que la société hindoue avait de fait rejetés. Partout ailleurs les Hindous conservèrent la majorité.

*
* *

Avec le seizième siècle commença une ère nouvelle. Les Grands Mongols, devenus indiens, étendirent leur autorité sur toute la péninsule et rompirent avec les traditions musulmanes en s'occupant des Hindous; sans doute ils ne firent pas de lois pour eux et n'intervinrent pas dans le système des castes, mais ils se réconcilièrent avec les rāja, en leur donnant des fiefs, des charges de cour, même des emplois civils et militaires, en nommant des fonctionnaires hindous chargés de leurs coreligionnaires. Sous le gouvernement de l'homme de génie que fut Akbar (1556-1605) l'Inde sembla même près de s'unifier. Malheureusement dans l'Inde, encore plus qu'ailleurs, la

Renaissance donnait l'illusion d'un progrès qui n'existait pas réellement; elle était fondée non pas sur la civilisation de la masse, mais sur celle d'une élite trop restreinte. Shâh Jahân (1627-1666) ruina l'empire à construire ses admirables monuments. Aurangzeb (1658-1666-1707) l'épuisa à réduire les princes musulmans de l'Inde méridionale; il persécuta les Hindous et les musulmans hérétiques. Après lui ce fut l'anarchie, le démembrement de l'empire, les gouverneurs de province se proclamant souverains héréditaires, les invasions de Nâdir Shâh (1739) et des Afghans (1747 et 1767), la révolte des Marâthes, des paysans hindous de basse caste qui vivaient dans le nord-ouest du Dekhan : ils formèrent une ligue d'aventuriers, vainquirent les musulmans, s'emparèrent de Delhi (1771) ; leur chef, le *pehswâ*, devint le maire du palais des Grands Mongols déchus (1784), tandis que plusieurs de leurs généraux fondaient les royaumes de Gwalior, de Baroda, etc. Cette mise en tutelle de l'empereur par les Marâthes marquait la fin de l'hégémonie musulmane, de la lutte entre l'Hindouisme et l'Islam, et un commencement de fusion des deux civilisations.

Au cours des temps l'Islam avait pris à l'Inde le panthéisme et le mysticisme des sùfi, l'ascétisme des fakir (1) ; beaucoup de musulmans visitaient, pendant les épidémies, les temples hindous, pour y invoquer la déesse de la peste ou du choléra, et sacrifiaient même des animaux. L'hindouisme

(1) Les ascètes hindous sont les *yogî*.

avait fondé, sous l'inspiration de l'Islam, des ordres religieux militaires comme celui des Sikhs, qui s'affranchirent, il est vrai, de l'hindouisme ; dans les sectes vishnouites le monothéisme se substituait au panthéisme. Les musulmans formèrent des castes, qui ne furent d'ailleurs pas hiérarchisées et n'interdirent pas le mariage entre gens de castes différentes. Les hindous de haute caste avaient adopté la coutume mulsumane d'enfermer leurs femmes dans des *zanâna*. Les nobles militaires hindous et musulmans se rapprochèrent tellement que dans certaines régions ils pouvaient faire partie des mêmes castes. Pour retenir les basses castes dans l'hindouisme, les brâhmanes durent les traiter avec moins de mépris. Leur pouvoir, que l'Islam avait longtemps fortifié, commença de diminuer quand les souverains musulmans s'occupèrent de leurs sujets hindous et qu'il se reconstitua des royaumes hindous. Enfin la création de l'empire mongol avait rappelé aux habitants des différentes régions de la péninsule qu'ils étaient tous des Indiens.

Ce rapprochement des civilisations et des peuples valait peu dans l'anarchie où l'Inde était tombée, dans la misère que causaient l'insécurité des campagnes, la décadence des industries urbaines habituées à ne travailler que pour la cour du Grand Mongol. L'Inde, incapable de se sauver elle-même, dut son salut à sa seconde civilisation, la civilisation maritime, que nous avons jusqu'ici laissée de côté et que nous allons maintenant étudier.

II

Comme pendant des milliers d'années le centre de la civilisation européenne a été la Méditerranée, de même, pendant des milliers d'années, le centre de la civilisation asiatique a été l'Océan Indien avec ses deux golfes, la mer Rouge et le golfe Persique. C'est sur ses rives que se formèrent les plus anciens États du monde, l'Égypte, la Babylonie, l'Élam, auxquels s'adjoignirent l'Arabie du Sud, la Perse et l'Inde; dans l'ère moderne, les rives de l'Océan Indien appartinrent à l'empire byzantin, maître de l'Égypte et du nord de l'Arabie, à la Perse des Sassanides, au Khalifat. La régularité des moussons favorisant la navigation, les pays de l'Océan Indien ont entretenu de tous temps des communications régulières; ils en avaient aussi avec la Méditerranée (1).

Quoiqu'à de certaines époques il y ait eu des rapports maritimes directs entre l'Asie antérieure et l'extrême Asie, la navigation de l'Océan Indien

(1) Quatorze cents ans avant notre ère, Seti I^{er} (1340-1321) et Ramsès II (1321-1258) avaient uni la Méditerranée à la mer Rouge en creusant un canal du Nil au lac Timsah; Necho (609-604) en commença un autre de Bubastis sur le Nil à Patumos sur le lac Salé; Darius (522-486) l'acheva, les Ptolémées l'élargirent, Trajan et Amr, le conquérant arabe de l'Égypte, le réparèrent, mais, à partir du huitième siècle, on le laissa s'ensabler et le commerce de la Méditerranée à la mer Rouge, très actif pendant tout le Moyen Age, se fit d'Alexandrie à Suez par caravanes.

fut presque toujours divisée en deux zones ; c'est dans l'Inde qu'on apportait les marchandises de l'Asie occidentale, de l'Afrique et de l'Europe, elle les réexpédiait en Chine, d'où elle recevait la soie, qu'elle envoyait ensuite à l'ouest. L'Inde fut bien plus encore le centre de la civilisation de l'Océan Indien : elle reçut la culture de l'ouest, la transforma et la répandit ensuite en Extrême Asie, après l'avoir indianisée. Nous étudierons donc la civilisation de l'Océan Indien en deux fois et ne nous occuperons pour l'instant que des relations maritimes de l'Inde avec l'Occident.

Ce furent surtout le Dekhan et le Gujarât qui participèrent à cette civilisation ; aussi, à de certaines époques, surtout au moyen âge, leurs mœurs et leurs idées différèrent-elles beaucoup de celle de l'Inde continentale. Les Portugais débarquèrent à Calicut en 1498 et s'établirent à Goa en 1510. Au XVII^e siècle, les Hollandais les chassèrent de l'Inde (excepté de Goa), puis en furent chassés par les Anglais, qui, de 1743 à 1761, disputèrent aux Français la possession du Dekhan oriental. Vainqueurs de tous leurs concurrents européens, les Anglais commencèrent la conquête de l'Inde, qui leur prit un siècle ; dès 1757 ils étaient maîtres du Bengale ; dès 1801 ils étaient entrés à Delhi, avaient mis le Grand Mongol et le peshwâ sous leur tutelle. Le nouvel État, qui dans la première moitié du dix-neuvième siècle ne cessa de se développer et d'étendre ses possessions, appartenait à une compagnie commerciale, qui se préoccupait avant tout des intérêts de ses action-

naires. Les fautes de son gouvernement et des annexions trop rapides provoquèrent l'insurrection de 1857. Dès qu'elle eut été réprimée, la charte de la Compagnie fut supprimée, l'Inde devint une possession britannique, en 1877 elle reçut le titre d'empire (1).

(1) Les principales factoreries hollandaises de l'Inde étaient Chinsura sur l'Hûgli (conservé comme comptoir jusqu'en 1825, vendu alors à la Compagnie de l'Inde britannique) et Pâlakollu sur la côte de Madras. Les Danois fondèrent des colonies, dont la dernière, Tranquebar, fut vendue à l'Angleterre en 1845. Les Français, dont la première compagnie date de 1604, la dernière, celle de Law, de 1719 (jusqu'en 1790), s'établirent à Pondichéry en 1674, à Chandernagor en 1688; au dix-huitième siècle, ils imposèrent leur suzeraineté aux princes du Dekhan oriental. Les Anglais qui, de 1601 à 1610, avaient envoyé des vaisseaux commercer dans l'Inde, s'établirent à Surât (1615), à Madras (1639), sur l'Hûgli (1640) et dans d'autres villes du bassin du Gange (1640-1658), à Bombay (1661-1665), à Fort-William (Calcutta) (1686, 1696). La Compagnie de l'Inde Orientale fut constituée en 1708 par la fusion de deux compagnies, dont l'une datait de 1600 et l'autre de 1698. Elle enleva le Dekhan oriental aux Français de 1743 à 1761, elle chassa les Hollandais de l'Inde (1759), elle conquît en 1757 le Bengale, dont l'empereur mongol, un moment son prisonnier (1764), lui donna le diwânî en 1765. Ces succès étaient dus à Clive (1725-1774), qui fut dans l'Inde de 1743 à 1753, de 1755 à 1760 et de 1765 à 1767. Warren Hastings (1732-1818), gouverneur général de 1774 à 1785, organisa les possessions de la Compagnie. Les trois guerres contre les Marâthes (1779-1781, 1803-1804, 1817-1818) ruinèrent leur puissance; depuis 1803, le Grand Mongol et le peshwâ furent dans la dépendance de la Compagnie. Les trois guerres du Mysore (1780-1784, 1790-1792, 1799) achevèrent la soumission du Dekhan méridional (1799); les guerres contre les Sikhs (1845, 1848-1849), celle du Panjâb (1849). L'Assam fut annexé en 1826, le Nâgpur en 1853, l'Oudh en 1856; la conquête de la Birmanie méridionale est de 1852, celle de la Birmanie septentrionale de 1886.

Avant d'étudier les effets de la diffusion de la civilisation européenne dans l'Inde, une remarque est nécessaire : ils n'ont pas été ceux d'une civilisation maritime propre, comme celle qui s'était répandue dans le Dekhan jusqu'au dix-huitième siècle, et cela pour trois raisons. La civilisation européenne prise en soi n'est pas maritime mais continentale ; elle n'est pas seulement venue dans l'Inde par mer, mais aussi, quoique lentement et incomplètement, par terre, après avoir transformé la Russie, la Turquie et la Perse ; les Anglais, qui l'ont imposée, sont établis dans l'Inde depuis trois siècles, ils en gouvernent les parties les plus riches et les plus peuplées depuis cent cinquante ans ; pour la changer matériellement et moralement, ils ont employé les moyens puissants que donne à tout État centralisé le régime moderne. Il faut donc étudier en premier lieu la constitution de l'empire indo-britannique, examiner dans quelles matières il a pu et voulu agir et comment il l'a fait, dans quelles matières au contraire il s'est abstenu, laissant l'Inde à elle-même.

Voici quel était le gouvernement indien à l'époque de la guerre russo-japonaise, qui a marqué pour l'Asie entière le début d'une ère nouvelle. L'empire indien était rattaché à la Grande-Bretagne, non seulement par l'union personnelle, mais aussi par le secrétariat de l'Inde à Londres, dont le chef faisait partie du ministère britannique, et par le droit qu'avait le Parlement britannique de surveiller l'administration de l'empire indien et de voter les lois constitutionnelles de cet

empire. L'empereur de l'Inde (Kaisar i Hind), gouvernait directement l'Inde britannique. Il était le suzerain de quelques centaines de princes, dont les principaux étaient le Nizâm musulman de Haïdarâbâd, les rāja hindous de Mysore et de Travancore dans le sud du Dekhan, de Baroda dans l'ouest, de Gwâlior au centre, etc. Le régime de l'empire indien était l'absolutisme tempéré par quelques institutions empruntées à la Constitution anglaise. Le représentant de l'empereur, le vice-roi (toujours anglais) était nommé par le ministère britannique. Le vice-roi gouvernait avec l'aide d'un conseil exécutif, composé de cinq membres nommés par le secrétaire d'État de l'Inde à Londres; ils étaient à cette époque tous anglais; le commandant en chef des forces britanniques était membre extraordinaire du Conseil. Il y avait six ministères, dont cinq étaient dirigés par des membres du Conseil exécutif et le sixième, celui des Affaires étrangères, par le vice-roi. Pour la rédaction des lois, le vice-roi était assisté d'un Conseil législatif, qui ne reçut une constitution appropriée et des pouvoirs suffisants que par les *Acts* 55 et 56 de Victoria (1892); les Indiens y étaient à peine représentés (1).

(1) Ce conseil comprenait le vice-roi, le commandant en chef, les ministres, le lieutenant-gouverneur du Bengale et un nombre variable de membres choisis par le vice-roi, dont quatre sur la présentation des membres non officiels des conseils provinciaux et un sur la présentation de la Chambre de commerce de Calcutta; il n'y avait, au début du vingtième siècle, que cinq indiens dans le Conseil. Les discussions étaient publiques. Le gouvernement seul avait le droit de déposer des projets de loi. On

L'Inde était divisée en neuf provinces : Bombay et Madras (qui avaient le nom de présidences et dont les gouverneurs étaient nommés par le secrétaire d'État pour l'Inde) ; le Bengale, les Provinces-Unies (anciennes Provinces du Nord-Ouest et Oudh) : le Panjâb, la Birmanie (toutes sous des lieutenants-gouverneurs nommés par le vice-roi), les Provinces Centrales et l'Assam (sous des *chief commissioners*), la Province-frontière du Nord-Ouest (créée en 1901) sous un agent du vice-roi. Les provinces avaient leur propre budget et une autonomie presque complète sous le rapport de l'instruction publique, des travaux publics, de la police et du service pénitentiaire. A cette époque un seul Indien avait, temporairement encore, rempli les fonctions de *chief commissioner* sans en avoir le titre. Dans les deux présidences, le gouverneur était assisté d'un Conseil exécutif de deux ou trois membres anglais et nommés par le secrétaire d'État de l'Inde à Londres. Madras, Bombay, le Bengale (depuis 1861), les Provinces-Unies (alors Provinces du Nord-Ouest et Oudh) (depuis 1887), la Birmanie et le Panjâb (depuis 1897) avaient des conseils législatifs, qui votaient des lois applicables dans la province ; on y comptait un certain nombre de membres indiens, nommés ou élus (depuis 1892) (1).

ne pouvait voter sur ces projets que quand les membres officiels formaient la majorité.

(1) La majorité des membres était choisie par le gouverneur et de telle façon que la moitié au moins de l'assemblée fût composée de fonctionnaires ; les autres membres étaient désignés par

Le mérite du gouvernement indo-britannique (celui de la Compagnie et celui de l'empire) était d'avoir répandu la civilisation européenne. A

le conseil municipal, la Chambre de commerce et l'Université du chef-lieu ou élus par les délégués des conseils municipaux et des conseils ruraux. Les provinces étaient divisées en districts (248 pour l'Inde entière), où des *collector magistrates* exerçaient à la fois les fonctions de préfet, de trésorier payeur général, de procureur et de juge au criminel (pour des pénalités ne dépassant pas deux ans d'emprisonnement et mille roupies d'amende). Les districts étaient divisés en 1 061 sous-districts sous des *subdeputy magistrates*.

La justice était rendue, dans les sous-districts, par des *munisiff*; dans les districts, par des *civil and session judges* et des *subordinate judges*; dans les chefs-lieux de province, il y avait des hautes cours ou des cours principales; sauf pour les affaires de minime importance, l'appel était toujours permis, au civil et au criminel. Dans les affaires d'assises, il y avait un jury : les Européens et les Américains poursuivis pouvaient exiger que la moitié du jury fût composée d'Européens ou d'Américains; les Indiens qu'il n'y eût ni Européen, ni Américain dans le jury. Le droit criminel était régi par des codes inspirés de l'Europe : le Code pénal de 1860, le Code de procédure criminelle de 1861, refondu en 1882, l'*Evidence Act* de 1872. La procédure civile avait été réglée par un code d'inspiration européenne (1861); il y avait des *acts* concernant l'état civil, les contrats conclus entre gens de différentes religions, etc. Mais, d'une manière générale, il n'avait pas été légiféré sur le droit civil. Les affaires entre musulmans étaient jugées d'après la loi musulmane, les affaires entre hindous d'après les commentaires de leurs livres de loi, que le gouvernement avait codifiés. (*Vivadarnava Setu* de Warren Hastings, *Vivada Bhangarnava* de Sir Williams Jones.)

Il existait, en 1901, 1 101 conseils ruraux et 764 conseils municipaux. La majorité des membres ne devait pas appartenir à l'administration, mais le gouvernement nommait la majorité des membres dans la plupart des conseils et dans beaucoup de conseils tous les membres. Le conseil municipal de Calcutta comprenait 50 membres (dont 15 nommés par le gouvernement, 10 nommés par des associations et 25 élus par les plus im-

chaque époque, un concours de circonstances a permis à certains peuples de formuler et d'appliquer quelques principes d'une civilisation supé-

posés); celui de Bombay 72 membres (dont 16 nommés par le gouvernement, 20 nommés de diverses manières et 36 élus par les plus imposés). Un très grand nombre de conseils municipaux et de conseils ruraux avaient des membres élus, mais élus seulement par les plus imposés et de telle façon que la minorité musulmane ou parsî fut représentée.

L'administration était divisée en trois services. Le *subordinate civil service* comprenait 100 000 postes inférieurs, tous occupés par des Indiens; le *provincial civil service* 2 600 postes moyens, presque tous occupés par des Indiens; l'*Indian civil service* un millier de postes supérieurs, dont 80 seulement étaient occupés, en 1901, par des Indiens. En effet, les examens qui donnaient admission au Civil Service se passaient en Angleterre et, pour s'y présenter, il fallait avoir fait trois ans d'études dans des écoles anglaises. L'acte 83 de Victoria stipulait, il est vrai, qu'une partie des postes du Civil Service serait peu à peu attribuée à des membres des services inférieurs, mais c'étaient les moindres et l'attribution ne s'en faisait que lentement. L'enseignement supérieur était donné par les Universités de Calcutta, Bombay, Madras (1857), Lahore (dite du Panjâb) (1878), Allahâbad (1887), où étudiaient, en 1900, 20 000 étudiants (15 700 les classiques anglais, 530 les classiques orientaux, 2 735 le droit, 1 151 la médecine, 813 les arts et métiers, 47 l'agriculture, 71 les matières exigées pour l'admission aux Écoles normales). L'enseignement secondaire (en anglais et dans les langues vernaculaires) était donné dans les collèges et les *advanced institutions*, où étudiaient 500 000 élèves. L'enseignement primaire, le plus négligé des trois, était donné dans des écoles primaires du gouvernement et des écoles privées à 4 millions d'enfants, presque tous du sexe masculin, qui apprenaient tant bien que mal à lire et à écrire dans les vernaculaires. De tous les pays civilisés du monde, l'Inde était celui où l'on comptait le plus d'illettrés (90 pour 100 des hommes, 99 pour 100 des femmes).

Il y avait deux armées dans l'Inde : des corps de l'armée britannique et l'armée indienne. L'armée indienne comprenait

rieure, qui n'ont pu se répandre que par leur influence. Seulement, tandis que, dans l'antiquité et au Moyen Age les différentes parties du monde n'entretenant que de rares communications, chacune d'elles avait son centre particulier de civili-

2400 officiers anglais, qui seuls parvenaient aux grades supérieurs, et des officiers indigènes, dont la position était subordonnée. Les soldats étaient tous des engagés volontaires, recrutés soit dans l'Inde même, soit dans les pays limitrophes. Dans les divisions militaires de Madras et de Bombay, les régiments étaient formés d'hommes appartenant à toutes les religions, toutes les races et toutes les castes. Dans la division militaire de Calcutta, chaque compagnie n'admettait que des hommes de la même race, de la même religion et de la même caste, mais le régiment groupait des compagnies d'origines différentes. Dans la division du Panjâb, il y avait des régiments mixtes et des régiments composés exclusivement d'hommes de même race, de même religion et de même caste (ainsi les Gûrkha, qui sont des hindous de haute caste du Nepâl, un État indépendant de la région de l'Himâlaya).

Dans l'Inde, comme en Égypte, les Anglais se préoccupèrent surtout de la civilisation matérielle. En 1901, ils avaient construit 24 594 milles de chemins de fer, 53 000 milles de lignes télégraphiques, 7 000 milles de grands canaux, 6 000 de petits, plus de 32 000 milles de canaux de distribution. Ils avaient fait de grandes plantations d'indigo, d'opium et de jute dans le Bengale, de thé dans l'Assam et dans l'Himâlaya, créé de nombreuses industries comme le filage et le tissage du coton et du jute, la métallurgie, des banques, des maisons de commerce. Pour mener à bien de telles entreprises, il fallait beaucoup d'argent et l'Inde était misérablement pauvre; ce fut l'Angleterre qui fournit les capitaux, et le plus souvent à un taux d'intérêt très bas; ces capitaux furent prêtés à des compagnies anglo-indiennes et à l'État indien, dont la dette extérieure s'élevait à £ 124 millions en 1900. L'Inde se développa tellement que le budget passa de 586 millions de roupies en 1876-1877 à 964 millions en 1897-1898. Cependant sa richesse était encore bien petite par rapport à sa population.

sation supérieure, dans les deux premiers tiers du dix-neuvième siècle le monde entier n'en eut qu'un, l'Europe. Par suite, comme c'est d'elle que la Russie et les pays musulmans s'inspiraient, c'est à elle seulement que l'Inde pouvait recourir pour sortir de l'anarchie et des retours partiels de demi-barbarie que produisaient les invasions.

Le régime britannique, porteur de la civilisation européenne, avait procuré à l'Inde les bienfaits que comporte un gouvernement fondé sur les principes européens : une protection complète contre les invasions barbares, la paix intérieure, l'ordre, la suppression de la tyrannie, une administration puissante aux fonctionnaires intègres, un système honnête, efficace et régulier d'impôts, l'égalité de tous devant la loi, une justice impartiale et publique ; ce régime avait uni toutes les régions de l'Inde en un seul empire, créé une législation et des pouvoirs communs à toutes, où il n'était pas tenu compte des races, des religions et des distinctions sociales ; les fonctionnaires, les juges, les agents de police étaient indifféremment des hindous de toutes castes, des musulmans, des jaïns (1), des pârsi ou des chrétiens. Le gouvernement ne s'était pas contenté d'introduire la civilisation européenne dans l'administration, il l'avait introduite dans le pays : d'abord, la civilisation matérielle, en construisant des routes, des chemins de fer, des ports, des canaux, des digues, des manu-

(1) La religion des Jaïns est contemporaine du bouddhisme et lui ressemble beaucoup. Les bouddha des Jaïns s'appellent *Jina*.

factures; ensuite la civilisation morale, en supprimant des pratiques barbares comme les sacrifices humains, les satî, les cultes orgiaques, l'infanticide, les associations de malfaiteurs, en permettant le mariage des veuves, les alliances entre gens de différentes religions et de différentes castes, en promulguant un code pénal et un code de procédure criminelle, qui substituaient à l'arbitraire et à la cruauté de l'Orient les prescriptions humaines du droit européen, en créant l'enseignement supérieur, l'enseignement secondaire et même, quoique très insuffisamment, l'enseignement primaire.

Le régime britannique avait cependant deux défauts. Le premier était d'imposer la civilisation européenne à la façon des États artificiels. Le défaut était inévitable : un gouvernement étranger ne pouvait pas faire plus que les gouvernements nationaux de la Russie et des États musulmans, qui ne savaient pas déterminer ce que leurs peuples étaient capables de s'assimiler de la civilisation européenne. Mais le gouvernement indo-britannique avait exagéré ce défaut inévitable en appliquant ce que les coloniaux d'alors appelaient la politique scientifique; elle consistait à imposer aux États indigènes ce qu'il fallait de civilisation européenne pour en développer la richesse, mais à leur laisser leurs institutions et leurs idées désuètes, comme les seules convenables pour des races, dont on avait décidé qu'elles étaient inférieures et par suite destinées à ne jamais progresser au delà du degré de culture où elles se trouvaient. Le résultat de cette politique était que

là où le gouvernement indo-britannique avait réformé, son œuvre avait quelque chose de factice; que là où il ne l'avait pas fait, subsistaient les restes d'un passé condamné, ou, si ces restes avaient disparu, rien ne les avait remplacés. Ainsi le gouvernement avait cru sage de ne pas s'occuper du droit civil; les musulmans continuaient à être régis par la loi musulmane et les Hindous par la loi hindoue; le droit civil maintenait donc sans restriction le régime des castes et toutes ses injustices alors que le droit pénal et le droit commercial l'ignoraient; mais, comme nous le verrons, ce régime en décadence avait abouti à l'anarchie, la loi imposait donc l'anarchie et l'anarchie pour toujours, puisqu'il n'existait aucune autorité chargée de réformer le droit civil. Il n'est pas douteux que ce mélange de la civilisation européenne répandue de force et de la civilisation indienne maintenue de force avait beaucoup contribué à produire le malaise et les troubles dont l'Inde souffrait au début du vingtième siècle.

Le second défaut du gouvernement indo-britannique était de servir les intérêts de l'Angleterre avant de servir ceux de l'Inde; il donnait des troupes et des sommes considérables pour les expéditions qu'exigeait la politique britannique en Orient et en Extrême-Orient; s'il favorisait les cultures qui fournissaient des matières premières à l'industrie anglaise, il décourageait l'industrie naissante de l'Inde et lui refusait les tarifs protecteurs qui lui auraient permis de se défendre contre la concurrence de la métropole. L'Angleterre

n'était pas seule alors à comprendre ainsi le régime colonial; il faut dire pour son excuse et celle des pays qui l'imitaient qu'ils devaient se rembourser des sommes énormes dépensées pour la mise en valeur des colonies; sans l'aide de l'Europe les peuples de l'Orient ne se seraient jamais développés et ils ne pouvaient exiger que son aide lui coûtât au lieu de lui rapporter. L'Angleterre était seule pourtant à posséder une colonie de centaines de millions d'habitants, sur lesquels on ne comptait que 150 000 Européens, y compris l'armée d'occupation. Aussi les progrès de l'Inde finirent-ils par lui imposer l'exécution d'une partie des promesses généreuses que la reine Victoria avait faites en assumant le gouvernement direct des anciennes possessions de la Compagnie; si les tories repoussaient les réformes, les libéraux, Gladstone surtout, s'y montraient favorables. Dans le dernier tiers du dix-neuvième siècle le gouvernement indobritannique ne cessa donc pas de se rapprocher des Indiens, mais, pour comprendre ses concessions, il faut montrer l'évolution de leurs idées politiques et la position qu'ils prirent à son égard.

Jusqu'en 1857, hindous et musulmans, attachés au passé, s'étaient révoltés contre la civilisation européenne, à l'exception de quelques jeunes gens, qui pensaient se pousser en se mettant au service de la Compagnie; dans l'ensemble, la grande insurrection avait été une protestation contre un régime politique et social opposé à celui de l'Inde. Après la répression, la mentalité

changea; on comprit que la domination de l'Angleterre se maintiendrait longtemps, que la civilisation européenne prise dans son ensemble était supérieure à celle de l'Inde et même à celle de l'Asie, que certains de ces principes représentaient un progrès décisif de l'humanité et par suite finiraient par s'imposer à tous les peuples. On se résigna donc, d'abord à la civilisation matérielle tout entière, dont on ne tarda pas à profiter, ensuite à certaines pratiques de la civilisation morale. Les masses, un moment soulevées, retombèrent d'ailleurs dans l'apathie, que leur ont donnée des siècles de servitude. Le nouveau gouvernement, comprenant qu'il lui fallait le concours d'une partie de la population, favorisa les musulmans, effrayés de la prédominance des Hindous; c'était l'époque où l'Angleterre avait assumé la protection du sultan ottoman, chef religieux de l'Islam : pendant un demi-siècle, les musulmans reconnaissants devaient assurer sa domination dans l'Inde. Parmi les Hindous, le gouvernement se concilia les rāja, ceux qui avaient encore des royaumes et ceux qui n'en avaient plus, en leur rendant de grands honneurs et en les aidant pécuniairement; il diminua beaucoup l'hostilité des brâhmanes en respectant toutes les prescriptions de l'hindouisme et de la caste jusqu'à renoncer complètement à faire progresser la société indienne.

Au contraire de ce qui s'était passé avant l'insurrection, ce furent les Indiens formés dans les écoles anglaises qui recommencèrent l'opposition

au gouvernement et cette fois en réclamant l'application à l'Inde des principes du libéralisme anglais. La plupart des hindous qui demandaient des emplois officiels avaient dû sortir de leur caste. Mais l'État ne pouvait donner des postes convenables à tous ceux qui se présentaient; ceux qui ne réussissaient pas dans les examens ou n'étaient pas protégés devaient se contenter de fonctions inférieures et mal rétribuées ou se tourner vers le barreau, la littérature, le journalisme, chercher des positions dans les banques et les maisons de commerce, où les indigènes étaient relégués dans les emplois inférieurs; ils rendaient la domination anglaise responsable de leurs échecs et de leur pauvreté, souhaitaient un changement qui leur permit d'arriver à une condition meilleure. Ils demandaient que la totalité ou du moins la majorité des membres de tous les conseils fût élue; afin de s'assurer l'appui des fonctionnaires indiens, ils réclamaient pour eux la plus grande partie des places à gros traitements que se réservaient les Anglais. Quel que fût le mobile qui les inspirait, leurs revendications étaient justes: un peuple, qui, en 1881, comptait 256 millions d'hommes, ne pouvait pas être exclu du gouvernement de son propre pays et ne pas même être consulté sur la législation que des étrangers lui imposaient. Les revendications des agitateurs, pour la plupart des hindous ou, comme ils s'appelaient, des néo-hindous, furent bien accueillies par un public de plus en plus nombreux; si les musulmans craignaient les Hindous, si les rāja,

les brâhmanes, les nobles répugnaient à des réformes qui pouvaient compromettre leur situation, si les masses restaient indifférentes à des réclamations qu'elles ne comprenaient pas et qui, d'ailleurs, ne les concernaient pas, tous se plaignaient de la domination étrangère et, plus encore, des mauvaises relations qui prévalaient entre les Anglais et les Indiens. Les Anglais, qui se croyaient encore menacés comme au temps de la grande insurrection, se défiaient des Indiens et beaucoup les traitaient avec mépris.

Les Anglais d'Angleterre n'avaient pas les mêmes préjugés que les Anglo-Indiens, la conversion des Néo-Hindous à leur civilisation les intéressait; aussi le ministère libéral de Gladstone envoya-t-il comme vice-roi un homme de caractère généreux et d'esprit ouvert, lord Ripon (1880-1884), qui sut se rendre populaire : il créa le jury et le régime municipal, essaya de développer l'instruction primaire négligée jusqu'alors, accorda le droit de réunion et d'association et la liberté de la presse. Ses successeurs firent, il est vrai, bien des restrictions à ces concessions, ils ne purent arrêter le développement de la presse, qui comptait 1 500 journaux en 1900. Dès 1884 des Anglais, favorables aux revendications de l'Inde (dont Mr Hume) suggérèrent aux Indiens l'idée d'élire un pseudo-parlement, de l'assembler tous les ans et de lui faire voter des lois, comme s'il eût été un parlement véritable et que ses lois dussent entrer en vigueur. L'idée fut bien accueillie, des élections à ce pseudo-parlement

eurent lieu et le Congrès national indien s'assembla pour la première fois en décembre 1885 (1).

(1) En 1885, le président fut M. Bonnerji, un hindou; en 1886, un pârsi, M. Naoroji; en 1887, un musulman, M. Tyabji. Pourtant ce congrès ne représenta pendant longtemps qu'un groupe assez restreint d'agitateurs hindous et pârsi élevés à l'européenne : la grande majorité des musulmans s'en défiait, les rāja et les brâhmanes en réprouvaient les tendances démocratiques, les masses restaient indifférentes. De plus, les chefs du Congrès s'exprimaient en anglais, seule langue comprise par la majorité des délégués; il est regrettable qu'ils n'aient pas cherché à imposer l'hindi comme langue nationale. L'hindi est plus ou moins parlé par cent millions d'Indiens; les musulmans le comprennent, puisqu'ils savent tous plus ou moins l'ourdû, une *lingua franca* faite d'hindi et de persan, tous ceux qui parlent les langues indiennes du nord apparentées à l'hindi l'apprendraient facilement.

Le dernier recensement donnait 82 millions parlant habituellement l'hindi propre (les dialectes populaires, pas l'hindi littéraire), 14 l'hindi de l'Ouest, 2,4 l'hindi de l'Est.

C'est en gujarâti que Malabari a composé ses célèbres poèmes; c'est en bengali qu'ont écrit les philosophes théologiens Râm Mohan Rai (1774-1833), Debendra Nâth Tagore (1818-18..), Iswar Chandra Vidyasagar (1820-1891), etc.; le poète Madhu Sudan Datta (1824-1873), le dramaturge Dina Bandhu Mitra (1829-1873), le romancier Bankim Chandra Chatterji (1838-1894), enfin, plus récemment, sir Rabindra Nâth Tagore (1860), l'auteur aimé de tant de poèmes, de romans et d'œuvres de philosophie.

Nous verrons dans les volumes suivants que, depuis 1906, la politique indienne de l'Angleterre est différente; les Indiens mêmes ont rendu justice à l'œuvre libérale de Mr Montagu. Bien que l'Inde de 1919 et des années suivantes doive être étudiée dans le dernier tome de cet ouvrage, je donnerai ici (pour l'intelligence des événements signalés presque chaque jour dans les journaux) un aperçu sommaire de la Constitution que l'Angleterre vient d'accorder à l'Inde. On reconnaîtra que le régime de l'Inde a changé bien qu'il soit loin de satisfaire les Indiens.

Voici les principales dispositions des acts de 1915, 1916 et

Il vota les mesures les plus diverses, dans le but de réformer la société ou d'obtenir du gouvernement des lois plus libérales; ce fut sous

1919, actuellement en vigueur. Les pouvoirs du secrétaire d'État de l'Inde à Londres ont été diminués; il est assisté de deux secrétaires d'État parlementaires, dont l'un (lord Sinha) a été indien jusqu'en 1920, d'un haut commissaire et du Conseil de l'Inde, qui comprend de 8 à 12 membres, nommés par lui pour cinq ans. Les pouvoirs du vice-roi et du conseil exécutif, qui siègent à Delhi depuis 1912, sont les mêmes; le nombre des membres du Conseil exécutif a été augmenté; on y compte quatre Indiens, dont deux hindous et un musulman. La législature comprend deux Chambres : le Conseil d'État et l'Assemblée législative. Le Conseil d'État, qui siège cinq ans, se compose de 60 membres au plus, dont 20 au plus sont des fonctionnaires; ils sont en partie nommés par le vice-roi et en partie élus (il y a actuellement 26 membres nommés, dont 19 fonctionnaires, et 33 membres élus). L'Assemblée législative, qui siège trois ans, comprend 144 membres : 41 nommés, dont 25 fonctionnaires, et 103 élus; les élections se font d'après des règles compliquées, qui sont différentes dans chaque province et même dans chaque région d'une même province. La législature s'est réunie pour la première fois le 9 février 1921. Le vice-roi a le droit de veto et peut, avec le consentement de l'empereur, édicter certaines lois repoussées par les Chambres.

L'autonomie des provinces a été beaucoup augmentée. On a divisé les affaires en deux catégories : réservées et transférées; les premières sont soumises au contrôle du gouvernement central, les autres lui échappent complètement et ne dépendent que du gouvernement provincial; les provinces ont leur budget spécial, qu'alimentent des impôts spéciaux. Le gouvernement a été divisé. Comme représentant du pouvoir central, le gouverneur gouverne avec un conseil exécutif de quatre membres au plus, tous fonctionnaires, dont un ou deux sont indiens. Comme chef du pouvoir provincial, le gouverneur gouverne avec des ministres non fonctionnaires (la plupart indiens) et une assemblée, qui siège trois ans; 70 pour 100 des membres sont élus, les autres nommés; l'assemblée ne doit pas comprendre plus de 20 pour 100 de fonctionnaires; dans les affaires transférées, le gouverne-

sa pression que les différents conseils furent réorganisés en 1892. Ce premier succès poussa le Congrès à réclamer l'autonomie de l'Inde, le régime parlementaire et la nomination d'indigènes aux emplois les plus importants. Petit à petit les musulmans se réconcilièrent avec le Congrès, que les rāja et les brâhmanes durent soutenir de crainte qu'on les accusât de manquer de patriotisme : ils espéraient aussi que les revendications nationales feraient oublier les réformes religieuses, économiques et sociales, dangereuses pour leurs intérêts. Cependant ce mouvement national ne devint général qu'après la guerre russo-japonaise, qui a transformé l'Asie ; aussi en réserverons-nous l'étude pour la section consacrée aux révolutions que provoquèrent les victoires du Japon. Il faut seulement signaler ici combien un demi-siècle avait changé l'Inde : l'influence de la civilisation européenne avait donné aux Indiens l'idée de nation, telle que l'Europe la conçoit, la pensée de subordonner à la nation indienne leurs religions hostiles, leurs peuples divisés, leurs castes hiérarchisées ; elle leur avait donné aussi l'idée encore moins asiatique et moins indienne de réclamer une Constitution, des Chambres, où les

ment doit se soumettre au vote de l'Assemblée, qui peut forcer les ministres à se retirer. Le système électoral est arbitraire et compliqué. Les assemblées doivent comprendre au moins autant de membres qu'il est indiqué ici : Madras (118), Bombay (141), Bengale (125), Provinces-Unies (118), Panjâb (83), Bihar et Orissa (98), Provinces Centrales (70), Assam (53). Le statut de la Birmanie n'a été réglé qu'à la fin de 1921. Un seul gouverneur a été indien, celui du Bihar (lord Sinha) en 1920.

gens de toutes les religions, de toutes les castes, de tous les peuples éliraient des députés qui seraient les députés de tous et feraient des lois pour tous. Et cela moins de trente ans après la grande insurrection, qui repoussait la civilisation européenne. Sans doute jusqu'en 1905 et même plus tard, beaucoup n'adhérèrent au mouvement que parce qu'il était national, et par mouvement national ils entendaient bien un mouvement qui opposerait l'antique régime de l'Inde aux réformes accomplies par les Anglais, mais ils osaient de moins en moins formuler leurs réserves et, en usant, pour défendre leurs idées, des libertés et des pratiques anglaises, ils se condamnaient eux-mêmes et les institutions qu'ils prétendaient conserver.

*
* *

Bien que les revendications nationales eussent fini par absorber l'attention des Indiens, elles auraient dû être subordonnées à la question de la civilisation future de l'Inde et à celle de sa transformation sociale. Car les Indiens ne pouvaient obtenir l'autonomie qu'en s'unissant, et, l'autonomie obtenue, ils ne pouvaient fonder un gouvernement viable qu'en s'imposant le principe de l'égalité de tous devant la loi, en réconciliant les races, les religions et les castes. Nous traiterons simultanément les deux questions de la civilisation et de la transformation sociale, qui sont connexes, mais, avant de les aborder, il faut décrire la société indienne, telle qu'elle se présen-

tait à l'époque de la guerre russo-japonaise (1).

Il est préférable de parler brièvement des musulmans et des pârsi avant d'étudier la société hindoue.

Ce qui distinguait les musulmans indiens des autres musulmans, c'est qu'ils ne formaient pas un peuple. En dehors du Bengale oriental, du Sind (2) et du Panjâb, ils étaient partout en minorité et, même dans les deux dernières régions, ils n'exerçaient pas toutes les professions nécessaires à l'existence d'une société, de sorte que sans les Hindous ils n'auraient pas pu vivre. Dans le nord-ouest, la plupart des musulmans étaient nobles (35 millions), considéraient presque tous les métiers comme dégradants et vivaient dans l'oisiveté et dans la misère; beaucoup se donnaient d'ailleurs, à tort ou à raison, comme les descendants des envahisseurs et se faisaient gloire de leurs noms d'Afghans (Pathân), Mongols, Arabes, Turcs, Sayydes. Dans le Bengale oriental, les musulmans étaient presque tous des Santal ou les descendants d'autres races incultes, dont les Hindous avaient fait

(1) En 1911, on comptait 315 millions d'Indiens (319 en 1921), dont 71 millions dans l'Inde des râja et 244 dans l'Inde britannique. Ces 315 millions d'hommes se répartissaient ainsi par religions : hindous, 217,5 millions; musulmans, 66,5 (dont 20,6 dans le Bengale et 36 dans le Sind, le Panjâb et les Provinces-Unies); bouddhistes, 10,7 (presque tous en Birmanie); animistes et fétichistes, 10,2; sikhs, 3; chrétiens, 2 (dont 1 200 000 protestants et 600 000 catholiques); jaïn, 1,2; pârsi, 99 000; juifs, 16 000. Il n'y avait alors dans l'Inde que 81 000 Eurasiens et 160 000 Européens.

(2) Le Sind (Sindh) fait partie de la présidence de Bombay.

des castes infâmes; ils menaient pour la plupart une vie très simple au milieu des marais et des forêts en se livrant exclusivement aux occupations des peuples primitifs. Avec ce fatalisme, cette résignation méprisante qui les caractérisent partout où ils ont été vaincus, les musulmans indiens se désintéressaient de la vie de l'Inde et répugnaient à tout ce qui participait de la civilisation européenne; peu étudiaient dans les Universités, entraient dans l'administration ou même dans l'armée, ils ne fondaient ni banques, ni industries, ni maisons de commerce. Leur abstention avait favorisé les Hindous et ils souffraient de se voir exclus de la vie de leur pays; c'était par leur faute, puisque les Anglais auraient souhaité de leur donner la première place. Cependant l'influence des Jeunes-Turcs, des Jeunes-Égyptiens et des Jeunes-Persans était parvenue jusqu'à eux et, au début du vingtième siècle, un certain nombre commençait à se réconcilier avec les conditions nouvelles de l'existence, à chercher des carrières, à s'intéresser soit au panislamisme, soit au mouvement national indien. A plusieurs reprises, des sectes avaient aussi prêché aux masses musulmanes des doctrines égalitaires analogues à celles du wahabisme (que Sejjid Ahmed avait répandu dans l'Inde de 1820 à 1831) et du babisme. Mais c'est seulement sous l'influence des révolutions de la Russie, de la Perse et de la Turquie, que les musulmans indiens devaient vraiment changer d'esprit et de caractère. Tandis que les Hindous, que leur religion et leur constitution so-

ciales avaient séparés du reste de l'Asie, étaient plus accessibles à la civilisation européenne apportée par mer qu'à la civilisation continentale, les musulmans indiens, restés en relations constantes avec ceux de l'Asie centrale et de l'Asie antérieure, ne connaissaient que la civilisation eurasienne de ces régions.

La petite communauté des Pârsî, les sectateurs de Zoroastre émigrés dans l'Inde après la conquête de la Perse par les musulmans, jouait au contraire un rôle prépondérant dans le Gujarât. Ils avaient adopté les mœurs de l'Occident, laissaient beaucoup de liberté à leurs femmes. Quelques-uns avaient fait de grosses fortunes dans le commerce ou dans la banque.

Voici maintenant les caractères généraux de la société hindoue au début du vingtième siècle. Elle perdait de plus en plus sa constitution théocratique. Le conseil de la caste substituait son autorité à celle des brâhmanes ; c'était lui qui faisait des règlements, jugeait les manquements à ces règlements, percevait les amendes et prononçait l'exclusion. La caste était fondée sur la profession, le lieu de la résidence, la richesse et l'observance de certaines coutumes ; l'ancienneté des familles ne jouait plus qu'un rôle secondaire ; la hiérarchie des castes était continuellement modifiée. Personne ne devait en principe se marier en dehors de sa caste, mais beaucoup de castes concluaient des traités où elles s'accordaient réciproquement le droit au mariage. On comptait près de trois mille castes principales, qui se sub-

divisaient en milliers de sous-castes et de groupements régionaux. C'est à ce mélange d'organisation méticuleuse et d'anarchie qu'avait abouti la décomposition de la société hindoue. Il y en avait plusieurs causes. Depuis mille ans, les dominateurs étrangers, musulmans ou anglais, n'avaient pas fait de loi pour elle; en l'absence d'une autorité reconnue, elle s'était régie elle-même en fondant les prescriptions religieuses avec le droit coutumier; dans ces conditions tout avait contribué à la morceler : l'immensité du pays et de la population, la multitude des races, des langues, des sectes et des professions, comme aussi les pratiques nouvelles que le temps et les événements avaient introduites, car, les brâhmanes prétendant maintenir tous les usages du passé, les conseils des castes persistant à en imposer beaucoup, souvent les pratiques nouvelles ne se conciliaient pas avec eux et les différentes castes des différentes régions ne s'accordaient pas dans l'observance de préceptes devenus caducs. Dans son ensemble l'organisation actuelle des castes est un exemple typique de résistance à la barbarie et aussi à des civilisations supérieures par le traditionalisme passif.

L'inégalité des conditions est telle dans l'Inde qu'il vaut mieux étudier séparément, d'une part les hautes classes et les classes moyennes, de l'autre les masses populaires.

Il y avait 15 millions de brâhmanes. Quoique l'adoption assure aux familles asiatiques une existence plus longue que celle des familles européennes, aucun brâhmane ne descendait des

brâhmanes de l'époque antérieure aux grandes invasions. De tout temps, les princes hindous ont prodigué les anoblissements brâhmaniques, de tout temps des castes se sont anoblies elles-mêmes; les brâhmânes marâthes datent de la fin du dix-huitième siècle. Encore aujourd'hui, toute caste d'une certaine condition peut devenir une haute caste en observant scrupuleusement la pureté rituelle, en faisant célébrer ses sacrifices familiaux par des brâhmanes de haute caste richement rémunérés, en enfermant les femmes dans les zanâna, en interdisant le mariage des veuves, en mariant les enfants en bas âge, en ne contractant d'alliances que dans des castes plus élevées. Par contre, la plupart des anciennes castes de brâhmanes sont pauvres et déchues. Dans *le Naufrage*, un roman de Rabindranâth Tagore, une nouvelle riche se vante de prendre pour domestiques des brâhmanes : il s'agit de brâhmanes de bonne caste, car ceux de basse caste sont si méprisés que certains n'ont pas le droit de traverser les villages.

On comptait, en 1901, 30 millions de nobles militaires hindous (outre les 35 millions de nobles militaires musulmans). Parmi eux se trouvaient les râja, les uns des princes régnants, les autres de simples particuliers qui avaient pris ce titre ou l'avaient reçu d'un souverain, hindou ou musulman, ou du gouvernement indo-britannique. La plupart des membres des castes militaires étaient des agriculteurs non serfs qui s'étaient eux-mêmes anoblis. Depuis l'abolition du servage, il n'y avait plus de différence entre eux et les paysans, sauf

que certaines de leurs castes interdisaient le labour.

Quelques castes ou guildes de marchands avaient un rang élevé; ainsi les *vaiçya*, dont les premiers avaient pris ce titre au seizième siècle. La caste des écrivains publics (*kayastha*), devenue la caste des fonctionnaires et des lettrés, avait acquis au dix-neuvième siècle une grande considération; dans le Bengale, elle avait le premier rang après les brâhmanes.

La civilisation européenne ne pouvait manquer d'exercer une grande influence sur une société aussi arriérée et dans cet état de dissolution. La civilisation matérielle se répandit avant la civilisation morale mais les mœurs qu'elle établit commencèrent de détruire les idées et les sentiments que l'hindouisme avait imposés par des siècles de domination. En effet l'Asiatique, prisonnier des rites, ne voit plus dans la religion, la morale, l'organisation sociale que des pratiques extérieures. Comme l'écrivait un hindou, la conscience de l'Hindou n'a jamais été troublée par le doute, l'hindouisme n'enseignant aucun dogme; sa conscience n'a été troublée qu'au sujet de l'observance des rites. Or, même bien avant la fin du dix-neuvième siècle, la civilisation moderne avait rendu l'observance de ces rites impossible : il ne pouvait exister de pureté cérémoniale pour un homme qui montait dans des voitures publiques avec des hommes de toute religion et de toute caste, qui achetait des marchandises européennes, dont le toucher est une souillure; si l'on s'en était tenu

aux règles d'autrefois, tous les Hindous auraient perdu leur caste. Aussi quiconque s'efforçait d'observer les anciennes prescriptions devenait-il un étranger dans une société transformée, il perdait sa fortune et sa caste avec elle. Au contraire les hommes hardis, qui se saisissaient des situations dont les gens de vieille famille ne voulaient pas, se poussaient au premier rang; ensuite, ils pouvaient se réunir pour former une caste nouvelle et lui assurer par des dons généreux aux brâhmanes un rang de plus en plus élevé.

Les mœurs nouvelles désagrégeaient la famille hindoue plus vite encore que la caste, car la vie moderne ne comporte plus des agglomérations de cent ou deux cents personnes. Souvent les enfants devaient quitter la maison paternelle pour aller au loin gagner leur vie comme fonctionnaires, employés, ouvriers. Des gens engagés dans les professions différentes que créait la diffusion de la civilisation matérielle de l'Europe ne pouvaient rester solidaires les uns des autres; du jour où leurs intérêts s'opposaient, la vie en commun devenait insupportable. « Le malheureux habitant de la maison hindoue, écrit un bengali, ne connaît pas le repos, sans cesse troublé par les querelles des femmes, la profonde malice des hommes et les grandes luttes qui naissent des causes les plus mesquines. »

La civilisation matérielle de l'Europe avait ainsi préparé la diffusion de sa civilisation morale. Ce

qui distinguait jadis la mentalité de l'Hindou, c'était cette langueur orientale, cette poésie ardente et rêveuse, cette absence de personnalité, ce panthéisme fataliste que donnaient le climat tropical, l'observance continuelle de rites minutieux, la sécurité monotone d'une existence où la famille et la caste supprimaient toute initiative. Sir Rabindranâth Tagore croit cette manière de penser et de sentir compatible avec la vie et la science modernes; seule, d'après lui, elle guérirait l'homme de ses angoisses et fixerait un but à ses actes. Nous trouvons dans *Sâdhana* (1) :

L'enfant prendrait ses jeux en horreur s'il ne pouvait les quitter pour revenir à sa mère, et l'orgueil [que nous tirons] de notre personnalité serait pour nous une malédiction si nous ne pouvions l'abdiquer dans l'amour. Nous devons apprendre que la révélation de l'Infini est seule en nous éternellement neuve et belle et donne seule un sens au moi (IV, *le Problème du Moi*)... La liberté de l'homme ne consiste jamais à échapper aux peines, mais à les accepter pour son bien et à en faire un élément de sa joie. Pour cela, nous devons comprendre que notre moi individuel n'est pas la plus haute signification de notre être, que nous avons en nous l'homme-monde, qui est immortel, que n'effraient ni la mort, ni la souffrance, et qui regarde la douleur comme l'autre face de la joie. Celui qui a compris cela sait que la douleur est notre véritable bien, nous êtres imparfaits... C'est la Vestale consacrée au culte de la perfection immortelle; quand elle prend la place qui lui revient devant l'autel de l'Infini, elle dépouille son

(1) *Sâdhana* est le titre d'une série de lectures faites par R. Tagore à l'Université Harvard, dont plusieurs sont des traductions de conférences ou d'écrits bengali de Tagore.

voile sombre et découvre son visage, qui apparaît à celui qui le contemple comme la révélation de la joie suprême (III, *le Problème du Mal*.)

Un peu de cette philosophie se retrouvera toujours dans la poésie de l'Inde ; la mentalité indienne diffère trop de celle de la Chine et du Japon pour arriver au positivisme de celle-ci. Tagore, qui est populaire, est considéré comme un saint, de même que Gandhi, l'ascète qui prêche actuellement la *non-coopération*. Cependant, dès le début du vingtième siècle, les idées et les sentiments avaient beaucoup changé. Bien peu d'écrivains partageaient encore les idées exprimées dans ces pages de Tagore. La plupart étaient déjà des hommes de science, attentifs à observer les faits et à en parler dans un style précis : tel était M. Romesh Chunder Dutt, qui fit sa carrière dans le *Civil Service*, professa la littérature indienne à l'Université de Londres, tout en publiant des livres d'histoire et d'économie politique, et mourut ministre du roi de Baroda ; M. Ghose, le chef de l'école positiviste ; M. Bose, l'auteur de l'*Histoire de la civilisation hindoue sous le gouvernement britannique* ; M. Bose (1858), l'illustre physicien et naturaliste (1).

L'influence de l'Europe changeait aussi le caractère de l'Hindou cultivé. Nous avons étudié dans d'autres parties de cet ouvrage l'évolution des sociétés asiatiques, qui rappelle dans ses grandes

(1) Tous ces noms sont anglicisés : Tagore pour Takhura, Chander Dutt pour Chandra Datta, etc.

lignes celle des sociétés européennes ; nous avons vu que, malgré leur traditionalisme, il s'y manifestait aussi une tendance à l'individualisme ; seulement cette tendance était beaucoup plus faible en Asie qu'en Europe avant que l'Europe y eût tout bouleversé, et l'individualisme asiatique diffère encore beaucoup de l'individualisme européen. C'était cependant sous ce rapport qu'à la fin du dix-neuvième siècle l'influence de l'Europe avait le plus changé les Asiatiques cultivés ; il n'était pas un hindou de haute caste qui ne commençât à distinguer son intérêt personnel de celui de sa caste et de sa famille. Le nombre ne cessait d'augmenter de ceux qui prétendaient choisir eux-mêmes leurs femmes, leur carrière, leur lieu de résidence, leurs relations, régler leur vie à leur convenance, lire les ouvrages qui les intéressaient, exprimer librement leurs sentiments dans la conversation, écrire des brochures et des livres pour y défendre leurs idées ou leurs intérêts.

Les Néo-Hindous prônaient, eux, l'individualisme européen comme une supériorité intellectuelle et morale ; quelques-uns opposaient brutalement leur égoïsme à l'altruisme de la morale hindoue. Pour comprendre la transformation qui s'était accomplie chez les plus avancés, il est utile de comparer deux romans bengali écrits à trente ans d'intervalle.

Dans *l'Arbre empoisonné* de Chatterji, où la société dépeinte est celle de 1860 à 1870, le héros, Debendra Datta, est plus faible que méchant ; en s'affranchissant de sa caste, il se consacre d'abord

à des œuvres sociales, puis, mou, découragé des obstacles qu'il rencontre, il se laisse entraîner par son tempérament ardent; malheureux en amour, il cherche l'étourdissement dans la boisson; de santé frêle, il ne peut supporter l'alcool et meurt du *delirium tremens*. L'individualisme européen l'a perdu parce qu'élevé sous le régime sévère de la caste, il n'était pas de force à jouir de la pleine liberté.

Dans *la Vie de famille et la Vie du monde*, qui décrit les mœurs du début du vingtième siècle, Rabindranâth Tagore nous a décrit un caractère tout autrement marqué. Sandip, le chef des nationalistes et le promoteur du boycottage des marchandises anglaises, est un nihiliste, et l'on peut même se demander si Tagore n'a pas voulu nous donner un Bazarov indien. Voici comment débute le journal de Sandip :

L'homme impuissant dit : « Ce que le sort m'a donné m'appartient. » L'homme faible est d'accord. Mais voici la leçon que le monde entier nous donne : « Ce qui est vraiment mien, c'est ce que je peux prendre »... La nature se rend, mais seulement au voleur. Elle fait ses délices de ce désir plein de force, de ce rapt plein de force.

Si Sandip a les principes d'un Bazarov et d'un Pêtr Verkhovensky, il est loin d'avoir leur énergie et leur conception toute positive de la vie. Il a des retours de poésie et de philosophie indiennes; il séduit Bimala, la femme du rāja Nikhil, son ami, un réformateur lui aussi, mais un mystique, qui prêche la doctrine du sacrifice, et pourtant, après

s'être épris d'elle au point de négliger ses devoirs de chef de parti, il ne se décide pas à la posséder; l'heure venue de la lutte entre les musulmans et les hindous qu'il a soulevés, il se dérobe au danger.

Pour intéressant que soit ce caractère de Sandip, il ne montre cependant pas suffisamment la démoralisation complète que l'introduction de la civilisation européenne a produite chez beaucoup de néo-asiatiques. En Europe, la transformation morale, sociale et politique a été progressive et seulement partielle, même chez les nihilistes russes, qu'on peut seule comparer aux nihilistes asiatiques. En Asie, le changement a été brusque et complet, surtout dans les pays où l'a produit la conquête européenne. Il n'est pas de nihiliste russe qui condamne toutes les croyances, tous les usages, tous les sentiments de la vieille Russie; beaucoup de néo-asiatiques rejettent toutes les institutions et toutes les croyances de leurs pays, parce que les Européens s'en moquent. Tel était le cas de certains agitateurs indiens : accessibles à la fois aux tentations des plaisirs et de l'ambition, ils croyaient qu'il n'y a qu'un moyen de changer l'ordre social, le terrorisme; et, de fait, au début du vingtième siècle, le Bengale eut autant de terroristes que la Russie.

A côté de ceux que la civilisation européenne troublait ou dépravait, il y avait aussi ceux qu'elle fortifiait et à qui elle donnait une conception plus nette et plus pratique de la vie; en abandonnant des croyances, des traditions, des rites condamnés,

ceux-là restaient fidèles aux principes d'une morale humaine; privés de leurs anciennes règles et de leurs guides habituels, ils trouvaient un appui et une direction dans la science, l'art, la philosophie, l'exercice de leur profession; ils devenaient de bons fonctionnaires, des commerçants habiles et honnêtes, des industriels, des banquiers, des avocats, des professeurs, des savants. Ils sortaient de leurs castes, mais ils s'associaient entre eux; ils renonçaient à la polygamie, ils se séparaient de leur groupe familial de cent ou deux cents personnes, ils affranchissaient leur femme et leur fille du zanâna, mais ils fondaient une famille composée de leur femme et de leurs enfants et y menaient une vie digne et heureuse. Ce sont ces hommes qui ont créé l'Inde moderne et qui en feront un jour l'un des grands pays du monde.

La situation de la femme, surtout de la femme de haute caste, faisait le principal sujet des discussions entre hindous orthodoxes et néo-hindous. La vie de la femme était malheureuse : mariée en bas âge, elle était élevée par ses beaux-parents; si son mari mourait, même avant que le mariage eût été consommé, elle n'avait pas le droit de se remarier et restait dans la maison de ses beaux-parents, où elle était traitée comme une servante. Femmes mariées, veuves et jeunes filles vivaient enfermées dans le zanâna, où les hommes n'allaient guère le jour, pour ne pas y rencontrer d'autres femmes que la leur; aussi n'existait-il aucune intimité morale entre la femme et le mari. La polygamie ne se rencontrait que chez les riches

L'instruction donnée dans les écoles anglaises avait pourtant fait quelques néo-hindoues. Dans deux romans : *le Naufrage*, *la Vie de famille et la Vie du monde* (1), Rabindranâth Tagore a mis en contraste l'ancienne et la nouvelle éducation des femmes; il semblerait bien que ses préférences soient pour l'ancienne. Dans *le Naufrage*, Hemnalini et Kamala sont également sympathiques. Hemnalini finit ses études à l'Université; comme son père appartient au Brâhma Samâj, une secte hindoue qui a répudié les rites des castes, elle lit n'importe quel livre, fait de la musique, reçoit des jeunes gens et flirte même avec eux; elle s'éprend d'un étudiant brâhmane, Romesh, qui est contraint par son père à épouser une jeune fille de sa caste. Mais, au retour des noces, un coup de vent renverse le bateau dans le fleuve et Romesh se retrouve dans une île déserte avec Kamala, en robe de mariée, qu'il prend pour sa femme, dont il n'a pas cherché à voir le visage pendant la cérémonie. Kamala n'a pas non plus vu son mari. Il la ramène chez lui, mais découvre qu'elle est la femme d'un autre, s'abstient d'avoir des rapports avec elle et n'ose pourtant l'abandonner. Malgré la peine que lui cause le départ de Romesh, Hemnalini se laisse fiancer à un médecin, qui donne des conférences de philosophie mystique; ce médecin est le mari de Kamala, qu'il a crue noyée. Il la retrouve et la reprend. Hemnalini retourne à

(1) Le premier de ces romans a été traduit en anglais sous le titre : *The Wreck*; le second, sous le titre : *The Home and the World*, par Surendranâth et Rabindranâth Tagore.

Romesh, ainsi libéré, et sans doute elle l'épousera, quoique le roman ne le dise pas. Pour charmante que soit Hemnalini, elle apparaît un peu comme une déclassée, qui doit être malheureuse parce que sa conception des devoirs de la femme n'est pas celle de la société où elle vit. Sa rivale, Kamala, qui ne sait pas lire et dont la vie est consacrée à l'observance des cérémonies rituelles, nous semblerait à nous autres Occidentaux naïve et bornée; mais sa beauté, le charme de son intelligence prime-sautière, la douceur de son caractère, son obéissance, sa pureté scrupuleuse sont décrits avec un soin et une poésie qui révèle les préférences de l'auteur. *La Vie de famille et la vie du monde* raconte l'histoire de la rânî Bimala, mariée au mahârâja Nikhil, un riche zamîndâr (1) du Bengale; elle ne demanderait qu'à vivre la vie retirée du zanâna, mais son mari désire qu'elle s'habille à l'européenne, qu'elle lise les livres dont on parle dans l'Inde et en Angleterre, qu'elle se fasse aux usages du monde anglo-indien et qu'elle reçoive les hommes en vue. Le résultat est qu'elle s'éprend follement de l'agitateur politique Sandip et que le hasard seul l'empêche de se donner. Au début du vingtième siècle, les Hemnalini et les Bimala étaient d'ailleurs très rares; la femme, qui avait le plus à souffrir de la société hindoue, en

(1) Les zâmindâr étaient les fermiers des impôts sous la domination musulmane; au dix-huitième siècle, la Compagnie de l'Inde en fit par méprise les *landlords* des districts où ils percevaient l'impôt foncier, réduisant les véritables propriétaires à n'être que leurs fermiers.

défendait tenacement les usages, car ces usages, c'était à la fois toute sa position sociale, toute son éducation et toute sa religion.

L'influence de la civilisation anglaise sur les Indiens cultivés était donc capitale, mais surtout dans ce qu'elle renfermait de vraiment humain. Ce qu'elle avait de purement européen n'était pas non plus sans action, parce que l'Inde, comme l'Europe, avait tiré les principes de sa civilisation de l'Asie antérieure et de la Méditerranée; parce que les deux cents ans de domination anglaise l'avaient marquée d'une empreinte ineffaçable, mais la civilisation indienne, née de la civilisation hindoue et de la civilisation musulmane, ne pouvait pas disparaître, quoique la décadence de la religion hindoue, le changement qui s'opérait dans la société, le régime politique, social et économique fussent destinés à la transformer radicalement. D'ailleurs, une nouvelle influence devait s'y répandre à partir de 1906, celle de la civilisation néo-asiatique, que commençaient de créer le Japon et la Chine.

*
* *

Les masses, affranchies du servage en 1842, étaient restées les basses castes. L'hindouisme a des prescriptions différentes pour chaque classe sociale; il n'impose pas au peuple la pureté cérémoniale, la réclusion des femmes, le mariage des enfants en bas âge, il ne lui défend pas la fréquentation de gens de castes différentes ou d'infidèles. En principe, l'homme du peuple ne doit, lui

aussi, choisir femme que dans sa caste ou les castes qui ont signé avec la sienne un traité d'alliance; pratiquement, les exceptions à la règle sont nombreuses, au moins dans les villes. Dans les campagnes, il n'est pas rare, au contraire, que des régions, des villages, des professions soient si hostiles les uns aux autres qu'aucun mariage n'ait jamais lieu entre leurs membres, mais des particularités de ce genre étaient autrefois fréquentes dans bien des pays de l'Europe. De fait, les basses castes sont des corporations, qui ont le monopole de certains métiers; perdre sa caste, c'est perdre son métier; celui qui gagne bien sa vie est donc attaché à sa caste, celui qui la gagne mal la quitte pour l'un des nouveaux métiers que crée chaque jour la diffusion de la civilisation européenne.

Au commencement du vingtième siècle, les neuf dixièmes de la population vivaient à la campagne. soixante millions de râyats (1) ou paysans, une trentaine de millions de nobles hindous (sans compter une trentaine de millions de musulmans et autant de fétichistes) travaillaient la terre comme fermiers de l'État ou des particuliers; dans la plupart des provinces, leur tenure était collective, le conseil du village, comme le *mir* russe, repartageait tous les dix ou douze ans les terres entre les familles. Les autres habitants des campagnes étaient pasteurs, pêcheurs, chasseurs ou exerçaient des métiers dans les villages; car le système des castes

(1) Le mot hindî *raiya*t n'a aucune relation avec le nom de *râyah* (bétail), que les Turcs donnaient aux paysans chrétiens des Balkans.

oblige chaque village à avoir ses constructeurs de paillotes, ses porteurs d'eau, son barbier, son potier, etc. (1).

La misère des râyats était la plus affreuse qu'il y eût dans le monde. Les disettes étaient fréquentes; 1877, 1878, 1894, 1897, 1898, 1899, 1900 furent des années de grande famine; la mauvaise alimentation et la mauvaise hygiène facilitaient la diffusion des maladies contagieuses; le choléra avait toujours été endémique; depuis 1896, la peste faisait un demi-million de victimes chaque année. A l'ordinaire, les râyats acceptaient leur misère et leur abjection avec la résignation des Orientaux. De temps en temps, une cause locale amenait un soulèvement, des meurtres, des incendies, l'In-

(1) En principe, tout le sol de l'Inde appartenait à l'État et la rente se confondait avec l'impôt, mais pratiquement le régime de la propriété foncière différait suivant les régions. Dans le Bengale, les Provinces-Unies, une partie du Panjâb et de la présidence de Madras, le sol appartenait à de puissants zamindâr (tous Indiens, excepté les planteurs anglais du Bengale); quelques-uns avaient des domaines de l'étendue d'un département français. Dans le Bengale et le district de Bénarès, un *permanent settlement* interdisait à l'État d'augmenter la rente et l'impôt des zamindâr parce qu'on les avait fixés pour toujours au dix-huitième siècle, mais ces zamindâr pouvaient augmenter les loyers de leurs fermiers. Dans le reste de l'Inde, l'État majorait (environ tous les trente ans) le prix des terres de la valeur des améliorations, ce qui décourageait grands et petits d'en faire aucune. Dans toute la province de Bombay, dans une grande partie de celle de Madras et dans une partie du Panjâb, les paysans étaient eux-mêmes les fermiers de l'État. Il existait deux sortes de propriété ou mieux de tenure paysanne : la propriété individuelle dans la province de Madras, la propriété collective des villages dans le reste de l'Inde; le panchâyet, le conseil du village, faisait les partages périodiques des terres.

dien, si doux dans l'habitude, devenant facilement, comme tous les Asiatiques, sanguinaire et même cruel et les agitateurs néo-hindous commençant de pousser les masses à la révolte.

L'Inde comptait déjà quelques grandes villes (1901) (1). Les quartiers européens étaient bien bâtis; les quartiers des indigènes riches, assez bien; dans les quartiers populeux, on ne trouvait que des paillotes. Il y avait des castes fortement organisées de marchands, grands et petits, d'artisans vendant eux-mêmes leurs produits, comme aussi des castes de jongleurs, de prostituées, de mendiants et de voleurs. Il y avait par contre une foule de gens qui étaient sortis de leurs castes ou n'en avaient jamais eu; ils faisaient tous les métiers que comporte la civilisation européenne, et ces déclassés ne tardaient pas à s'unir pour former de nouvelles castes, qui étaient des syndicats. La concurrence européenne avait ruiné ou presque les industries autrefois fameuses : cachemires, mousselines, objets de cuivre repoussé, armes damasquinées, figurines de terre cuite, ivoires sculptés, émaux, miniatures. La grande industrie s'introduisait lentement : Bombay avait des cotonnières, dont les unes appartenaient à des européens et les autres à des pârsi; le Bengale, des filages et des tissages de jute, dont les uns avaient été fondés par des anglais, les autres par des hindous. Pendant longtemps les contre-

(1) Calcutta avait un million d'habitants, Bombay 776 000, Madras 509 000, Haidarâbâd (capitale du Nizâm) 448 000, Lucknow, Delhi et Bénarès plus de 200 000.

maîtres, les mécaniciens, les premiers ouvriers avaient été des européens, comme on ne voyait que des européens sur les locomotives et aux machines des bateaux. Petit à petit pourtant, les Indiens s'habituèrent à soigner et à conduire des appareils compliqués, à diriger des trains et des bateaux, ils acquéraient le sang-froid, l'attention, la décision, l'adresse, que l'on avait déclarés les qualités propres des Européens. La pratique des nouveaux métiers, les conditions nouvelles de la vie, la fréquentation d'ouvriers européens changeaient peu à peu leur caractère, ils ne se laissaient plus maltraiter, ils protestaient de plus en plus fréquemment et violemment contre les dures conditions du travail oriental, les journées de treize et de quatorze heures, les salaires infimes, qui n'étaient pas toujours payés en argent. Il faut reconnaître pourtant que le gouvernement indien a réprimé les abus du travail des femmes et des enfants, qu'on trouve dans d'autres pays de l'Asie, et que le système des castes, pernicieux en général, donne aux ouvriers l'esprit de solidarité et une grande force pour défendre leurs droits.

Dans les villes et dans les campagnes, la question sociale se présentait donc comme extrêmement grave. Les masses ne pouvaient pas rester dans l'état misérable où elles se trouvaient, mais la première condition de leur relèvement était que l'Inde s'enrichît, ce qui exigeait, non seulement du temps et les efforts de tous, mais des conditions politiques et sociales différentes. L'Inde devait être gouvernée exclusivement dans son propre

intérêt et il fallait supprimer les castes, le dernier des régimes sociaux injustes du passé. Elles arrêtaient toute initiative individuelle ou collective, emprisonnaient des millions d'hommes dans des métiers devenus inutiles ou même nuisibles, gênaient la création des industries modernes, maintenaient des traditions ridicules et dangereuses, la routine, la pratique d'instruments désuets, surtout elles condamnaient les masses à un état d'abjection, qui déprimait leur intelligence et leur caractère. Aussi apparaissait-il que la transformation complète de la société indienne ne pouvait plus être très éloignée et que seules de promptes mesures législatives seraient capables de la rendre progressive, de la diriger et de limiter les excès qu'elle ne pouvait manquer de produire. Ces mesures, un gouvernement étranger n'avait pas le droit de les prendre, comme il n'en avait pas non plus l'autorité ou le désir; par suite, la création d'un régime constitutionnel s'imposait; mais il était douteux que des députés appartenant exclusivement aux classes privilégiées accomplissent les réformes exigées pour le salut des masses et impossible d'accorder brusquement le droit de suffrage à des dizaines de millions d'hommes ignorants et misérables; le premier devoir du gouvernement et des classes élevées était donc de répandre l'instruction et de relever la condition morale et matérielle du peuple; malheureusement ils avaient d'autres soucis et d'autres ambitions.

Ainsi négligées, les masses indiennes travail-

laient instinctivement (comme celles de la Russie et des pays islamiques) à se faire leur propre civilisation. Il était malaisé d'en déterminer les tendances confuses, qui ne pouvaient manquer d'ailleurs de se modifier le jour où elles obtiendraient enfin l'instruction et le bien-être. Pour dégager les principaux éléments de cette civilisation rudimentaire des masses, il faut y étudier séparément les influences indiennes et les influences européennes.

Les petits centres de culture, pareils à ceux où a commencé la civilisation européenne, n'étaient ni très nombreux ni très variés, si l'on tient compte de la superficie de l'Inde et de sa population; ils ne semblaient pas non plus très forts, parce qu'ils avaient été absorbés depuis longtemps par l'hindouisme (1). Ce dernier n'avait pas exclu les masses de la civilisation, il les avait même étroitement associées à son système religieux et social, seulement il ne leur avait attribué dans ce système qu'une place inférieure et ne leur avait communiqué qu'une part infime de la civilisation; pendant des siècles, cette part leur avait

(1) Ceux qui lisent le *Kim* de Kipling et la description colorée de la grande route qui traverse le nord de l'Inde de l'ouest à l'est pourraient se figurer l'Inde comme un pays ayant autant de petits centres de culture que l'Europe occidentale au Moyen Âge. Mais la variété des types et des costumes est due aux relations avec les peuples situés en dehors de l'Inde et aux envahisseurs qui se sont établis dans l'Inde sans se mêler avec la population; puis l'Inde est aussi grande et aussi peuplée que l'Europe sans la Russie. Si les musulmans se séparent des Hindous, l'Hindouisme a répandu dans l'Inde une civilisation uniforme, qui a fondu les petits centres de culture et n'a laissé subsister que les particularités des grandes régions.

suffi, tant la misère avait restreint leurs besoins physiques et la servitude leurs besoins moraux. Peu à peu, cependant, la connaissance de l'Islam avait commencé de donner aux hindous de basse caste une autre idée d'eux-mêmes; ils ne se considéraient plus comme des misérables justement punis pour des fautes ou des crimes commis dans des vies antérieures, mais comme des malheureux, presque des persécutés (1); un siècle de domination étrangère, une législation et une administration égales pour tous, la diffusion de journaux d'opinions avancées avaient éveillé en eux l'esprit de protestation et de révolte. En tant que religion, l'hindouisme orthodoxe, qui les avait dominés si longtemps, perdait de son empire. Sans doute, l'Inde était pleine de temples et la foule ne cessait d'y invoquer les idoles monstrueuses, leur demandant la naissance d'un fils, la pluie, la guérison, la fortune; mais ces temples sans culte ne rapprochaient pas les hommes, qui n'y trouvaient ni foi, ni consolation parce qu'on n'y priait pas vraiment, pas non plus de force morale puisque personne n'y enseignait rien. Les prêtres, de basse caste, étaient les descendants des fondateurs des temples ou des gardiens choisis par les

(1) C'est un des dogmes de l'hindouisme et du bouddhisme, fondés l'un et l'autre sur la métempsychose, que tous les maux de la vie présente sont le résultat des fautes commises dans des vies antérieures, ce qui n'empêche pas les brâhmanes de se regarder comme les descendants de Brahmâ, le dieu de la caste sacerdotale, et d'enseigner que les âmes des morts ont besoin des sacrifices célébrés par leurs descendants. Deux méthaphysiques différentes ont été unies mais pas conciliées.

trustees ; ils ne se préoccupaient que d'extorquer de l'argent à ceux qui souhaitaient de toucher les idoles miraculeuses ; on les méprisait et on les haïssait. Quant aux brâhmanes de haute caste, s'ils obtenaient encore les marques d'un respect, tout de convention, ils ne pouvaient exercer d'influence sur les masses, que leur religion leur défendait, sous peine de péché mortel, d'aborder ou même de regarder. Comme système social, l'hindouisme avait conservé plus d'influence ; si les masses protestaient chaque jour davantage contre la hiérarchie des castes et leur rigorisme étroit, si les conditions nouvelles de la vie rendaient difficile et souvent impossible le maintien rigoureux de l'hérédité des professions, les masses, habituées à s'associer et ignorantes de la liberté, trouvaient naturel que les castes eussent le monopole de leurs métiers.

La civilisation européenne contribuait aussi à la formation de la civilisation rudimentaire que se donnait le peuple. Il était cependant incapable d'en comprendre le sens véritable et il l'adaptait à ses besoins dans un esprit contraire à celui des hautes classes, où les hommes les plus fidèles à la tradition, les plus opposés à tout ce qui venait de l'Europe, se laissaient séduire par l'individualisme. En dehors des aventuriers et des déclassés, d'ailleurs chaque jour plus nombreux, qui gagnaient leur vie au service de la communauté européenne, les gens du peuple, illettrés, dénués de tout, opprimés depuis des siècles, sentaient que l'isolement les perdrait, que leur seule force

était l'union; ils ne se contentaient pas de rendre leurs castes plus puissantes en s'inspirant des syndicats des ouvriers européens, en présentant des revendications communes à beaucoup de castes, en faisant des grèves, ou même des émeutes, ils semblaient de plus en plus comprendre leurs besoins, leurs aspirations et leurs maux d'une manière collective. Sans doute, c'était surtout le fait de l'ignorance et de la misère, mais c'était aussi le résultat d'une mentalité que le bien-être et l'instruction ne feront peut-être pas disparaître. Il est encore impossible de dire ce qui dans le régime du travail et de la propriété en Europe s'imposera à tous les peuples; la conception que les Asiatiques s'en font, comme aussi des droits individuels, est si différente de la nôtre que leurs sociétés ne ressembleront pas aux nôtres avant longtemps et peut-être ne seront jamais entièrement pareilles. Mais, si la liberté individuelle séduisait peu les masses indiennes, elles commençaient à prendre à la civilisation européenne l'idée de l'égalité, elles commençaient surtout à souhaiter des conditions de vie meilleures, telles qu'en avaient les classes populaires de l'Occident (1).

(1) Dans l'Inde, comme dans les pays musulmans et en Russie, la révolution avait pris dans le peuple une forme religieuse, il ne cessait de se fonder des sectes hindoues, dont le but était d'émanciper leurs adhérents de la suprématie des brâhmanes; elles enseignaient les pratiques les plus diverses, les unes prêchant les plaisirs et repoussant toute morale, les autres ordonnant l'ascétisme, d'autant plus fréquent dans l'Inde que celui qui s'impose de cruelles pénitences s'élève, quelle que soit sa caste, au-dessus des brâhmanes.

*
* *

Pour bien comprendre la manière dont la civilisation européenne se répandait dans l'Inde, il convient de comparer la transformation qui s'y produisait à celle que nous avons observée dans les pays eurasiens. Pour l'Islam, il y aura peu à ajouter à la comparaison que nous avons faite des Hindous et des musulmans indiens. Cependant, en se plaçant à d'autres points de vue, il ne sera pas inutile de signaler les grandes ressemblances qui existaient entre les Néo-Hindous et les Jeunes-Turcs, les Jeunes-Égyptiens, les Jeunes-Persans, de rapprocher du wahabisme et du babisme les sectes hindoues qui se servaient de la religion pour répandre des idées politiques et sociales, surtout de montrer que la même agitation se produisait dans toutes les masses orientales pauvres, ignorantes et opprimées.

Entre l'Inde et la Russie, non pas seulement la Russie d'Asie mais la Russie tout entière, on trouvait de grandes analogies. Dans l'une et dans l'autre, le gouvernement était autocratique, beaucoup plus occupé de répandre la civilisation matérielle que la civilisation morale, et la civilisation matérielle était cependant peu développée. Dans l'Inde, comme en Russie, les hautes classes, d'esprit traditionaliste, étaient hostiles aux principes égalitaires de la civilisation européenne, quoiqu'elles goûtassent de plus en plus les avantages que cette civilisation leur appor-

tait, mais il y avait une classe, formée dans les collèges et les Universités, qui avait accepté cette civilisation tout entière avec avidité; l'un et l'autre pays étant peu avancés, et le gouvernement y étant tout-puissant, cette classe n'avait guère d'autre carrière que les fonctions de l'État : nombre de ceux qui y étaient admis ne le servaient qu'avec regret, toujours prêts à le trahir; la plupart de ceux qui n'y étaient pas admis se tournaient contre lui et préparaient une révolution. Pour l'immense masse du peuple, on n'avait rien fait : il était resté sans éducation et sans instruction. Le rāyat et le mujik avaient été affranchis du servage à peu près à la même époque, l'un en 1842, l'autre en 1863. L'un comme l'autre étaient restés, après cet affranchissement théorique, dans une situation aussi malheureuse que celle d'autrefois : dans l'Inde, comme en Russie, on n'avait fait aucune loi agraire sérieuse; le peu de propriété accordé au paysan appartenait de fait au village; les fonctionnaires locaux et les conseils de village exerçaient sur lui une tyrannie aussi grande que les anciens seigneurs. Dans les dernières années, la création de la grande industrie avait attiré dans certaines villes démesurément accrues des paysans qui, subitement délivrés de la tyrannie rurale, étourdis par la vie urbaine, ses plaisirs, ses vices, mal payés, quelquefois maltraités par leurs employeurs, vivaient dans la misère et pouvaient, en cas de troubles, se livrer à tous les excès. Dans l'Inde encore, comme en Russie, la classe élevée à l'occidentale, après avoir méprisé le peuple igno-

rant, avait compris qu'elle avait besoin de lui pour l'appuyer dans sa lutte pour des réformes démocratiques. Les agitateurs encourageaient toutes les demandes des paysans et des ouvriers, les grèves, les émeutes, parce qu'ils pensaient que des désordres continuels finiraient par amener la révolution.

Les différences entre l'Inde et la Russie étaient pourtant considérables; celles qui séparent l'Inde de la Russie d'Europe n'ont pas besoin d'être signalées, mais il convient de montrer combien l'avance russe en l'Asie différait de la colonisation anglaise de l'Inde. Les Russes, venus par terre, avaient annexé leurs conquêtes à leur empire; porteurs de la civilisation européenne, mais eux-mêmes sans grande civilisation, ils avaient soumis des peuples qui, pour la plupart, étaient des demi-civilisés ou même des demi-barbares; par suite, ils avaient tenté de se les unir; s'ils n'y avaient pas complètement réussi, c'était à cause du désordre et de la corruption de leur gouvernement, du caractère trop européen qu'avait pris leur civilisation officielle. L'avenir devait cependant prouver que leurs sujets asiatiques ne leur étaient pas hostiles comme leurs sujets proprement européens; il n'est pas impossible que les Turkomans, les Caucasiens, les Kirghiz, les Mongols ne finissent par se fondre avec les Russes et qu'une Russie moins autocratique et moins européenne n'exerce un jour sur l'Asie une grande influence.

Quel que soit l'avenir de l'Inde, elle ne se fondra jamais dans l'empire britannique. Il n'y a

d'ailleurs que 160 000 Anglais dans l'Inde; la plupart appartiennent à l'armée et à l'administration ou sont des employés des banques ou des maisons de commerce, tous gens qui, entre quarante et cinquante ans, retournent en Angleterre; on ne compterait peut-être pas 20 000 Anglo-Indiens; ils ne peuvent s'acclimater, sont obligés pour faire souche de se marier en Angleterre et d'y faire élever leurs enfants. On ne peut imaginer de caractères plus opposés que celui des Anglais et celui des Indiens. La culture anglaise et la culture indienne diffèrent trop pour se fondre jamais, quoique la civilisation de l'Asie antérieure, importée dans l'Inde depuis des milliers d'années, et l'Islam aient préparé l'Inde à recevoir non seulement les éléments véritablement humains que contient la civilisation européenne, mais aussi certains de ses éléments proprement européens. Les mœurs et l'esprit cosmopolites des Jeunes-Indiens ne pourront pas plus européeniser les masses de l'Inde que ceux des Jeunes-Turcs, des Jeunes-Persans, des Jeunes-Égyptiens n'européaniseront les masses de l'Eurasie; la culture raffinée de la haute société russe n'a pas européenisé le peuple russe.

Ainsi, plus la civilisation européenne s'étendait vers l'Est, plus elle rencontrait d'obstacles. Après avoir conquis l'Europe, elle n'avait pu s'imposer en Russie qu'à une élite restreinte; le peuple était resté eurasien et demi civilisé. Dans les pays musulmans, elle avait exercé une grande influence sur une élite encore plus restreinte, mais, à quelques exceptions près, elle ne l'avait pas vraiment

conquise; si elle y avait séduit les esprits, elle avait moins transformé les sentiments et les caractères; quant aux masses, comme les masses russes, elles n'en avaient rien compris, sinon qu'en s'affranchissant elles pourraient obtenir un état meilleur. Dans l'Inde, où la civilisation européenne rencontrait pour la première fois une civilisation véritable et une civilisation millénaire, la résistance était telle que dès le début du vingtième siècle on ne pouvait plus même envisager l'européanisation des hautes classes, mais seulement une transformation toute indienne de ces classes sous l'impulsion de l'Europe. Et dès 1906 la situation devait se trouver changée par le prestige que ses victoires donnèrent au Japon, considéré dès lors comme le représentant de l'Asie; peu à peu, la civilisation néo-asiatique, qu'il commença de créer avec la Chine, devait se répandre dans l'Inde, non pas seulement dans les hautes classes, mais aussi dans les basses classes, qu'elle contribuera sans doute à transformer.

III

Il nous faut étudier maintenant la seconde zone de la civilisation de l'Océan Indien. A la fin de l'ère ancienne, l'Inde étendit à l'Extrême-Asie la culture reçue de l'Occident; les communications par terre ayant toujours été difficiles et l'étant devenues de plus en plus, c'est surtout par mer qu'elle le faisait : d'une manière générale, on peut dire que les apports du bassin de

la Méditerranée et de l'Asie antérieure, venus par terre ou par mer à l'Inde, s'y transformaient, puis étaient transmis par mer à l'Extrême-Asie sous une forme indienne. Comme dans la première zone l'influence prédominante était celle de l'Asie antérieure et de l'Égypte, que l'Inde recevait plus qu'elle ne donnait, dans la seconde l'influence prédominante était celle de l'Inde, mais mêlée aux traditions de l'Indo-Chine et de l'archipel de la Sonde et surtout aux mœurs et aux enseignements de l'Extrême-Asie. Dès les derniers siècles de l'ère ancienne, l'Inde conquiert Ceylan et entra en communications avec l'Indo-Chine. La grande diffusion de la civilisation indienne se produisit entre le cinquième et le neuvième siècle de l'ère actuelle; ce fut à la fois un mouvement de conquête, d'expansion commerciale, d'émigration et de prédication, d'abord bouddhiste, puis hindoue : l'Indo-Chine (à part l'Annam, qui appartenait à la Chine) et l'archipel de la Sonde devinrent en quelque sorte des colonies indiennes. La décadence de l'Inde, envahie par les barbares, n'entraîna pas immédiatement celle des colonies. Les guerres continuelles que se faisaient les royaumes de l'Indo-Chine ne les empêchèrent pas de rester longtemps prospères; malgré l'influence croissante de la Chine, ils ont conservé le bouddhisme méridional, beaucoup des usages et des traditions de l'Inde.

Dans l'archipel de la Sonde et la péninsule malaise, un nouveau courant d'immigration, celui-là arabe, amena la diffusion d'une nouvelle civilisa-

tion, celle de l'Islam, mais l'Inde, conquise par les musulmans, remplaça bientôt l'Arabie comme centre de diffusion de l'Islam. A la fin du quinzième siècle, la péninsule malaise et les îles de la Sonde étaient devenues musulmanes; elles le sont restées.

L'Inde méridionale devint le point de départ d'un troisième courant de conquête et de civilisation, qui était européen; au seizième siècle, les Portugais furent les maîtres de l'Océan Indien; au dix-septième, ce furent les Hollandais, qui ont conservé l'archipel de la Sonde. Les Anglais, après avoir chassé les Hollandais de l'Inde, leur prirent leurs colonies pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire; ils en ont gardé une partie, dont Ceylan et la presqu'île de Malacca. Au dix-neuvième siècle, ils étendirent leur domination sur la Birmanie, la côte du Siam, le nord de Bornéo, tandis que la France s'établissait dans l'Indo-Chine orientale. La civilisation de l'Océan Indien est donc devenue une civilisation eurasienne : l'influence de l'Europe sera peut-être plus grande dans le bassin oriental de l'Océan Indien que dans l'Inde même, parce que les traditions et les institutions nationales y sont moins fortes. D'ailleurs, comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande sont devenues de puissants États, entièrement peuplés par des colons de race européenne, que l'Amérique du Nord, maîtresse des Hawaïi et des Philippines, et l'Amérique du Sud ne cessent de développer leur flotte et leur commerce, il s'est créé une civilisation américaine-australienne du Pacifique, qui exercera une grande influence

sur la civilisation eurasiennne de l'Océan Indien (1).

Seulement, depuis des siècles, l'Océan Indien a cessé d'être le centre de la civilisation asiatique, comme la Méditerranée a cessé d'être le centre de la civilisation européenne. La civilisation continentale de l'Asie extrême-orientale a remplacé la civilisation maritime de l'Océan Indien, comme la civilisation continentale de l'Europe extrême-occidentale a remplacé la civilisation maritime de la Méditerranée. Ce fut en grande partie pour des raisons identiques : le caractère précaire et superficiel des civilisations et des États purement mari-

(1) Dès le huitième siècle, des musulmans arabes s'établirent à Ceylan. Au quatorzième siècle, ils convertirent les Malais de la presqu'île de Malacca, qui conquirent les îles de la Sonde, réduisirent la population au servage et la convertirent de force à l'Islam. A Java, l'Islam s'introduisit vers 1400 ; toute l'île était convertie à la fin du quinzième siècle ; elle compte aujourd'hui une trentaine de millions de musulmans, qui ont, il est vrai, mêlé à l'Islam beaucoup de pratiques idolatriques et de superstitions locales. A Sumatra, il y a également plusieurs millions de musulmans. Les autres îles du Pacifique furent peu à peu conquises par les Arabes et les Malais. A Bornéo, l'Islam est professé par tous ceux qu'on nomme Malais (Malais, Bugi, Javanais, Dyak, Arabes). Aux Célèbes, sur un peu plus d'un million d'habitants, il y a près d'un million de musulmans (320 000 Macassar, 680 000 Bugi). Aux Moluques, il y a des musulmans d'origine malaise ou arabe. Aux Philippines, on compte un million de musulmans, dits *Moros*, sous des sultans. Des îles, les Arabes gagnèrent les ports de la Chine méridionale, d'où ils atteignirent le Yunnan. Pour les États de l'Indo-Chine, voir t. IV, p. ccxv et suiv. ; pour la conquête française de l'Indo-Chine, t. IV, *ibid* et t. VIII, p. 130. Le développement de l'Indo-Chine française, si important pour la civilisation de l'Océan Indien, sera étudié dans l'un des tomes suivants ; je ne puis le faire ici parce que la conquête est racontée dans le tome VIII.

times, la persistance dans certains pays côtiers d'éléments barbares ou demi barbares (Turcs et Chamites dans la Méditerranée, Polynésiens et Mélanésiens dans l'Océan Indien). Mais il s'y est ajouté en Asie une troisième cause, c'est la conquête européenne de l'Océan Indien : si cette conquête a beaucoup contribué à y répandre la civilisation européenne et, par suite, à en régénérer les peuples, ceux-ci, soumis directement à l'Europe, ont perdu leur influence sur les peuples de l'Asie restés indépendants. La véritable civilisation de l'Asie moderne est donc celle de l'Extrême-Asie, que nous avons étudiée dans cet ouvrage, mais dont nous nous occuperons encore brièvement pour compléter cet exposé de la diffusion de la civilisation européenne. Tandis que dans le monde antique la civilisation était née dans la région intermédiaire entre l'Asie et l'Europe et s'était ensuite répandue le long des côtes de la Méditerranée et de l'Océan Indien, en repoussant les barbares vers le centre et le nord du vieux continent, dans le monde moderne les invasions des barbares séparèrent l'Asie et l'Europe, ruinèrent la zone intermédiaire à la culture millénaire, créèrent, de part et d'autre, des régions demi barbares, puis, au delà, des régions demi-civilisées, et rejetèrent la civilisation véritable aux deux extrémités du vieux continent, sur l'Atlantique et sur le Pacifique ; c'est à ces points extrêmes que se formèrent les civilisations modernes de l'Europe et de l'Asie ; c'est de ces points que, s'étendant par terre l'une vers l'Est, l'autre vers l'Ouest,

elles recommencèrent la conquête du vieux continent, sans négliger cette fois les régions occupées par les barbares. Mais la civilisation de l'Extrême-Asie n'a pu se répandre que difficilement dans le Plateau Central. Au contraire, la civilisation de l'Extrême-Europe a converti toute l'Europe, puis, devenue civilisation européenne, s'est étendue par terre et par mer à travers l'Eurasie propre (Russie et Asie antérieure musulmane), à travers l'Eurasie faite telle par la conquête (Inde (1) et Océan Indien) jusqu'à

(1) L'Inde d'aujourd'hui ne devant être étudiée qu'à la fin de cet ouvrage, je donnerai quelques indications sur le mouvement national et démocratique en 1923. Les Hindous ont trois partis. Le parti modéré de Shashi, favorable au Congrès national, demande l'autonomie de l'Inde dans l'empire britannique et des réformes sociales progressives. Le parti de la non-coopération avec les Anglais (*swadeshi*), dont le chant est le *Bande Mataram*, de Chandra Chattopadhyaya † 1894, s'est formé en 1905, quand le vice-roi a séparé le Bengale en deux provinces, pour donner dans la plus orientale la majorité aux Musulmans; le mouvement débuta par le boycottage des marchandises anglaises (tel que Tagore le peint dans *The Home and the World*) et aboutit à des attentats terroristes. Le gouvernement céda, rétablit l'unité du Bengale et transporta la capitale à Delhi (1911). Le *swadeshi*, disparu momentanément, fut repris en 1919 par Gandhi, qui prêcha, outre le boycottage, l'ignorance complète des lois et de l'administration britanniques; le *swadeshi* de Gandhi est mystique, hostile aux institutions libérales, et, s'il prescrit la charité, il ne favorise pas l'émancipation des masses; il a perdu de son influence. Le parti de C. R. Das, aujourd'hui prépondérant, cherche à obtenir la majorité dans l'Assemblée Législative et les Assemblées Provinciales, pour en faire les centres du mouvement révolutionnaire. Les Musulmans ont deux partis : *All Moslem League* (dep. 1913), qui a collaboré avec le Congrès national, et le *Khalifat*, panislamiste, qui soutint le sultan de

l'Extrême-Asie, où nous allons maintenant en voir les effets.

Constantinople contre l'Angleterre mais accepta la révolution faite par l'assemblée d'Angora ; les Moplahs, qui se sont révoltés, sont des Arabes du Malabar, musulmans fanatiques. Les Sikhs (du Panjâb) ont un parti révolutionnaire (*Akali*), qui a fomenté l'insurrection d'Amritsar. Il y a des partis nationalistes régionaux (bengali, marâthe, tamul, etc.). Les révolutionnaires sont hostiles aux râja ; le Parlement britannique a voté en 1923 une loi, qui assure à ceux-ci la protection de l'Angleterre contre leurs sujets. Enfin les tribus des montagnes du nord-ouest s'agitent sous l'impulsion des bolchévistes et des révolutionnaires afghans et persans.

Je ne puis que mentionner ici les grands efforts que fait la France pour éduquer les Indiens des cinq colonies qu'elle a pu conserver de son grand empire du XVIII^e siècle (Pondichéry, Mahé, Karikal, Yanaon, Chandernagor (265 200 h.) ; l'Inde, qui est représentée au Parlement Français par un sénateur et un député, a un gouverneur, un conseil de cinq membres nommés et un conseil général de vingt-huit membres élus. C'est en étudiant dans les volumes suivants la grande œuvre que la France accomplit dans l'Indo-Chine et la question du Pacifique que je montrerai le rôle joué par la France dans la civilisation de l'Asie, rôle indiqué t. IV, p. cccx.

C. — LA CIVILISATION DE L'EXTRÊME-ASIE (1).

I

La civilisation continentale de l'Extrême-Asie, la civilisation chinoise n'est pas eurasiennne, comme les civilisations que nous venons d'examiner. Les Chinois ont bien tiré les premiers principes de leur civilisation des civilisations millénaires de l'Asie antérieure, qu'ils ont probablement connues avant de s'établir en Chine; le Plateau Central, habité autrefois par des peuples sédentaires,

(1) L'histoire de la *Chine* a été traitée des origines aux Sung (t. I, introd., p. lxxvii et suiv., et p. 44 à 71); sous les Sung et les Mongols (t. II, p. 175 et suiv.); sous les Ming (t. II, p. 228 et suiv.; t. III, p. 50 et suiv.); sous les Mandchous du dix-septième et du dix-huitième siècle (t. III, p. 493 et suiv.); du début du dix-neuvième siècle à 1860 (t. IV, p. ccxvii et suiv.); de 1860 à 1895 (t. VIII, à partir de la p. 412). Le confucianisme, l'organisation de l'État et de la famille (t. I, chap. 1^{er}, II et III). Le bouddhisme chinois (t. 1^{er}, chap. iv, particulièrement p. 353 à 362). Le laïsme et le taoïsme (t. I, chap. v). La philosophie postérieure à Confucius (dans l'histoire générale et t. III, chap. III, IV, p. 18 à 61). La littérature (dans l'histoire générale et t. III, p. 483). Le théâtre (t. II, p. 268 à 275; t. III, p. 538). L'art (t. II, p. 299 à 311). Le roman (t. III, p. 508 à 514). Les jardins (t. II, p. 286). Voir pour la bibliographie les notes des tomes précédents et du tome VIII.

leur a permis d'entretenir des communications intermittentes avec l'Inde et la Perse, principalement du troisième siècle de l'ère ancienne jusqu'aux grandes invasions barbares du septième et du huitième siècle de l'ère moderne, et, depuis, les migrations continuelles des nomades ont mis en rapports tous les peuples de l'Asie et de l'Europe; enfin la civilisation de l'Océan Indien s'est étendue à la Chine méridionale. Mais à l'époque même où il était cultivé le Plateau Central n'avait qu'une civilisation médiocre et la route de la soie était longue, difficile, menacée, les nomades transmettent mal une culture, dont ils ne savent presque rien, et la civilisation de l'Océan Indien était une civilisation maritime, qui exerçait une action superficielle sur les habitants des côtes et n'en exerçait presque aucune sur ceux de l'intérieur. Nous rencontrons donc pour la première fois une civilisation qui jusque dans ces derniers temps ne devait rien à l'Europe et, prise dans son ensemble, ne relevait pas de l'Inde ou de l'Asie antérieure, malgré les nombreux emprunts qu'elle leur avait faits. Quoiqu'il ne puisse plus être question d'en faire une civilisation à part comme on le voulait autrefois, c'est certainement la civilisation la plus originale et la plus indépendante qu'il y ait eue dans le monde. Cette civilisation n'a pas été supérieure à celle de l'Inde et de l'Océan Indien dans les arts, les lettres, les sciences, la philosophie ou même dans la pratique de certaines vertus morales; elle s'en est distinguée par le même caractère qui a distingué la civilisation occidentale de

la civilisation méditerranéenne, la puissance de diffusion dans les masses. Seulement, ce caractère populaire, elle l'a eu dès l'antiquité la plus reculée, alors que toutes les autres civilisations du monde étaient encore purement aristocratiques. C'est le résultat de la manière particulière dont elle s'est formée.

Les Chinois, à leur arrivée dans le bassin du fleuve Jaune, étaient des pasteurs et des nomades; leur connaissance de la civilisation de l'Asie antérieure n'avait pu leur donner sa constitution sociale compliquée; ils formaient un simple agrégat de clans gouvernés patriarcalement par leurs chefs. Cette organisation n'avait rien d'original; beaucoup de peuples, au cours de leur histoire primitive, en eurent une semblable. Ce qui est original chez les Chinois, c'est qu'ils conservèrent une organisation, qui disparut chez les autres peuples, et en tirèrent un État et une société développés. Plusieurs raisons contribuèrent à fixer chez eux le type primitif du patriarcat. Séparés par des forêts du continent et de la mer, ils vécurent presque entièrement sur eux-mêmes pendant quinze cents ou deux mille ans. Au lieu de soumettre les peuples sauvages, dont descendent les Miao tse, ils les massacrèrent ou les repoussèrent dans l'intérieur des forêts et des montagnes, il n'y eut donc pas chez eux une race dominante et une race asservie. Dans un pays fertile ils se firent agriculteurs; ils restèrent longtemps sans avoir des villes qui fussent autre chose que de grands villages; la Chine ne fut donc pas, comme les autres États de

l'antiquité, une confédération de cités rivales ou soumises par un despote, dont les bourgeois, libres et cultivés, se distinguaient des paysans incultes et esclaves; en Chine, les agriculteurs furent toujours considérés comme supérieurs aux habitants des villes. Pendant des siècles la Chine n'eut pas de bourgeoisie, pas de classes, de castes, de corporations, de noblesse militaire, ni de sacerdoce. Les chefs de clans élisaient un chef suprême, un empereur, pour les conduire dans des entreprises particulières, il y eut ensuite des empereurs à vie, enfin des empereurs héréditaires (dynasties de Hia (2205-1766) et de Shang (1766-1122). Le souverain dirigeait les chefs de clan, qui dirigeaient les pères de famille, restés maîtres chez eux et par suite responsables de la bonne conduite des leurs. Des siècles d'une pareille organisation donnèrent aux Chinois une conception particulière des êtres et des choses, qu'aucun progrès, aucun événement, aucune influence étrangère ne devait plus être capable de détruire.

Et cependant ni les événements, ni les influences étrangères ne devaient manquer. L'histoire millénaire de la Chine est celle de la lutte de ce pays agricole et pacifique contre les nomades de l'Asie centrale : à de certaines époques, la Chine les domina par son organisation supérieure; à d'autres époques, démembrée, elle ne put se défendre contre les barbares, qui lui imposèrent leurs institutions, souvent aussi celle des peuples civilisés de l'Inde et de l'Asie antérieure, mais toujours les Chinois finirent par absorber les envahisseurs, par

s'assimiler les institutions étrangères en les transformant et par rétablir leur démocratie patriarcale.

La première invasion les réduisit au servage. A leurs clans agricoles se superposèrent les clans militaires des vainqueurs, dont les chefs devinrent des princes souverains sous la suzeraineté du chef du clan de Cheu (1122-255), qui portait le titre de roi (*wang*); il n'y eut plus d'empereur. Les envahisseurs n'avaient point de civilisation; les Chinois en avaient une, qui s'était répandue dans les masses; elle s'étendit aux envahisseurs, dont les clans militaires prirent le caractère patriarcal des clans chinois. Quand les vainqueurs et les vaincus se furent fondus, les Chinois protestèrent contre l'organisation aristocratique que les barbares avaient donnée à la société; c'est alors que Confucius (551-479) et ses disciples compilèrent les anciens poèmes, les anciennes lois, les anciens rites, les anciennes traditions historiques ou légendaires et demandèrent le retour à l'empire patriarcal. Mais, l'influence de la noblesse, d'origine barbare, étant encore trop grande pour qu'on pût rétablir l'ancienne égalité, le confucianisme voulut lui donner une constitution toute chinoise et l'ouvrir à tous, en la fondant dans une élite nouvelle appropriée au caractère des Chinois démocrates, qui n'en avaient jamais eu. Ce ne fut pas une classe héréditaire, jouissant de certains privilèges, ce fut la classe des lettrés, où se recrutaient les fonctionnaires; en faisaient partie tous ceux qui le méritaient par leur savoir et leur conduite.

Cette élite différa par son esprit de l'élite des autres peuples; elle n'enseigna pas à la masse d'idées nouvelles, elle se contenta de coordonner les idées de la masse. Le confucianisme put ainsi rendre la pensée chinoise entièrement consciente et maîtresse de ce qui faisait son domaine propre, mais elle lui fixa aussi des limites qu'elle ne devait pas dépasser. Il proposa aux rois et aux ministres un seul but, le bien-être du peuple, mais un bien-être purement matériel; il les soumit à la tradition, mais la tradition de clans d'agriculteurs; il réprouva comme inutiles ou même dangereux le culte désintéressé de la science, de l'art et de la vertu, toute spéculation religieuse ou métaphysique, toute foi, tout enthousiasme et poussa le positivisme jusqu'à tenir le succès pour la seule preuve de la vertu.

Les confucianistes ne purent, il est vrai, que préparer la révolution que fit un roi demi barbare de l'Est, Ts'ing Shi Hwang Ti (221), le fondateur de l'empire unifié. Mais ils surent en profiter, ils détrônèrent les Ts'ing et créèrent un empire chinois patriarcal et égalitaire (Han de 206 de l'ère ancienne à 221 de l'ère moderne). Avec les Han la civilisation chinoise antique atteignit son apogée; elle adapta les simples doctrines du confucianisme aux besoins d'un État véritable, les concilia avec les idées et les institutions des civilisations de l'Asie antérieure et de l'Inde, connues par les conquêtes continentales et le commerce maritime. Quelle que fût la supériorité de ces civilisations sur la civilisation chinoise, elles étaient restées le

propre d'une élite, elles n'avaient pas pénétré dans les masses réduites à l'esclavage ou à une condition inférieure. Au contraire, les masses chinoises étaient civilisées; si elles acceptèrent le bouddhisme égalitaire, elles repoussèrent tout ce qui dans la culture de l'Asie antérieure exigeait l'existence de classes privilégiées, et le nouvel empire dut se conformer à cette pression des masses : il n'y eut plus de clans militaires, ni de noblesse véritable; les ministères du gouvernement centralisé furent dirigés par des conseils; les membres de ces conseils et tous les fonctionnaires durent passer des examens, auxquels tous les Chinois pouvaient prendre part. La division, plus théorique que pratique de la société, en révèle le caractère; il y avait quatre classes : lettrés, agriculteurs, artisans et commerçants. C'était là une division bien différente de celle des Indiens en prêtres, guerriers, gens du peuple, races inférieures. Et la Chine n'avait pas de castes. On peut donc dire que ce fut le premier pays à reconnaître ces principes de dignité humaine, de droits de l'homme en tant qu'homme, qui, en Occident, distinguent les sociétés modernes des sociétés antiques. Cette reconnaissance de l'égalité des hommes, qui mettait la Chine en avance sur les autres pays, avait ses dangers à une époque où le médiocre développement de la civilisation ne permettait pas encore de répandre dans les masses l'instruction et le bien-être : la culture de la Chine n'eut pas ce que donne une élite véritable, mise au-dessus de certaines tentations par sa richesse et sa situation,

capable d'obéir à des sentiments chevaleresques, et de s'adonner à des études désintéressées; la mentalité de la Chine devait toujours manquer d'élévation, d'ampleur et de hardiesse. De plus, l'égalité que la Chine avait créée n'était pas l'égalité individualiste, qui favorise les découvertes, les inventions et les réformes; c'était l'égalité des pères de famille, maîtres absolus de tous les membres de leur maison, sujets soumis absolument au souverain autocrate considéré comme le Père de tous. A bien des époques, le régime patriarcal ne différa pas du despotisme et l'égalité chinoise fut l'égalité dans la servitude. Pour corriger le despotisme, le confucianisme soumettait, il est vrai, le chef de l'État et les chefs de famille à la tradition, leur puissance n'était pas arbitraire, l'empereur et le père pouvaient être déposés s'il était prouvé qu'ils se départaient des préceptes des ancêtres. Mais poser la tradition comme la règle intangible, c'était repousser tout progrès, qu'il vînt de l'étranger ou du développement naturel de la société. Aussi la constitution démocratique de l'empire chinois ne le sauva-t-elle pas de la décadence où finirent les autres États de l'antiquité, fondés sur des principes si différents. Il connut les mêmes vices, la même routine, jusqu'aux mêmes inégalités sociales, contre lesquelles se produisirent les mêmes révoltes; tombé dans l'anarchie, il disparut, comme tous les empires, dans les invasions des barbares.

C'est de la fusion des barbares et des anciens civilisés que sont sortis les Chinois actuels. Sous

les T'ang (618-907) l'élément barbare prédominait encore, mais déjà transformé par l'ancienne civilisation; aussi la Chine d'alors eut-elle des qualités qui n'étaient pas conformes à sa tradition : le goût de la guerre et des aventures, le mysticisme, l'ardeur à s'assimiler les nouveautés. Ces qualités sont celles d'une élite encore pleine de l'esprit féodal, elles contrastaient avec les mœurs d'un peuple démocratique, surtout dans un temps où les invasions des barbares l'avaient réduit à l'ignorance et à la misère; aussi tendait-il à se former une élite mi-barbare et mi-chinoise. Mais la civilisation chinoise l'empêcha parce que c'était une civilisation des masses. Dans tous les autres pays du monde les sociétés modernes ont différé profondément des sociétés antiques : celles-ci excluaient les masses de la civilisation, que celles-là leur donnèrent, quoique ce fût longtemps parcimonieusement. Au contraire, dans la Chine, démocratisée dès l'origine, le peuple maintint presque dans son entier la civilisation du passé, que l'élite aurait partiellement rejetée; la Chine moderne tient à la Chine antique beaucoup plus intimement qu'aucun peuple moderne ne tient au peuple antique dont il est sorti. C'est la raison pour laquelle sa civilisation fut au Moyen Age bien supérieure à celle de l'Occident; l'empire des Sung (961-1280) marque l'apogée de la Chine moderne, comme celui des Han avait marqué l'apogée de la Chine ancienne. C'est aussi la raison pour laquelle la Chine nouvelle, restée trop semblable à la Chine antique, tomba en décadence, alors que

les autres peuples continuaient de se développer.

Le plus grand empire du monde et le plus civilisé ne put repousser quelques hordes de nomades. Les Mongols conquièrent la Chine, où ils fondèrent la dynastie de Yuen (1208-1280-1368), avec Pe king pour capitale. Le traditionalisme passif des masses sauva encore la civilisation et la Chine eut de nouveau une dynastie chinoise, les Ming (1368-1643). Pendant deux siècles, le confucianisme égalitaire et patriarcal aida la Chine à réparer les maux des invasions, à refaire sa population et sa richesse diminuées, les mœurs s'adoucirent sous un gouvernement civil, qui répandait le bien-être. Mais le confucianisme avait donné tout ce qu'il pouvait donner; le traditionalisme des masses, profondément mais médiocrement civilisées, avait arrêté tout progrès, l'établissement des barbares dans le nord avait eu pour résultat d'y mêler la barbarie à la civilisation, et cette barbarie, légalisée, justifiée par la philosophie des lettrés, comme le meilleur moyen de défendre le système patriarcal et les restes d'une culture en décadence, était pire que la barbarie impulsive et inconsciente des nomades.

L'anarchie devint telle que cinquante millions de Chinois se laissèrent subjugué par le petit peuple barbare des Mandchous, qui ne comptait peut-être pas 200 000 âmes, ils acceptèrent les Ts'ing (1644-1911) comme souverains et ceux-ci acceptèrent en retour le confucianisme égalitaire et patriarcal. Mais ce fut pour donner le spectacle d'une cour restée barbare sous les apparences de

l'ancienne cour civilisée, d'un gouvernement de lettrés serviles devant cette cour et tyrannisant, au nom d'une philosophie démocratique, un peuple tombé dans la misère. Tout ce qui restait à ce peuple d'énergie et d'espérance, il le mit pendant deux siècles et demi dans les sociétés secrètes qui préparaient une révolution. Cette révolution, il la voulut d'abord nationale pour chasser les dominateurs barbares et restaurer la Chine du passé. Avec le temps il comprit que ces barbares n'étaient pas pires que les lettrés corrompus, qui leur avaient apporté le secours d'un gouvernement civilisé, il rêva d'un bouleversement politique complet qui le délivrerait à la fois de l'autocratie impériale et de l'avidité des mandarins. Mais détruire le régime patriarcal dans l'État, c'était le détruire dans la famille, détruire avec lui toute cette civilisation des masses, qui avait autrefois mis la Chine en avance des autres pays, qui lui avait donné la démocratie et lui avait permis de rester elle-même après tant d'invasions. Aussi bien la tyrannie de la famille était-elle devenue à la longue la plus rétrograde de toutes : elle brisait le caractère, apprenait à ne cultiver dans l'esprit que la mémoire ; la raideur et la dureté du père, le respect craintif des enfants empêchaient l'affection véritable ; les rites faisaient de toute la vie une comédie, où l'hypocrisie se mêlait à la puérilité ; l'infériorité où l'on tenait la femme la dégradait : au lieu d'exercer une influence favorable, elle fatiguait l'homme de ses intrigues et le rabaissait en lui faisant partager ses superstitions.

Par suite, la révolution qui s'imposait au peuple chinois était une révolution qu'il devait vraiment faire contre lui-même, contre son organisation familiale et sociale, contre sa conception des relations du souverain et des sujets, du père et des enfants, de l'homme et de la femme; une révolution qui devait bouleverser tout ce qu'il avait depuis des milliers d'années respecté et aimé.

*
* * (1)

Pour comprendre cette révolution, dont nous avons déjà raconté le début, la révolte des T'ai ping, et dont nous suivrons les progrès au cours de ce volume et des volumes suivants, nous n'avons pas à revenir sur la constitution politique, les principes généraux de la morale, les arts et la philosophie, qui ont déjà été étudiés; par contre, nous devons nous représenter l'organisation sociale, non plus telle que l'établissaient les livres, mais telle que les événements et la vie quotidienne l'avaient faite car il n'a pas été possible de la décrire dans le récit de l'histoire chinoise.

Les sujets de l'empire se divisaient en deux classes : les *lang* et les *tsien*. L'immense majorité des Chinois appartenait à la classe des *lang*, les citoyens libres et dignes. Les *lang* étaient juridi-

(1) ALABASTER, *Notes and Commentaries on Chinese criminal law together with a brief excursus on the law of property*; les ouvrages déjà cités de GROOT et de WILLIAMS; FARJENEL, *le Peuple Chinois*; H. CORDIER, art. *Chine*, dans la *Grande Encyclopédie*.

quement égaux : tous pouvaient se présenter aux examens et, s'ils étaient reçus, arriver aux plus hautes fonctions. Il y avait cependant deux exceptions. L'une était de droit : sous l'influence des envahisseurs s'était établie une noblesse héréditaire mais, à chaque génération, le chef de la famille anoblie descendait d'un rang dans la hiérarchie; dans beaucoup de cas la noblesse disparaissait dès la seconde ou la troisième génération; le principal privilège des nobles était de ne pouvoir être arrêtés sans une autorisation spéciale de l'empereur. L'autre exception était de fait : la plupart des lettrés et par suite des fonctionnaires étaient fils de lettrés; il ne pouvait en être autrement dans un pays trop pauvre et trop mal organisé pour avoir pu établir l'instruction gratuite et obligatoire.

La seconde classe était celle des *tsien* ou personnes viles; elle comprenait les serviteurs, les esclaves et les membres des professions méprisées (acteurs, prostituées, jongleurs, bateliers de certaines régions); les membres de ces professions, quoique vils, avaient tous les droits des personnes libres. Les serviteurs étaient assimilés aux esclaves pendant le temps où ils servaient, d'ailleurs de leur plein gré; en principe, ils étaient tenus de rester chez leur maître jusqu'au terme fixé dans leur contrat; en pratique, ils s'en allaient quand ils le voulaient. Il existait deux catégories d'esclaves : les esclaves de l'État, qui étaient les forçats, et les esclaves des particuliers; ceux-ci l'étaient soit de naissance, parce qu'ils étaient les

enfants d'esclaves, soit en vertu d'un contrat, parce qu'ils s'étaient vendus ou que leurs parents les avaient vendus. La loi interdisait au père de vendre ses enfants, mais les magistrats n'osaient s'opposer au libre exercice de la puissance paternelle. Il était rare qu'un père vendit un de ses fils; aussi, dans l'intérieur de la Chine propre, ne voyait-on guère d'esclaves mâles; il arrivait assez fréquemment, au contraire, qu'un père vendit sa fille, soit à des particuliers, qui l'emploieraient comme domestique, soit à une maison de prostitution. Le mariage de l'esclave était valide, mais il ne devait épouser qu'une esclave; il pouvait se constituer un pécule avec l'autorisation de son maître. Les esclaves étaient d'ordinaire bien traités, la loi favorisait leur affranchissement.

La famille (*kia*) avait conservé son organisation patriarcale, malgré les changements que l'évolution de la société avait produits dans les mœurs. Le groupement familial comprenait habituellement de quarante à cinquante personnes : le chef (*kia chang*), sa femme, ses concubines, ses descendants, souvent ses frères puînés ou même ses cousins, ses esclaves et ses serviteurs. Le culte des ancêtres était resté la véritable religion. Le chef de famille était responsable devant l'État de la conduite des siens : il pouvait se défaire de ses enfants au moment de leur naissance, les vendre à tout âge, les fouetter jusqu'à les tuer, à condition que la mort pût être attribuée à un accident. Pour infliger la peine capitale à l'un de ses enfants, il devait s'adresser à la justice, qui était d'ailleurs

impitoyable : le parricide était découpé en petits morceaux; la bru qui avait répondu par des injures aux mauvais traitements de sa belle-mère était étranglée. D'ordinaire, le père ne soumettait pas le cas de l'enfant coupable au magistrat, mais au conseil de famille, composé de six à huit personnes, dont la plupart n'habitaient pas sa maison; le conseil de famille pouvait infliger la mort sans que les mandarins intervinssent : on cite des exemples d'enfants incestueux emmurés vivants, de fils dissipateurs cousus dans des sacs et jetés à la rivière (1). La femme devait obéissance absolue à son mari; il n'avait pourtant pas le droit de la vendre ou de la prostituer. La mère, surtout la mère veuve, avait une grande autorité sur ses fils. Les anciens clans subsistaient, quoique l'État refusât de les reconnaître. Tous les membres d'un clan portaient le même nom (2); il existait seulement quelques centaines de clans, mais, comme leurs membres étaient dispersés dans toute la Chine, ce qui comptait, c'était les sous-clans pro-

(1) ALABASTER (p. 156 et suiv.) : « Si un père bat son fils désobéissant jusqu'à le tuer, il peut être condamné à cent coups; s'il le tue sans motif légitime, il peut être condamné à soixante coups et à une année de déportation; mais, s'il l'a tué parce que le fils a insulté ou frappé ses parents justement irrités, il ne sera tenu aucun compte de la chose. » Alabaster mentionne la décision d'un tribunal qui acquitta un grand-père coupable d'avoir enterré vivant son petit-fils parce que celui-ci l'avait injurié.

(2) Les Chinois admettent théoriquement qu'il n'existe en Chine que 456 noms patronymiques (*sing*). De fait on n'y trouve pas la même diversité de noms que dans les autres pays. Sous l'empire le mariage était prohibé entre personnes portant le même nom, mais on obtenait des dispenses.

vinciaux, surtout les sous-clans régionaux. Dans le midi, les clans étaient fortement organisés et l'autorité du chef (*tsu chang*) était considérable; les clans ne cessaient de se combattre, et les sociétés secrètes étaient le plus souvent formées par des gens d'un même clan ou de clans alliés.

La constitution patriarcale avait déterminé le régime de la propriété foncière. Sous les deux premières dynasties le sol appartenait à l'empereur, il le distribuait aux familles paysannes, qui en cultivaient une partie en commun (par village) et d'autres parties chacune pour soi. Les Cheu et les autres clans de l'Ouest, qui se partagèrent la Chine, réduisirent les paysans au servage; moyennant le paiement de lourds impôts, les princes accordaient la jouissance du sol aux villages, qui en faisaient le partage périodique entre les familles. Quand Shi hwang ti fonda l'empire centralisé, il affranchit les paysans et leur donna la terre comme propriété particulière, c'était empêcher qu'il se reformât une noblesse terrienne (1). Les Han se départirent de cette politique, ils permirent aux nobles d'acquérir de vastes domaines, puis de reconstituer des principautés, les invasions des barbares établirent la féodalité, les paysans retombèrent dans le servage. Les T'ang détruisirent la féodalité et libérèrent les paysans, auxquels ils rendirent la pro-

(1) La propriété privée semble avoir existé dans l'État de Ts'in dès le IV^e siècle.

Voir t. I^{er}, ch. II. *Le confucianisme dans la civilisation japonaise. Les réformes politiques et sociales.*

priété individuelle de leurs domaines. Les Sung favorisèrent aussi les paysans, mais, par crainte de voir se reconstituer la grande propriété, l'un de leurs ministres, Wang ngan shi, supprima au onzième siècle la propriété foncière individuelle; il donna toutes les terres aux villages, qui devaient n'en concéder la jouissance aux familles que pour quelques années. Cette mesure produisit une telle confusion qu'au bout de quinze ans on la rapporta. Depuis lors, quoique l'État fût reconnu comme le seul propriétaire du sol et que la rente fût confondue avec l'impôt, la jouissance perpétuelle du sol fut attribuée à ceux qui l'acquéraient conformément à la loi; cette jouissance perpétuelle équivalait de fait à la propriété, aussi peut-on appeler ceux qui l'acquéraient des propriétaires. Les familles paysannes n'eurent donc plus rien à craindre de l'État, mais elles continuèrent de lutter contre les riches et les nobles, qui cherchaient à reconstituer de grands domaines d'un caractère presque féodal. Les Mongols réduisirent les paysans chinois à une condition misérable et leurs chefs s'approprièrent des terres immenses, qu'ils les forçaient à cultiver. Les Ming rétablirent la propriété paysanne; les Mandchous la respectèrent; ils confisquèrent pourtant une partie considérable du sol pour la donner à leurs clans, particulièrement au clan impérial, qui constituait pour les princes des apanages à vie; les mandarins chinois, enrichis par leurs exactions, devenaient aussi de grands propriétaires. Cependant, au début du vingtième siècle, la plus grande partie de la

Chine intérieure était au régime de la petite propriété; cette petite propriété était libre et dans l'ensemble bien protégée; s'il arrivait trop souvent que les mandarins confisquassent la récolte, ils n'osaient confisquer le sol lui-même. Il existait, en effet, un cadastre, où étaient inscrits les domaines avec les noms de leurs propriétaires; ceux-ci recevaient, en outre, des titres de propriété (*hung k'i*) (1). Le propriétaire était obligé de payer les impôts et de cultiver convenablement son domaine sous peine de confiscation. Les grands propriétaires cédaient leurs terres à bail contre un loyer en argent ou la cession d'une part de la récolte, qui variait entre quatre et six dixièmes. La grande propriété était souvent individuelle; la petite propriété était presque toujours familiale : du vivant du père, il était contraire à l'esprit de la loi que le domaine fût partagé, quoique ce ne fût pas défendu; après sa mort, les fils pouvaient partager le domaine, mais il était jugé préférable qu'ils le laissassent indivis et le cultivassent conjointement sous la direction du fils aîné.

Dès une époque reculée, les paysans se groupèrent en villages, régis par des Anciens. Mais la constitution de ces villages changea bien des fois; le régime moderne semble s'être ébauché sous les Sung, formé sous les Mongols; les Ming l'organisèrent légalement. La commune comprenait une centaine de feux, répartis en sections de dix feux

(1) *Hung* (*hong*) veut dire rouge, ces titres sont sur papier rouge.

sous des dizainiers. Tous les habitants d'un village payaient les impôts et devaient les prestations, mais n'étaient considérés comme citoyens de la commune que ceux qui y étaient nés d'une famille y résidant. Il n'était pas rare que tous les habitants d'un village portassent le même nom; en général, on n'y trouvait pas plus de deux ou trois noms. L'assemblée communale comprenait tous les chefs de famille, mais eux seulement; elle choisissait les fonctionnaires municipaux, qui formaient deux groupes : d'une part, les représentants de la commune, le maire (*pao cheng*) et les dizainiers; de l'autre, les représentants de l'État, le percepteur (*li chang*) et ses auxiliaires (1).

Il se peut qu'anciennement les villes aient possédé des institutions municipales, mais depuis des siècles l'État les avait abolies; les quartiers (*li*) avaient cependant des représentants élus et les feux étaient répartis par groupes de dix sous des dizainiers. La constitution sociale de la population urbaine rappelait celle de la population rurale. S'il y avait de gros commerçants très riches, la grande majorité des artisans et des commerçants (presque confondus, puisque la plupart des artisans vendaient eux-mêmes leurs produits) formaient de petits groupes patriarcaux : l'aïeul travaillait avec ses fils, ses petits-fils et ses apprentis, qui pendant le temps où il les instrui-

(1) Dans les petits villages le même homme cumulait les deux fonctions de *pao cheng* et de *li chang*.

sait étaient considérés en quelque sorte comme ses fils adoptifs.

L'État interdisait en principe toutes les formes d'association ; aussi n'existait-il aucune guilde véritable à laquelle on fût forcé de s'inscrire et, bien que le code défendit de changer de résidence ou de profession, les mandarins n'empêchaient personne de le faire. Malgré l'État, il s'était pourtant constitué dans les villes des corporations d'artisans et de marchands, qui avaient leurs syndics et leurs tribunaux, sans compter des associations de toutes sortes, depuis des sociétés littéraires et des sociétés de bienfaisance jusqu'à des ligues de mendiants et de voleurs. Les sociétés politiques étaient toutes secrètes.

Les masses chinoises n'étaient pas dénuées de culture : le confucianisme favorise l'instruction ; il y avait dans toutes les villes et presque dans tous les villages importants des lettrés sans emploi, qui gagnaient leur vie en enseignant les caractères à ceux qui le désiraient. La moitié des Chinois mâles connaissaient plusieurs centaines de caractères, beaucoup même les deux mille caractères qu'enseignent les écoles primaires du Japon.

Les masses chinoises étaient donc civilisées, quoique l'influence des envahisseurs barbares les eussent rendues superstitieuses et cruelles. Un autre gouvernement eût pu en faire un grand peuple, tant leurs qualités l'emportaient sur les défauts qu'avaient produits les invasions, l'anarchie et les exactions ; mais le gouvernement encourageait, au contraire, des superstitions, qui l'ai-

daient à maintenir son pouvoir, et provoquait la cruauté en la pratiquant. Si cette cruauté, la corruption et la barbarie de la cour, la routine et les malversations des mandarins, l'excès du traditionalisme et du régime patriarcal avaient rendu une révolution nécessaire, si le caractère trop exclusivement chinois des institutions et de la mentalité imposait une rénovation sous l'influence de l'étranger, les grands avantages que le peuple avait retirés d'une civilisation millénaire et véritablement populaire, l'égalité, la diffusion de la petite propriété bien protégée par la loi, l'absence de classes et de guildes devaient le préserver des pires conséquences des révolutions, lui permettre de continuer sa vie d'ordre et de travail malgré l'anarchie.

II

La civilisation chinoise, dont la principale qualité était sa puissance de diffusion, ne s'était pas seulement répandue dans les masses de la Chine mais aussi chez les peuples voisins par la conquête, le commerce, l'influence morale et l'émigration. Comme l'Europe nord-occidentale subit pendant des siècles l'attraction de la Méditerranée, ainsi en fut-il de la Chine et de l'Océan Indien. La Chine conquit à plusieurs reprises l'Annam et la Birmanie, elle imposa sa suzeraineté au Laos et au Siam, ses émigrants forment la masse de la population urbaine de ces pays. Mais, comme la civilisation occidentale ne chassa pas complète-

ment la civilisation méditerranéenne du sud de l'Europe, la civilisation chinoise se mêla avec la civilisation indienne dans la presqu'île qu'on a pour cette raison appelée l'Indo-Chine (1).

(1) La Chine occupa l'Annam : sous Shi Hwang Ti (III^e s. av. J.-C.), sous les Han, de 121 av. J.-C. à 39 ap. J.-C. et de 42 à 186; pendant l'anarchie qui suivit la chute des Han et les invasions des barbares, de 226 à 540; sous les T'ang et les Sung, de 603 à 939; sous les Ming, de 1407 à 1427. C'est à cette époque (1428) que se fonda la dynastie annamite des Le postérieurs (1428-1802), qui reçut de la Chine l'investiture et le sceau et lui paya le tribut. Au seizième siècle, les Le durent partager la souveraineté avec une seconde dynastie, les Mac (1527-1548). Puis, tandis que le Tong king eut ses propres souverains, les Le de l'Annam ne conservèrent plus qu'un rang nominal avec le titre de *bua*, le pouvoir réel passa aux Nguyen, qui prirent le titre de *shua*. Au dix-huitième siècle, leur tyrannie provoqua la révolte des trois frères dits Tay son (1773-1801). Le shua Nguyen Anh réussit, après une longue lutte, à vaincre les rebelles; il chassa le dernier roi (ou *bua*) Le et prit la couronne sous le nom de Gia long (1802-1820). Ses successeurs furent le cruel Min mang (1820-1841), Thie tri (1841-1847), Tu duc (1847-1883), Duc duc ou Phu dak (1883), Hie phoa (1883), Kien phuc (1883-1884), Donc kanh (1884-1889), Thanh thai (1889-1907), Duy tan (1907-1916), Khai dinh (1916). (Tous les *u* de ces noms se prononcent à peu près comme des *u* français.)

Pour l'établissement des Français en Indo-Chine (où Louis XVI était intervenu en faveur de Gia long), voir t. IV, p. cccxvi, et t. VIII, p. 130.

L'influence de la Chine a été prépondérante dans l'Annam, où l'on trouve aussi une monarchie patriarcale, un gouvernement de lettrés reçus aux examens, une hiérarchie de fonctionnaires civils, une autre de fonctionnaires militaires, des censeurs, des conseils de ministres, le culte des ancêtres, le confucianisme; l'influence de l'Inde n'y apparaît que dans le bouddhisme, qui est la religion du peuple : encore les Annamites l'ont-ils reçu de la Chine et tel qu'elle l'a transformé.

La Chine imposa sa suzeraineté aux autres royaumes de l'Indo-Chine : au Siam (1673, 1786, 1810), au Laos (depuis

La civilisation chinoise s'étendit aussi vers l'Ouest, comme la civilisation de l'Europe occidentale s'étendait vers l'Est, mais elle rencontra le Plateau Central, qui n'est habité que par des nomades : aussi ne réussit-elle pas à gagner de proche en proche toute l'Asie, comme la civilisation occidentale toute l'Europe; elle ne convertit même pas tous les habitants de l'empire chinois : les Mandchous seuls se fondirent avec les Chinois; les Mongols restèrent bouddhistes et shamanistes, les Turcs musulmans; les montagnards du Thibet continuèrent d'obéir à leurs lama.

Enfin, il y a eu en Extrême-Asie une civilisation maritime, celle de la mer Jaune, qu'on peut comparer à celle de la Manche et de la mer du Nord. Nous étudierons spécialement la Corée dans le tome VIII; l'histoire de la civilisation japonaise a fait l'objet des six premiers volumes de cet ouvrage. Remarquons seulement ici qu'on peut comparer le rôle de la Chine dans la civilisation extrême-orientale à celui de la France dans la civilisation extrême-occidentale, et qu'on peut de même rapprocher le rôle du Japon de celui de l'Angleterre. Puissances continentales, héritières directes d'une civilisation millénaire, qui prévalut sur les coutumes des barbares, la Chine et la France créèrent la monarchie absolue et centra-

1730), à la Birmanie (conquise au moyen âge en 1751, et en 1790). Mais ces pays devaient beaucoup plus à l'Inde qu'à la Chine jusqu'à l'immigration chinoise de la fin du dix-neuvième siècle, que nous étudierons ailleurs.

lisée, dont le développement rendit leur société égalitaire. Puissances insulaires, d'origine moderne et sans héritage direct de l'antiquité, le Japon et l'Angleterre créèrent des États aristocratiques avec un pouvoir central moins fort et des institutions représentatives, parce que les coutumes des barbares y restèrent longtemps prépondérantes (1). Sans des influences étrangères, le

(1) Ces constatations ne contredisent pas ce qui a été dit au début de cette introduction du caractère aristocratique des civilisations antiques (exception faite du principe particulier de la civilisation chinoise, principe si souvent violé dans la pratique) et de la conception nouvelle que les sociétés modernes se sont faite des rapports entre les classes. On peut admettre, d'une manière générale, trois stades de l'évolution des sociétés. Dans les sociétés barbares, demi barbares ou même demi civilisées, il existe une certaine égalité, exception faite de l'esclavage des vaincus. Plus les sociétés deviennent complexes en se civilisant, plus l'inégalité augmente entre les classes. Au contraire, dans les sociétés très civilisées, la diffusion de la civilisation dans les masses tend à fondre les classes. Mais dans les sociétés de la Méditerranée et de l'Asie antérieure, l'esclavage et le servage (*colonat* romain), dans l'Inde le régime des castes empêchèrent cette diffusion de la civilisation dans les masses de produire ses effets naturels dans l'ordre social et politique; ce fut cette contradiction qui y amena l'anarchie et causa leur dissolution. Nous venons de voir que la constitution sociale de la Chine avait différé de celle de tous les autres peuples de l'antiquité et que, malgré ses défauts, les crises qu'ils provoquèrent, la décadence de la Chine ancienne et les invasions des barbares, son caractère démocratique avait toujours fini par l'emporter sur les essais de hiérarchie sociale qui s'étaient produits à plusieurs époques. Si certains États du monde moderne, où les coutumes des barbares se maintinrent à côté de celles empruntées aux pays civilisés (comme ce fut le cas en Angleterre et au Japon), eurent longtemps l'inégalité sociale, c'est que deux races s'y opposaient, l'une conquérante, qui forma, du moins au début, la noblesse, l'autre con-

Japon et l'Angleterre auraient difficilement répandu la civilisation dans les masses. Mais l'Angleterre a été pendant des siècles sous l'influence de la France et le Japon n'a rien reçu du monde que sous la forme chinoise; comme la langue japonaise moderne mêle autant le chinois au japonais que la langue anglaise moderne le français à l'anglo-saxon, la culture japonaise a autant mêlé la démocratie chinoise à ses propres tendances aristocratiques que l'Angleterre a mêlé aux siennes la démocratie française. Mais, tandis qu'en Chine la culture de l'élite n'était qu'une forme épurée de la culture de la masse, au Japon la culture de la masse était en réalité la culture de l'élite étendue peu à peu à tous. Pour faire comprendre comment cette culture poussa toutes les classes de la société japonaise à détruire le gouvernement shōgunal et ce qui restait de la féodalité, il suffira de rappeler ce qui a été dit dans les volumes précédents des causes de la révolution : la transformation des clans féodaux en petites républiques, l'extension de la classe des samurai, qui comprenait un million et demi de personnes au milieu du dix-neuvième siècle, leur pauvreté, leur fierté, leur esprit démocratique, la constitution de guildes et d'associations, les chartes des villes, les institutions municipales des villages, la diffusion simultanée des sentiments chevaleresques et des prin-

quise, qui forma, du moins au début, le peuple. La fusion progressive des classes, propre aux civilisations modernes, ne put s'y produire qu'après que les races se furent elles-mêmes fondues.

cipes égalitaires du confucianisme dans les masses urbaines et même chez les paysans affranchis du servage. On peut s'étonner que, des deux grands pays qui avaient créé la civilisation de l'Extrême-Asie comme une civilisation propre à se répandre dans les masses, aucun n'ait pu adopter le régime moderne et des institutions libérales sans faire une révolution ; c'est que la diffusion de la civilisation européenne ne leur laissa pas le temps de se transformer progressivement.

III

La civilisation européenne, dont nous avons suivi la diffusion de l'Ouest à l'Est, était en effet parvenue par terre jusqu'au Pacifique, transformant l'Extrême-Asie par les civilisations eurasiennes de la Russie, de l'Islam, de l'Inde et de l'Océan Indien ; elle avait aussi atteint la Chine par mer : les colonies européennes de Hong-Kong et des Treaty-Ports exerçaient une influence croissante. L'unité du vieux continent, détruite par les barbares dans les premiers siècles de l'ère moderne, était ainsi refaite et même plus fortement qu'elle ne l'avait jamais été dans l'antiquité : tous les événements que nous raconterons au cours de ces volumes appartiennent à l'histoire de l'Europe autant qu'à celle de l'Asie. Nous avons déjà étudié l'influence de l'Europe sur le Japon ; les relations de l'Europe et de la Chine jusqu'en 1860 ont été exposées dans le tome IV, leurs relations posté-

rieures le seront au cours de ces volumes. Ce qu'il faut ici, pour achever cette histoire de la diffusion de la civilisation européenne, c'est donner une idée générale de la transformation de l'Asie sous son influence et la comparer à celle des pays eura-siens.

Pour comprendre cette transformation de la Chine et du Japon, nous devons nous en rappeler un facteur principal, que nous avons négligé dans cette introduction, consacrée à la diffusion de la civilisation européenne, parce que nous l'avions constamment mis au premier plan dans les autres volumes de cet ouvrage. Aussi bien dans l'antiquité que dans les temps modernes, les peuples de l'Asie et de l'Europe ont suivi des évolutions assez semblables, dont les principales phases ont été la fondation des empires de l'antiquité, les invasions des barbares, la création des nations modernes par la fusion des barbares et des anciens peuples, la constitution par ces nations naissantes d'États centralisés imités des anciens États, leur décadence, la féodalité, la monarchie absolue, l'État impersonnel autocratique, la transformation de cet État en État constitutionnel moderne. Plusieurs causes ont cependant empêché ces évolutions d'être tout à fait semblables : les principales sont l'influence plus ou moins grande des civilisations antiques sur les peuples formés après les invasions, la persistance dans certaines régions des invasions barbares, la conquête de plusieurs pays de l'Asie par les Puissances européennes. La Chine et le Japon sont les seuls pays de l'Asie dont

l'évolution a été normale, au moins dans ses grandes lignes; celle du Japon l'a d'ailleurs été plus que celle de la Chine parce que la mer l'avait mis à l'abri des invasions et que, s'il s'était inspiré de la civilisation antique de la Chine, il ne l'avait pas continuée directement; son évolution a rappelé d'une manière remarquable celle de certains peuples occidentaux. La similitude des conditions politiques et sociales a produit des résultats supérieurs à ceux qu'a produits la proximité de l'Europe ou la conquête européenne, et c'est pourquoi le Japon s'est transformé plus tôt et plus heureusement qu'aucun pays de l'Asie et même que la Russie. Par contre, la Chine et le Japon, beaucoup plus civilisés que les autres peuples de l'Asie et d'un caractère national plus fort, ont opposé une résistance beaucoup plus grande à la conquête européenne et à ce que la civilisation européenne avait de purement européen.

Sans doute, au Japon et en Chine, comme dans les pays eurasiens, les premières réformes furent l'œuvre de quelques hommes d'État intelligents et énergiques, qui voulurent fondre la civilisation de l'Extrême-Asie et celle de l'Europe, conserver de la première ce qu'ils y jugeaient encore fécond, prendre à la seconde ce qui convenait à leur esprit et à leur tempérament ou simplement à leurs intérêts; désireux de garder le pouvoir et d'en étendre les attributions, imbus de traditions autocratiques, ils s'inspirèrent moins des pays les plus égalitaires de l'Europe que de ceux qui, tout en progressant, avaient conservé la monarchie centralisée ou une

aristocratie puissante, ils distinguèrent le régime moderne de la démocratie et, dans le régime moderne, s'intéressèrent surtout à la civilisation matérielle. Une pareille sélection avait quelque chose de l'artificialité que présente l'œuvre de Pierre le Grand, de Catherine II, de Mahmûd II, d'Abd ul Medjid, de Mehemet Ali et des vice-rois de l'Inde, les procédés de gouvernement étaient les mêmes parce que l'idée première était la même, la civilisation par la contrainte. Aussi les réformes rencontrèrent-elles d'abord de l'opposition dans le peuple; nous avons vu avec quelle violence les Japonais résistèrent entre 1857 et 1877 à l'admission des étrangers et aux mesures qui s'inspiraient de l'Occident, nous verrons dans le tome IX que les changements accomplis par l'empereur Kwang siu provoquèrent la révolte des Boxeurs. Puis, comme au Japon et en Chine les paysans, qui faisaient la majorité de la population, étaient d'un caractère docile, ils cédèrent à la pression du gouvernement, qui, fort de leur appui, put vaincre la résistance des foules soulevées par les traditionalistes. Mais, si une pareille obéissance n'était encore que de la résignation, les conditions ne devaient pas tarder à changer complètement.

En effet, ce rapprochement entre l'œuvre accomplie en Extrême-Asie et l'œuvre accomplie en Eurasie ne doit pas cacher le contraste qui existait entre elles. Dans les pays eurasiens, les réformateurs ne s'adressèrent qu'à l'élite et négligèrent les masses. Il ne pouvait en être ainsi en Extrême-Asie où la civilisation était homogène et

développée, même dans le peuple : aussi, dès le début, les hommes du Meiji abolirent-ils les distinctions qui séparaient les classes et supprimèrent-ils les clans féodaux, dont ils distribuèrent les terres aux paysans, ils établirent l'instruction primaire obligatoire et la conscription ; en Chine, les traditions égalitaires du confucianisme firent que, dès le temps de l'Empire, ce qu'on adopta de l'Occident le fut surtout dans l'intérêt des masses.

Conçues dans des esprits si différents, exécutées dans des conditions si différentes, les réformes de l'Extrême-Asie et celles de l'Eurasie ont eu des résultats tout différents. Tandis que les réformes accomplies en Eurasie restèrent sans grande influence sur les masses jusqu'au jour où, soulevées par les agitateurs, elles firent des révolutions qui amenèrent l'anarchie, les réformes accomplies en Extrême-Asie y ont véritablement transformé les masses. Mais, maintenant qu'un demi-siècle s'est écoulé depuis la révolution japonaise et que les effets de la révolution chinoise commencent à se manifester, on voit que cette transformation n'a pas été celle qu'on attendait. Si les institutions et les mœurs empruntées à l'étranger ont été dans l'ensemble bien assimilées, si beaucoup des traditions du passé ont disparu, si les progrès accomplis sont remarquables, ces changements n'ont amené ni l'eupéanisation de l'Extrême-Asie, qu'espéraient beaucoup d'Européens, ni la rénovation de l'ancienne civilisation extrême-asiatique, sur laquelle comptaient les plus prudents

des réformateurs. De cette œuvre inconsciente et féconde que produit la vie quotidienne du peuple il commence de sortir, par un phénomène de mutation, une civilisation nouvelle, qu'on peut appeler la civilisation néo-asiatique.

En exposant la transformation intellectuelle et morale du Japon dans la seconde moitié du tome VI, nous avons essayé d'en distinguer quelques traits, sans l'appeler encore néo-asiatique, parce que dans les premières années du vingtième siècle elle ne s'était guère répandue au dehors du Japon et qu'au Japon même il était encore impossible d'y faire la part du présent et celle du passé, la part de l'imitation et celle de l'originalité.

Nous ne pouvons pas non plus l'étudier systématiquement dans cette introduction parce qu'il nous faut d'abord en suivre l'évolution au cours des événements qui font l'objet de ces volumes et particulièrement des révolutions qui ont bouleversé l'Asie; c'est seulement dans la conclusion de cet ouvrage que nous l'examinerons dans son ensemble et chercherons à la juger. Pour le moment nous devons nous borner à en signaler les caractères les plus apparents, sans même essayer de séparer ceux qui semblent durables de ceux qui semblent passagers, tant ils sont encore confondus.

La civilisation néo-asiatique se signale d'abord par sa force d'expansion : après avoir transformé le Japon, la Chine et la Corée, elle gagne l'Indo-Chine et l'Archipel de la Sonde, pénètre dans l'Inde et se répand même dans l'Eurasie; elle semble capable d'accomplir l'œuvre que l'ancienne civilisa-

tion extrême-asiatique n'avait fait qu'ébaucher, la conquête du continent asiatique de l'Est à l'Ouest; elle s'opposera donc à la civilisation européenne, qui a commencé, elle aussi, de le conquérir dans la direction contraire. Sa puissance de diffusion de peuple à peuple est le résultat de sa puissance de diffusion dans les masses; car elle n'est pas seulement une civilisation des masses dans le sens que l'influence de l'élite et des classes moyennes l'a étendue progressivement jusqu'aux masses, comme ç'a été le cas pour la civilisation européenne: si les classes instruites en ont suscité la création, ce sont surtout les masses qui l'ont faite. Elles n'ont pas gardé de l'ancienne civilisation tout ce que les hautes classes désiraient en garder; par contre, elles en ont sauvé beaucoup d'institutions et de coutumes que les hautes classes avaient sacrifiées; ce qu'elles ont conservé, elles l'ont profondément transformé, tandis que les hautes classes avaient prétendu laisser intacts les usages et les croyances qu'elles considéraient comme sacrés. De même, les masses n'ont pris à la civilisation étrangère qu'une partie de ce que les hautes classes y avaient choisi, mais elles lui ont emprunté la démocratie, dont les hautes classes ne voulaient pas; tout ce qu'elles ont reçu de l'étranger, elles se le sont assimilé en le renouvelant complètement; on ne retrouve pas chez elles cet esprit de pure imitation qu'avaient les réformateurs.

Civilisation des masses, la civilisation néo-asiatique est égalitaire: la Chine n'a jamais eu de classes; la révolution a détruit les anciennes

classes du Japon et les distinctions que le gouvernement du Meiji a établies sont des appellations vaines, qui ne seront bientôt qu'un souvenir; le peuple japonais est aujourd'hui aussi égalitaire que le peuple chinois; il en est de même du peuple coréen. Mais on ne peut encore distinguer dans ces tendances démocratiques ce qui revient au confucianisme, ce qui revient à l'influence occidentale et ce qui revient à l'impulsion propre de l'Asie nouvelle. L'égalité des classes a produit l'égalité des sexes; tandis que dans l'Asie du dix-neuvième siècle la situation de la femme était bien inférieure à celle qu'elle avait dans n'importe quel pays occidental, le féminisme se développe maintenant plus rapidement en Chine et au Japon que dans certains pays de l'Europe orientale. La puissance paternelle n'a pas déchu autant que la puissance maritale, elle déchoit pourtant très vite : le premier acte du gouvernement du Meiji a été de déclarer que les recensements ne dénombreraient plus les familles mais les individus, aujourd'hui la famille japonaise n'est pas plus forte que la famille européenne; la révolution chinoise a débuté par la destruction des tablettes des ancêtres.

L'idéalisme exalté qui provoqua les révolutions et que leur premier effet fut d'exagérer s'efface devant une conception réaliste de la vie, où l'on ne saurait encore faire la part du positivisme confucianiste, des mœurs et des doctrines de l'Occident et de la mentalité qui se forme dans les masses asiatiques. La religion occupe dans la civilisation néo-asiatique une place moindre que dans les

autres civilisations : c'est là le résultat des enseignements séculaires de la philosophie chinoise, dont les doctrines, élaborées par les lettrés, ont fini par se répandre dans le peuple, qui les a inconsciemment poussées à leurs conséquences extrêmes : la religion officielle de la Chine impériale n'était qu'un mélange de déclamations vides et de superstitions ; le culte d'État inauguré par le néo-shintô n'a pas remplacé le bouddhisme, qu'il a perdu ; à l'époque de la révolution et des grandes guerres le peuple le vivifiait de son patriotisme et de son amour de la liberté ; depuis, il n'y a plus vu que des rites en partie trop archaïques, en partie trop modernes, et il s'en est désintéressé. L'irreligion de la civilisation néo-asiatique provient aussi de l'influence occidentale, qui a ruiné les anciennes religions de l'Extrême-Asie sans réussir à la convertir au christianisme, car, en même temps que le christianisme, elle y a répandu le matérialisme, qui peut s'accorder avec le positivisme confucianiste et la conception purement phénoméniste du monde que s'est faite le bouddhisme. L'ardeur belliqueuse, qui n'a jamais existé en Chine, s'est affaiblie au Japon, à mesure que la classe des anciens samurai s'est fondue dans la masse. Les études classiques n'ont plus le même prestige, les arts et les lettres semblent moins goûtés, l'ancienne culture résiste difficilement aux progrès de la nouvelle civilisation populaire. L'industrie et le commerce, que les samurai condamnaient et que les lettrés chinois méprisaient, tiennent maintenant la première

place ; les Chinois ont toujours aimé l'argent et personne au Japon ne comprendrait plus le philosophe samurai qui disait à son fils : « Si les circonstances vous obligent à faire un marché, ayez soin que le mauvais marché soit pour vous. » Ces diverses tendances ont diminué le nationalisme intransigeant des premières années du vingtième siècle, sinon dans les gouvernements et dans une partie des hautes classes, du moins chez la plupart des intellectuels, dans les classes moyennes et dans les masses. La civilisation néo-asiatique ne fondra pas les peuples de l'Asie, mais elle a commencé de leur donner des mœurs, des idées et des sentiments communs ; le temps n'est peut-être pas éloigné où ils s'allieront au moins dans les questions où leurs intérêts concordent.

Pour l'instant le caractère le plus remarquable de la civilisation néo-asiatique est le mélange du traditionalisme en de certaines matières et en d'autres d'un tel mépris de la tradition que l'Europe ne connaît rien de semblable, l'union d'un esprit de solidarité, qui tend parfois au socialisme, et d'un individualisme outré, de la croyance que l'État doit intervenir en tout et d'une opposition persistante à toutes ses interventions. Cette opposition, qui ne sera que passagère et qu'effacera quelque jour une synthèse originale, provient de ce que la nouvelle civilisation des masses s'inspire à la fois de l'ancienne civilisation extrême-asiatique et de la civilisation américaine (1).

(1) Je ne signale ici que les caractères par lesquels la civili-

En effet, tandis qu'au début de la transformation de l'Asie le gouvernement et les hautes classes imitaient l'Europe, les masses n'ont jamais subi qu'une seule influence, celle des États-Unis, et elles l'ont subie au point que par de certains côtés elles s'américanisent; à mesure qu'elles se sont instruites, éduquées, enrichies, et qu'elles ont imposé les réformes, au lieu de les subir, les gouvernements et les hautes classes ont dû à leur tour accepter l'influence américaine.

Cette influence de l'Amérique s'explique d'abord par des raisons d'ordre matériel : la proximité relative, le développement de la navigation dans le Pacifique, la richesse, la puissance, le prestige des États-Unis, l'intérêt qu'ils prennent aux questions asiatiques, leur occupation des Hawaii et des Philippines, l'extension de leur commerce en Asie, l'émigration japonaise dans l'Amérique du Nord et du Sud, les progrès de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, dont la civilisation se rap-

sation néo-asiatique se distingue de l'ancienne civilisation extrême-asiatique et de la culture de transition imposée par les réformateurs, qui ont été suffisamment étudiées dans les volumes précédents. L'une et l'autre subsistent en grande partie, la civilisation néo-asiatique est en voie de formation, hésitante et confuse. Ce que j'en dis ici ne doit pas en donner une idée défavorable; des masses habituées à une civilisation millénaire ne peuvent pas être aussi brusquement transformées sans que se produisent chez elles le scepticisme, la violence, une certaine anarchie. Mais les grandes qualités du peuple chinois et du peuple japonais subsistent entières, comme le prouvent les chiffres très bas de la criminalité japonaise. L'influence américaine est surtout grande chez les Chinois des Treaty Ports et des colonies européennes, les Japonais des ports et des villes de Nippon oriental.

proche de la civilisation américaine et finira probablement par se confondre avec elle.

Ce sont pourtant les raisons d'ordre moral qui ont été déterminantes. La civilisation américaine est une civilisation des masses par son origine ; elle peut donc plus facilement aider à la formation d'une civilisation où les masses ont la part principale que la civilisation européenne, qui s'est sans doute étendue aux masses mais que l'élite a créée. Au contraire des sociétés européennes, où les classes ne se fondent que lentement et difficilement, la société américaine est une société sans classes, capable par conséquent d'exercer une grande influence sur la Chine, qui n'a elle-même pas de classes, et sur le Japon, qui a fait une révolution pour détruire la division en classes. Enfin l'élément humain, l'élément européen et l'élément propre à chaque peuple d'Europe sont si mêlés dans la civilisation européenne qu'il est presque impossible de les dissocier brusquement et que seule une évolution séculaire sera capable de le faire. La Chine et le Japon auraient donc été menacés de devoir, comme l'Inde et la Turquie, renoncer à une partie de leurs traditions nationales pour adopter celles de peuples étrangers, mais l'Amérique leur offrait une civilisation devenue distincte de la civilisation européenne, dont elle était sortie. Cette civilisation avait perdu les traditions européennes, elle ne s'en était pas encore créé de personnelles, dans ses grandes lignes elle se présentait donc aux Extrême Asiatiques comme une civilisation sans traditions. Or, il est beaucoup plus facile pour un peuple aux

traditions millénaires de s'assimiler une civilisation sans traditions qu'une civilisation dont les traditions sont l'opposé des siennes.

La civilisation dont l'influence est la plus considérable sur la civilisation néo-asiatique est donc une civilisation reçue par mer. Mais l'influence d'une civilisation reçue par mer peut être maintenant profonde et durable. La fréquence des communications, le commerce, les inventions techniques, les emprunts, les traités permettent à la civilisation matérielle de se répandre beaucoup plus facilement qu'autrefois, tandis que la connaissance généralisée de certaines langues, les livres, les journaux, les conférences, l'émigration aident à la diffusion des principes de la civilisation morale, surtout des principes démocratiques. De plus, dans le cas de l'Extrême-Asie, la propagation de la civilisation américaine était préparée par l'expansion terrestre de la civilisation européenne et par l'évolution de la Chine et du Japon, qui les avait amenés au même stade de développement que les pays de l'Europe et de l'Amérique.

Pour comprendre l'influence qu'exerce l'Amérique, il nous faut étudier sommairement sa civilisation. Cette étude achevée, nous pourrions aborder l'examen des problèmes que nous avons jusqu'ici réservés comme intéressant le monde entier (1).

(1) Le christianisme japonais est étudié VI, p. 449 à 472. En Chine (1920) il y avait 1 994 000 catholiques et 618 000 protestants.

D. — LA CIVILISATION AMÉRICAINE

I (1)

Comme nous l'avons vu, c'est à une crise de la civilisation de l'Europe occidentale qu'il faut faire remonter l'origine première de la civilisation amé-

(1) Les *Pilgrims (of Holland)*, au nombre d'une centaine, partirent de Plymouth sur la *Mayflower*, le 6 septembre 1620, et abordèrent le 21 décembre au cap Cod (dans le Massachusetts); ils y bâtirent New Plymouth. Des puritains (conduits par Endicott dep. 1628), fondèrent Salem (1626) et Boston (1630). En 1692, les deux colonies formèrent le Massachusetts; d'après la charte de Guillaume III (1693), la majorité des habitants de chaque paroisse en déterminait le culte, qui était subventionné par tous; cette Constitution n'a été entièrement révisée qu'en 1833. Hawthorne a décrit dans son roman : *The Scarlet Letter* le Boston d'alors, où la moindre offense à la morale puritaine était punie par l'État comme un crime contre la société. Roger Williams (1600-1663) émigra en 1631; désapprouvant la tyrannie des puritains et leur conduite envers les indigènes, il fonda la ville de Providence, au Rhode Island (juin 1636), qui professa la tolérance et ne prit aucun territoire aux Indiens sans les indemniser; il établit la première Église baptiste d'Amérique. On appelle New England les États de Maine (dep. 1820), Massachusetts, New Hampshire (1623), Connecticut (1634) et Vermont (XVIII^e siècle). Les colonies eurent au début quelques esclaves nègres; à partir de 1780, l'esclavage disparut. Penn (1644-1718) fonda la Pennsylvanie pour les Quakers et construisit Philadelphie (1682); les Quakers, qui condamnaient l'usage des

ricaine. Les dissidents anglais s'expatrièrent parce qu'ils repoussaient l'influence de la civilisation

armes signèrent des traités avec les Indiens et purent ainsi s'avancer vers l'ouest.

Dès 1585, Raleigh avait envoyé une expédition prendre possession du pays au sud du Delaware, qu'il avait nommé Virginie en l'honneur de la reine Elisabeth. La colonie fut constituée en 1606; Jamestown, près de la baie Chesapeake, fondé en 1607. Les immigrants plantèrent du tabac et introduisirent des esclaves nègres d'Afrique à partir de 1619. En 1632, Charles I^{er} donna le nord de la Virginie, appelé dès lors Maryland, au catholique Calvert, lord Baltimore, qui en fit un lieu d'asile pour les catholiques anglais (dep. 1634). Ceux-ci obtinrent pour le Maryland le *Toleration Act*, qui conférait les mêmes droits aux fidèles des divers cultes. Sous Cromwell, les anglicans royalistes vinrent rejoindre les catholiques; les Washington, qui avaient combattu pour le roi contre le Parlement, s'établirent en Virginie (1657). Charles II donna en 1663 la Caroline à lord Clarendon, le beau-père de Jacques II; la colonie fut reprise en 1729 par la Couronne, qui sépara la Caroline du Nord de celle du Sud. La Géorgie fut fondée en 1732 par des philanthropes, mais revint à la Couronne en 1751. Les colonies du sud accueillirent des huguenots français (1685) et au XVIII^e siècle les Jacobites, protestants ou catholiques; ce sont ces nouveaux colons que Thackeray a peints dans son roman *The Virginians*, la suite d'*Esmond*.

En 1630, les Suédois s'étaient établis sur l'estuaire du Delaware; leurs possessions cédées à la Hollande, puis anglaises en 1664, furent données aux Quakers de Pennsylvanie (1682). Les Hollandais avaient colonisé l'État actuel de New York, où ils bâtirent, en 1614, sur l'île de Manhattan, un fort qui devint en 1623 Nieu Amsterdam. Il y avait dans la vallée du Hudson des seigneurs féodaux, dits *patroon*, dans la ville de riches commerçants; ils possédaient de nombreux esclaves nègres. L'Angleterre conquit la colonie en 1664, en perdit une partie, qu'elle reconquit définitivement en 1674; Charles II la donna à son frère le duc d'York (plus tard Jacques II), qui changea le nom de Nieu Amsterdam en celui de New-York et concéda des fiefs dans la vallée du Hudson à des nobles anglais (*lords of manor*). New Jersey fut colonisé par les Hollandais, cédé à l'Angleterre

antique et de la civilisation méditerranéenne, parce que, disciples de Calvin, ils voulaient unir les principes anglais de la liberté et du *self-govern-*

en 1664. New York et New Jersey renoncèrent à l'esclavage en même temps que les colonies du Nord. Washington Irving a écrit l'histoire humoristique de la colonie hollandaise : *A History of New York by Diedrich Knickerbocker* (1809).

Toutes les colonies se gouvernaient elles-mêmes et avaient leurs assemblées élues.

Boston fonda le premier journal en 1704. Harvard College, à Cambridge près de Boston, date de 1636; Princeton College (New Jersey) de 1746; Rutgers College (New Jersey) de 1766; Yale University (à New Haven, Connecticut) de 1701; Columbia University (New-York) de 1754; Dartmouth College (à Hanover, New-Hampshire) de 1769; Brown University (à Providence, Rhode Island) de 1764; William and Mary College (Williamsburg) de 1693; l'Université de Lexington de 1749; Hampden-Sidney College de 1776 (tous les trois en Virginie).

Le soulèvement des colonies commença en 1775, la déclaration d'Indépendance est du 4 (8) juillet 1776. Le 6 février 1778, la France s'allia avec l'Amérique; l'Espagne entra dans l'alliance et reprit la Floride. La capitulation de l'armée anglaise à Yorktown (19 octobre 1781) mit fin à la guerre sur le sol américain; la paix fut signée deux ans après; le traité de Paris fut ratifié par le Congrès américain le 14 janvier 1784. La France, à qui l'Espagne avait rendu la Louisiane en 1800, la céda, en 1803, aux États-Unis. La population des colonies était de 3 929 214 habitants en 1790 (dont 59 527 nègres libres et 697 681 nègres esclaves); de 4 306 446 en 1800 (dont 108 435 nègres libres et 893 602 nègres esclaves). En 1800, la Virginie avait 880 000 habitants; la Pennsylvanie 602 000 (Philadelphie 45 000 (1700) et 70 000 (1800); l'État de New York 589 000 (New York 6 000 (1700), 22 800 (1774), 60 000 (1800); le Massachusetts (qui comprenait alors le Maine) 423 000 (Boston (25 000); l'État de New-Jersey 211 000.

Tous les États se donnèrent des Constitutions, (Virginie (1776). Ambassade en France (1776-85) de Franklin (1706-90).

Trente-trois pour cent des habitants du Maryland sont catholiques (pour la plupart des immigrants). Les Anglicans sont en petite minorité dans tous les États du Sud.

ment avec le principe français de l'égalité : ils avaient douté que cette union pût s'accomplir en Europe, pensé qu'elle serait facile dans des colonies où l'organisation politique et sociale de l'Europe n'existait pas et ne pouvait pas exister.

Si les premiers principes de la civilisation américaine furent ainsi d'origine européenne, ils devaient dans un milieu nouveau produire une civilisation différente de celle de l'Europe. La constitution de cette civilisation a pris trois siècles.

Les petites colonies établies par les puritains, bien que soumises à la Couronne d'Angleterre, étaient des républiques bourgeoises; c'étaient aussi des républiques théocratiques, dont les autorités élues surveillaient tous les actes de la vie privée et expulsaient ou emprisonnaient quiconque n'acceptait pas la doctrine puritaine; si elles avaient rejeté la plupart des traditions européennes, elles avaient leurs traditions propres, qu'elles gardèrent jalousement pendant des siècles; les idées dont elles s'inspiraient différaient donc de celles qui devaient inspirer la civilisation américaine. Mais ces colonies n'étaient pas les seules de l'Amérique anglaise. Dans le Rhode Island, Roger Williams avait fondé une colonie baptiste, qui professait la tolérance. La Pennsylvanie avait été créée par les Quakers. Dans le bassin du Hudson, les anciennes possessions hollandaises, devenues les colonies anglaises de New York et de New Jersey, avaient gardé la mentalité hollandaise : l'aptitude aux affaires, particulièrement au commerce, et la tendance à la libre

pensée. Enfin les colonies du Sud, dont la Virginie était la plus importante, avaient accueilli les cavaliers épiscopaliens persécutés par Cromwell, les Jacobites exilés par la maison de Hanovre; les préjugés aristocratiques y étaient forts. Le Maryland avait été donné aux catholiques, tous les cultes y étaient permis. Fondées par des hommes qui avaient émigré dans des buts si divers, ces colonies devaient corriger les défauts des colonies puritaines; celles-ci exercèrent pourtant une influence prépondérante, parce que, seules au début, elles étaient d'esprit égalitaire et républicain.

Sur tous ces groupes la vie américaine fit son œuvre. Forcés de combattre les Indiens, de défricher la forêt vierge, de naviguer malgré les Espagnols et les pirates, les Puritains de la Nouvelle-Angleterre perdirent de leurs habitudes bourgeoises et de leur fanatisme. A vivre dans leurs fermes isolées, les Cavaliers du Sud prirent le goût de la liberté; leur attachement à l'Église anglicane et à la royauté diminua rapidement; l'esprit aristocratique disparut moins facilement chez les nobles, mais, comme les métiers bas étaient laissés aux esclaves nègres achetés en Afrique, il s'établit une certaine égalité entre les blancs. Les petites colonies, qui, au dix-septième siècle, étaient encore européennes, s'intéressant les unes aux Stuarts, les autres à Cromwell, à Guillaume d'Orange et aux Guelfes, toutes soucieuses cependant de défendre leurs droits, devinrent au dix-huitième siècle américaines, elles commencèrent de se ressembler quand leurs rela-

tions devinrent plus fréquentes. Les traditions qu'elles avaient apportées d'Europe se perdaient, mais elles s'en étaient fait d'autres en Amérique, qui avaient des caractères communs.

Soixante ans de guerre contre les Français du Canada unirent moralement les colonies; quoiqu'elles dépendissent chacune individuellement de l'Angleterre, elles se regardaient déjà comme solidaires. L'Angleterre ne le comprit pas : au traité de Paris, elle s'était fait céder par la France le Canada, où tous les colons étaient alors Français, et la région entre les Alleghany et le Mississippi, habitée par des Indiens, qui se révoltèrent et qu'on ne soumit qu'après une longue lutte; cet enveloppement inquiéta les colonies. En même temps, le Parlement Britannique prétendit leur faire supporter les frais de la guerre contre la France et de celle contre les Indiens; elles protestèrent et contre les taxes, et contre le droit que le Parlement de Londres assumait de les taxer. Après dix ans de discussions et de troubles éclata la révolution; la France vint au secours des colonies; l'Angleterre, vaincue, dut reconnaître leur indépendance et leur céder la rive gauche du Mississippi.

L'Act dans lequel elles avaient déclaré leur indépendance montre à quel point elles s'étaient affranchies de leurs traditions premières trop étroites; s'inspirant de la philosophie européenne d'alors, parce qu'elles tenaient encore de près à l'Europe et aussi parce que la philosophie du dix-huitième siècle avait un caractère d'humanité

générale, elles formulèrent un programme qui s'adressait à tous les peuples : elles proclamaient l'égalité politique et sociale de tous les hommes, le droit de publication, d'association et de réunion, la liberté de conscience, la liberté de la presse, la liberté du commerce, le droit pour les peuples de disposer d'eux-mêmes et de se gouverner. Cette déclaration américaine d'Indépendance, qui suscita notre déclaration des Droits de l'homme, mit fin à la civilisation occidentale et fit naître à la fois la civilisation américaine et la civilisation européenne. Bien que fondées sur des principes communs, elles ne se sont pas développées de la même manière : nous avons étudié l'évolution et les crises de la civilisation européenne, nous allons suivre maintenant l'évolution de la civilisation américaine, en raconter les crises, car, quoiqu'elle ait rencontré moins d'obstacles que la civilisation européenne, les hésitations et les difficultés l'ont aussi par moment retardée.

Les colonies victorieuses s'étaient seulement alliées pour faire la guerre : dans ce but, un congrès, réuni depuis 1775 à Philadelphie, avait promulgué en 1781 des *Articles of Confederation*, qui assuraient la coopération des gouvernements coloniaux, mais laissaient à ces gouvernements une autorité exclusive sur leurs sujets ; l'armée ne dépendait que de son chef, le général Washington ; elle fut dissoute, la guerre finie. Il s'agissait de savoir si les colonies alliées se sépareraient pour recommencer à vivre chacune de sa vie propre ou si elles s'uniraient pour créer une république américaine.

Deux partis s'opposaient. Washington, Hamilton (1757-1804), un Écossais de New-York, et les républicains nationaux voulaient un gouvernement central fort, une organisation copiée sur celle des monarchies européennes; ils devaient abandonner leur nom de républicains nationaux pour celui de fédéralistes; de 1834 à 1854, ce furent les whigs; en 1854, leur parti, réorganisé comme anti-esclavagiste, devint le parti républicain actuel. Jefferson (1743-1826), qui fut ambassadeur en France de 1785 à 1789, et les antifédéralistes voulaient laisser aux colonies leur pleine souveraineté, ne les unir que par un accord vague comme les Articles de confédération; à son retour en Amérique, Jefferson donna aux antifédéralistes le nom de républicains; entre 1808 et 1812, ils le changèrent contre celui de démocrates, qu'ils ont conservé.

Hamilton dut faire quelques concessions, mais dans l'ensemble il réussit à faire prévaloir ses idées; c'est l'auteur de la Constitution du 17 septembre 1787, entrée en vigueur en 1789, qui régit encore l'Amérique (1). Le vote de la Constitution

(1) Le gouvernement central est chargé des Affaires étrangères, de la Guerre, de la Marine, de certaines mesures d'ordre général et des finances communes. L'exécutif est confié à un président, élu pour quatre ans par tous les citoyens au suffrage à deux degrés, et à des ministres, n'appartenant pas au Congrès, choisis par le président avec le consentement du Sénat, qui conservent leurs postes quatre ans. Le Congrès comprend deux Chambres : le Sénat et la Chambre des représentants. Chaque État a deux sénateurs élus par la *législature* de cet État pour six ans et renouvelables par tiers. Le nombre des représentants d'un

fut suivi en 1787 d'une décision capitale concernant la région située entre les monts Alleghany et le Mississippi : certains voulaient la partager entre les États, d'autres la donner à l'Union ; ces solutions furent écartées comme dangereuses et l'on décida que cette région formerait des territoires qui se gouverneraient eux-mêmes dès qu'ils compteraient 5 000 habitants et qui pourraient être admis dans l'Union dès qu'ils en compteraient 60 000. Ainsi se constitua la première grande république fédérative qu'a connue le monde ; il n'y avait plus de colonies américaines, il y avait les États-Unis d'Amérique (1).

État est proportionnel à sa population ; ils sont élus pour deux ans par vote général et direct, d'après la loi électorale propre à cet État. Les traités sont négociés et signés par le président, votés par le Sénat à une majorité des deux tiers. Le président a le droit de *veto*, tant qu'une loi n'obtient pas une majorité des deux tiers des voix dans les deux Chambres. Une Haute Cour de justice, dont les membres sont nommés à vie par le président et le Sénat, assure le respect de la Constitution de la part du président, des Chambres et des États. Dans chaque État, le pouvoir exécutif appartient au gouverneur élu par le peuple et à ses ministres ; le pouvoir législatif à la *législature* composée de deux Chambres. Chaque État a sa Constitution et sa législation. — Le vice-président de l'Union préside le Sénat.

Les pouvoirs du président sont ceux des rois du XVIII^e siècle, comme dans les républiques fondées à la fin du XIX^e les pouvoirs des présidents sont ceux des rois constitutionnels. Cependant le développement des idées démocratiques a rendu en temps de paix l'autorité du Congrès supérieure à celle du président. En temps de guerre, les pouvoirs du président sont presque absolus, comme on l'a vu par l'exemple de Lincoln, affranchissant les nègres par une proclamation, et par celui du président Wilson.

(1) Le vote du Congrès ne liait aucun État. L'Union ne devait

Malheureusement, ces mêmes hommes qui, par le vote de la Déclaration d'Indépendance et de la Constitution, avaient fait accomplir à l'Amérique et à l'humanité un progrès décisif, n'avaient pas compris la véritable nature et toute la portée de leur œuvre; alors qu'ils fondaient l'un des plus grands pays du monde, ils ne s'étaient pas dégagés de la mentalité coloniale dans la question de l'esclavage. Les États du Sud, la Virginie principalement, tenaient alors médiocrement à l'esclavage et l'opinion générale était qu'il serait aboli. Mais les gros propriétaires d'esclaves, influents dans le Congrès, firent décider que l'esclavage serait maintenu dans les États du Sud et qu'il serait établi dans les États qui se formeraient au midi de l'Ohio; de plus, ils obtinrent que, pour la Chambre des représentants, la population des États à esclaves serait calculée non pas d'après le nombre

se former que si neuf États l'acceptaient et dans ce cas les quatre autres États étaient libres de n'y pas entrer.

Entrèrent dans l'Union : Pennsylvania, Delaware, New Jersey (1787); Virginia, Georgia, North Carolina, Maryland, New York, Connecticut, New Hampshire, Massachusetts (1788); South Carolina (1789); Rhode Island (1790).

Washington, élu président à l'unanimité en 1788, entra en fonction le 4 mars 1789. Le fédéraliste Hamilton eut la Trésorerie (jusqu'en 1795); de 1790 à 1793, l'antifédéraliste Jefferson eut le secrétariat d'État, qui comprenait alors les Affaires étrangères et l'Intérieur. Des deux autres secrétaires, le général Knox, qui avait la Guerre, était fédéraliste et l'attorney-general, Randolph, plutôt antifédéraliste. Hamilton créa les services publics tels qu'ils existent encore, fit reconnaître par l'Union les dettes que les États avaient contractées au cours de la guerre de l'Indépendance, les consolida et fonda en 1791 la banque des États-Unis (supprimée en 1836).

des citoyens libres, mais d'après ce nombre majoré des trois cinquièmes du nombre des esclaves. Dès 1793, l'invention d'une machine à séparer le coton de la graine (*cotton gin*) et les progrès de l'industrie cotonnière en Angleterre amenèrent la plantation en grand du coton dans le Sud; l'achat d'esclaves fit monter la population servile de 697 000 en 1790 à 893 000 en 1800. Le temps était passé où le Sud aurait accepté pacifiquement l'abolition de l'esclavage.

La Constitution de 1787 et l'administration établie par Hamilton sous la présidence de Washington (1789-1797) avaient décidé du sort de l'État américain, elles n'avaient pas décidé du sort de la civilisation américaine. Il restait à déterminer si l'Amérique aurait, comme les pays européens, des classes distinctes et une classe ou des classes dirigeantes ou si elle fonderait un État et une société d'un type nouveau, où tous les citoyens auraient non seulement les mêmes droits mais aussi la même situation. La question se posait d'autant plus impérieusement que la Révolution française, qui venait d'éclater, se faisait au nom de l'égalité; que l'Angleterre prenait parti contre elle en soutenant que sa constitution aristocratique pouvait seule sauvegarder la liberté. Or, malgré la déclaration d'Indépendance et les mœurs égalitaires des cultivateurs de la Nouvelle Angleterre, la société était dans l'ensemble aristocratique : c'était naturel chez un peuple qui repoussait les Indiens dans les forêts et achetait des nègres en Afrique; d'ailleurs, l'État prépondérant était la

Virginie, fondée par des nobles. Aussi tous les États avaient-ils subordonné le droit de vote à un cens élevé. Il y eut une lutte aussi vive pour la fondation de la démocratie que pour la fondation de l'Union. Les fédéralistes, Washington, Hamilton, Jay (1745-1829), le premier *chief justice*, le puritain John Adams (1735-1824), du Massachusetts, qui remplaça Washington à la présidence, étaient opposés à la démocratie; effrayés par la Révolution française, ils se rapprochaient de l'Angleterre. Les antifédéralistes, conduits par Jefferson, l'auteur de la Déclaration d'Indépendance, voulaient mettre en pratique les principes posés par cette déclaration. Dès 1777, comme membre du Congrès de l'aristocratique et traditionaliste Virginie, Jefferson y avait fait abolir le droit d'ainesse, séparer l'Église de l'État, étendre le droit de suffrage, élire tous les fonctionnaires. Son arrivée à la présidence (1801-1809) assura le triomphe de ses idées; il fonda la démocratie américaine, associa la liberté et l'égalité, condamna toute idée de classe; il restreignit l'autorité de l'État fédéral sur les autres États et celle de ces États sur leurs citoyens, il favorisa l'établissement du suffrage universel et l'extension de l'élection à tous les postes des États, même ceux de la magistrature, il conseilla l'introduction de mœurs démocratiques, et prêcha d'exemple en supprimant le protocole monarchique que Washington avait introduit à la présidence. Si grande que fût l'influence de Jefferson, son œuvre ne s'acheva pas durant sa présidence, ni même de son vivant,

malgré le mérite de ses deux successeurs : Madison (1751-1836), de la Virginie (1809-1817), qui fit la guerre à l'Angleterre (1812-14), et Monroe (1759-1831), également de la Virginie (1817-25), qui formula la doctrine dite de Monroe à l'époque où les colonies espagnoles se soulevèrent contre la métropole. Les États ne changèrent que progressivement et l'un après l'autre leurs Constitutions; aujourd'hui même, si beaucoup ont les Constitutions les plus démocratiques du monde, certains (dans le Sud) ont soumis le droit de suffrage à tant de conditions qu'on ne peut pas dire qu'ils aient véritablement le suffrage universel. Quand même, à la mort de Jefferson, l'Amérique avait fait son choix, au moins théoriquement, elle avait renoncé à l'esprit et aux habitudes aristocratiques des colons pour adopter politiquement et socialement la démocratie.

La conception de Jefferson et celle de Hamilton semblaient contradictoires à l'époque où ils se combattaient et cependant il est apparu que seule leur union pouvait fonder la grandeur de l'Amérique. Hamilton n'avait pas seulement fait une Constitution pour les petites colonies d'alors, il en avait fait une pour la république de 110 millions d'hommes et de 9 millions de kilomètres carrés qu'est l'Amérique d'aujourd'hui; s'il n'avait pas constitué un pouvoir central fort, elle ne se serait pas créée ou se serait abîmée dans l'anarchie. Jefferson, qui acheta en 1803 à la France la région située entre le Mississippi et le Pacifique (1), com-

(1) Le Texas et la Californie appartenaient à l'Espagne et

prenait qu'il ne peuplerait pas ces immenses territoires avec les anciens colons trop peu nombreux déjà pour le territoire de leurs États et qu'il ne les défricherait pas avec les faibles capitaux dont ces États disposaient; grâce à cette puissance d'imagination que donne aux Américains l'immensité de leur continent, il rêvait d'attirer non plus quelques milliers d'émigrants européens, mais des millions et des millions, non plus quelques milliers de dollars de capitaux, mais des milliards et des milliards, et il savait que ces millions d'émigrés, ces milliards de dollars ne seraient pas attirés par de vieilles colonies à l'esprit aristocratique et traditionaliste, non plus que par un grand État centralisé et despotique, mais par l'égalité, la liberté, le *self government*, l'individualisme et la démocratie. Avec de pareilles conceptions, on était loin de la théocratie du Massachusetts, des quakers de la Pennsylvanie, qui n'avaient pas pris part à la guerre de l'indépendance parce que leur religion leur défend la lutte à main armée, des Cavaliers et des Jacobites de la Virginie. L'Amérique n'avait pas seulement rompu avec les idées anglaises; après s'être passionnée pour la lutte de l'Angleterre et de la Révolution française, les uns tenant pour l'Angleterre, les autres pour la France, elle avait définitivement rompu avec la civilisation européenne. Sans doute, la plupart des Européens

furent ensuite partie du Mexique jusqu'en 1848. Mais l'Oregon et le Washington, encore inexplorés, faisaient théoriquement partie de la Louisiane, encore que l'Angleterre les ait réclamés pour le Canada jusqu'à l'arrangement de 1846.

pensaient alors que la différence n'était pas à son avantage ; ils lui reprochaient l'esclavage, la guerre sans merci contre les Indiens, le mépris de la vie humaine et des conventions sociales, la violence des luttes politiques, l'âpreté au gain, le goût du jeu et de la spéculation, mais c'étaient là les conditions fatales d'un peuple jeune et cherchant sa voie, d'un pays en grande partie inculte ou même inexploré. Déjà il apparaissait qu'il s'y formait une nouvelle race d'hommes singulièrement forte par le développement simultané du corps et de l'esprit, la réunion des qualités que donne la vie sauvage et de celles que donne la vie civilisée ; que ces hommes étaient capables de vivre librement sous un gouvernement dont ils avaient élu tous les membres, un gouvernement disposant à peine de quelques régiments et de forces de police médiocres, sans coups d'État ni révolution, sans même de désordres, dans des conditions de paix et de sécurité au moins égales à celles des pays dont l'armée était la plus nombreuse et l'administration la plus minutieuse ! dans des conditions de stabilité qu'aucun de ce pays ne connaissait.

II (1)

L'histoire des États-Unis de la guerre de 1812 à la guerre de la Sécession est celle de la lutte entre les traditions particularistes des États et le gou-

(1) Le Sud, prépondérant au début, se développa beaucoup moins que le Nord et le Centre, si bien qu'en 1820 il n'avait plus

vernement centralisé créé par Washington et Hamilton, entre l'esprit proprement colonial et la civilisation américaine, libérale et démocratique,

que 90 représentants à la Chambre sur 223. Comme il craignait de voir les démocrates du Nord l'abandonner, il essaya de s'assurer une majorité au Sénat en faisant admettre dans l'Union des États esclavagistes. Quand le Nord eut fait admettre Vermont, non esclavagiste (1791), le Sud fit admettre Kentucky (1792) et Tennessee (1796), esclavagistes. Le Nord obtint Ohio (1802), Indiana (1816), Illinois (1818), Maine (1820); le Sud Louisiana (1812), Mississippi (1817), Alabama (1819). A l'ouest du Mississippi, la ligne qui séparait la région à esclaves de la région sans esclaves fut reportée au 36° 30' parallèle (1820) par le *Missouri Compromise* et le Missouri entra dans l'Union comme esclavagiste (1821).

La lutte garda un caractère modéré sous les grands présidents Jefferson, Madison, Monroe et sous Quincy Adams (1767-1848), le fils de John Adams, et comme lui du Massachusetts, mais passé aux démocrates (1825-1829). L'animosité augmenta avec l'élection du général Jackson (1767-1845), du Tennessee, qui avait battu les Anglais dans la Louisiane en 1812. Jackson (1829-1837), malgré sa réelle valeur, gouverna d'une manière arbitraire : il opposa son *veto* (1832) au vote qui renouvelait le privilège de la Banque d'Amérique et obtint son abolition en 1836; il établit l'usage que tous les fonctionnaires devaient changer avec le président. La question de l'esclavage commençait à dominer toutes les autres : le nombre des esclaves avait passé de 697 000 en 1790 à 2 millions en 1830. En mai 1836, le Congrès prit l'engagement de repousser sans les lire toutes les pétitions qui demanderaient l'abolition ou même la modification de l'esclavage. Clay (1777-1851) et Webster (1782-1852) formèrent en 1834 le parti whig et firent admettre Michigan dans l'Union (1837), comme compensation de l'admission de l'Arkansas esclavagiste (1836). Les démocrates, dont le chef était Calhoun (1782-1850), choisirent comme candidat à la présidence Van Buren (1782-1862), de New York, qui fut élu (1837-1841).

En 1840 les whigs firent passer leur candidat, Harrison, de l'Ohio (1773-1841); à sa mort (av. 1841), le vice-président Tyler (1790-1862), de la Virginie, devenu président (1841-1845), n'osa

dont Jefferson eut le premier l'idée nette. Cette civilisation ne se forma pas, comme la civilisation européenne, par l'influence de l'élite sur les

pas contrarier les gens du Sud. Ceux-ci reprirent le pouvoir en 1845 avec Polk (1795-1849), du Tennessee (1845-1849). En 1845, le Texas et la Floride furent admis comme esclavagistes. Les whigs, qui avaient fait entrer dans l'Union Iowa en 1846, Wisconsin en 1848, firent élire en 1848 leur candidat, le général Zachary Taylor (1784-1850), de la Louisiane, mais né en Virginie, le vainqueur de la guerre du Mexique; Taylor mourut en 1850 et le vice-président Fillmore (1800-1874), de New York, qui le remplaça (1850-1853), céda, quoique whig, aux volontés des démocrates. Le compromis de 1850 fit entrer la Californie dans l'Union comme État non esclavagiste; les territoires d'Utah et de New-Mexico ne devinrent pas esclavagistes; la traite fut interdite dans le District fédéral, mais les États libres s'engagèrent à restituer aux États esclavagistes les esclaves échappés. Les Sudistes firent élire Pierce (1804-1869), du New-Hampshire (1853-1857); ils décidèrent que les territoires du Kansas et du Nebraska, bien que situés au nord du 36°30' parallèle, pourraient établir l'esclavage s'ils le désiraient (1854). Le parti whig, reconstitué en 1854 comme parti républicain, avec une programme aussi avancé que celui des démocrates, fit appel à tous les anti-esclavagistes, quels que fussent leur État ou leurs opinions politiques. En même temps, de nombreux anti-esclavagistes du nord-est et du centre émigrèrent dans le Kansas et le Nebraska pour y empêcher l'établissement de l'esclavage, les anti-esclavagistes l'emportèrent.

En 1857, le candidat républicain n'échoua que de quelques voix; les démocrates avaient encore choisi un homme du Nord, Buchanan (1791-1868), de la Pennsylvanie, qui fut président de 1857 à 1861; il ne put empêcher l'entrée dans l'Union de deux nouveaux États anti-esclavagistes : Minnesota (1858) et Oregon (1859). La lutte des démocrates du nord et des démocrates du sud (*ultra slavery democrats*), à l'élection présidentielle de novembre 1860, assura le succès du candidat républicain Abraham Lincoln (1809-1865), de l'Illinois, qui n'obtint d'ailleurs que 1866 252 voix contre 1375 157 au démocrate Douglas (1813-1861), 847 953 à l'esclavagiste Breckinridge, 590 631 à Bell.

classes moyennes et des classes moyennes sur le peuple. Dans l'Amérique de cette époque, les classes moyennes se distinguaient mal des masses ;

Dans le collège électoral Lincoln eut 180 voix, Breckinridge 72, Bell 30, Douglas 12. Le secrétaire d'État de Lincoln fut Seward (1801-1872).

Le 20 décembre, South Carolina fit sécession ; elle fut suivie par Mississippi, Florida, Alabama, Georgia, Louisiana, Texas, Virginia, Arkansas, pendant que le président démocrate profitait des quatre derniers mois pendant lesquels il conservait le pouvoir pour envoyer les armes et les munitions dans les arsenaux du Sud, disperser la flotte et encourager les officiers, la plupart sudistes, à la révolte. Lincoln, en prenant le pouvoir le 4 mars 1861, fit un message conciliant. Les États séparatistes n'en constituèrent pas moins une Confédération indépendante le 11 mars 1861 et élurent pour président Jefferson Davis ; le 12 avril, ils ouvrirent les hostilités. La Virginie de l'Ouest se sépara de la Virginie pour entrer dans l'Union, dont elle devint un État en 1863. North Carolina, au contraire, adhéra le 21 mai 1861 à la Confédération du Sud. Tennessee, favorable au Sud, ne se fit pas officiellement recevoir dans la Confédération, parce qu'il se trouvait menacé par les Nordistes. Kansas fut admis dans l'Union comme non esclavagiste (1861). Il n'y avait guère dans tout le Sud que 350 000 propriétaires d'esclaves.

La guerre dura du 12 avril 1861 au 27 avril 1865. Dans le bassin du Potomac les sudistes furent victorieux sous Lee pendant les deux premières années, sans pouvoir approcher de Washington ; à Gettysburg, au sud de la Pennsylvanie (le 3 juillet 1863), les nordistes, sous Meade, battirent Lee, qui se replia derrière ses lignes fortifiées du James River en Virginie. L'armée nordiste du Mississippi, commandée par Grant, occupa en 1861 le Missouri, en 1862 le Kentucky et le Tennessee, la flotte, sous l'amiral Ferragut, remonta le Mississippi : les confédérés avaient ainsi perdu la Louisiane et le Tennessee ; l'Arkansas et le Texas, isolés, devenaient impuissants. La prise de Vicksburg (4 juillet 1863) ouvrit aux nordistes Alabama et Mississippi. Tandis que Grant prenait le commandement en chef et attaquait les lignes du James River (printemps-automne 1864), qu'il réussit à franchir après de sanglantes batailles, Sherman,

d'ailleurs, quand on parle de l'Amérique le mot de classe est aussi impropre que le mot de caste quand on parle de l'Europe. Il y avait bien une élite,

avec l'armée du Mississippi, envahissait la Géorgie et prenait Atlanta (septembre 1864); le 20 décembre, il entra à Savannah, où il retrouvait la flotte américaine; en janvier 1865, il conquiert les Carolines; les sudistes n'avaient plus que la Virginie et Lee était enveloppé (mars 1865). Grant, après avoir pris Petersburg, puis Richmond le 3 avril 1865, le força à capituler le 9 avril à Appomatox Court House; le 27 avril Sherman prit à Raleigh la dernière armée confédérée, que commandait Johnston.

Pendant que se poursuivait cette guerre, où périrent 600 000 hommes et qui coûta 10 milliards de dollars, Lincoln, par sa proclamation du 22 septembre 1862, avait émancipé le 1^{er} janvier 1863 tous les esclaves des États rebelles; réélu président à une grande majorité en novembre 1864, il fut assassiné le 14 avril 1865. Le vice-président qu'on lui avait associé dans un but de conciliation, Johnson (1808-1875), du Tennessee, était favorable au Sud et, pendant les quatre ans de sa présidence (1865-1869), il fut constamment en conflit avec un congrès entièrement républicain.

Les amendements XIII, XIV et XV à la Constitution interdirent à jamais l'esclavage et conférèrent aux nègres tous les droits politiques (1865 et 1870). Les rebelles furent privés de leurs droits politiques; le Sud fut divisé en circonscriptions militaires (1867); il se forma des gouvernements composés d'hommes du Nord, il y eut des députés nègres; mais l'apaisement se fit bientôt, en 1871 tous les États du Sud avaient accepté les amendements et étaient rentrés dans l'Union avec tous leurs droits.

Le nombre des immigrants fut (1819-1830) 151 824; (1831-1840) 599 125; (1841-1850) 1 713 251; (1851-1860) 2 598 214, en tout 5 062 414. En 1860, on comptait, sur 4 131 812 résidents nés à l'étranger : 1 611 304 Irlandais; 1 301 136 Allemands; 477 455 Anglais; 249 970 de l'Amérique anglaise; 109 870 Français; 108 818 Écossais; 53 327 Suisses; 62 620 Suédois et Norvégiens.

Les explorateurs Lewis et Clarke, partis de Saint Louis (au confluent du Mississippi et du Missouri), remontèrent le Missouri

mais la plupart de ceux qui la composaient, s'étant fait leur place par leur intelligence et leur travail, avaient gardé les idées et les sentiments du

et son affluent, le Yellowstone, passèrent les Montagnes Rocheuses, atteignirent la Columbia et la descendirent jusqu'à son embouchure dans le Pacifique (1804-1806), où Astor fonda en 1811 la pelleterie d'Astoria. De 1805 à 1807, Pike remonta le Mississipi jusqu'aux sources. Dès 1824, on commença l'exploration de la région du Grand Lac Salé; en 1825 on y construisit un fort contre les Indiens. En 1860 Ohio comptait 2 339 502 habitants, Indiana 1 350 428, Illinois 1 711 951, Michigan 749 113, Wisconsin 775 881. La frontière du Nord-Ouest avec le Canada fut fixée en 1846.

Le premier chemin de fer fut construit en 1827 dans le Massachusetts. Dès 1830, on commença la ligne Baltimore-Ohio et la ligne Charleston-Augusta (dans la Caroline du Sud); de 1831 à 1833, on entreprit la ligne Baltimore-Susquehannah-Camden, la ligne Boston-Providence et celle de Boston au Mohawk, affluent de droite du Hudson; il y avait 1 019 kilomètres de chemins de fer en 1834, 1 767 en 1835, 2 048 en 1836, 4 531 en 1840 (alors que l'Europe tout entière n'en comptait que 3 406), 14 505 en 1850, 49 535 en 1860. Cette même année 1860 le chemin de fer pénétrait jusque dans l'Ouest par les deux lignes Saint Louis-Kansas City et Saint Louis-Council Bluffs sur le Missouri; on étudiait la première ligne Atlantique-Pacifique, qui devait être ouverte en 1869. La première ligne télégraphique Atlantique-Pacifique (New York-San Francisco) fut ouverte en 1862. De nombreux canaux avaient été creusés : Erie (1817-1825), Hudson-Champlain (1822), Ohio-Cleveland (1835), Miami (Cincinnati-Toledo) (1835), Illinois-Michigan (1848).

Dans les dix années 1850-1860 la production du maïs passa de 207 millions d'hectolitres à 838, celle du blé de 100 à 173, celle du foin de 146 à 172; l'exportation des produits de toute sorte provenant de l'élevage de 1,4 million de dollars en 1841 à 9 millions en 1860. La production de l'or fut de \$ 40 millions en 1849, 50 en 1859. Les premières industries fondées furent celles du filage et du tissage; on manipulait 10 000 balles de coton en 1811, 600 000 en 1850, 979 000 en 1860, la valeur de la laine manufacturée était de \$ 4,4 millions en 1820; 20,7 en

peuple. Le petit nombre de ceux qui devaient leur situation à leurs ancêtres était surtout affectonné aux traditions particulières de chaque État; ils étaient donc les adversaires de la civilisation nouvelle. Comme les personnes très cultivées continuaient à s'inspirer de l'Europe, elles ne pouvaient exercer une influence profonde sur l'Amérique, devenue si différente de l'Europe. Ce fut le peuple qui créa la civilisation américaine.

Sans doute, sa prépondérance n'apparut pas tout d'abord. Dans la politique, dont les masses

1840; 73,5 en 1860. La marine marchande (202 000 tonnes en 1789) atteignit 128 000 tonnes en 1820, 2 181 000 en 1840, 5 354 000 en 1860 (elle diminua depuis). Le commerce, que favorisaient les nouvelles lignes de bateaux à vapeur et la pose du premier câble de New York à l'Irlande (1858), se développait d'année en année (\$ 43 millions en 1789, 162 en 1800, 239 en 1840, 330 en 1850, 762 en 1860). Le recensement de 1860 donnait : New York (805 651) (312 000 en 1840) ; Philadelphie (562 529); Brooklyn (266 661); Baltimore (212 418); Boston (177 812); New Orleans (168 675); Cincinnati (161 044); Saint Louis (160 773); Chicago (109 260); Buffalo (81 129); Newark (71 914), etc. Detroit, Cleveland et Milwaukee avaient plus de 40 000 habitants. Les plus grandes villes du *South Atlantic* étaient Charleston (40 578) et Richmond (37 910). Atlanta (Ga.) qui comptait 200 616 habitants en 1920, n'en avait que 9 554 en 1860 (2 572 en 1850).

Le Sud s'était surtout adonné à la culture du coton, dont la récolte avait été de 4 000 balles en 1794, de 90 000 en 1800, de 1 300 000 en 1835, de 2 100 000 en 1850, de 4 700 000 en 1860. On y cultivait aussi le riz et le tabac.

En 1860, sur 31 445 080 habitants, 3 135 283 appartenaient à la Nouvelle Angleterre; 7 458 885 à l'Atlantic Central; 7 882 884 au North Center; 432 459 au Pacifique, soit 18 909 511. Les États à esclaves comptaient 12 240 294 habitants en 1860, dont 262 100 nègres libres et 3 953 770 nègres esclaves, ce qui réduisait la population blanche à 8 018 424; les

travailleuses se désintéressaient, persistaient et l'esprit colonial et les traditions du dix-huitième siècle. Les fédéralistes, whigs depuis 1834, représentaient à la fois la centralisation, l'esprit conservateur et le protectionnisme, les démocrates la décentralisation, la démocratie et le libre-échange. L'alternance au pouvoir de ces deux partis aurait été un bien pour les États-Unis; elle leur aurait permis de développer normalement leurs institutions politiques et sociales. Mais la constitution de ces partis fut faussée par le particularisme régional. Le parti whig était surtout le parti du Nord et le Nord était dominé par la Nouvelle-Angleterre, où survivait le vieil esprit puritain; cet esprit, trop exclusif, lui avait fait oublier les idées de liberté et d'égalité, que les puritains eux-mêmes avaient apportées en Amérique. Par contre, bien que la séduction de leur programme valût aux démocrates assez de voix dans toute l'Union pour leur assurer la prépondérance, qu'ils conservèrent presque sans interruption jusqu'en 1860, leur parti était avant tout celui du Sud esclava-

États de la Confédération du Sud seulement : 5 449 463 blancs
132 760 nègres libres et 3 521 120 esclaves.

Les grands journaux paraissant en 1861 étaient *The New York Herald* (1835), *The New York Times* (1851), *The New York Tribune* (1841), *The World* (1861). Le nombre des périodiques était déjà de 5 871 en 1870. Les grands écrivains de cette époque étaient : Washington Irving (1783-1859), de New York; Fenimore Cooper (1789-1851), du New Jersey; Longfellow (1807-1882), du Maine. Tous les autres étaient du Massachusetts : Emerson (1803-1882), Bryant (1794-1878), Poe (1809-1849), Lowell (1819-1891), Whittier (1807-1892), Holmes (1809-1894).

giste et de ses riches planteurs de descendance aristocratique, qui promettaient la liberté et l'égalité à tous les blancs, afin d'obtenir en échange que les nègres restassent des esclaves.

Mais, pendant que les politiciens des deux groupes se disputaient le pouvoir, il se créait dans la région des grands lacs et le bassin moyen du Mississippi une Amérique nouvelle, tous les jours plus grande, plus riche, plus peuplée, qui n'était qu'américaine; ce fut elle qui commença de délivrer l'Amérique des traditions des anciennes colonies. Dans cette région, en Pennsylvanie, le centre minier et industriel, et dans les États du Nord-Atlantique des villes se fondaient sans cesse; les anciennes augmentaient si rapidement que leur esprit se transformait : les industriels et les marchands, qui avaient le sens des grandes affaires, les petits commerçants et les ouvriers, qui vivaient d'une vie vraiment urbaine, perdaient et les traditions du dix-huitième siècle, et la mentalité proprement coloniale, telle qu'on la trouvait encore dans les nouveaux territoires situés à l'ouest du Mississippi; petit à petit, ils donnaient à l'Amérique les idées et les sentiments d'un peuple véritable, d'un grand peuple.

A leur influence se joignit celle des immigrés chaque année plus nombreux (250 000 de 1789 à 1820, 5 millions de 1819 à 1860). Ces immigrés, en grande majorité des hommes, venaient en Amérique non seulement pour y chercher fortune, mais encore pour y trouver l'égalité et la liberté. Beaucoup savaient l'anglais, les autres l'appre-

naient vite, ils s'adaptaient facilement à la vie américaine et ne tardaient pas à se fondre dans la population; ils obtenaient après quelques années le titre des citoyens et tous les droits politiques. Ils ne demandaient qu'à s'affranchir des traditions de leurs pays d'origine, où la plupart avaient connu la misère et vécu dans une condition inférieure; les traditions des anciennes colonies leur étaient indifférentes; ils contribuaient à faire de l'Amérique un pays libre, égalitaire, démocratique. Comme ils lui étaient profondément reconnaissants du bien-être, de la liberté, du respect de leur dignité qu'ils y avaient trouvés, ils devenaient des citoyens et des patriotes américains, tandis que, parmi les descendants des anciens colons, quelques-uns faisaient passer avant leur amour de l'Amérique leur amour du Massachusetts ou de la Virginie, ou même leur amour de Boston ou de New-York (1).

Les immigrants, qui appartenaient à tous les pays et à toutes les classes de l'Europe, différaient cependant beaucoup entre eux. Les chercheurs d'aventures faisaient le coup de feu avec les Indiens, gardaient des bœufs dans les *ranches* ou des moutons sur les montagnes, coupaient du bois dans les forêts vierges, plantaient du coton dans le sud ou découvraient des mines. Quand le bassin

(1) Lee, qui, en 1861, était officier dans l'armée américaine, a dit que rien ne lui avait été plus douloureux que de combattre contre l'Union, mais qu'il avait considéré comme son devoir absolu de défendre la Virginie. Cependant l'amiral Ferragut, qui était du Sud, resta fidèle à l'Union.

du Mississippi devint l'une des grandes régions civilisées de l'Union, ils allèrent plus à l'ouest dans les montagnes. En 1836, le Texas, colonisé par des Américains, se sépara du Mexique; il fut admis dans l'Union en 1845. Des discussions au sujet des frontières amenèrent la guerre de 1846 entre les États-Unis et le Mexique; la paix de Guadalupe Hidalgo (2 février 1848) donna à l'Union New-Mexico, Arizona, Utah et la Californie, admise comme État en 1850; on venait d'y découvrir des mines d'or; de partout y accoururent ces hommes courageux, hardis, pleins de ressources, durs à la souffrance, stoïques devant la mort, ces brasseurs d'affaires, ces joueurs, ces duellistes, ces entrepreneurs de plaisirs, que Bret Harte a peints. S'ils rendaient à l'Amérique la mentalité coloniale, que les villes de l'Est tendaient à faire disparaître, opposaient leurs mœurs rudes, presque sauvages, aux mœurs policées de Boston, de Philadelphie et de New-York, par contre ils entretenaient le courage, l'activité, la force physique, qui s'affaiblissent dans les grandes communautés civilisées; c'est l'une des originalités de la civilisation américaine qu'à sa conception pratique et moderne de la vie se mêle le romantisme des aventures coloniales.

Parmi les immigrants, les aventuriers n'étaient pourtant que l'exception; la plupart étaient des travailleurs, qui ne demandaient qu'à vivre tranquillement comme ouvriers dans les villes ou comme agriculteurs sur les terrains que le gouvernement leur concédait; ils étaient aussi opposés à

l'esprit colonial que les aventuriers en étaient enthousiastes. En se mêlant peu à peu avec les habitants de la Nouvelle-Angleterre, de la Pennsylvanie, de la région des Grands Lacs et du bassin moyen du Mississippi, ils formaient cette forte population américaine, aussi stable, aussi rangée, aussi travailleuse qu'aucune population d'Europe, mais plus entreprenante, parce que la hardiesse trouve toujours sa récompense dans un pays neuf, et plus homogène, parce qu'elle n'avait pas de classes.

Ces immigrants travailleurs et pacifiques, qui étaient venus aux États-Unis comme au pays où se fondait la nouvelle civilisation humaine, s'indignaient d'y trouver l'esclavage, d'autant plus que les immigrants de l'autre groupe, les aventuriers, en aggravaient les conditions. Dans les premiers temps de l'Union, les planteurs du Sud, d'esprit chevaleresque, vivaient en gentilshommes sur leurs grands domaines; ils traitaient leurs esclaves comme des serviteurs héréditaires. Mais, comme ils étaient les seuls à ne pas travailler et à ne pas s'enrichir dans un pays où tout le monde travaillait et s'enrichissait, comme leur vanité les empêchait de vivre modestement, alors que les gens du Nord, si frugaux et si économes, commençaient eux-mêmes de vivre largement, ils furent bientôt tous endettés; l'abolition de la traite par l'Union en 1808 ayant fait monter le prix des esclaves, ils vendirent les leurs aux aventuriers qui défrichaient la rive droite du Mississippi pour y faire des plantations de

coton (1). Les nègres, séparés de leurs femmes et de leurs enfants, transportés dans des contrées désertes, forcés de faire des enfants à des négresses séparées de leurs maris pour augmenter le troupeau d'esclaves des maîtres, étaient contraints à un travail excessif, maltraités, battus; s'ils résistaient ou cherchaient à s'enfuir, ils étaient pendus ou brûlés vifs. D'autre part, les unions des propriétaires avec des négresses, des mulâtresses, des quarteronnes avaient produit de nombreux métis; à côté des esclaves noirs, il y avait des esclaves blancs, plus intelligents et plus indociles. Les immigrés firent comprendre l'horreur de cette situation aux Américains du Nord, qui y étaient hostiles mais qui avaient fini par l'admettre comme un mal nécessaire. Dans le Nord et le Centre, les baptistes, les méthodistes, les quakers firent une active propagande contre l'esclavage; Mme Beecher Stowe (1812-1896) publia son célèbre roman : *Uncle Tom's Cabin* (1852). L'agitation gagna les milieux politiques; l'ancien parti whig se reconstitua en 1854 comme parti républicain anti-esclavagiste. Le parti démocrate, les États esclavagistes eux-mêmes se scindèrent. Les démocrates des États non esclavagistes et des États esclavagistes voisins du Nord se prononcèrent pour l'adoucissement de l'esclavage; les démocrates du Sud restèrent intransigeants. Cette scission permit aux républicains de faire triompher en 1860 leur

(1) Dans le South Atlantic le principal État producteur de coton était South Carolina.

candidat, Abraham Lincoln (1809-1865), qui devint président en mars 1861. Aussitôt le Sud se sépara et forma une confédération indépendante; imbu encore des idées du passé, il s'imaginait ne trouver en face de lui que les *Yankees* de la Nouvelle Angleterre, qui lui avaient enlevé la prépondérance. Mais, à l'appel de Lincoln, parlant au nom des États-Unis et de l'humanité, des centaines de milliers de volontaires s'engagèrent, dans le centre et l'ouest aussi bien que dans le nord-est. Les millions d'émigrés, qui étaient venus aux États-Unis comme à un pays de justice et de liberté, prirent parti pour l'intégrité de l'Union et contre l'esclavage. La guerre n'en dura pas moins quatre ans : un demi-million d'hommes y périt. L'esclavage fut aboli, les nègres reçurent tous les droits civils et politiques. La victoire du Nord sauva l'Amérique; la guerre de la Sécession fut la lutte suprême entre les traditions condamnées des vieux États et les principes de l'Union, entre l'esprit colonial et l'esprit nouveau du grand peuple qui se formait, de la grande civilisation que ce peuple créait.

III (1)

L'unification du pays que produisit la guerre de la Sécession avança la formation de la civilisation américaine, mais ses progrès successifs mirent en

(1) La guerre de la Sécession laissa les finances américaines dans un état difficile; le cours forcé amena des émissions excessives de billets de banque, ce qui produisit plusieurs crises très

relief tantôt l'un, tantôt l'autre de ses caractères, et le fit apparaître pendant un temps comme prépondérant. Tel fut le cas de l'individualisme

graves, mais la situation se rétablit assez vite et le paiement des billets en or reprit en 1878. Les républicains vainqueurs suivirent l'exemple des démocrates et donnèrent toutes les places à leurs partisans, mais un *act* de 1883 commença de réserver un grand nombre d'emplois à des fonctionnaires de carrière; le nombre de ceux-ci n'a cessé d'augmenter.

Sous la présidence du général Grant (1822-1885), de l'Ohio (1869-1877), et celle de Hayes (1822-1893), de l'Ohio (1877-1881), le parti républicain se rendit impopulaire; Garfield (1831-1881), de l'Ohio, fut assassiné; le vice-président Chester Arthur (1830-1886), de New York (1881-1885), qui le remplaça à la présidence, n'arrêta pas les abus. Une réaction rendit la présidence aux démocrates : Cleveland (1837-1908), de New York (1885-1889), gouverna sagement mais ne fut pas réélu; les républicains revinrent au pouvoir avec Harrison (1837-1908), de l'Indiana (1889-1893). A l'élection suivante, Cleveland l'emporta (1893-1897). Le républicain Mac Kinley (1844-1901), de l'Ohio, l'auteur du tarif de 1890, qui porte son nom, élu président (1897-1901), fit la guerre à l'Espagne, obtint par la paix de Paris (10 déc. 1898) Porto-Rico, les Philippines, le protectorat de Cuba; il annexa les Hawaii (1898). Par les traités du 5 février 1900 et du 18 novembre 1901, l'Angleterre renonça à construire le canal du Nicaragua, reconnut aux États-Unis le droit de le construire et de le fortifier. Mac Kinley fut assassiné en 1901 par un anarchiste. Le vice-président Roosevelt (1858-1919), de New York (1901-1909), devint président et fut réélu en 1904. En 1903, il provoqua la révolte du Panama contre la Colombie; la nouvelle république, qui se proclama indépendante le 9 novembre, reconnut, le 18, la souveraineté des États-Unis sur le canal et sur les rives jusqu'à 5 kilomètres; les États-Unis achetèrent les droits, les travaux et le matériel de la compagnie française. Roosevelt chercha de toutes manières à donner au parti républicain un caractère plus démocratique. Taft (1857), de l'Ohio (1909-1913), revint aux anciennes traditions du parti républicain. Le parti se scinda lors des élections de 1912; les républicains conservateurs soutinrent Taft, tandis que les républicains

de 1860 à la fin du dix-neuvième siècle. Le nombre croissant des immigrés, le progrès des idées démocratiques, admises désormais par le parti républi-

nationalistes et de tendances démocratiques, soutinrent Roosevelt. Cette scission donna la victoire au démocrate Wilson (1856), du New Jersey (1913-1921), auquel succéda le républicain Harding (1865), de l'Ohio (1921).

Tout ce qui concerne les rapports des États-Unis et de l'Asie est réservé pour les volumes suivants.



Depuis 1865 ont été admis comme États dans le *West North Central* : Nebraska (1869), North et South Dakota (1869); dans le *West South Central* : Oklahoma (1907); dans la région montagneuse : Nevada (1864), Colorado (1876), Montana (1889), Idaho et Wyoming (1890), Utah (1894), New-Mexico et Arizona (1912); sur le Pacifique, Washington (1889).

Les lignes transcontinentales sont : Union and Central Pacific (1869); South Pacific (1881); North Pacific (1883); Atlantic and Pacific (1889); Great Northern; Atchison-Topeka-Santa Fe (1881). Il y avait 85 045 kilomètres de chemins de fer en 1870, 150 483 en 1880, 258 315 en 1890, 408 000 en 1919.

La population des États-Unis était de 34,5 millions en 1860, 50,4 en 1880, 62,6 en 1890, 76 en 1900, 92 en 1910, 105,6 en 1920 (avec les territoires 107,2, avec les colonies 117,8). Il y avait en 1920 : 94 820 915 blancs et 10 463 131 nègres et gens de couleur (61 369 Chinois, 111 010 Japonais, 9 488 divers, 265 683 Indiens sur un *territoire réservé* de 55 562 milles carrés).

En 1920, la population se répartissait ainsi pour le territoire continental des États-Unis (non compris l'Alaska, acheté en 1867), 105 683 108 habitants (34,5 par mille) : New England, 7 400 856 (119,4); Middle Atlantic, 22 259 677 (222,5); East North Central, 21 474 071 (87,4); West North Central, 12 539 876 (24,5); South Atlantic, 13 981 482 (54,9); East South Central, 8 890 151 (43,8); West South Central, 10 237 384 (23,8); Mountain, 3 333 570 (2,8); Pacific, 5 566 241 (17,5). Les États qui élisent le plus de députés sont New York, 10 384 144 (43); Pennsylvania, 8 720 159 (36); Illinois, 6 485 098 (27); Ohio,

cain vainqueur, le développement de l'Ouest, la découverte de richesses nouvelles du sol et du sous-sol répandirent l'idée que, pour développer tout ce

5 759 368 (22). Arizona, New-Mexico et Wyoming n'en élisent qu'un. Au Sénat, tous les États sont représentés par deux sénateurs.

La population urbaine comptait en 1880 : 11,3 millions sur 49,3; en 1920 : 54,8 (51,9 pour 100) contre 50,8 (48,1 pour 100) de population rurale. Il y avait en 1920 une ville de 5,6 millions d'habitants, New-York; une de 2,7, Chicago; une de 1,8, Philadelphie; une de près d'un million, Detroit, Mich.; 4 de plus de 700 000 : Cleveland, Ohio; Saint-Louis, Mo.; Boston, Mass.; Baltimore, Md.; 4 de plus de 500 000 : Pittsburgh, Pa.; Los Angeles, Cal.; Buffalo, N. Y.; San Francisco, Cal.; 4 de plus de 400 000 : Milwaukee, Wis.; Washington, D. C.; Newark, N. J.; Cincinnati, Ohio; 5 de plus de 300 000 : New Orleans, La.; Minneapolis, Minn.; Kansas City, Mo. (324 000 habitants, 425 000 avec les quartiers qui forment la ville du Kansas); Seattle, Wash.; Indianapolis, Ind.; 12 de plus de 200 000, dont 4 dans les États de l'Atlantique, 2 dans ceux du Pacifique, 1 dans la Montagne (Denver) et 5 dans le bassin du Mississippi; 35 de plus de 100 000; 12 de plus de 90 000.

De 1820 à 1919, le nombre des immigrants a été de 33 millions (depuis 1879 plus de 23 millions). Les émigrés propres (sans compter leurs enfants nés en Amérique) formaient 13,4 pour 100 de la population en 1900, 14,5 pour 100 en 1910. En 1910, sur près de 92 millions d'habitants, 13,3 étaient nés à l'étranger (dont plus de 1 200 000 dans la Grande-Bretagne, 1 300 000 en Irlande, 2 500 000 en Allemagne, 1 100 000 au Canada, 1 700 000 dans l'empire russe, un peu moins de 1 200 000 dans les pays scandinaves, 1 300 000 en Italie, 1 100 000 en Autriche, près de 500 000 en Hongrie, 117 000 en France).

Le nombre des illettrés (au dessus de 10 ans) par rapport à la population était de 17 pour 100 en 1880, 13,3 en 1890, 10,7 en 1900, 7,7 en 1910. Il n'y avait que 3 pour 100 d'illettrés parmi les blancs nés aux États-Unis, 12,8 pour 100 parmi les immigrants blancs, 30,5 pour 100 parmi les nègres.

Il y avait, en 1916, 105 mariages par 10 000 habitants.

On comptait, en 1910, 47,3 millions d'hommes contre

qui est en lui, l'homme n'a besoin que de la pleine liberté; que la science théorique est inutile, la spécialisation dangereuse, que le caractère l'em-

44,6 millions de femmes. Dans l'Est et le Centre, la proportion des deux sexes était à peu près la même. Au contraire, dans l'Ouest, on trouvait : Washington : 635 000 hommes blancs contre 473 000 femmes blanches; Oregon : 370 000 contre 284 800; Californie : 1 232 000 contre 1 026 000.

En 1910, la population se répartissait ainsi par métiers : agriculture et forêts (12,6 millions); mines (0,9); industrie (10,6); transports (2,6); commerce (3,6); professions diverses (1,6); domestiques (3,7); professions libérales (1,7); politique et autres (0,4). Sur 38,1 millions de travailleurs, 30 étaient des hommes et 8 des femmes, dont il n'y avait que 1,8 dans l'agriculture et autant dans l'industrie.

Il est impossible de se faire par les statistiques une idée de la vie religieuse de l'Amérique (où la religion a exercé dès l'origine une si grande influence) parce que ces statistiques donnent seulement le nombre des *communicants*, de ceux qui paient ce qu'on pourrait appeler le denier du culte et participent aux sacrements. On comptait ainsi, en 1917, plus de 24 millions de protestants (dont 7,2 de baptistes; 7,1 de méthodistes; 2,4 de luthériens; 2,2 de presbytériens; 1 d'épiscopaliens; 700 000 *congregationalists*, le reste appartenant aux innombrables sectes qui se sont fondées ou établies aux États-Unis); 15,7 millions de catholiques; 462 000 *Latter Day Saints* (Mormons); 360 000 juifs; 24 000 grecs orthodoxes. Soit 42 millions sur 105 millions d'habitants.

Dans la *birth registration area* (qui comprenait, en 1917, le district fédéral et 20 États, soit 53,1 pour 100 de la population totale), le chiffre des naissances était de 24,6 pour 100 : ce chiffre est peu élevé, puisque la France avait 22,1 pour 100 de 1891 à 1900. Dans la *death registration area* (qui comprend, avec les États de la *birth registration area*, 8 autres États, 43 îles et les Hawaïi, soit 72,7 pour 100) on n'avait que 14,2 décès par 1 000 habitants; on ne trouve en Europe un chiffre plus bas qu'en Suède et en Norvège et un chiffre aussi bas qu'en Angleterre.

L'Angleterre avait 250 habitants au kilomètre carré (1921), la Belgique 252 (1919), la Province rhénane 276, la Saxe 311,

porte sur l'intelligence, que, dans l'intelligence, les qualités que le besoin, la lutte, le danger donnent à la jeunesse et l'expérience à l'âge mûr,

l'ensemble de l'Allemagne 123 (1919), l'Italie 128 (1918), la France 75 (1921). Par contre les États-Unis ne comptaient (1920) que 13 habitants au kilomètre carré dans le territoire métropolitain. Si quelques États de l'Est, d'ailleurs peu étendus, ont une population très dense : Rhode Island (187), Massachusetts (180), Connecticut (107), New Jersey (149), l'État de New York (malgré les 5,6 millions d'habitants de l'agglomération new-yorkaise) n'a que 81 habitants au kilomètre carré. Dans la Nouvelle-Angleterre, on ne trouve que 9 habitants au kilomètre carré pour le Maine, 14 pour Vermont, 18 pour New Hampshire. La Pensylvanie a 75, Ohio 54, Illinois (malgré Chicago) 44, Michigan (malgré Detroit) 21, Missouri (malgré Saint-Louis et Kansas City) 19, la Californie (malgré Los Angeles, San Francisco et Oakland) 10.

Sur 25 milliards de francs représentant le produit des mines du monde en 1912, 13 milliards revenaient aux États-Unis, qui sont le plus gros producteur de pétrole, de cuivre, de plomb, de mercure et viennent au second ou au troisième rang pour la production de l'or, de l'argent. Quant au charbon, le bassin houillier des États-Unis est beaucoup plus étendu que la France tout entière. En 1920, le produit du sous-sol américain a dépassé 6,7 milliards de dollars. — Les forces hydrauliques sont immenses : le Niagara pourrait donner 7 millions *horse-power*; il y a les chutes Anthony du Mississippi, les rapides de Saint-Mary's, les chutes du Missouri, etc.; en tout 62 millions H. P., dont 9,2 utilisés en 1922.

En 1920, la récolte de *corn* (maïs principalement) a été de 3,2 milliards de *bushels*, celle d'avoine de 1,5, celle de blé de 833 millions, celle de pommes de terre de 430 millions, celle de riz de 53,7 millions, celle de coton de 13,4 millions de balles (*bales*) de 500 livres anglaises. On comptait en 1920 : 20 millions de chevaux, 5 de mules, 66 de bovidés, 35 d'ovidés, 59 de porcs. La production de laine était de 302 millions de livres anglaises par an. — Il y avait 463 millions d'acres, c'est-à-dire plus de 200 millions d'hectares de forêts. Les forêts primitives couvraient 822 millions d'acres, dont l'exploitation a produit

l'emportent sur celles que produit l'étude méthodique. La dignité, l'estime de soi qui résultent de l'égalité et de la liberté paraissaient la meilleure règle et la meilleure sauvegarde contre les excès. L'individualisme était poussé si loin qu'on restreignait les pouvoirs de l'État, quoique tant de fonctionnaires fussent élus, qu'on se défiait de l'association, qu'on craignait les lois sociales, qu'on ne s'occupait que des facilités offertes à l'individu, pas du sort des masses en tant que masses. Il ne faut d'ailleurs pas confondre l'individualisme américain avec l'individualisme européen, surtout l'individualisme latin, qui s'entend surtout d'hommes exceptionnels. L'individualisme américain est sorti des masses, il n'est pas la qualité de certains êtres d'exception mais celle de tous les citoyens, il ne

3 000 billions de pieds de bois. — Le nombre des manufactures (y compris la petite industrie) était de 253 000 en 1880, 355 000 en 1890, 512 000 en 1900; à cette époque, on sépara la grande de la petite industrie. Pour la grande industrie, on a : 207 000 manufactures en 1900, 270 000 en 1910, 290 000 en 1919. Le capital engagé dans l'industrie était de 2,7 milliards de dollars en 1880 (y compris la petite industrie), 44 milliards en 1919 (non compris la petite industrie). Le nombre des ouvriers était de 2,7 millions en 1880 (y compris la petite industrie) et, pour la grande industrie seulement, de 5 millions en 1900, de 10 millions en 1919. La valeur des produits manufacturés était de 5 milliards de dollars en 1880 (y compris la petite industrie) et de 62 milliards en 1919 (non compris la petite industrie). Il y avait, en 1914, 31 millions de broches pour le coton. En 1875, 293 *furnaces* produisaient 2 millions de tonnes brutes de *pig iron*; en 1918, 411 en produisaient 30 millions. — La richesse de l'Amérique était évaluée à 30 milliards de dollars en 1870; 42,5 en 1880; 65 en 1890; 94 en 1900; 100 en 1906; on a parlé de 290 en 1922 (?). (Voir p. 515.)

leur suggère rien de surhumain, il met en œuvre par la liberté toutes leurs facultés dans la vie quotidienne et se concilie avec la soumission à la loi (1).

L'individualisme produisit un patriotisme particulier : ce n'était pas celui d'hommes que leur patrie a faits, mais celui d'hommes qui font leur patrie et en quelque sorte chacun pour soi ; ce n'était pas, comme dans les anciennes colonies et comme chez les peuples européens, l'amour du sol, l'orgueil de la race, l'attachement aux institutions, aux mœurs, à la langue, à l'art des ancêtres, c'était la conviction que l'humanité se transfor-

(1) Pour comprendre l'individualisme américain il peut être utile de comparer aux jugements de Taine et de Carlyle celui qu'Emerson porte sur Napoléon dans *Representative Men* (VI) : « Des personnalités du dix-neuvième siècle, celle de Bonaparte est de beaucoup la plus connue et la plus puissante ; il doit sa prééminence à la fidélité avec laquelle il exprime la mentalité (*tone of thought*), les croyances et les buts des masses d'hommes actifs et cultivés. Dans notre société il existe un antagonisme permanent entre les classes conservatrices et les classes démocratiques, entre ceux qui ont leur fortune faite et les jeunes, les pauvres, qui ont leur fortune à faire... [La seconde classe] désire garder toutes les routes ouvertes à la concurrence de tous... C'est la classe des hommes d'affaires en Amérique, en Angleterre, en France, dans toute l'Europe. Napoléon est son représentant... L'homme de la rue trouve en lui les qualités et les pouvoirs des autres hommes de la rue. » Sans doute le Julien Sorel de *Rouge et Noir* regarde, lui aussi, Napoléon comme le représentant de tous les jeunes gens ambitieux, qui veulent se faire leur place, mais il ne le considère pas moins comme un être surhumain et lui-même ne s'inspire de son héros que parce qu'il rêve d'une carrière extraordinaire.

L'expression usuelle « *The man in the street* » n'implique aucune idée de blâme.

maît en Amérique, qu'elle s'y délivrait des lois, des usages vieillis, qui arrêtaient son évolution, que, dans ce pays neuf, sans classes et sans traditions, elle accomplirait des progrès qui lui permettraient d'arriver prochainement à la paix perpétuelle, à la richesse générale et au bonheur de tous. Si haute que fût cette conception du devoir et du patriotisme, elle se manifestait surtout dans la pratique par la volonté de s'enrichir; la civilisation matérielle du pays se développait au détriment de la civilisation morale. C'était l'effet naturel de l'individualisme outré, qui, dans des masses besogneuses, surtout si elles sont composées d'immigrés, devient facilement l'égoïsme, l'âpreté au gain, le désir de se faire sa place sans tenir compte des intérêts d'autrui. C'était aussi la conséquence des tendances matérialistes, qui prévalaient alors aux États-Unis comme en Europe. De plus, la première condition qui s'imposait à l'Amérique pour devenir une nation était de défricher un continent, d'en unir les régions distantes de milliers de kilomètres par des routes et des chemins de fer, de jeter des ponts sur les fleuves les plus larges du monde, de construire des villes énormes au bord de ces fleuves, de lacs immenses, de deux océans, de faire sortir d'un sol vierge, de mines jusqu'alors inconnues des richesses capables de satisfaire les espérances de ces millions de misérables venus en Amérique pour être riches et heureux. Et cette œuvre colossale, la Constitution et la mentalité américaines d'alors voulaient qu'elle s'accomplît, non pas par l'État

ou de grands syndicats, mais par des individus, par ces immigrés mêmes, arrivés d'Europe, humbles et hésitants, transformés au bout de quelques mois en hommes qui peuvent tout parce qu'ils se croient capables de tout.

Petit à petit, cependant, surtout au vingtième siècle, l'individualisme, qui devait rester l'un des caractères principaux de la civilisation américaine, perdit de son intransigence et de son exclusivité, quand à l'anarchie de la vie coloniale succéda la société organisée d'un grand peuple qui achève de se former. L'Union, les divers États, les municipalités assumèrent des tâches jusqu'alors réservées à l'initiative privée mais que la cherté de la vie lui faisait abandonner; ainsi l'enseignement primaire devint presque uniquement officiel, puisque les écoles des États comptaient 19 millions d'élèves en 1917-18, l'enseignement secondaire en grande partie officiel, puisque les écoles supérieures des États comptaient 1933821 élèves contre 158745 dans les écoles libres.

Les particuliers comprirent aussi que l'individualisme sans restriction était un reste de l'esprit colonial. Ils eurent recours à l'association mais, étant donnés la grandeur des États-Unis et l'esprit des Américains, ils tombèrent dans l'excès contraire et leurs associations prirent une extension qui eût été impossible en Europe. Le premier trust, celui des producteurs de pétrole, fut fondé en 1882; après la crise de 1893-96, les principales compagnies de production formèrent aussi des trusts. Mais les consommateurs se plaigni-

rent, l'Union et les États se rendirent compte du danger que leur faisait courir l'établissement de pareils monopoles; en 1911, la haute cour fédérale déclara illégaux les trusts du pétrole et du tabac, peu après ce fut celui de la poudre. L'administration du président Taft, s'appuyant sur ces arrêts, poursuivit la dissolution de tous les trusts. Cette dissolution fut d'ailleurs plus nominale que réelle, car les compagnies, légalement dissociées, continuèrent de fait à travailler de concert.

Les ouvriers se confédérèrent aussi. Le parti du Travail, fondé à Chicago en 1867 ne cessa de s'étendre et de se fortifier. Des associations ouvrières aux tendances diverses se créèrent de tous côtés dans les buts les plus différents, beaucoup se fédérèrent pour résister aux trusts (1). Mais les conditions primitives qui prévalaient encore dans les nouveaux États de la région montagneuse, la persistance de certaines tendances coloniales dans les États plus anciens, la rudesse et l'ignorance des immigrants venus de l'Europe Orientale, de la Russie, de l'Asie antérieure firent que les syndicats recoururent, pour faire triompher leurs revendications, à des moyens inconnus dans les autres pays civilisés. La première grande grève fut celle des employés de chemin de fer en 1877; depuis lors la gravité des grèves américaines dépassa par

(1) *Knights of Labour* (1869) : 53 000 (1883); 730 000 (1886); 500 000 (1888). — *Grangers*, des agriculteurs, unis (1888) à *National Farmers' Alliance* (1871), forment (1892) *The People's Party (Populists)*. — Henry George (1839-97) : *Progress and Poverty* (oct. 1879).

la durée, le nombre des grévistes, les violences commises, la gravité des grèves européennes. Si les socialistes ne formèrent pas un parti dans le Congrès, ni même dans la plupart des législatures, ils réussirent, au moins temporairement, à se rendre maîtres de municipalités importantes, comme celles de San Francisco et de Milwaukee.

Le succès fait en 1888 au roman socialiste de Bellamy (1850-98) : *Looking Backward* montra combien l'opinion publique s'intéressait à la discussion des problèmes sociaux et à quel point l'ancienne conception individualiste tendait à se modifier. Si, en dehors des milieux ouvriers d'origine allemande, scandinave, italienne et israélite-russe, l'immense majorité de la population continua de repousser le socialisme propre et même le socialisme d'État, on commença de subordonner l'individu à la collectivité, on se préoccupa moins de permettre aux hommes hardis de se faire leur place et d'acquérir de grosses et même d'énormes fortunes et davantage d'augmenter le bien-être du plus grand nombre. L'influence des gens riches, d'ailleurs toujours prêts à donner des sommes considérables dans des buts philanthropiques, s'opposa de moins en moins à la volonté populaire, le plus souvent généreuse et bien inspirée, parfois utopiste ou trop occupée des besoins immédiats.

Le patriotisme des Américains se modifia : les masses continuèrent de penser qu'elles travaillaient pour l'humanité et de s'intéresser à toutes les questions qui la concernent, mais elles eurent aussi la conscience qu'elles appartenaient à une

nation américaine, qui, comme toutes les nations, avait ses droits et ses devoirs, ses besoins, ses ambitions, ses sentiments. Les deux formes de patriotisme se trouvèrent unies dans la guerre de 1898, considérée à la fois comme une guerre humanitaire, libératrice d'un peuple opprimé, et comme une guerre américaine étendant le territoire et l'influence des États-Unis (1). Les ouvriers commencèrent aussi à réclamer contre l'admission indistincte des immigrants, ils s'opposèrent à celle des Asiatiques.

Enfin l'Amérique, comme l'Europe, eut une conception moins étroitement positiviste de la vie. Quand le territoire immense de l'Union eut été défriché, quand sa fortune fut devenue la plus considérable du monde, elle fit une place de plus en plus grande à la civilisation morale. Le gouvernement et les particuliers s'intéressèrent à l'instruction publique, surtout à l'instruction des masses; on réprima le jeu, les combats de boxe, certains États supprimèrent la vente des boissons alcooliques, que l'Union devait entièrement prohiber par le XVIII^e amendement à la Constitution (29 janvier 1919) (2). Le monde vit un pays, où le

(1) Le rôle des États-Unis dans la guerre mondiale (où les mêmes grands sentiments les ont inspirés) sera étudié à la fin de cet ouvrage. Je ne donne ici sur la période contemporaine que quelques renseignements que je ne pourrais pas placer ailleurs.

Actuellement les ouvriers américains sont devenus, comme les ouvriers australiens, hostiles à toute immigration afin de maintenir de hauts salaires, \$ 12 pour les maçons de New-York (1923).

(2) Un fort mouvement s'est produit récemment contre une législation, qui paraît, sous certains rapports, exagérée.

peuple avait fait la civilisation et dirigeait le gouvernement, s'imposer certaines règles morales d'une manière plus rigoureuse qu'aucune monarchie absolue n'avait osé les imposer à ses sujets. Cela suffit à prouver que la civilisation américaine est une civilisation véritable.

IV

Analysons la civilisation dont nous venons de montrer la formation et comparons-la aux civilisations que nous avons étudiées avant elle.

La civilisation américaine n'est pas seulement une civilisation des masses dans le sens où l'est devenue la civilisation européenne, c'est une civilisation faite par les masses et pour elles, avec tous les caractères d'une civilisation des masses : on y trouve leur imagination, leur humour, leur esprit pratique tourné entièrement vers les choses de la vie quotidienne, leur désir de gagner de l'argent, le matérialisme des gens qui travaillent pour vivre, leur idéalisme aussi, qui les fait rêver d'une société vraiment fraternelle, pacifique et égalitaire, sans tenir compte des obstacles que rencontre la réalisation d'un pareil rêve. Seulement les masses américaines ne peuvent se comparer ni aux masses de l'Asie, restées en majorité fatalistes et communistes, ni aux masses européennes, dont les traditions rappellent encore des siècles de monarchie absolue et de société hiérarchisée, mais dont les manières ont aussi un peu du raffinement de

l'élite qui les a formées. Le peuple américain s'est affranchi, au moins temporairement et partiellement, des conditions de race, d'hérédité, de climat, de sol, de milieu historique, qui ont à la fois favorisé et gêné les progrès des autres peuples. Entreprenant, hardi, sans préjugés, il n'a pas le respect de ce qui a toujours été, mais, au contraire, la curiosité, le goût de ce qui est nouveau; rude encore, plein d'illusions, porté au jeu et à la spéculation, incapable de se décourager, d'une inépuisable fécondité d'imagination pour les inventions techniques, il a de l'endurance, de l'audace, une inlassable activité, une résignation à la mauvaise fortune, à la souffrance, à la mort, qui va jusqu'au stoïcisme, une telle faculté d'adaptabilité que les gens changent constamment de métier, se tirent toujours d'affaire et réussissent presque toujours à se faire leur place; il ne craint pas le travail physique, aussi rétribué, aussi considéré que le travail intellectuel; sain et fort, il s'occupe avant tout du corps, l'aguerrit par les sports; tout en poussant la liberté jusqu'à l'extrême, il est soucieux de l'ordre, capable de se gouverner lui-même, la minorité se soumet sans protestation aux lois votées par la majorité, et la majorité n'abuse pas d'un pouvoir passager.

Cette civilisation des masses est homogène, la plus homogène probablement que le monde ait encore connue. Non seulement on ne trouve pas en Amérique, comme dans les pays eurasiens, deux civilisations distinctes, l'une de l'élite, l'autre des masses, mais encore, malgré les différences indivi-

duelles, malgré le raffinement de certains groupes sociaux, l'inégalité de la civilisation entre gens de différentes conditions n'est pas comparable à celle qui a existé ou même qui existe encore en Europe. Tous les enfants vont dans les mêmes écoles primaires, l'enseignement secondaire est accessible à tous; peu d'ailleurs le suivent, du moins jusqu'au bout; les employés, les ingénieurs, la plupart des patrons apprennent leur métier en travaillant comme ouvriers dans les usines qu'ils dirigeront; le nombre des heures de travail est restreint; ces heures achevées, ceux qui gagnent leur vie par le travail physique et ceux qui la gagnent par le travail intellectuel s'habillent de même et vivent de même, il n'y a plus entre eux de différence (1). Et, comme il y a égalité entre les conditions, il y a égalité entre les sexes : la femme a les mêmes droits que l'homme, elle reçoit souvent l'instruction dans les mêmes écoles et gagne sa vie dans beaucoup des mêmes professions (2). D'autre part,

(1) Il s'agit ici des ouvriers nés en Amérique. Au vingtième siècle, beaucoup d'immigrés, misérables et illettrés, ont eu du mal à se faire leur place; ils ont dû travailler à n'importe quel prix et vivre dans les conditions les plus humbles et les plus précaires.

(2) L'amendement XIX à la Constitution (1920) a donné aux femmes les mêmes droits politiques qu'aux hommes. Dans certains États les écoles sont mixtes, dans d'autres il y a des écoles séparées pour chacun des sexes. Il y a des Universités mixtes, des Universités réservées à un sexe ou à l'autre. A l'Université Harvard, les femmes ont un collège spécial (Radcliffe College). La grande majorité des professeurs dans les écoles des deux sexes sont des femmes (dans l'enseignement primaire : 583 000 contre 95 000 hommes; dans l'enseignement secondaire d'État : 69 000 contre 32 000; Universités 8 000 contre 34 000) (1919-20).

les communications entre toutes les parties de l'Amérique sont si nombreuses, les voyages si fréquents, les gens transportent si facilement leur domicile d'une extrémité à l'autre de l'Union qu'il n'y a pas de contraste entre la civilisation du Nord et celle du Sud, la civilisation de l'Est et celle de l'Ouest; si variée que soit la configuration du sol, si divers que soient les climats, on ne trouve pas entre les États de l'Union de différences comparables à celles qu'on trouve entre ceux de l'Europe; les particularités du Sud, les restes de la domination espagnole en Californie disparaissent rapidement (1). Quant au caractère, aux habitudes, au type physique des immigrants, presque rien n'en subsiste à la troisième génération, souvent même à la seconde. L'histoire du monde n'offre pas un autre exemple d'une civilisation ainsi capable de fondre les éléments les plus disparates et de se les assimiler rapidement.

*
* *

Voyons maintenant ce qui, dans la civilisation américaine, semble n'être que passager et ce qui paraît durable.

(1) Presque rien ne reste des anciennes mœurs de la Louisiane, dont Mrs Beecher-Stowe fait dans *Uncle Tom's Cabin* une description si pittoresque, ni de la Californie que peignent les nouvelles de Bret Harte (1839-1902).

Les immigrants du vingtième siècle, plus différents des Américains par la race et la culture que ceux du dix-neuvième, moins instruits et souvent moins civilisés que ces derniers, s'assimilent beaucoup plus difficilement.

La société américaine, qui depuis cent ans s'est transformée plus qu'aucune autre, devra finir de s'organiser et tenir compte des circonstances nouvelles où elle se trouvera. Avant longtemps il n'y aura plus en Amérique de régions presque vierges, où l'on vit la vie primitive ou la vie d'aventures. Si considérables que soient les richesses du sous-sol, l'exploitation intense qu'on en fait en épuiserait certaines ; si considérables que soient les richesses du sol, elles ne seront un jour que suffisantes pour les besoins sans cesse accrus d'une population sans cesse accrue ; tout en continuant de voir en grand et de travailler en grand, on ne pourra plus gâcher comme aujourd'hui. L'ordre deviendra nécessaire, peut-être même l'économie. Quand les gens entreprenants et laborieux ne pourront plus se pousser aussi aisément, force sera de s'inspirer davantage des lois sociales de l'Europe ; la violence des conflits entre le capital et le travail prouve que la liberté ne suffit pas à régler toutes les relations économiques et sociales. D'autre part, la science exige la méthode ; malgré la valeur incontestée des établissements scientifiques et des savants de l'Amérique, on peut dire que jusqu'ici ils ont surtout appliqué en grand les découvertes faites en Europe et que les découvertes importantes, qu'ils ont faites eux-mêmes, étaient le résultat des recherches systématiques de l'Europe et des principes généraux posés par la science européenne. La pensée américaine, en gardant ses qualités propres, sa hardiesse, son mépris de la routine, qui lui vaudront des succès de plus en

plus nombreux et de plus en plus beaux, devra s'astreindre davantage aux règles étroites et parfois conventionnelles qui, autant que l'audace et l'originalité, permettent de formuler des lois et de faire des découvertes. Mais, quelque importants que ces changements puissent être, il ne semble pas qu'ils doivent faire disparaître les traits caractéristiques de la société américaine d'à présent.

Les immigrants, dont les descendants font aujourd'hui les trois quarts de la population, sont allés aux États-Unis parce que l'Amérique était beaucoup plus grande, plus riche et moins peuplée que l'Europe. C'est là le trait saillant de la vie américaine. Les États-Unis, quoique bien plus peuplés qu'il y a cinquante ans, sont encore de beaucoup le moins peuplé des grands pays civilisés, et, comme la richesse a plus augmenté que la population, en divisant le chiffre de la richesse par celui des habitants, on trouve pour chaque habitant une quote-part sensiblement plus élevée qu'à aucune époque depuis la fondation de l'Union. C'est parce que l'Amérique est très peu peuplée que la mortalité n'y est pas considérable, que la race y est saine et forte, que la liberté peut y être très grande, qu'il n'y a pas de question agraire. C'est parce que l'Amérique est très riche que la misère y est rare, excepté chez les immigrants qui ne sont pas encore faits à la vie du pays (1). L'Amérique continuera de se peupler et par suite ces conditions changeront.

(1) Le nombre des pauvres recueillis dans des asiles était de 101,4 pour 100 000 habitants en 1903, de 91,5 en 1910 (44 000 Américains, 33 000 immigrants, 6 000 nègres).

Mais, étant données sa faible natalité, qui ne semblerait pas devoir augmenter, et les restrictions mises à l'immigration, il est invraisemblable que la population y devienne trop dense, par suite qu'elle doive s'imposer la même réglementation minutieuse et connaître les mêmes difficultés que la plupart des pays de l'Europe et de l'Asie.

L'Amérique est devenue une grande nation qui étend son influence et son territoire. Il n'est donc pas impossible qu'à de certaines époques sa politique se fasse plus impérialiste, ce qui modifierait certaines de ses habitudes et de ses institutions. Mais, comme aucun de ses voisins ne peut la menacer, il ne paraît pas probable qu'elle ait jamais le caractère militaire qu'ont donné à d'autres peuples leur histoire et leur situation géographique. L'impérialisme joint à une politique sociale plus active pourra fortifier l'Union au détriment des États, restreindre dans les États certaines libertés, le gouvernement restera toujours démocratique, il le devient et le deviendra même de plus en plus; dans quelques États très développés, comme New-York et Ohio, la Constitution est soumise tous les vingt ans à la ratification populaire.

Il est certain que bien des traits de la société américaine sont dus à la vie coloniale, qui prévaut encore dans certains États de l'Ouest, au nombre des immigrants, à la difficulté qu'ils éprouvent à trouver le métier et le lieu qui leur conviennent. C'est pour ces raisons que les divorces sont nom-

breux, que le père et les fils deviennent des étrangers les uns aux autres, que tant de parents déshéritent leurs enfants ou, sans les déshériter, laissent la plus grosse partie de leur fortune à des enfants adoptifs ou à des amis. La vie familiale deviendra sans doute plus stable; on ne saurait pourtant rien prévoir de précis, car les relations du mari et de la femme, des parents et des enfants tendent à se modifier dans tous les pays du monde, mais, si la famille américaine perd de son caractère colonial, elle n'aura pas non plus les traditions patriarcales qui subsistent, quoique diminuées, dans la famille européenne. Le temps, l'accroissement de la population, l'achèvement de la conquête économique de l'Ouest donneront aussi à la société américaine un caractère plus stable et même plus compliqué, elle n'est déjà plus ce qu'elle était il y a soixante ans : l'inégalité des fortunes, le luxe, les voyages, l'effort que font les gens instruits pour acquérir une culture aussi étendue et aussi délicate que celle de l'Europe, le raffinement des mœurs dans les familles qui connaissent la richesse depuis plusieurs générations, la rudesse, d'autre part, de certains immigrants, dont beaucoup sont venus au vingtième siècle de pays médiocrement civilisés, ont tendu à créer des distinctions sociales qui rappellent les classes de l'Europe, mais la démocratie a toujours été plus forte que l'éducation et que la fortune, l'égalité s'est toujours rétablie et elle se rétablira toujours parce que les gouvernements de l'Union et des États deviennent de plus en plus démocratiques. La

société américaine a d'ailleurs eu pour fondement l'égalité, les causes y manquent qui ont séparé longtemps les classes de l'Europe et de l'Asie. Enfin, si la société sans traditions d'aujourd'hui arrive à se créer des traditions, non seulement ce seront par bien des côtés des traditions contraires à celles de l'Europe, mais elles n'auront pas le caractère réflexe et parfois instinctif qu'ont donné à celles-ci des siècles de vie régionale et de droit coutumier. Sur ces trois points, nous avons donc trouvé des caractères permanents de la civilisation américaine.

*
* *

Maintenant que nous avons déterminé ce qui paraît durable dans la civilisation américaine, il faut y distinguer ce qui est proprement américain et ce qui est vraiment humain.

Le but de la civilisation est d'affranchir progressivement l'homme de l'état de nature : la dépendance de la race et du milieu physique est une forme de l'état de nature, par suite elle pèsera de moins en moins sur l'homme à mesure qu'il achèvera de se civiliser. Mais l'influence de la race, du sol, du climat, des mœurs primitives se retrouve dans beaucoup d'institutions, d'usages, de croyances, de sentiments, d'idées; même quand ils ont évolué au point qu'elle n'apparaît plus, elle subsiste pourtant, les empêche souvent de s'adapter aux progrès de la science et aux conditions nouvelles de la vie. Bien plus, en agissant les uns sur les autres, en se communiquant leurs découvertes, leurs arts,

leurs littératures, leurs philosophies, les peuples se sont communiqué aussi les restes de leurs hérédités primitives ; par suite, des traditions de races et de contrées différentes se mêlent et se combattent, même dans les conceptions qu'on voudrait le plus purement scientifiques. C'est contre certaines coutumes, certaines institutions d'un passé reculé, qui retardaient le développement des peuples, que se sont faites leurs réformes ou même leurs révolutions. On s'est donc demandé si l'émigration d'hommes civilisés dans des territoires vierges, en les affranchissant de ce qui est nuisible ou seulement inutile dans l'héritage du passé, ne ferait pas surgir par mutation la civilisation humaine véritable (1). Il est évident que tel n'est pas le cas de la civilisation américaine actuelle si on la prend dans son ensemble, on y trouve trop de caractères passagers, trop de caractères purement américains. Mais il est certain qu'il s'y rencontre aussi des caractères qu'on peut appeler vraiment humains. Pour les déterminer, il faut la comparer d'abord aux autres civilisations qui se sont formées d'une manière analogue. Nous ne pouvons le faire pour toutes : aussi, le Canada différant peu des États-Unis, nous contenterons-nous de dire quelques mots de l'Amérique latine et de l'Australie ; ce

(1) Il ne s'agit, bien entendu, que d'une dépendance trop étroite de la race et du milieu physique, qui exerceront toujours une certaine influence sur le caractère et même sur la pensée, surtout sur la pensée artistique. Il ne s'agit aussi que d'une petite partie de l'héritage du passé ; l'ensemble de cet héritage est indispensable à l'humanité, come il sera dit p. 514.

sont les plus importantes des anciennes colonies européennes de peuplement, les seules d'ailleurs dont nous aurons à nous occuper en étudiant l'histoire de l'Asie.

A l'époque de leur émancipation (1), les colo-

(1) San Martin (1778-1860), le libérateur de l'Argentine (1812-1813), du Chili (1814-1818), du Pérou (1820), est le seul homme d'État de l'Amérique latine dont le caractère rappelle celui de Washington. Miranda (1750-1816), qui souleva le Vénézuéla en 1806 et en 1811 et mourut dans un cachot à Cadix, était patriote mais ambitieux. Bolivar lui-même (1783-1830), le libérateur de la Colombie, du Vénézuéla et de l'Équateur, réunis alors sous le nom de Colombie, de la Bolivie, et aussi du Pérou avec San Martin, malgré la générosité de son caractère, ses idées démocratiques et son refus de la dictature à vie, exerça en réalité le pouvoir personnel de 1818 à 1829. Au Mexique, l'insurrection de 1810, suscitée par le bas clergé, ayant échoué, Iturbide (1783-1824), qui chassa les Espagnols, se proclama empereur en 1822; il fut renversé en 1823, fusillé en 1824 par Santa-Anna (1798-1876), qui, après avoir fait et défait les gouvernements pendant dix ans, devint président et le resta, avec quelques interruptions, de 1833 à 1856; Juarez (1806-1872) (un Indien), qui renversa et fit fusiller l'empereur Maximilien, gouverna dictatorialement de 1858 à 1872; ainsi fit Porfirio Diaz (1830-1914) de 1877 à 1880 et de 1884 à 1911, en assurant l'ordre et en développant la richesse. Parmi les dictateurs célèbres de l'Amérique espagnole, on peut citer Rosas (1793-1877), qui gouverna l'Argentine de 1829 à 1852 et ne fut renversé que par une coalition de tous les pays voisins; Francia (1757-1840), qui régita le Paraguay avec talent de 1814 à sa mort (1840); les deux Lopez, qui gouvernèrent également le Paraguay, le premier de 1844 à 1862, le second de 1862 à 1870, où il mourut, vaincu par la coalition du Brésil, de l'Argentine et de l'Uruguay.

Le Brésil, où Jean VI de Portugal s'était réfugié pendant l'invasion des armées de Napoléon (1807), reçut comme régent l'infant don Pedro, quand Jean VI rentra au Portugal (1820); en 1822, il se sépara du Portugal pour fonder un État constitu-

nies latines de l'Amérique se trouvaient dans des conditions différentes des colonies anglaises. Ce n'étaient pas de petites républiques indépendantes, qui s'étaient fondées sans secours et se gouvernaient elles-mêmes, c'étaient les provinces d'empires conquis et organisés par des métropoles, qui y avaient importé leur religion, leur système de gouvernement, leur armée, leurs classes sociales, leurs privilèges nobiliaires et leurs coutumes. Les indigènes du Mexique et de la partie ouest de l'Amérique du Sud, au contraire de ceux des États-Unis, étaient en majorité sédentaires et civilisés, quelques-uns (comme les Aztèques et les Incas) avaient même atteint une haute civilisation; ils forment encore une importante partie de la population du Mexique, de l'Amérique Centrale, de la Colombie, du Vénézuéla, de l'Équateur, de la Bolivie, du Pérou et du Paraguay (1). L'introduction de nègres dans les colonies (excepté le Mexique, le Chili, l'Argentine et l'Uruguay) dura trois siècles,

tionnel; don Pedro devint empereur (1826). A la mort de Jean VI (1826), don Pedro donna le Portugal à sa fille Marie, qu'attaqua don Miguel; don Pedro soutint sa fille : les Brésiliens le forcèrent, en 1831, à abdiquer en faveur de son fils, don Pedro II, qui régna jusqu'au 15 novembre 1889. L'émancipation des esclaves s'accomplit de 1871 à 1888. En 1889, le Brésil forma une république fédérative.

(1) On compte de 9 à 10 millions d'Indiens (Peaux Rouges) dans le Mexique, l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud (y compris les Indiens sauvages du centre de l'Amérique du Sud), sans compter un grand nombre de métis issus d'Indiens et de blancs ou d'Indiens et de nègres. Il y a aussi de vrais Indiens, venus de l'Inde à la Trinité (128 000), à la Jamaïque (18 000), à la Guyane Britannique (124 000, etc.).

et, les nègres réussissant bien dans ces climats chauds, la population nègre y était considérable. Les métis étaient nombreux. Certaines familles purement espagnoles ou portugaises et attachées à la mère patrie furent dans une position difficile à l'époque de l'émancipation. Aussi la mentalité de l'Amérique latine fut-elle longtemps très différente de celle de l'Amérique du Nord; jusque vers la fin du dix-neuvième siècle, le Brésil a formé un empire, les républiques espagnoles ont connu toutes la dictature, quelques-unes pendant de longues périodes; on les croyait incapables de fonder des démocraties véritables. Mais dans le dernier tiers du dix-neuvième siècle et au vingtième tous ces États ont été transformés par la mise en œuvre de constitutions imitées de celles des États-Unis, les progrès économiques qu'ont favorisés les prêts de l'étranger, l'arrivée de centaines de milliers d'émigrants européens, le développement de la civilisation, de l'instruction et du bien-être. La plupart sont aujourd'hui des républiques prospères, démocratiques et bien gouvernées, dont la population rappelle de plus en plus celle des États-Unis par beaucoup de qualités physiques et morales, le goût de l'ordre uni à celui de la liberté, la hardiesse dans les affaires, le respect de soi-même et le besoin de l'égalité.

L'Australie, peuplée presque uniquement de sujets britanniques, fut jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle une véritable colonie britannique; en 1885, Froude s'étonnait de n'y rien trouver qui

la distinguât de l'Angleterre (1). Avec la constitution du *Commonwealth* australien au début du vingtième siècle apparurent les caractères australiens, qui, par de certains côtés, différaient beaucoup des caractères américains. L'Amérique avait pour principes la liberté et l'individualisme, elle était ouverte à tous; l'Australie restreignait l'immigration et protégeait le travail. Tandis que les socialistes, cependant nombreux en Amérique, n'ont encore que deux représentants au Congrès, le Commonwealth a déjà eu plusieurs ministères socialistes. L'Australie s'est moins développée que les États-Unis; il est difficile de dire si son organisation moins libérale a été la cause ou le résultat de ce retard; les deux hypothèses ont sans doute leur part de vérité. L'existence d'un grand désert central, qui gêne les communications par terre entre les colonies, la variabilité du climat, qui produit tantôt la sécheresse et tantôt les inondations, rendent la conquête du continent australien plus difficile que celle du continent américain. Il s'y est fondé trop vite de trop grandes

(1) *Oceana* (1885).

Sir Henry Parkes (1815-1896), fondateur du journal *Empire*, et presque constamment *premier* de New South Wales de 1872 à 1896, était né en Angleterre et avait émigré en 1839; le meilleur romancier de l'Australie, Marcus Clarke (1847-1881), l'auteur de *Natural Life*, était né à Kensington; son poète le plus populaire, Adam Lindsay Gordon (1833-1870), était né aux Açores et avait été élevé en Angleterre; il avait émigré en 1853. Deux poètes seulement étaient Australiens : Harpur (1812-1868) et Kendall (1842-1882), l'auteur de *Leaves from an Australian Forest*.

viles, qui absorbent les deux cinquièmes de la population. La vie dans les campagnes, où l'élevage est plus répandu que l'agriculture, est restée trop coloniale. Cependant il n'existe pas dans le monde de race plus saine, plus robuste, plus dure au travail, à la fois plus amoureuse de la vie et plus capable de braver le danger que celle de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Il est probable que beaucoup des différences disparaîtront qui séparent la civilisation australienne de la civilisation américaine : déjà la mentalité australienne se fait plus libérale et la mentalité américaine moins exclusivement individualiste. (1).

(1) L'Australie (5 426 000 habitants en 1921, plus 100 000 indigènes) comprend New South Wales (2,1 millions), capitale Sydney (897 000); Victoria (1 531 000), capitale Melbourne (784 000); Queen's Land (757 000), capitale Brisbane (209 000); South Australia (495 000), capitale Adelaide (256 000); Western Australia (336 000), capitale Perth (155 000); Tasmania (213 000), capitale Hobart (52 000). The Northern Territory, qui appartenait à South Australia, est devenue un territoire de la Confédération (1911). L'Australie a été traversée de l'est à l'ouest par le chemin de fer, quand la ligne de Port Augusta-Kalgoorlie a relié en 1917 le réseau de l'Australie méridionale à celui de l'Australie occidentale. Une ligne sud-nord est projetée; le télégraphe traverse déjà le continent du sud au nord.

Le *Commonwealth of Australia*, constitué en juillet 1900, établi le 1^{er} janvier 1901, comprend un gouverneur général, représentant le roi, un sénat de trente-six membres (six par État), élus pour six ans au suffrage universel direct et renouvelables par moitié, une Chambre de soixante-douze membres élus pour trois ans au suffrage universel direct, le nombre des députés élus par les États étant en proportion de celui de leurs habitants. Chaque État a sa propre Constitution.

Le premier *Prime Minister* de la Confédération fut son auteur même, Barton (Edmund) (1849), qui gouverna de 1901 à

Toutes les colonies européennes de peuplement n'ont donc pas actuellement produit des cultures identiques et, par suite, il n'est pas possible d'admettre tous les caractères permanents de la civi

1903. Il eut pour successeur le protectionniste Deakin, de 1903 à 1904. Dès avril 1904, le parti ouvrier s'empara du pouvoir et Watson (John-Christian), né en 1867 à Valparaiso, devint *premier*. Mais, en août 1904, le gouverneur général le força à démissionner et le remplaça par le libre-échangiste Reid (1904-1905); puis le protectionniste Deakin revint au pouvoir (1905-1908). En 1908, les travaillistes eurent la majorité aux élections; le président du Conseil fut un ouvrier mineur, Fisher (Andrew) (1862), qui gouverna de 1908 à 1909 et, de nouveau, après un troisième ministère Deakin (1909-1910), de 1910 à 1913; c'est au cours de ces trois années qu'il accomplit de nombreuses réformes (Fisher a représenté l'Australie à Londres de 1915 à 1920). Après deux ans d'un ministère protectionniste, présidé par Cook (1913-1915), les socialistes reprirent le pouvoir avec William Morris Hughes (1864), un Gallois immigré (1884), qui a gouverné l'Australie de 1915 à 1923, mais en se séparant des socialistes et en formant pendant la guerre mondiale le parti nationaliste; en 1918, après l'échec de son projet de loi sur le service militaire obligatoire, il céda pendant quelque temps le pouvoir à un ministère purement ouvrier, sous le socialiste Tudor. Le nouveau ministère formé en 1923 est un ministère de coalition (contraire au *labour party*), présidé par Bruce (Stanley), qui était *treasurer* du cabinet Hughes depuis 1921.

En 1919, il y avait 122 290 naissances contre 65 930 décès; 222 956 immigrés contre 65 930 émigrés. Il avait été construit 22 647 milles de chemins de fer par l'État et 3 010 par les particuliers. La production de l'Australie était de £ 58 millions pour l'agriculture, £ 92 millions pour les produits du troupeau, £ 33 millions pour les produits de la ferme et de l'apiculture, £ 7 millions pour les forêts et les pêcheries, £ 26 millions pour les mines, £ 75 millions pour l'industrie (£ 298 millions). En 1919-1920, la valeur des importations était de £ 97,4 millions, celle des exportations de £ 148,5 millions.

lisation américaine comme des caractères certains de la civilisation que ces colonies travaillent à créer. Cependant il faut reconnaître que plusieurs caractères permanents sont déjà communs à toutes; ainsi l'égalité, la liberté, le *self government*, le fait de concevoir l'État comme le représentant du peuple et non comme une autorité placée au-dessus de lui, l'absence de classes, le goût du nouveau, le mépris de la routine ou même des traditions, le développement du physique autant que du moral; là où ces caractères n'existent que partiellement, c'est que les colonies ne sont pas purement des colonies de peuplement, que des races indigènes ont formé un élément, plus ou moins grand, du nouveau peuple, que la race conquérante a vécu longtemps dans la colonie sous l'autorité de la mère patrie et que l'immigration n'a pas été encore assez considérable pour la transformer.

Nous devons rechercher maintenant quels sont ceux de ces caractères qui peuvent convenir non plus seulement aux colonies de peuplement, mais encore aux États séculaires de l'Europe et de l'Asie. Tous ces États ont une population bien plus dense que celle de l'Amérique et de l'Australie, quelques-uns sont surpeuplés; leur organisation restera donc en partie différente, ils devront conserver une réglementation plus forte et plus minutieuse; cette réglementation présente, d'ailleurs, certains avantages pour le développement de la civilisation matérielle, car avant la guerre mondiale l'Europe Nord-Occidentale, prise dans son

ensemble, était, malgré l'exiguïté de son territoire, encore plus riche que les États-Unis (d'origine, il est vrai, beaucoup plus récente et insuffisamment peuplés) et les ouvriers des colonies de peuplement réclament ou font même déjà appliquer la législation sociale de l'Europe.

Il n'est pas non plus exact que les conditions où se trouvent les colonies de peuplement soient, d'une manière générale, plus favorables à la civilisation morale que celles des États séculaires. Sans doute des usages trop anciens, des préjugés, une organisation politique et sociale établie pour des besoins qui ont disparu arrêtent le progrès, et, par suite, la création de sociétés nouvelles dans des pays inhabités peut permettre à l'humanité d'y réaliser facilement une avance qui ne se produirait ailleurs que lentement et incomplètement par une série de crises et de révolutions. Mais, d'autre part, l'humanité ne peut rien qu'en s'appuyant moralement et matériellement sur le passé, et les sociétés nouvelles n'utilisent pas au même degré que les anciennes ce qu'il a légué d'indispensable aux besoins de la civilisation. Nous nous trouvons donc en présence de deux types de civilisation, l'un et l'autre incomplets, dont la coopération est nécessaire : l'Amérique et les colonies doivent profiter plus largement de cet héritage du passé que le vieux continent a conservé ; le vieux continent doit s'inspirer de l'Amérique pour mener à bien ses réformes, comme il l'a déjà fait depuis un demi-siècle : l'influence américaine s'est en effet imposée à l'Eu-

rope et à l'Extrême-Asie, où elle a contribué à la création de la civilisation néo-asiatique.

Il est probable pourtant qu'au moins pendant longtemps, le caractère de modernité continuera de prédominer dans la civilisation américaine et le caractère de tradition dans les civilisations du vieux continent. La conciliation sera, d'ailleurs, plus facile entre la civilisation européenne et la civilisation américaine, qui ont une origine commune, qu'entre la civilisation néo-asiatique et celle de l'Amérique ou de l'Europe. Mais il apparaît aussi que la civilisation néo-asiatique augmentera la force de la civilisation humaine en lui apportant des éléments totalement distincts de ceux que lui fournissent les deux autres civilisations, car le plus grand stimulant du progrès est l'influence réciproque de civilisations différentes (1).

(1) Richesse des États-Unis (1920). Valeur (en millions de dollars) des fermes et cultures (77 924), de la récolte précédente (21 514), des animaux (4 779). Capital investi dans les chemins de fer (21 891); dans l'industrie (44 466) (valeur des produits : 62 418, des matières employées : 37 376).

Le *bushel* américain = litres 35,242; l'*imperial bushel* britannique = 36,347 66.

CANADA FRANÇAIS. — Le but de cette Introduction étant d'étudier la diffusion de la civilisation européenne et de la civilisation américaine en Asie et les conséquences qu'elle y a produites, je ne puis y parler des colonies françaises de peuplement; je le ferai en partie en traitant de la question du Pacifique, en partie dans la conclusion générale de cet ouvrage, où, reprenant le sujet qui a fait l'objet du début de cette Introduction, je montrerai les effets de l'influence française et de l'influence anglo-saxonne non plus seulement en Europe mais dans le monde entier. Je veux cependant donner ici quelques renseignements sur la partie française du Canada. Elle comprend la province de Québec et cer-

taines régions des provinces limitrophes. Cette province, appelée Nouvelle-France ou Canada, du temps où elle appartenait encore à la France, qui l'avait colonisée (depuis 1608), devint, quand elle tomba sous la domination anglaise en 1763, la province de Québec; de 1791 à 1840, ce fut le Bas Canada, de 1841 à 1867 le Canada Est; quand fut constituée la Confédération du *Dominion* de Canada, elle y entra comme Province de Québec; elle a un lieutenant-gouverneur, un ministère responsable, un Conseil législatif de 24 membres nommés à vie, et une Assemblée législative de 85 membres élus pour cinq ans (qui comprend, depuis l'élection de 1923, 63 libéraux et 22 conservateurs).

En 1911, 1 648 898 habitants étaient d'origine française et 316 103, d'origine britannique; en 1921, la population était de 2 361 199 habitants, dont 1 038 128 agriculteurs; il y avait 1 724 683 catholiques en 1911. Québec est représenté par 24 sénateurs et 65 députés dans le Parlement fédéral.

La loi civile française, abolie dans la province de Québec en 1763, y fut rétablie en 1791. Le français fut reconnu langue officielle en 1791, remplacé par l'anglais en 1840, rétabli en 1848.

Les provinces limitrophes comptent aussi des Canadiens français; elles n'en donnent pas le nombre; on peut s'en faire une idée par celui des catholiques, mais imparfaitement parce qu'en 1911 il y avait 121 000 Canadiens d'origine austro-hongroise, 34 000 d'origine italienne, 17 000 d'origine proprement française. En 1911, Ontario comptait 485 000 catholiques sur 2 527 000 habitants (2 930 000 en 1921); Nova Scotia 144 000 sur 492 000 (523 000); New Brunswick 144 000 sur 351 000 (387 000); Manitoba 74 000 sur 461 000 (610 000). Pour tout le Canada, on avait (1911) 2 054 890 français et 2 833 041 catholiques, sur 7 206 643 habitants (8 788 483 en 1921).

Les autres provinces de la Confédération du Canada sont Prince Edward Island, Saskatchewan, Alberta et British Columbia, plus le territoire du Yukon.

Les autorités du *Dominion* sont le gouverneur général, nommé par la Couronne, assisté d'un Conseil Privé, dont font partie les ministres; d'un Sénat de 96 sénateurs (au maximum 104) (nommés à vie par le gouverneur) où chaque province est représentée par un nombre variable de sénateurs et une Chambre de 235 membres élus pour cinq ans.

E. — LA PÉNÉTRATION RÉCIPROQUE DES CIVILISATIONS DE L'ASIE, DE L'EUROPE ET DE L'AMÉRIQUE; LEURS CONFLITS

I

Voici que nous avons achevé l'histoire de la diffusion de la civilisation européenne. Nous l'avons vue commencer dans l'élite de petits centres de culture, transformer ces centres, les grouper, de manière à créer des peuples de plus en plus considérables et de plus en plus homogènes, se répandre de classe à classe jusqu'aux masses de ces peuples, leur donner l'instruction, le bien-être, les droits politiques, et ainsi, par l'application de tous ses principes, se dégager, dans une évolution régulière, des petites cultures aristocratiques qui l'avaient formée pour devenir une grande civilisation démocratique.

Nous l'avons vue, d'autre part, commencer dans l'Europe occidentale, principalement en France et en Angleterre, gagner le bassin de la Méditerranée, l'Europe centrale, l'Europe orientale, renouveler par son influence les civilisations eurasiennes de la Russie, des pays musulmans, de

l'Inde et de l'Océan Indien, s'imposer à la civilisation millénaire de l'Extrême-Asie; nous l'avons vue aussi gagner, par les colonies européennes de peuplement, l'Amérique, l'Afrique, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Ainsi la petite civilisation régionale du début s'est étendue et développée jusqu'à devenir une civilisation mondiale.

De fait, la civilisation européenne conquiert le monde et à une époque il semblait qu'on dût la considérer comme la civilisation définitive de l'humanité. Grâce à la supériorité de sa civilisation, l'Europe, qui pendant longtemps a seule possédé une science véritable et presque toute la richesse, a, elle aussi, conquis le monde, car les derniers États indépendants de l'Asie ont été quelque temps sous son hégémonie, et il fut aussi une époque où il semblait que sa domination durerait toujours.

Mais peu à peu il se forma une civilisation nouvelle dans les colonies de peuplement, particulièrement en Amérique. L'Extrême-Asie ne se convertit pas à la civilisation européenne, elle ne conserva pas non plus intégralement sa civilisation traditionaliste et inférieure, elle la renouvela sous l'influence de l'Europe et de l'Amérique et répandit sa civilisation, ainsi renouvelée, dans toute l'Asie. Il y eut donc trois civilisations : l'européenne, l'américaine et la néo-asiatique.

Cette formation de la civilisation américaine et de la civilisation néo-asiatique ne prouvait pas que la civilisation européenne fût en décadence. Il avait toujours été dans sa nature de respecter

les idiosyncrasies : elle avait laissé à tous les peuples européens leurs caractères et leurs cultures originales. Il était de même dans sa nature de susciter des idiosyncrasies nouvelles, de renouveler les civilisations de l'Asie au lieu de les détruire et de produire en Amérique une civilisation différente d'elle-même et fondée sur une autre base que les civilisations antérieures. Cependant, la formation des nouvelles civilisations impliquait que l'Europe ne conserverait pas la domination exclusive du monde : les États que ces civilisations fondaient différaient trop de ceux de l'Europe pour en accepter la suprématie.

Si l'Europe et la civilisation européenne avaient gardé leur hégémonie ou si les grands groupements de peuples avaient continué de vivre isolés et que leurs civilisations fussent restées distinctes, il y aurait eu des crises partielles, il n'y aurait pas eu une crise générale de la civilisation. Au contraire, les conquêtes, la création de colonies de peuplement et de domination, le développement des moyens de communication et du commerce, l'influence de la science, des lettres, des arts, des institutions politiques et sociales unirent matériellement et moralement les trois civilisations et les civilisations eurasiennes, qui servaient d'intermédiaires entre l'Asie et l'Europe : le caractère de la civilisation européenne était de se répandre de classe à classe et de peuple à peuple ; la civilisation de l'Amérique avait une faculté de diffusion peut-être supérieure parce que, civilisation

des masses, elle attirait les masses de tous les pays; la civilisation néo-asiatique, telle qu'elle s'était fondée au Japon et en Chine, témoignait, elle aussi, d'une puissance considérable d'expansion; et les civilisations de l'Eurasie étaient par leur nature même destinées à recevoir et à transmettre des influences diverses. Mais cette pénétration réciproque des civilisations ne pouvait, au moins pendant longtemps, s'accomplir harmonieusement. Rien n'est, en effet, plus difficile qu'une pénétration harmonieuse de plusieurs civilisations; il faut songer à la diversité des conditions religieuses, morales, politiques, économiques et sociales; il faut remarquer surtout que la pénétration devrait se produire simultanément dans tous les domaines, sous peine de compliquer la crise générale de crises nationales. D'ailleurs, la communauté intellectuelle qui s'établissait entre les élites des peuples ne pouvait empêcher que les trois civilisations ne différassent profondément dans leurs conceptions de la morale et de la société : entre l'Asie et l'Europe, des siècles de séparation avaient produit des divergences presque irréductibles; entre la civilisation européenne et la civilisation américaine, il existait une antinomie fondamentale : la première devait au double fait d'avoir été créée par des élites et dans de petits centres une grande complexité, le respect des traditions et des particularités régionales, favorables à la haute culture artistique et littéraire; la seconde, créée par des masses formées d'émigrés de tous les pays, était simple,

ennemie de la diversité comme des classes et des traditions; elle a rendu pareils tous les hommes qui l'ont acceptée.

Les conflits que la pénétration réciproque des trois civilisations devait forcément produire s'aggravèrent du fait que la civilisation matérielle se répandit beaucoup plus vite que la civilisation morale. Certains peuples négligèrent même complètement la seconde; ils crurent que, pour se civiliser, il leur suffirait de construire des chemins de fer, des ports, des manufactures, d'équiper et d'armer des troupes et de la police, de former des administrations plus ou moins semblables à celles des États prédominants. Mais rien n'est plus dangereux que la diffusion inégale, intermittente et désordonnée d'une civilisation morale qu'amène l'adoption de la civilisation matérielle dont ses principes sont la base et l'origine. Rien n'est pire que l'émancipation de la femme et de l'enfant qui se fait inconsciemment et au hasard par les sports, les modes, les transports en commun, les spectacles de la rue, que l'émancipation partielle des masses qui se fait par le recrutement hâtif de soldats, d'employés, d'ouvriers, que l'on fait vivre de la vie des nations les plus avancées, si on ne leur enseigne à tous en même temps la morale et les idées qui prémunissent, au moins partiellement, contre les dangers de pareils changements et rendent les nouvelles mœurs normales, inoffensives et fécondes.

II

Dans la conclusion de cet ouvrage, nous essaierons de prévoir quelques-uns des résultats que produira un jour la fusion des trois civilisations. Ici nous n'avons à nous occuper que de la crise qu'ont provoquée depuis le début du XX^e siècle leurs tentatives de pénétration réciproque et leurs conflits, en remarquant que cette crise de diffusion de la civilisation de peuple à peuple s'est confondue avec la crise produite par la diffusion de la civilisation dans les masses, principalement en Asie, où les civilisations de l'Europe et de l'Amérique ont surtout agi par leurs principes démocratiques.

Nous ne pouvons même pas étudier complètement cette crise. Beaucoup des questions qui s'y rapportent ont déjà été traitées dans le tome IV et le tome VI; d'autres le seront dans la Conclusion générale de cet ouvrage. Nous tenterons seulement ici de déterminer les caractères généraux de la crise en examinant quelques cas particulièrement propres à en faire comprendre la nature. Nous nous placerons au début du vingtième siècle, en réservant pour la Conclusion générale l'examen des changements causés par la guerre mondiale.

Nous nous occuperons d'abord de la civilisation matérielle.

La crise qu'elle traversait résultait, en premier lieu, de la manière inégale dont les hommes étaient

répartis entre les différents pays du monde (1). Il y avait en Europe et en Asie des pays surpeuplés absolument, d'autres qui l'étaient relativement : si la population n'y était pas considérable par rapport à l'étendue du territoire, elle était trop nombreuse par rapport à la richesse acquise. Au contraire, l'Amérique, l'Australie et l'Afrique étaient trop peu peuplées. Il se produisait donc une émigration des pays trop peuplés dans les pays trop peu peuplés, d'une région à l'autre de l'Europe, d'une région à l'autre de l'Asie, et d'Asie et d'Europe en Amérique, en Afrique et en Océanie. Mais de nombreuses restrictions ne tardèrent pas à être mises à l'immigration. Beaucoup de pays répugnaient à perdre les émigrants, après les avoir élevés jusqu'à l'âge d'homme, et les sommes qu'ils emportaient. Les peuples prospères refusèrent l'entrée de leurs territoires aux malades, aux ignorants, aux gens qui paraissaient suspects pour une cause quelconque et même aux gens sans ressources; dans beaucoup d'États les ouvriers s'opposèrent à l'arrivée d'immigrants, qui, en offrant leur travail à bas prix, faisaient diminuer les salaires. D'autre part, les immigrés se fondaient souvent mal dans des populations dont la civilisation différait de la leur; quelquefois, ceux qui ne s'expatriaient que pour quelques années prétendaient imposer les institutions et les conditions sociales des pays où ils s'étaient

(1) Les chiffres de l'accroissement de la population se trouvent dans l'introduction du tome IV, p. xvii et suiv., xcviii et suiv.

établis à leurs pays d'origine, qui ne pouvaient pas ou ne voulaient pas se les adapter. Par suite, l'émigration, qui aurait dû unir les peuples, suscita entre eux des conflits sans nombre (1).

L'inégale distribution des hommes dominait la question complexe de l'alimentation. Des pays surpeuplés, ceux qui étaient riches ne réussissaient à se nourrir que par une organisation compliquée : ils achetaient à l'étranger des matières premières à bon marché, les transformaient par leur industrie en produits chers, revendaient ces produits à l'étranger et achetaient sur leurs bénéfices les aliments qui leur étaient nécessaires ; ce système les mettait à la merci des crises agricoles, industrielles et commerciales du monde entier ; au cas d'une crise générale il les exposait à la disette. Tous les pays surpeuplés et pauvres souffraient de famines périodiques, les uns parce que leurs récoltes étaient déficitaires, les autres parce qu'ils en vendaient une partie aux pays riches ; ils exportaient des millions d'hectolitres de grains alors que la famine y faisait des milliers ou même des millions de victimes (2).

(1) L'un des résultats de l'émigration est de détruire la proportion normale des personnes des deux sexes. Les chiffres des États-Unis ont été donnés plus haut ; en Argentine on dénombrait (1914) : 4 227 023 hommes contre 3 658 214 femmes. Par contre, l'Allemagne comptait (1910) : 32 040 165 hommes contre 32 885 826 femmes (en 1919 : 28,4 millions contre 31,3) ; l'Angleterre, avec le Pays de Galles (1911) : 17 445 608 hommes contre 18 624 884 femmes (en 1921 : 18 contre 19,8).

(2) En 1899-1900, l'Inde a exporté 32 millions de *hundred weights* (cwt.) (kil. 50,8024) de riz, 10 millions de blé, 3 de

Le plus ou moins de densité de la population influait sur la natalité, la mortalité, la criminalité, le taux des salaires, la constitution des États, les pays surpeuplés devant avoir une organisation beaucoup plus stricte et plus minutieuse que les pays insuffisamment peuplés; même en Angleterre l'accroissement de la population faisait diminuer l'individualisme et la liberté. Enfin la surpopulation de certains pays en poussait les habitants à des révolutions ou à la conquête de pays moins peuplés. Mais nous ne pouvons qu'indiquer ici des problèmes qui ne sauraient être traités dans cette introduction, ni étudiés uniquement par rapport à la densité de la population.

La crise de la civilisation matérielle avait aussi pour cause l'inégale distribution de la richesse entre les peuples (1). La fortune du monde s'était énormément accrue au cours du XIX^e siècle et au commencement du XX^e. Deux chiffres suffiront pour donner l'idée de l'enrichissement des dernières années : le montant des valeurs négociables

grains divers, alors que 6 millions d'Indiens affamés ont dû être secourus en 1906 et que 2 millions sont morts de faim ou des maladies provoquées par la mauvaise alimentation. En 1912, l'Angleterre acheta £ 245 724 000 d'aliments (céréales : 80 795 000; viande : 48 063 000; sucre : 26 555 000; beurre : 24 354 000; fruits : 15 444 000; thé : 11 491 000; œufs : 8 395 000; fromage : 7 444 000; légumes : 5 159 000; graines : 5 008 000).

(1) Les chiffres de l'accroissement de la richesse sont donnés t. IV, p. xxv; t. VI, p. 274 et suiv., 832, 843.

dans le monde passa de 450 milliards de francs en 1895 à 850 milliards en 1912. Seulement, sur les 675 milliards appartenant à des particuliers dont on connaissait la nationalité, de 145 à 150 revenaient à la Grande-Bretagne, de 135 à 140 aux États-Unis, de 108 à 115 à la France, de 100 à 110 à l'Allemagne, et seulement, de 32 à 35 à la Russie, de 25 à 26 à l'Autriche-Hongrie, de 16 à 18 à l'Italie, de 14 à 16 au Japon, de 50 à 65 à tous les autres pays, dont certainement plus de la moitié à la Belgique et à la Hollande. Il n'y avait en réalité que deux régions vraiment riches : d'une part, les États-Unis, dont la richesse dépassait déjà 100 milliards de dollars vers 1906 ; d'autre part, l'Europe nord-occidentale : on estimait la richesse de la France à 270 milliards de francs, celle de l'Angleterre à 300 ou même 350, celle de l'Allemagne à plus de 400. La Belgique et la Hollande étaient très riches. La Suisse, où les fortunes frappées de l'impôt sur le capital étaient évaluées officiellement à 14,5 milliards en 1910, et le nord de l'Italie étaient assez riches. Les autres pays de l'Europe l'étaient bien peu, du moins par rapport à l'étendue de leur territoire et au chiffre de leur population ; la Roumanie elle-même ne faisait que commencer à se développer. En Asie, le Japon était le seul pays qui eût quelque richesse ; encore sa fortune ne dépassait-elle guère 70 milliards. L'Australie, le Canada, l'Argentine et le Chili étaient riches par rapport au chiffre peu élevé de leur population, mais pas par rapport à l'étendue de leur territoire ;

au Brésil, les États du Sud, principalement Rio de Janeiro, Sao Paulo et Minas Geraes, étaient les seuls dont la fortune fût assez considérable (1).

Ce qui était vrai de la richesse capitalisée l'était aussi de l'industrie, du commerce, de la marine. Sur les 1 137 369 kilomètres de chemins de fer que possédait le monde en 1911, 418 768 appartenaient aux États-Unis (y compris l'Alaska), 250 000 à l'Europe occidentale (y compris l'Espagne et l'Italie) et à l'Europe centrale (2).

Étant donnée cette grande inégalité dans la fortune des peuples, les plus riches cherchaient des placements rémunérateurs en prêtant une partie de leurs capitaux à ceux qui, par manque de capital, avaient dû laisser leurs richesses inexploitées. Ces prêts se faisaient au moyen de l'organisation économique particulière du monde moderne à laquelle on devrait réserver le nom de capitalisme, pour la distinguer des anciens modes de formation et d'utilisation du capital. A mesure que la civilisation s'est compliquée, la propriété du capital s'est aussi compliquée. La valeur du sol et du sous-sol, de leurs produits transformés par l'industrie s'étant énormément accrue, un indi-

(1) En 1916, on évaluait la fortune de l'Argentine à 32 656 millions de pesos papier (£ 2 850 920 000), ce qui est beaucoup pour 8 698 516 habitants (1921) et peu pour 2 978 590 kilomètres carrés.

(2) Voir, pour les chiffres de la fonte, des industries, des postes, de la navigation, etc., tome IV, p. xliiv et suiv., et tome VI, p. 274 à 286.

vidu n'en peut plus posséder qu'une portion relativement petite; la propriété de la plupart des mines et des manufactures est devenue collective en ce sens qu'elles n'appartiennent plus à un seul capitaliste, mais à beaucoup de capitalistes réunis en sociétés que la loi reconnaît comme personnes civiles; par contre, elle est restée individuelle en ce sens que la part qui revient à chacun des capitalistes dans cette propriété collective est représentée par un titre particulier, qu'il peut donner à gage ou aliéner. Aussi les porteurs de ces titres de propriété individuelle, les actionnaires, ne se préoccupent-ils que de leur hausse ou de leur baisse à la Bourse et des dividendes qu'ils en retirent; ils achètent rarement des valeurs dans l'idée de les conserver toujours ou même très longtemps; par suite, bien qu'ils soient les véritables propriétaires d'une mine ou d'un chemin de fer, leur intérêt finit par devenir distinct de celui de la société qui les exploite et quelquefois par s'y opposer. C'est pourquoi la gestion des sociétés anonymes appartient à un conseil d'administration. Ce conseil est élu par les actionnaires, mais il peut arriver que la majorité des petits ou même des moyens actionnaires néglige de prendre part aux votes ou le fasse sans connaissances suffisantes ou sans pouvoir changer le résultat. Dans la complexité de la vie moderne, aucune entreprise ne peut vivre sur elle-même, les administrateurs d'une société entrent dans les conseils d'administration d'entreprises connexes; leurs besoins financiers les mettent en rapport avec les

banques; il se crée donc dans chaque pays un monde des affaires, composé de banquiers, de commerçants et d'industriels; les premiers d'entre eux dirigent l'ensemble des finances, de l'industrie et du commerce d'un pays. Comme aucun pays ne peut rester sans relations avec les autres pays, les grands industriels prennent des intérêts dans les mines ou les plantations étrangères qui leur fournissent leurs matières premières; les banques placent des emprunts étrangers. Certaines sociétés sont cosmopolites. Il s'est ainsi constitué un groupe international de banquiers, de commerçants et d'industriels qui contrôlent les grandes affaires du monde.

Le rôle du capitalisme ainsi compris était considérable dans la vie intérieure et extérieure des peuples au commencement du vingtième siècle. Il encourageait les conquêtes coloniales, aidait à la conclusion des alliances, empêchait certaines guerres, en approuvait d'autres. Il contribuait beaucoup à la pénétration réciproque des civilisations : si les anciens pays riches avaient conservé toute leur fortune pour eux-mêmes, l'Europe orientale, le bassin de la Méditerranée, l'Asie, l'Afrique, l'Amérique ne se seraient pas développées. Mais le capitalisme international augmentait aussi certains maux que produisait la pénétration trop brusque des civilisations et aggravait leurs conflits. S'il est utile à un peuple que les banques concentrent ses capitaux et en consacrent une partie à des placements étrangers exceptionnellement rémunérateurs ou destinés à étendre son in-

fluence, une exportation trop grande de capitaux empêche les industriels et les commerçants de trouver les sommes dont ils ont besoin et ralentit ou même arrête le développement du pays, elle tend aussi à former une classe de rentiers dont les intérêts sont distincts de ceux de la nation. De leur côté, les pays emprunteurs deviennent tributaires des pays prêteurs, ils leur cèdent quelques-uns de leurs grands services publics et leur laissent acquérir à bas prix les principales richesses de leur sol et de leur sous-sol. La nécessité où ils sont de payer les intérêts de leur dette en marchandises les force à ne produire que ce qui convient à leurs créanciers; leur constitution économique est ainsi désorganisée (1).

(1) Les revenus des placements étrangers contribuent à stabiliser le change et permettent l'excédent des importations sur les exportations nécessaire à la plupart des pays très développés.

Voici les chiffres de la dette extérieure des pays dont les gouvernements avaient emprunté directement à l'étranger avant 1913.

Au 1^{er} janvier 1912 la dette russe propre était de 8 941 millions de roubles (1/15 impériale). Le rapport du Congrès des valeurs mobilières de 1913 (p. 137) indique qu'à la même date la Chancellerie de Crédit estimait le total des titres garantis par l'État à 12 milliards 268 millions de roubles (1/15 impériale), dont 5 milliards 385 millions auraient été placés à l'étranger.

Dette extérieure des États Scandinaves en 1912 (en couronnes) : Suède (521,3 millions); Danemark (270,4); Norvège (344,9). Grèce (1911) (833 millions de drachmes (or), 150 de drachmes (papier). Turquie (1912) (126 millions de livres turques). Égypte (1912) (£ 94 millions). Bulgarie (1912) (604 millions de francs de dette consolidée, en grande partie placés à l'étranger). Espagne (1912), dette extérieure (un milliard de pesetas). Portugal (1913), dette extérieure (184 millions d'escudos). Roumanie (1912), dette extérieure (800 millions de lei). Une partie de la dette de l'Autriche, de la Hongrie et de l'Italie

La finance internationale ne formait d'ailleurs qu'un des liens qui unissaient les peuples. De fait, ils ne pouvaient plus vivre les uns sans les autres. Au lieu de se développer normalement, ils le faisaient comme si le monde eût déjà été unifié. Les États-Unis, qui attiraient des millions d'émigrants et des milliards de capitaux, vendaient bruts quantité de produits de leur sol et de leur sous-sol, au lieu de les manufacturer; ils cédaient une partie de leur récolte de coton à l'Angleterre,

était placée à l'étranger. Brésil (1911), dette extérieure (£ 83 millions et 300 000 000 de francs). Argentine (1911) (en millions de piastres or), dette extérieure nationale (304); dette extérieure des États (149); des municipalités (12); une partie des cédules hypothécaires, des emprunts des chemins de fer, etc., était placée à l'étranger. Bolivie (1913), dette extérieure (£ 140 000). Canada (1911), dette payable à Londres (\$ 271 millions). Chili (1911), dette extérieure (£ 35 millions). Equateur (1912), dette extérieure (30 millions de dollars). Japon (1912), dette extérieure (¥ 1 427 683 685). Perse (1913) (£ 5 250 000). Siam (1911) (£ 7 millions). Uruguay (1912), dette extérieure et internationale (125 millions de piastres or). Venezuela (1912), dette extérieure (231 millions de bolivars). Paraguay, dette anglaise (1910) (3 900 000 pesos or). Chine (£ 60 millions. Francs : 377 000 000. ¥ 12 470 000. \$ 2 222 000. Taels (Shang hai) 3 270 000. Taels (Hai kun) 421 499 994).

Ces chiffres ne concernent que la dette extérieure des pays. Les pays riches de l'Europe avaient prêté des milliards aux entreprises privées, surtout à celles des États-Unis et de la Russie.

D'après le rapport du Congrès de la statistique des valeurs mobilières de 1913, la France aurait possédé en 1912 entre 40 et 42 milliards de francs de valeurs étrangères, dont 30 de fonds d'État. Le revenu du portefeuille anglais de valeurs étrangères frappées par le fisc anglais était de £ 104 millions (1912). On évaluait entre 20 et 30 milliards de marks les sommes placées par les Allemands en valeurs ou affaires étrangères (Helferich, p. 112 (1914); Steinmann-Bücker, p. 46 (1908).

tandis qu'ils n'avaient, en 1910, que 28 millions de broches contre 53 à l'Angleterre; ils ne construisaient que peu de bâtiments, ne possédaient, en 1909, que 1 500 000 tonnes de navires de mer. L'Angleterre achetait la plus grande partie de sa nourriture à l'étranger : le Danemark, entre autres, faisait sa principale occupation de produire du beurre et des œufs pour l'Angleterre, alors que l'Angleterre, autrefois l'un des premiers pays agricoles du monde, avait laissé décheoir son agriculture. La Suède et l'Italie, qui ont peu de charbon, la Suisse et la Norvège, qui n'en ont presque pas, n'avaient, malgré leurs chutes d'eau, pas électrifié leurs chemins de fer. La Belgique, qui avait le premier port de l'Europe pour le commerce extérieur, ne possédait que peu de bateaux (1). La France vendait une grande partie de son fer au lieu de le manufacturer et achetait du charbon au lieu d'utiliser complètement ses chutes. Le Japon vendait sa soie grège, tandis qu'il achetait du coton brut pour le filer et le revendait filé sans le tisser; il avait le monopole de la production du camphre mais ne le raffinait pas. L'interdépendance des États du monde était devenue telle qu'une crise financière, comme celle de 1907 aux États-Unis, eut sa répercussion dans toutes les Bourses.

Une union aussi intime était prématurée : les nations différaient encore trop par la nature et le degré de leurs civilisations, l'étendue de leurs ter-

(1) La flotte commerciale belge était de 166 420 tonnes (1911), tandis que le mouvement des ports belges était de 15 896 915 (1911).

ritoires, le nombre de leur sujets, leur richesse, leur développement industriel et commercial. Les pays les plus avancés étant, pour la plupart, surpeuplés, d'une population à qui la diffusion de la civilisation avait rendu indispensable la diffusion du bien-être, c'était pour eux une question de vie ou de mort, non seulement de préserver leur industrie, mais de lui assurer des débouchés : aussi les plus forts luttaient-ils âprement entre eux, quelques-uns cherchaient à absorber économiquement les peuples faibles, parfois même dans le but de les absorber plus tard politiquement; ceux-ci se défendaient par tous les moyens contre cette absorption. En pleine paix le monde semblait déjà en état de guerre. Tous les pays, excepté l'Angleterre, protégeaient leur agriculture et leur industrie par des tarifs douaniers de plus en plus élevés; de la défensive plusieurs passèrent, de gré ou de force, à l'offensive quand il y eut pléthore de certaines marchandises que tous voulaient produire, ils s'enlevaient l'un à l'autre les marchés au moyen de primes à l'exportation. Les guerres économiques devinrent le prélude de guerres véritables; dans l'âpre concurrence que se faisaient les peuples civilisés, il leur devint impossible de se développer ou même de se maintenir s'ils ne conquéraient pas d'immenses territoires producteurs des matières premières les plus variées; ils annexèrent d'abord les régions barbares ou demi barbares, puis celles dont les habitants avaient été retardés dans leur développement par des causes passagères; le nombre des unes et des

autres diminuant rapidement, les grands peuples s'en disputèrent la possession par la diplomatie, puis ceux qui étaient le plus ambitieux ou le plus à l'étroit commencèrent de le faire par les armes.

Ces conflits avaient leur répercussion dans la vie intérieure des nations. Les hautes et les moyennes classes des nations médiocrement riches ou même des nations pauvres prétendaient vivre d'une manière aussi large et aussi libre que celles des nations les plus riches; le confort et même le luxe, qui se répandaient chez les peuples restés jusqu'alors les plus simples, n'étaient plus seulement un goût, ils devenaient un besoin : on n'économisait plus, alors que la nécessité de l'économie se faisait impérieuse pour permettre aux États les moins fortunés de diminuer le retard qui les mettait à la merci des États les plus fortunés, on spéculait, on s'endettait, personne n'était plus sûr du lendemain.

Le trouble était plus grand encore dans les masses, car la fortune était d'autant plus inégalement répartie entre les classes que les pays étaient plus pauvres. La formation de la richesse comprend en effet trois périodes. Dans la première période la richesse se crée par l'intelligence et l'énergie de quelques hommes d'affaires, qui possèdent tout le capital liquide d'un pays et gardent même pour eux la plus grande partie des intérêts qu'il produit afin de les placer dans des affaires nouvelles; le peuple n'y est pas plus fortuné qu'auparavant et l'est quelquefois moins à cause de sa concentration dans les villes et de l'accroissement de la po-

pulation : car, s'il est relativement facile à un pays de gagner assez pour rendre quelques personnes très riches, il lui faut au contraire beaucoup de temps et de travail pour acquérir les sommes énormes qu'exige la diffusion d'un peu de bien-être dans des masses de dizaines ou même de centaines de millions d'hommes. Au cours de la seconde période, le capital liquide appartient à un plus grand nombre de personnes, mais c'est encore à peu de personnes ; il n'est pas assez considérable pour qu'on puisse le confier à beaucoup de gens, dont la majorité ne serait ni économe, ni capable ; mais il l'est déjà assez pour qu'il n'y ait plus besoin d'économiser la presque totalité des revenus ; la plus grande partie en revient donc à ceux qui les dépensent pour améliorer leur existence : les classes moyennes les perçoivent comme les profits de leur commerce ou de leur industrie, les ouvriers comme salaires, les paysans comme produits des terres qu'ils afferment. Dans la troisième période il n'y a plus seulement répartition des revenus, mais aussi répartition progressive du capital. Il faut d'ailleurs distinguer entre le capital non liquide et le capital liquide. Même dans des sociétés peu développées économiquement, on trouve des paysans propriétaires de leurs champs, des boutiquiers propriétaires de leur fonds de commerce, parce que champs et fonds de commerce sont dans de pareilles sociétés plutôt la propriété des familles que des individus et peuvent difficilement s'aliéner. Dans les sociétés développées le nombre de ces petits propriétaires

s'accroît beaucoup et leurs immeubles ou leurs fonds se vendent aussi aisément qu'une marchandise. De plus, leurs revenus ayant augmenté, ils économisent, placent leurs économies en valeurs, acquièrent ainsi une part de plus en plus grande du capital le plus facilement réalisable. Pour que cette distribution du capital ne présente pas de dangers, il doit être abondant, autrement le mauvais usage que beaucoup en font ruinerait la communauté; et la majorité des gens du peuple doit avoir reçu assez d'instruction et d'éducation pour faire des placements prudents et raisonnables. Même dans ce cas, comme ils ont moins de connaissances, d'expérience et d'esprit d'entreprise que les personnes riches et qu'en temps de crise ils peuvent être forcés de vendre leurs valeurs pour en vivre, un pays où n'existeraient plus de grosses et de moyennes fortunes se développerait moins vite et serait sans doute hors d'état de se tirer d'une situation dangereuse (1).

(1) La distribution non plus seulement des revenus mais du capital dans les masses a tenu jusqu'ici autant à la mentalité et aux habitudes des peuples qu'à leur degré de civilisation. Dans les vieux pays où il a existé depuis des siècles des paysans et de petits bourgeois propriétaires, le peuple veut avoir sa part de capital, il place ses économies en titres de rente ou en d'autres valeurs. Dans certains pays neufs, comme aussi dans les vieux pays où il n'y a presque pas de paysans propriétaires, où le petit commerce et la petite industrie n'ont jamais été développés ou n'ont pu résister à la concurrence du grand commerce et de la grande industrie, le peuple et même les classes moyennes tiennent peu à posséder du capital; ils veulent de gros profits ou de gros salaires, économisent peu ou pas et se couvrent par des assurances; c'est, il est vrai, une autre forme de capital, mais

Au début du dix-neuvième siècle, il n'y avait encore que quelques pays de l'Europe, les États-Unis, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande qui fussent parvenus à ce troisième stade de développement de la richesse, où une partie considérable du capital est répartie dans la masse. Pourtant, les relations établies entre tous les peuples poussèrent les classes pauvres des pays peu développés à réclamer des salaires aussi élevés que ceux des pays riches et à vouloir leur part du capital. Mais il était impossible de satisfaire leurs exigences tant que ces pays arriérés ne s'étaient pas enrichis, et ils ne pouvaient s'enrichir que par la concentration de la richesse, toute diffusion de la richesse en amenant au moins une dispersion partielle. D'autre part, les ouvriers des pays riches se sentirent menacés par la fondation de la grande industrie dans des pays pauvres, qui concurrençaient les pays riches par l'extrême bon marché de leur main-d'œuvre et les forçaient à réduire, eux aussi, les salaires.

Les relations nouvelles établies entre les peuples achevèrent donc de révolutionner le régime du travail, déjà troublé par les inventions, l'usage de plus en plus répandu des machines, la disparition des anciens métiers, la création d'industries nouvelles, qui trouvaient d'autant plus difficilement

c'en est une dont on n'a que partiellement ou même pas la disposition. Il est certain que la manière dont beaucoup envisagent la possession de capitaux mobiliers tient aux préjugés qu'a donnés la propriété immobilière, surtout telle qu'on la comprenait autrefois comme comportant une part de souveraineté.

une base stable que la spéculation exagérait à de certains moments la demande de leurs produits et à d'autres la supprimait complètement. Chaque conflit, chaque crise remettait en question, non plus seulement la fortune des riches, mais encore la vie même des pauvres, sans cesse menacés par le chômage, incapables, même aux époques de travail régulier, d'établir le budget de leurs dépenses, tant variaient d'une année à l'autre les prix et les salaires. Cette complexité et ce chaos du monde économique avaient déjà frappé Proudhon à une époque où il était cependant bien peu compliqué et bien peu troublé par rapport à ce qu'il devait l'être dans la suite. Les salariés ne demandaient pas seulement une condition meilleure, ils en demandaient surtout une qui fût plus stable. Marx prétendit supprimer la concurrence, la spéculation, la pléthore de certaines marchandises, les fluctuations des prix et des salaires, la complexité et la précarité de toutes les conditions du régime industriel en supprimant le capital privé et même la monnaie et en faisant de l'État le seul propriétaire (1). Une pareille conception du so-

(1) Pour Marx la seule valeur réelle des objets est celle du travail humain qui a servi à les découvrir ou à les fabriquer, l'unité de valeur de ce travail est l'heure de travail humain moyen. Au lieu de prendre la circulation de l'argent et des marchandises comme un ensemble, Marx y distingue deux procès, d'après lui entièrement différents. Le premier est le procès W-G-W : Marchandise (*Waare*) — Argent (*Geld*) — Marchandise (*Waare*), qui est de fait un échange, où l'on pourrait se passer de l'intermédiaire argent et dont l'utilité est de permettre aux deux contractants d'échanger un objet dont ils n'ont pas

cialisme s'inspirait d'abord du passé; c'était naturel puisque Marx s'adressait au peuple qui ne s'était pas encore dégagé de la mentalité du passé;

besoin contre un objet dont ils ont besoin. Le second procès est le procès G-W-G (argent-marchandise-argent), dans lequel un négociant achète une marchandise pour la revendre; cette opération, où il n'y a pas échange de marchandises différentes, mais échange final d'argent contre argent, serait sans utilité si la seconde somme d'argent n'était pas supérieure à la première. La différence entre les deux sommes est la plus-value (*Mehrwert*), sur laquelle Marx fonde tout son système. Il en recherche d'abord l'origine, car il estime qu'aucun échange honnête ne peut procurer de bénéfice à l'un ou à l'autre des contractants. Selon lui, la plus-value provient tout entière du fait que le patron achète des matières premières et les fait transformer par ses ouvriers en objets qu'il vend à un prix supérieur à celui de la matière première; qu'il achète le travail des ouvriers, comme il achèterait toute autre marchandise; que la valeur de la marchandise-travail se détermine, comme celle de toute autre marchandise, par le nombre d'heures de travail humain moyen nécessaire pour la produire, c'est-à-dire par le nombre d'heures de travail humain moyen nécessaire pour produire la nourriture, les vêtements, le logement indispensables à la vie de l'ouvrier. Mais (toujours d'après Marx) le patron, après avoir fait travailler l'ouvrier pendant le nombre d'heures destiné à compenser les heures du travail fourni par d'autres afin d'assurer la subsistance de l'ouvrier, le fait travailler encore pendant un certain nombre d'heures supplémentaires; ce sont ces heures de travail gratuit pour le patron qui produisent la plus-value, laquelle est encore augmentée du fait du travail en commun, de son organisation, de sa division, de l'usage des machines, etc.; le patron transforme ensuite cette plus-value en capital et c'est de là qu'est né le régime capitaliste moderne. Marx représente ces opérations par les formules suivantes. Il décompose d'abord le capital C en capital constant (bâtiments, machines, etc.) : c et capital variable (salaires des ouvriers, prix de la matière première, usure des machines) : v. Mais, comme il admet qu'au cours d'un travail déterminé on peut considérer le capital constant comme égal à 0, il ne tient compte que de v. On a donc, avant la vente

d'ailleurs, comme la constitution économique et sociale d'autrefois était moins développée que celle du dix-neuvième siècle, elle était aussi plus simple et pendant longtemps elle avait été plus stable; l'idée de faire de l'État le seul propriétaire était celle des monarchies anciennes et de la féodalité, on la retrouvait dans tous les empires de l'Asie, l'un des buts de leurs révolutions devait être justement de la faire disparaître. Ce retour au passé fut associé avec une prévision arbitraire de l'avenir; les socialistes admirent comme la conséquence de la suppression brusque des méthodes qui avaient permis à l'humanité de s'enrichir, l'acquisition immédiate d'une richesse absolue

des objets fabriqués, $C = v$; le bénéfice qui en résulte transforme C en C' ; $C' = v + m$ (m étant la plus-value (*mehrwert*); $C' - C = m$. Le montant de la plus-value étant le rapport entre le nombre des heures de travail nécessaires à la vie de l'ouvrier et le nombre des heures de travail supplémentaire, on peut le figurer par $\frac{m}{v} = \frac{\text{travail supplémentaire}}{\text{travail nécessaire}} = \frac{\text{travail non payé}}{\text{travail payé}}$.

La plus-value qui résulte du nombre des heures travaillées au delà du nombre moyen normalement nécessaire à l'entretien de l'ouvrier est appelée par Marx *plus-value absolue*, tandis qu'il appelle *plus-value relative* celle qui résulte du fait que le travail en commun et les machines permettent au patron d'obtenir le travail qui compense le travail fourni par d'autres ouvriers pour assurer à ses ouvriers nourriture, vêtement et logis en un nombre d'heures moindre que le nombre d'heures moyen; le patron augmente ainsi le nombre des heures où il fait travailler l'ouvrier pour son propre bénéfice.

Bien que Marx ne soit pas évolutionniste et que son système ne soit pas tiré inductivement de l'étude de l'histoire économique mais déductivement de la conception qu'il se fait *a priori* de la *Plus-Value*, il le justifie après coup en admettant trois périodes

que le monde ne possédera pas d'ici longtemps et celle d'une richesse relative au chiffre de sa population qu'il ne possédera peut-être jamais. Bellamy supposait dans son roman que les citoyens américains de la fin du vingtième siècle auraient tous la même condition et que cette condition serait égale à celle des Américains moyennement riches du dix-neuvième siècle. Mais dans un pays qui posséderait une fortune aussi considérable par rapport au nombre de ses habitants, tous les systèmes économiques seraient bons, car la difficulté n'est pas de répartir la richesse, elle est de la produire, et la vraie cause de l'inégalité actuelle des conditions est la gêne où se trouvent encore

de la production. La première serait celle du régime de la petite propriété; selon lui ce régime ne se prêterait pas à un grand développement de la civilisation parce qu'il exclurait non seulement la grande propriété, mais encore l'association des petits propriétaires. La seconde période serait celle de la constitution progressive du régime capitaliste par la création de la grande propriété et la transformation des anciens petits propriétaires (agriculteurs ou artisans propriétaires de leurs instruments de travail) en esclaves ou en serfs et plus tard en salariés; la tendance du régime capitaliste serait la concentration de plus en plus grande de la propriété par la diminution constante du nombre des propriétaires, l'accroissement constant du nombre des salariés, par suite le développement de ce régime aboutirait forcément à l'établissement, dans la troisième période, de la propriété collective, du socialisme. Marx ne tient par suite nullement compte du fait que depuis la Révolution le nombre des petits propriétaires n'a cessé de s'accroître dans tous les pays et que la plupart des salariés sont devenus eux-mêmes des propriétaires, possédant soit des livrets de caisses d'épargne ou des polices d'assurance, soit des valeurs, soit une petite maison ou quelques champs.

les pays les plus avancés, qui nous semblent seulement prospères parce que nous les comparons à des pays plus mal pourvus. En divisant la fortune présente des États-Unis, le plus riche et le moins peuplé des grands pays civilisés, par le nombre de leurs habitants, on trouve une somme inférieure aux salaires annuels des meilleurs ouvriers et dont l'intérêt serait par suite incapable d'assurer à aucun ouvrier la valeur des salaires les plus bas. La complexité de l'organisation économique d'aujourd'hui provient justement de la nécessité de faire produire à un capital encore faible des revenus considérables. Bellamy, Marx et tous les écrivains socialistes, théoriciens ou romanciers, ont aussi admis que, si les citoyens travaillaient pour la communauté, ils auraient une ardeur au travail au moins égale à celle qu'ils ont en travaillant pour eux-mêmes (ce qui n'a été jusqu'ici le cas des fonctionnaires d'aucun pays) et qu'ils ne connaîtraient plus ni l'ambition, ni la convoitise, ni la jalousie, ni la rancune, qu'ils ne commettraient même plus de crimes, mais on ne voit pas qu'il y ait moins de récriminations et moins de grèves dans les entreprises de l'État que dans celles des particuliers.

Comme à l'époque de Marx la science, encore sous l'influence du rationalisme, admettait l'absolu, comme l'idée de l'évolution, comprise toujours sous sa forme hégélienne, était en défaveur, et que, même à l'époque suivante, on ne lui fit pas une place suffisante dans les sciences économiques, sociales et politiques, les socialistes ne cher-

chèrent pas à se représenter l'évolution future des sociétés d'après leur évolution passée, ils crurent que, s'ils s'emparaient du pouvoir par les élections ou par la révolution, ils pourraient substituer brusquement au régime économique et social, qu'a produit naturellement le lent développement de l'humanité, un nouveau régime construit arbitrairement d'après les déductions qu'ils tiraient d'idées abstraites conçues *a priori*. Ils comprenaient pourtant qu'un pays où ils auraient réformé l'État et la société d'après leurs principes ne pourrait pas résister commercialement ou militairement à l'hostilité des États, où se maintiendrait l'ancienne organisation politique et sociale. En dehors même de leur projet de reconstruction totale de la société, ils estimaient que les salaires ne seraient jamais élevés, ni les conditions du travail vraiment favorables si tous les États n'adoptaient pas à la fois les mêmes lois sociales; et ils doutaient qu'une pareille entente fût possible si tous les pays ne constituaient pas d'abord une sorte de confédération qui embrasserait le monde entier.

Comme les hommes d'affaires de tous les peuples s'étaient unis par la finance et les entreprises internationales, les ouvriers de la grande industrie se solidariserent dans l'Internationale des travailleurs. Mais leur accord ne pouvait être que nominal dans les conditions économiques de la fin du dix-neuvième siècle, alors que les prix et les salaires s'établissaient au Japon par centimes et aux États-Unis par dollars, alors que, pour prendre

des pays voisins, l'ouvrier scandinave et l'ouvrier allemand avaient reçu l'instruction primaire et l'éducation technique et que l'ouvrier russe ne savait même pas lire. Et c'est pourquoi, comme les patrons, unis dans les affaires internationales, se combattaient de pays à pays par le protectionnisme, les ouvriers, qui fondaient l'Internationale, réclamèrent dans chaque pays la protection du travail national : ils protestaient contre l'immigration, cherchaient à la faire restreindre législativement, s'y opposaient dans certains cas par la force ; de même les ouvriers des cotonnières du Lancashire empêchaient l'Inde de protéger par des droits de douane ses filatures et ses tissages incapables de lutter contre la concurrence anglaise. De plus, si l'ouvrier européen redoutait l'industrie naissante de l'Asie, où les salaires étaient dérisoires, il profitait de la modicité des gains des paysans russes et asiatiques, qui permettait aux produits alimentaires d'être vendus à bas prix dans les pays riches où les droits de douane n'en prohibaient pas l'entrée. Ce furent en grande partie les besoins des masses ouvrières européennes qui firent la concurrence si âpre entre les peuples et rendirent nécessaires les guerres coloniales, dont elles réprouvaient le principe.

Les conditions des travailleurs agricoles différaient trop suivant les pays, l'instruction de la plupart était trop négligée pour qu'ils songeassent à s'unir comme les ouvriers. Cependant la situation du paysan français, telle que l'avait faite la Révolution, en devenant un objet d'envie

pour les paysans du reste de l'Europe, qui l'avaient connue par les conquêtes de Napoléon, avait amené la suppression progressive du servage, comme elle provoqua les lois agraires, qui devaient être votées peu à peu dans plusieurs pays d'Europe. L'extension de la civilisation européenne en Orient révéla le sort de l'agriculteur européen aux Égyptiens, aux Arabes, aux Turcs, aux Indiens et les poussa à réclamer une amélioration de leur propre sort, qu'ils ne désiraient même pas auparavant, la considérant comme impossible. L'existence de la petite propriété en Chine avait forcé le gouvernement du Meiji à débiter par une loi agraire; la condition du paysan japonais a depuis éveillé les desirs de tous les paysans asiatiques. Si difficiles qu'eussent été les réformes accomplies dans tant de pays, elles parurent mesquines quand on apprit que les États-Unis, le Canada, certains États de l'Amérique du Sud, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud offraient aux immigrants des terres à des prix dérisoires ou même à la seule condition de les travailler convenablement. Ce fut alors que les paysans de l'Europe centrale, de l'Europe orientale et de l'Europe méditerranéenne commencèrent d'émigrer aux colonies (1), ils

(1) On peut estimer à près de 40 millions le nombre des émigrants qui quittèrent l'Europe au cours du dix-neuvième siècle et au début du vingtième; c'était en majorité des paysans, surtout au vingtième siècle. De 1815 à 1890, il émigra 12 millions d'habitants du Royaume-Uni; depuis, le chiffre a varié de 150 000 par an à la fin du dix-neuvième siècle à plus de 300 000 par an au vingtième; les émigrants irlandais étaient pour la plupart des paysans; les émigrants écossais étaient au début

firent connaître leur sort à leurs parents et amis restés en Europe, et ceux-ci se flattèrent de voir un jour des conditions pareilles dans les pays de l'Europe, qui différaient en tout des colonies de peuplement. Une forte émigration se produisit de même en Asie; les deux Amériques et les îles du Pacifique virent arriver des milliers d'Indiens, de Chinois et de Japonais; eux aussi éveillèrent chez leurs parents et amis restés en Asie l'idée

des Highlanders, ce furent ensuite des paysans et des ouvriers des Lowlands; parmi les émigrants anglais, il y avait jusque vers 1860 beaucoup de paysans; depuis, la population rurale diminua tellement que les émigrants vinrent en grande majorité des villes. Sur les 5 millions d'Allemands qui émigrèrent entre 1820 et 1900, près de la moitié étaient des paysans. Les émigrés autrichiens et hongrois, nombreux surtout au vingtième siècle (386 000 Austro-Hongrois en 1907, 101 000 en 1908, plus de 270 000 en 1909 et en 1910, 160 000 en 1911) étaient en grande majorité des paysans; tel était aussi le cas des émigrants scandinaves, surtout des Danois et des Norvégiens. Deux millions d'émigrants quittèrent l'Italie entre 1869 et 1885, 1 400 000 entre 1886 et 1891; depuis, quelques centaines de milliers par an (plus de 700 000 en 1906 et en 1907, plus de 600 000 en 1909 et en 1910); la très grande moitié émigrait pour toujours, les autres pour un nombre d'années plus ou moins long (retrées : plus de 100 000 en 1906 et en 1909, 260 000 en 1907, 320 000 en 1908); la plupart étaient des paysans de l'Italie du Nord et du Napolitain. Les émigrants espagnols (plus de 80 000 par an de 1890 à 1897, plus de 100 000 par an au vingtième siècle) et portugais (plus de 30 000 par an de 1891 à 1896, plus de 20 000 à la fin du dix-neuvième siècle et au début du vingtième, plus de 40 000 en 1907 et en 1908) étaient en grande majorité des paysans. On trouvera d'autres chiffres concernant l'émigration dans la partie de cette Introduction qui est consacrée aux États-Unis et dans l'Introduction du tome IV (p. xcix et suiv.). L'émigration asiatique sera traitée spécialement dans le dernier tome de cet ouvrage.

d'une transformation sociale qui changerait leur condition. De fait, dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, les conflits agraires furent plus fréquents et plus graves que les conflits ouvriers, car dans la majorité des pays la population rurale était bien plus nombreuse que la population urbaine et dans quelques régions de l'Europe Orientale, en Russie, dans une grande partie de l'Asie les paysans, récemment affranchis du servage, se trouvaient encore dans une situation inférieure et misérable. Et pourtant, malgré la communauté d'intérêts qui existait ainsi entre eux, les paysans de tous les pays n'avaient que de l'antipathie pour les gens et les choses de l'étranger, ils en repoussaient les inventions et les usages, ils réclamaient sans cesse des droits protecteurs plus élevés, et ceux des pays riches, qui étaient en nombre insuffisant pour cultiver la terre ou qui répugnaient aux travaux grossiers et pénibles, se montraient déliants ou même hostiles à l'égard des ouvriers agricoles que les propriétaires faisaient venir des pays pauvres pour le temps des récoltes.

Ainsi dans tous les domaines de l'économie politique se retrouvait le même contraste. Grâce aux voies de communication, au commerce, à l'émigration, aux conquêtes, à la colonisation, les civilisations séparées s'étaient brusquement pénétrées, ce qui avait multiplié et précipité leurs progrès; mais en même temps, ces civilisations, conçues sur des principes différents, développées dans des conditions dissemblables, n'avaient pu

encore coopérer harmonieusement et les innombrables bienfaits que produisaient les relations de plus en plus intimes établies entre les peuples étaient encore mêlés de maux nouveaux, parfois si grands qu'ils cachaient à beaucoup ces bienfaits.

III

Ces relations entre les peuples produisaient dans la civilisation morale des effets analogues à ceux qu'elles produisaient dans la civilisation matérielle. Il commençait de se former une civilisation humaine. Les gouvernements créaient des institutions et des bureaux internationaux (1), une cour permanente d'arbitrage à la Haye. Les ligues littéraires, scientifiques et philanthropiques se multipliaient. Tous les États établissaient dans les lycées l'enseignement de certaines langues vivantes, plusieurs le faisaient dans les écoles primaires. Les œuvres les plus importantes de toutes les littératures étaient traduites dans les principales langues. Les mêmes mouvements philosophiques, littéraires et artistiques tendaient de plus en plus à se produire dans tous les pays de l'Europe et de l'Amérique, leur influence se faisait sentir au Japon et, partiellement au moins, en Chine, dans l'Inde, en

(1) Ainsi pour les postes, les poids et mesures, la protection de la propriété industrielle, littéraire et artistique, la répression de la traite, la publication des tarifs douaniers, les transports par chemins de fer, la géodésie, l'hygiène, l'agriculture, la sismologie.

Turquie, en Égypte. La science devenait véritablement universelle; la diversité des formations et des mentalités aidait beaucoup à ses progrès; grâce à l'indépendance de leur esprit, aux larges dotations de leurs Universités et de leurs observatoires, les Américains lui ouvraient des voies nouvelles; des Japonais découvraient le mode de fécondation des végétaux, mode tout semblable à celui des animaux, un Indien reconnaissait le premier le traumatisme de la plante blessée: peut-être ne l'auraient-ils pas pu si leur esprit n'avait pas été formé par la métaphysique bouddhiste à la conception de l'unité de la nature. Les morales différentes des grands groupements de peuples commençaient aussi de se rapprocher et de formuler des principes permettant de juger certains actes d'après un critérium valable pour toute l'humanité. Des pratiques jusqu'alors admises ou même prescrites par certains peuples étaient définitivement condamnées, d'autres qui n'existaient que chez quelques peuples se répandaient maintenant chez tous; des préceptes nouveaux ou qui semblaient tels parce qu'ils n'avaient pu s'imposer ou même se préciser jusqu'alors commençaient de régler la conduite des hommes les uns à l'égard des autres dans bien des cas qui ne se produisaient pas avant la transformation récente des sociétés ou qui ne se produisaient pas de la même manière. Enfin il se formait une morale des nations, qui cherchait à régler leurs relations, comme la morale avait réglé les relations des hommes entre eux.

Malgré tant d'essais heureux pour la création d'une civilisation humaine, jamais les trois grandes civilisations, jamais les multiples cultures nationales ne s'étaient opposées aussi brutalement que depuis qu'elles s'influençaient réciproquement. Il n'en pouvait être autrement, étant donné le contraste qui subsistait entre tant d'idées, de coutumes, de lois brusquement forcées de coopérer. Et la crise n'était pas atténuée, mais au contraire aggravée du fait que les trois civilisations tendaient vers le même but, le relèvement de la condition morale et matérielle des masses; car celles-ci considéraient la civilisation dont les principes leur étaient le plus favorables comme la plus humaine, sans tenir compte des circonstances qui avaient amené sa formation et des conditions qui rendaient son adoption immédiate impossible dans d'autres pays que son pays d'origine. Les peuples étaient donc portés à s'emprunter les uns aux autres des lois, des institutions, des usages, des idées, comme ils s'empruntaient les découvertes scientifiques et les perfectionnements techniques. Mais, s'ils avaient évolué tous dans la même direction et suivant des modes assez semblables, ils étaient loin de l'avoir fait tous aussi heureusement et avec la même rapidité. Or, il y a des institutions politiques et sociales, des mœurs et même des idées conformes à chaque stade de la civilisation, et il est toujours dangereux, quelquefois impossible pour un peuple d'adopter celles de peuples plus avancés que lui, quoique, s'il entre en relations intimes avec eux, il lui soit

également toujours dangereux et quelquefois impossible de ne pas le faire. De plus, quelle que doive être la civilisation humaine, même à une époque encore éloignée, il est certain qu'elle ne fera pas disparaître les idiosyncrasies des trois grandes civilisations européenne, américaine et néo-asiatique, ni même probablement toutes celles des civilisations eurasiennes intermédiaires ; elle ne confondra pas non plus tous les peuples, au moins les principaux d'entre eux conserveront, avec leur langue et leur caractère, des institutions, des coutumes, des idées, des sentiments personnels ; et l'on ne saurait déterminer encore la part future des cultures nationales, celle des grandes civilisations et celle de la civilisation humaine ; il y a souvent conflit entre elles, et, tandis que certains, pour sauvegarder la nationalité, rejettent la civilisation humaine comme une chimère, d'autres voudraient lui sacrifier ce qui fait l'originalité et même la vie de chaque peuple.

Depuis que des rapports constants s'établissaient entre les peuples, les plus arriérés se considéraient comme les égaux des plus avancés, ils réclamaient les mêmes droits politiques et voulaient se donner les mêmes institutions, sans comprendre qu'ils n'étaient pas arrivés au degré de civilisation où ces institutions sont efficaces. Dans certains pays la masse croyait qu'il lui suffirait d'obtenir une Constitution ou l'extension du droit de suffrage pour transformer sa condition, comme si les votes d'une Chambre pouvaient donner la richesse à un pays pauvre ou y répandre immédiatement la civi-

lisation. Dans d'autres pays la masse ne se servait des institutions empruntées que pour maintenir des traditions condamnées ou s'opposer aux réformes qui devaient hâter ses progrès matériels, surtout ses progrès moraux. L'adoption par des peuples peu développés des institutions que les peuples anciennement civilisés avaient patiemment élaborés au cours des siècles, en méritant chaque extension de leurs franchises et de leur influence par une extension de leur culture matérielle et morale, était l'une des principales causes des troubles qui se produisaient chez eux depuis un demi-siècle.

Leur ambition de vouloir copier brusquement l'organisation sociale des peuples avancés leur était plus dangereuse encore. Les classes correspondent, au moins tant qu'elles remplissent leur rôle, à des degrés ou à des variétés de civilisation, et, prise dans son ensemble, leur hiérarchie avait été, du moins pendant longtemps, la simple reconnaissance de l'inégalité de leurs cultures : elles ne se fondaient chez les peuples avancés qu'à mesure que les progrès moraux et matériels étendaient la civilisation de l'élite aux classes moyennes et des classes moyennes aux masses ; la manière particulière dont la civilisation s'était créée dans les colonies de peuplement, surtout les États-Unis, tenait à ce que les immigrants étaient déjà civilisés. Dans des pays, comme ceux de l'Eurasie, où l'élite avait une culture raffinée, où les classes moyennes, peu nombreuses, avaient une certaine culture, où les masses étaient presque

incultes, vouloir unifier les classes, c'était vouloir ramener tout le peuple à la barbarie. Il en est de même du féminisme qui ne se conçoit que dans les pays où la femme est devenue l'égale de l'homme par le caractère et par l'intelligence; autant qu'on dût condamner la situation inférieure où l'Asie avait réduit la femme, c'était un fait dont on ne pouvait pas ne pas tenir compte, la femme asiatique devait être élevée et instruite avant de recevoir des droits dont elle ne pouvait pas jouir ou dont elle n'aurait joui que pour son mal (1). La liberté qu'on laissait aux enfants en Amérique, l'indépendance qu'y avaient les jeunes filles ne se concevait pas non plus sans les mœurs américaines, la diffusion de l'instruction, donnée d'une manière toute pratique, et sans l'obligation où y étaient les plus jeunes de gagner leur vie par leur travail (2).

Des masses illettrées, dont les actes étaient instinctifs, ne pouvaient dégager brusquement des notions de morale humaine de l'ensemble des tra-

(1) Il faut faire exception pour le mouvement féministe qui se produit au Japon depuis une vingtaine d'années et en Chine depuis 1911.

(2) Les femmes ont aujourd'hui le droit de suffrage en Allemagne (dans l'ensemble du Reich et dans quelques États comme la Prusse, Bade, la Bavière), en Amérique (États-Unis), en Australie, en Autriche, au Canada, au Danemark, à Danzig, en Esthonie, en Finlande, en Géorgie, dans la Grande-Bretagne, en Irlande, en Islande, en Italie, à la Jamaïque, en Lettonie, en Lithuanie, au Luxembourg, à Monaco, dans la Nouvelle-Zélande, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, la Russie, la Suède, la Tchécoslovaquie. Dans d'autres pays, comme la Belgique, elles votent pour de certaines élections, pas pour d'autres.

ditions, des coutumes, des préjugés et même des superstitions qui avaient toujours réglé leur conduite. Au commencement du vingtième siècle, le fondement de toute l'organisation sociale et morale était encore pour les paysans russes le respect du tsar (1), pour les Chinois le culte de la famille, pour les Hindous la caste; en discutant la légitimité de ces sentiments, on remettait pour eux en discussion la morale tout entière. La musulmane et l'hindoue devaient vivre dans la maison des femmes; si elles en sortaient, elles étaient tenues de se cacher le visage; le respect de ces usages faisait pour elles si intimement partie de la pudeur, qu'en les supprimant brusquement on eût détruit chez elles la pudeur même. En Chine, l'amour filial se manifestait par des témoignages de révérence qui nous semblaient exagérés, mais, si l'on y avait établi sans transition les rapports plus simples qui existaient en Europe entre les enfants et les parents, cette familiarité y aurait ruiné la piété filiale. Beaucoup de Japonais lettrés craignaient que, si l'on substituait les lettres latines aux caractères chinois, le peuple, qui attribuait une valeur mystique aux caractères qui figuraient certaines vertus,

(1) Dans la *Russie sous les tzars* (1887), l'un des chefs du nihilisme, Serge Kravchinsky, qui écrivait sous le pseudonyme de STEPNIAK, disait (p. 3) : « Les faits sont indéniables. Les classes rurales, qui forment le gros de la nation russe, sont restées entièrement à la dévotion d'un tsar idéal, créé par leur propre imagination. Elles croient toujours à l'approche du jour où il doit chasser du pays tous les propriétaires du sol et distribuer leurs biens à ses fidèles paysans. »

oubliait peu à peu ces vertus quand il n'en verrait plus partout le symbole honoré.

Ce n'était donc que posément, méthodiquement et avec les plus grandes précautions qu'on aurait dû introduire dans les pays encore peu développés les idées et les coutumes des pays les plus développés, de crainte qu'en attaquant les traditions séculaires on n'attaquât aussi toute la morale. On avait pour se guider l'exemple des peuples les plus avancés; on avait vu que, malgré la lente évolution, qui, avant la fin du dix-huitième siècle, avait fait disparaître progressivement chez eux bien des préjugés, des superstitions et même des traditions, les nouvelles idées de la science et de la philosophie, répandues cependant peu à peu, y avaient produit une confusion morale, sur de certains points voisine de l'anarchie; on avait vu aussi combien il leur était difficile de fonder aucun précepte de morale sur la philosophie ou sur la science, combien plus difficile de faire produire à aucun précepte ainsi fondé des effets pratiques. Et cependant dans la plupart des pays de l'Europe orientale, en Russie et en Asie, on ne sut prendre que des précautions qui devaient tourner contre le but proposé, car elles consistaient surtout à ne pas enseigner systématiquement au peuple ce qu'il était forcé d'apprendre empiriquement; on s'exposait ainsi à tous les dangers que présente la diffusion d'une civilisation morale par le seul intermédiaire de la civilisation matérielle qu'elle a produite. Si l'on ne pouvait éviter la brusque introduction de l'individualisme dans des

sociétés communautaires et dans des familles patriarcales, le plus sage était de fonder des écoles pour y expliquer comment il s'était formé chez les peuples les plus développés, quelle était sa nature véritable, quels étaient ses moyens et ses buts, pour y faire comprendre surtout qu'il comportait autant de devoirs que de droits; le pire était de laisser la femme et l'enfant sortir de la famille patriarcale et s'engager dans une usine à peine ouverte, mal dirigée, peu sûre du lendemain, où ils peinaient pour un salaire dérisoire, vivaient dans une promiscuité dangereuse et n'apprenaient l'individualisme que pour le confondre avec l'anarchie. En effet, l'usine et non pas seulement l'usine mais la vie de la rue, telle que la faisait la civilisation moderne, les lettres qu'écrivaient les émigrés établis dans des pays neufs, les récits des voyageurs qui visitaient les pays arriérés, le journal, le roman, le théâtre, l'image, le cinématographe n'apprenaient pas seulement aux peuples restés en retard les nouvelles notions morales des peuples très civilisés, elles leur apprenaient aussi l'immoralité qu'avaient produite chez ces peuples les tentatives faites pour substituer à la morale traditionnelle des notions encore mal comprises et leur mise en pratique défectueuse, les haines et les révoltes que suscitait la misère depuis que s'était répandue l'idée d'égalité et que la conception de la vie s'était faite matérialiste. Or l'immoralité nouvelle était plus facile à comprendre et à pratiquer que la nouvelle morale, comme il était

plus aisé de nier toutes les obligations familiales que de chercher quels devoirs la transformation de la famille substituait à certains des anciens devoirs; la foule des malheureux saisissait beaucoup mieux les revendications révolutionnaires que la constitution compliquée d'États et de sociétés qui cherchaient à se fonder, à s'organiser ou à se développer dans des conditions difficiles.

À la perturbation de la volonté et des instincts se joignait celle de la pensée. Du jour au lendemain non pas seulement les lettrés et les riches mais les artisans et les paysans devaient rejeter toutes leurs notions séculaires de la cosmogonie, de la physique, de l'histoire naturelle, de l'histoire des peuples, y compris leur histoire nationale, de la médecine, de l'hygiène, des finances, de l'industrie, du commerce pour en adopter d'autres, à la manière des enfants, sans les comprendre, sans même avoir le temps et les moyens de les examiner, alors que beaucoup de ces notions leur répugnaient ou même les révoltaient, lésaient leurs intérêts, les forçaient à se donner une autre manière de vivre et de gagner leur vie.

Il ne leur suffisait pas de penser en tout des choses nouvelles, il leur fallait changer leur manière même de penser. D'une manière générale, les paysans de la plupart des pays et même les artisans, les ouvriers de beaucoup de pays pensent peu par phrases, leur vocabulaire se réduit à quelques centaines de mots; le plus souvent ils pensent par images, images directement vues ou

images rêvées ; très souvent aussi ils ne pensent pas, c'est presque toujours le cas dans le travail, que la routine fait accomplir en partie inconsciemment ; s'il devient conscient, la pensée suggère seulement l'idée d'un acte à faire. Même dans les classes instruites de beaucoup de peuples de l'Orient, la pensée est souvent une succession d'images et de rêves, et pas un raisonnement. En Chine et au Japon, où l'on se sert d'idéogrammes, le style consiste plutôt à rapprocher ou à opposer des signes que des idées, et la mémoire des yeux domine la pensée. Au contraire, l'élite de l'Occident pense presque constamment en phrases qui pourraient s'écrire, ce qui peut rendre parfois la pensée conventionnelle. En outre, les mathématiciens se font tous les jours plus nombreux, qui à bien des moments pensent par chiffres, par formules. Depuis que les classes se fondent, que tous les peuples sont entrés en relations, les paysans des pays les plus arriérés ont dû commencer de penser par phrases ; au contraire, chez ceux qui sont le plus adonnés à la culture littéraire, la pensée par phrases a dû s'accommoder à la fois de la pensée par formules, par chiffres et de la pensée par images, non plus sans doute les images vagues du rêve, mais les images précises que laissent les photographies et les diagrammes. C'est de là qu'est venue l'habitude commune aujourd'hui chez les Anglo-Saxons de figurer les budgets, le commerce extérieur, la natalité par des raies de longueur et de couleur différentes ou les fluctuations des prix par des lignes qui montent et qui descendent à

travers des carrés correspondant à des nombres. Or, s'il peut être utile à un esprit complètement formé de penser de toutes ces manières et même en mélodies, et, quand il pense par phrases, de le faire dans le plus grand nombre de langues possible afin de dégager nettement l'idée de toutes les manières dont elle est exprimée, on peut juger de la perturbation que produit dans un esprit grossier ou incomplètement formé la substitution brusque d'une manière de penser à l'autre; on peut imaginer ce qu'il reste de notions nettes, de principes quelconques chez un cooly tamul transporté en Amérique, qui, après avoir rêvé toute sa vie des images de l'Inde, mal reliées ici et là par un mot tamul, répété par habitude, se met à penser en phrases anglaises toutes faites, retenues par cœur et mal comprises, et, cela, alors qu'exilé loin de son pays, séparé de sa famille, de sa caste, de ses dieux, il vit au milieu de gens qui regardent comme barbare tout ce qui lui semblait sacré.

C'est ainsi que, pour s'être répandue trop brusquement, l'influence des classes et des peuples les plus civilisés sur les classes et les peuples les moins civilisés avait suscité une crise à la fois politique, sociale, morale et intellectuelle; la disparition subite des croyances et des coutumes traditionnelles, de la morale instinctive avait produit chez beaucoup de pauvres illettrés ou peu et mal instruits la confusion, le rêve, la haine de leur condition, le matérialisme, le goût du luxe et du plaisir et des tendances révolutionnaires. Le rapprochement qui se faisait entre les peuples et les

classes sociales semblait les rendre de plus en plus hostiles les uns aux autres. De pareils maux, inévitables et temporaires, ne devaient cependant pas empêcher de voir l'action bienfaisante qu'exerçait la diffusion des civilisations supérieures en donnant l'instruction et l'éducation aux classes et aux peuples encore incultes, en développant la richesse générale, en faisant disparaître les restes de la barbarie et en commençant de répandre le bien être dans les classes jusqu'alors malheureuses.

*
* *

Cette action des plus civilisés sur les moins civilisés fut accompagnée, comme toujours, de la réaction des moins civilisés sur les plus civilisés. Les peuples pacifiques furent obligés de s'armer pour résister aux ambitions des peuples belliqueux, les gouvernements les plus libéraux furent contraints de se prémunir contre l'anarchie, au contact de la masse l'élite perdit de son raffinement, de sa politesse et de son désintéressement. Les littératures déjà anciennes prirent aux nouvelles littératures l'utopie, la trivialité, la brutalité. Sous l'action des demi-civilisés ou même des demi-barbares, on vit reparaître chez les peuples les plus anciennement formés des usages et même des crimes qu'on croyait choses du passé. Par contre, les classes jusqu'alors inférieures et les peuples jeunes apportaient à la civilisation leur énergie, leur naturel, des idées, des sentiments nouveaux, et l'inégalité de culture, qui avait persisté, pour

le plus grand danger de tous, entre des classes et des peuples mis en contact quotidien, tendait à disparaître.

Une forme particulière de la réaction des moins civilisés sur les plus civilisés fut l'influence que la vie coloniale exerça sur les nations les plus anciennement policées. Dans la période où se forment les colonies de peuplement, l'immigré y redevient un primitif; il retrouve l'endurance physique, le courage, l'humeur aventureuse, la frugalité que la civilisation diminue, mais il perd en tout ou en partie ce que l'humanité doit à la civilisation. Le romanesque des aventures coloniales, les grosses fortunes qu'elles ont quelquefois produites leur ont donné un grand prestige auprès des habitants des pays très civilisés; beaucoup y ont imité le laisser-aller des coloniaux, leur rudesse, leur mépris des conventions et même des principes dont l'ensemble fait la vie sociale et familiale, et cela sans participer à leurs souffrances et à leurs dangers, sans acquérir les vertus qui sont la contrepartie de ces défauts. L'influence des colonies de domination a été plus grande encore. Sans doute l'œuvre des conquérants est dans l'ensemble bienfaisante, ils tirent des peuples sauvages de la barbarie, des peuples en décadence de la routine et de la corruption, ils les font progresser de toutes manières, les initient à leurs lois, à leurs institutions, à leurs découvertes. Des relations délicates ne s'en créent pas moins entre les vainqueurs et les vaincus; dans des pays habitués au despotisme, il est souvent difficile de fixer les

limites d'une juste autorité, de déterminer si les intérêts de la métropole et ceux des colonies s'accordent, et, dans le cas où ils ne s'accordent pas, d'obtenir que l'une et l'autre sacrifient une part de leurs droits. Les colonies de domination présentent surtout des dangers pour les sujets du peuple conquérant qui s'y établissent. Sans doute le rôle qu'ils y jouent, la fortune qu'ils y acquièrent, leur autorité sur les indigènes développent certaines de leurs qualités et en font souvent des hommes supérieurs à ce qu'ils auraient été dans la mère patrie. Mais il en est dont le caractère est faible; la cruauté et la brutalité de ceux au milieu desquels ils vivent, l'exemple de princes indigènes tyranniques les rendent parfois aussi tyranniques et brutaux; affranchis des lois et des coutumes qui les gouvernaient dans leur milieu familial, ils commettent des fautes qu'ils n'y auraient pas commises; aux vices des peuples modernes ils joignent ceux des barbares et des peuples chez qui persistent des cultures condamnées. Et, s'ils retournent dans leur pays d'origine, ils y rapportent les habitudes contractées aux colonies et les répandent par l'exemple. Là encore il ne convient pas d'attacher une importance exagérée à des influences passagères, il ne faut cependant pas oublier les fâcheux effets que les conquêtes coloniales ont eus sur ceux des peuples de l'antiquité et du seizième siècle qui n'ont pas su en prévoir les dangers.

IV

Telle est, dans ses grandes lignes, la crise des civilisations qui s'est produite au début du XX^e siècle. Cette crise rappelle sous de certains rapports celle qui a perdu les sociétés antiques. Par le travail de plusieurs milliers d'années elles avaient atteint un haut degré de civilisation, mais la persistance de traditions héritées de la barbarie et de la demi-barbarie, le manque de capitaux et de connaissances techniques rendaient leurs progrès précaires. L'hostilité des classes et des peuples empêchait aucune d'elles d'influencer profondément les sociétés voisines ou de s'en assimiler la culture. Dans la mesure où elles s'unirent, leur fusion produisit l'anarchie, mais elles s'unirent peu, leurs luttes les ruinèrent, elles avaient rejeté hors de la civilisation les femmes, les esclaves et les barbares; les femmes et les esclaves se corrompirent, se révoltèrent ou, convertis dans leur esprit et dans leur cœur, ils allèrent aux nouvelles religions libératrices, dont les principes étaient la condamnation du monde antique; les barbares, qu'on avait parqués dans l'enceinte du *limes* romain et de la grande muraille chinoise sans essayer de les civiliser, brisèrent cette enceinte et détruisirent les empires.

Malgré la supériorité des principes que l'Europe avait reçus du christianisme, la supériorité relative de ceux que l'Asie avait reçus du bouddhisme,

du confucianisme et de l'Islam, il fallut quatorze siècles aux sociétés modernes pour triompher tout à fait de la barbarie que ramenaient les invasions répétées des nomades et les guerres continuelles, et arriver à un développement politique et social comparable à celui que l'antiquité avait connu dans le bassin de la Méditerranée, l'Asie antérieure, l'Inde et la Chine. Ce fut donc seulement au dix-huitième siècle que commença dans le monde moderne une crise comparable à celle qui avait mis fin au monde antique, crise causée à la fois par les relations nouvelles que les progrès des masses créaient entre les classes et par la coopération forcée que les conquêtes et le commerce établissaient entre des peuples dont les races et les civilisations différaient. A la fin du dix-neuvième siècle la crise de la civilisation eut même une extension et une complexité qui n'avaient pu se produire dans l'antiquité : ce n'étaient plus seulement quelques peuples, c'étaient tous les peuples qui étaient entrés en relations régulières les uns avec les autres; la population de la Terre était énormément plus considérable que dans les premiers siècles de l'ère moderne; s'il restait peu de barbares au propre sens du terme, les demi-barbares étaient plus nombreux que les civilisés; s'il n'y avait guère plus d'esclaves ou de serfs, même en Afrique et en Asie, l'instruction donnée aux masses, leur accession aux droits politiques, la création de la grande industrie avaient créé entre les classes des relations beaucoup plus délicates et plus compliquées que celles d'autrefois.

Cependant, pour correspondre à la crise du monde antique, celle du monde moderne n'en est pas moins l'opposé, parce que le caractère principal des civilisations modernes est l'opposé de celui des civilisations antiques. Tandis que celles-ci restèrent toujours aristocratiques et régionales, il est dans la nature des civilisations de l'Europe et de l'Amérique de s'étendre au moins partiellement à toutes les classes et à tous les peuples, et, en même temps, de s'assimiler ce qu'elles trouvent partout de sain et de fécond qui puisse leur convenir. Si les vieilles civilisations de l'Asie n'ont pas eu une égale puissance de diffusion et d'assimilation, l'Islam et le confucianisme, égalitaires, n'en ont pas moins converti des centaines de millions d'hommes de toutes les races ; leur décadence a momentanément arrêté leur progrès, mais il se peut que, rénovés par l'Europe et par l'Amérique, ils deviennent des agents et des propagateurs de la civilisation néo-asiatique, qui se crée en Extrême-Asie et qui, elle, possède sûrement la faculté de se répandre et de s'assimiler des éléments étrangers. La civilisation indienne a, il est vrai, une autre nature, cependant l'hindouisme n'a pas rejeté la femme, l'esclave et le barbare, quoiqu'il ne les ait accueillis qu'en les abaissant ; la civilisation européenne et la civilisation néo-asiatique ont d'ailleurs commencé de transformer la morale et la société indiennes. Par suite, la crise des civilisations modernes n'est pas le résultat de leur inaptitude à s'influencer ou même à se concilier, c'est seulement le résultat d'une péné-

tration précipitée et mal préparée. Il est certain que l'humanité en sortira plus forte mais il est encore impossible de dire combien la crise peut durer, ni quelle en sera la gravité.

Il ne nous reste plus qu'à déterminer l'action que la crise des civilisations a exercée sur les événements qui font l'objet de ces volumes. Les événements politiques sont complexes : si, dans une certaine mesure, ils sont le résultat des circonstances, du caractère des hommes d'État qui y sont mêlés, de leur entente ou de leur rivalité, la cause première en est l'évolution même de la civilisation, dont ils ne sont pas toujours les agents principaux, mais toujours les agents les plus apparents et les seuls à produire des effets immédiats. Ainsi la transformation du Japon est un exemple de l'influence que l'Europe et l'Amérique ont prise sur l'Asie ; sa victoire sur la Chine a montré la supériorité d'un peuple asiatique régénéré par cette influence sur un peuple encore attaché à des traditions condamnées. Le partage de la Chine en 1898 a marqué l'apogée de la conquête européenne et de la diffusion de la civilisation européenne, qui sembla près de détruire ou d'absorber la civilisation extrême-asiatique. Deux ans après, la révolte des Boxeurs prouvait que la Chine ne se laisserait ni conquérir, ni européaniser. L'alliance anglo-japonaise a été la renonciation de la plus grande Puissance coloniale à son hégémonie en

Extrême-Asie; la paix de Portsmouth a été la renonciation de la plus grande Puissance eurasiennne à ses conquêtes en Chine; la prépondérance en Extrême-Asie était abandonnée au Japon, Puissance asiatique; par suite l'avenir de la civilisation néo-asiatique et l'indépendance de l'Asie étaient assurés. Les succès du Japon poussèrent d'autres peuples asiatiques à défendre ou à réclamer leur indépendance; les progrès des masses japonaises, à qui le gouvernement du Meiji avait donné la terre, l'instruction et l'égalité, suscitèrent les efforts des masses de l'Eurasie et de l'Asie. Les défaites de la Russie provoquèrent d'abord la première révolution russe, soulèvement démocratique des Russes, soulèvement national des nations qu'ils avaient conquises en Asie et en Europe; ce furent ensuite les révolutions de la Perse, de la Turquie et de la Chine, les guerres balkaniques, les mouvements nationalistes et démocratiques de l'Inde et de l'Égypte. D'autre part, les victoires du Japon et les révolutions arrêtaient l'expansion coloniale des États européens au moment où le partage de la Chine, du Siam, de la Perse et de l'empire ottoman semblait pouvoir satisfaire les ambitions de tous; cet arrêt de l'expansion européenne fut l'une des causes de la guerre mondiale, qui, parmi ses innombrables conséquences, d'ordres et de résultats si divers, a produit en Asie de nouvelles victoires du Japon allié à l'Angleterre, à la France et à l'Italie, l'expulsion des Allemands du Pacifique, la seconde révolution russe, le démembrement de l'empire ottoman, le mouve-

ment indien, l'entrée de la Chine dans le concert des Puissances, l'abandon de l'alliance anglo-japonaise et un accroissement continu de l'influence américaine.

Tous ces événements ne sont vraiment que l'aspect politique de la grande crise des civilisations que nous venons d'étudier. Cette crise pose en Asie deux problèmes d'une importance primordiale. Instruites par l'exemple des masses européennes, les masses eurasiennes et asiatiques, qui comptent plus d'un milliard d'hommes et dont l'influence s'étend par l'Islam sur 140 millions d'Africains, ne veulent plus rester dans l'abjection et dans une misère telle que les famines y sont fréquentes; malheureusement il faudrait un demi-siècle ou même un siècle pour les tirer de leur demi-barbarie, pour donner à d'immenses régions en partie incultes ou presque, un peu de la richesse nécessaire au relèvement de leur condition matérielle, et pourtant il est capital pour l'humanité que ces masses, qui en font les deux tiers, réussissent à se transformer comme les masses japonaises, au lieu de tomber dans l'anarchie. A ce premier problème s'en joint un autre : les progrès de l'Asie et ses mouvements nationalistes menacent non seulement de l'opposer à l'Europe et à l'Amérique, mais de provoquer une hostilité des races du globe et de leurs civilisations qui serait la plus grande catastrophe que l'humanité ait jamais connue. Heureusement le Japon, qui a montré comment on pouvait civiliser des masses asiatiques, a aussi montré comment les races et les

civilisations de l'Europe et de l'Asie pouvaient se concilier; l'admission des États asiatiques dans la Société des Nations, la conférence de Washington ont prouvé que les peuples de l'Europe et de l'Asie pouvaient coopérer amicalement au développement de l'humanité.

FIN DU TOME VII

ADDENDA ET ERRATA

Page 8, ligne 5. Il s'agit dans ce passage de la civilisation antique occidentale sous sa dernière forme, celle que lui donna l'empire romain en s'inspirant des empires et des civilisations millénaires de l'Asie antérieure.

Page 22, ligne 3. Ce qui est dit ici de la division des classes anglaises au début de la Réforme ne l'est que d'une manière générale. Il y eut aussi des dissidents dans la noblesse, surtout la petite noblesse rurale, et la haute bourgeoisie. La famille de Cromwell, originaire du pays de Galles, était très ancienne; son nom était Williams; Sir Richard Williams prit le nom de Cromwell, comme neveu de Thomas Cromwell, comte d'Essex, le fameux ministre d'Henri VIII; il acheta, à la dissolution des ordres religieux, le couvent de Hinchinbrooke dans le Huntingdonshire et fut commandant en chef de l'infanterie dans la guerre de 1543 contre la France. Son fils et successeur, Sir Henry Cromwell, *The Golden Knight* († 1603), eut plusieurs fils, dont Sir Oliver († 1655), qui se ruina au service de la cause royale, et Robert († 1617) (qui reçut un beau legs de Sir Henry), le père du Protecteur, Olivier Cromwell.

Page 71, ligne 3. Libre-échange : la principale mesure du ministère Russell fut l'abolition (1849) du *Navigation Act*; les derniers droits d'importation furent abolis à la conclusion du traité anglo-français de 1860.

Page 92, note. Le recensement français du 6 mars 1921 a donné : population rurale (21 004 026), urbaine (18 205 492).

Page 95, ligne 15. Une grande partie des réformes indiquées dans ce passage ont été accomplies depuis 1918 : les *Dominions* et l'Inde sont devenus des États représentés à la Société des nations, l'Irlande a reçu le statut d'un *dominion*; le suffrage universel pour les hommes, le suffrage restreint pour les femmes ont été établis en 1918; le principe d'une réforme de la Chambre

des lords, dont le *veto* n'est plus que suspensif, est accepté par tous les partis.

Page 113, note. On trouve *rusky* et *ruscky*.

Page 115. Les Tatares (des Turco-Mongols) font les deux cinquièmes de la population de la Crimée (550 000 habitants) — (ligne 1 de la note) lire : Igorevye. (L'iaty, que je rends par ye, se prononce, tantôt yé, tantôt yo, tantôt presque comme un é).

Page 116. Les Kipchak sont un rameau des Mongols.

Page 121 (note). Lire : Fioravanti.

Page 126. Les Grecs désignaient sous le nom de Chersonèse (presqu'île) Taurique la Crimée et la partie adjacente de la terre ferme qui en dépendait. Les Russes ont donné le nom de Kherson (Chersonèse) à la province située entre la Crimée et la Bessarabie ; c'est la même région que je désigne ici par le mot de Chersonèse.

Pages 126 et 127. Le mot russe est *Kreml*. Le mot Kremlin a été fabriqué d'après une mauvaise forme polonaise.

Page 129. Dans l'ancienne Russie l'*artel* était aussi appelée *drujina* ou *vataga*.

Page 169. Lire : Rilyeev.

Page 175. Lire : Polinka Saks.

Page 176. Lire : Stankevich. Derjavin.

Page 177. Ogarev se prononce Ogaryov.

Page 179. Les Russes disent : Slavyanofil.

Page 185, ligne 13. Lire : en 1829, la Russie, qui pour l'Europe était encore la Russie d'Alexandre.

Page 190. D'après Grégoire Alexinsky (*La Russie moderne* (1912) (p. 104), il y aurait eu 41 émeutes de paysans (1826-1829), 46 (1830-1834), 59 (1835-1839), 101 (1840-1844), 172 (1845-1849), 137 (1850-1854); celle de 1846 s'étendit à 18 provinces, celle de 1847 à 22, celle de 1848 à 27. De 1835 à 1845, 416 serfs (dont 118 femmes) furent envoyés en Sibérie pour meurtres de propriétaires.

Page 193, ligne 7 de la note. Lire : le cens exigé.

Page 200, ligne 3 de la note. Lire : V. Krestovsky et non Krestovskaya; il s'agit ici d'un pseudonyme masculin pris par une femme.

Page 203, ligne 3 de la note. Pisarev (1841-68).

Page 204, dernière ligne de la note. Le supplément du *Nouveau Larousse Illustré* donne cet article sur Stepniak : « Stepniak (Sergius Michael). Ce nom qui veut dire « enfant du

steppe » est le pseudonyme de Serge Mikhaïlovitch Kravtchinsky, publiciste et agitateur russe; né à Hadjatch (gouv. de Tchernigov) en 1852, mort à Londres en 1895. Il fut étudiant et professeur à Kiev. Accusé d'avoir pris part à un assassinat politique, il se réfugia en Suisse, puis à Londres, où il mourut victime d'un accident de chemin de fer. Il a publié en anglais plusieurs volumes qui ont eu du succès et qui ont été traduits en plusieurs langues : *Underground Russia* (1882); *Russia under the Tsars* (1885); *The Russian Storm Cloud* (1886); *The Russian Peasantry* (1888); *Career of a Nihilist* (1889); *Nihilism as it is* (1894); *King Stork and King Log, a study of Modern Russia* (1895); *Tyrannicide in Russia*. » Je ne sais pas si sa participation à l'attentat commis sur le général Mezentsev, dont il a été parlé dans la presse, a jamais été avouée ou prouvée.

Page 206, lignes 4 et 8. Lire : Lyamshin, Kirilov.

Page 209. Nicolas Danilevsky (1822-85). Il y eut un congrès slave à Moscou (1867). Katkov, Cherkasky, Milyutin, Samarin, I. Aksakov formaient le parti des Vieux-Russes.

Page 227. L'empereur Alexandre III fut à plusieurs reprises obligé de changer de résidence, mais il habita surtout Gachina, à 45 kil. S.-O. de Petrograd, château bâti par Grégoire Orlov (1770).

Page 247. *Moslim* est arabe, *muslimân* (prononcé *musulmân*) persan.

Page 253, ligne 13. La capitale d'été des Sassanides était Ecbatane; leur capitale d'hiver, Ctésiphon, qui, quand il s'agit des Sassanides et non plus des Arsacides, est généralement appelé Madâin.

Page 259. *Fakîr* veut dire pauvre et moine en arabe, *dervish* à les mêmes significations en persan.

Page 271. Dans le mémoire de M. de Vergennes sur la Porte Ottomane, composé au retour de son ambassade à Constantinople (1754-1768) reproduit (avec les écrits de Favier) tome IX (p. 97) des œuvres complètes du comte de Ségur (*Politique de tous les Cabinets de l'Europe*, t. III), nous trouvons, page 104, ce portrait de Mohammed Raghîb :

« Ce prince (Mustafâ III) eut le bonheur de rencontrer, à son avènement à l'empire, un grand-visir sage et instruit, et, ce qui fait son éloge, il l'a gardé jusqu'à ce que la mort l'en ait privé, quoique l'ascendant que ce ministre avait pris sur lui et qu'il prétendait conserver, lui fût parfois sensible et à charge. »

Voici celui de Mehemet Emin (p. 140) :

« Mehemet Emin pacha, qui remplit la place de grand-visir, est, sans contredit, un homme de beaucoup de génie... Si l'on ne peut refuser à ce visir de grands talents et d'heureuses qualités, une élocution noble et facile, on ne doit pas dissimuler aussi qu'il a de grands défauts... Souverainement prévenu de lui-même et de la supériorité de son mérite, la moindre contradiction, l'ombre de la résistance le choque et l'irrite, et, dans son impétuosité, il ne met pas de bornes à son ressentiment. »

Page 277, 3^e ligne de la note. Lire : Pélasges.

P. 290, fin de la note. Midhat Efendi est le même qu'Ahmed Midhat, cité page 302, ligne 2 de la note.

Page 323, ligne 15. Lire : le 7 janvier (au lieu du 17). — La convention de 1885 est financière.

Page 326. Akkad designait la Babylonie du Nord, Sumer celle du Sud.

Page 328. Les Safides (Savafi) étaient pour les Shiïtes une race sacrée entre toutes ; ils descendaient en ligne directe d'Ali par le septième imân, Mûsi Kâzim (745-799) ; un grand nombre de ses membres furent des saints et des imân : Safi ed din (le vingt et unième descendant de Mûsi), le propagateur du sûfisme, qui donna son nom à la dynastie († 1335) ; Sadr ed din, que Timûr alla visiter dans sa cellule ; Khwâja Ali ; Ibrâhim ; Junaid (Djunaid) († 1456), à qui son renom de sainteté valut d'innombrables disciples. La faiblesse des descendants de Timûr ayant livré une grande partie de l'Irân aux Turkomans, qui y fondèrent successivement deux dynasties, celle du Mouton noir et celle du Mouton blanc, les Shiïtes persuadèrent au fils de Junaid, Haydar († 1488), de commencer la libération de la Perse, qu'acheva son fils Ismaïl (1487-1524), shâh depuis 1500. Les Safides, descendants d'Ali et fondateurs du shiïsme persan, possédèrent donc l'autorité religieuse comme l'autorité civile. La situation religieuse de la présente dynastie est mal définie, le clergé shiïte ayant préféré se soumettre sans se prononcer.

Page 329, ligne 20 de la note. Les dates du Khalifat Fatimite sont (969-1171).

Page 339. La rivalité de l'Angleterre et de la Russie en Perse sera étudiée dans le tome IX, la formation des partis politiques avec l'histoire de la Révolution.

Page 341. Après le massacre à Kâbul de sir Louis Cavagnari

et de la mission anglaise, le général (sir Frederic, plus tard maréchal lord) Roberts, avec 6 000 hommes, prit Kâbul le 12 octobre et fit prisonnier Yâkûb Khan. En décembre de la même année, les clans de la région de Kâbul se soulevèrent et assiégèrent, pendant dix jours, la garnison anglaise dans son cantonnement de Sherpur; elle fut délivrée par le général Gough. En juin 1880, Ayûb Khan, frère de Yâkûb, proclama la guerre sainte, marcha sur Kandahar et battit, le 27 juillet, à Maiwand, un corps anglais commandé par Burrows, puis, en août, celui du général Brooke. Roberts marcha de Kâbul sur Kandahar (9-31 août) et battit Ayûb le 1^{er} septembre.

Page 346, ligne 4. Héréditaire doit être pris dans le sens que les fonctionnaires se recrutaient d'ordinaire dans les familles de fonctionnaires.

Page 365, fin de la note. Une partie de la Birmanie Inférieure (Arakan et Tenasserim) avait été annexée en 1826.

Page 394, ligne 1 de la note. Lire : Thakura.

Page 398. Dans son beau livre *Les Castes dans l'Inde*, M. E. SENART étudie les castes de l'Inde moderne avant de rechercher l'origine des castes.

Page 404, 8^e ligne de la note. L'empire de l'Inde (4,8 millions de kil. car.) est beaucoup plus grand que l'Europe sans la Russie, mais il comprend, en dehors de l'Inde, la Birmanie avec la côte ouest du Siam, le Béloutchistan, le Petit Thibet, etc.

Page 420, ligne 27. Lire : qu'il y ait eu.

Page 458. Les huguenots français s'établirent surtout dans la Caroline du Sud.

Page 496. Chaque État de l'Union a sa législation en matière de boxe, mais la boxe sans gants, comme on la pratiquait autrefois, est interdite dans tous. Les maisons de jeu sont interdites en principe dans l'Union et la plupart des États ont promulgué des lois contre le jeu, dont quelques-unes sont très sévères. Cependant, avant 1881, les autorités intervenaient rarement, à moins qu'elles n'y fussent conviées par des *societies for the suppression of vice*, mais depuis 1881 à New-York et depuis 1885 dans la plupart des villes les poursuites sont devenues très fréquentes.

Page 498, ligne 15. Lire : « une telle faculté d'adaptation. »

Page 500, ligne 2. Ici, comme dans toute la partie consacrée à la civilisation américaine, Amérique est synonyme d'États-Unis.

P. 507, ligne 15 de la note. Lire : Santa-Ana; (ligne 17) lire :

de 1833 à 1855. Santa-Ana fut président (1833; 1834-36; 1837-38; 1841-44; 1847; 1853-55). Juarez, président libéral depuis 1858, se défendit dans le nord du Mexique, pendant que les troupes françaises et le parti conservateur mettaient sur le trône l'empereur Maximilien (1864), il reprit Kihuahua en 1866, Mexico en 1867 et fit fusiller Maximilien à Queretaro (19 juin 1867).

Page 534, 3^e paragraphe. Il s'agit de la formation de la richesse dans les pays modernes.

Page 563. Il faut entendre par sociétés de grands groupes de civilisation comme la société méditerranéenne, la société perse, la société indienne, la société chinoise.

TABLE DES MATIÈRES

A. La civilisation européenne.....	37
B. Les civilisations eurasiennes	109
I) La civilisation russe.....	109
II) La civilisation musulmane.....	246
a) L'Islam.....	246
b) La Turquie.....	262
c) L'Afrique. L'Égypte.....	309
d) La Perse. Les Musulmans de l'Extrême-Asie.	326
III) La civilisation indienne. La civilisation de l'Océan Indien	351
C. La civilisation de l'Extrême-Asie.....	419
D. La civilisation américaine.....	457
E) La pénétration réciproque des civilisations de l'Asie, de l'Europe et de l'Amérique. Leurs conflits.....	517

Cet ouvrage a été achevé d'imprimer par
Plon-Nourrit et C^{te},
à Paris, le 12 décembre 1923.

DATE DUE

--	--

DOMINICAN COLLEGE LIBRARY

DS835 .L22 v.7

La Mazelière/Le Japon



3 3645 00087228 6

DS835 .L35 1907

vol.7

La Mazelière, Antoine Rous,
marquis de, 1864-

Le Japon : histoire et
civilisation ...

002

Dominican College Library
San Rafael, California

